Université Paris Nanterre
200 av. de la République
92001 Nanterre Cedex
www.parisnanterre.fr

Membre de l'université Paris Lumières

École doctorale 396 : Économie, organisation, société
SOPHIAPOL (Laboratoire de Sociologie, philosophie et anthropologie politiques, EA 3932)

Anne Goullet de Rugy

# Changer de vie

## *Une étude sur les bifurcations descendantes et la critique des formes de vie*

Thèse présentée et soutenue publiquement le ***25/11/2021***
en vue de l'obtention du doctorat de Sociologie de l'Université Paris Nanterre
sous la direction de Christian Laval

**Jury** * **:**

| | |
|---|---|
| Vincent Chabault | maître de conférence HDR en sociologie à l'Université de Paris, CERLIS (rapporteur) |
| Laurent Jeanpierre | professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CRESPPA (rapporteur) |
| Flora Bajard | chargée de recherche en sociologie au CNRS, LEST |
| Saskia Cousin | professeure de sociologie à l'Université de Paris Nanterre, Sophiapol |
| Christian Laval | professeur émérite de sociologie à l'Université de Paris Nanterre (directeur) |
| Pierre Sauvêtre | maître de conférence en sociologie à l'Université de Paris Nanterre, Sophiapol |

*À Esther,*

*À Judith*

« Les gens se sont mis à tout changer… Absolument tout. Radicalement. Certains partaient, ils changeaient de patrie. D'autres changeaient de convictions et de principes. D'autres encore changeaient tout chez eux, ils changeaient de meubles, de vêtements… Ils jetaient toutes leurs vieilleries soviétiques et ils achetaient des produits étrangers. Des revendeurs ont aussitôt inondé le marché de bouilloires, de téléphones, de meubles, de réfrigérateurs… Tout cela a brusquement surgi de nulle part. '' J'ai une machine à laver Bosch '', '' Moi, j'ai acheté un téléviseur Siemens ''… On entendait les mots '' Panasonic '', '' Sony'', ''Philips'', dans toutes les conversations. J'ai rencontré une voisine, elle m'a dit : ''J'ai honte de me réjouir comme ça pour un moulin à café allemand… Mais ça rend heureuse !'' Elle qui, il n'y a pas si longtemps, avait passé toute une nuit à faire la queue pour un recueil d'Akhmatova, voilà que maintenant, elle était folle de joie à cause d'un moulin à café ! D'un petit machin de rien du tout… »

Svetlana Alexievitch, *La fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement*, Actes Sud, 2013, p 101

« Alors un jour – n'avaient-ils pas toujours su que ce jour viendrait – ils décideront d'en finir, une fois pour toutes, comme les autres. Leurs amis, alertés, leur chercheront du travail. On les recommandera auprès des meilleures agences. Ils écriront, pleins d'espoir, des curriculum vitae soigneusement pesés. La chance – mais ce ne sera pas exactement de la chance – sera pour eux. Leurs états de service recevront, en dépit de leur irrégularité, une attention particulière. On les convoquera. Ils sauront trouver les mots qu'il faudra pour plaire.

Et c'est ainsi qu'après quelques années de vie vagabonde, fatigués de manquer d'argent, fatigués de compter et de s'en vouloir de compter, Jérôme et Sylvie accepteront – peut-être avec gratitude – le double poste responsable, assorti d'une rémunération qui pourra, à la rigueur passer pour un pont d'or, que leur offrira un magnat de la publicité. […]

Ils auront un divan Chesterfield, leurs fauteuils de cuir naturel souples et racés comme des sièges d'automobile italienne, leurs tables rustiques, leurs lutrins, leurs moquettes, leurs tapis de soie, leurs bibliothèques de chêne clair.

Ils auront les pièces immenses et vides, lumineuses, les dégagements spacieux, les murs de verre, les vues imprenables. Ils auront les faïences, les couverts d'argent, les nappes de dentelle, les riches reliures de cuir. »

Georges Perec, *Les choses*, 10/18, 1965, p 139-141

# Remerciements

Mes premiers remerciements s'adressent aux personnes qui ont accepté de se prêter au rite sociologique de l'entretien enregistré, m'ont consacré du temps, m'ont ouvert leur maison souvent et m'ont même parfois accueillie chez eux en séjour, me laissant découvrir avec bonheur leur lieu de vie et leurs proches. Seul le respect de la règle de l'anonymat m'interdit de les citer nommément. Ces relations sociales, éphémères ou durables, furent toujours des rencontres très riches et j'espère avoir été à la hauteur de l'échange. Si je reste seule responsable des affirmations qui figurent dans cette thèse, j'espère que ce travail restitue leurs récits dans toute leur richesse et leur complexité.

Cette thèse n'aurait jamais pu voir le jour sans la confiance sans faille que m'a accordée Christian Laval, mon directeur de thèse, qui a accepté de diriger mon travail alors même qu'il savait qu'étant pour partie prise par des tâches professionnelles, familiales et politiques, je ne serai qu'une étudiante à temps partiel. Il m'a laissé toute l'autonomie dont j'avais besoin, tout en m'apportant, par son exigence intellectuelle, de pertinentes suggestions, une incitation continue à approfondir et à persévérer et, toujours, une lecture précise et attentive. Qu'il soit ici chaleureusement remercié.

Si la rédaction d'une thèse est un travail très solitaire, celui-ci n'aurait peut-être jamais été mené à son terme sans l'appui humain et chaleureux de plusieurs institutions. Ainsi, je remercie les collègues de la faculté d'Administration et échanges internationaux et de la récente École internationale d'études politiques, à l'Université Paris Est Créteil, et leurs doyens successifs, qui m'ont toujours soutenue et encouragée à commencer ce travail de recherche et à le mener jusqu'à son terme. Je remercie particulièrement ceux qui m'ont précédée dans la rédaction d'une thèse tout en enseignant : Françoise Vasselin, Julien Sellier, François Grima et Béatrice Barbusse. Leur soutien constant et leur expérience m'ont été précieux. Je remercie aussi tous les chercheurs, chercheuses, doctorants et doctorantes du Sophiapol, laboratoire qui m'a accueillie pour ma thèse. J'y ai apprécié la richesse des séminaires et y ai trouvé, notamment grâce aux échanges entre philosophes, sociologues et politistes, une source inépuisable d'inspiration intellectuelle pour mon propre travail. Je remercie aussi Haud Guéguen, Dominique Glaymann et Cyprien Tasset de m'avoir invitée à présenter différentes parties de ce travail aux séminaires qu'ils animaient et à Nicolas Poirier de m'avoir donné l'occasion d'une première intervention sur Georges Perec et la sociologie de la consommation au colloque sur Jean Baudrillard qu'il organisait en novembre 2014.

Les discussions amicales et intellectuelles avec Sepideh Parsapajouh, Claire Pignol, Claire Joigneaux-Desplanques, Pascal Quidu, Muriel Prévot-Carpentier ont compté beaucoup pour commencer, mener à bien et achever ce travail. La lecture attentive de Sandrine Ruhlmann, ses corrections précises et infatigables, ont été irremplaçables. Je les remercie chaleureusement.

Merci à Sophie pour son soutien constant et son aide informatique et à Alexandre pour ses corrections, à Florence et Alice pour leur aide bienveillante pour les présentations en anglais, merci à Stéphane de m'avoir apporté son savoir-faire sur un logiciel qui n'était pourtant pas « libre ».

Enfin je remercie mes amis et mes proches pour leur soutien constant, l'intérêt qu'ils m'ont manifesté, les contacts qu'ils m'ont donnés, les maisons qu'ils m'ont ouvertes pour respirer ou

travailler : merci à Elsa et Frédéric, Ève, Anne et Frédéric, Christine, Sergio, Elisabeth et Patrick, Delphine, Olivier, Anne M., Anne S., Sonia, Pascal et Anne-Hélène, Florence, Claire G., Jean-Félix et Marie-Pascale, Malik, Judith, Sophie L., Violaine, Pierre, Hervé et Cléo, Suzanne et Michel et tous ceux et celles que j'oublie certainement, tant je fus occupée ces dernières années. Merci à Édouard, Frédéric, Abdelkrim, Brigitte, Chawqui, Grégoire, Yasmina, Zohra, Abdelrahmane, Anissa, Arlindo, Brahim, Claire J., Clara, Colette, Fatima, Nemane, Quentin, Youcef, et tout le collectif bagnoletais pour avoir accepté mes absences et renouvelé mon rapport à l'écologie politique.

Mes parents inondèrent mon enfance de logos politiques et de pratiques engagées. Ils furent des précurseurs de la décroissance fustigeant la société de consommation, considérant que le seul travail qui valait devait être à temps partiel, expérimentant les premières coopératives d'achat de riz complet et l'habitat communautaire. Je crois qu'involontairement cette thèse leur est assez fidèle. Je regrette qu'ils ne puissent aujourd'hui assister à la soutenance, mon père parce que la conscience le quitte peu à peu et ma mère parce que la maladie l'a emportée avant que ce travail n'arrive à son terme. Finalement, les contradictions qu'ils m'ont léguées m'ont certainement incitée à faire d'obsessions du quotidien des questions intellectuelles. Merci à eux. Merci à la famille proche d'Alsace et de Bretagne d'avoir été présente et aimante. Un merci particulier à mes frères qui, ces derniers mois, m'ont secondée auprès de mon père : ce fut la condition pour terminer ce travail.

Enfin j'ai une pensée particulière pour mes deux filles, Esther et Judith, qui ont souvent reproché à leur mère d'avoir l'esprit ailleurs – elles visaient juste ! J'espère qu'elles n'en tireront pas d'autre trauma que celui d'avoir envie d'être têtues, déterminées et joyeuses à mener jusqu'au bout une idée qui leur tient à cœur.

**Résumé**

***Changer de vie***
***Une étude sur les bifurcations descendantes et la critique des formes de vie.***
Cette thèse traite des « bifurcations descendantes », c'est-à-dire des changements d'emploi intentionnels avec baisse de revenu, et les analyse, selon une approche sociologique pragmatique et compréhensive à partir d'une enquête par entretiens biographiques. Elle suit leur déroulement, les conditions sociales de leur réalisation, les registres de justification mobilisés et examine leur portée critique. Le processus critique à l'œuvre dans les bifurcations descendantes concerne principalement le travail, la hiérarchie sociale et institutionnelle des professions, plus que la consommation. Le changement professionnel et la réduction de la consommation sont justifiés par une grammaire marchande, celle de l'arbitrage et de la recherche de l'intérêt individuel, combinée à une grammaire civique se référant à la justice et au respect de la nature. Finalement, la critique porte sur une représentation économiciste de l'intérêt, du travail et des formes de vie dans laquelle la consommation est une fin et le travail réduit à un moyen pourvoyeur de richesses matérielles. Elle se manifeste sous la forme d'une désapprobation du pouvoir de l'argent, de la recherche constante de rentabilité, de l'exploitation de l'homme et de la nature et des nuisances générées par la production et suscite un mouvement de sortie (*exit*) de certains emplois. La politisation de cette défection est très variable. L'*exit* s'articule avec deux autres types de réaction au mécontentement : la prise de parole (*voice)* par la revendication de formes de vie alternatives et l'apathie non comme passivité mais comme critique silencieuse, peu politisée. Cette hybridation entre les catégories *exit*, *voice* et *apathy* pensées par Hirschman comme alternatives, invite à repenser les liens entre le faire et le dire politiques.

Mots clefs : bifurcations professionnelles – déclassement volontaire – consommation engagée – politisation des pratiques – militantisme existentiel – sociologie économique

**Abstract**

***Changing one's life***
***A study on voluntary downshifting bifurcations and the critique of forms of life***
This thesis focuses on voluntary downshifting bifurcations, i.e. intentional job changes inducing a reduction in income. Using a pragmatic and interpretive sociological approach based on a biographical interview survey, it follows their development, the social conditions of their realisation, their justifications and examines their critical dimension. The critical process at work in voluntary downshifting bifurcations mainly concerns work and the social and institutional hierarchy of professions, rather than consumption. Career change and reduction of consumption are justified by a "market grammar", related to a trade-off between work, leisure and consumption and the pursuance of self-interest, combined with a "civic grammar" referring to justice and respect for nature. Lastly, the critique is aimed at an economicist representation of interest, of work and of forms of life in which consumption is an end in itself and work only a means to produce material wealth. It manifests itself as a disapproval of the power of money, of the constant search for profitability, of the exploitation of man and nature and of the environmental damage caused by production, and elicits an exodus from certain jobs. The politicisation of this professional *exit* varies greatly. The *exit* is linked to two other types of

reaction to discontent: “voice”, through the demand for alternative forms of life and “apathy”, not as passivity but as silent, marginally politicised criticism. This hybridisation between the *exit*, *voice* and *apathy* categories, which Hirschman sees as alternatives, invites us to rethink the relationship between political practices and political discourse.

Keywords :

Career bifurcation – Political consumerism – Voluntary Downshifting – Politicisation of practices– existential activism – economic sociology

# Sommaire

**Sommaire** ..... **11**

**Introduction**
**Les bifurcations descendantes : une résistance par les formes de vie ?** ..... **13**

1. Nommer l'objet : les bifurcations descendantes ..... 16
2. Résister par les formes de vie : vivre sa protestation ..... 23
3. Contribuer à une sociologie pragmatique des formes de vie ..... 31
4. Interroger les résistances à une subjectivité capitaliste ..... 42
5. Enquêter : partir des récits biographiques ..... 50

PREMIERE PARTIE :
LE CHANGEMENT D'EMPLOI ET L'EVALUATION COMPAREE DES PROFESSIONS ..... 61

**Chapitre 1 Quitter un « super travail »** ..... **65**

1. Avant la bifurcation, des carrières ascendantes ..... 67
2. L'émergence de la critique ..... 92

**Chapitre 2 Vouloir le déclassement ?** ..... **133**

1. Évaluation comparée des professions et déplacements dans l'espace social ..... 135
2. La critique de l'évaluation économique du travail ..... 166

DEUXIEME PARTIE : LES REAMENAGEMENTS DE LA CONSOMMATION ..... 189

**Chapitre 3 Déconsommer** ..... **193**

1. Réduire ses dépenses ..... 194
2. Garder ce qui compte : un processus de résistance au déclassement ..... 223

**Chapitre 4 Rendre la baisse de la consommation acceptable** ..... **255**

1. La justification marchande : la consommation en arbitrage ..... 257
2. La critique de la consommation ..... 299

TROISIEME PARTIE : LE RAPPORT AU POLITIQUE ..... 349

**Chapitre 5 Choisir sa vie, critiquer le capitalisme par les formes de vie ?** ..... **353**

1. Les paradoxes de la recherche de l'intérêt individuel ..... 355
2. Une critique de l'utilitarisme par les formes de vie ? ..... 392

**Chapitre 6 Politiser les formes de vie ?** ..... **419**

1. Une politisation des formes de vie inscrite dans les trajectoires politiques individuelles ..... 422
2. Entre dire et faire : penser le rapport au politique des formes de vie ..... 460

CONCLUSION GENERALE ..... 487

**Conclusion** ..... **489**

**Epilogue Que sont-ils devenus ?** ..... **497**

ANNEXES ..... 501

**Annexe 1 Tableau des enquêtés** ..... **503**

**Annexe 2 Grille thématique d'entretien ..... 507**
**Annexe 3 Un exemple d'entretien ..... 509**
**Annexe 4 La mesure quantitative des bifurcations descendantes ..... 531**
**Bibliographie ..... 535**
**Table des matières ..... 583**

# Introduction

# Les bifurcations descendantes : une résistance par les formes de vie ?

« Changer de vie »[1], « Comment oser le changement de vie »[2], « Les reconvertis du Covid »[3], « Se reconvertir dans un artisanat de bouche »[4], « Reconversion paysanne »[5], « Tout plaquer pour devenir ‘‘néo-rural’’ »[6], « Le brillant Wael, son devenir tout tracé… et une épidémie »[7], « Reconversions, formation : l'attirance sur les métiers manuels », « À Limoges, un ancien journaliste reconverti en boulangerie bio »[8], « Génération reconversion »[9] : pas de doute, les médias se sont saisis du thème des « reconversions professionnelles » et la crise sanitaire et ses épisodes de confinement ont renforcé leur écho médiatique comme probablement l'ampleur sociale du phénomène, comme perspective envisagée ou réalisée. Pourtant la question est encore assez peu étudiée en sociologie et ne semble pas avoir fait l'objet d'enquêtes quantitatives exhaustives qui permettraient d'évaluer l'emprise sociale des reconversions

[1] *Zadig*, septembre 2020, n°3, Dossier spécial, p.68-139.
[2] France Inter, *Grand Bien vous fasse !*, Ali Rebeihi, 15 septembre 2020.
[3] France Inter, *Interception*, Philippe Bardonnaud, Vanessa Descouraux, Géraldine Hallot, 21 février 2021.
[4] France Inter, *On va déguster*, François-Régis Gaudry, 16 août 2020.
[5] France Inter, *Le reportage de la tête au carré*, 4 épisodes, Antoine LY, 29, 30, 31 mars 2021 et 1er avril 2021.
[6] France Inter, *Le Zoom de la rédaction*, Stéphane Iglesis, 17 août 2016.
[7] France Culture, *Les pieds sur terre*, Sonia Kronlund, 27 janvier 2021.
[8] France Info Nouvelle Aquitaine, Gwenola Beriou, 4 février 2020.
[9] Sarah Terrier, *Le Cercle Psy*, n°32, mars-avril-mai 2019.

professionnelles. L'écho médiatique de ces reconversions professionnelles parfois héroïsées tel le « Heureux avec 800 euros par mois »[10] titré par *Le Point*, tient probablement au fait que ces reconversions, notamment celles qui concernent les cadres hautement diplômés qui se tournent vers des professions institutionnellement moins prestigieuses, professions manuelles, artisanales ou professions du *care* ou relationnelles (*coach*, professeur des écoles, etc.) interrogent un modèle de réussite sociale qui conditionne par exemple les stratégies scolaires dont on sait qu'elles interviennent de plus en plus tôt[11] (van Zanten, 2011 et 2009). C'est l'écart, parfois spectaculaire et mis en scène médiatiquement (« Devenir boulanger après dix années de *trading* »[12]), entre les professions, les niveaux de formation institutionnels exigés, les styles comme les niveaux de vie, avant et après changement professionnel, qui interroge les représentations sociales de la réussite même si ces épopées héroïsées sont aussi des conquêtes de prestige social et symbolique. Ces reconversions professionnelles, si elles ne constituent pas un groupe social, du fait de leur diversité et de la variété des trajectoires comme des positions « d'arrivée », sont néanmoins visibles dans la géographie des villes et des villages par l'ouverture de commerces de bouche ou commerces artisanaux dont les professionnels semblent se rapprocher de leur clientèle (quartiers urbains gentrifiés ou villages accueillant des néo-ruraux) ou encore constituent une part non-négligeable de certaines professions qu'il s'agisse de professions d'artisanat d'art[13], du commerce ou encore de l'enseignement (professeurs des écoles notamment)[14]. Plusieurs enquêtes journalistiques font état de ces reconversions professionnelles. L'enquête *La révolte des premiers de la classe* de Jean-Laurent Casselly (2017) traite des reconversions urbaines et des trajectoires de diplômés de l'enseignement supérieur (et notamment issus des « grandes écoles ») qui « passent un CAP de cuisine » et explore l'aspect professionnel surtout, l'abandon de postes au contenu de travail jugé répétitif et peu stimulant (les cadres comme « prolétaires de la connaissance ») pour des activités centrées sur le travail manuel ou relationnel. Le récit *L'Elégance de la clef de douze* de Laurence Decréau (2015) dresse cinq portraits de ces « intellectuels devenus artisans ». Enfin, on ne compte plus les récits monographiques ou les films décrivant ce type de changement à l'image

[10] « Heureux avec 800 euros par mois. Comment vivre volontairement avec moins que le SMIC ? », Alix Ratouis, *Le Point*, 27 août 2015.
[11] L'écho médiatique est sans doute bien supérieur à la réalité statistique du phénomène car c'est bien vers la réussite à l'École Polytechnique ou à celle d'HEC qu'enseignants et parents projettent comme horizon de l'excellence scolaire plus que l'entrée à l'école internationale de boulangerie de Noyers et ses quelques dizaines de stagiaires annuels même si les sessions sont complètes longtemps à l'avance.
[12] « Thomas Pasturel : devenir boulanger après dix années de trading », *Les Echos*, Henri de Lestapis, 7 octobre 2019.
[13] Par exemple, les trajectoires de reconversion professionnelle (ascendante et descendante) pourraient être majoritaires à l'entrée de la profession de céramiste d'art en France (Bajard, 2018, p.124).
[14] Voir l'annexe 4 pour l'examen des évaluations quantitatives disponibles.

de la *Jeune bergère*[15] des prés salés du Cotentin, anciennement graphiste à Paris. On pourrait citer aussi évidemment le récit autobiographique *Eloge du carburateur* de Matthew Crawford (2010), qui interroge sa propre trajectoire de cadre de l'audit à mécanicien réparateur de motos et l'enrichissement du travail qu'il en a tiré. À l'exception du film *Jeune bergère* qui montre, dans la description cinématographique du quotidien, les difficultés financières de l'éleveuse de moutons au moment de son installation et la réduction drastique de la consommation qui en découle, les transformations du style de vie associées à ces reconversions sont à peine évoquées dans les autres enquêtes, centrées sur l'activité, le travail, les trajectoires sociales. Réunissant à la fin de son enquête (c'est la conclusion du livre) les cinq personnes dont elle a suivi les trajectoires, de directeur marketing HEC à plombier ou de philosophe à apiculteur, Laurence Decréau, raconte sa surprise de les voir, lors de ce dîner évoquer leur nouvelle contrainte budgétaire et les manières d'équilibrer leur budget. Cette invisibilisation de la réduction du revenu associée aux reconversions par exemple de cadres et hauts cadres vers des professions manuelles ou artistiques concerne aussi les approches sociologiques centrées sur le travail et les dispositions qui y sont déployées : ainsi l'enquête en cours de Ludivine Le Gros (2020) sur les « reconversions radicales » de cadres issus de grandes écoles de management vers des professions de l'art et de la culture ou du *care* par exemple ne mentionne pas, dans un premier article qui en fait état, la question du revenu, dont l'évolution à la baisse ne concerne probablement pas tous les cas de « reconversion radicale » étudiés. La consommation que Louis Pinto qualifie d'objet « un peu sale, un peu bizarre »[16] ne fait pas l'objet d'une attention particulière alors que, si ces reconversions sont héroïsées, c'est probablement aussi parce qu'elles s'accompagnent le plus souvent d'une réduction des revenus et des dépenses de consommation, prenant ainsi une dimension sacrificielle, quand l'idéal social valorise la hausse du niveau de vie et l'amélioration des conditions matérielles d'existence, l'aisance apportée par le confort et les revenus élevés, comme horizon pour la société comme pour les individus.

L'objet de ce travail est d'interroger, à travers ces bifurcations, la distance à un idéal social de croissance des revenus et de carrière professionnelle ascendante où reconnaissance du travail et des compétences, intérêt du poste et amélioration des conditions de vie sont souvent confondues et synthétisées par l'augmentation du revenu, notamment pour les cadres du secteur

[15] *Jeune bergère*, documentaire de Delphine Détrie, 2018.
[16] Louis Pinto, « La consommation : déconstruction et construction », conférence 28 mars 2018, CNRS, Site Pouchet :
https://www.canal-u.tv/video/site_pouchet_cnrs/la_consommation_de_construction_et_construction.41861

privé. Cet idéal social peut être questionné à la fois du point de vue du travail, de la consommation et de l'engagement politique en le prenant comme un tout, la forme de la vie quotidienne dans sa dimension matérielle, celle des conditions matérielles d'existence.

# 1. Nommer l'objet : les bifurcations descendantes

## *Refuzniks, mavericks, drop outers, voluntary downshifters ?*

Si le thème des reconversions professionnelles « descendantes » (avec baisse de revenu et souvent baisse du niveau de diplôme exigé selon les conventions institutionnelles de classement) occupe régulièrement le champ médiatique, le terme pour les désigner n'est pas stabilisé. Certains insistent sur la dimension critique et la résistance à l'ordre dominant : ainsi le politique et journaliste Noël Mamère inaugure-t-il un cycle de podcasts « L'avis de Mamère » avec Gilles Vernet[17], ancien trader au sein de la banque *J.P. Morgan*, devenu professeur des écoles à Paris[18] : interrogeant Gilles Vernet sur les motifs de sa « bascule », il l'apostrophe comme faisant partie des « refuzniks », ceux qui font « des choix courageux », lançant des « pistes pour le jour d'après ». Ce terme, synthèse du mot anglais *refuse* et du mot russe *ouznik* signifiant « prisonnier », a désigné d'abord les opposants soviétiques à qui l'immigration était refusée, puis, plus largement, les citoyens « objecteurs de conscience » qui refusaient de se soumettre à l'État[19]. L'appellation serait donc transposable à l'opposition individuelle à un ordre économique et social. Néanmoins, elle présuppose un contenu politique d'opposition qui, on le verra, n'a rien d'une évidence même si cette dimension critique doit faire l'objet d'une élucidation. On pourrait aussi reprendre le terme utilisé par Timothy Leary pour qualifier les contestataires américains des décennies 1960 et 1970 qui « décrochaient » de la société dominante : les *drop outers*. Néanmoins, le fameux slogan phare de la contre-culture américaine de la décennie 1960, repris par Timothy Leary comme titre de son ouvrage, « Turn out, tune in,

[17] *L'avis de Mamère*, n°1, « La valeur de ce qui n'a pas de prix », mars 2021 (https://soundcloud.com/lavisdemamere/gilles-vernet-la-valeur-de-ce-qui-na-pas-de-prix)

[18] Gilles Vernet est aussi l'auteur d'un documentaire *Tout s'accélère* (La Clairière Production, 2016) et du livre *Tout l'or du monde* (Bayard, 2021).

[19] Jean-Luc Godard adresse aussi des *Prières pour refuzniks* dans un court métrage de 10 minutes (2004) sous forme de deux lettres à des jeunes militaires israéliens condamnés à l'emprisonnement pour avoir refusé de faire leur service militaire dans les territoires palestiniens occupés.

drop out ! » (qui n'a jamais été vraiment traduit[20]), s'il peut résonner avec une dimension spirituelle et centrée sur son propre développement dans les transitions étudiées, semble trop lié au contexte de l'usage des drogues pour pouvoir qualifier de *drop outers*, de « décrocheurs », les individus concernés par les transitions professionnelles. Par ailleurs, ce terme de « décrocheurs », plutôt mobilisé en français dans le contexte scolaire, suppose un décrochement le plus souvent vécu comme subi. Juliet B. Schor utilise un autre terme, qui fait écho à la question écologique et aux théories sociales de la décroissance, les *voluntary downshifters* qui pourrait aussi qualifier les « reconvertis descendants ». Cette expression est introduite dès 1998 dans son ouvrage *The Overspent American* dans lequel elle consacre un chapitre au « downshifter next door[21] » et à l'enquête qu'elle a menée sur cette population en 1996, les *downshifters,* prêts à réduire leur revenu, soit en changeant d'emploi, soit en réduisant leur temps de travail. Sans doute serait-ce le terme le plus proche, dans son contenu comme dans ses connotations, des trajectoires étudiées. En effet, il s'agit là aussi de situations individuelles que l'on peut inscrire dans un mouvement de changement, en lien avec l'écologie politique et l'appel à une transformation des modes de vie. Les *downshifters* participent, selon Juliet B. Schor, d'un moment de saturation de la société de consommation et d'une diffusion des aspirations individuelles à une transition vers davantage de sobriété qui se traduit par une réduction du revenu individuel issu du travail, que ce soit par changement d'emploi ou par baisse du temps de travail, sans que ce changement individuel s'accompagne nécessairement d'une appartenance à des collectifs militants ou à un mouvement social organisé. Le terme se rapproche aussi d'autres mouvements de transformation de modes de vie telles la simplicité volontaire ou la sobriété heureuse. Si objectivement ce terme qualifie bien les pratiques observées et dessine le lien entre travail, consommation, style de vie et engagement notamment en faveur de l'écologie, je n'utiliserai pas ce terme dans la suite de ce travail. En effet, et notamment dans sa traduction française, associée au le terme de « décroissant », il impose une orientation politique qui correspond bien à certaines transitions individuelles (même si elles ne sont que rarement qualifiées spontanément de décroissantes) mais est très éloignée d'autres trajectoires.

Pour finir, dans une série de courts documentaires audiovisuels, Antoine Grenié qui a réalisé courant 2021 un tour de France des « transitions professionnelles radicales » intitule sa série

[20] Il me semble que la traduction la plus facile serait de transposer l'impératif à l'infinitif : « s'ouvrir, s'accorder, décrocher ». D'autres traductions proposent : « allumez, écoutez et abandonnez ! ».

[21] Juliet B. Schor (1998), p.111-142. Une photo-portrait illustre le « profil du décroissant », lassé de la société de consommation, représenté avec les accessoires typiques de son style de vie : salade biologique, outil de bricolage domestique, tricot pour confectionner ses vêtements, etc. (p.112).

« Les Mavericks »[22]. Le terme de *maverick* que l'on pourrait traduire par « non conformiste » est emprunté à Corinne Morel Darleux[23] qui use de cette expression pour qualifier les individus qui vivent des formes de quotidien en retrait à commencer par Bernard Moitessier, avec lequel elle ouvre son livre *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*[24]. Ce navigateur sur le point de gagner, le 18 mars 1969, la première course en solitaire autour du monde décide de poursuivre sa route sur les mers plutôt que de rentrer et d'acter sa victoire[25]. En restant en mer, il explique suivre une ligne de fuite face à la société de consommation qui rompt avec la nature. Le *maverick*, nom d'un cheval emprunté à un éleveur texan éponyme, qui refusa de marquer son bétail au fer rouge, représente le cheval sauvage, qui choisit de vivre en marge de la harde :

> « Il met de la distance mais ne se désolidarise pas du mouvement. […] Contrairement au paria, rejeté par ses semblables, le *maverick* fait lui le choix délibéré de se mettre en retrait. »[26]

Les exemples qui viennent illustrer ce terme se rapprochent des reconversions professionnelles descendantes :

> « J'en ai croisé, de ces *mavericks*. L'une a quitté un poste à responsabilité chez Hewlett Packard pour s'installer dans une ferme du Trièves, un autre a refusé que ses petits manuels parodiques soient vendus chez Carrefour. Une amie a pris un poste subalterne au collège pour garder du temps à elle, une autre refuse un poste bien payé à Annecy pour rester près de chez ses amis. Celui-là encore a refusé un contrat avec Total qui lui aurait assuré six mois de chiffre d'affaires. »[27]

Ces *mavericks* opposent une résistance à « une pression de même nature, celle de réussir »[28]. Cette fois, c'est la double dimension de l'intentionnalité et du retrait par rapport à une forme de vie dominante que contient le terme qui le rapproche des situations observées dans notre enquête. Les transitions professionnelles que j'étudie semblent faire partie d'un même mouvement social que celui des *refuznicks*, *drop outers*, *mavericks*, ou *voluntary dowshifters* dont l'ampleur est difficile à quantifier notamment en raison de ses manifestations individuées.

---

[22] https://www.imagotv.fr/emissions/les-mavericks

[23] Son propre parcours est une trajectoire de bifurcation descendante : diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Rennes, elle commence sa carrière professionnelle par des postes de consultante auprès de grandes entreprises avant de démissionner et de devenir chargée de mission dans une mairie de Seine-Saint-Denis avec une nette réduction de salaire, puis elle s'engage en politique. Elle décrit le regard incrédule de ses collègues quand elle a « décidé de démissionner de [s]on poste à la carrière prometteuse, très bien rémunéré, pour aller s'occuper d'écoles dans une mairie de Seine-Saint-Denis en divisant [s]on salaire par trois » (2019, p.24).

[24] Corinne Morel Darleux, *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. Réflexions sur l'effondrement*, Éditions Libertalia, Montreuil, 2019.

[25] Il en a tiré un livre, *La longue route* (Arthaud, 1986).

[26] Corinne Morel Darleux, *op cit.*, p17.

[27] *Op cit.*, p.19.

[28] *Op cit.*, p.20.

S'il fallait choisir un terme, ce serait donc sans doute celui de *mavericks* qui se rapproche le plus des situations de petits écarts individuels intentionnels avec la forme de vie dominante que constituent les reconversions descendantes. De façon plus neutre, en s'inscrivant davantage dans la littérature sociologique, ces reconversions professionnelles « radicales » ou descendantes » peuvent être nommées bifurcations descendantes et constituer l'objet d'étude de cette thèse.

## *Bifurcations descendantes*

L'expression courante de « reconversion professionnelle », pour qualifier un changement professionnel de forte ampleur associé ou non à un déplacement dans l'espace social, pose plusieurs problèmes quant à son usage sociologique. C'est pourquoi je lui préfère la notion, stabilisée en sociologie, de bifurcation. En effet, le terme de reconversion renvoie à une connotation religieuse ambiguë. Il contient la référence à la profession-vocation qui peut tout à fait faire l'objet d'une étude sociologique dans la lignée de l'acception mobilisée par Max Weber. La notion peut être sécularisée, l'« appel de soi » se substituant à l'appel de Dieu et à l'espérance du salut, la « petite voix » intérieure souvent mentionnée dans les entretiens renvoyant au rôle de la profession dans la construction identitaire, l'intention de l'accomplissement personnel et la quête de cohérence de soi. De ce point de vue, il est utilisé dans d'autres enquêtes portant sur des objets différents, par exemple celle de Flora Bajard qui s'intéresse aux céramistes d'art qui pour certains sont « en reconversion » et trouvent dans leur nouveau travail une vocation qui donne sens à leur vie (2018, p.125-127) ou celle d'Anne Jourdain au sujet des artisans d'art dont une majorité sont des « reconvertis » (2014). Mais pris comme objet d'étude sociologique, le terme de reconversion contient une ambigüité issue du langage courant puisqu'il suppose qu'une première conversion a déjà eu lieu, l'engagement dans un premier emploi[29]. Or, la première profession n'étant la plupart du temps pas une vocation, par opposition à la seconde, il s'agit d'une simple conversion. Pour cette raison, je préfère mobiliser, dans ce travail, le terme de bifurcation qui s'inscrit dans le champ de la

[29] Dans le langage courant, l'émergence du terme de « reconversion » est assez récente. La loi de 1985 (loi 85-832 du 5 août 1985) s'intitule « loi relative aux congés de conversion » et doit faciliter les transitions professionnelles. Celle de 2018 (loi n°2018-771 du 5 septembre 2018) s'intitule « loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel », ouvrant droit aux indemnités de chômage à la suite de démissions en vue d'un projet d'évolution professionnelle « au caractère réel et sérieux », ne mentionne pas le terme de reconversion mais est souvent référencée comme telle par les organisations d'aide et d'information auprès des salariés.

sociologie des professions pour qualifier un changement significatif intervenant en cours de carrière.

Ce terme est repris des travaux sociologiques développés à partir des années 2000, partant des trajectoires individuelles et des parcours de vie pour en analyser certains changements professionnels ou biographiques. Il apparaît aujourd'hui aussi dans le langage courant et politique, avec d'autres comme celui de « transition » ou de « bascule » pour qualifier les différents changements de trajectoires nécessaires sur le plan écologique (réduction des émissions de carbone par exemple) ou économique, des modes de production et de consommation. Ces termes peuvent passer de la qualification macrosociale à la qualification individuelle[30]. Je n'en retiens pas cette dimension écologique, autrement que comme contexte social et politique, dans la construction de la notion concernant le changement professionnel, il n'est cependant pas inintéressant de noter que le terme même participe aujourd'hui du discours politique sur le nécessaire changement social et politique, désireux de faire face aux urgences écologiques et climatiques et qu'il est aussi susceptible d'être réapproprié par les acteurs dans le langage ordinaire. Du point de vue sociologique, la définition communément retenue est celle de Michel Grossetti : « un processus dans lequel une séquence d'actions comportant une part d'imprévisibilité produit des irréversibilités qui concernent les séquences ultérieures » (2009, p.147).

Dans le domaine professionnel, la bifurcation est donc un processus de changement plus ou moins long incluant une série d'actions de détachement et de désinvestissement d'une situation professionnelle, de recherche d'une autre possibilité, de réinvestissement, d'intégration qui peut faire l'objet d'investigations. La non prédictibilité est à comprendre dans le sens statistique de « probabilité faible » : compte tenu des caractéristiques de l'individu (formation, postes occupés, carrière professionnelle engagée), ces situations concernent un changement hors des régularités statistiques des parcours de vie et hors des trajectoires statistiquement les plus probables. La bifurcation représente une exception statistique au regard du type de carrière précédemment engagé[31]. Il s'agit donc d'une rupture de carrière statistiquement minoritaire.

[30] Le 4 juin 2020 est examiné à l'Assemblée Nationale un projet de loi proposé par les membres du groupe La France Insoumise et intitulé « Proposition de résolution déclarant la nécessité d'une bifurcation écologique et solidaire pour aller vers les jours heureux ». Ce terme de bifurcation est repris aussi dans des appels syndicaux à manifestation.

[31] Si les études quantitatives sur les bifurcations sont peu développées, il semble néanmoins que les bifurcations, notamment descendantes, sont bien une exception statistique au regard de la carrière engagée et du groupe par exemple des cadres diplômés (voir annexe 4). Elles n'apparaissent pas comme phénomène majoritaire dans les statistiques de déroulement de carrière des cadres. En revanche, du point de vue de la profession de destination, les bifurcations peuvent être numériquement significatives : comme l'ont montré les travaux de Flora Bajard

L'irréversibilité signifie que cette rupture est susceptible d'avoir des conséquences déterminantes dans l'engagement de la carrière professionnelle : le retour en arrière est toujours possible (en probabilité car certaines bifurcations le rendent très difficile) mais il a des coûts, l'un d'entre eux étant de ne pouvoir retrouver après interruption un poste équivalent dans les fonctions exercées et la rémunération obtenue. D'autres définitions insistent davantage sur le caractère soudain de la modification à l'échelle biographique (Hélardot, 2009) ou sur la crise au cœur du processus ouvrant des voies biographiques imprévues, des « solutions de rechange au sein desquelles sera choisie une issue qui induit un changement important d'orientation » (Bidart, 2006, p.32). La rupture professionnelle ou bifurcation concerne donc un changement professionnel, d'une certaine ampleur, durable et hors des régularités statistiques habituellement observées.

Dans mon enquête, l'ampleur du changement touche d'abord la réduction de revenu. L'adjectif descendant concerne les revenus attachés au travail et vient spécifier la « nouvelle direction donnée à sa trajectoire professionnelle » (Dupray et Epiphane, 2014, p.10). Le caractère imprévisible ou peu probable relève donc de la double caractéristique de l'intentionnalité d'une part et de la baisse du revenu du travail d'autre part, acceptée dans la nouvelle situation professionnelle. L'intentionnalité s'entend comme une donnée subjective qui peut aussi faire l'objet de confirmations objectives[32] : elle signifie que la bifurcation est vécue comme choisie. Cela ne signifie pas qu'elle intervient hors de toutes contraintes extérieures, nombreuses, ni hors de toute contrainte dispositionnelle, mais qu'au moins une autre possibilité, réelle ou réalisable, souvent plusieurs, est apparue lors de la bifurcation, voire que la bifurcation a été vécue et objectivement préparée en occupant un emploi sans aucune menace directe de licenciement. Si la bifurcation intervient après un licenciement celui-ci a pu être recherché, vécu comme une opportunité – compte tenu des caractéristiques sociales de la personne et du moment biographique. Ou encore, même subi comme une contrainte extérieure, le licenciement a pu être finalement considéré comme une opportunité. Une période de chômage peut devenir un moment de disponibilité biographique, là encore, de manière fortement liée à la trajectoire antérieure et aux caractéristiques de position sociale, qui conduit à faire émerger, souvent de manière très factuelle, une situation de choix entre un emploi conforme au dernier emploi occupé ou bien une nouvelle situation professionnelle descendante. Cette notion

(2018) et d'Anne Jourdain (2014), pour l'artisanat d'art, les trajectoires de « reconversion professionnelle » sont majoritaires ou quantitativement importantes et non exceptionnelles au sein de ces professions, mais pas toujours descendantes.

[32] Par exemple, dans le cas (exceptionnel) d'un licenciement subi la mention de propositions effectives et précises de postes équivalents dans d'autres entreprises.

d'intentionnalité est également mobilisée par l'enquête d'Élodie Chevallier (2016, 2017) sur les « ruptures intentionnelles de carrière » portant sur une dizaine de cadres en France, « arrivés au mitan de leur vie » et « en quête de sens » : l'intentionnalité dans le fait de quitter un emploi de cadre se définit par le processus réflexif qui donne un sens à la séquence d'action qui conduit à une autre profession, en « rupture » avec celle de cadre exercée précédemment. Quant au caractère descendant de la bifurcation, il est objectivé d'une manière simple et univoque qui ne préjuge pas de la descendance concernant la mobilité sociale qui fera l'objet d'une étude propre : la diminution du revenu tiré du travail, fixée à au moins 25%, en général beaucoup plus. Cette baisse du revenu tiré du travail est susceptible d'induire aussi une diminution de la consommation marchande (l'étude montre que c'est bien le cas) et donc de la manière de vivre. En ce sens, la bifurcation, de nature professionnelle, ne se limite pas à la sphère professionnelle mais touche plus largement le style de vie, d'où le choix de la notion de bifurcations descendantes comme objet d'étude, à travers le déroulement de trajectoires individuelles. La condition de descente objectivée par le revenu distingue l'enquête conduite de celle de Sophie Denave (2015) dans laquelle elle ne fait pas d'hypothèse sur le « déplacement transversal » c'est-à-dire sur la modification du volume de capital détenu avant et après la bifurcation. Ainsi suppose-t-elle que le déplacement peut se faire « sur un même plan » quand le nouvel équilibre professionnel après changement n'a pas donné lieu à un changement dans l'espace social (pas de modification du volume détenu de capital économique et culturel) ou « sur un plan différent » quand la nouvelle situation professionnelle correspond à un gain ou à une perte dans le volume de capital détenu (Denave, 2015, p.5).

Sur le plan professionnel, le changement considéré dans l'enquête doit être effectif (il ne concerne pas un projet de changement non finalisé ou un simple désir de changement) et suppose au moins un changement d'emploi, c'est-à-dire d'employeur, de lieu de travail, de statut (par exemple de salarié à autoentrepreneur) ou de fonctions. Les changements d'emploi dans la même entreprise ou la même administration ne sont pas pris en compte, tout comme les changements d'entreprise en gardant le même type de poste fonctionnel. La rupture implique un changement dans les qualités de l'emploi occupé, le revenu d'une part mais aussi les conditions de son exercice (changement de lieu et de poste). En revanche, il n'a pas été fait d'hypothèse supplémentaire sur l'écart dans les compétences exigées, la différence de nature de l'emploi ou encore les caractéristiques du nouvel emploi. Si beaucoup de bifurcations se dirigent vers des emplois « verts » ou en lien avec l'écologie, ce n'est pas le cas de toutes et relier directement bifurcation individuelle et par exemple transition écologique et sociale plus globale aurait exigé de définir les « emplois de la transition » et de restreindre l'éligibilité des

bifurcations. Ainsi, l'objet de l'étude, les bifurcations descendantes, concerne les changements d'emploi intentionnels présentant un certain degré d'imprévisibilité et d'irréversibilité et accompagnés d'une baisse de revenu. Elles peuvent faire l'objet d'une étude individualisée des trajectoires susceptible d'en montrer l'hétérogénéité mais aussi la possibilité d'un déroulement type, dans ses étapes et dans le sens qui lui est attribué, voire de plusieurs types, par comparaison des cas étudiés. Les individus concernés par les bifurcations descendantes ont en commun l'appartenance à une même catégorie de situation mais ne constituent en aucun cas un groupe social compte tenu de la diversité des trajectoires et des positions sociales. La communauté d'expérience, la bifurcation descendante, ne vaut pas communauté de condition.

## 2. Résister par les formes de vie : vivre sa protestation

Les bifurcations descendantes représentent davantage une expérience individuelle et sociale partagée qu'un mouvement social qui permettrait de se référer à des collectifs, des références théoriques et politiques, des événements fédérateurs. Cela n'exclut pas la conscience de chacun d'appartenir à un mouvement social et générationnel, en référence par exemple à l'idée de transition collective et de transformation sociale nécessaire, notamment en réponse à la crise écologique et climatique ou encore la mention de textes, œuvres ou personnes ressources communs. Mais la forme individualisée centrée sur le changement de sa propre vie rend la genèse sociale et historique de ces bifurcations complexe. Pourtant l'histoire politique et sociale du XIX$^{e}$ et surtout du XX$^{e}$ siècle ne manque pas d'exemples de traductions dans la vie quotidienne d'une contestation sociale sous la forme de l'*exit* ou de l'écart à la norme, de la petite ou grande marginalité choisie. Les formes les plus typiques et les plus étudiées de ces pas de côté sont les formes communautaires qui offrent une visualisation immédiate et une expérimentation, sous forme de microsociété, de principes de vie alternatifs concernant notamment la sphère économique (produire, consommer, partager les richesses). Les alternatives individuelles et communautaires ne sont d'ailleurs pas si éloignées : l'entrée dans la communauté s'inscrit dans une trajectoire individuelle et les communautés s'inspirent parfois de précurseurs isolés tel Henry David Thoreau critiquant par l'expérimentation de la *Vie dans les bois* le mode de vie urbain, l'industrialisation et la recherche d'aisance matérielle. Son

expérience et son récit sont devenus une référence pour de nombreuses communautés américaines en recherche de *wilderness* et d'alternative égalitaire (Lallement, 2019, p.99). Enfin, la dissolution de communautés peut conduire, par exemple en France à la suite des expériences communautaires dans les zones rurales et dépeuplées du sud, à une installation durable de néo-ruraux vivant dans un habitat individualisé (le ménage) mais participant à un réseau d'« interconnaissance » et d'« interreconaissance » (Stuppia, 2016). Sans prétendre faire une genèse de ces contestations par les modes de vie, deux traditions peuvent éclairer une étude sur les bifurcations descendantes : celle de l'anarchisme existentiel du début du XX$^{e}$ siècle et celle des expériences de changement de vie consécutives à Mai 1968 en France.

## *Le refus de parvenir*

La première filiation – indirecte et non revendiquée par les acteurs mais pourtant tout à fait frappante dans les motifs de justification des bifurcations – est celle de « l'anarchisme existentiel » qui relie une manière de vivre et un corpus d'idées politiques contestant l'ordre social représenté au début du XX$^{e}$ siècle par des figures comme Emma Goldman, Albert Thierry, Élisée Reclus, Charles-Auguste Bontemps, E. Armand (pseudonyme de Lucien-Ernest Juin) ou encore Albert Cossery. L'« anarchisme existentiel » s'incarne dans le mouvement, redécouvert aujourd'hui, comme celui du « refus de parvenir » selon l'expression introduite par Albert Thierry (CIRA[33], 2016). Écrivain, poète, homme de théâtre et militant proche du syndicaliste révolutionnaire, après un cursus des études à l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud, il décide de devenir enseignant du cycle primaire par fidélité à la classe ouvrière à laquelle appartenait son père (CIRA, 2016, p.15-16). Il incarne ainsi le refus d'occuper des positions sociales de pouvoir ou de mobilité sociale individuelle : « tant que notre triomphe ne sera pas celui de tous, ayons la chance de ne jamais réussir » affirmait déjà Élisée Reclus[34]. Ou encore : il conviendrait de « s'élever avec la masse et non au-dessus d'elle »[35] (CIRA, 2016, p.19 et 20). Le « refus de parvenir » se présente comme un mouvement de contestation de l'ordre social (et notamment de toutes les dominations de classe) et comme un appel au refus individuel d'exercer cette forme de domination notamment par sa position sociale et professionnelle. C'est aussi un refus des valeurs dominantes et de ce qui fonde la réussite sociale (comme le pouvoir et l'argent), les perspectives d'ascension sociale et de classement hiérarchisé

[33] Centre International de Recherches sur l'Anarchisme.
[34] In *Le Travailleur. Revue socialiste révolutionnaire*, n°1, janvier février 1878, cité par CIRA (2016, p.19).
[35] Eugen V. Debs, cité par CIRA (2016, p.20).

des professions valorisant la domination. Ce refus est au cœur même de l'anarchie comme théorie politique et recoupe les principes de non soumission à l'État, aux hiérarchies, aux conventions, aux ordres reçus, politiquement mais aussi individuellement pour « oser être soi-même », « développer sa personnalité », « forger son indépendance » (Élisée Reclus[36], cité par CIRA, 2016, p.23). Le « refus de parvenir » devient ainsi une référence discrète pour des générations de militants moquant les « grimpions » et les « parvenus ».

En fournissant un exemple de contestation sociale par les formes de vie et par le choix de la profession, le mouvement du « Refus de parvenir » met en évidence des ambivalences propres aux formes de vie contestataires. D'une part, la première ambiguïté est celle du lien entre changement individuel et changement social. C'est le reproche fait par Murray Bookchin dans son pamphlet *Changer sa vie sans changer le monde* (2019) aux anarchistes individualistes des origines jusqu'à une certaine bohème qui s'en revendique dans les années 1990 en Angleterre pour les prolongements. Traversé par deux tendances contradictoires, « un engagement personnaliste en faveur de l'*autonomie* individuelle et un engagement collectiviste en faveur de la *liberté* sociale », l'anarchisme individualiste, centré sur une esthétisation de la vie quotidienne, oublie la révolution sociale et la prévalence du social sur l'individuel devenant égotisme (p.13, les italiques sont dans le texte original). Cet « anarchisme existentiel » (*lifestyle anarchism*) est un anarchisme réduit à la vie privée, sans perspective sociale, un anarchisme mutilé à la forme « polissonne, rebelle, insouciante mais délicieusement inoffensive » (p.21). Ainsi Murray Bookchin fustige-t-il l'évolution des mouvements sociaux et de l'anarchisme à partir de la décennie 1960 où le moi et « plus précisément la forme qu'il revêt dans les différentes manières de vivre » est devenu « une véritable idée fixe » (p.23). Cette centration sur le moi et sur le changement individuel n'est pas sans rappeler les bifurcations descendantes étudiées qui se définissent d'abord comme un choix individuel, un choix de vie, avant de suivre une orientation collective. Cette question de savoir si la dimension individualiste s'oppose au commun ou si elle s'articule avec le commun à travers la référence, par les valeurs, au social et au collectif, est au cœur de cette recherche. D'autre part, la deuxième ambivalence concerne l'opposition entre sacrifice existentiel au nom d'une idéologie ou d'un ensemble de valeurs et idéal auto-émancipateur où l'individu, en refusant dans son mode de vie les valeurs dominantes, poursuit aussi son propre intérêt et renvoie la définition dominante de l'intérêt à une évaluation inférieure et méprisable, génératrice de formes de vie inauthentiques et finalement malheureuses. Pour définir le refus de parvenir, Albert Thierry utilise une expression qui

[36] Élisée Reclus, lettre du 18 juillet 1892 [sans mention de destinataire], *Correspondance. Tome III*, Alfred Costes, 1925, p.121-123, cité par CIRA (2016, p.23).

demande éclaircissements : c'est « le refus de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi »[37] (CIRA, 201, p.17). Le refus de parvenir c'est donc le refus de suivre son propre intérêt et de s'élever soi-même alors que l'ordre économique ne change pas et maintient l'exploitation et la domination de classe. Mais l'affirmation de ce refus de suivre son propre intérêt est paradoxale car l'insubordination par les modes de vie est aussi source de satisfaction personnelle, émancipation par rapport à une autorité et recherche d'une vie conforme à des valeurs alternatives jugées supérieures. Est-on socialement et psychologiquement un vaincu si on choisit de l'être et si on considère que ne pas réussir est une chance (à l'appel d'Élisée Reclus[38]) ? Car « monter en échelon » signifie aussi des sacrifices « qui équiv[alent] à un reniement » écrit par exemple Régis Messac, dans le sillage d'Albert Thierry : il faut consentir à être « esclave des commanditaires et des académies », des « ministres et du beau monde », à être contraint à « l'intrigue et à la servilité » et à être le « complice et [le] bénéficiaire des combines bourgeoises »[39] (CIRA, 2016, p.20-21). En un mot, il faut accepter « des démarches avilissantes […] qui supposent un compromis avec soi-même et une compromission avec autrui » selon Charles Bontemps[40] (CIRA : 2016, p.22). Ainsi apparaît l'ambiguïté du renoncement à parvenir entre exigence de sacrifice et réalisation de soi dans une éthique au service de la révolution. Une question qui traverse aussi l'analyse des bifurcations descendantes : doit-on les interpréter comme une recherche de l'intérêt individuel ou comme l'expression d'une contestation à travers des valeurs alternatives ? Cette question, au cœur de la théorie économique et de la manière de se représenter le monde économique, entre intérêt individuel et intérêt social ou moral, pose aussi la possibilité de son dépassement. Le refus de parvenir montre comment le mode de vie peut mettre en scène un conflit politique au sujet des valeurs censées fonder l'ordre social. L'écart au mode de vie dominant est alors démonstratif, expérimental et protestataire dans sa forme.

[37] In *Des Conditions de la paix. Essai de morale révolutionnaire*, 1916, p.114 (cité par CIRA, 2016, p.17).
[38] Elisée Reclus, *op cit.*, cité par CIRA (2016, p.19).
[39] Régis Messac, « Propos d'un utopien : réflexions sur une morale pour révolutionnaires », Les Primaires, 1er janvier 1934, cité par CIRA (2016, p.20-21).
[40] Charles Auguste Bontemps, « Le Refus de parvenir », *L'Anarchisme et le réel. Essai d'un rationaliste libertaire*, Les Cahiers Français, 1963, p.107-112, cité par CIRA (2016, p.22).

## *Être intellectuel, vendre des clous ou cultiver la terre : vivre et travailler autrement après Mai 68*

La proximité avec les mouvements des années 1960 et 1970 en Europe occidentale et aux États-Unis semble une évidence dans la valorisation de l'intentionnalité des modes de vie et la possibilité de contester un ordre social par des modes de vie alternatifs. Si elles sont très différentes par le contexte politique, le déroulement et les motifs, certaines mutations professionnelles font malgré tout écho à d'autres reconversions professionnelles intervenues à la suite du mouvement de mai 1968 en France à l'image de cet intellectuel qui « vendait des clous » rue Monge en tenant toute sa vie professionnelle durant un magasin de bricolage. La fermeture du magasin a été filmée par son fils, Samuel Bigiaoui, dans un documentaire[41] qui interroge le parcours politique de l'ancien militant maoïste de la Gauche Prolétarienne et l'histoire de sa quincaillerie où l'on parle politique et histoire. Au-delà de ces nombreuses différences dans la mise en œuvre et la mise en récit de cette alternative dont l'élucidation fait l'objet de ce travail, la filiation demande quelques précisions : elle est finalement plus proche des alternatives néo-rurales, des installations dans de nouvelles professions de l'artisanat et plus généralement de l'utopie communautaire, que des établis, « volontaires pour l'usine » qui, pourtant, choisissent, au moins temporairement, le déclassement professionnel (Linhart, 1978 ; Linhart, 2008, 2010).

En effet, le parallélisme formel du changement professionnel descendant cache en fait des divergences qui rendent finalement les bifurcations descendantes et les trajectoires de « volontaires pour l'usine » très éloignées dans leur déroulement et dans leur interprétation. Et en cela les deux modèles sont le reflet de formes de politisation très différentes, l'une extravertie et théorisée, l'autre euphémisée et, au moins pour un certain nombre, désidéologisée. Les deux formes de déplacement professionnel descendant ont bien en commun l'intentionnalité et la possibilité d'une contestation ou d'un écart par rapport au modèle dominant. En effet, les établis sont le plus souvent des étudiants, conduits à « aller au peuple » et à transgresser les frontières sociales et professionnelles avec une intention, explicitement politique les concernant, d'une manière non subie, ce qui les distingue des ouvriers spécialisés peu ou pas diplômés qu'ils côtoient (Pagis, 2014, Fleury *et al*, 2018 ; Hatzfeld, 2008). Mais l'ampleur du déplacement descendant, ses modalités comme ses motifs sont très différents. L'établissement en usine après le mouvement de mai 1968 en France fait suite aux occupations d'usine et se présente comme un parcours individuel répondant à un schéma idéologique révolutionnaire théorisé dans le

[41] *68, mon père et les clous*, Petit à Petit Production, 2019.

cadre de cette effervescence politique par des groupes et des organisations politiques, maoïstes le plus souvent : la révolution doit partir de la classe ouvrière et de sa frange la plus prolétarisée (les OS) et la finalité de l'établissement réside dans la conscientisation des masses, en allant « dans l'arène ». Le fait d'expérimenter les conditions de travail et de vie des ouvriers est un moyen appartenant au répertoire politique du déclenchement révolutionnaire et pas une finalité politique en elle-même comme le sont les expériences de « vie autrement ». Le changement professionnel est un « passage à l'acte », un engagement pratique et personnel en faveur d'une cause, la transformation révolutionnaire de la société, non le choix intéressé d'une profession. Si « le choix de l'usine comporte un ressort personnel volontaire » (Hatzfeld, 2008, p.547), il se déroule plutôt sur un mode sacrificiel, à connotation religieuse selon certaines interprétations (Dressen, 1999), non sur le mode du moi intéressé et du plaisir trouvé dans la transformation du mode de vie. Les récits d'établis font d'ailleurs écho tant des difficultés physiques et de l'épuisement du corps engagé dans le travail ouvrier que d'une difficulté relationnelle avec un entourage social inconnu, souvent sous une identité masquée – ce que Julie Pagis et Karel Yon nomment « reverse passing »[42] (2019). Si les relations professionnelles et la nouvelle sociabilité tout comme l'expérience du travail ouvrier comme épreuve de soi, peuvent finalement apparaître comme un enrichissement ou une expérience positive, c'est un avantage collatéral, non une finalité recherchée pour elle-même, avantage qui ne doit pas masquer le coût individuel comme le renoncement aux études. Ainsi le sens politique est très différent d'un déplacement professionnel recherché pour lui-même, fut-il descendant. De plus, dans le cas des bifurcations descendantes, la prolétarisation n'est jamais recherchée pour elle-même. Enfin, l'entrée très politisée, collective et encadrée dans l'établissement se distingue des sorties, variables dans le temps (entre passages éphémères et enracinements définitifs) nettement plus hétérogènes et individualisées. Aussi la séquence idéologique distinguant un objectif politique et les moyens pour y parvenir dissocie aussi l'intérêt personnel, qui réside dans les rétributions symboliques comme l'image sacrificielle de soi et l'appartenance à une élite avant-gardiste et qui n'est pas sollicité comme motif d'action, et l'engagement politique qui est le motif principal du déplacement professionnel et social. C'est ce qui fait du phénomène historique des établis en France une réalité sociale et politique très différente, au-delà des spécificités culturelles (langages et codes) de chaque époque.

[42] Le « passing » consiste à dissimuler certaines de ses caractéristiques sociales comme son origine sociale et à « se faire passer pour » une personne que l'on n'est pas, par exemple en vue de transgresser les frontières de classe et d'accéder à des positions associées à des privilèges sociaux. Le « reverse passing » ou « passing inversé », implique des formes de déclassement volontaire et une visée critique (Pagis et Yon, 2019, p.53-54).

À l'inverse, les expériences communautaires comme les conversions individuelles (dans le cas des néo-ruraux ou des néo-artisans par exemple) qui se présentent comme une expérimentation d'une vie quotidienne alternative et comme la pratique d'une utopie concrète plus ou moins formalisée peuvent être rapprochées et même inspiratrices de mouvements actuels qui font de cette manière de vivre autrement une finalité individuelle et politique. En ce sens, si le phénomène des « communautés utopiques » est plus spectaculaire (par l'expérimentation d'une microsociété et d'une vie quotidienne en collectif), il ne diffère pas vraiment d'autres formes plus individualisées d'expérimentations, ce qui produirait, selon les travaux les plus récents, non un arrêt mais une transformation continue des expérimentations néo-rurales depuis la décennie 1960 (Rouvière, 2015 ; Stuppia, 2016). Ainsi, le foisonnement des alternatives de modes de vie après les mouvements des années 1960 en Europe et aux États-Unis a une parenté évidente avec les modes de vie alternatifs présents, souvent structurés aujourd'hui autour d'une exigence écologique. Les bifurcations descendantes s'inscrivent dans ce mouvement, dans son halo, plus que dans son cœur, davantage politisé et radical. La première ressemblance tient dans l'insatisfaction sur la manière de vivre, en particulier sur la dimension économique et matérielle de ces modes de vie, le travail et la consommation, et par la réponse expérimentale qui lui est apportée. Dans les deux cas, il y a injonction à faire, à pratiquer, à expérimenter la contestation : « Faites-le. Maintenant. Ne gardez pas vos rêves pour demain. Ça vieillit mal.[43] » appelle un organe militant en 1968 (Quéro, 2008, p.528). Ainsi, la communauté permet de donner immédiatement forme à un idéal de vie au quotidien par le cadre et l'habitat, la culture d'un potager, le refus de la propriété privée et la valorisation du collectif et du partagé, la rupture avec les pratiques imposées par la société capitaliste et technicienne, la réduction des dépenses de consommation, le refus de la médecine dominante (et la pratique de l'accouchement à domicile par exemple) comme le font aussi les expériences contemporaines de vies alternatives (Pruvost, 2013, 2021). La deuxième caractéristique commune aux utopies communautaires et aux expériences contemporaines de vie alternative est de relier directement un espace de réalisation subjective et un espace de contestation et d'anticipation de l'avenir désiré et de contester le conditionnement social par la déprise de l'ordre invisible. Le sens politique est différent de celui de l'établissement : le mode de vie devient en lui-même une manière de contester un ordre établi et de préfigurer une manière désirable de vivre, quelle que soit finalement sa forme collective (en communauté) semi-collective (habitat partagé) ou plus individualisée. Ces formes de marginalités peuvent être assez hétérogènes socialement. Ainsi,

[43] Extrait de *Tout !*, revue militante maoïste, cité par Laurent Quéro (2008, p.528).

Gérard Mauger et Claude Fossé distinguent, dans cette aspiration à la *Vie buissonnière* (1977), une marginalité petite bourgeoise diplômée d'une marginalité populaire. Elles prennent aussi des formes diverses, selon le type d'expérimentation, le caractère plus ou moins collectif des pratiques quotidiennes, la distance vis-à-vis de la société dominante. Si *Longo Maï* ou *L'Arche* constituent des archétypes de la vie en communauté, on trouve des formes plus diversifiées par la localisation, urbaine ou rurale, par la rupture totale ou partielle avec le salariat ou encore par la taille ou la forme de l'habitat (formes collectives, petites communautés d'habitat, formes individualisées). Cette hétérogénéité derrière l'apparente homogénéité de la figure de la communauté utopique conduit à repenser les continuités possibles avec des expérimentations contemporaines de formes alternatives de vie (Stuppia, 2016 ; Pruvost, 2013b, 2021).

Face à ces formes de vie alternatives et politisées, les bifurcations descendantes apparaissent comme de petits écarts avec le mode de vie dominant, dispersés et individués, mais susceptibles de constituer un mouvement de changement social. Elles s'inscrivent dans un contexte où l'écologie politique s'est structurée comme mouvement politique et s'appuient sur une somme d'études scientifiques faisant état, de manière de plus en plus précise et documentée, des conséquences du mode de production et de consommation sur la réduction de la biodiversité, le dérèglement climatique, les risques industriels accrus ou encore les effets sur la santé (Jérôme, 2021 ; Bourg, 2016 ; Latour, 2017, 2021 ; Ollitrault et Villalba, 2014). Ainsi les thèmes de la transition écologique et énergétique, de la transformation des modes de vie, de la sobriété, voire de la décroissance, sont entrés dans le champ politique institutionnel comme dans celui des alternatives et des contestations par les modes de vie (Bulle, 2020 ; Pruvost, 2021, 2017a, 2017b, 2015a, 2013b ; Semal, 2019 ; Szuba et Semal, 2010). L'inscription dans une histoire de l'engagement par la transformation de la vie quotidienne et par l'expérimentation individuelle du désirable invite donc à interroger les bifurcations descendantes dans leurs modalités et leur déroulement et dans leur politisation : doivent-elles être lues comme une recherche individuelle de satisfaction supérieure finalement conforme à l'intérêt individuel et/ou comme un engagement qui tente de préfigurer par des pratiques de rupture, de conversion et de changement, un futur social collectivement désirable ? L'inscription politique et le rattachement à des mouvements et des organisations politiques n'ayant pas l'évidence de la politisation des expériences des décennies 1960 et 1970, tant le contexte politique s'est modifié, leur politisation doit être interrogée et décryptée tout comme leur caractère simplement politique. Les récentes recherches sur les utopies postérieures à Mai 68 montrent l'intérêt d'une approche par les trajectoires individuelles qui permet d'analyser les modes d'entrée,

l'hétérogénéité des parcours, l'intentionnalité des acteurs et de comprendre les motifs d'une contestation en pratique et des formes qu'elle prend, parfois variables dans le temps (Stuppia, 2016). S'inscrire dans la perspective de ces recherches conduit à questionner le renouveau, notamment autour de la prise en compte de la nécessaire transition écologique, et les continuités avec les expérimentations de formes de vie alternatives des décennies 1960 et 1970.

## 3. Contribuer à une sociologie pragmatique des formes de vie

Ce travail propose une approche de sociologie pragmatique et wébérienne. Il prétend d'abord interroger et restituer les motifs d'action des agents placés en situation de bifurcation descendante pour proposer ensuite une tentative d'interprétation, extérieure et macrosociologique, sur le sens que l'on peut leur attribuer notamment au regard de deux grands motifs d'action l'intérêt individuel d'une part, la morale, la politique, ou encore l'engagement civique et collectif, d'autre part.

### *Une sociologie pragmatique de la critique ordinaire*

Par la manière dont l'enquête a été conduite autant que par la compréhension proposée des bifurcations descendantes, cette recherche s'inscrit dans le cadre d'une approche de sociologie pragmatique[44]. L'étude reprend en effet plusieurs hypothèses fondatrices de la sociologie pragmatique.

La première hypothèse est de considérer que toute personne ou tout acteur social en situation développe une réflexivité, une évaluation de la situation et qu'action et jugement sur cette action sont indissociables. Toute pratique reflète un jugement et tout jugement se reflète dans les pratiques. Le travail sociologique, au moins dans une première étape, peut donc prendre au

[44] Je reprends ici l'adjectif *pragmatique* utilisé par Cyril Lemieux (2018, p.9) qui différencie ainsi la philosophie *pragmatiste* de la sociologie pragmatique même si l'adjectif pragmatiste est également utilisé pour le courant sociologique dans d'autres présentations (Barthe *et al.,* 2013). En effet, le pragmatisme en sociologie, courant apparu au début de la décennie 1990 n'a pas, au moins à ses débuts, fait référence à ces philosophes pragmatistes qu'étaient Charles Peirce, William James ou John Dewey pour lesquels l'intérêt des sociologues est réel mais postérieur.

sérieux ces procédures de justification, en faire la genèse et rendre justice à la réflexivité des acteurs en ne dissociant pas pratiques et discours de justification des pratiques. La réflexivité est alors posée comme « une propriété reconnue des actions sociales ordinaires » attribuant aux personnes des compétences réflexives et critiques qui peuvent faire l'objet d'un examen et pas seulement d'un processus de rupture épistémologique (Lemieux, 2018). Ainsi le sociologue peut-il rendre compte positivement des opérations à travers lesquelles les acteurs évaluent, émettent des critiques, se justifient. C'est l'approche adoptée pour comprendre et reconstituer les justifications des acteurs concernés et le processus à la fois pratique et réflexif qui les produit.

La deuxième hypothèse est que les situations ne peuvent être réduites à un déterminisme dispositionnel lui-même produit des structures et des positions sociales : ce travail prend une certaine distance vis-à-vis d'une position extérieure du sociologue dont la tâche serait de dévoiler les déterminismes structurels (Barthe *et al.*, 2013). Il ne s'agit pas de récuser l'existence de ces déterminismes structurels, encore moins de fonder une macrosociologie appuyée sur les comportements individuels, car la réflexivité individuelle est bien le reflet du collectif, mais de considérer que la réflexivité des acteurs trouve sa valeur dans la nature des arguments adoptés qui ne sont pas indépendants d'un état social dont elle est le produit. La réflexivité des acteurs n'est pas purement individuelle. Elle prend une certaine forme sociale et historique qu'il est intéressant de mettre à jour à travers les constantes des discours individuels. Reconnaître l'agentivité des acteurs sociaux ne signifie donc pas « faire de cette agentivité un élément extérieur aux rapports sociaux et qui serait pensable indépendamment d'eux » (Lemieux, 2018, p.17). Au contraire, structures et situations sont en interaction et les pratiques ne sont pas réductibles aux seules dispositions intériorisées. Les dispositions ne seront bien sûr pas écartées mais incluses dans les situations quand elles s'y manifestent, plutôt que traitées comme une cause du changement professionnel. En effet, l'explication des bifurcations descendantes par les dispositions antérieurement acquises est pour une part tautologique, quand elle élude le contenu des justifications des acteurs et les possibilités de controverse souvent intérieure, par exemple sur les formes du désir – mais quelle vie ai-je envie de mener ?

Autrement dit, et c'est la troisième hypothèse de ce travail, les bifurcations descendantes ne peuvent être identifiées à une stratégie individuelle de recherche de son propre intérêt qui supposerait une entente préalable sur une évaluation univoque de l'intérêt individuel bien compris quand précisément sa définition peut faire l'objet de controverse et d'expérimentation.

La vie sociale ne peut être réduite au conflit d'intérêt, elle porte aussi des controverses sur la définition même de l'intérêt. Si, la lecture par la rivalité sur le partage des capitaux est tout à fait légitime, elle ne doit néanmoins pas gommer les possibles controverses sur l'évaluation même de l'intérêt et sur sa non réductibilité à une approche économique, pas toujours élucidée pleinement, centrée sur l'accumulation et l'organisation rationnelle de moyens au service de cette fin. Cette évaluation de son propre intérêt et de ce qui doit être considéré socialement comme conforme à l'intérêt général relève typiquement – et c'est un des enjeux des bifurcations descendantes et de leur manifestation sociale – de la controverse intérieure, de soi à soi, de la production de justification et d'une situation de pré-politisation (Boltanski, 2009). C'est sur ce point aussi qu'il s'agit de prendre au sérieux le discours des acteurs sociaux et de ne pas minimiser le contenu réflexif de leurs assertions et de leurs compétences, quels que soient leur capital culturel et leur position sociale, pour penser leur vie, même soumise aux contraintes sociales et économiques. Ce discours individuel ne peut être réduit, sans égards pour son contenu, à une manière, pour les dominants, éventuellement masquée, de défendre leur intérêt et pour les dominés, à une manière d'accepter une position dominée « faute de mieux ». Cette représentation d'un monde social « à double fond », séparant le discours des agents et leurs raisons morales d'un côté – discours jugé illusoire en les considérant comme ignorants des « véritables » mécanismes de leur comportement – et le discours du sociologue qui, grâce à des techniques d'objectivation permet de dévoiler les motifs d'actions inconscients suppose qu'il existerait un niveau et des motifs « profonds » de l'action et du jugement qui commandent le niveau et les motifs superficiels, formulés par les acteurs (Lemieux, 2018, p.30).

Les bifurcations descendantes sont donc approchées comme une situation qui est le résultat d'un processus critique à la fois réflexif et pratique dont il s'agit d'établir la généalogie. L'enquête vise à reconstituer la dynamique conflictuelle qui a conduit à les faire advenir en partant du présent pour se tourner vers le passé, en reconstituant les contradictions pratiques à l'origine de l'émergence d'une critique sur sa propre existence et les justifications auxquelles elles donnent lieu. Le processus critique (d'une situation de vie, de l'exercice d'une profession) et réflexif est une procédure d'évaluation de la vie menée (en y intégrant les contraintes structurelles) qui accompagne voire génère le changement des pratiques. Le changement peut ainsi être compris comme le résultat d'une dispute, non pas publique mais, d'une certaine manière, intérieure, une forme de discussion de soi à soi (Boltanski, 2009 ; Lahire, 2008). L'objectif de l'enquête est de restituer cette dispute intérieure, les évaluations qu'elle produit, la nature des arguments qu'elle mobilise, les ressources dont elle se saisit, les dispositions

qu'elle active ou réactive. Le fait que les bifurcations descendantes représentent un écart par rapport à la manière socialement la plus fréquente de mener une carrière, dans laquelle l'ascendance est choisie et le déclassement subi, par rapport aux positions usuellement recherchées en correspondance des diplômes obtenus, génère une procédure de justification vis-à-vis de soi-même très conscientisée et fortement sollicitée dans le contexte de la sociabilité ordinaire. La position individuelle critique et la perception d'une insatisfaction sont génératrices de justifications inséparables de décisions pratiques qui viennent modifier cette situation et tenter de remédier au mécontentement. Les justifications sont explicitées vis à vis de soi ou exigées dans l'interaction sociale, par des sollicitations extérieures sous la forme d'un aiguillon ou d'une sommation à s'expliquer. Cette dispute n'est en général pas publique, c'est-à-dire qu'elle n'implique pas de montée en généralité sous la forme d'une protestation publique et d'une politisation par exemple. Elle est cependant susceptible de le devenir ou de l'être dans ses motifs (par exemple dans l'énoncé d'une aspiration à un changement social plus large). Ces justifications sont une manière d'expliciter socialement et vis-à-vis de soi ses raisons d'agir et la légitimité de ses raisons. Elles participent d'une vaste entreprise sociale de légitimation de soi et de ses « choix » dans une société d'individus où le choix individuel dans les manières de vivre est sans arrêt questionné, évalué, réprouvé ou cautionné dans les interactions sociales ordinaires, à demi-mot ou de manière directement rivale et conflictuelle, par des questions, appelant précisément à se justifier, ou par simple comparaison silencieuse où les pratiques parlent par comparaison des situations individuelles.

Dans le cas des bifurcations descendantes, ce travail vise à faire la genèse de ces procédures de critique ordinaire et de justifications, à les rassembler, à les exposer en les classant et en les ordonnant quand le discours ordinaire est davantage impressionniste dans ses justifications et en les rapprochant éventuellement de critiques savantes du monde social. Cela ne signifie pas pour autant que la critique ordinaire se saisisse des critiques savantes pour reprendre des arguments de manière systématique mais qu'il existe des circulations, dont les voies complexes devraient être explorées – et ce serait alors un autre travail –, entre critique savante et critique ordinaire. En effet, la critique ordinaire peut se nourrir de la critique savante : ainsi Emeline De Bouver mentionne dans sa thèse le fait que les enquêtés « simplicitaires volontaires »[45] qu'elle interrogeait avaient effectué les mêmes lectures qu'elle-même sur la sobriété volontaire comme sur la décroissance, probablement du fait d'une proximité sociale et militante (De Bouver,

[45] Adeptes de pratiques caractérisées par la « simplicité volontaire ».

2015). Ce fut moins le cas pour l'ensemble des personnes que j'ai interrogées même si je connaissais certains textes cités savants (comme les livres de Serge Latouche sur la décroissance) ou demi-savants (comme les textes et le parcours de Pierre Rabhi sur la sobriété heureuse) et que j'avais, avec une partie des personnes interrogées, également une proximité de position sociale et politique. À l'inverse, la critique savante se nourrit aussi de la critique ordinaire et construit des concepts censés refléter des expériences sociales. Des concepts tels l'aliénation ou plus récemment, la résonance, introduit par Hartmut Rosa (2018), sont supposés énoncer distinctement une expérience sociale ressentie confusément. Surtout, il existe probablement une circulation sociale des motifs, la critique savante étant diffusée, relayée, simplifiée, non pas par les canaux académiques mais par la validation médiatique et la mise en circulation de produits intermédiaires dont certains acteurs professionnels se font le relais, notamment les publicitaires, les coaches, les référents spirituels et les conseillers en tout genre. Le développement de ces arguments, la sobriété heureuse en est un bon exemple, se fait ensuite totalement indépendamment de toute critique savante, si tant est qu'il y eut originellement un lien de filiation, venant nourrir la critique ordinaire qui mène aussi sa propre vie. Ainsi en est-il de la critique de la consommation qui constitue de Jean-Jacques Rousseau à Jean Baudrillard en passant par l'École de Francfort une tradition savante perpétuellement renouvelée et qui connaît aussi sa traduction ordinaire indirecte autour des thèmes de la « consommation compulsive » ou de la « manipulation du consommateur » sans que cette critique ne soit d'ailleurs incompatible avec une expérience heureuse de la consommation[46]. Cette circulation entre les sphères de la critique savante et de la critique ordinaire, conduit l'enquêteur d'une part à porter son attention sur les références, les lectures, les figures, aujourd'hui les images et films, les ouvrages enfin qui ont nourri la critique ordinaire, et qui ne sont pas cités par les enquêtés et d'autre part à se demander dans quelle mesure l'expérience ordinaire de la critique est susceptible de questionner les représentations théoriques.

### *Une étude sur les formes de vie*

L'objet sur lequel porte cette réflexivité, je le nomme forme de vie, et plus précisément, en lien avec les bifurcations descendantes, j'étudierai la dimension économique des formes de vie constituée notamment de la consommation et du travail. En étudier la dimension matérielle, économique, suppose que d'autres dimensions qui donnent forme à la vie comme notamment

[46] Je m'appuie ici sur une enquête en cours menée avec des étudiants de Licence de Science Politique à l'UPEC.

la dimension affective, conjugale et familiale ne seront traitées qu'indirectement, quand elles interfèrent avec la vie matérielle. Autrement dit, ce travail porte attention à un mode réflexif particulier, celui qui porte sur la vie menée, les conditions matérielles d'existence, la vie quotidienne. Ce quotidien est le reflet du social articulé à la subjectivité (Lefebvre, 1947, 1961, 1968). En effet, la vie matérielle est fortement déterminée par l'ordre économique, social et politique, par l'organisation économique (le capitalisme) et politique (les institutions démocratiques) mais cet encadrement n'exclut ni l'interrogation sur le sens de sa propre vie ni la possibilité (contrainte) d'en modifier le cours. Le quotidien est le lieu par excellence où la subjectivité se déploie, donne du sens et organise le temps tout en reflétant les déterminismes, en intégrant les structures et donnant vie aux idéaux sociaux. La subjectivité évalue et dévalue le quotidien et effectue un travail d'aménagement des conditions existantes (Lefebvre, 1968, p.49). Ainsi le quotidien est-il à la fois le produit de l'ensemble social, surdéterminé, et le lieu du résidu des déterminismes. Il contient en cela la possibilité de « changer la vie » et de ne pas s'employer à fortifier « les institutions et les idéologies existantes » (Lefebvre, 1968, p.35). Le malaise dans la vie quotidienne devient une source possible de changement :

> « Quand les gens dans la société ainsi analysée, ne peuvent plus continuer à vivre leur quotidienneté, alors commence une révolution. » (Lefebvre, 1968, p.66)

La vie matérielle prend forme dans le quotidien, structurée par le travail et la consommation mais aussi par le sens ou au contraire l'absence de sens donné à cette succession de moments, de pratiques et de manières de faire et d'habiter qui constituent la vie quotidienne.

La notion de forme de vie, mobilisée dans plusieurs études sociologiques récentes (Cingolani, 2019 ; Bulle, 2018, 2020 ; Fassin, 2018), permet de synthétiser cette inséparabilité entre la matérialité de la vie et la réflexivité sur la vie qui lui donne sens et forme, entre les conditions matérielles d'existence et le sens qu'elles portent dans une forme collective (idéaux sociaux, valeurs, croyances) et dans une forme individuellement appropriée et éventuellement contestée de ces idéaux. La notion de formes de vie contient ainsi à la fois les déterminismes sociaux qui conditionnent les manières de vivre et leur donnent forme et la possibilité d'une critique, par la pratique (faire autrement) et par le verbe (trouver un autre sens). Elles sont « l'agrégation des pratiques chargées de sens », le dépôt et la sédimentation d'idées, de sens, de contenu éthique autant que de pratiques et c'est cette répétition d'un donné qui crée la forme (Ferrarese et Laugier, 2015). On peut retenir la définition qu'en donnent Estelle Ferrarese et Sandra Laugier :

> « Une forme de vie tient ensemble des pratiques sociales et des institutions, un rapport au monde et des manières de percevoir, des attitudes et des dispositions comportementales.

> Elle détermine le cadre des idées possibles de la vie bonne. » (Ferrarese et Laugier, 2015, p.5)

La pluralité des formes de vie dans les sociétés démocratiques et individualistes peut conduire à des controverses sur les formes de vie, comme « donné qui vaut la peine » – précisément les formes de la vie bonne dont les citoyens peuvent être des expérimentateurs (*ibid* :p.14).

La notion de forme de vie n'est pas très éloignée d'autres notions mobilisées par les sociologues tels les styles de vie bien sûr ou encore les modes ou les genres de vie, l'art de vivre ou les arts de l'existence (Maresca, 2017). Sa spécificité tient au fait que « les formes de pensée font corps avec les objets les plus banals » et à l'articulation entre modes de vie et pensée, potentiellement à la possibilité « d'étendre la puissance de vie comme accomplissement d'une cohérence entre mode de vie, pensée et activité politique » (Bulle, 2018, p.168). Ainsi la notion de forme de vie inclut-elle, par les controverses et les luttes de légitimité qu'elle contient, la possibilité d'une politisation et d'une critique, individuelle ou collective, par les pratiques ou par la protestation verbale. Voyons la proximité plus que l'opposition avec plusieurs notions mobilisées en sociologie pour qualifier les manières de vivre. La première est celle de style de vie, centrale dans *La Distinction. Critique sociale du jugement* de Pierre Bourdieu (1979) et dans toutes les études sociologiques postérieures sur la consommation et les groupes sociaux. Elle est formellement très proche de la notion de forme de vie, par l'attention aux manières et par l'articulation entre « les conditions d'existence », « le sens des pratiques » et la « perception des pratiques » qui « ne doit se comprendre ni dans la logique du mécanisme ni dans la logique de la conscience ». Enfin l'affirmation que « l'identité sociale se définit et s'affirme dans la différence » peut tout autant s'appliquer aux formes de vie et à leurs rivalités en légitimité (Bourdieu, 1979, p.191). Dans le traitement sociologique de ces caractéristiques des manières de vivre, la notion de style de vie est directement liée à celle d'habitus qui permet de se représenter un lien complexe entre position sociale et styles de vie et permet finalement de construire un espace des styles de vie. La notion de forme de vie se place davantage du côté de la conscience, de la réflexivité et des contenus produits, notamment éthiques et politiques, qui fondent la justification et l'adhésion à une forme de vie. La proximité des deux expressions se retrouve dans le titre-même de l'ouvrage de Marielle Macé qui met à l'honneur le terme de formes de vie et son usage pour penser la pluralité des manières de vivre. Elle intitule son livre *Styles. Une critique de nos formes de vie* (2016) et l'ambigüité se poursuit dans le fil de l'ouvrage où les termes se croisent dans une attention, comme en littérature, « au caractère stylistique de la vie même, au pluriel des styles de l'être, au fait qu'il y ait effectivement là des styles, des façons d'habiter les formes et de leur donner sens » (2016, p.48). Styles et formes

engagent pareillement des manières de vivre suffisamment répétées pour qu'on puisse en distinguer des caractéristiques saillantes qui donnent forme et dessinent un style. D'autres expressions se centrent davantage sur la description des modes d'existence comme celle de mode de vie, celle un peu moins usitée aujourd'hui de genre de vie, visant à décrire les caractéristiques des modes de consommation en les différenciant notamment selon le revenu et selon le groupe social (Herpin et Verger, 2008 ; Herpin, 2004). Plus récemment, Serge Latouche (2020) réhabilite l'expression d'*art de vivre* qui renvoie aussi aux arts de l'existence discutés par Michel Foucault, pour souligner la dimension esthétique de la vie matérielle et non sa dimension purement économique, calculatoire et accumulatrice. Enfin, devant la contrainte écologique et la nécessité de transformer les modes d'existence, après le mouvement des « Gilets Jaunes » de novembre 2018, Bruno Latour suggère de faire l'inventaire des conditions de subsistance et de dessiner des territoires de subsistance en recensant les interdépendances du quotidien qui nous sont nécessaires à la vie : ce dont on dépend et ce à quoi l'on tient (Latour, 2021). Cet inventaire pourrait constituer le fondement d'une délibération collective sur la manière d'engager collectivement une transition et un changement des modes de vie. Ces expressions se recoupent les unes les autres et s'incluent : l'analyse sociologique des formes de vie ne peut faire l'économie d'une description des modes de vie et de leur évaluation statistique. L'objectif de cette recherche est de montrer comment les bifurcations descendantes modifient les formes de vie dans les pratiques de travail et de consommation ainsi que leur rapport au politique.

## *La question des choix de vie : intérêt, rationalité et morale*

La dimension économique de cette recherche centrée sur le travail et la consommation, la démarche pragmatique et l'enquête par entretiens ne permettent pas d'éluder les questions de choix (notamment au sujet des formes de vie, de la vie menée), d'intérêt (individuel), de rapport aux valeurs et de rationalité : l'enjeu est de distinguer ces notions de leur acception économique restrictive. La question du choix et par conséquent des « choix de vie », l'orientation que prennent les vies, est délicate en sociologie. En effet, d'une part, elle rappelle une rhétorique économique qui isole l'individu du social – avec la prétention de déduire le social des actions purement individuelles et donc en renvoyant systématiquement le social à l'individuel (Pignol, 2017) – et une rhétorique libérale qui rend l'individu responsable de sa situation sociale, par son « libre choix » (Laval, 2011). D'autre part elle contredit toute une tradition de la sociologie,

qui s'est efforcée de montrer que les choix apparemment libres, tels le choix du conjoint, le choix des études ou encore les choix de consommation sont déterminés par des variables sociales comme la position sociale, le genre, le lieu de vie, etc. et orientés par un cadre social normatif. Pour autant, la question des choix ne peut simplement être évitée car, dans une société qui conçoit la modernité comme l'individualisation et la liberté de choix, fut-elle formelle, les choix effectués par les individus sont quotidiens, faits de petites ou grandes décisions, et subjectivement perçus comme tels, opposés aux contraintes variables selon les situations, éventuellement aux routines effectuées mécaniquement. Mais cela ne dit rien sur le caractère purement individuel de ces choix ni sur leur état de séparation du social. Ainsi, ce travail se présente-t-il aussi comme une étude de sociologie pragmatique des choix de vie sans pour autant valider les conceptions sociales des représentations économiques de l'équilibre général ou les conceptions politiques des libéraux anglo-saxons ni affirmer que chacun serait libre de choisir sa vie, loin s'en faut. Il ne fait aucun doute que la démonstration du caractère sociologiquement déterminé des choix peut être faite, tout comme de leur caractère socialement et économiquement contraints. Mais un choix déterminé se distingue néanmoins d'une situation sous contrainte externe. Ainsi, quand Durkheim étudie le suicide, il en recherche les déterminismes par des corrélations statistiques mais, par la définition qu'il en donne, admet une intention et une conscience des résultats des actions qui différencient la mort volontaire des accidents et des maladies, dont on pourrait aussi étudier les déterminismes. C'est ainsi que les bifurcations descendantes doivent être considérées comme intentionnelles ou volontaires ce qui n'exclut nullement les contraintes extérieures qui peuvent contribuer à y conduire (une maladie, par exemple) ni le fait que, tout comme pour le suicide, la catégorisation d'une intention n'est jamais univoque et qu'une situation se trouve toujours en tension entre le volontaire et le subi, mais néanmoins davantage polarisée d'un côté ou de l'autre (Gauthier, 2021). Autrement dit, étudier les choix du quotidien, choix de consommation ou choix professionnels, en examinant les évaluations, les justifications, les valeurs et les idéaux qui sont en jeu, doit permettre de sortir de l'identification entre choix individuels et vision économiciste de ces choix, coupés de leur réalité sociale. Bien au contraire, analyser les bifurcations comme des choix réfléchis qui donnent forme à la vie peut conduire à montrer précisément les conditions sociales qui rendent le choix possible, les ressources disponibles qui sont mobilisées et les contraintes comme les formes de pression sociale qui s'exercent sur les individus, la normativité formulée dans leurs évaluations[47]. Enfin, ces choix mettent en jeu des motifs et des valeurs qui interrogent les

[47] En revanche, l'approche qualitative sur quelques dizaines de cas ne permet pas de mettre en évidence des déterminismes sociaux dévoilés par les corrélations statistiques.

notions de rationalité et d'intérêt qui, là encore, ne doivent pas être limitées à leur acception utilitariste (Caillé, 2003).

En interrogeant les motifs d'action, ce travail questionne la notion d'intérêt. Il prétend ne pas réduire toute action individuelle ou pratique sociale à la recherche de l'intérêt individuel sous une forme univoque, dont la définition, économique, assimilée au calcul égoïste, ne susciterait pas de controverse. Le fait de vouloir ou au moins d'accepter de « gagner moins » sans y être directement contraint, n'est pas traité comme une simple conversion de capital économique en capital symbolique visant finalement à accroître le capital total détenu mais comme une manière d'interroger la notion d'intérêt pour mieux comprendre, subjectivement puis socialement, le sens des bifurcations descendantes. En effet, la conception utilitariste de l'intérêt s'est progressivement imposée, tant dans la société comme assise et justification du capitalisme que dans les représentations théoriques économiques[48]. Elle suppose une double réduction de la notion d'intérêt : une réduction égoïste qui fait de l'intérêt privé un intérêt centré uniquement sur soi et indifférent au sort d'autrui à l'exception des autrui « privés » comme la famille et une réduction matérialiste qui restreint le bonheur au désir de richesses monétaires et à sa logique calculatoire. Autrement dit, l'utilitarisme ne questionne pas l'utilité ou les ressorts de la vie bonne mais fixe une orientation à la vie heureuse.

Aussi, l'étude des bifurcations descendantes ouvre-t-elle la possibilité de comprendre la manière dont les agents évaluent leur intérêt et contredisent en pratiques la vision utilitariste à la fois par l'expression de préférences autres que les richesses économiques et par le souci d'autrui, du collectif, du commun dans l'expression des choix individuels. Le travail sociologique consiste alors à repérer la pluralité des logiques d'actions, leur possible contradiction et leur imbrication – et non leur réduction à une vision utilitariste de l'intérêt (Boltanski et Thévenot, 1991). Je fais l'hypothèse que différents régimes d'action se trouvent mêlés dans un unique discours de justification mobilisant différentes grammaires. Il appartient au travail sociologique de reconstituer ces différents registres, identifier les motifs d'action dominants et montrer comment ils s'imbriquent pour former un système de justification des formes de vie. Les stratégies des acteurs ne sont alors plus restreintes au seul utilitarisme bien compris qui supposerait une entente préalable, rarement explicitée, sur une définition de

[48] Ce point demanderait une étude sur le passage d'une représentation ouverte de l'intérêt dans le modèle du consommateur, qui certes préfère consommer plus que moins pour un prix identique (hypothèse de non satiété) mais peut tout aussi bien préférer flâner que travailler pour accumuler des richesses, à une représentation centrée sur la richesse économique dans les modèles macro-économiques (« de croissance ») (Guerrien, Pignol, 2017). Du consommateur, atome libre et souverain de ses préférences, il est déduit un consommateur agrégé avide de richesses économiques (ayant une valeur monétaire) dont les fondements micro-économiques ne sont guère éclairés par les modèles.

l'intérêt comme maximisation de l'obtention de ressources matérielles (Caillé, 1989 ; Lemieux, 2018). Les bifurcations descendantes interrogent la possibilité d'une conception critique de l'intérêt, indissociable du sens, celui d'une vie, d'une référence à la société comme collectif et d'un *ethos* l'alternatif.

Le fait d'étudier la dimension économique des bifurcations descendantes et les justifications déployées interroge aussi l'intérêt, le type de rationalité et les valeurs en jeu. Cela ouvre la possibilité de penser une rationalité alternative à la rationalité économique dominante. En effet, la rationalité économique s'est construite comme une *Zweckrationalität*, rationalité à la fois dans les procédures et dans les finalités, en opposition à la *Wertrationalität*, rationalité en valeur (Weber, 1920 [1971] : p.56-57). Autrement dit, la rationalité économique serait doublement rationnelle, dans les procédures comme dans les finalités et a-morale, en dehors de la morale, ce qui la distingue de la rationalité en valeur. La rationalité en finalité est celle qui ajuste les moyens aux fins, « qui confronte en même temps rationnellement les moyens aux fins » et tente donc de faire la preuve du lien logique entre moyens et fins et de leur adéquation optimale (d'où une logique calculatoire) mais aussi qui compare « les diverses fins possibles entre elles » (Weber, *op cit. :* p.57). La logique utilitariste de l'intérêt pose une fin (l'accumulation de richesses) et n'en délibère plus. Elle considère cette conception comme s'imposant rationnellement (ou *naturellement*, par un processus de naturalisation renvoyant à une supposée nature humaine), faisant de la richesse des nations l'objectif social et politique et de l'élévation de sa condition l'objectif individuel. C'est cette séquence rationnelle qui pourrait être remise en cause par les bifurcations descendantes qui, sans invalider la rationalité procédurale et l'ajustement des moyens et des fins, manifesteraient une demande de délibération sur les fins et remettraient en cause un ordre de finalité au nom d'un *ethos* alternatif, réintroduisant ainsi la dimension morale dans la rationalité en finalité. La seule différence avec la *Wertrationalität* ne serait pas la rationalité des moyens, envisagée par Max Weber qui envisage la possibilité d'une orientation procéduralement rationnelle de l'action en valeur (« dans ce cas l'action n'est rationnelle en finalité qu'au plan des moyens ») mais le fait que l'*ethos* peut donner lieu à délibération, et ne s'impose donc pas comme ce qui vaut absolument et sans justification. La question des valeurs dans le sens d'évaluer ce qui vaut, ce qui vaut la peine d'être vécu, n'est pas absente de la rationalité économique dominante (ou la rationalité en finalité) : c'est une conception du bonheur comme arrachement à la nécessité mais aussi comme amélioration continue des conditions matérielles d'existence qui n'est ni sans valeur ni en dehors des valeurs et qui n'est pas a-morale comme le voudrait une conception économique qui pose cette finalité comme une évidence (Caillé, 2003). Elle peut donc être confrontée à d'autres finalités et

d'autres représentations de la vie bonne qui n'en sont pas moins rationnelles mais dessinent la possibilité d'une rationalité alternative qui ne diffère pas dans ses procédures mais dans l'*ethos* qui fonde les finalités.

Au sujet des activités économiques que sont le travail et la consommation, cette recherche vise donc à reconstituer les représentations de l'intérêt, le type de rationalité et le système de valeurs à l'œuvre. En particulier elle devra montrer comment s'imbriquent deux logiques d'action, la logique marchande, économique, celle de l'intérêt individuel égoïste centré sur les richesses, la « cité marchande » qui valorise « la capacité à s'enrichir en faisant des affaires » et « la compétition en vue de l'enrichissement » (Lemieux, 2018, p.52) et la logique civique, celle de la « cité citoyenne » qui ne dissocie pas intérêt et valeurs, individu et collectif (comme souci d'autrui, souci du collectif humain ou non humain). Ces distinctions nécessitent un travail d'explicitation du rapport entre l'ensemble des pratiques des acteurs et leurs justifications, qui n'est pas établi par les acteurs eux-mêmes, qui se réfèrent à des ordres de légitimité différents mais imbriqués (Boltanski et Thévenot, 1991). Cette explicitation est au fondement d'une montée en généralité permettant d'interpréter plus globalement le sens des actions, ici les bifurcations descendantes et de déterminer en particulier si ces dernières sont le reflet d'une logique dominante de l'intérêt individuel bien compris ou d'une critique de la logique économique de l'intérêt individuel qui veut s'autonomiser de toute référence aux valeurs.

## 4. Interroger les résistances à une subjectivité capitaliste

La seconde orientation que nous donnons à ce travail est de l'inscrire dans le prolongement des travaux sur l'esprit du capitalisme et sa critique, notamment celui du livre de Luc Boltanski et Ève Chiapello sur *Le Nouvel esprit du capitalisme* en y intégrant un élément curieusement délaissé, par Max Weber certes, mais aussi par l'approche de Luc Boltanski et Eve Chiapello : la consommation[49] (Boltanski et Chiapello, 1999 ; Weber, 2019[1904-1905] ; Gauthier, 2014).

[49] En décryptant la critique artiste, l'ouvrage porte sur les motifs de l'engagement dans le travail et dans le capitalisme autres que la quête de richesses qui ne doivent évidemment pas être ignorés Néanmoins, il me semble que la question de la rémunération du travail, y compris à un niveau élevé du salariat, doit être articulée non seulement avec d'autres motifs, comme l'intérêt du travail et les conditions de son exercice, mais aussi avec l'évaluation sociale et les représentations qui lui sont associées. Au vu du décrochage vers le haut des salaires des (hauts) cadres du secteur privé, de la multiplication de formes d'intéressement et du développement continu de la

Dans leur sillage, je fais l'hypothèse que l'ordre économique et social que nous nommerons capitalisme s'appuie sur une subjectivité capitaliste ordinaire qui participe de l'esprit du capitalisme et oriente des manières de faire, de penser et de donner forme à la vie, et que cet esprit du capitalisme ne peut, dans l'analyse contemporaine du capitalisme, négliger la question de la consommation en lien avec le travail. Les bifurcations descendantes peuvent alors être analysées, du point de vue du travail et de la consommation, comme un écart ou une résistance à la subjectivité capitaliste, dont il s'agit d'analyser l'ampleur, la portée critique et les ambivalences.

## *Capitalisme, esprit du capitalisme et subjectivité capitaliste*

Appelons capitalisme, plutôt que société de marché par exemple, l'ordre économique et social qui organise la production et la consommation dans les sociétés occidentales. Ce terme n'exclut pas le marché comme instance de coordination dans les sociétés contemporaines mais il l'englobe. En effet, le marché ne suffit pas à caractériser le système économique qui conduit à une accumulation de richesses continue, malgré les crises auxquelles il fait face et les inégalités de répartition qu'il génère : d'une part le marché n'est qu'un mode de coordination parmi d'autres, d'autre part le principe de coordination décentralisée ne suffit pas à définir le système économique qui s'appuie sur l'accumulation du capital et vise la croissance de la production, deux caractéristiques qui ne sont pas inhérentes au marché et à sa représentation théorique. Le terme capitalisme fait d'ailleurs l'objet d'un regain d'intérêt en économie, en témoigne le succès des récents livres de Thomas Piketty[50], comme en témoigne en sociologie la récente somme *Sociologie historique du capitalisme* (François et Lemercier, 2021) sans compter évidemment son usage continu dans les approches critiques des sciences sociales (Pharo, 2018 ; Wright, 2020 ; Dardot et Laval, 2012 ; Baschet, 2014). On peut retenir comme définition du capitalisme celle épurée et minimaliste, héritée de Max Weber, proposée par Luc Boltanski et Ève Chiapello, soit une organisation sociale qui repose sur « une exigence d'accumulation illimitée du capital par des moyens formellement pacifiques » qui passe par la recherche pacifique du

consommation des cadres, la question du revenu monétaire et des conditions de vie auxquelles il donne accès comme de l'évaluation dans une échelle de prestige ne doit pas être considérée comme secondaire dans l'esprit du capitalisme. Les exemples ne manquent pas sur la croissance des rémunérations des cadres dirigeants ou des cadres de multinationales. *Enrichissement* (Boltanski et Esquerre, 2017) montre justement l'importance de ces objets de consommation à la valeur cumulative « destinés aux riches et qui constituent aussi pour les riches qui en font commerce une source d'enrichissement ». La quête de richesse ne semble pas avoir perdu, bien au contraire, de sa capacité mobilisatrice.

[50] *Le Capital au XXI^e siècle*, Seuil, Paris, 2013 et *Capital et idéologie*, Seuil, Paris 2019.

gain monétaire, le profit (1999, p.35). Cette définition peut s'appliquer à la société tout entière. Il est alors une « forme particulière d'organisation de la sphère économique, c'est-à-dire de la production, de la consommation, de l'échange de biens et de services » et se trouve ainsi imbriqué dans d'autres aspects de la vie sociale, les rapports de classe, l'organisation familiale, la vie politique, les institutions : c'est une forme d'organisation sociale dans son ensemble qui valorise le profit, le gain monétaire et l'accumulation continue (François et Lemercier, 2021, p.8-9). La définition s'applique aussi aux comportements individuels et en premier lieu à ceux des capitalistes qui recherchent pacifiquement et par la voie de la production, l'accumulation en capital. Mais, ainsi que Max Weber l'affirmait déjà, l'emprise du capitalisme excède la seule catégorie des capitalistes dans la mesure où le comportement de recherche pacifique du gain monétaire se trouve légitimé, encouragé et déployé dans l'ensemble de la société. Cette diffusion dans toutes les strates de la société contribue à produire changement social et développement de la société capitaliste (Laval, 2017). Conformément à l'intuition de Max Weber, le capitalisme se consolide quand ses maximes de vie et sa *praxis* se diffuse à l'ensemble de la société. La légitimité du système économique et surtout son assise passent par un certain type de comportements qui traversent la vie quotidienne et lui donnent forme. Max Weber a montré que cette diffusion d'un certain type de comportements notamment la rationalisation de la vie quotidienne et de la production, l'évaluation du gain par un calcul, nécessite la diffusion d'un « esprit du capitalisme », ensemble de motifs éthiques qui, bien qu'étrangers dans leur finalité à l'organisation capitaliste de la production, ont donné un sens à l'engagement dans le capitalisme et permis l'appropriation et la réplication de ces comportements. L'éthique protestante a ainsi pu participer un temps de cet esprit en valorisant l'engagement dans le travail et la recherche d'une efficacité dans la production. Luc Boltanski et Ève Chiapello stabilisent la définition de l'esprit du capitalisme comme « l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme » tant du point de vue des bénéfices personnels attendus (motifs personnels d'engagement) que du point de vue du bien commun (justifications générales) (1999, p.42). Ainsi la subjectivité capitaliste peut-elle se définir comme l'esprit du capitalisme intériorisé par les individus et conditionnant des manières de penser, d'agir et de sentir. Elle est un ensemble de normes et de valeurs qui orientent les jugements et les justifications et finalement les pratiques des individus et, à l'instar de la subjectivité protestante puritaine, qui permettent le maintien d'un ordre économique et social par une forme d'adhésion collective individuée. Ainsi le système économique ne peut être séparé de la vie quotidienne et l'entrée dans le capitalisme comme sa perpétuation et ses mutations est associée à une transformation de la vie quotidienne et à un ensemble de jugements et d'évaluations la concernant.

Luc Boltanski et Ève Chiapello font l'hypothèse, que la valorisation de la consommation comme idéal de bonheur n'est pas centrale dans cette idéologie de justification ou qu'en tout cas, elle est très insuffisante pour susciter l'adhésion au capitalisme et que la valorisation de la richesse matérielle est secondaire dans l'engagement dans le travail ou dans la recherche productive du profit. Dans le capitalisme, la richesse est recherchée pour elle-même, de manière abstraite, comme profit, de manière illimitée, et non, au-delà d'un certain seuil, pour les seuls biens de consommation auquel elle permet d'accéder. Le capital est détaché de la richesse matérielle et de ses usages car il s'accumule sans limites, sans satiété possible, dans une course effrénée entre capitalistes (1999, p.38). Ainsi, « les formes concrètes de la richesse (immobilier, biens d'équipement, marchandises, monnaie, etc.) n'ont pas d'intérêt en soi et peuvent même constituer, du fait de leur manque de liquidité, un obstacle par rapport au seul objectif qui importe vraiment : la transformation permanente du capital, de biens d'équipement et d'achats divers (matières premières, composants, services…) en production, de production en monnaie et de monnaie en nouveaux investissements » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.37-38). Si cette représentation convient pour la classe des capitalistes et encore, l'observation des comportements des très riches montre une capacité illimitée à inventer de nouvelles manières de consommer jusque dans l'espace et instille le doute sur le caractère limité de la consommation, elle semble plus problématique pour l'ensemble des salariés. Certes, le capitalisme s'appuie sur l'épargne et le renoncement momentané à la consommation dans le but d'augmenter le capital dans un processus sans fin d'accumulation et, dans ce processus, la consommation importe peu, voire est un obstacle. Cela ne signifie pas pour autant que la consommation et l'attrait des richesses matérielles doivent être écartés du nouvel esprit du capitalisme car la consommation est intégrée à un ensemble de représentations sociales positives et en ce sens participe de l'engagement dans le capitalisme. La recherche de la richesse abstraite et de l'accumulation se fait certes au-delà du désir raisonnable de consommer mais a partie liée avec ce désir et la représentation d'une vie douce, aisée, désirable qui accompagne la richesse. Aussi, je fais l'hypothèse que la consommation ne peut être écartée aussi radicalement de l'idéologie de justification du capitalisme et qu'elle est (devenue) partie prenante de l'esprit du capitalisme comme élément structurant d'une certaine représentation du progrès, l'amélioration des conditions matérielles d'existence, de la vie digne, aisée, raffinée, élégante, et évidemment de la réussite sociale non pas seulement abstraitement (en capital accumulé) mais également concrètement dans l'amoncellement de délicatesses, de douceurs et de raffinements supposés dans les manières de se nourrir, d'habiter, de se vêtir, de se déplacer, en somme dans la vie quotidienne. Autrement dit, la recherche de gain peut certes

s'autoalimenter elle-même et devenir sa propre finalité (la recherche du profit pour lui-même) mais elle ne peut être totalement dissociée, dans ses motifs, de perspectives de consommation non pas seulement présentes mais aussi futures pour soi-même et pour ses descendants dans une représentation – certes tout à fait folle dans sa démesure, son *hubris* – de « s'assurer son avenir » ou une « belle vie » (Pharo, 2017). Toutes les images de réussite sociale, reconnues et valorisées, incluent la richesse matérielle et son déploiement dans tous les détails de la vie quotidienne. L'intégration de la consommation comme idéal social dans l'esprit du capitalisme et dans la subjectivité capitaliste ordinaire conduit, en corollaire, à ne pas la négliger dans les résistances et dans la critique qu'il génère.

## *Esprit du capitalisme et consommation*

La subjectivité capitaliste telle que définie par Max Weber évacue les plaisirs de la consommation puisque c'est l'ascétisme qui est religieusement valorisé. La consommation est réduite à un calcul des strictes dépenses nécessaires à la survie individuelle et sociale sans égarement dans une rêverie sur l'esthétique et la fonctionnalité de l'aménagement d'une cuisine ou de la coupe d'une robe. La représentation d'une forme de vie ascétique accompagnée d'un fort engagement dans le travail serait l'une des conditions d'entrée et d'engagement dans le capitalisme, suscitant l'accumulation des gains plutôt que leur dépense. Ce style de vie austère, ascétique, tout entier tendu vers l'accumulation de gains monétaires, dissocie le gain de la possibilité de la jouissance de cette richesse sous forme de consommation. La doctrine de la prédestination et l'éthique protestante offrent ainsi des raisons de s'engager dans une profession non pour les gains qui y sont rapportés mais pour des motifs religieux rapportés au salut qui valorisent le travail bien fait, le travail productif et la profession comme vocation. Sa rémunération n'est qu'une manifestation de cette efficacité du travail et de sa productivité, de la reconnaissance sociale de son utilité et le signe objectivable de sa réussite et de sa validation, mais pas une motivation extrinsèque d'engagement dans le travail.

L'intérêt de la thèse de Max Weber sur la genèse éthique du capitalisme est d'avoir formalisé, d'une part, le lien étroit entre les valeurs d'une société et d'un groupe et les maximes de vie, l'orientation de la vie et d'avoir montré d'autre part, comment ces idéaux – religieux, protestants – peuvent être de puissants facteurs d'engagement dans le travail faisant de l'adhésion à un style de vie le socle d'un système économique (Boltanski et Chiapello, 1999, p.46). Max Weber insiste sur la mécanique normative de la subjectivité capitaliste dépourvue

de motifs religieux (la cage d'acier sur laquelle on reviendra dans le chapitre 5) mais on peut aussi soutenir l'idée, qu'il suggère d'ailleurs, invoquant la motivation par les « biens extérieurs », que la subjectivité capitaliste évolue avec le développement et la transformation du capitalisme. Ainsi, à l'ère du « capitalisme addictif » (Pharo, 2018), la subjectivité capitaliste a partie liée avec des représentations positives et heureuses associées à la consommation et à sa hausse, ce que Daniel Bell nomme l'« hédonisme individualiste » (Bell, 1976). La perspective, et même la rêverie pour reprendre un thème cher à Colin Campbell (1987), de pouvoir consommer plus et mieux, dans une dynamique d'élévation et non de suffisance sont au cœur de la subjectivité capitaliste comme justification à la fois individuelle d'engagement dans le capitalisme et collective d'adhésion au système capitaliste, fut-elle désenchantée voire critique. Cette valorisation de la consommation et de l'amélioration continue des conditions matérielles d'existence est une construction sociale de plusieurs siècles dont on ne peut faire la genèse ici. D'un point de vue historique, au-delà et même en dehors de la controverse wébérienne, des points de vue historiographiques assez différents établissent aujourd'hui le rôle de la consommation dans la naissance et le développement du capitalisme et d'un esprit du capitalisme. Aux États-Unis, dans une formule désormais célèbre, Jan de Vries renverse la logique en considérant que la « révolution industrieuse » (*industrious revolution*) a précédé la révolution industrielle (de Vries, 2008, 1994 ; Grenier, 2010). Le désir de consommation suscite un engagement dans le travail industrieux qui précède et suscite les progrès de la productivité :

> « L'homme en tant que ''sujet désirant'' dont la subjectivité est formée par ''le désir comme un aspect fondamental du moi'' n'est pas un produit du capitalisme industriel moderne ; ses origines doivent être trouvées avant. » (de Vries, 2008, p.43, cité par Grenier, 2010)

Selon ses travaux, le développement de la grande industrie et de la rationalisation de la production à grande échelle a été précédé, dans le monde occidental, par la naissance d'un désir de consommer, qui a commencé à émerger dès la deuxième moitié du XVIII$^{e}$ siècle et a produit une intensification du travail au sein même du ménage et de la cellule familiale permettant d'augmenter, pour certains ménages urbains, l'accès au revenu monétaire, leur donnant ainsi une capacité à consommer. Cette nouvelle relation avec les biens matériels, entretenue par une part croissante (mais encore très réduite) de la population constitue la révolution industrieuse qui prépare la révolution industrielle et la hausse de la productivité comme l'accumulation du capital. La naissance de ce goût pour les choses banales, à l'origine d'une culture matérielle au cœur de laquelle se trouve la croissance de la consommation, est également documentée par Daniel Roche (1997) ou encore Frank Trentmann (2016). Ce *consumer desire* ne peut être

dissocié d'un ensemble de représentations sociales, issues aussi des débats intellectuels et philosophiques (telle la querelle du luxe) qui associent les objets et la forme de la vie quotidienne à des représentations positives de la bonne vie et à des hiérarchisations sur la manière dont il convient de vivre.

L'esprit du capitalisme reposerait à la fois sur une double éthique, celle du report de la consommation (épargne) au cœur du processus d'accumulation et celle de la légitimité du désir de biens. La légitimation de la consommation s'intègre dans un système de représentations d'émancipation d'un rapport de nécessité à la nature, de démocratisation de conditions de vie jugées aisées, douces et raffinées et finalement d'extension du mode de vie bourgeois. Ainsi, la consommation devient-elle un moteur puissant du développement du capitalisme et de sa justification (Galuzzo, 2020). Colin Campbell (1987) développe encore plus précisément comment la naissance d'une éthique romantique a contribué à la construction de l'esprit du capitalisme incluant la valorisation de la consommation. Selon lui, l'éthique sentimentaliste, qui se développe parallèlement à d'autres formes de valorisation sociale des sentiments et des émotions (littérature, mariage d'amour, amour maternel), est caractérisée par la valorisation de la dimension esthétique du quotidien et de la recherche du beau, de l'expressivité et de l'authenticité, de la réalisation de soi, autant de sentiments qui trouvent à s'exprimer dans le rapport aux choses. Si la consommation et la production deviennent deux processus complémentaires constitutifs du capitalisme, la définition de l'esprit du capitalisme doit intégrer ce rapport quotidien aux choses et cet *ethos* qui associe bonheur, honneur, dignité et possession à l'origine de hiérarchies sociales et de jeux identitaires entre le consommateur et ses biens. Et si la subjectivité capitaliste est modelée pour consommer plus alors la consommation est aussi un terrain possible de micro-résistances dans les pratiques quotidiennes et dans les valeurs.

## *Une résistance interstitielle à l'esprit du capitalisme*

Ainsi, la consommation et sa croissance sont devenues constitutives du capitalisme. Les bifurcations descendantes apparaissent alors comme de possibles résistances à la subjectivité capitaliste. Elles pourraient représenter une résistance auto-émancipatrice par les formes de vie, non sans ambivalences, à la manière des précaires étudiés par Patrick Cingolani (2014, 2019) ou de l'exploration de formes de travail plus autonomes (Corsani, 2020). Ces critiques, individuelles dans leur forme, ne doivent pas pour autant être réduites, selon Patrick Cingolani, au « masque riant du néo-libéralisme » et transformées en leur contraire sans leur rendre justice,

au risque de les invisibiliser et de réduire à néant leur pouvoir critique. La plupart de ces expérimentations, formes de vie précaires choisies comme bifurcations descendantes, se font dans le capitalisme et d'une manière qui peut sembler individualiste, bien davantage que des formes de contestations plus radicales comme les formes de vie autonomes (Bulle, 2018). La dimension critique n'est pas pour autant absente et peut faire l'objet d'une investigation. Elles peuvent être comprises comme « des ''formes de vie en tension'', entre leurs potentialités effectivement alternatives, contestataires de l'ordre dominant et cet ordre toujours prompt à s'emparer de la créativité sociale et à reconduire de nouveaux ordres de domination » (Cingolani, 2019, p.126).

On peut considérer qu'elles constitueraient des résistances interstitielles à l'esprit du capitalisme, selon la notion élaborée par Erik O. Wright (2020), en tant que résistances latentes, invisibles et ambigües quand les luttes actives visent explicitement des transformations symbiotiques voire la rupture avec l'ordre capitaliste. À la différence des luttes frontales, ces micro-transformations interstitielles, si elles se multiplient, s'étendent et se reproduisent, peuvent éroder la subjectivité capitaliste et, d'une certaine manière, appeler à la constitution de sujets collectifs non encore organisés et à une intentionnalité collective non encore formulée. Erik O. Wright illustre l'ambivalence de ces érosions interstitielles du capitalisme en prenant précisément l'exemple de la défection profesionnelle du « cas typique du banquier prospère de Wall Street qui décide d'abandonner ''la jungle des affaires'' et de déménager dans le Vermont pour embrasser la simplicité volontaire tout en vivant de ces revenus générés par un fonds d'investissement » (2020, p.65). Constatant que « la fuite n'est rien de plus que le choix d'un mode de vie individualiste », il conclut provisoirement :

> « On pourrait logiquement renoncer à caractériser la fuite hors du capitalisme comme une forme d'anticapitalisme, surtout lorsqu'elle est permise par les privilèges obtenus au sein même du système. » (2020, p.65)

Mais ce serait une erreur de s'arrêter à ces apparences sans voir que, dans de nombreux cas, la fuite a un rapport avec l'anticapitalisme, notamment quand il s'agit d'expérimenter de nouvelles manières de produire (comme par exemple dans le mouvement « Do It Yourself »), de consommer, d'habiter, de manière collective ou individuelle. Ainsi se trouve renversée l'appréciation sur l'ancien trader converti à la simplicité volontaire car :

> « Plus généralement, le ''style de vie'' de la simplicité volontaire peut contribuer au rejet plus large du consumérisme et de la croissance économique chers au capitalisme. » (Wright, 2020, p.65).

Ce qui apparaissait comme individualiste et à faible portée critique peut participer finalement des interstices érodant l'esprit du capitalisme, en manières différentes mais cumulatives, conduisant à une transition possible, lente et à bas bruit, par évolution progressive des manières de faire, de consommer, de travailler ainsi que des principes et idéaux qui les fondent et les conduisent. Il n'est pas du ressort de ce travail sociologique de déterminer la manière de donner consistance à cette alternative au capitalisme ou d'indiquer quelles formes d'organisations ou d'acteurs collectifs pourraient la relayer et l'amplifier. En revanche, la sociologie peut élucider les ambivalences de ces alternatives interstitielles que sont les *exit* professionnels, faire justice à ces pas de côté, en restituant le sens donné par les acteurs, et en proposant l'interprétation plus générale, macrosociologique, que l'on peut en faire. Quel est leur contenu critique et leur degré de politisation ? L'interstitiel politique est-il toujours politisé ? Telles sont les questions auxquelles voudrait répondre cette recherche.

# 5. Enquêter : partir des récits biographiques

Dans la continuité de l'approche pragmatique et de l'attention portée à la réflexivité et aux justifications du changement, l'enquête s'est déroulée de manière qualitative, à partir d'entretiens biographiques partant du récit d'expérience (le changement professionnel et sa genèse) pour « suivre les acteurs » (Lemieux, 2018). Ces entretiens[51], retranscrits, ont fourni le matériau empirique de cette thèse et ont permis d'interroger le contenu critique des bifurcations du point de vue subjectif et individuel comme du point de vue macrosocial.

## *Une enquête qualitative par entretiens*

Le choix d'une enquête qualitative s'est imposé par l'attention portée aux points de vue subjectifs et aux justifications ainsi que par la nécessité de recueillir des récits qui contiennent ces énoncés réflexifs. Une enquête d'observation directe sur un terrain de type monographique

[51] Voir annexe 1 pour la présentation des trente profils interrogés. Un 31e entretien n'a pas été retranscrit et a été retiré du panel car, en fin d'entretien, après le récit d'une baisse drastique de la consommation familiale, la personne a déclaré considérer qu'il s'agissait d'une « année sabbatique » chercher à nouveau « un emploi bien rémunéré, comme avant » en tant que cadre administratif en urbanisme et architecture.

semblait difficile dans la mesure où les bifurcations descendantes relèvent d'expériences individuelles disséminées en milieu rural comme urbain, et n'offrent pas de poste d'observation privilégié, comme le sont par exemple les communautés utopiques ou les zones occupées. Sauf à suivre, y compris sur le terrain, ces carrières de transition professionnelle ou à observer le travail tel qu'il se fait, ce qui aurait pu être réalisable mais de manière individualisée. En effet, les professions « d'arrivée » sont très variées même s'il en existe quelques-unes qui sont privilégiées, elles-mêmes très diversifiées, telles les professions d'artisanat d'art, du commerce et de l'artisanat, de l'agriculture ou encore les métiers de l'enseignement comme le montrent les analyses de trajectoires portant sur des groupes professionnels (Jourdain, 2014 ; Bajard, 2018 ; Samak, 2016, 2017 ; Monin et Rakoto-Raharimanana, 2019a, 2019b).

L'enquête s'appuie donc sur une série de trajectoires individuelles que les entretiens ont permis de reconstituer, puis sur la comparaison de cas, comme la plupart des enquêtes sociologiques sur les bifurcations professionnelles (Denave, 2015 ; Chevallier, 2016 ; Le Gros, 2020). Ces entretiens ont été conduits selon le modèle de l'entretien compréhensif (Kaufman, 1996) ou biographique (Dubar et Nicoud, 2017). Le récit d'expérience a été privilégié, en partant du recueil des modalités du changement, sans questions imposées mais avec une grille thématique de rappels des thèmes à aborder, servant de *memento* pour l'enquêteur pour s'assurer en fin d'entretien que l'ensemble des thèmes avait été abordé (voir annexe 2). Pendant les entretiens, une attention particulière a été portée sur la chronologie et sur la description des pratiques (concernant par exemple la consommation et les dépenses). Le désir d'entretien a souvent été partagé, par l'enquêteur et l'enquêté, et aucune demande d'entretien ni d'enregistrement n'a été refusée. Beaucoup d'entretiens se sont déroulés au domicile de l'enquêté (s'il en faisait la proposition) ou sur son lieu de travail, pour quelques-uns dans des cafés. L'accueil à domicile, parfois pendant plusieurs jours, a permis l'observation directe des lieux de vie et des modes de consommation autorisant ainsi des questions plus précises ou des recoupements entre récits et pratiques. Souvent, l'entretien a été complété, selon les indications fournies lors de l'entretien, par des observations de pages sur les réseaux sociaux (professionnels ou personnels), par des visites sur les sites présentant les nouvelles activités, par le recueil de documents concernant les personnes interrogées comme des articles publiés écrits par les concernés ou leurs activités militantes, par des échanges de messages électroniques poursuivis après l'entretien enregistré. Ces informations recueillies après les entretiens ont permis de les compléter, de suivre le déroulé des activités professionnelles ou militantes (et notamment leur maintien voire leur développement) et de recouper pratiques et récits, voire d'ajouter des éléments non mentionnés

dans les entretiens[52]. Le contact a souvent été repris après l'entretien et les premiers échanges pour demander directement des précisions non mentionnées notamment sur la chronologie ou des données sociodémographiques.

### *La définition des critères d'éligibilité*

Les critères d'éligibilité ont été définis à partir de la notion de bifurcations descendantes qui constitue l'objet d'étude. Trois critères structurants étaient nécessaires pour entrer dans le panel des enquêtés. Le premier est celui du changement professionnel. Il suppose une situation de changement au moins d'emploi et donc d'employeur mais aussi souvent de statut, ou de profession ou de domaine professionnel entre deux situations stabilisées. Cela signifie une ancienneté minimum d'un an dans la profession de « départ ». *De facto*, les enquêtés avaient souvent de longues années d'ancienneté d'exercice dans le poste ou la profession quittés, cinq à dix ans parfois beaucoup plus. Concernant la stabilité dans la nouvelle profession, la durée minimale retenue a été également d'un an, signifiant une installation dans un nouvel emploi. Là aussi, de fait, les durées pouvaient être beaucoup plus longues, souvent de quelques années. En revanche, il n'a pas été posé de critères sur la nature du travail dans les deux emplois et le type de compétences mobilisées. Pour la plupart des situations, les deux emplois demandent des compétences très différentes (par exemple de cadre politique à éleveur de brebis ou encore de cadre informatique à professeur des écoles ou de cadre administratif à artiste plasticien ou de technicien à jardinier). Dans d'autres, notamment pour les professions des arts et de la culture, le domaine peut rester le même mais avec un changement de statut (par exemple de cadre de la culture à productrice de podcasts ou encore de présentatrice télévisuelle à documentariste). Du point de vue professionnel, les bifurcations radicales, conformes à l'image médiatique, sont les plus représentées parmi les enquêtés. Le second critère concerne la réduction de revenu, critère qui fait la spécificité de cette enquête : il a été posé comme critère une réduction minimale de revenu de 25%. Les baisses enregistrées sont en fait beaucoup plus élevées pour la plupart des enquêtés, notamment pour les hauts cadres devenant commerçants ou professeurs. Le maximum est une division des revenus du travail par dix-sept (de trader à professeur certifié de sciences économiques et sociales). C'est le revenu très élevé avant la

[52] Lorsque ces échanges en dehors de l'entretien enregistré sont mentionnés dans la thèse, il est indiqué en note la mention « carnets d'enquête » avec la date de l'échange ou la nature de la source tout en maintenant l'anonymat des entretiens. C'est pourquoi, dans certains cas, je ne mentionne pas la source exacte qui permettrait de relier un document public avec des entretiens qui ne le sont pas.

bifurcation qui commande de tels écarts. L'amplitude minimale de la baisse a été choisie de manière à inclure éventuellement des bifurcations descendantes du milieu de l'échelle sociale (classes moyennes et classes populaires stables). Elles ne sont pas inexistantes dans le panel (baisse d'un tiers par exemple pour arriver au niveau du salaire minimum) même si elles sont relativement invisibles socialement et médiatiquement. Enfin, le troisième critère est le caractère intentionnel du changement : il repose sur l'auto-déclaration. Si le déroulement du changement montre parfois des ambivalences entre évènements subis et décisions choisies, l'auto-qualification comme volontaire n'a fait de doute pour aucun des enquêtés. Enfin, un quatrième critère apparaît en négatif, compte tenu du caractère décroissant des revenus : celui du militantisme ou de l'engagement politique. En définissant l'objet de l'enquête, je cherchais une situation ordinaire de baisse de revenu qui soit centrée sur l'expérience de la réduction choisie des revenus et de la consommation marchande sans étiquetage militant préalable. Il a été assez fréquent que lorsque je présentais mon enquête pour obtenir la participation d'une personne et que je mentionnais la baisse du revenu dans les critères d'éligibilité qu'il me soit opposé : « oui mais attention, nous c'est pas politique ! »[53]. Il s'agissait de ne pas présupposer une catégorie, celle de « militants », par exemple de « décroissants », afin de ne pas créer d'effet d'attente spécifique concernant notamment un discours critique sur la consommation.

La méthode de recrutement a été celle de proche en proche[54]. La première personne interrogée a été une collègue de travail (mairie de Paris) qui était une connaissance directe sans faire partie d'un cercle amical proche. La plupart des premières personnes interrogées faisant partie du cercle des connaissances de connaissances directes (famille, amis, collègues). Ces premières personnes m'ont indiqué ensuite d'autres personnes à contacter qu'elles savaient être dans la même situation qu'elles-mêmes (« en reconversion ») et correspondant aux critères d'éligibilité. Certaines personnes ont été approchées sur leur lieu de travail, par exemple dans leur commerce après une amorce de discussion sur leur parcours ou encore près de leur jardin particulièrement florissant. Quand la conversation confirmait l'intuition d'un parcours de bifurcation descendante, je leur demandais s'ils accepteraient un entretien. Sachant qu'il n'y a pas d'enquête quantitative exhaustive qui puisse servir de cadrage dans la constitution du panel, il n'y avait pas possibilité de choisir des personnes « typiques » ou « représentatives » de la catégorie de bifurcation descendante. Aucune représentativité n'a été recherchée, ni aucun équilibre spécifique, tout au plus une certaine diversité des trajectoires professionnelles pour

[53] Premier contact avec Claire, carnet d'enquête.
[54] Telle que décrite par exemple par Luc Boltanski pour son enquête sur *Les Cadres* (1982, p.9).

inclure par exemple des changements de lieu de vie accompagnant la transition. Néanmoins, compte tenu de mon lieu de résidence et d'exercice professionnel (région parisienne), les premiers entretiens ont concerné des urbains puis j'ai pu, à l'occasion de déplacements personnels, interroger des personnes s'étant établi à la campagne ou dans des villes moyennes. Les parcours de néo-ruraux, moins nombreux dans le panel, n'autorisent donc aucune conclusion générale sur leur moins grande représentation. En revanche, quel que soit le lieu, il n'a jamais été difficile de trouver les profils recherchés et c'est la contrainte de temps qui m'a conduite à mettre un terme à l'enquête.

Il est possible que la méthode de recrutement de proche en proche ait induit un biais de recrutement de personnes proches ou adhérentes du parti Europe Ecologie- Les Verts (EELV) ou appartenant à la sphère politique des écologistes[55]. Peu de personnes ont été recrutées directement dans le cercle partisan d'interconnaissance (deux, Françoise et Sophie). En revanche, plusieurs personnes ont mentionné dans l'entretien leur adhésion partisane (passée ou présente) ou m'en ont informée lors d'échanges. On peut supposer que le cercle d'interconnaissances a pu recouper le cercle partisan élargi. Néanmoins, ce biais n'a rien d'une évidence si on compare avec d'autres enquêtes du même type, dans lesquelles l'appartenance partisane concerne également une part du panel (De Bouver, 2015)[56]. Il n'est pas non plus possible de tirer de règle quantitative, sauf à risquer de « quantitativiser » abusivement le travail qualitatif (Beaud, 1996, p.231), par exemple sur les déterminismes de genre, de statut, d'âge ou de génération, de qualification tant les profils rencontrés sont diversifiés. En revanche, compte tenu du critère d'éligibilité de la baisse de revenu après bifurcation, les cadres et salariés à revenus supérieurs voire très supérieurs à la moyenne sont davantage concernés[57]. Concernant le nombre d'entretiens, il n'en a pas été recherché un nombre prédéterminé[58]. Au bout d'un certain nombre de parcours étudiés, et compte tenu de la contrainte de temps, il est apparu que l'ajout de cas nouveaux ne venait pas modifier les informations recueillies et les types constitués. Au contraire, ils venaient confirmer des déroulements déjà établis à partir de l'ensemble des entretiens réalisés. L'enquête doit être considérée comme une enquête exploratoire sur un sujet moins abordé dans les sciences sociales que dans les médias et pourrait donner lieu à des prolongements. Seule une enquête quantitative pourrait préciser la part des

[55] L'hypothèse de ce biais est issue de mon adhésion propre au parti Les Verts puis Europe Ecologie-Les Verts de 1997 à 2021.

[56] Ce point sera discuté au chapitre 6 plus précisément.

[57] Une enquête spécifique centrée sur les cadres concernés par les bifurcations descendantes, aurait toute sa pertinence à l'instar de l'enquête de Chevallier (2016, 2017) limitée cependant à dix profils.

[58] Conformément à la recommandation de Stéphane Beaud (1996, p.234) : « La première illusion dont un chercheur –j'en ai moi-même été victime – doit se débarrasser est celle du nombre d'entretiens. »

bifurcations urbaines et rurales, l'éventuelle différence de genre, la part des cadres et des autres catégories socio-professionnelles. D'un point de vue qualitatif, il pourrait être intéressant de distinguer dans de futures enquêtes les bifurcations descendantes concernant les cadres hautement diplômés et celles concernant les autres professions pour lesquelles les changements de consommation sont de moins grande ampleur, qui sont moins visibles médiatiquement[59] mais qui ne manquent pas pour autant d'intérêt sociologique.

De la prise de contact jusqu'à la fin de l'enquête, l'attitude adoptée a été celle d'un pacte d'égalité informel : suscitant la parole, j'étais disposée, selon un principe de symétrie, à répondre à toutes les questions qui me seraient posées selon le principe que la parole appelle la parole et contre une vision de « fausse neutralité » (Bourdieu, 1999). De fait, j'ai été peu sollicitée personnellement durant les entretiens à l'exception de demandes d'informations et de comparaisons au sujet de mon enquête, des autres profils que je rencontrais et des difficultés d'installation et de transition que je notais en collectant les cas de bifurcations descendantes. Il est arrivé que je sois interrogée moi-même pendant l'entretien, pour s'assurer que des réponses ne risquaient pas de m'offenser. Ainsi, à plusieurs reprises, j'ai été interpelée sur la défiance vis-à-vis des politiques, sous forme de l'excuse et d'une invitation à ne pas le prendre pour moi, sur le non-respect de la carte scolaire (Sylvain et son épouse), sur la critique de l'école privée (« bon après je sais pas où sont tes gosses », Claire) ou même sur ma propre consommation[60]. Les entretiens ont été retranscrits en intégralité et analysés de manière thématique (travail, consommation, engagement) par comparaison pour constituer des types de profils et de trajectoires. L'analyse s'est faite selon une logique compréhensive visant à reconstituer les motifs d'action en les classant et les comparant puis à en interpréter le sens plus général pour préciser, au niveau microsociologique comme au niveau macrosociologique, le type de contestation en jeu dans les bifurcations descendantes. Dans la restitution, une large place a été donnée à ces récits ordinaires qui questionnent, illustrent parfois remarquablement des corrélations ou théories déjà établies et invitent à sans cesse reformuler et réajuster les représentations sociologiques et socio-économiques du monde social.

[59] L'enquête montre que les bifurcations descendantes ne concernent pas que la catégorie des cadres et qu'elles peuvent concerner aussi des membres des classes moyennes et populaires (qui apparaissent notamment au chapitre 6 dans le type des « réfractaires »). Ces trajectoires pourraient faire l'objet d'une enquête spécifique.

[60] Ainsi, Vincent (technicien mécanicien devenu jardinier), inquiet de me froisser en désapprouvant le crédit à la consommation :

« – Bon vous avez pas fait un crédit sur une télé vous ?

- *J'ai pas la télé !*

– Bon ben tant mieux ! »

## *Organisation de l'exposé*

Ce travail s'oriente autour de l'émergence d'une critique à travers l'épreuve des bifurcations descendantes : il se donne pour objet de comprendre la nature de la critique en jeu dans le changement de situation professionnelle et plus largement dans le changement de forme de vie et leur portée politique. De quoi les bifurcations professionnelles sont-elles la critique ? Quels sont les types de justifications qui décident du changement professionnel et plus largement du changement dans les formes de la vie matérielle ? Il s'agit donc d'interroger les grands objets qui structurent la dimension économique des formes de vie, le travail et la consommation. Que disent les justifications et les motifs d'action ? La critique ordinaire rejoint-elle la critique savante de la société de consommation ou se concentre-t-elle sur la nature du travail faisant de la consommation non pas une finalité mais un attribut plus secondaire dans les formes données à la vie ? Enfin, peut-on considérer ce petit écart dans les formes de vie comme une critique d'un ordre économique et social et cette critique est-elle politisée, de quelle manière ? Ainsi, il s'agit d'interroger un changement à bas bruit dans les formes de vie, les bifurcations descendantes, pour dessiner le processus critique et les évaluations qui en sont à l'origine, pour déterminer ensuite ses liens avec la politisation des pratiques. Étudier les bifurcations descendantes, en tant qu'écart par rapport à une normativité ascendante, de carrière autant que de consommation, c'est plus généralement interroger la dimension politique des formes de vie.

L'enquête et l'analyse se donnent pour objectif premier de comprendre les motifs d'action et le déroulement des bifurcations professionnelles pour ensuite en proposer une interprétation plus générale. Une attention est portée à la conflictualité des pratiques, au sein des trajectoires individuelles dans un premier temps, puis au niveau macrosocial, sans atteindre nécessairement une politisation explicite. La visée de ce travail est de saisir la politisation « à sa racine », « c'est-à-dire au moment où des tensions ou des troubles ne constituent pas encore, pour les acteurs concernés, un motif de contester l'ordre social en toute généralité » mais les normes qu'il impose aux modes de vie (Lemieux, 2018, p.65-66). À travers le cas des bifurcations descendantes, je voudrais montrer la possibilité d'une demande sourde de politisation des formes de vie, dans le contexte de l'émergence politique des questions écologiques, une forme de politisation en cours, une demande de délibération pas toujours explicitée apparaissant sous la forme d'une conflictualité parfois euphémisée et traduite plutôt par l'expression réaffirmée de la pluralité des régimes de valeurs.

C’est l’objet des deux premières parties que de rendre compte des procédures critiques à l’œuvre en dissociant, par souci de clarté, le travail et la consommation. En effet, le changement professionnel en jeu peut découler d’une critique du travail ou d’une position professionnelle ou encore de la consommation marchande ou d’un mode de vie, ou bien sûr, des deux. Le découpage n’est pas à seule visée pratique pour clarifier le développement. En effet, le champ sociologique sépare souvent les enquêtes portant sur la critique du travail notamment chez les cadres en supposant implicitement que la consommation est plutôt une compensation ou un domaine de satisfaction en général à peine suggéré (Flocco, 2015a ; Dupuy, 2005, 2011) et celles portant sur la consommation. De l’autre côté les enquêtes sur la consommation portent sur les spécificités et distinctions liées à la position sociale ou sur les modalités de consommation (en lien avec l’écologie) ou encore sur la critique de la consommation, étudiée isolément du travail (Pleez, 2013 ; Plessz et Gojard, 2014 ; Currid-Halkett, 2017). Ainsi les travaux, nombreux, sur la consommation engagée comme ceux, nettement moins nombreux sur la décroissance de la consommation ou la dé-consommation, isolent la consommation comme élément structurant du mode de vie (Dubuisson-Quellier, 2018 ; Latouche, 2010 ; Mège, 2013, 2016, 2017). C’est aussi pour pouvoir mobiliser ces références que les deux premières parties traitent séparément la critique du travail et celle de la consommation. Le deuxième objectif est d’interroger le sens de cette double critique, celle du travail et celle de la consommation et de les réunir ainsi pour interpréter le sens de la critique d’une forme de vie ou d’une subjectivité capitaliste. Ce point est traité dans la troisième partie qui porte sur le sens de la critique des formes de vie dans les bifurcations descendantes et sa politisation et interroge la dimension politique des formes de vie.

Ainsi, la première partie de cette thèse se concentre sur le changement professionnel. Elle vise à retranscrire l’ensemble du processus critique qui a conduit à la déprise, au désengagement d’une situation professionnelle pour se réengager dans une autre et identifie la nature de la critique portant sur une situation professionnelle, inscrite plus largement dans une forme de vie. Il apparaît que, dans la plupart des situations, la critique du travail est centrale dans l’identification d’un mécontentement et dans le processus de changement et première par rapport à la consommation et que la déception porte davantage sur le travail que sur un mode de consommation. Le chapitre 1 examine la trajectoire scolaire et professionnelle des personnes interrogées afin de les situer dans l’espace social et montre que l’insatisfaction ne peut être réduite à un déclassement ou à des aspirations ou des promesses sociales déçues. Au contraire,

les trajectoires scolaires et professionnelles avant la bifurcation sont des trajectoires intra et intergénérationnelles à dominante ascendante selon les critères habituellement mobilisés dans les études sur la mobilité sociale. Le déclassement intervient cependant après la bifurcation sous la forme de mobilité intragénérationnelle socioprofessionnelle descendante ou sous la forme de petits déplacements descendants (chapitre 2). Ce déclassement vécu comme choisi, très maîtrisé et préparé, se saisissant de toutes les opportunités institutionnelles, sociales et familiales pour le sécuriser, est aussi un reclassement qui met en jeu une réévaluation des critères de classement professionnels. Le processus critique porte donc sur une hiérarchie sociale et institutionnelle des professions, fortement liée à une hiérarchie de prestige de diplômes et plus largement, sur la réduction économique de la validation sociale du travail à la rémunération. Finalement, c'est la définition sociale de l'utilité du travail et, par là, son sens social et subjectif, qui est en jeu dans ces procédures critiques. Les bifurcations apparaissent comme une critique de la représentation économique de la productivité du travail.

La deuxième partie de la thèse porte sur les réaménagements de la consommation après réduction du revenu et sur l'évaluation critique de la consommation qui accompagne ces réaménagements. L'analyse des récits biographiques montre que la déception touche peu sa propre consommation, à la différence du travail, ce qui n'empêche pas la critique de la consommation de devenir justification de la réduction de la consommation marchande. Le chapitre 3 examine les réaménagements de la consommation consécutifs à la baisse du revenu : renforcement des calculs sous l'emprise d'une contrainte budgétaire plus serrée, réduction des dépenses de certains postes, notamment ceux qui sont relativement plus élevés chez les cadres et caractéristiques de leur mode de vie. En ce sens, la réduction de la consommation marchande se traduit par un mouvement variablement descendant dans l'espace social qui éloigne du mode de vie des cadres du secteur privé. Mais cette baisse de la consommation marchande est maîtrisée et compensée d'une part par le maintien, dans la plupart des situations, dans le logement – la possession ou l'acquisition en cours d'un logement devenant sinon condition de possibilité au moins condition de facilitation du changement professionnel –, d'autre part par la mobilisation des capitaux sociaux et culturels pour substituer à une partie de la consommation marchande perdue des formes de consommation non marchande. Ainsi, et c'est l'objet du chapitre 4, les justifications qui accompagnent ces réaménagements relèvent-elles d'une pluralité de logiques. D'un côté, la justification première relève d'une grammaire marchande, celle de l'arbitrage et de la réévaluation des préférences en faveur d'une autre situation professionnelle qui paraît préférable quitte à consommer moins. La consommation n'est pas disqualifiée mais secondarisée : consommer moins n'est pas en soi source de satisfaction mais

une condition pour pouvoir exercer un travail jugé préférable. Cette logique marchande est imbriquée dans une grammaire civique qui invoque des justifications sociales ou écologiques pour questionner les conditions de production incorporées dans la consommation. Cette grammaire peut se comprendre à la fois comme une critique de la société de consommation ainsi que comme une critique écologique qui invoque les effets sur l'environnement. Cette critique s'exerce comme justification permettant de rendre acceptable la réduction de la consommation plus que comme motif premier des bifurcations, même si travail et consommation forment un tout dessinant la dimension matérielle des formes de vie.

Enfin la troisième et dernière partie de cette thèse propose une montée en généralité pour comprendre et interpréter le sens politique, social et économique des bifurcations descendantes. Il s'agit de discuter la portée politique de la critique en interrogeant le lien entre les bifurcations descendantes, les formes désirées de la vie matérielle et l'esprit du capitalisme. Les bifurcations participent-elles de formes de vie critique ? Les discours de justification montrent, dans leur politisation, une grande hétérogénéité, voire une ambigüité certaine, puisque le changement apparait souvent justifié par une grammaire individualiste voire marchande plutôt que par une grammaire civique, celle de l'engagement. Le chapitre 5 montre que les justifications fortement empreintes d'individualisme ne peuvent être réduites à une grammaire marchande centrée sur l'intérêt individuel et égoïste. En effet, l'individualisme porte une controverse sur les valeurs et sur la définition même de l'intérêt. L'intérêt individuel apparaît comme une recherche et une exploration, indissociable d'un *ethos*, et donc intégrant une préoccupation pour le collectif, le commun à travers les choix individuels. Il s'oppose à une conception utilitariste de l'intérêt qui supposerait qu'un accord existe sur une forme économique de l'intérêt centrée sur le désir d'accumulation de biens. En renonçant à des situations d'emploi mieux rémunérées, les personnes interrogées revendiquent de poursuivre leur propre intérêt contre une vision univoque de l'intérêt imposée et construite historiquement, au fondement de l'esprit du capitalisme. Cette controverse sur la définition de l'intérêt a partie liée avec un ordre de finalité, en particulier la question de savoir si le travail peut être réduit à un moyen au service d'une fin, la consommation ou si c'est la consommation qui est un moyen, une condition, mais non une finalité à maximiser. Aspirer et défendre par les pratiques une autre conception de l'intérêt et des finalités, du sens donné aux pratiques, apparaît donc comme une résistance à l'esprit du capitalisme d'une manière individuée, dans les formes de vie. Cette résistance n'est pas uniformément politisée : l'analyse des variations de la politisation du changement fait l'objet du chapitre 6. Elle montre une grande variation du verbe politique selon les trajectoires politiques individuelles qui peut être repérée à travers les discours recueillis. Ce repérage tant des pratiques de participation

politique que de la politisation et de la montée en généralité de la critique conduit à distinguer trois types de situations : les « militants existentiels », pour qui les bifurcations sont une manière de rendre cohérents discours politiques et formes de vie, les « professionnels engagés » dont la dimension politique du discours est euphémisée au profit d'une mise à l'épreuve d'un *ethos* professionnel et enfin, les « réfractaires » (peu nombreux dans le panel interrogé), refusant toute forme de verbalisation de l'engagement. Cette typologie montre une diversification des formes d'engagement dans un contexte de perte de confiance dans les organisations et institutions politiques et de dévalorisation de *la* politique, qui combinent l'*exit* et le *voice* voire suggèrent le fait que l'*exit*, petit ou grand écart social, combiné à l'intentionnalité, se suffit à lui-même comme geste politique.

# PREMIERE PARTIE :

# LE CHANGEMENT D'EMPLOI ET L'EVALUATION COMPAREE DES PROFESSIONS

Cette première partie aborde le changement et le déroulement de la bifurcation sous l'angle du travail. Le travail est assimilé à l'emploi occupé, c'est-à-dire une activité validée socialement par la rémunération[61]. La séparation entre travail et consommation comme éléments qui façonnent les formes de vie est une distinction à simple visée de clarification et se justifie par le fait que, dans la recherche en sociologie, le champ des études portant sur le travail, la réflexivité sur le travail, voire les bifurcations professionnelles, et celui portant sur la consommation sont usuellement séparées. Dans les études sur la consommation, la profession est un indicateur de position sociale et de ce point de vue souvent considérée, à juste titre, comme un déterminant social de la consommation (Herpin, 2018). Dans les synthèses sur la sociologie de la consommation, ses liens avec le travail ne sont en général qu'implicitement abordés pour se centrer sur ses transformations et sur la construction sociale des besoins (Chabault, 2017 ; Ducourant et Perrin-Heredia, 2019, Heilbrunn, 2011). De manière symétrique, dans les enquêtes sur le travail, le mode de consommation est rarement étudié. Elles portent sur les conditions de travail, la critique du travail, la reconnaissance tirée du travail, mais rarement sur le lien entre consommation et travail dans la forme qu'ils donnent à la vie quotidienne et l'objet travail est pensé de manière autonome de la consommation (Lallement, 2007 ; Dujarier, 2021 ; Champy, 2012 ; Dubar *et al.*, 2015). La séparation entre le travail (traité dans cette partie) et la consommation (deuxième partie) est purement formelle pour clarifier la nature des critiques portées sur le travail et sur la consommation lors de bifurcations descendantes. Travail et consommation sont réunis dans la troisième partie et considérés comme deux dimensions de la vie matérielle.

Aussi cette première partie interroge-t-elle la nature des déplacements dans l'espace social induits par les bifurcations descendantes et leur perception par les individus concernés : s'agit-il d'un déclassement, possiblement volontaire ou d'un reclassement social à l'instar des jeunes issus de la bourgeoisie qui investissaient les nouvelles professions de sexologues, professeurs de yoga, psychothérapeutes ou artisans d'art durant la décennie 1970 (Bourdieu, 1978) ? Ou bien les bifurcations sont-elles la manifestation d'un reclassement qui, au sens propre, reclasse les professions selon un nouvel ordre hiérarchique ? Pour répondre à ces questions il faut croiser l'objectivation des parcours effectués avec leur perception par les acteurs sociaux, les justifications et les critiques émis. Il convient alors de reconstituer les parcours de bifurcation de la sortie du système scolaire et universitaire jusqu'au premier emploi, en suivant les

[61] Cette définition qui ne retient qu'une dimension du travail, n'exclut pas d'évoquer aussi le travail comme mise en activité et le travail comme résultat (Dujarier, 2021).

évolutions dans les carrières professionnelles jusqu'à la bifurcation. Pour mesurer ensuite le déplacement dans l'espace social entre les emplois occupés avant et après bifurcations, on peut mobiliser les conventions utilisées dans les enquêtes de mobilité sociale et le classement des professions et des emplois adopté. Ce classement, établi par les sociologues et satisticiens de la mobilité sociale, reflète à la fois les normes dominantes et institutionnelles sur la hiérarchie des professions, retranscrites dans la hiérarchie de prestige des diplômes, et les classements ordinaires dominants. Mais un déclassement objectvement mesuré, selon les critères dominants, n'est pas nécessairement perçu comme tel par les intéressés – et c'est aussi pour cela qu'il peut être intentionnellement recherché. L'analyse des critiques et des justifications énoncées par les intéressées montre alors les opérations de reclassement à l'œuvre qui conduisent à réévaluer certaines caractéristqiues professionnelles pour en dévaluer d'autres. Sur le plan professionnel, la dimension critique des bifurcations descendantes semble donc porter sur la hiérarchie sociale des professions et plus largement sur la seule évaluation marchande du travail comme évaluation sociale du travail. Bifuruqer c'est aussi chercher une professsion qui incarne, de manière visible et immédiate, une figure de l'utilité sociale.

Cette première partie, composée de deux chapitres, vise donc à reconstituer, dans les trajectoires professionnelles des enquêtés, le déroulement de la bifurcation et les évaluations critiques énoncées. Ainsi, le chapitre 1, retrace les trajectoires scolaires et l'insertion sur le marché du travail des personnes interrogées et montre que ces trajectoires ne sont pas objectivement, selon plusieurs critères, des trajectoires de déclassement mais plutôt des trajectoires ascendantes, selon les classements usuels des professions. L'émergence de la critique semble provenir d'une déception liée non pas au fait de ne pas avoir atteint les positions souhaitées mais à la nature du travail professionnel une fois ces positions atteintes. Le chapitre 2 montre ce qui est en jeu dans cette critique et quels critères conduisent à reclasser certaines professions et à en déclasser d'autres par rapport aux classements institutionnels repris dans les études de mobilité sociale. Plus généralement, la critique comparée des professions et du travail porte sur la seule valorisation sociale d'une représentation strictement économique et monétaire de la validation sociale du travail pour lui préférer la prise en compte de l'incarnation concrète et la mise en image de son utilité sociale.

# Chapitre 1

# Quitter un « super travail »[62]

« Mais pourquoi tu quittes ton emploi ? T'as un super travail, des responsabilités, un salaire énorme, pourquoi tu quittes ça ? ». C'est ainsi que Sylvain, ancien ingénieur informaticien, devenu responsable d'une Maison du Vélo associative, retranscrit les paroles de sa mère s'étonnant de le voir abandonner un « super travail ». Ce chapitre retrace le déroulement de la sortie d'un emploi et d'une certaine orientation de la carrière professionnelle et interroge le processus d'émergence de la critique du travail dans les bifurcations descendantes. Ce processus relève de l'identification progressive de signes de mécontentement ou d'insatisfaction, telle qu'elle est reconstruite ou au moins livrée, *a posteriori*, au moment du récit que constitue l'entretien.

Ainsi ce chapitre élucide d'abord les trajectoires scolaires des enquêtés puis leur parcours professionnel avant bifurcation. Il interroge ensuite le déroulement de la bifurcation comme un « turning point » (Hughes, 1958), qui associe le plus souvent l'identification de motifs d'insatisfaction au travail et un événement déclencheur. Cette bifurcation dans la carrière professionnelle peut se comprendre comme un parcours de désengagement dans lequel

[62] Extrait de l'entretien avec Sylvain, cadre informatique devenu responsable d'une Maison du Vélo, reprenant les paroles de sa mère à son endroit et son point de vue désapprobateur au sujet de son changement professionnel.

émergent progressivement le mécontentement et la critique qui produisent le retrait. Après un certain nombre d'étapes constituées par la formation, l'obtention d'un diplôme puis l'entrée sur le marché du travail, éventuellement ensuite l'enchaînement de postes différents, une étape particulière, celle de la bifurcation ouvre la voie à une redéfinition de l'avenir professionnel après un changement d'emploi. À la différence du fumeur de marijuana (Becker, 1985) qui amorce sa carrière par l'identification progressive des effets de la marijuana comme positifs, l'enquêté en travailleur identifie progressivement des signes d'insatisfaction au travail, les vit, les reconnaît comme tels à travers une ou plusieurs expériences sociales, ce qui oriente non sa persévérance dans une carrière mais précisément la réorientation de sa carrière professionnelle. Cette inflexion est à la fois le résultat de ce processus d'identification d'une insatisfaction au travail et le produit de conditions sociales de possibilité du changement professionnel. La comparaison des trajectoires étudiées montre des étapes communes dans le processus de désengagement et de réengagement qui constituent autant de phases d'une carrière professionnelle qui comporte la particularité d'une inflexion. L'analyse des bifurcations descendantes, du point de vue du revenu, montre que le processus ne diffère pas, dans ses étapes et son déroulement, de celui qui est à l'œuvre dans les bifurcations professionnelles déjà étudiées en sociologie : une alternance d'engagement, puis de désengagement, puis de réengagement dans une profession.

L'étude des trajectoires avant la bifurcation montre des carrières ascendantes au regard des critères d'évaluation dominants (diplôme et formation, type de poste occupé, rémunération). L'explication de la reconversion nécessaire vers des professions moins rémunérées mais symboliquement valorisées du fait du déclassement scolaire et social antérieur ne semble pas correspondre à la majorité des situations étudiées (section 1). Une part importante des enquêtés appartient à l'élite scolaire ou est diplômée du supérieur et n'a pas rencontré de difficultés d'insertion sur le marché du travail. Le décrochage intervient, le plus souvent, en réponse à un mécontentement et une déception portant sur l'activité professionnelle qui émerge le plus souvent après une phase ascensionnelle (section 2).

# 1. Avant la bifurcation, des carrières ascendantes

Cette première section se propose de caractériser les situations professionnelles avant la bifurcation du point de vue de la formation et des diplômes obtenus puis du point de vue de la carrière professionnelle (nature et conditions de l'insertion sur le marché du travail, type de poste occupé avant le changement professionnel). L'analyse montre une grande variété de situations individuelles mais des points communs aux trajectoires sociales étudiées : une reconnaissance scolaire, sociale et institutionnelle, l'épreuve des études passée avec succès, selon les critères institutionnels, dans la grande majorité des situations observées, une insertion sur le marché du travail aisée, des carrières professionnelles ascendantes et des situations intergénérationnelles de reproduction sociale ou de mobilité ascendante. Finalement, les trajectoires observées sont davantage celles de « premiers de la classe » (Cassely, 2017) que de déclassés scolaires ou sociaux en quête de reconversion de leurs capitaux (Bourdieu, 1978 ; Lacroix, 1981).

## 1.1. L'épreuve réussie des études

L'examen des trajectoires scolaires des enquêtés conduit à les classer en trois types de parcours scolaires selon les diplômes obtenus et leur classement social et institutionnel. Le premier, *élitiste*, concerne des parcours d'excellence qui conduisent des classes préparatoires aux grandes écoles. Le second, *universitaire*, rassemble des parcours universitaires post-baccalauréat (avec l'obtention d'au moins une licence) sans encombre ou difficultés scolaires mais qui se distinguent des précédents par des diplômes socialement et institutionnellement moins prestigieux. Enfin, un troisième groupe, celui des *diplômés*[63], regroupe des trajectoires scolaires et universitaires plus courtes et moins prestigieuses socialement qui se distinguent des catégories précédentes par le fait qu'ils conduisent à des diplômes au maximum équivalents à

[63] Aucun enquêté n'est sorti du système scolaire sans diplôme et tous ont obtenu un diplôme au moins équivalent au baccalauréat (professionnel ou général).

deux ans d'études supérieures ou tout simplement le baccalauréat[64]. Le premier groupe comprend les diplômés de « Grandes Écoles » (écoles de commerce, instituts d'études politiques, écoles d'ingénieur), mais pas les diplômés universitaires de second cycle (Master) dans la mesure où la supériorité de la rentabilité sur le marché du travail des diplômes d'écoles en France est bien établie par de nombreuses enquêtes (Allouch, 2017 ; Van Zanten, 2018).

### 1.1.1. Une élite scolaire

Les parcours des individus du premier groupe sont typiques des trajectoires de « bons élèves » (du point de vue de l'institution scolaire et des intéressés eux-mêmes), selon l'évaluation de l'institution scolaire et des intéressés eux-mêmes, caractérisées par l'excellence scolaire qui conduit aux concours (en passant le plus souvent par les classes préparatoires), un diplôme de l'enseignement supérieur obtenu jeune (le plus souvent cinq ans après le baccalauréat) et une entrée sur le marché du travail rapide et sans obstacle à la sortie du système scolaire. Ce parcours est décrit par les intéressés comme se déroulant sans questionnement particulier, encouragé par la famille comme par l'institution scolaire et les professeurs, « une route », « des rails » sont les termes qui reviennent le plus dans le discours de ces bons élèves pour qualifier leur propre parcours. Isabelle[65] (cadre à la Bourse ayant ouvert un café-familles), se définissant comme une « bonne élève », entre en classes préparatoires puis dans une école de commerce, poussée par ses parents, de classes moyennes (père électricien, mère institutrice) sans trop « réfléchir », « rien d'original » : « on est dans une espèce de route et puis on file ! » Sylvain (ingénieur devenu cadre associatif) « fait informatique parce qu'il aime les sciences ». Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier), conseillé par ses professeurs, intègre une classe

[64] La hiérarchie des diplômes reprise ici est institutionnelle, reflet de classements sociaux, institutionnels, professionnels : c'est celle établie par l'INSEE et la Commission Nationale de Certification Professionnelle et qui distingue six catégories : Niveau VI et V bis : sorties en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale ; Niveau V : sorties après l'année terminale de CAP ou BEP ou sorties de 2nd cycle général et technologique avant l'année terminale (seconde ou première) ; Niveau IV : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire (avec ou sans le baccalauréat). Abandons des études supérieures sans diplôme ; Niveau III : sorties avec un diplôme de niveau Bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.) ; Niveau II : sortie avec un diplôme de niveau supérieur à Bac + 2 ans (Licence, Maîtrise, Master I) et Niveau I : sorties avec un diplôme de niveau supérieur à bac+4 (Master, DEA, DESS, doctorat, diplôme de grande école), INSEE (https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1076).

[65] Pour faciliter la lecture des trajectoires, pour chaque personne interrogée citée, il est mentionné immédiatement entre parenthèses son ancienne et sa nouvelle profession.

préparatoire commerciale et entre à l'ESCP[66] « à 18 ans, un gamin ». Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) se définit comme « hyper bonne en maths et en physique » et prend la voie des classes préparatoires scientifiques au Lycée Louis-Le-Grand puis entre à l'École Centrale de Paris, « sans trop se poser de questions parce que t'as pas le temps de te poser trop de questions », conseillée par ses parents qui lui assurent : « une fois que tu fais ça, tu pourras tout faire dans la vie ». Marc (trader devenu professeur certifié de sciences économiques et sociales), excellent élève, qualifie son parcours de « trajectoire classique du fils de prof bon élève » pour qui « tout est *a priori* ouvert » et entre à HEC[67] : « comme t'es bon élève, tu suis les trajectoires qui sont les plus sélectives parce que t'es conditionné dans cette espèce de stratégie scolaire ». Laure (ingénieure informatique devenue professeur des écoles, parents professeurs également) suit une année de classes préparatoires scientifiques (en biologie), rejoint le cursus universitaire puis passe les concours d'écoles d'agronomie et entre à L'École d'Agronomie de Paris-Grignon (aujourd'hui Agro Paris Tech). Henri (cadre financier devenu professeur), issu de la grande bourgeoisie, entre à l'ENS[68] en lettres classiques mais obtient très vite, à sa sortie de l'École, par son capital scolaire et social, un poste dans la haute finance sans avoir jamais enseigné. D'autres encore entrent dans des Instituts d'Études Politiques (IEP) comme Bianca (cadre politique devenue auto-entrepreneure en conseil climat) qui fait ses études à l'IEP de Bordeaux avant de spécialiser en droit de l'environnement (DESS[69]) ou encore Dominique (cadre financier devenu libraire) et Matthieu (auditeur devenu barman) qui tous deux entrent en troisième année à l'Institut d'Études Politiques de Paris, respectivement après une maîtrise d'économétrie et une licence de droit, en section économique et financière. Matthieu se présente ainsi comme ayant été « victime du syndrome "passe ton bac d'abord" ». « Bon élève », il a toujours pensé faire des études, conditionné par son appartenance sociale qu'il définit comme bourgeoise (père pharmacien directeur de laboratoire d'analyses biomédicales, mère assistante dans le cabinet). La rupture avec son père qui cesse de financer ses études, juste après l'obtention de son baccalauréat ne modifie pas son projet mais le contraint à travailler pendant ses études. La poursuite d'études supérieures est vécue comme une évidence sociale :

> « Oui j'ai été bon élève. De tous les gens que je fréquentais tout le monde est parti soit dans des écoles, soit à la fac, droit parce que j'ai été éduqué comme ça. On m'a toujours dit, tu

[66] École Supérieure de Commerce de Paris.
[67] École des Hautes Études Commerciales (Paris).
[68] École Normale Supérieure.
[69] Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées, correspondant au Master 2 dans la nouvelle nomenclature des diplômes universitaires.

> feras des études et on m'a toujours posé la question de savoir ce que j'allais faire après le bac, etc., etc. Enfin, je sais pas, c'était très ancré en moi, ça a été comme ça quoi, je l'ai pas remis en question. Le fait de changer ma situation financière[70] n'a pas remis en question le fait de faire des études. J'ai bossé, j'ai financé, j'ai tout, tout, financé, toutes mes études, voilà. »

Inscrit d'abord en droit, la suite de son parcours se décide en fonction de la contrainte des débouchés professionnels et du contexte de socialisation :

> « En gros, j'ai fait des études de droit dont une année en Erasmus, je rentre de cette année Erasmus, je ne suis inscrit nulle part en fac, je déjeune avec un gars qui avait fait une école de commerce et qui me dit "fais une école de commerce, t'emmerdes pas à présenter les écoles de province, tu présentes que les parisiennes parce que y a que ça qui est vraiment valable sur le marché du travail donc HEC, ESSEC, ESCP", il me dit Lyon aussi parce qu'elle est considérée comme une parisienne et voilà ! On se quitte et sur le trottoir il se retourne et il me dit "Sciences Po aussi ils ont une section Eco Fi qui est à peu près équivalente, tu peux présenter ça !" Voilà. Et j'ai présenté le concours de Sciences Po parce que j'étais inscrit nulle part, j'ai eu le concours de Sciences Po. Sciences Po, c'était dans Paris, j'étais avec ma copine, on avait un logement dans Paris, c'était gratuit[71] par rapport aux écoles de commerce, et c'est comme ça que j'ai fait Science Po »[72].

Quatorze des trente enquêtés peuvent être classés dans ce groupe (voir annexe 1). Parmi eux, seuls deux n'ont pas au moins un parent cadre, professeur ou professeur des écoles, Dominique et Sylvain, qui sont fils d'ouvriers. Les données qualitatives rejoignent ici les données quantitatives sur le recrutement social des grandes écoles (Bourdieu, 1989 ; Allouch, 2017 ; Van Zanten, 2016, 2018). Ce sont des profils scolaires très proches des portraits dressés par l'enquête journalistique de Jean-Laurent Cassely (2017), des « premiers de la classe » en reconversion. Ils disent aimer leurs études et s'y épanouir, il ne s'agit pas de trajectoires scolaires par défaut. Dominique (cadre financier devenu libraire, maîtrise d'économétrie puis IEP de Paris), considère qu'il a beaucoup apprécié ses études « parce qu'[il] étai[t] vraiment en quête de savoirs » et qu'« aujourd'hui encore, [il est] toujours curieux de savoir plein de choses » et qu'il « aimai[t] bien l'économie d'un point de vue philosophique, théorique, théories économiques, tout ça… ». Matthieu (auditeur devenu barman) a « adoré » le droit, « trouvé ça génial », a vécu cette découverte d'une nouvelle discipline, « des matières qu'[il] ne

[70] Il se brouille avec son père qui refuse dès lors de financer ses études supérieures.
[71] Au début des années 1990, les frais de scolarité à l'IEP de Paris sont peu élevés et semblables aux frais universitaires.
[72] Au-delà de l'anecdote, son parcours ne relève pas d'un hasard social mais d'une logique de reproduction sociale.

connaissai[t] pas avant » comme une « révélation » et s'est « vraiment épanoui à la fac ». Sylvain (ingénieur devenu cadre associatif), a « fait de l'informatique » « parce qu'[il] aime les sciences », se considère « comme très cartésien », « adore les mathématiques, la physique, les opérations, les équations : tout ça c'est un truc qui me plaît ». Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute), scientifique très performante scolairement (classes préparatoires au Lycée Louis-Le-Grand), n'est pas rebutée par l'intensité du travail :

> « La prépa j'ai trouvé ça chouette parce que vraiment on te mène à un niveau qui est ultime en fait, vraiment tu te sens superpuissant. Après c'est hyper dur, t'es super stressée mais il y a un moment où tu te sens vraiment au top de tes capacités. »

La déception intervient, pour certains, au moment où les études se professionnalisent. Matthieu, qui avait apprécié intellectuellement son cursus universitaire en droit, considère que concernant les deux années à l'IEP de Paris, « la démarche n'est plus du tout la même », il s'agit alors d'études visant la rentabilité sur le marché du travail « pour valider un diplôme, pour avoir un tampon qui était valable sur le marché du travail ». Émilie, motivée par les défis du travail en classes préparatoires, « arrivée en école d'ingénieur », a l'impression d'« une douche froide, parce que là on ne te demande plus rien ». Même récit pour Marc (trader devenu professeur certifié) qui estime que, à partir du moment « où [il est] entré à HEC [il a] eu essentiellement un enseignement technique ». Il cite un bon mot d'un de ses camarades qui était « une espèce de génie », qui avait plusieurs « années d'avance » et « qui est entré à HEC [il] devait avoir 17 ou 18 ans » et qui affirmait avec provocation : « à dix-huit ans, j'ai été déscolarisé ! ». « Ben en fait c'est ça ! » conclut Marc sur son propre parcours scolaire en soulignant à quel point il a apprécié reprendre ensuite une licence de sociologie (pour passer le CAPES de sciences économiques et sociales), première fois qu'il lui est donné de recevoir des enseignements « d'un niveau académique ». À ces nuances critiques près, le rapport à l'institution scolaire est un rapport heureux d'élèves qui ont adopté sans difficultés les normes du système scolaire et y obtiennent reconnaissance et satisfactions au fil de leur cursus de manière assez conforme à la description sociologique de l'élite scolaire et à ses déterminismes sociaux (Darmon, 2013).

### 1.1.2. Des diplômés de l'enseignement supérieur

Le parcours scolaire des sept enquêtés du deuxième groupe, celui des diplômés universitaires (deuxième cycle : maîtrise ou master), est très proche du groupe précédent même si les diplômes obtenus sont moins prestigieux et moins rentables, en terme de position professionnelle comme de revenu espérés, sur le marché du travail. Il s'agit aussi d'enfants dont les parents sont diplômés et ont un capital culturel transmissible par la socialisation (à une exception près) et qui ont globalement un parcours scolaire sans difficultés, sans interruption. Pierre[73] (cadre politique devenu éleveur) par exemple a toujours été considéré comme « très doué » par ses professeurs dès la petite enfance et à l'université il est poussé à « passer le CAPES et l'agrégation » – ce qu'il ne fera pas. Françoise[74] (présentatrice télévisuelle devenue documentariste), née en 1955, arrivée d'Algérie où elle avait passé son baccalauréat, refuse de s'inscrire en médecine comme le souhaitaient ses parents : « j'aimais étudier tout sauf la médecine ». Elle étudie d'abord les Beaux-Arts, puis la philosophie et l'architecture et obtient diplôme d'architecte et un DEA[75] de philosophie tout en faisant une formation en théâtre. Alice « adore l'anglais » et est « bonne là-dedans », se « retrouve donc en fac d'anglais » (Licence Langues, Littératures et Cultures Étrangères) puis, ne voulant ni être professeure, ni traductrice, « se fai[t] des salons, par[t] avec des petits flyers », tombe sur une plaquette qui « [lui] parle » : « Master Études européennes (M1) puis M2 Communication stratégique et relations publiques, en fac de droit pour travailler dans les institutions cultures. » Or la culture est justement quelque chose qui « [l]'anime ». Tous se décrivent comme intéressés par les études même si parfois hésitants sur leur orientation et leur devenir professionnel. Ainsi, Mehdi (directeur de casting devenu employé administratif), issu d'une famille immigrée du Maroc « très populaire » (père manœuvre, mère femme de ménage) a toujours vu dans les études une manière d'échapper aux conditions parentales sociales et économiques défavorisées : il obtient un DEUG AES[76], puis bifurque en licence de sciences économiques et poursuit par un master de Marketing dans un

[73] Pierre, malgré ses bons résultats scolaires n'a « même pas fini sa maîtrise de géographie ». Cependant, même sans diplôme du second cycle universitaire, compte tenu de sa génération (né en 1964) son parcours le rapproche des diplômés de Master, maîtrise ou DEA/DESS. C'est pourquoi il est classé dans ce second groupe des enquêtés, celui des diplômés « universitaires », alors que le troisième groupe comprend des trajectoires scolaires plus écourtées.

[74] Sa mère est française et son père algérien, elle a vécu son enfance et sa jeunesse d'abord en France puis en Algérie.

[75] Diplôme d'Études Approfondies.

[76] Administration Économique et Sociale

IAE[77]. Il dit s'être appuyé sur son goût de la découverte, de l'apprentissage et des connaissances, son admiration des professeurs, des gens « forts », « brillants », « malins » et sur son refus de la « plainte ». Il considère son propre parcours scolaire comme improbable statistiquement et dans son nouvel emploi (employé administratif, service des stages d'une université) il s'appuie sur sa propre expérience de réussite paradoxale au sein du système scolaire pour conseiller les étudiants ( Lahire, 1995) et de « transfuge de classe » ou trans-classe (Jaquet, 2014 ; Jaquet et Bras, 2018).

Ainsi, pour ce groupe des diplômés universitaires, les études sont vécues comme heureuses et ne génèrent donc pas de frustrations particulières. Pour la plupart, l'insatisfaction ne concerne pas la période universitaire (orientation, diplôme obtenu).

### 1.1.3. Quelques parcours scolaires écourtés

Le troisième groupe des enquêtés se distingue nettement des deux autres : le parcours scolaire a été vécu comme source de malheurs, d'échecs ou de déplaisir et souvent interrompu. Sandrine (co-gérante d'entreprise devenue employée administrative) en « avai[t] complètement marre des études après le bac » après avoir redoublé sa seconde et décide de ne pas poursuivre d'études supérieures après son baccalauréat (général, section B) et d'entrer dans la vie active directement après le baccalauréat, considérant qu'elle ne souhaite pas subir plus longtemps les contraintes d'un système d'enseignement (règles, horaires, examens, etc.) qu'elle juge infantilisantes[78]. Se comparant aux générations plus jeunes, elle se décrit aujourd'hui comme « sans diplôme » en affirmant qu'elle n'a « que le bac », même si elle a une certaine conscience de ses capacités scolaires (expression sans faute et orthographe parfaite par exemple) mais sans pouvoir en faire état autrement que par la pratique. Damien (technicien devenu ouvrier agricole à temps partiel) estime avoir eu une « scolarité difficile », « mal vécue […] mais surtout difficile en fait », il est « heureusement […] poussé par [s]es parents jusqu'au bac » : l'orientation au lycée, ça a été catastrophique parce que c'était "qu'est-ce que tu veux faire de ta vie ?" Quand t'en sais rien, pfff... » Finalement, il travaille d'abord, dès dix-huit ans, « dans le bâtiment » puis reprend des

[77] Institut d'Administration des Entreprises.
[78] Ce qui n'est pas si exceptionnel pour sa génération : Sandrine est née en 1969.

études, en alternance, en sachant qu'il veut éviter d'aller à l'université et, après avoir « pris un rendez-vous avec une conseillère d'orientation d'un CIO[79] à côté de là où [il]'habite », il fait un BTS de « techniques du livre » qui prépare à « [un] boulot qui est vraiment une micro-niche » : « y a trois formations en France qui prennent vingt élèves mais là c'est la seule formation en alternance, c'est vraiment un tout petit truc quoi ». Il se réjouit finalement d'avoir trouvé cette formation, « pas par hasard » car il a « toujours baigné dans les livres » et « toujours adoré lire ». Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) fait un récit très proche de celui de Damien : il estime avoir « fait un piètre parcours scolaire »[80], dit « avoir échoué au lycée et en fac » puis obtenu un DUT[81] en « mesures physiques » à l'âge de vingt-trois ans. Tous deux enfants de parents diplômés, ayant des frères et sœurs hautement diplômés (une sœur pilote de ligne pour l'un, un frère agrégé de mathématiques et une sœur ingénieure pour le second), ils se définissent comme non conformes et pourraient apparaître comme des exemples actuels de ce que Pierre Bourdieu (1978) désignait, certes avec des guillemets, « ceux qu'on appellerait les "ratés" […] menacés par le déclassement » (p.17), selon un classement social et institutionnel légitime et en comparaison des parcours de leurs frères et sœurs par exemple. Clara (employée immobilière devenue professeur de yoga et apicultrice) commence des études de langues étrangères puis interrompt ses études pour faire un « grand voyage » (en Afrique, à bicyclette, avec son compagnon) parce que « les études tout ça, on s'en fiche ». Elle tente à son retour, après un premier emploi d'employée dans l'immobilier de reprendre des études en anthropologie qu'elle interrompt aussi : « super intéressant mais en même temps, ça ramène pas non plus [de quoi faire bouillir la marmite] ! » Marion (cadre de l'événementiel devenue psychologue) a également un parcours universitaire interrompu : après le baccalauréat, elle entre en classes préparatoires par « envie de continuer à apprendre » et parce qu'elle ne « savai[t] pas du tout quoi faire dans la vie ». « Le jour de [s]es dix-huit ans », elle se trouve contrainte à l'indépendance financière complète, du fait du divorce de ses parents et du refus de son père de lui apporter un soutien financier au-delà de sa majorité, fait un prêt pour poursuivre ses études et finalement « travaille pour vivre » comme vendeuse. Après deux ans comme employée de la vente, elle reprend des études et « fait un BTS[82] audiovisuel » avec lequel elle se dirige vers « l'événementiel ».

[79] Centre d'Information et d'Orientation.
[80] Carnet d'enquête, échange par message, 1er août 2019.
[81] Diplôme Universitaire de Technologie.
[82] Brevet de Technicien Supérieur.

Ces parcours scolaires parfois décousus et moins prestigieux socialement sont aussi ceux où s'expriment des frustrations sociales, liées notamment à la perception des déterminismes sociaux et à des orientations scolaires subies. Ainsi Vincent (technicien devenu jardinier), qui se qualifie comme « issu d'un milieu social très très défavorisé », « on nous appelle comme ça hein, ceux qui sortent d'HLM » s'exclame-t-il : il n'a pas connu son père, sa mère vit de revenus très peu élevés (minimas sociaux) et bien qu'ayant de bons résultats scolaires, il s'oriente dès la classe de quatrième et contre l'avis de ses professeurs vers ce « secteur court » « pour rentrer dans la vie active et avoir un métier ». Très intéressé par la mécanique, il obtient un CAP[83] puis un BEP[84] puis un bac professionnel et passe des concours départementaux et régionaux en mécanique « pour se faire un peu reconnaître » : « j'ai fait troisième des Olympiades des métiers sur Poitou Charente à moins de vingt-cinq ans, donc sur un CV c'est pas mal ! » S'il se réjouit de cette reconnaissance et montre de l'intérêt pour la mécanique de précision (il complètera d'ailleurs sa formation en Suisse quand il y travaillera), il exprime aussi le regret de n'avoir pas pu envisager de faire une école d'ingénieur : « les écoles d'ingénieur c'est super cher, voilà, c'était impossible, c'était clair et net, même pendant le bac, je savais que c'était impossible, c'était bac, bac pro et boum, embauche ! » ; il ajoute : « si vous travaillez, vous pouvez pas faire les deux, à la fin de l'année, sauf si y a papa maman derrière, […] ça fait pas grand-chose[85] ! » Il vit le fait de devoir s'orienter vers une filière courte et professionnalisée comme une conséquence directe de son origine sociale, comme une contrainte et comme une frustration. Si Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) a fait des études supérieures, elle exprime elle aussi un regret quant à son orientation dans l'enseignement supérieur. Arrivée d'Ajaccio à Paris où elle peut résider chez une tante, boursière, « pas renseignée comme il faut », ne sachant pas ce qu'elle veut faire, « n'ayant pas de passion particulière », sachant seulement qu'elle veut « quitter l'île », « ne pas rester dans cette ville où on connaît tout le monde », elle n'a pas fait d'inscription universitaire à temps. « On m'a inscrite dans une école de secrétariat » dit-elle, « au dernier moment donc j'ai fini dans une école privée catho dans le 15ème, la seule où il restait des places, les publiques étaient déjà prises » pour préparer un « BTS de secrétariat », ce qui n'était « pas du tout [s]on truc ». Elle obtient son diplôme (BTS) et le complète par un diplôme d'un an dans une École de commerce. Elle garde cette formation comme un stigmate « avec l'image de la secrétaire » et transforme

[83] Certificat d'Aptitude professionnelle.
[84] Brevet d'Études professionnelles.
[85] Comprendre « ça ne marche pas ! »

d'ailleurs l'appellation en « BTS de Gestion des Entreprises parce que c'est comme ça que ça s'appelle maintenant ! » :

> « On va pas mettre BTS de secrétariat en 2020, secrétaire, même les plus grands patrons ils tapent leurs mails tout seuls, ils ont une assistante mais qui est vraiment leur vrai bras droit quoi. C'est plus du tout d'actualité et en plus c'est encore vachement connotant, j'avais un peu la honte moi et j'ai eu du mal à me sortir de cette étiquette "BTS secrétariat". Maintenant j'ai plus de facilités à en parler parce que je suis dans autre chose mais quand j'étais salariée, je disais que j'avais fait un BTS sans trop m'étendre, si on me demandait de quoi j'essayais un peu de [biaiser]… »

Ces parcours scolaires écourtés varient d'un individu à l'autre. Comprenant des périodes d'interruption scolaire, aboutissant à des diplômes moins prestigieux et moins élevés que ceux obtenus par les enquêtés des deux premiers groupes, ces trajectoires vont parfois de pair avec une expérience de souffrance scolaire étrangère aux autres enquêtés[86] ou des regrets par rapport à d'autres études, plus conformes à leurs aspirations et à leurs compétences. C'est dans ce groupe que l'on trouve aussi les individus qui estiment avoir subi un déterminisme social défavorable et avoir dû composer avec les conditions sociales dans lesquelles ils étaient placés pour réduire leurs ambitions scolaires, ce que confirme l'analyse objective de leurs destinées.

Néanmoins, ce qui rapproche ces trois catégories de diplômés, c'est la facilité d'insertion sur le marché du travail et la réalisation, volontairement ou non, d'une carrière professionnelle ascendante avant la bifurcation descendante.

## 1.2. Une insertion sur le marché du travail aisée

Quelles que soient les situations individuelles (parcours scolaire et universitaire, génération, genre, etc.), l'insertion sur le marché du travail est décrite, à quelques rares exceptions près,

[86] Plus précisément, dans les deux autres groupes d'enquêtés, élite scolaire et diplômés du supérieur, la souffrance scolaire, quand elle est mentionnée, est déconnectée d'une expérience de l'échec scolaire et même associée à une évaluation excellente par l'institution.

comme aisée et sans obstacles. Seules quelques personnes interrogées ont été confrontées, avant la bifurcation professionnelle, à des périodes de chômage autres que de brefs intermèdes entre deux emplois. La carrière professionnelle avant bifurcation est décrite comme ascendante, notamment du point de vue du salaire et, souvent corrélée à la position hiérarchique, pour les diplômés de formation d'élite mais aussi plus largement pour la plupart des personnes interrogées qui, au moment de la bifurcation, ont des salaires élevés en comparaison de la moyenne de leur catégorie socio-professionnelle.

### 1.2.1. Des carrières de cadres ascendantes

Vingt-cinq des enquêtés étaient cadres au moment de la bifurcation professionnelle : seize sont cadres d'entreprises, deux cadres du secteur public (un fonctionnaire et un contractuel) et sept sont cadres de la culture, journalistes ou ont une profession artistique. Ce statut de cadre masque une diversité des carrières, des rémunérations, du secteur (privé/public) et des positions hiérarchiques mais tous ont eu une carrière professionnelle que l'on peut qualifier d'ascendante au regard du revenu et de la position dans la hiérarchie.

#### *Aisance d'insertion sur le marché du travail typique de l'élite scolaire*

Ce statut de cadre est obtenu sans difficulté à la sortie du système scolaire pour les diplômés de grandes écoles, d'écoles de commerce ou d'écoles d'ingénieur. Ainsi, en sortant d'HEC, Marc (trader devenu professeur certifié) « commence à travailler dans la banque » et il « aime ça » :

> « c'était l'époque où tous ces métiers-là [de la finance] étaient nouveaux, où il y avait besoin de compétences et moi j'ai vraiment bien aimé et j'ai commencé à très bien gagner ma vie. […] C'est un métier qui m'a beaucoup plu pendant pas mal de temps. »

Même facilité d'insertion pour Dominique (cadre financier devenu libraire, IEP Paris, section Économie et Fiances) qui travaille dans une multinationale française comme « financier » : « c'était une bonne société, t'as des avantages, j'avais un bon salaire ». Ou encore pour Matthieu (diplômé de l'IEP de Paris, devenu barman) :

> « Une fois que je suis sorti de Sciences Po, en section Eco Fi si tu veux, on avait le choix entre soit faire du conseil, soit faire banques, assurances, finances. Et moi Banques,

> assurances, finances, ça me disait absolument rien donc j'ai cherché du boulot dans la branche audit et conseil. Audit est plus sur la partie financière, conseil plus sur la partie "orga", voilà. Et du coup, je me suis retrouvé à faire du conseil. »

Il commence par un poste « dans un gros cabinet anglo-saxon », ne s'y plaît pas, cherche ensuite « une plus petite structure », change d'emplois sans difficultés :

> « Sans bouger du tout, j'avais trois recruteurs, sans exagérer, deux à trois appels par jour de chasseurs de tête parce que mon profil correspondait vraiment tu vois, j'avais l'âge, j'avais les diplômes, j'avais le profil, je parlais anglais, j'étais allé faire des missions en Angleterre etc., etc. Et puis je peux switcher du français à l'anglais ça me pose aucun problème donc en entretien ça se passait bien. Donc je suis parti bosser en Angleterre aussi pour une start-up qui voulait s'implanter en France, enfin tu vois durant ces années-là, j'ai quand même par mal bougé quoi. »

Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) a la même facilité à s'insérer sur le marché du travail à sa sortie de l'École Centrale de Paris. Elle commence par un poste dans l'industrie, gère d'abord une région puis « prend un peu plus de responsabilités, des responsabilités européennes », puis, lassée de postes commerciaux, au bout de quelques années, recherche « un boulot d'ingénieur pur et dur, avec des maths, de la modélisation, des tableaux Excel », pensant que « c'est ça qui va [lui] plaire ». Si ses différents postes la lassent « au bout de six mois », elle n'a cependant aucune difficulté à en changer et entre finalement dans l'entreprise EDF[87] pour y occuper un poste d'ingénieur, en gestion financière. Elle se décrit elle-même comme insatisfaite des différents postes mais reste recherchée par les entreprises. Enfin, cette insertion professionnelle aisée n'est pas réservée, pour le groupe des diplômés « d'école », aux cadres d'entreprises. Ainsi, Bianca (cadre politique devenue conseillère en transition écologique, IEP Bordeaux, DESS de Droit de l'environnement) « voulait bosser dans l'environnemental », plutôt dans les collectivités locales et « c'est à peu près ce qu'[elle] a fait » :

> « J'ai été assistante parlementaire pendant un mandat, puis j'ai travaillé pour un adjoint à la ville de Paris pour un autre mandat, puis en bureau d'études en pensant que je pourrai faire la même chose mais en le démultipliant. […] Je te passe les petits trucs genre petits contrats en collectivités locales, etc., petits boulots dans une fédération d'élus, c'est le même type de boulots. Et puis un passage à la Banque de France, en stratégie développement durable. C'est important parce que c'était vraiment très très confortable et très très bien payé ! [rires : elle gagne aujourd'hui nettement moins que le SMIC] […] J'avais beaucoup, beaucoup aimé ce que je faisais, j'aimais beaucoup, j'y trouvais

[87] Électricité de France, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), devenu Société Anonyme (SA) en 2004.

> beaucoup de sens, j'étais vraiment convaincue par ce que je faisais, c'était parfois très dur, j'ai eu beaucoup de conflits, de souffrances, de nuits blanches et de batailles même avec les gens les plus proches avec qui je travaillais en particulier mes employeurs… […] Ça a parfois été difficile mais c'était toujours [gratifiant], enfin j'avais l'impression, que mes combats finissaient par être globalement entendus, pas tous mais globalement les essentiels oui [rires]. […] Faire des choses qui s'inscrivent dans l'espace c'est trop génial ! »

L'entrée dans la vie professionnelle n'est pas toujours décrite aussi positivement mais elle est très conforme à ce que prédit la statistique de rentabilité des diplômes de l'élite scolaire (Duru-Bellat, 2006) : l'élite scolaire est épargnée par le déclassement présumé lié à l'inflation des diplômes. Même Henri, entré à l'ENS, destiné plutôt à l'enseignement, est recruté par une grande banque française pour ce profil d'excellence scolaire, ses capacités rédactionnelles et son sens de la diplomatie, pour négocier les privatisations des années quatre-vingt-dix :

> « pour ces banquiers c'était aussi un peu *trendy* à une époque d'avoir son normalien et donc voilà, j'ai commencé au service des études, un intellectuel, ça se met aux études économiques mais très rapidement donc, on est tombé d'accord sur les fusions acquisitions qui me paraissaient encore à l'époque, le lieu où il fallait être. »

Trouvant ce travail « excitant », au cœur du pouvoir économique, il illustre aussi par son parcours, atypique pour un normalien en Lettres, ces carrières ascendantes de cadres parmi les enquêtés appartenant à l'élite scolaire. Seul Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) déclare n'avoir jamais vraiment eu de « poste Sup de Co » typique, c'est-à-dire conforme aux postes occupés par les diplômés de la même promotion que lui. En option finances, il se sent « plus ou moins destiné à faire de l'audit » et en même temps « taraudé par le fait de devenir journaliste » ; ce qu'il devient, mais dans une revue boursière d'un groupe américain (USA), un entre-deux (journaliste par sa carte de presse mais dans un domaine très technique, le conseil boursier) dans lequel il ne se sent pas à sa place et qui le conduit assez rapidement à abandonner toute carrière en conformité avec son diplôme – son changement professionnel, se fait par étapes progressives vers la sortie de la catégorie des cadres (jardinier indépendant au moment de l'entretien).

### *Des ascensions professionnelles rapides pour les diplômés universitaires*

Cette aisance d'insertion sur le marché du travail n'est pas moindre parmi les autres enquêtés dotés de diplômes universitaires moins prestigieux, mais ils sont nettement moins nombreux – du fait du type de diplômes acquis – à devenir cadres d'entreprises. C'est néanmoins le cas

de quelques uns d'entre eux. Sophie décrit une entrée sur le marché du travail particulièrement aisée après sa Maîtrise de Gestion (Université Paris II-Assas). Après un premier poste dans une grande banque où elle a « été embauchée comme ça [car] ils embauchent d'ailleurs toujours des vagues de junior, qu'ils essaient de garder, qu'ils forment pendant une année ». Mais « banquier n'était pas [s]on truc », elle s'y est « emmerdée un an » avant que « par hasard, on [lui] propose un job » qu'elle accepte « pour essayer » :

> « C'était un chasseur [de tête] qui m'a dit "Ah j'ai regardé votre [profil]", elle m'avait fait une analyse graphique, "Vous êtes faite pour aller à tel endroit, j'ai un poste pour vous" et c'était chez un petit broker et je n'avais jamais entendu parler des marchés financiers moi. Autour de moi, je n'avais personne dans ce milieu-là. Donc j'ai mis une carte pour voir et puis ça a marché tout de suite. Tout de suite j'ai eu de très bons résultats. Je me suis fait démarcher par le grand broker de la place qui existe toujours d'ailleurs, au bout de neuf mois. »

Cette progression professionnelle se traduit aussi par des rémunérations croissantes : « ça a marché du feu de Dieu » dit Sophie qui qualifie son métier de « surpayé ». Elle s'analyse elle-même, notamment dans les difficultés relationnelles que cela peut créer avec « les garçons de sa génération », comme « femme qui [a] réussi », en ne parlant « pas d'une réussite intellectuelle », mais d'une « réussite matérielle, surtout matérielle » : « c'est une réussite évidente, *obvious*… » Elle enchaîne les postes dans les grandes banques et « le genre de boulot où [elle] avai[t] des primes de fin d'année énormes » : « si t'avais pas la prime qui correspondait à tes attentes, ben tu partais, parce que t'avais l'impression de ne pas avoir été reconnu ». Ses revenus sont irréguliers mais très élevés conformément à ce type de poste. Sans atteindre ce niveau de revenu, l'évolution professionnelle de Delphine, titulaire d'un BTS de secrétariat et de l'équivalent d'une licence professionnelle, comme cadre dans une entreprise de prestations publicitaires, traduit aussi une ascension de salaire et de statut. Son entrée sur le marché du travail se fait sans difficulté : elle commence par « du secrétariat dans un cabinet de recrutement » mais vise à sortir le plus rapidement possible de ce poste dont la dénomination la renvoie à son diplôme qu'elle juge stigmatisant et non conforme à ses aspirations et compétences réelles. Elle n'y reste qu'un an, obtient dans le même cabinet un poste opérationnel de « chasseur de tête » puis « repart à zéro » et « arrive dans la com' un peu au culot. » Elle enchaîne « dans la même boîte » des postes « avec plus de responsabilités à chaque fois » pour obtenir finalement ce à quoi elle aspirait, une reconnaissance professionnelle, le statut de cadre et le salaire afférent.

Une part importante des enquêtés (sept d'entre eux) exercent des professions de l'information, des arts et du spectacle – pas toujours en lien direct avec leur formation initiale. Trois sont journalistes. Hélène (rédactrice en chef devenue cadre administratif à temps partiel), après une maîtrise d'histoire, devient journaliste scientifique (spécialisée dans l'environnement notamment). Après des emplois pas toujours stables, des expériences variées (elle monte un journal avec quelques amis), elle entre dans un magazine scientifique à large diffusion et devient cheffe de service, « un aboutissement professionnel ».

D'une génération précédente, Éliane[88] (journaliste de mode ayant ouvert un magasin d'artisanat), nettement moins diplômée (bachelière puis école de secrétariat) entre à vingt-et-un ans dans un magazine de mode par recommandation familiale « comme simple secrétaire ». Elle y est appréciée, occupe plusieurs postes d'assistance de journalistes puis devient secrétaire de rédaction « avec la carte de presse et le statut de cadre ». Enfin, Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste) occupe différents postes à la télévision, petits rôles d'actrice, productrice d'émissions et présentatrice de plusieurs émissions. Cela la conduit à voir ses revenus augmenter. Avec un type d'activités très différentes (casting, assistance de production), c'est également le domaine des médias et de la télévision qui donne à Mehdi (directeur de casting devenu employé administratif) la possibilité d'emplois auxquels son diplôme (Master de Marketing) ne le prédestinait pas et des revenus en hausse du niveau des cadres (autour de 3500€ à trente ans). Après une première entrée dans le monde de l'audiovisuel (comme directeur de casting sur une émission à grande écoute), il enchaîne les emplois sans interruption :

> « Je me suis trouvé propulsé dans un boulot que je ne connaissais pas, […] donc directeur de casting… Et c'est là que j'ai commencé. J'ai fini cette émission, il y avait une rédactrice en cheffe, elle est partie ailleurs, ben je l'ai suivie. […] Et à ce moment-là, elle cherchait une personne qui avait un peu de culture générale pour rédiger des questions de culture générale avec elle sur tout ce qui est sport – enfin moi je m'occupais de tout ce qui était sport – et actualité. Ensuite, pendant que j'étais là, on m'a proposé un autre boulot, c'était être journaliste enquêteur sur le terrain pour une émission […] qui passait l'après-midi où on rencontrait les gens…. C'était du témoignage comme émission… […] Suite à ça, j'ai enchaîné aussi, je suis parti travailler chez TF1, cette fois-ci concrètement dans la boîte, dans la Maison mère, en tant que chef de projet cette fois-ci pour une émission de télé-réalité… […] Suite à ça, j'ai eu la chance d'être rédacteur en chef adjoint sur une émission écolo pour la chaîne parlementaire… Bref. Et voilà. »

[88] Éliane est née en 1938 et Hélène en 1964.

La progression salariale suit et il la considère comme une ascension professionnelle sans difficultés particulières. Pas de périodes de chômage ni de difficultés d'insertion sur le marché du travail non plus pour Marion (cadre événementiel devenue psychologue) qui, une fois son BTS (audiovisuel) achevé, travaille dans l'événementiel comme intermittente puis obtient un CDI de chef de projet « pour faire plaisir à sa banquière et la rassurer un peu » et ensuite « monte sa boîte pour faire [elle]-même de l'événementiel comme [elle] l'entendait avec des notions de développement durable, etc. » « Ça marche » et elle se voit « de plus en plus reconnue dans son travail », on lui « confie des choses de plus en plus grandes ». Le secteur public est aussi une occasion de reconnaissance professionnelle pour Olivier (cadre administratif devenu artiste plasticien) qui, après des études de chimie et un emploi à l'hôpital, entre à l'Assemblée Nationale comme simple agent puis, en complétant sa formation et en passant des concours internes, devient administrateur réseau, informaticien et webmaster. Enfin, le parcours professionnel de Pierre (cadre politique devenu éleveur) donne un exemple de conversion de compétences militantes en compétences professionnelles : après sa maîtrise de géographie (non achevée), il travaille pour des associations environnementalistes et adhère au parti Les Verts. Cette première expérience professionnelle, son intérêt personnel pour les questions écologiques, ses capacités rédactionnelles (mises à l'épreuve régulièrement dans le cadre associatif et militant) et son réseau militant le conduisent à travailler dans des cabinets politiques, auprès de la ministre de l'environnement (1997-2001), puis auprès d'un adjoint au Maire de Paris (2001-2004). Son parcours professionnel bénéficie de son capital militant autant que son capital scolaire (Matonti et Poupeau, 2004).

Ces trajectoires professionnelles peuvent être lues comme des carrières ascendantes au regard de critères comme le revenu, la place dans la hiérarchie, la qualification requise pour les postes occupés ou encore le prestige social.

### *Quelques parcours professionnels atypiques*[89]

Quelques enquêtés ont un parcours atypique par rapport au reste du panel notamment par le fait qu'ils n'ont pas, au moment de la bifurcation, le statut de cadre. Ils sont peu nombreux (cinq sur trente) et sans que l'enquête qualitative ne puisse permettre d'en tirer des règles générales,

[89] Atypique s'entend ici comme atypique par rapport à une norme d'insertion professionnelle dominante et socialement valorisée, statistiquement majoritaire pour une génération donnée, induite par le diplôme détenu et le parcours scolaire.

cela semble correspondre à la fois au champ de l'enquête (la condition de baisser ses revenus de 25% suppose implicitement des revenus élevés ou suffisamment élevés pour être baissés) et à d'autres enquêtes qui montre des reconversions qui concernent les cadres (Cassely, 2017). Plusieurs sont techniciens (Damien, Vincent, Yann), l'une est employée immobilière (Clara) et la dernière (Sandrine) est salariée de l'entreprise qu'elle a fondée avec son ex-époux. Parmi ces cinq personnes, aucune n'a de diplôme de plus de deux ans dans le cycle supérieur, de type maîtrise ou master, ni même une licence complète. Ces cinq trajectoires professionnelles se singularisent des autres trajectoires par le diplôme obtenu mais aussi par la diversité des cinq profils : refus pour certains de la norme du contrat à durée indéterminée voire du salariat et du travail (Damien, Yann), refus des études supérieures quand le niveau scolaire (baccalauréat général) ne l'impose pas (Sandrine, Clara) par exemple.

Ainsi, le parcours professionnel de Vincent (bac professionnel mécanique, technicien devenu jardinier), apparaît comme une trajectoire ouvrière atypique, produit des conditions sociales, des aspirations individuelles et du contexte d'occasions saisies. Embauché dans le secteur automobile sans aucune difficulté à la sortie du système scolaire, « on est venu [le] chercher », « sorti du lycée, boum, CDI[90] ! » :

> « Peugeot, Citroën enfin toutes les grosses boîtes voulaient m'embaucher, on était quelques-uns à être pas mauvais hein faut le dire donc ils venaient nous chercher pour être chef d'atelier hein, embauché directement en tant que chef d'atelier ou diagnostiqueur… […] À la base c'est le plus haut qu'on puisse espérer quand on est en bac pro, voilà, chef d'atelier en mécanique c'est le truc, waouh ! »

Néanmoins, malgré cette embauche rapide et l'obtention d'un contrat à durée indéterminée, Vincent ne voit pas beaucoup de perspectives d'évolution – au-delà du poste de chef d'atelier – dans l'industrie automobile et pourtant il a « faim d'argent » et constate « qu'il ne va pas gagner des masses ». Il démissionne et part en Suisse – il a un oncle à Genève – et y cherche un emploi en faisant « le tour des interim » et « trouve une boîte qui [l]'a embauché en tant que mécanicien de précision » et, trois mois après, lui « fait un CDI ». En complétant sa formation, il se spécialise et, un an après, devient « OHQ » (ouvrier hautement qualifié). Son salaire, payé en francs suisses alors qu'il habite à la frontière du côté français (l'équivalent de plus de 3000€) lui permet de faire des économies et lui donne l'impression, compte tenu de sa qualification de précision et du poste qu'il occupe, d'être « quasi cadre ». Il y voit un intérêt professionnel en raison des spécificités de l'industrie mécanique suisse qui comprend « toutes sortes de mécanique […] la métrologie, l'horlogerie et puis […] de la mécanique de précision pour les

[90] Contrat à Durée Indéterminée.

machines qui servent à l'horlogerie et tout ce qui est micromécanique ». Cette trajectoire professionnelle est à la fois typique (le bac professionnel qui conduit au statut d'ouvrier dans l'industrie) et singulière dans son ascension (CDI immédiat après le baccalauréat, migration économique ascensionnelle du point de vue du revenu et de la position hiérarchique).

La trajectoire de Damien (technicien devenu ouvrier agricole) se dessine plutôt comme un refus de carrière et une distance voulue avec le monde du travail alors même qu'il dit aimer son travail, technique, dans l'édition de livres : « Ça m'a beaucoup plu mais malgré le fait que ça me plaisait, très vite je me suis dit que ma vie n'avait pas à être axée sur le travail ». Il organise alors l'alternance entre périodes de salariat (en CDD[91]) et période de voyage à travers le monde :

> « Très vite je me suis mis à voyager donc je prenais des contrats en CDD de six à huit mois et puis après, quand tu pars t'as une prime de précarité, t'as tes congés payés, tu grattes un peu les Assedic, tu leur dis que tu cherches du boulot alors que t'en cherches pas et donc ça m'a permis de faire des grands voyages. J'avais un petit camion puis un grand poids lourd que j'ai aménagé et c'était des voyages de plus en plus longs, pas forcément de plus en plus loin parce que moi j'aime bien voyager lentement, voilà. Donc ça, ça a été dix ans de ma vie, en gros ça a été de 20 à 30 ans. »

Son refus des contrats à durée déterminée le rapprocherait de certains salariés en intérim qui y voient l'avantage d'un gain supérieur et la possibilité d'une plus grande autonomie, ceux, minoritaires, qui, selon l'enquête de Dominique Glaymann, font un « choix autonome » ou un choix « utilitariste » (Glaymann, 2005, p.168-169). Il joue du fait que « si ça va, si [on] bosse bien », il n'y a aucune difficulté à « être rappelé », « le milieu est très demandeur d'emplois précaires car y a beaucoup de femmes qui y travaillent donc y a beaucoup de congés mater' » ou encore des possibilités fréquentes de travailler six à huit mois pour assurer la réalisation d'une collection courte qui ne nécessite pas l'embauche de « quelqu'un de stable ». Ainsi, quand on le lui propose, il refuse les contrats à durée indéterminée (CDI) :

> « Moi on m'a proposé plusieurs fois des CDI. Mais les choses étaient claires avec les employeurs je leur disais que c'était pas la peine de me proposer des CDI. Certains qui l'ont quand même fait, j'ai tout le temps décliné l'offre… Alors qu'en plus, c'est un boulot où c'est très difficile d'avoir un CDI, alors quand on te propose un CDI c'est vraiment une faveur. J'ai des collègues qui m'ont dit "non mais tu te rends compte, y a des gens qui cherchent depuis dix ans, toi on te propose un CDI, tu refuses !" »

La trajectoire de Damien (technicien devenu ouvrier agricole) préfigure un rapport distancié au travail salarié et aux normes d'ascension sociale mais elle ne peut être lue, avant la bifurcation,

[91] Contrat à Durée Déterminée.

comme un déclassement, sur le plan scolaire comme sur le plan des revenus, qui sont élevés quand il travaille (3500€ mensuels). Il ne s'agit pas non plus d'une précarité subie. Les autres trajectoires, autres que les carrières de cadres, ont toute une singularité liée aux parcours individuels au-delà de la similarité du parcours universitaire interrompu ou inexistant.
Avant sa bifurcation professionnelle, Sandrine (co-gérante d'une entreprise devenue employée administrative) travaille très tôt, dès sa majorité avec son mari qu'elle a rencontré alors qu'elle avait dix-huit ans quand lui est « plus âgé et fonctionnaire chez France Télécom ». Il a fondé une association pour pouvoir faire parallèlement ce qu'il aimait, des enregistrements : enregistrement de conférences « pour des salons un peu nature genre marjolaine, para-psy, des choses un peu alternatives » et « petites duplications » pour faire des « séries promo » pour des maisons de production musicale. L'association se développe et se transforme en SARL d'enregistrement et de diffusion de cassettes[92]. Elle commence comme « salariée à mi-temps de l'association », puis développe les activités et devient salariée à temps-plein et gérante de l'entreprise : « ça marchait bien, on avait de bons salaires ». Lorsqu'elle se sépare quelques années après de son mari, elle quitte un moment l'entreprise mais revient deux années après, comme co-gérante (elle a une part du capital) et salariée. Son statut d'indépendante (salariée de sa propre entreprise) lui offre la possibilité d'une carrière largement au niveau de son diplôme scolaire (baccalauréat). Deux parcours sont plus chaotiques ou simplement brefs avant la bifurcation : celui de Clara (employée immobilière devenue professeur de yoga et apicultrice), qui interrompt ses études universitaires et trouve à s'employer dans l'agence immobilière de son père ; ou celui de Yann (informaticien accueillant des hôtes, titulaire d'un BTS « Mesures Physiques »), qui a une trajectoire professionnelle alternant des emplois de niveau cadre et avec un revenu élevé (qu'il qualifie lui-même d'« imposture »), des périodes où il exerce comme indépendant et des périodes de chômage dont l'une coïncide avec une rupture conjugale. Sa trajectoire professionnelle est souvent interrompue (y compris par des périodes de chômage subi), ce qu'il analyse comme une relation plutôt malheureuse au travail : « En quelque sorte, il m'a toujours fallu qu'aller travailler soit nécessaire financièrement pour que j'y concède ».

Ce dernier groupe est donc plus nettement hétérogène : on y rencontre des trajectoires ascensionnelles, des trajectoires de grande distance au travail salarié, des trajectoires d'insertion sur le marché du travail plus variables et moins conditionnées par les diplômes obtenus, qui sont de moins grande valeur selon l'évaluation sociale et institutionnelle dominante.

[92] Société À Responsabilité Limitée.

### 1.2.2. Des salaires élevés

Cette insertion le plus souvent aisée sur le marché du travail se traduit par des salaires élevés par rapport à la moyenne de la catégorie socio-professionnelle concernée, voire très élevés pour les cadres du secteur privé notamment pour les traders, les cadres dirigeants et consultants qui ont des salaires très supérieurs à la moyenne des cadres du secteur privé en France (4141€ en 2015[93]).

Si l'on considère l'ensemble du panel des enquêtés, les salaires au dernier emploi occupé avant bifurcation sont élevés : les années de bifurcation étant différentes, l'échelle de comparaison ne peut être la même mais la comparaison avec le salaire moyen en France dans le secteur privé en 2015 (2250€ mensuels nets) donne une approximation. Tous se situent au-dessus de cette valeur, sauf une employée et un cadre de la fonction publique (salaire estimé à 2000€ en 2004). À ces deux exceptions près, non significatives du fait de l'éloignement de la date de bifurcation qui ne permet pas la comparaison avec la distribution des salaires en 2004 et de l'appartenance au secteur public, toutes les personnes interrogées avant la bifurcation ont un salaire supérieur à la moyenne de leur catégorie en 2015 (tableau 1 et annexe 2).

**Tableau 1. Salaires mensuels nets moyens selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle**
**Salariés des EQTP du secteur privé et des entreprises publiques y.c. contrats aidés et contrats de professionnalisation**
**Montants mensuels nets en € courants en 2015**

| Catégorie Socioprofessionnelle | Femmes | Hommes | Ensemble |
|---|---|---|---|
| Cadres (1) | 3561 | 4451 | 4141 |
| Professions Intermédiaires | 2081 | 2420 | 2271 |
| Employés | 1591 | 1739 | 1637 |
| Ouvriers | 1483 | 1765 | 1717 |
| Ensemble | 1986 | 2438 | 2250 |

(1) Y compris chefs d'entreprise salariés
Source : INSEE, *Tableaux de l'économie française*, 2019, p.57

Le montant des salaires varie selon les enquêtés en fonction du type de poste occupé et de l'âge de l'enquêté. Ainsi les traders sont les deux enquêtés dont les revenus communiqués, primes comprises, sont les plus élevées : environ 20 000€ mensuels pour Sophie (en 2001, une

[93] *Tableaux de l'économie français 2019*, INSEE, Collection « INSEE références », 2019.

évaluation rendue difficile en raison de l'importance de la part variable du revenu, très différente d'un mois et surtout d'une année à l'autre) et environ 35 000€ mensuels pour Marc qui lui estime avoir recalculé précisément – mais là encore avec une part variable du revenu très importante. Ensuite, les cadres de multinationales sont ceux qui ont les salaires les plus élevés : plus de 10 000€ mensuels pour Claire, cadre en ressources humaines dans une multinationale assurantielle, 10 000€ également pour Guillaume, cadre financier, et plus de 5000€ pour beaucoup d'autres d'entre eux, cadres d'entreprise dans des domaines tels que la construction immobilière, la publicité et la communication, l'audit, la banque, etc. Les salaires inférieurs ou égaux à 3000€ ne concernent que les enquêtés qui ne sont pas cadres ou les cadres du secteur public. Tous expriment une satisfaction quant à leur salaire et revenu, parfois une gêne devant le niveau élevé de leurs revenus. Ainsi, Yann se souvient qu'il « gagnait beaucoup d'argent chez P. », l'entreprise dont il était « co-créateur ». Ces salaires élevés sont souvent une condition de possibilité et de facilitation des bifurcations, autorisant l'achat d'un bien immobilier, la constitution d'un capital, voire la possibilité d'une indemnité chômage rendant la transition possible vers une autre activité.

Ainsi les personnes interrogées apparaissent comme dotées en capitaux, soit dans l'absolu (appartenance à des catégories sociales aisées), soit au sein de leur catégorie[94]. L'analyse de la mobilité intergénérationnelle vient confirmer cette situation de « bien classés » plutôt que « déclassés » dans l'espace social avant la bifurcation, montrant des situations de reproduction sociale ou de mobilité sociale ascendante.

[94] Le panel des personnes interrogées montre une grande diversité de trajectoires sociales du point de vue de l'origine sociale, des diplômes, de la situation professionnelle, des revenus et du patrimoine et ne peut en aucun cas être réduit à un groupe social homogène, même si l'appartenance à la catégorie des cadres y est majoritaire, cette catégorie étant elle-même très hétérogène. Le point commun n'est ni la situation sociale, ni la trajectoire mais le fait, objectivable par des variables telles que le salaire ou la trajectoire professionnelle rapportée au diplôme, d'avoir obtenu une situation sociale plutôt privilégiée compte tenu du diplôme par exemple. D'où le sentiment, pour la plupart des personnes interrogées, plutôt positif sur sa propre trajectoire, à conditions sociales données.

## 1.3. Mobilité intergénérationnelle : ascension ou reproduction

La connaissance des professions parentales des enquêtés permet d'évaluer, par comparaison conventionnelle des CSP[95] des parents et des enfants, la mobilité intergénérationnelle qui, dans la plupart des trajectoires observées, est ascendante ou correspond à une situation de reproduction sociale.

### 1.3.1. L'absence de mobilité intergénérationnelle descendante

Ce premier tableau des diplômes obtenus et des professions occupées quelques années après la sortie du système scolaire permet d'évaluer, de manière comparative avec la situation professionnelle des parents donnée dans les entretiens, la mobilité sociale intergénérationnelle des parcours étudiés. La comparaison des positions professionnelles des parents et de celle des enfants (enquêtés) fait apparaître la faiblesse des situations de mobilité descendante et la fréquence des situations de mobilité ascendante ou de reproduction sociale[96] (tableau de synthèse des enquêtés, annexe 1). Cette situation est conforme au fait que la plupart des enquêtés appartient à la catégorie des cadres avant leur bifurcation professionnelle (25 enquêtés). Si on compare cette catégorie professionnelle des enfants avec celle des parents (père)[97], il apparaît que quatorze trajectoires sont des trajectoires de reproduction (enfant cadre, père cadre) et que neuf trajectoires sont des trajectoires ascensionnelles, auxquelles peuvent

[95] Catégories Socio-Professionnelles (nomenclature INSEE), pour une description plus précise, voir la discussion sur le déclassement social (chapitre2).

[96] Les qualificatifs de « descendant » ou « ascendant » concernant la mobilité sociale intergénérationnelle, de même que le terme de reproduction sociale, se réfèrent aux catégories usuelles mobilisées dans ce champ de la sociologie (classement selon la nomenclature INSEE des Professions et Catégories Socio-Professionnelles et hiérarchisation conventionnelle de ces catégories). Ce classement sera discuté plus en détail au chapitre 2 pour étudier la mobilité intra-générationnelle au moment de la bifurcation.

[97] Le fait de prendre en compte la catégorie socio-professionnelle du père est une approximation insatisfaisante pratiquée dans la plupart des enquêtes sur la mobilité sociale (Hugrée, 2016) en raison des changements intervenus dans la scolarisation des filles sur quelques générations (qui les rapprochent de la situation des garçons et donc des pères) et dans le travail des femmes qui rend difficile la comparaison entre position professionnelle de la fille et de celle de la mère.

s'ajouter cinq trajectoires ascensionnelles de « petits déplacements » (Pagis et Pasquali, 2016) qui correspondent soit à des déplacements au sein d'une même catégorie (par exemple de professeur du secondaire à cadre du secteur privé), soit à des petits déplacements ascensionnels entre deux catégories socioprofessionnelles agrégées du type employé à petit entrepreneur ou technicien à cadre (avec une mère professeure des écoles dans les deux cas). Finalement, seuls deux enquêtés sont dans des situations de mobilité sociale descendante (père cadre, enfant technicien). Le déclassement, j'y reviendrai, ne semble pas être l'expérience commune, avant la bifurcation, des différents enquêtés, qui, pour la plupart d'entre eux, au regard des normes de classement sociales et institutionnelles des professions, se trouvent plutôt en situation ascendante ou de maintien d'une position sociale familiale, parfois avec des déplacements horizontaux de la position vers la gauche de l'espace social tel qu'il a été représenté par Pierre Bourdieu, avec une modification de la structure du capital associée aux professions occupées au profit du capital culturel (Bourdieu, 1979, p.140-141 ; Bourdieu, 1994 p.21). Ainsi, Françoise, fille d'un haut cadre administratif qui devient journaliste (déplacement horizontal vers la gauche et vertical vers le bas), profession plus instable et moins proche du pouvoir, ou encore Alice, fille de cadre commercial qui devient cadre de la culture[98].

Plusieurs parcours sont des trajectoires ascensionnelles, objectivement constatables à travers la nomenclature des catégories socio-professionnelles et vécues subjectivement comme telles. C'est par exemple le cas de Sylvain, enfant d'ouvriers « Moulinex » qui, après une école d'ingénieur, occupe des postes correspondant à sa qualification, avec des positions et un salaire croissants, un « super travail », dira sa mère. Ses parents comme lui-même considèrent sa position comme le fruit d'un projet familial d'ascension par l'école. La trajectoire de Dominique (père ouvrier) est très semblable, avec l'aboutissement d'un projet éducatif d'ascension par l'école, qui le conduit à l'IEP de Paris et à des postes de cadre financier. Enfin, le parcours de Medhi, fils de manœuvre devenu cadre de l'audiovisuel, est aussi celui d'une « ascension fulgurante », dira-t-il, attribuable au diplôme (Master Marketing) et à des situations sociales, des « occasions », du « culot », du « hasard » ou de la « chance » selon ses mots, qui pourrait aussi être analysé comme étant le produit d'une socialisation familiale mue par le modèle méritocratique qui peut contribuer à expliquer une réussite paradoxale. D'autres ascensions sont de plus petits déplacements dans l'espace social : il s'agit par exemple des

[98] Pour une analyse plus fine de de la mobilité intergénérationnelle, il faudrait introduire la variable du genre et prendre en compte la catégorie socio-professionnelle de la mère : dans ces cas, il y aurait alors, par rapport à la profession de la mère (respectivement assistante sociale, puis cadre formatrice et professeur des écoles) un petit déplacement ascensionnel.

enfants d'enseignants (au moins un parent professeur du secondaire ou professeur des écoles[99]) qui deviennent cadres du secteur privé. Pour les enfants de professeur du secondaire, il n'y a pas de déplacement catégoriel donc pas de mobilité objective selon les conventions habituelles de mesure de la nomenclature INSEE (Pagis et Pasquali, 2016), mais une mobilité subjective qui correspond aussi à un déplacement dans l'espace social horizontal et vertical (donc objectivement ascensionnel) constatable dans le prestige professionnel et le salaire moyen de ces différentes catégories (par exemple professeur et cadre commercial d'entreprise privée). Enfin, deux trajectoires correspondent à une mobilité descendante (enfant de cadre et/ou d'enseignant devenant technicien soit « profession intermédiaire ») : elles sont vécues subjectivement comme une forme de marginalité ou de souffrance (et échec) dans la trajectoire scolaire. C'est ce type de trajectoires (dans le contexte social différent de la scolarisation des années 1960) de « "ratés" menacés de déclassement » que Pierre Bourdieu identifie dans les jeux de déclassement et reclassement professionnels (Bourdieu, 1978, p.15). Mais dans les situations étudiées, la bifurcation n'intervient pas après une entrée sur le marché du travail difficile et l'impossibilité de trouver un emploi au niveau de sa qualification[100]. Bien au contraire, les bifurcations étudiées ont lieu plutôt après avoir atteint et occupé des positions élevées dans l'espace social, en adéquation avec les qualifications scolaires, voire au-dessus des positions habituellement occupées avec ce type de diplôme, soit après une période qu'Elodie Chevallier nomme « évolution de carrière » avec montée en responsabilités, acquisition de compétences, positions hiérarchiques élevées (2016, 2017).

[99] La nomenclature des PCS de l'INSEE ne classent plus ces deux professions (professeur des écoles et professeur titulaire du CAPES ou de l'agrégation) dans la même catégorie socio-professionnelle, les professeurs des écoles étant dans la catégorie des « professions intermédiaires » (n°4) et les professeurs certifiés ou agrégés étant dans la catégorie des « cadres et professions intellectuelles supérieures » (n°3). Cette différence de classement se justifie au regard de la logique globale de la grille mais moins au niveau de l'effet sur les résultats scolaires des enfants. Statistiquement, enfants de professeurs (et même d'avantage enfants de professeurs des écoles) sont surreprésentés dans l'élite scolaire (Euriat et Thélot, 1995) et présentent une « réussite singulière » au sein du système scolaire (Da Costa Lasnes, 2012).

[100] Une des situations, celle de Damien, est bien une situation de mobilité sociale descendante comparée à la profession du père (cadre d'entreprise privée) mais une situation stable professionnelle (proposition de CDI refusée par l'intéressé), correspondant au diplôme obtenu (BTS techniques du livre). Pour le second (Yann), la trajectoire professionnelle est davantage heurtée, faite de changements successifs et de périodes de chômage, peut être qualifiée de mobilité sociale intergénérationnelle descendante mais pas de déclassement scolaire, la plupart des positions occupées correspondent au diplôme obtenu.

### 1.3.2. Les enfants de la méritocratie scolaire

L'observation des trajectoires sociales avant la bifurcation fait apparaître une certaine hétérogénéité des trajectoires sociales. Cependant, la comparaison des trajectoires permet de dégager un type de parcours social plus représenté. Avec prudence et sans montée en généralité abusive, le panel semble montrer des trajectoires d'enfants issues des classes moyennes ou populaires atteignant par les diplômes acquis des positions supérieures (mobilité ascendante) ou légèrement supérieures, notamment du point de vue du capital économique, que leurs parents (petits déplacements).

À l'inverse, une seule situation correspond à une trajectoire issue de la grande bourgeoisie[101] (Henri). La situation d'Henri, notamment patrimoniale, le distingue des autres enquêtés qui ne disposent d'aucun patrimoine familial hérité[102], immobilier par exemple, ce qui n'exclut pas le fait de profiter de l'usage d'une maison familiale ou de bénéficier d'une aide familiale lors de l'achat de son propre logement. Sa propre situation familiale et surtout celle de sa femme situent le couple comme appartenant à la grande bourgeoisie parisienne, ce qui n'est le cas d'aucun des autres enquêtés qui sont issus des classes populaires stables ou des classes moyennes ou supérieures salariées. Ces situations d'ascension sociale, de transfuge de classes pour certains, de petits déplacements ascensionnels avec notamment au moins un parent enseignant (professeur des écoles, professeurs du secondaire), peut contribuer à susciter un décalage de socialisation entre valeurs familiales et valeurs professionnelles susceptible de favoriser le changement, à la manière d'une contre-mobilité sociale – sans que pour autant cette contre-mobilité puisse apparaître comme une cause générale des bifurcations descendantes. Ces situations semblent se distinguer nettement des situations de déclassement relevées par Pierre Bourdieu (1978) et par Bernard Lacroix pour ce qui est des trajectoires d'entrée dans les communautés utopiques (1981). Les caractéristiques sociales dominantes des individus lancés dans l'expérience communautaire sont très semblables, selon Bernard Lacroix, aux descriptions des déclassés-reclassés de Pierre Bourdieu : petits bourgeois vivant l'expérience du déclassement face au rêve entretenu de l'ascension sociale par le diplôme et bourgeois héritiers faisant l'expérience de l'échec ou du déclassement scolaire. Ces caractéristiques sociales

[101] Il pourrait être deux (avec Éliane) mails il est le seul à avoir une dotation en capital économique (patrimoine) nettement supérieureaux autres profils.

[102] L'hétérogénéité générationnelle du panel demanderait une étude plus fine qu'il n'est pas possible de mener, distinguant notamment les situations selon que les parents sont encore vivants ou non. L'absence de cette étude n'invalide pas le fait qu'un des enquêtés est le seul qui soit issu de la grande bourgeoisie patrimoniale.

créeraient ainsi des dispositions favorables à l'invention utopique. Sans qu'il soit possible par une étude qualitative limitée de tirer des conclusions générales sur les caractéristiques sociales des individus aux trajectoires professionnelles intentionnellement descendantes, l'enquête montre des profils sociaux différents – pour une expérience sociale et politique qui l'est aussi. Geneviève Pruvost (2013b) fait un constat analogue pour les ménages néo-ruraux menant une « vie alternative » : ils sont pour beaucoup diplômés et insérés sur le marché du travail avant l'engagement dans un mode de vie rural et alternatif. La déception subjective ne peut se résumer à un déclassement objectif. Il semble même que ce soit la « réussite sociale »[103], selon le cadre normatif dominant, qui soit vécue, sous l'effet souvent d'événements extérieurs et subis devenus déclencheurs, comme ne tenant pas ses promesses, ouvrant ainsi la possibilité d'une bifurcation. La section qui suit vise à étudier les étapes et conditions du processus de désengagement d'une profession et de bifurcation vers une autre.

## 2. L'émergence de la critique

La situation d'entretien conduit à reconstituer le déroulement de la bifurcation descendante, dans un premier temps par l'enquêté lui-même puis par l'enquêteur qui peut en faire la chronologie, en classer les motifs et analyser par comparaison les motifs de « critique ». Les bifurcations peuvent être la conséquence de décisions assez rapides voire brutales ou d'un long processus (plus fréquemment) qui consiste à identifier un malaise au travail et des sources d'insatisfaction. Ce processus peut être analysé comme un processus critique qui identifie, relève et interprète une somme de faits et impressions désagréables associés à un emploi. Cette perception d'« impressions désagréables » est l'amorce du processus de critique ordinaire (Boltanski, 2009).

En étudiant les bifurcations biographiques, Sophie Denave (2015) distingue trois étapes dans le processus de rupture professionnelle comme processus de désengagement et de réengagement :

[103] Toutefois, cette formulation générale ne doit pas gommer le fait que certaines personnes interrogées n'ont jamais cherché de « réussite sociale » et professionnelle et se sont d'emblée tenus dans une distance critique face au cadre normatif de la réussite sociale et professionnelle.

l'abandon d'un métier, la transition professionnelle et l'engagement dans une nouvelle vie professionnelle. En s'attachant plus spécialement au processus de sortie, trois conditions peuvent être distinguées : identifier des insatisfactions au travail, rencontrer au moins un élément déclencheur et sécuriser la sortie. Ces trois éléments sont presque toujours présents dans ces processus de sortie maîtrisée[104]. Les sources d'insatisfaction identifiées sont nombreuses et renvoient à la critique que les cadres exercent sur leur propre travail, les évolutions qu'ils vivent et les changements dans les conditions d'exercice de leur métier (Dupuy, 2005 ; Flocco, 2015a ; Dujarier, 2015). Trois types d'insatisfaction peuvent être identifiées : les décalages aspirationnels entre ses propres exigences au travail et les qualités de l'emploi occupé, les conditions d'exercice du travail, ainsi que les relations sociales au travail.

## 2.1. Bifurcation et évaluation critique d'une situation professionnelle

Pour la plupart des personnes interrogées, le processus de sortie est un processus long qui mêle différents registres qui ne sont pas tous identifiés clairement avant qu'un événement déclencheur ne fasse « franchir le pas » (Dominique). L'insatisfaction est générée par une inadéquation entre ses propres aspirations et les qualités d'une profession. La perception de ces décalages traduit une forme de déception ou de lassitude envers une situation professionnelle supposée enviable et un idéal de réussite sociale. L'émergence de la critique d'une situation professionnelle sur le plan de la nature du travail, des valeurs et des interactions au travail est concomitante de l'amorce d'une bifurcation.

[104] On retrouve, dans les discours des enquêtés, des termes très proches de ceux rapportés par Sophie Denave (2015, 2006) concernant le processus de sortie : insatisfactions professionnelles diffuses d'une part, événements déclencheurs d'autre part (Denave, 2015, p.39-77).

### 2.1.1. La perception de décalages

Les insatisfactions identifiées par les agents sociaux comme motifs de sortie sont de deux types : d'une part, des décalages initiaux, intervenant dès le début de la vie professionnelle et conduisant immédiatement à des interrogations sur un autre avenir professionnel que celui dessiné par le ou les premiers postes ; d'autre part, des décalages intervenant au fil de la vie professionnelle mêlés à des satisfactions professionnelles fortes.

#### *Décalages initiaux : une forte insatisfaction professionnelle dès le début de carrière*

Ces décalages initiaux sont analysés comme une erreur d'orientation scolaire ou universitaire, souvent lors de l'entrée dans l'enseignement supérieur. Dans ce cas, la dissonance perçue entre attentes subjectives et situation objective présente ou à venir (une fois le diplôme obtenu) apparaît pendant les études supérieures ou au moment du ou des premiers emplois. Ainsi, Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) considère que ses études supérieures (BTS secrétariat puis Licence) lui ont été imposées contre son gré du fait de son manque d'information sur les études supérieures et de sa propre incertitude de jeunesse. Son insertion professionnelle vise d'abord à sortir du statut de secrétaire, ce à quoi elle parvient en devenant finalement cadre dans une entreprise de prestations publicitaires. Malgré la satisfaction d'avoir obtenu le statut de cadre, l'insatisfaction demeure : « je savais aussi que changer de boîte, c'était pas la solution parce que c'était tout qui me convenait plus. *C'était pas ma voie*, c'était toujours le même truc et je le savais depuis longtemps ». Cette situation n'est cependant pas la plus fréquente parmi les situations de bifurcation observées.

La déception à la sortie du cursus d'études supérieures, au moment des premiers postes occupés est plus fréquente. Bien que diplômé de l'IEP de Paris, Matthieu (cadre de l'audit devenu barman) est insatisfait de sa vie professionnelle dès son premier poste, consultant en organisation, « métier dans lequel [il] ne [s]'épanouissai[t] pas ». Pour « réorienter [s]a carrière vers du conseil mais cette fois-ci en marketing et communication, marketing com », il « fai[t] un master à l'ESCP » ; toujours insatisfait de son travail, il conclut que « c'est le métier de conseil qui ne [lui] plaît pas. » Son insatisfaction est là sans qu'elle ne soit vraiment consciente ni qu'elle conduise à l'idée du changement de profession : « le raisonnement que je te fais là

c'est un raisonnement qui est *a posteriori*, que je n'ai jamais tenu durant toutes ces années où je suis allé travailler comme un bon soldat dans les cabinets de conseil ». Il enchaîne les postes différents « en changeant de structure sans pour autant trouver un emploi qui lui donne d'autres satisfactions que la reconnaissance (les propositions sont nombreuses), l'expérience du travail à l'étranger (Londres) et des revenus élevés :

> « Donc j'ai commencé par-là [gros cabinet multinational de conseil], j'y suis resté un an ou un an et demi, ça m'a pas plu et du coup je me suis dit : "c'est les cabinets anglo-saxons, les grosses machines qui ne me plaisent pas". Je suis passé à une plus petite structure, un cabinet dit à taille humaine, finalement là non plus ça me plaisait pas… […] Donc je suis parti bosser en Angleterre aussi pour une start-up qui voulait s'implanter en France, enfin tu vois durant ces années-là, j'ai quand même par mal bougé quoi. […] Dans un premier temps, c'est vachement valorisant, t'arrives, c'est le syndrome de Zorro, t'arrives, t'as la connaissance, t'es bien considéré, on t'accueille, on t'écoute, etc. etc. Au bout d'un moment, t'as envie d'avoir un challenge intellectuel, une espèce d'aiguillon le matin qui fasse que tu te dises : "bah je suis content d'y aller, je vais apprendre des choses" et ça, ça me manquait mais je ne m'en suis pas rendu compte sur le coup. Mais à la fin, […] je changeais tous les deux ans, tous les ans et demi, j'ai jamais été très stable… »

Pour Émilie (ingénieure devenu psychothérapeute), l'insatisfaction est semblable : diplômée de l'École Centrale de Paris, elle enchaîne différents postes d'ingénieure commerciale et, après la curiosité du début, au bout de quelques mois, elle se lasse et s'interroge : « Bon, c'est quoi la suite ? » Chaque poste, plus ou moins satisfaisant et avec des rapports hiérarchiques plus ou moins heureux, se solde par la même interrogation :

> « je prends un nouveau poste, j'apprends des trucs, j'apprécie un chef avec qui j'apprends et puis je m'en reprends un que je n'apprécie pas forcément. Donc à chaque fois c'est la même chose, je me dis : "Bon et la suite maintenant ?". Pour conclure finalement : "Et à un moment, il faut que je trouve quelque chose qui me plaise un peu plus que six mois" ».

L'insatisfaction au travail est omniprésente, suscite des interrogations identitaires (elle décide d'engager une psychothérapie), mais le processus de transition vers une autre profession prend plusieurs années et suppose que des conditions de sortie soient réunies.

### *Déception et décalages progressifs*

Le plus souvent parmi les situations observées, la dévaluation d'une situation d'emploi est progressive. L'insatisfaction est progressivement identifiée, liée souvent au changement des conditions de travail, mais intervient après un temps de grande satisfaction, relue parfois comme illusoire *a posteriori* à la lumière du changement professionnel ultérieur. Ces insatisfactions sont le propre des bifurcations professionnelles intentionnelles (Négroni, 2007 ; Jourdain, 2014). Elles apparaissent comme un conflit d'engagement (Becker, 1960). Alors que les normes et valeurs sociales dominantes commandent une trajectoire professionnelle ascensionnelle (du point de vue du revenu, de la qualification du poste, de la position dans la hiérarchie) et relativement stable, d'autres valeurs entrent en conflit avec cet idéal social et produisent un décalage entre réalité professionnelle et aspirations individuelles. L'engagement envers d'autres valeurs suscite une insatisfaction et un désengagement mental avant d'être pratiquement engagé. Ce désengagement peut se lire comme une exigence de cohérence subjective qui entre en concurrence avec l'idéal de réussite sociale traduit dans l'engagement dans une carrière notamment chez les cadres. Ce type de décalages qui se traduisent par un désajustement entre aspirations individuelles et comportements attendus dans une position sociale est très proche selon qu'il s'agit d'une distance présente dès le début de carrière ou d'une déception apparue au fil de l'exercice d'une profession. Ce sont des insatisfactions portant sur la nature et les conditions de travail ou sur l'environnement du travail au sens large (collègues, lieu de travail, lieu de vie).

## 2.1.2. Déception sur la nature et les conditions d'exercice du travail

Le désengagement d'une profession est un processus long qui s'appuie sur l'identification d'insatisfactions qui remettent en cause le bien-fondé et la cohérence de l'engagement dans une profession dans des conditions sociales données. Il suppose un travail critique sur la situation d'emploi, l'évaluation d'une situation et, plus généralement, d'une forme de vie conditionnée par une situation professionnelle. L'engagement dans une profession suppose que les alternatives possibles sont implicitement rejetées (Becker, 1960). À l'inverse, un processus de désengagement s'amorce (et peut-être relu et reconstruit comme tel *a posteriori*) quand sont

identifiées suffisamment d'insatisfactions ou des insatisfactions suffisamment sérieuses pour que d'autres solutions soient envisagée. Cette déception dans les aspirations professionnelles est commune à tous les parcours de bifurcations étudiés par exemple par Sophie Denave (2017, 2015, 2006) ou Anne Jourdain (2014) pour le cas particulier des artisans d'art. Les raisons de la déception sont multiples et croisent constantes sociales, éléments de contexte et subjectivité. Les parcours professionnels étudiés conduisent à catégoriser trois types de critique : sur le travail (ennui, perte d'intérêt), sur les conditions de travail (perception d'une détérioration des conditions de travail) ou encore sur les dissonances morales entre valeurs subjectives et pratiques professionnelles.

## *« Ce schéma de "je m'ennuie" »*

Un premier registre critique porte sur le contenu du travail et le décalage entre des promesses sociales sur une activité intéressante, stimulante intellectuellement, riche en créativité liées à une position d'encadrement ou d'expertise qui suscite donc des attentes élevées et la réalité d'un emploi plus répétitif et routinier. Parmi les cadres interrogés qui ont eu une carrière ascendante tant du point de vue de la place dans la hiérarchie, des responsabilités que du salaire et qui, « petit à petit » (Dominique) ou « au bout d'un nombre d'années assez important » (Marc), beaucoup ressentent une forme d'ennui, de lassitude et de perte d'intérêt. C'est le cas de Marc (trader devenu professeur, HEC) qui considère son métier comme « lui ayant beaucoup plu » mais, par sa spécialisation, un peu « sclérosant » et conduisant à « faire toujours un peu la même chose » : « donc la première motivation, c'est une motivation d'usure professionnelle » :

> « Pour donner une idée, bon sur les marchés financiers, y a des tas de professions différentes et là c'est un peu comme si moi j'avais été ébéniste et qu'on m'avait demandé de faire des tabourets pendant dix-sept ans, donc à ce moment-là, on pourrait vouloir rester ébéniste en se disant, bon, plutôt que de faire des tabourets je pourrais faire des chaises ou des tables ou d'autres types de meubles mais c'était un changement qui me paraissait pas tellement suffisamment important et donc moi j'avais décidé de toutes façons d'arrêter. Car je faisais plus ou moins la même chose depuis assez longtemps et en plus une chose qui était très spécialisée, donc ça c'était une motivation qui était disons professionnelle. J'avais envie de voir autre chose et de faire autre chose et c'était une motivation à changer d'environnement ».

Les mêmes mots qualifient le désir de changement pour Dominique (cadre financier devenu libraire) qui travaille depuis quinze ans dans la même entreprise de construction immobilière :

> « Ce qui m'a fait vouloir changer, c'est que je voulais avoir une perspective plus opérationnelle parce que j'étais financier et j'arrivais pas à en avoir une. Je me suis posé des questions. Et puis y a une idée qui me taraudait déjà et qui m'a taraudé jusqu'à venir ici et qui est un peu l'idée maîtresse de mon changement, c'est que je ne concevais pas de faire encore le même boulot pendant vingt ans. Pour moi c'était plus possible. J'étais financier, j'étais directeur du contrôle de gestion dans la filiale immobilière de X, société qui marchait très bien, avec une bonne ambiance, tu vois, rien à dire. Mais c'était l'idée de me dire, faire encore pendant vingt ans ce travail-là, c'était inconcevable. Alors pourquoi ? Pffff… parce que *j'allais m'ennuyer*, c'était ça. Je voulais vivre autre chose en fait. Du coup je suis parti parce que j'ai eu une opportunité dans l'immobilier ».

La lassitude conduit Dominique à accepter un autre emploi qui le conduira à une bifurcation vers la profession de libraire. Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café-familles ») ressent la même démotivation ou usure psychologique : « je pense que je m'usais et, dans dix ans, je me voyais pas continuer comme ça ». L'insatisfaction est associée au désir de changement. Même parcours aussi pour Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) qui, après la naissance de son premier enfant, revient à son poste « dans cette même boîte, avec le même type de poste même si c'était des postes avec plus de responsabilités à chaque fois » et se « retrouve dans ce schéma du "je m'ennuie" ». Elle cherche à changer de voie, à prolonger sa formation, mais c'est en écrivant une lettre de motivation pour une « formation dans le numérique » qu'elle se rend compte que son absence d'enthousiasme dépasse le cadre du strict emploi qu'elle occupe : « j'écrivais des choses en me disant : "mais j'y crois pas une seule seconde à ce que je suis en train d'écrire" ». Même récit de l'ennui pour Alice, jeune cadre dans un Opéra national de province (devenue productrice de podcasts). Elle souligne le paradoxe de la facilité avec laquelle elle a trouvé du travail à peine son diplôme (Master) obtenu, « une des seules de [s]a promotion », dans une institution culturelle (conformément à sa formation) et de sa frustration qui émerge très vite à « devoir attendre son heure à présenter des choses qui lui tiennent à cœur », ressentant « ce milieu de l'entreprise, très policé » comme une « impasse » :

> « Ce sont des constats comme ça, un vrai terreau d'insatisfaction qui a mené à l'introspection : "pourquoi est-ce que je me sens insatisfaite ?" En fait j'avais l'impression, que dans mon récit, dans mon *storytelling* professionnel, il y avait des éléments qui invitaient les autres, en tout cas ceux qui m'écoutaient à fantasmer et je me suis dit : "c'est fou que ça ne soit pas ta réalité". En fait j'avais envie de leur dire, quitte à passer pour une

> rabat-joie : “en fait, en interne, c’est un peu moins rigolo !” […] Dans mes attributions, j’étais un peu en train de *m’ennuyer,* véritablement ».

Ennui de Clara aussi, employée d’une agence immobilière, qui ne se sent « pas bien » et en a « marre d’être devant un écran, de téléphoner » : « ça sert à rien. ». L’ennui est identifié dans la répétition de tâches routinisées.

L’ennui produit un désengagement progressif et l’organisation du départ (Denave, 2015). Dans l’enquête d’Élodie Chevallier (2016 et 2017) sur les ruptures intentionnelles de carrière auprès de cadres en France, cette période est définie comme un moment intermédiaire après une période d’évolution de carrière – selon ses termes – qui permet d’identifier un sentiment de décalage entre les dispositions individuelles et un emploi ou une profession. La perception de conditions de travail dégradées accentue ce décalage.

### *Une critique des conditions de travail*

L’insatisfaction porte aussi sur les conditions du travail et le type de management mis en œuvre dans l’organisation : la pression sur les délais, les exigences de rentabilité sans égard pour « l’humain », l’absence de frontière entre temps de travail et temps privé, l’impossibilité de bien faire son travail. La pression ou la tension au travail prennent la forme d’horaires de travail extensifs, de délais à tenir ou de travail dans l’urgence – ce que corroborent les analyses des nouvelles formes managériales et du culte de l’urgence comme manière d’exiger davantage des salariés, notamment des cadres (Aubert, 2003). Claire (DRH[105] ayant ouvert un « bar à salades ») identifie ses horaires de travail sans limite comme un élément responsable de sa saturation (qui ira jusqu’au burn-out) et de sa forte insatisfaction au travail comme haut cadre des ressources humaines dans une multinationale assurantielle :

> « Y a avait beaucoup de pression, on était corvéables à merci, on travaillait jour et nuit. Comme je travaillais avec le monde entier, pareil j’avais des *conf’ call* à deux heures du mat’, ça s’arrêtait jamais en fait… »

Dans un secteur très différent (la construction immobilière), Fabienne (cadre de l’immobilier ayant ouvert un magasin de produits biologiques) est progressivement entièrement absorbée par son travail tout en étant reconnue, appréciée et satisfaite de cette reconnaissance jusqu’au jour où le burn-out lui fait prendre conscience de cet engagement au travail, qu’elle trouve

[105] Directrice des Ressources Humaines.

finalement excessif et qui contribue à fonder un changement professionnel d'abord vers l'ouverture de chambres d'hôtes, ensuite vers l'ouverture d'un magasin d'alimentation biologique :

> « Parce que moi j'y passais vraiment ma vie. Je commençais à 6 heures le matin, je finissais à 22 heures le soir ou 23 heures… parce qu'en fait, dans la journée j'étais beaucoup sur les chantiers, j'étais maître d'ouvrage dans la construction essentiellement hôtelière avec la chaîne Accor, c'était des chantiers très rapides, 13 mois, 150 chambres. Les hôtels ça va jusqu'au bout, les literies, les miroirs, etc. C'était très épuisant et passionnant en même temps ».

Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) identifie très vite l'accélération des délais imposés par les clients et la hausse de la pression au travail (elle est chargée de clientèle dans une entreprise publicitaire) comme un élément d'insatisfaction et de rejet progressif de son travail :

> « Et moi je pouvais plus bosser pour des clients qui demandaient plus rapide que la veille, moins cher, toujours plus vite, toujours moins cher, ça finissait par faire des boulots moins qualitatifs et plus personne ne prenait de plaisir à faire ce qu'il faisait… Et j'avais commencé à faire une petite formation dans le numérique et je me rendais compte que c'était pareil avec les annonces en ligne… Bon moi je rêvais d'être archéologue, bon c'est même plus vrai, mais au moins les archéologues, ils prennent leur temps, ils ont une autre échelle de temps. »

Le rapport au temps est au cœur de la dégradation de ses conditions de travail ce que constate aussi Vincent (technicien devenu jardinier) lorsqu'il reprend momentanément un emploi comme chef d'atelier dans le secteur de l'automobile qu'il qualifie de « pourri » :

> « Et d'un et on vous oblige à faire de la merde ! C'est l'automobile, hein, on pense ni au client ni à la voiture, on est là pour faire du chiffre, comme partout ailleurs je veux dire. […] Donc voilà on vous oblige à faire de la merde, c'est clair. Donc en tant que chef d'atelier, vous avez quand même des choses à tenir et à faire, dans une grosse boîte voilà, y a tant de retours, y a tant de voitures qui rentrent, vous avez droit à un pourcentage d'erreurs […] mais faut pas que ce pourcentage augmente, s'il augmente vous avez des problèmes, donc faut trouver la solution, mais la solution, c'est qu'on va trop vite et qu'on laisse pas le temps aux gens de travailler. Les problèmes qu'on rencontre partout, partout, partout ! »

L'exigence de rentabilité, sans doute accentuée par l'internationalisation de la concurrence et la financiarisation de l'économie (Hibou, 2012) a des effets concrets sur les conditions de

travail, soit de façon interne (pression de la hiérarchie), soit de façon externe (pression de la clientèle). Marion (devenue psychologue), qui est indépendante (elle a monté une entreprise de prestations événementielles), voit les délais exigés par ses clients se raccourcir avec le temps, dans un souci d'économie des coûts :

> « La mentalité c'est : "on y arrive toujours !" C'est sûr, on dort trois heures, on se donne à fond. L'événementiel c'est "*one shot*" hein, c'est pas "bon ben je finirai demain", non, c'est tel jour, à telle heure. Donc les budgets sont rognés au détriment des gens ou des conditions de travail et à attendre les discours "oui mais on y arrive toujours" jusqu'au jour où parce t'as dormi trois heures, tu te plantes ! On ne peut pas miser sur l'humain à ce point, c'est irrationnel en fait ».

Pour Hélène (devenu cadre administratif à temps partiel) ce sont les conditions de travail dans le magazine où elle est cheffe de service qui se sont dégradées. Elle décrit le passage d'une petite structure de presse peu hiérarchisée, « on appelait, on tombait sur le patron ! », conviviale, qui s'agrandit, se bureaucratise pour finalement subir plus fortement la contrainte de rentabilité :

> « Au fil du temps, c'est devenu vraiment [une entreprise] à la fois par l'organisation et finalement les circuits de communication à l'intérieur d'une part et d'autre part par la capitalisation de la presse avec beaucoup de rachats, beaucoup d'OPA[106] […] Je ne trouvais plus ma place. Et pour moi, c'était quand même un aboutissement professionnel, j'étais quand même cheffe de service : […] je me disais, bon ben voilà, un endroit où je vais pouvoir bosser quoi. Et finalement je me suis retrouvée devant une opération qui était une opération de revente ».

Dans ces conditions, elle voit son travail soumis à davantage de contraintes, moins de liberté dans le choix des sujets et le temps de l'enquête et estime ne plus y trouver ni plaisir, ni intérêt :

> « Moi j'avais choisi d'être journaliste parce que pour moi journaliste c'est quelqu'un qui quelque part défendait l'intérêt général, en tout cas dans les enquêtes qu'il faisait, il essayait de ramener les choses à l'intérêt commun et je me rendais compte que de moins en moins c'était possible de faire correctement ce travail. »

Les relations humaines au travail, la gestion des ressources humaines ou encore « l'oubli de l'humain » sont un facteur de grande insatisfaction au travail, l'un des plus souvent cités par les enquêtés. Cette insatisfaction concerne autant, voire davantage, la façon dont les autres travailleurs sont traités que le traitement subi pour soi-même. Damien, technicien du livre (devenu ouvrier rural), qui travaille en intérim et alterne des périodes de travail et des périodes

[106] Offre Publique d'Achat.

de voyage, ne se sent pas directement menacé car les employeurs reviennent régulièrement vers lui, ce qui l'autorise à négocier des conditions de salaire favorables. Mais il voit s'exercer une pression sur des collègues plus vulnérables, « la collègue de bureau qui vit seule avec ses deux enfants et qui peut absolument pas se permettre de perdre son taf », ou encore le collègue « qu'il faut virer […] parce qu'il coûte trop cher » et qui sera « placardisé » pour l'inciter au départ. Il désapprouve fortement ces nouvelles techniques managériales :

> « C'est devenu des techniques de management. C'est plus des choses anodines. Et tu te dis pas c'est tel DRH[107] qui est vraiment inhumain, non, c'était devenu une manière de procéder quoi. Par exemple, y a un truc qui était flagrant, c'est à quel point dans les maisons d'édition où je bossais, les salariés sont un poste de coût au même titre que ce qu'on produit, en l'occurrence des livres. Au même titre qu'on nous demandait de faire un format un peu plus petit sur les bouquins, en réduisant le nombre de pages ou en réduisant le nombre de couleurs, en fait, toutes les économies qu'ils pouvaient faire sur la masse salariale, ils les faisaient avec des arguments pourris genre : "vous êtes junior, on peut pas vous filer une augmentation de cinquante balles par mois", et ça aussi ça m'a vraiment dégouté en fait ».

Le fait que le personnel ne soit considéré que comme un coût à réduire revient dans de nombreux récits, comme celui de Laure (ingénieure informatique devenue professeure des écoles) qui voit son entreprise faire jouer la concurrence internationale sous ses yeux, en lui confiant la formation d'ingénieurs roumains dont elle se demande s'ils ne sont pas voués à la remplacer. Dominique (cadre financier devenu libraire) décrit une mécanique managériale qui ne le touche pas directement mais l'affecte psychiquement et moralement :

> « Dès que ça marche plus, on revient aux basics et les basics c'est l'argent. Si il faut licencier, ben on va licencier. Alors que deux ans avant, on t'avait dit que la ressource humaine c'est la plus belle des ressources, si on veut te licencier, tu seras licencié et j'ai vu combien de personnes, se consacrer corps et biens à leur entreprise, travailler beaucoup et puis à 51, 52 ans, y a un jeune qui faut qu'on fasse monter et puis toi, on va te mettre dans un placard… […] On te jette un peu comme un kleenex même des entreprises comme [la mienne] qui était très saine dans l'état d'esprit ».

David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel) conclut à la « violence des rapports de force » qu'il ne supporte plus car elle concerne autant les rapports avec la hiérarchie, avec la clientèle, que les rapports avec ses collègues avec qui il est mis en concurrence (Brunel, 2008) :

> « Je trouve que c'était beaucoup de rapports de force, c'est-à-dire que même entre collègues d'un pôle dans lequel je travaillais c'était qui allait avoir tel compte – parce que la

[107] Directeur des Ressources Humaines.

> distribution des comptes était arbitraire. Donc quand on t'attribuait un compte c'est parce que ça se passait bien donc ça faisait des envieux et il y avait des gens qui avaient une ambition dévorante ».

Marion (cadre libéral dans le secteur événementiel devenue psychothérapeute), qui travaille elle-même comme indépendante, souffre des conditions de travail des salariés qu'elle côtoie dans les entreprises pour lesquelles elle travaille (prestations événementielles) et du « discours des boîtes vis-à-vis des salariés » :

> « Moi j'ai vécu des choses totalement lunaires sur un salon, avec une grosse boîte franco-américaine : j'ai appris ce que c'était que le *Black Thursday* aux États-Unis, on reçoit la lettre le mercredi, le jeudi, on part ! C'était des mecs, des patrons, qui étaient virés et moi j'étais avec les secrétaires sur l'événement et le jeudi elles pleuraient, elles savaient qu'elles allaient être virées ! […] C'était un prisme des aberrations de la société quand on parle du mal-être au travail, de la reconnaissance du burn-out, tout ça je l'ai vu arriver chez mes clients et dans les agences aussi parce qu'on est pressé, les rapports humains sont parfois abjects quoi ».

À cette désapprobation des techniques managériales et le sentiment d'une forme de maltraitance au travail, qui touche autant autrui avant de toucher le salarié lui-même, s'ajoutent des dissonances éthiques, quand le salarié se sent lui-même responsable tout en désapprouvant ce qu'il fait ou ce qu'on exige de lui.

### *Des dissonances morales : « Y a un moment, t'es trop témoin »*

La question centrale des valeurs, du sens et de l'engagement dans le travail sera étudiée au cours de chapitres ultérieurs (notamment dans le chapitres 5) mais je peux d'ores et déjà affirmer que la perception d'un décalage entre valeurs individuelles et pratiques au travail produit des dissonances cognitives qui participent au processus d'identification d'émergence d'une critique de son propre emploi. Ces situations où les exigences au travail apparaissent en contradiction avec les valeurs personnelles sont souvent citées dans les récits individuels. Il peut s'agir de situations où le salarié se trouve devant des pratiques qu'il juge illégales et qu'il ne peut dénoncer sans risquer de perdre son emploi ou de rompre le compromis de l'entreprise, ou encore de pratiques jugées légales mais en contradiction avec ses idéaux propres.

Les pratiques illégales auquel le salarié se trouve confronté ne semblent pas si exceptionnelles au regard du petit panel de cas étudiés et concernent, pour cette étude, tout particulièrement les métiers de cadres de la finance et de l'immobilier, voire le croisement des deux, à savoir des

postes financiers au sein d'entreprises immobilières. La découverte de ses pratiques et l'impossibilité de les dénoncer créent, dans certains cas, des situations de souffrance au travail ou de burn-out qui participent également du processus de sortie de carrière (Chabot, 2013 ; Dejours, 1998 ; Gaulejac et Henique, 2015 ; Rolo, 2015). Les pratiques illégales citées sont d'abord financières. Ainsi Fabienne (cadre ayant ouvert un magasin de produits biologiques), jeune cadre très appréciée dans une entreprise de construction immobilière, fait le récit de son malaise à voir des lignes financières qu'elle suppose pouvoir être des attributions à des municipalités sur certaines communes concernées par des projets immobiliers :

> « Moi j'ai pas envie qu'un certain jour, on me dise que j'ai donné de l'argent à une mairie et que j'ai rien eu à dire… Et pourtant y avait cette ligne sur le bilan, y avait 180 000€, 200 000€ mais on m'a jamais expliqué cette ligne sur le bilan…. Le jour où y a eu 1 200 000, ça a commencé à me poser des problèmes, je me suis dit "C'est quoi ça ? Pourquoi on fait ça ? C'est pas normal !" »

Elle considère que « même si [leurs] *boss* [elle parle d'elle-même et de son conjoint] leur ont toujours fait croire qu'ils étaient là pour exécuter les choses », elle partage une responsabilité : « à certains postes, on est responsables ». Elle considère qu'elle « n'aurai[t] pas pu changer ça avec [s]es petits bras » et que seule l'*exit* lui permet d'y échapper et projette alors d'ouvrir des chambres d'hôtes, une première bifurcation. Elle poursuit son récit par l'évocation de la garde à vue de son conjoint après un contrôle de l'AMF[108] dans son entreprise, qu'il évoquera lui-même à demi-mot lors de l'entretien, qui fut un signal psychologique et moral pour le couple. Il est ensuite libéré sans inculpation mais l'épisode les marque, tant il ne l'avait pas anticipé : « on s'est rendu compte tous les deux qu'on fait des choses, mais on a des *responsabilités* » (Fabienne). Après cet épisode qui fut une sorte de rappel moral, Guillaume, son conjoint, a refusé de se « laisser embarquer une deuxième fois », dans une autre entreprise, qui lui demandait « qu'il arrange les choses » :

> « Ils avaient été rachetés par un fonds d'investissement et Guillaume n'est pas allé dans le sens de "on va faire des bons chiffres" pour que le fonds d'investissement mette encore de l'argent. […] Il s'est laissé embarquer [une fois], la deuxième fois, il s'est dit, je me laisse pas embarquer, il savait quels risques ça pouvait avoir. Il n'a jamais rien fait de mal mais à un moment donné il a peut-être laissé les autres faire des choses sur lesquelles lui aurait pu alerter. Dans la deuxième boîte il a dit non et ça ne leur convenait pas… »

Refusant cette fois d'« arranger les choses », il est immédiatement licencié mais réussit à négocier des conditions de départ que le couple juge avantageuses :

[108] Autorité des Marchés Financiers.

> « Il a signé une rupture conventionnelle et ils lui ont fait un parachute doré ! Ils lui ont filé un an de salaire alors que ça faisait six mois qu'il était dans cette boîte ! Ça s'est signé en quoi, deux jours, trois jours ! »

Cet épisode sera le point de départ d'une bifurcation professionnelle vers l'ouverture d'un magasin d'alimentation biologique et qui n'avait rien d'une évidence dans le parcours professionnel et personnel de Fabienne et Guillaume.

Dominique (devenu libraire), cadre financier dans une grande entreprise de construction immobilière, n'a jamais été vraiment heureux de son travail de cadre mais surtout voit son malaise grandir « petit à petit » devant des « comptes pas toujours très clairs, avec des missions dans des endroits où y avait du black, même dans des grandes entreprises… Parce que c'était en Afrique, il fallait corrompre… » Aux pratiques financières à fort soupçon d'illégalité s'ajoute ensuite, dans une nouvelle d'entreprise immobilière, l'absence de préoccupation écologique : « le but c'était de construire des logements sans se préoccuper de savoir si d'un point de vue développement durable c'était bien ou pas bien… » Cette contradiction entre des aspirations personnelles et les pratiques de l'entreprise est aussi pour Sylvain (ingénieur devenu cadre associatif) un des éléments de son insatisfaction au travail, comme cadre informaticien, dans une entreprise de transports :

> « Quand j'étais au boulot je savais qu'il y avait des mecs qui allaient déverser des trucs dans les champs, enfin qui étaient complètement illégaux. Tu te dis : "mais c'est pas possible !". C'est partout ça mais y a un moment t'es trop témoin… »

Les dissonances morales ne concernent pas que les pratiques illégales dont est témoin le salarié mais aussi des exigences de l'employeur, choquantes pour l'employé mais qui s'exercent dans le cadre de la loi et relèvent davantage du conflit de valeurs, notamment dans la sphère économique et sociale. Les termes qui reviennent le plus dans les discours c'est le peu de cas fait des relations humaines (« l'humain ») dans l'entreprise au détriment de l'« argent » et de la recherche de profit. Ainsi Sylvain (ingénieur en informatique devenu responsable d'une maison du vélo), voit son poste évoluer vers du conseil et de la programmation de licenciements pour améliorer la rentabilité (entre autres tâches) :

> « C'est-à-dire que je me retrouvais à aller auditer des petites boîtes de transport un peu partout en France ou à l'international et puis je rentrais et je faisais un plan d'intégration. Et ce plan d'intégration, il contenait forcément des plans de licenciement car on ne pouvait pas reprendre tout le monde, l'entreprise fonctionnait sur des services centralisés au siège donc voilà, c'est compliqué. Cette logique-là m'a fait finalement rentrer dans un truc et je m'en suis pas aperçu quoi. Et un matin je me suis réveillé et je me suis dit : "Mais qu'est-

> ce que tu fais Sylvain là, tu vas prendre l'avion pour aller là-bas pour aller faire un audit et tu sais que la finalité de cet audit c'est que finalement la boîte on va la racheter mais qu'il va y avoir trente personnes, quarante personnes qui vont rester sur le carreau ?" Alors j'en suis pas du tout responsable mais j'étais un maillon de cette chaîne-là, dans cette responsabilité-là, voilà ».

Une autre forme de dissonance entre valeurs personnelles et tâches professionnelles concerne aussi la relation commerciale, l'obligation de vendre pour en tirer un avantage (part de marché, rémunération). Reprenant un poste dans un bureau d'études à son retour de voyage (pendant une année avec son époux et ses deux filles), Bianca (devenue auto-entrepreneuse en conseil climat), qui avait plutôt travaillé jusqu'alors dans le secteur public, se trouve en conflit de valeurs avec son employeur qui, au nom d'une « course au rendement incroyable », impose une forme de mensonge sur la qualité du travail rendu au client, en l'occurrence des administrations territoriales :

> « Je passais mon temps à vendre des prestations, à essayer de montrer que les prestations que l'on faisait étaient de qualité alors qu'on n'avait pas le temps de faire des choses de qualité, j'avais l'impression d'être dans la dissimulation, dans le commerce et dans la dissimulation…. Voilà…C'était des études énergie-climat. On faisait des plans climat pour des collectivités. Sans parler du fait que je me suis trouvée sur le plan climat de Nice à devoir bosser avec Estrosi j'avais pas très envie… »

Finalement, le conflit de valeur devient politique avec le commanditaire. La forme de ce conflit est propre à son segment professionnel mais le conflit de valeurs sur la qualité du travail et l'omniprésence du mensonge sont partagés par de nombreuses professions et sont source de souffrance (Dejours, 1998 ; Rolo, 2015).

Clara, employée dans une agence immobilière (devenue professeure de yoga et apicultrice), supporte mal aussi la relation commerciale avec la clientèle, dans la manière dont elle est traitée dans une « relation suspicieuse », « parce que quand on est agent immobilier on est forcément un escroc » et dans la manière dont elle-même doit se comporter pour inciter à la vente de biens immobiliers et à leur mise sur le marché. Elle s'énerve de devoir prospecter pour des ventes, démarcher d'éventuels vendeurs, « aller voir les gens » pour leur demander : « vous savez s'il y a des maisons à vendre ? Est-ce que vous voulez vendre ? » Elle ne rejette pas la totalité du métier et apprécie de visiter des maisons, « d'aller chez les gens » et d'avoir finalement un moment d'intimité rare avec « des gens qui sont aussi éloignés d'[elle] ». « Le côté commercial » ne lui plaît « pas du tout du tout » et elle conclut : « c'était violent même pour moi ». Alice (devenue productrice de podcasts) fait état du même malaise à son poste de cadre

de la communication dans un établissement culturel national. D'un côté elle « s'enorgueillit un peu » de faire la promotion d'un « bien culturel » dans un service public et d'avoir pour objectif de « démocratiser l'accès à la culture ». De l'autre côté, en se comparant aux artistes, au « processus de création qu'est le spectacle vivant » qu'elle trouve « fabuleux », elle se sent « vraiment perturbée » par la nature commerciale des tâches qu'elle doit effectuer :

> « Je me disais, et moi derrière [ce travail artistique estimable], je vais vendre ça comme un marchand de tapis comme si on venait un peu *chatouiller mes valeurs* tout de même, même si ce dont je faisais la promotion c'était noble, j'avais un peu l'impression d'être au final, le VRP[109] de la culture ! [rires] »

Cette dissonance éthique est décrite aussi par d'autres salariés qui dénoncent la contrainte de rentabilité, l'observation par les clients de « toutes les lignes de [s]on budget en disant que tout était trop cher » (Marion) pour faire baisser les prix et la contraindre à des prestations de moins bonne qualité et dans des conditions de travail dégradées : « la plupart du temps, c'est des machines, les mecs c'était des comptables [et] c'était pas du tout mes valeurs ». Pour Sophie (trader devenue intérimaire en contrôle bancaire), c'est le court-termisme de la vie « P and L » qu'elle ne supporte plus :

> « En fait, tu regardais les résultats tous les jours et tu avais une vie qui était basée sur le P & L ça s'appelait le "Profit & Lost". Tu ne parles pas de tes résultats, du dis P & L, P & L ».

D'une manière générale, le rejet de l'omniprésence de l'argent comme finalité, apparaissant dans les objectifs de rentabilité ou dans les tâches quotidiennes, est un élément présent dans presque tous les récits critiques envers la profession exercée avant bifurcation et entrant en contradiction avec les valeurs subjectives. Sophie (trader devenue intérimaire en contrôle bancaire) résume sa bifurcation professionnelle en considérant : « ce n'était pas moi l'argent, j'avais aucun respect pour l'argent ». On peut supposer qu'il s'agit tout autant de l'argent manipulé dans son travail que de l'argent gagné, qui la situe parmi les enquêtés les mieux rémunérés avant la bifurcation. Le rejet de l'argent touche ainsi le montant propre du salaire jugé immoral ou indécent. C'est une préoccupation constante pour Marc (trader également, devenu professeur), qui ne parvient plus à « faire face », à « se regarder dans la glace » du fait du niveau très élevé de ses rémunérations qui lui pose un problème éthique et politique de répartition des richesses :

[109] Vendeur, Représentant et Placier.

> « Mais comment on arrive à justifier des rémunérations comme ça ? Ben, en fait, moi j'ai pas la réponse. Je trouve qu'il y a pas de moyens de justifier ça. Et c'est fou quoi, c'est-à-dire que j'en ai quand même bénéficié longtemps et ça pose quand même une question. Et moi ma contribution du coup c'était de refuser toute stratégie d'optimisation machin fiscale, etc. parce que pour moi c'est la même chose que la surconsommation. On a déjà des revenus très importants et inventer des stratégies pour encore optimiser ces revenus, c'est quelque chose de fou, c'est-à-dire que tu gagnes déjà beaucoup d'argent et t'as la préoccupation que sur cet argent qui est déjà beaucoup on t'en prélève le moins possible. Et du coup, y a un moment, c'est pas tenable quoi ».

C'est l'incohérence qu'il perçoit entre ses idées, qu'il exprime de manière directement politique, et sa propre situation qui deviennent les raisons principales de son changement professionnel.

Enfin, ces décalages concernent aussi la sociabilité au travail et les relations entre collègues qui sont aussi partie prenante de la construction d'un style de vie.

### 2.1.3. Décalages sociaux : « un monde de requins »

L'occupation professionnelle conduit aussi à des décalages dans la sociabilité. Ces décalages sont de deux types, identifiés comme des signes d'insatisfaction et comme des justifications au désengagement : perception négative de l'entourage professionnel par l'enquêté ou perception négative de la position sociale et professionnelle de l'enquêté par l'entourage, les proches, les conjoints, les amis, plus rarement la famille.

#### *Un décalage social avec les collègues de travail*

Le décalage social par rapport aux collègues de travail est surtout perçu par les cadres, notamment les cadres de la finance : le décalage de valeurs avec le milieu professionnel renvoie au désajustement individuel avec les valeurs associées à une position sociale. L'adhésion au jeu social, à la loi de la maximisation du gain monétaire, comprise comme absence de toute considération morale, et aux idéaux de consommation d'un groupe social à hauts revenus est

perçue, au fil du temps, de plus en plus négativement. Le monde des traders est particulièrement visé, probablement parce qu'il se rapproche par ses revenus et son mode de vie d'une « hyperbourgeoisie globalisée » dont les revenus se sont envolés (de Blic et Lazarus, 2021 ; Boltanski et Esquerre, 2017). Ainsi, Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute), insatisfaite globalement de ses différents emplois de cadres, l'est particulièrement de son dernier emploi de gestion financière au sein de l'entreprise EDF. Bien que n'étant pas en conflit avec ses collègues et s'entendant bien avec certains, travaillant avec le « monde de la finance », « en relation avec des traders », elle trouve ses collègues « hyper-matérialistes en tout cas qui s'affichaient prêts à vendre père et mère pour de l'argent… […] des gens prêts à tout pour écraser tout le monde, prêts à tout pour monter, prêts à tout quoi ». Elle conclut : « c'était quand même un monde de requins. Il y avait vraiment cette notion-là ». Même expression de « requins » pour Sophie qui dénonce ses collègues du monde de la finance, ce qui l'incite à prendre de la distance : « je savais faire avec les requins mais j'en n'étais pas un comme eux ». C'est l'ostentation dans la richesse qu'elle réprouve et la valorisation sans limites et, à ses yeux, sans scrupules moraux, de la réussite associée au gain monétaire qui suscitent chez elle du dégoût, le fait de n'être « motivé que par l'argent ». Elle fait le récit d'un jeune collègue qui avait obtenu « un gain perso » sur une mise personnelle et qui n'hésitait pas à en faire un étalage ostentatoire et à raconter à ses collègues cette ostentation sans pudeur :

> « Bref il me raconte comme ça le premier jour où il avait vraiment gagné de l'argent perso, il est revenu à la maison, sa femme était pas encore arrivée – il était marié très jeune, il est allé sur la table de la cuisine, il a recouvert la table de la cuisine avec tous les billets qu'il avait gagnés de la journée pour que quand elle arrive ce soit la surprise ! C'est ridicule ! Il était très jeune ! Alors c'est rigolo, ça fait un peu roman ce que je te raconte mais bon d'ici à vivre dans ce milieu-là tout le temps, pfff… »

Ce type d'anecdote souligne aux yeux de Sophie le décalage avec le reste du monde social auquel elle se sent appartenir : « c'était des trucs complètement décalés par rapport au monde normal… » Ces décalages se retrouvent dans les modes de consommation, les loisirs, les pratiques culturelles comme les vacances, les récits de week-end :

> « Ils me racontaient uniquement ce qu'ils avaient fait, s'ils avaient loué la dernière Porsche, s'ils étaient allés dans des restaurants, avec combien de filles, ça veut dire que c'était que des *call girls*… Ça va une fois, on te raconte une fois une histoire comme ça, tu dis : "Ah waouh !", en effet, et puis après tu trouves ça complètement débile, vraiment. Et ça c'était tout milieu d'origine hein ! Et moi à partir de ce moment-là, j'ai cherché à vouloir sortir de ce milieu-là et je savais pas comment faire parce que aussi j'y trouvais des trucs sympas ».

Le fait que ses relations avec ses collègues ne soient « pas satisfaisantes » et qu'elle-même estime « n'avoir aucun respect pour l'argent » sont les principaux motifs de sa sortie de carrière, vers des missions intérimaires de conseil et de contrôle bancaire. Marc (trader devenu professeur) dénonce aussi les normes « folles » de son milieu de travail, la consommation ostentatoire qu'il désapprouve et l'absence de mauvaise conscience de ses collègues concernant leur consommation et leur rémunération (Veblen, 1899). Il ne ressent pas d'insatisfaction particulière au travail et ne considère son travail comme « stressant » malgré les exigences d'efficacité et de rentabilité (« autour de moi j'ai pas vu de burn-out » dit-il) ; la « réalité c'est un travail que'[Il] aimai[t] bien, qui est intéressant ». Mais son milieu de travail, les divergences d'idéaux avec ses collègues et même les divergences politiques créent un décalage avec ses propres aspirations et orientations politiques :

> « Et puis, ce dont on ne discute pas c'est de choix profonds d'existence, les vraies questions sur lesquelles les mecs sont obligés de se remettre en cause, sur quelle place on occupe dans la société, qu'est-ce qu'on veut construire, c'est quoi les notions de partage, tu peux pas te les poser ces questions-là. Parce que les mecs ils sont capables d'apporter des réponses et de voir où elle est l'impasse. Et là tu crées l'incohérence. Politiquement t'es contraint ici par la social-démocratie, c'est ça. Personne n'est extrême parce qu'on est des gens éduqués mais ça va du libéralisme endurci au social-démocrate bon teint et cet univers là il est fermé. Parce que t'es obligé de concevoir là-dedans, si tu conçois pas là-dedans, tu te poses trop de questions, c'est pas possible ».

Marc ressent aussi la fermeture de cet univers, qui finit par lui peser, dans l'homogénéité du recrutement, « que des diplômés de grande école pour le dire de manière assez simple », « des gens qui offrent pas mal de garanties en matière d'agilité intellectuelle ou plus prosaïquement de performance et de productivité professionnelle », mais dont il déplore la réduction « de l'ouverture d'esprit au fil des années », un univers « très réduit professionnellement […] et même intellectuellement », ce qui génère pour lui « pas mal de frustrations ».

Pour Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste), le milieu de l'audiovisuel (production et présentation d'émissions, petits rôles d'actrices dans des productions télévisuelles) est pesant par son sexisme : elle se sent « un peu harcelée par les producteurs » qui lui font subir une forme de chantage sexuel « pour avoir un rôle » :

> « Tout ce côté-là, moi j'étais une mère de famille, je voulais qu'on me foute la paix, j'étais bien avec mon mec, j'étais très amoureuse, j'avais pas envie de draguer ni de me faire draguer et j'aimais pas du tout ce côté, alors t'es actrice alors si tu veux travailler, montre [ton corps]… Tu vois… Donc j'étais très méfiante vis-à-vis de ce métier… »

C'est ainsi qu'elle commence à tenir des rôles « d'assistante d'abord puis de coréalisatrice puis [à] avoir [s]es propres sujets, même des petits sujets », qui la conduisent doucement vers la réalisation de films, voie qu'elle décide finalement de suivre et où elle a davantage d'autonomie, avec une forte diminution de revenu à la clef. Le décalage avec les normes et les valeurs, les formes de sociabilité d'un milieu professionnel devient un élément d'insatisfaction s'ajoutant souvent à d'autres formes de critique sur sa propre situation professionnelle.

### *La réprobation des proches*

L'univers de travail et la position professionnelle peuvent aussi être perçus négativement par l'entourage proche, les amis et le conjoint, plus rarement les parents. Quand Marc décide d'arrêter le trading et de devenir professeur de sciences économiques et sociales, il se sait tacitement approuvé par sa mère (professeur) qui ressentait « une gêne » depuis longtemps du fait de sa position et de la hauteur de ses revenus :

> « C'est intéressant parce que c'est quelque chose dont on n'a jamais discuté ouvertement, dont j'ai jamais discuté ouvertement avec mes parents mais y avait une gêne par rapport à ce boulot… […] [du fait] [q]u'on y gagnait beaucoup d'argent, et que, qu'est-ce que je faisais exactement, et quelle était finalement l'utilité de ce boulot-là, est-ce qu'on pouvait se satisfaire de cette participation uniquement à l'univers économique même si c'est la réalité de beaucoup de personnes. […] Et puis parce que ma mère était pas du tout quelqu'un qui fonctionnait [à la consommation], elle était très détachée de la consommation… »

Sa conjointe et son entourage, se situant politiquement très à gauche, lui renvoient l'image de celui qui n'est pas à sa place et qui subit un univers professionnel qu'il réprouve. Sa compagne, sachant qu'il a l'intention de changer de profession l'incite à prendre la décision : « si tu veux arrêter, il faut arrêter ! » raconte-il en rapportant ses propos. « Te pose pas tant de questions, commence par arrêter ! » Sachant que « ça ne pose pas de problèmes matériels », elle l'incite à ne pas rester dans une « situation d'atermoiements ». On retrouve une configuration analogue pour Sylvain (ingénieur informatique devenu cadre associatif) : présente à certains moments de l'entretien, sa compagne qui travaille au Planning Familial et affirme, quant à elle, « n'avoir pas trop de souci de changement de carrière » puisqu'elle s'estime « en cohérence avec ses valeurs », critique de façon vive le fait qu'elle voyait son compagnon « en train de changer » et porté à « se fondre dans le truc », c'est-à-dire réussir dans son entreprise, être apprécié. Elle

raconte des « discussions hyper-violentes » dans le couple sur les « choix qu'[ils] avai[en]t à faire » :

> « De toutes façons, ça aurait créé des tensions dans notre famille, ça en a créé beaucoup parce que moi c'était des valeurs d'entreprise que je ne partageais pas du tout et du coup, je pense que Sylvain, à un moment, pour pouvoir survivre à ça, il a intégré des choses. Enfin il s'est plié à certaines règles et il a essayé de comprendre des trucs que de toutes façons à terme… C'était pas possible… Donc il essayait tant bien que mal… »

Henri, cadre financier (devenu professeur), fait un récit assez proche des échanges avec sa femme, Adelaïde, professeur de lettres classiques, qui ne le « reconnaît plus » et désapprouve le fait qu'il soit sans cesse préoccupé par son travail au détriment de sa famille et surtout d'une forme de vie qu'elle leur pensait commune, orientée vers la culture et la vie familiale alors qu'elle-même, fille d'industriel de la grande bourgeoisie, a voulu fuir une vie au service de l'économie :

> « Avec ma femme on a réfléchi, elle m'a été assez précieuse, on était très proches sur cette question, elle ne m'a pas demandé d'arrêter mais en même temps elle m'a dit : "Fondamentalement, qu'est-ce que tu veux faire de ta vie ? Est-ce que tu veux faire des choses très excitantes qui te rapportent beaucoup d'argent ou est-ce que tu veux rester un peu fidèle à tes valeurs pour prendre un mot un peu galvaudé ?" Et donc ça a été une période de réflexion, la période de la fin de la trentaine, si j'étais resté, il est certain que j'étais aspiré, j'aurais eu plus de responsabilités j'aurais gagné beaucoup plus d'argent, j'aurais pris des engagements financiers, je me serais habitué à ce type de vie ».

Ces discussions, parfois des rappels à l'ordre, un ordre de valeurs morales que son épouse suppose être le leur, seront décisives dans sa décision de revenir vers l'enseignement des lettres. Henri et Sylvain ont des caractéristiques sociales différentes, voire opposées (origine sociale, position sociale, valeurs politiques, etc.), mais le processus de changement est identique : une socialisation de couple qui entre en contradiction avec un système de valeurs professionnel.

Enfin, pour quelques situations observées, certains motifs conduisant au changement professionnel sont sans lien direct avec la profession exercée : ce n'est pas la critique du travail, de la profession, de l'emploi et des conditions de travail associées qui apparaissent comme le premier motif de bifurcation mais d'autres justifications. Il s'agit, dans les quelques cas où le travail n'est pas intrinsèquement en jeu, de motifs familiaux (se rapprocher de sa famille et de sa région d'origine par exemple pour Vincent, technicien devenu jardinier) ou encore du lieu de vie (échapper à la vie ou la région parisienne pour Damien, technicien devenu ouvrier

agricole, qui veut « se poser », ou ne plus habiter en appartement pour Sandrine, séparée avec ses deux enfants, co-gérante d'une entreprise, devenue employée administrative). Dans ces cas, rares, l'élément déclencheur se confond avec la motivation principale (l'occasion ou l'obligation pour Vincent dont la compagne est gravement malade de quitter un lieu de vie). La bifurcation professionnelle n'est pas liée à une critique de son propre travail mais à une aspiration à changer de vie. Plus que la seule situation au travail, c'est directement une forme de vie qui est en jeu, notamment la localisation de l'emploi, par exemple, loin de sa famille pour l'un (Vincent lors de la maladie de sa femme), loin du nouveau domicile pour l'autre (Sandrine, qui n'envisage pas d'allonger ses temps de transport). Dans la plupart des cas observés, ce type de motif est plus directement mêlé à la critique d'un emploi et de ses conditions d'exercice et au désir d'en changer.

## 2.2. Un événement déclencheur : « franchir le pas »

La sortie de carrière se produit dans presque toutes les situations à la suite d'un événement déclencheur ou parfois d'une combinaison d'événements déclencheurs que les individus nomment « déclic » (Marion) ou « point de bascule » (Sylvain)[110]. L'événement déclencheur n'entraîne pas la sortie immédiate de l'emploi occupé mais, dans le récit, il devient le moment où la perspective de sortie s'impose, le moment de prise de décision en faveur de la sortie (Négroni, 2009). Dans certaines situations, l'événement déclencheur est performatif et produit en lui-même la sortie. On peut le lire comme l'ultime facteur qui s'ajoute dans un processus de désengagement déjà amorcé : « ce n'est pas l'événement lui-même qui produit la décision de quitter son emploi mais son avènement dans un contexte particulier » (Denave, 2015, p.65). L'événement déclencheur peut être rapproché du « turning point », ou « tournant de l'existence », notion développée par Everett Hughes (1958) pour rendre compte des éléments de transition entre plusieurs étapes d'une carrière (Grossetti, 2006, p.11). Les événements

[110] Quelques enquêtés ne mentionnent pas dans leur récit de changement professionnel d'événement déclencheur particulier, soit que le changement soit un mouvement continu de changement d'emplois comme pour Françoise qui change beaucoup d'emplois et quitte progressivement une carrière de journaliste TV, présentatrice et productrice d'émissions pour produire ses propres films et œuvres, soit que la décision se présente d'elle-même sans qu'il y ait d'événement particulier (Matthieu).

déclencheurs sont de nature différente selon les trajectoires (événement familial, lié au travail, aux voyages personnels) et peuvent se combiner entre eux.

### 2.2.1. Les événements familiaux

Les événements familiaux sont les plus cités comme étant les déclencheurs d'une prise de conscience et d'une réflexion sur la forme de vie : plus de la moitié des enquêtés les cite comme élément lié à la prise de décision. Il peut s'agir d'événements liés à la conjugalité, notamment la rencontre du conjoint ou la séparation. Ainsi Pierre aime vivre à la campagne alors qu'il habite la banlieue parisienne, il a déjà travaillé à plusieurs reprises comme ouvrier agricole, dans l'exploitation qu'il rejoint finalement, mais ce qui déclenche son départ de Paris et sa démission de son emploi comme chargé de mission dans le cabinet d'un adjoint au Maire de Paris, en 2004, c'est son souhait de s'établir avec sa compagne, « pour vivre avec Pascale », ce qui « faisait une double motivation » avec son envie de ne plus vivre en ville. Pour Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes), la rencontre avec Anne-Claire rend possible l'achat d'une maison dans laquelle il pourra installer des chambres d'hôtes. Pour Sandrine (cogérante d'une entreprise devenue employée administrative) c'est la séparation avec son mari et père de ses enfants, puis la possibilité de reprendre la maison de son grand-père établi en maison de retraite, qui la font quitter Paris, s'établir en banlieue et démissionner de son ancien travail :

> « Comme les deux maisons, celle de ma mère et la sienne sont voisines, avec ma mère qui était veuve, on s'est dit que la meilleure solution plutôt que de rester à Paris et de payer un loyer, et puis les enfants qui grandissaient, en pavillon, avec le jardin, avec ma mère qui pouvait s'en occuper, c'était plus sympathique comme environnement qu'un appartement à Paris. »

L'événement déclencheur, la possibilité d'occuper une maison familiale alors même qu'elle est désormais séparée du père de ses enfants, engendre le changement de travail : Sandrine quitte le poste qu'elle occupe dans Paris pour chercher du travail à proximité de son nouveau logement situé en banlieue. Il s'agit d'une des rares situations où le changement professionnel n'est pas lié à une insatisfaction au travail. Pour Éliane (journaliste de mode ayant ouvert une boutique d'artisanat), c'est aussi la volonté de se séparer de son mari qui peut rendre réalisable son désir

de vivre en province et d'y ouvrir une boutique d'artisanat. La séparation est aussi parfois ce qui rend possible un changement de carrière : ainsi Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) envisageait depuis longtemps un changement professionnel mais son ex-mari s'était toujours opposé à tout changement professionnel qui réduise le niveau de vie de la famille :

> « Lui, il voulait pas, c'était "non, non, non", parce que financièrement, il voyait bien que sinon on allait baisser… Lui, il avait toujours une théorie c'est que quoi qu'il en soit, vu les profils qu'on avait, on gagnerait toujours mieux l'année d'après, que quelque part notre niveau de vie ne pouvait aller que crescendo quoi. Ce qui était une réalité sur le papier hein jusqu'à ce qu'il se barre, ça a été une réalité et je pense que pour lui, c'était vraiment important qu'on reste avec ce niveau de vie-là et cette facilité-là. Prendre un risque professionnel comme je l'ai fait là, je n'aurais pas pu le faire avec lui. Sûr tu vois. Parce que lui il aurait tout fait pour que soit j'y aille pas, soit me foutre trop de pression, me foutre la trouille donc c'est vrai que c'est quand même un truc que tu décides pas seule en fait. Les enfants tu les consultes pas, tu les informes mais ton conjoint faut forcément qu'il soit partant quoi ».

Dans le cas de Claire, l'événement déclencheur sera en fait une combinaison de trois événements : le départ de son mari, la rencontre avec un nouveau conjoint qui la soutient dans son projet de changer d'emploi et un burn-out professionnel qui accélère son désir de sortir de l'entreprise, donc de quitter son poste de Directrice des Ressources Humaines, et crée paradoxalement, par la possibilité d'une rupture conventionnelle, les conditions de possibilité financière du changement professionnel.

La maladie, qu'elle touche directement ou qu'elle atteigne un proche, constitue un autre événement déclencheur. Pour Clara (employée dans l'immobilier devenue professeure de yoga et apicultrice), la maladie de sa mère intervient comme l'élément déclencheur d'une première rupture par le voyage, qui sera ensuite l'événement décisif d'un projet de vie centré sur l'autonomie et l'agriculture. Au moment où je la rencontre, elle a quitté un emploi dans une agence immobilière pour vivre de l'apiculture et de cours de yoga mais elle vise à s'établir à la campagne et à poursuivre la bifurcation vers d'autres changements. La maladie de sa mère (rupture d'anévrisme puis handicap) lui rappelle qu'il faut réaliser ses envies avant qu'il ne soit trop tard :

> « Elle avait le projet plus tard de quitter Paris, d'ouvrir une maison d'hôtes, etc. parce qu'elle faisait très bien à manger et donc après sa rupture d'anévrisme, ben voilà, elle le fera jamais, elle est en foyer maintenant, elle pourra plus jamais rien faire… Donc moi je me suis dit : "mais en fait moi aussi ça peut m'arriver demain, faut que je fasse un grand

> voyage. Les études tout ça on s'en fiche, le plus important c'est ce que je veux faire là tout de suite maintenant". Ça c'est ce qui m'a poussée à partir en Afrique et donc deux ans et demi à vélo ».

Pour Vincent (technicien devenu jardinier), la maladie de sa femme est aussi l'événement déclencheur qui le conduit à quitter un emploi en Suisse qu'il appréciait (technicien en mécanique de précision) pour venir s'établir dans sa région d'origine, se rapprocher de la famille de sa conjointe, obtenir de l'aide familiale et envisager une vie plus proche de la nature, en devenant jardinier-paysagiste à son compte. Il divise alors ses revenus par plus que trois. La maladie de sa femme intervient comme un tournant qui réoriente sa vie professionnelle et comme le point de départ d'une décision, celle de changer de lieu de vie et de se rapprocher de leur région d'origine :

> « Donc dans cette année de grosse galère, il a fallu faire des choix. Donc voilà, on est à 700km de la famille et des amis, moi ma vie est toujours là [en Suisse où il travaille] puisque je n'arrête pas de faire des aller-retours, là on est bien partis pour vivre ensemble très, très longtemps, si on a des enfants, ça peut être compliqué si on est à 700 bornes de la famille et des amis. On se rend bien compte que voilà – bon c'était pas une petite maladie hein. […] Et on se rend compte qu'on est super vulnérable, que la vie, elle tient à vraiment rien du tout et là ça remet quand même pas mal de choses en question. Qu'est-ce qu'on fait ? »

La maladie intervient aussi dans le parcours d'Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administratif), non comme événement déclencheur du changement professionnel qui est antérieur, mais comme élément renforçant le changement (travail à temps partiel, autoproduction par la culture d'un potager) et le début d'un projet à plus long terme de s'établir à la campagne (projet amorcé mais non encore arrivé à son terme au moment de l'entretien). Elle évoque sa maladie comme un « deuxième pallier » :

> « La longue maladie c'est quelque chose qui fait vraiment réfléchir à sa vie, au sens qu'on donne à sa vie parce qu'après tout, on ne sait pas combien de temps on va continuer à vivre… »

Enfin, l'arrivée d'un ou de plusieurs enfants est aussi un événement familial déterminant dans certaines bifurcations. Mehdi (directeur de casting devenu employé administratif), par exemple, est satisfait de son travail mais c'est la frustration de voir très peu sa fille qui le conduit à ne pas rechercher dans le même domaine et à essayer un emploi dans l'administration pour pouvoir prendre davantage en charge l'éducation de sa fille et envisager d'avoir d'autres enfants. Pour plusieurs femmes interrogées, c'est le fait d'être enceinte qui est le point de bascule pour quitter un emploi sans toujours savoir quelle sera l'issue de cet abandon. Quand elle « a su qu'[elle]

était enceinte », Clara laisse tomber l'emploi dans l'immobilier pour essayer la culture (de safran) et l'apiculture. Même déclic pour Sophie (trader devenue intérimaire en contrôle bancaire) qui a su qu'elle allait arrêter de travailler comme trader quand elle décidé d'avoir des enfants et a quitté le métier à la deuxième grossesse pour ne pas risquer une deuxième naissance prématurée qu'elle attribue au fait que « travailler sur les marchés […] c'était physique ».

Ainsi les événements familiaux agissent dans certains cas comme des déclencheurs uniques – un certain type d'emploi ou lieu de travail n'est plus envisagé comme possible – mais le plus souvent comme des événements associés à une constellation de raisons qui conduisent à percevoir son propre travail comme insatisfaisant. Des événements intervenant au travail peuvent également être des révélateurs, conduisant à percevoir un emploi comme insatisfaisant.

### 2.2.2. Les événements au travail

La première catégorie d'événements au travail, très fréquents dans nombre de trajectoires comme « tournants de l'existence » au travail, est constituée du burn-out ou dépression. Sur les trente récits recueillis, sept enquêtés mentionnent explicitement un burn-out[111] professionnel ou une dépression sévère, un autre considère qu'il était « en dépression, presqu'en burn-out » (Sylvain) et un autre enfin mentionne que son changement professionnel est lié à une forme de désajustement dépressif au monde du travail. Plusieurs enquêtés font le récit précis du burn-out du salarié tel qu'il a été mis en évidence par les études sur le sujet (Gaulejac, 2005 ; Gaulejac et Hanique, 2015 ; Loriol, 2003 ; Chabot, 2013) : le burn-out touche des individus investis dans leur travail, appréciés et qui sont eux-mêmes surpris de la violence des symptômes. Laure (cadre informatique devenue professeur des écoles), par exemple, se voit confier une tâche qu'elle estime ne pas suffisamment maîtriser et se retrouve à « paniquer », « ne plus dormir ou très mal » :

> « J'y pensais aussi le week-end, j'avais l'impression de ne pas avoir de répit jusqu'au jour où j'ai vraiment craqué. C'est-à-dire qu'un matin, je n'arrivais plus à lire mes mails bon

[111] Le terme de *burn-out* est ici le terme indigène : il est repris tel qu'il apparaît dans les récits sans s'intéresser à sa genèse et la dimension de construction sociale qui fait apparaître le *burn-out* comme un problème social et une expérience de souffrance individuelle (Loriol, 2003 ; Zawieja, 2019 ; Chabot, 2013).

> c'était vraiment assez terrible. Je suis allée voir le médecin du travail qui heureusement était sur place. Ils m'ont dit : "Arrêtez-vous tout de suite, c'est un burn-out". Donc je me suis arrêtée tout de suite et ça a duré quand même trois mois ».

Cette expérience de déphasage, de souffrance a été, poursuit-elle, « d'une certaine façon une chance » :

> « C'est une expérience très désagréable, enfin qui a mis du temps pour que je reprenne pied, et en même temps suite à ça s'est engagée une réflexion sur mon travail parce que c'était quand même par le travail que j'avais craqué, et sur le sens que j'y donnais, le plaisir que j'y trouvais et en gros est-ce que je voulais faire ça encore longtemps ou pas. Et la réponse était quand même plutôt non ! [rires] ».

L'expérience est l'événement déclencheur de la sortie qui interviendra quelques mois plus tard, avec l'intention construite progressivement de devenir professeur des écoles. Le scénario est très semblable pour plusieurs enquêtés, quand un événement révèle la souffrance au travail (Dejours, 1998 ; Gaulejac, 2015). Olivier, administrateur-adjoint à l'Assemble Nationale (devenu artiste plasticien) « sor[t] d'un cycle vertueux où [il] avai[t] fait carrère » après être entré comme agent, il devient technicien de réseau, puis traverse une période de travail intense où il dirige un projet important de numérisation durant la décennie 1990 et passe un concours interne pour devenir administrateur, qu'il réussit :

> « Les deux ont été réussis, mais je pense que j'ai fait un burn-out après. Je travaillais à peu près 70 heures par semaine avec des petits enfants, je rentrais, je révisais du droit administratif, droit constitutionnel pour ce concours… »

Parallèlement, il est contacté par une entreprise suisse dans laquelle on lui propose un poste avec des revenus très élevés qu'il refuse après avoir tergiversé :

> « On m'a demandé : "ça vous dérange pas de coopérer, enfin de faire en sorte que 25000 personnes soient licenciées ?" Je n'ai pas hésité, j'ai dit : "oui, ça ne me dérange pas". Mais en fait, je crois que [rires], intérieurement c'était non qui aurait dû sortir et c'est ce qui m'a fait demander de prendre quelques mois, quelques semaines avant de donner ma réponse ce qui m'a mis *out* immédiatement, ils voulaient quelqu'un tout de suite ».

Il impute à cet épisode de sollicitation externe de subir « placardisation » et « harcèlement pur et dur » au poste qu'il occupait et finit, après de longues discussions avec sa femme, « compréhensive et qui a accepté de réduire [leur] train de vie », par décider de demander sa retraite[112], ce qu'il obtient. La dépression a été le tournant d'une carrière ascendante vers une

[112] Avec plus de quinze années de service à l'Assemblée Nationale, il peut demander à prendre sa retraite et toucher une indemnité mensuelle qu'il estime à environ 1500 euros, avec laquelle il vit désormais, ses revenus d'artiste étant peu élevés et irréguliers.

sortie puis une reprise de différents emplois salariés temporaires, parfois liés à son réseau militant et finalement le statut d'autoentrepreneur comme auteur et artiste.

Les situations étudiées montrent deux types de cas où dépression et burn-out sont l'événement déclencheur de la sortie de carrière. Pour quelques-uns, deux parmi les enquêtés (Paul et Yann), le rapport au travail salarié et normé est problématique dès le début de carrière, ce qui produit une carrière hachée, avec démissions, périodes de chômage, tâtonnements, qui ne peuvent être identifiées à des carrières ascendantes de cadres. La dépression accompagne le rapport au travail et peut être lue comme le symptôme de dissonances éthiques et sociales entre dispositions et aspirations individuelles d'un côté et exigences du travail salarié, notamment dans l'entreprise privée, de l'autre. Ainsi Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) affirme-t-il qu'il n'a jamais eu une « carrière de Sup' de Co » et Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) qu'il peut donner l'impression d'avoir « saboté » ses chances de faire carrière là où il était apprécié dans son travail. Tous deux sont devenus autoentrepreneurs (chambres d'hôtes pour l'un, jardinage pour l'autre). Pour d'autres (sept enquêtés), le burn-out est le « turning point » inattendu d'une carrière de cadre ascendante et répond aux caractéristiques du burn-out des cadres constatées dès les premières enquêtes (Dejours, 1998 ; Clot, 2010) : incapacité à « dire non » (Claire) ou à imposer des limites à la chargé de travail imposée, épuisement physique et psychique après une période intense de travail, impossibilité à effectuer les tâches habituelles (ainsi Laure est-elle « incapable de lire [s]es mails »), écroulement physique (« j'étais au pied de mon armoire dans mon bureau, je pleurais, j'y arrivais plus », dit Fabienne), difficultés de sommeil et état dépressif aigu. Le burn-out est le point de départ d'une décision de « ne pas y retourner » (Claire) même si pour certains, parfois conseillers par des psychologues, retournent quelques mois dans leur entreprise pour ne pas rester sur un traumatisme et pour préparer la transition vers une autre activité – pour certains, la transition sera une période de chômage après une rupture conventionnelle. Pour Fabienne (cadre dans l'immobilier devenue co-gestionnaire d'un magasin Biocoop), le burn-out auquel elle ne s'attendait pas tant elle était investie et appréciée dans son travail s'est combiné avec un second événement déclencheur : « J'étais vraiment très mal et je suis tombée enceinte ! » Elle enchaîne alors deux grossesses alors qu'elle est au chômage et commence à changer de mode de vie (« j'allais à l'AMAP[113], je rencontrais d'autres personnes, j'allais dans des cercles, dans des assos ») et à préparer une bifurcation professionnelle qui suppose changement de lieu de vie (le couple habite alors Marseille) : « j'avais toujours au fond de ma tête l'envie d'avoir des

[113] AMAP : Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, par extension, lieu de distribution de paniers de fruits et légumes.

chambres d'hôte ». Le burn-out est, dans le récit qu'elle livre, le point de départ d'une bifurcation professionnelle qui la conduit de l'ouverture d'une maison d'hôtes en Provence à celle d'un magasin de produits biologiques ouvert conjointement avec son époux.

Sans provoquer de burn-out, des expériences négatives au travail constituent aussi un registre d'événement déclencheur. Il peut s'agir de conflits au travail, avec un supérieur hiérarchique ou avec des collègues, d'un licenciement qui ouvre une période de réflexivité subjective ou donne la possibilité de préparer une transition vers un autre emploi. Pour Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute), ce sont les rapports réguliers avec des « chefs horribles » qui sont des révélateurs d'une insatisfaction profonde sur son travail (ingénieure), pour Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administratif à temps partiel) c'est un « clash avec sa [d]irection » qui occasionne sa démission et devient le point de départ d'une bifurcation de cheffe de rédaction vers des emplois dans l'administration (chargée de mission environnement) :

> « J'étais journaliste et je travaillais comme une brute. […] Je me souviens, il y avait des bouclages jusqu'à trois heures du matin, un truc dingue, j'avais une petite fille qui avait huit ans et d'ailleurs le clash est arrivé au moment des vacances parce que je ne pouvais pas prendre mes vacances parce qu'il y avait trop de boulot et personne pour me remplacer. Donc j'ai dit : "ben si, je prends mes vacances" et donc il y a eu un petit bras de fer autour de ma période d'essai qui se terminait juste au moment où je prenais mes vacances, et finalement j'ai démissionné. J'ai dit : "ben non c'est pas négociable" et donc je me suis retrouvée comme ça au chômage et donc ça a été un peu une période de réflexion. […] J'ai fait ça parce que j'en avais ras-le-bol, parce que je voulais partir en vacances avec ma fille et puis j'ai fait ça aussi parce que j'étais aussi un peu au bout d'une expérience professionnelle que je trouvais de plus en plus déroutante ».

L'événement déclencheur s'articule avec des raisons plus profondes qui ouvrent la possibilité d'une bifurcation professionnelle organisée pendant la période de chômage. Plus directement, le licenciement est aussi un déclencheur. Pour Guillaume (cadre financier ayant ouvert un magasin de produits biologiques), le licenciement, à la suite d'un refus de sa part d'être « arrangeant » avec les chiffres, est un tournant d'abord perçu comme une catastrophe (« tout est fini » annonce-t-il à sa femme qui croit à une demande de divorce) mais qui lui offre une période de réflexivité qui conduit finalement, par étapes, à renoncer à chercher un emploi similaire et finalement à refuser des propositions de postes pour s'orienter vers l'ouverture d'un magasin. Martin (directeur artistique converti à la permaculture) est licencié économique de son entreprise, ce qui lui donne l'occasion de penser une transition vers une multi-activité qu'il

souhaite depuis longtemps (permaculture, projets musicaux et conseil artistique comme travailleur indépendant) :

> « J'ai vu l'arrêt de mon job et puis surtout, en étant licencié économique on se retrouve avec 100% de son salaire[114] donc du coup c'est vrai que c'était une chance, c'est hyper confortable, donc je me suis dit c'est l'occasion de lancer des projets de long terme en étant perfusé tranquillement en même temps… »

Le licenciement ouvre la possibilité de financer une transition et lui donne l'occasion de multiplier les formations en permaculture pour lancer son projet agricole, une noiseraie. Le licenciement subi par Dominique (cadre dans une entreprise de construction immobilière devenu libraire) est l'événement qu'il retourne en occasion de bifurcation professionnelle vers le métier de libraire et le départ dans une petite ville de province. Le licenciement peut être aussi recherché – quand il est assorti d'un plan social par exemple – comme événement déclencheur qui fournit l'occasion d'une rupture avantageuse pour commencer une autre activité. C'est le cas par exemple d'Éliane qui, en 1969, est journaliste dans un journal de mode et voudrait changer de profession (elle ouvre finalement une boutique d'artisanat) et surtout de lieu de vie. Le plan de licenciement proposé par son employeur est pour elle une occasion :

> « [Le journal] a fait une compression de personnel et ils ont proposé à ceux qui partaient de leur plein gré les mêmes indemnités de départ qu'à ceux qu'ils étaient obligés de mettre dehors. Je ne sais pas s'il y en a eu qui ont été mis dehors mais ils voulaient pousser les départs volontaires. Moi j'ai profité de ça pour accomplir quelque chose qui me turlupinait, en fait il paraît qu'ils auraient voulu me garder mais moi j'en avais vraiment marre de Paris. Donc c'est plutôt le fait que je voulais aller faire quelque chose ailleurs ».

Bénéficier du plan de départ est ce qui permet la transition et le changement de profession. Même enchaînement et même déroulé pour Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles ») qui acquiesce à l'idée que « le déclic finalement c'est le plan social, un plan de départs volontaires » :

> « Bon je vous dis, je pense qu'il y a des choses qui s'étaient accumulées… Bon au cours de mes trente ans j'ai quand même eu des velléités hein de changer… […] Donc depuis 2008 [changement d'activité finalement en 2015] y avait un essoufflement et puis on a été acheté, racheté, là on a été sous la coupe de la bourse de Londres, je pense qu'il y avait vraiment un essoufflement. Et ce plan est tombé à pic. Parce que j'aurais sûrement pas passé le pas toute seule. J'aurais pas passé le pas dans le sens où je serais pas allée chercher

[114] L'indemnité de chômage s'élève à 100% du salaire pendant un an puis est réduite à 50% la deuxième année.

ailleurs. Parce que quelque part je savais que si je devais changer je changeais pour vraiment autre chose ».

Bien qu'« il n'y ait pas d'annonce de suppression de son poste », elle monte un dossier de départ avec un projet d'établissement à son compte en créant un « conceptstore », précisément un « café-famille » qui pourrait accueillir parents et enfants avec des aires dédiées. Elle se réjouit que ce projet ait été « accepté » par la direction comme porte de sortie et qu'elle ait pu être intégrée au plan de départs volontaires : « peut-être que le présenter comme une franchise les a un peu rassurés même si après ça n'a pas été ça, en disant : "bon ça existe quand même, elle a pas sorti ça de sa tête" ». Plusieurs enquêtés se trouvent dans cette situation d'avoir saisi un plan de départs volontaires comme occasion de bifurcation sécurisée par des indemnités de départ de leur entreprise.

### 2.2.3. Le voyage de longue durée

Plus rare mais cité plusieurs fois, le voyage de longue durée, étendu sur plusieurs mois voire plusieurs années, est une rupture qui devient un événement déclencheur. Le voyage apparaît comme un « temps de déconnexion » susceptible, par le recul géographique et culturel qu'il suscite, de provoquer un moment critique générant l'*exit* professionnel comme nouvelle déconnexion (Arnsperger, 2009, 2011 ; De Bouver, 2015). D'une part, le voyage s'inscrit en forte rupture avec le travail salarié qu'il devient difficile de reprendre au retour puisqu'il modifie les attentes et dispositions au travail. D'autre part, le voyage rompt avec un mode de vie. Souvent réalisé en Asie ou en Afrique, il est dépaysant quant aux modes de vie et ne laisse pas indifférent quant aux différences de richesses et à la « façon dont les gens arrivaient à vivre… et à satisfaire aussi, enfin à réussir aussi à être heureux quelque part… avec si peu et malgré les difficultés énormes et les difficultés de la vie quand on a si peu » (Clara). Clara (employée de l'immobilier devenue professeure de yoga et apicultrice) effectue un voyage de deux ans à bicyclette avec son compagnon, parcourt 14000 kilomètres de la France jusqu'à Cotonou, séjourne « six mois à un endroit, trois mois dans un autre parce que sinon c'est intenable en fait, [car] on a besoin de créer des liens ». Elle revient avec la conviction que les modes de vie occidentaux sont nuisibles autant par les conséquences négatives dans les pays

d'Afrique qu'elle traverse que par les inégalités qu'ils génèrent au sein des sociétés occidentales. Le voyage intervient comme une prise de conscience de l'importance des manières de subvenir aux besoins humains et des conséquences néfastes d'un système (par exemple la pêche internationale qui sacrifie les pêcheurs locaux). Vivant auprès des paysans, elle participe avec son compagnon aux cultures vivrières (riz notamment) dans un village de Casamance et prend conscience du plaisir à travailler et à récolter concrètement le fruit de son travail : « voilà on doit survivre et à la base pour survivre, oui faut travailler après on choisit notre travail ! » C'est ainsi qu'elle envisage, à leur retour en France, de trouver une activité de culture de la terre (qu'elle n'a que partiellement trouvée au moment de l'entretien, elle conjugue alors apiculture et cours de yoga en attendant de pouvoir s'établir à la campagne). Le voyage est aussi l'occasion d'expérimenter la vie « frugale » selon Bianca (cadre politique devenue auto-entrepreneure en conseil climat), qui part un an en Asie (elle prend une année sabbatique) avec son mari et ses deux filles de cinq et huit ans « dans une perspective de légèreté de vie » et interrompt pour cela un contrat pour un poste « très alléchant » à la Banque de France. Elle retient de ce voyage « une expérience de légèreté très bienfaisante » :

> « Ce truc de porter toute sa maison sur son dos pendant un an, de se dire qu'on peut tenir avec 15kg et qu'on n'a pas besoin de plus, voilà… […]. T'as trois robes quand t'en a une déchirée t'en rachètes une mais sinon t'arrêtes pas de laver tes trois robes. Le plus gros, le plus lourd c'était la pharmacie. Donc ça c'était une expérience de légèreté très bienfaisante qui moi m'a beaucoup nourrie sans compter tout ce que tu vois qui est évident de conditions de vie plus que frugales des gens que tu côtoies ».

L'abandon de postes bien rémunérés intervient très vite après le retour pour d'expérimenter une baisse de la consommation et un mode de vie « décroissant ». Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) fait également un voyage d'un peu plus d'un an avec son compagnon, voyage qu'elle nomme « route du café » :

> « On en a fait le fil rouge de ce voyage parce que quand même le café on s'était dit que c'était un produit qu'on aimait beaucoup, qu'on connaissait pas et que ça nous permettait d'avoir un fil rouge. C'est pas qu'on cherchait un prétexte de voyage mais on voulait pas que ce soit juste un voyage sans un but, on a traversé une quinzaine de pays qui avaient un lien historique, culturel, économique avec le café et voilà. Et on a voyagé un an à travers le Yémen, l'Éthiopie, la Tanzanie, beaucoup de pays d'Amérique du sud, un peu l'Asie, etc. Et moi je m'étais dit : "peut-être que pendant ce voyage je pourrai réfléchir, me poser et me demander ce que j'avais envie de faire" ».

Déjà insatisfaite de son travail (cadre publicitaire) avant son « tour du monde », Delphine le reprend à son retour « le nez dans le guidon », pour avoir une source de revenu et la rupture

n'intervient qu'à la naissance de son deuxième enfant, moment où elle « commence à parler de rupture conventionnelle ». Elle opte finalement pour une bifurcation vers la torréfaction de café. Le voyage se combine avec la naissance des enfants comme événements déclencheurs de la bifurcation. Ainsi, un événement déclencheur est-il rarement isolé mais se compose avec d'autres événements déclencheurs et avec des insatisfactions qu'il rend perceptibles et auxquelles il donne une cohérence critique. L'événement déclencheur, qu'il soit familial ou personnel (maladie), professionnel (burn-out) ou encore davantage quand il consiste en un voyage, peut apparaître comme une déconnexion temporelle qui prépare et annonce la bifurcation descendante et l'*exit* professionnel (De Bouver, 2015), comme les « accidents biographiques » (crises, échecs, deuils, etc.) favorables à la transformation des identités ainsi qu'il en existe dans les carrières militantes (Fillieule, 2020). Dans l'enquête d'Émeline De Bouver (2015), on trouve aussi le même type d'événements déclencheurs de l'entrée dans la profession de « coach alternatif » ou dans le mode de vie de « simplicitaires volontaires », soit des incidents biographiques (maladies graves, perte d'un proche, burn-out, dépression, séparation, etc.), soit des ruptures vécues positivement comme les voyages (De Bouver, 2015, p.265). Les événements instaurent une rupture et une déconnexion temporelle propice à la réflexivité notamment sur les usages du temps et le quotidien. Mais l'événement déclencheur ne produit pas des bifurcations spontanées, immédiates et déconnectées de l'évaluation des conséquences et des risques pris. Les bifurcations observées s'appuient sur des éléments de sécurisation et d'assurance (évidemment jamais totale) qui sont autant de conditions sociales de possibilité de leur déroulement.

## 2.3. Sécuriser la transition

Au-delà des insatisfactions au travail et des déclencheurs, ce qui rend la bifurcation possible dans la plupart des cas, c'est la possibilité de sécuriser la transition notamment financièrement par la mobilisation de ressources. La prise de risque reste souvent importante concernant la viabilité économique de la nouvelle activité, le montant et la régularité des revenus issus de la nouvelle activité mais, dans la plupart des situations, tout est mis en œuvre pour la maîtriser.

Comme on l'a vu, certains événements déclencheurs sont aussi l'occasion de trouver les moyens financiers du changement professionnel (indemnités de départ par exemple) et sont alors concomitants du changement professionnel. Ce processus de sécurisation s'appuie sur des dispositifs institutionnels, des solidarités familiales et conjugales et la possibilité de suivre une formation pour se préparer à une nouvelle profession.

### 2.3.1. Le soutien des conjoints et de la famille

Le premier soutien au changement est conjugal. Au moment de la bifurcation vingt-quatre des trente personnes enquêtées sont en couple, six vivent seules, toutes sont des femmes, avec enfants pour cinq d'entre elles. Sans pouvoir en tirer des conséquences statistiques générales que l'enquête qualitative n'autorise pas, il apparaît que les profils rencontrés diffèrent des *Voluntary Downshifters* sur lesquels Juliet B. Schor (1998, 2005, 2010) a enquêté aux États-Unis parmi lesquels les célibataires étaient plus resprésentés. A l'inverse, dans mon enquête, les personnes en couple sont très représentées, plus que les célibataires sans enfant. Mais plusieurs de ces enquêtés, des femmes élevant seules un ou plusieurs enfants, connaissent au moment de la transition ou bien ultérieurement encore des périodes de difficultés financières ; celles qui n'en connaissent pas sont, sans surprise, celles qui ont les revenus les plus importants avant leur changement professionnel. Pour tous les autres enquêtés, le moment de la transition professionnelle est vécu en couple, ce qui procure un double soutien : psychologique d'une part, financier d'autre part. Seul Matthieu (cadre de l'audit devenu barman) a décidé seul de devenir barman alors qu'il était cadre dans le conseil organisationnel et n'« a pas souvenir d'en avoir parlé » à sa femme. Certains conjoints sont directement partie prenante dans le déclenchement de la transition, en désapprouvant, par exemple, une position professionnelle ou une excessive emprise d'un emploi sur la vie familiale ou privée ; d'autres accompagnent une décision, l'approuvent, soutiennent le passage. Deux bifurcations deviennent finalement des bifurcations effectuées en couple : après avoir quitté un emploi de cadre dans la construction immobilière, Fabienne a ouvert des chambres d'hôtes ; quand son mari décide d'ouvrir un magasin d'alimentation biologique, elle effectue une deuxième bifurcation et abandonne les chambres d'hôte. De même, le compagnon de Claire soutient sa

démission d'un poste de directrice des ressources humaines pour ouvrir un restaurant à salades et abandonne finalement lui-aussi son statut d'intermittent du spectacle pour travailler avec elle. Quant à Pierre (cadre politique devenu éleveur), il change d'activité et de lieu de vie pour travailler dans l'exploitation agricole (élevage ovin) de sa compagne. Dans toutes les autres situations de couple, l'autre conjoint est resté salarié et assure la régularité d'un des deux revenus, notamment dans les situations où le démarrage d'une activité indépendante est très peu rémunérateur.

L'aide n'est pas seulement conjugale mais aussi familiale et amicale. Il peut s'agir d'aide financière notamment pour se lancer dans une activité indépendante. Fabienne et Guillaume ont été aidés par la famille de Guillaume pour réunir la somme nécessaire au lancement de leur magasin : « ils nous ont aidés, on a eu besoin d'argent pour lancer le projet et on a pu trouver de l'aide, ils nous ont permis de faire ce projet-là ». L'aide fournie l'est parfois en nature. Ainsi, lorsque Fabienne et Guillaume s'installent, toute la famille est mobilisée pour organiser le magasin, le ranger et le rendre fonctionnel. Le père de Fabienne assure de nombreux travaux de bricolage pour installer les rayons. Une fois le magasin ouvert, la sœur de Fabienne, qui habite un village voisin, s'occupe du rayon librairie du magasin, fait les commandes et organise une veille sur les parutions répondant aux attentes de la clientèle (manuel de bricolage, livres de recettes, livres éducatifs, ouvrages sur les médecines douces, manuels de bien-être et de développement personnel, etc.). Isabelle est soutenue aussi par ses deux filles (25 ans) quand elle leur expose son projet de monter un café-famille : « mes filles m'ont beaucoup poussé à le faire, elles m'ont dit : "Vis enfin pour toi ! Fais ce que t'as envie de faire ! Épanouis-toi !" Avec son mari, elles deviennent ensuite toutes les deux actionnaires de sa société sans toutefois participer à la gestion, hors financement, ni fournir d'aide matérielle dans le fonctionnement quotidien de son café : « ils ne m'aident pas au sens matériel, mais y a un vrai soutien dans le projet ! » L'une de ses filles cependant, étudiante dans une école de communication visuelle, « a fait toute l'identité visuelle » du magasin et s'est occupée de « la signalétique ». De même, quand Éliane ouvre sa « boutique » d'artisanat au début des années 1970, elle est aidée par sa mère pour garder ses enfants petits quand elle travaille au magasin et pour fabriquer des objets qui achalandent le magasin : « Maman m'avait aidée, […] j'avais fait beaucoup de choses au crochet, des vestes au crochet en laine naturelle, des couvertures… Je voulais faire beaucoup de choses moi-même… » Le « coup de main » peut aussi être amical. Claire fait appel à son réseau de « copines de la blogo » (elle a tenu longtemps un blog sur ses activités de cuisine et de bricolage en dehors du travail) pour l'aider ponctuellement dans son restaurant à salades :

> « Tu vois toutes [c]es nanas qui m'aident à servir c'est des copines que je connais par connaissance donc en fait le réseau amical et le réseau professionnel est quand même vachement [lié]. […] C'est un réseau de soutien, c'est un réseau d'aide et entraide et puis parce qu'effectivement dans mes amies de la blogo en particulier y en a pas mal qui tirent la galère et qui sont du coup plus [sensibles à ça] c'est sûr. »

Néanmoins, même s'il est souvent mentionné, le soutien familial et amical est loin d'être la règle. Ce qui facilite la transition, c'est aussi l'usage de dispositifs qui la sécurisent financièrement et la rendent ainsi possible.

### 2.3.2. Le recours aux dispositifs institutionnels

Seuls quelques enquêtés signalent n'avoir usé d'aucun dispositif institutionnel pour sécuriser leur transition. Pour certains, il n'était pas nécessaire car la période de transition entre les deux emplois a été très brève, voire inexistante. C'est le cas de Pierre qui démissionne de son poste à la Mairie de Paris et rejoint peu après l'exploitation de sa compagne, déjà en place depuis une vingtaine d'années : les conditions privées font la transition. Henri, revient après quinze d'exercice dans la haute administration puis le secteur bancaire à une profession qu'il n'a jamais exercée, professeur, mais pour laquelle il possède diplôme et admission au concours (agrégation de lettres classiques). Pour d'autres, il s'agit d'un refus marqué de faire appel à un dispositif public. Quand Sophie démissionne de son poste de cadre de la finance (trader), elle « démissionne sans rien », considérant que ses revenus sont suffisamment importants pour qu'elle ne cherche pas une situation juridique qui lui permettrait de bénéficier d'indemnités chômage. Elle reste trois ans sans travailler car elle veut préparer le concours d'entrée à l'École Nationale de le Magistrature afin de travailler dans le secteur du contrôle bancaire, vivant sur ses économies. Clara démissionne quant à elle de son poste d'employée d'une agence immobilière, alors qu'elle est enceinte et qu'elle veut vivre de l'agriculture, de l'apiculture et peut-être de cours de yoga :

> « Après, c'est pas le plus malin parce que quand on est enceinte, il vaut mieux continuer à travailler pour avoir le congé maternité, le chômage, machin, mais on s'est dit : "On s'en fiche, on fait ce qui sonne juste". […] Et après l'accouchement, y a mon compagnon qui a

> pris un an de congé parental, le premier donc [dans son agence de presse]. Il est venu me rejoindre pour vraiment vivre ce truc à trois ensemble donc on a mangé toutes les économies de dix ans de boulot ».

Elle revendique d'assumer le changement professionnel qu'elle souhaite sans faire appel à un dispositif administratif.

Dans la plupart des autres situations, des dispositifs institutionnels sont sollicités : il peut s'agir d'une demande de rupture conventionnelle du contrat de travail (procédure existant depuis 2008) pour pouvoir bénéficier d'indemnités chômage, de dispositifs de départs volontaires dans le cadre d'un plan social qui ajoutent souvent des indemnités de licenciement spécifiques, ou encore d'aides spécifiques à la création d'entreprises (comme le dispositif ARCE[115]). D'autres mobilisent des dispositifs de formation auprès de Pôle Emploi ou auprès de leur ancienne entreprise. Les dispositifs de rupture de CDI[116] (conventionnelle ou bien dans le cadre d'un plan de départs volontaires) pour les cadres, comme les dispositifs d'indemnisation, sont perçus comme très sécurisants compte tenu de la hauteur des indemnités de chômage, proportionnelles à l'ancien salaire et de licenciement. Fabienne (cadre de l'immobilier ayant ouvert un magasin de produits biologiques) évoque l'indemnité de départ de son mari. Guillaume (cadre financier ayant ouvert un magasin de produits biologiques) parle de « parachute doré » (un an de salaire après six mois d'ancienneté). D'autres assurent avoir pu ainsi se lancer dans une activité indépendante ou garder un capital pour faire face aux imprévus à court terme ou à des dépenses sur le long terme comme les études des enfants. En signant une rupture conventionnelle avec l'entreprise de transports dans laquelle il était ingénieur informatique, Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif) se dit : « j'ai deux ans et j'ai deux ans dont je dois profiter intelligemment. » Il fait une formation et trouve un emploi dans l'Économie Solidaire et Sociale (Maison associative du vélo) au bout de treize mois et constate alors avec surprise que des indemnités viennent compléter, pour quelques mois, son salaire qui est inférieur au niveau de ses prestations de chômage antérieurs (dispositif d'encouragement au retour à l'emploi avec perte de salaire). Claire, ancienne DRH[117] qui se lance finalement dans un commerce de petite restauration, se sert de ces indemnités de départ (ce qu'elle appelle sa « transac' » ou son « *package* de départ ») pour financer les travaux du local qu'elle loue, tout

[115] Aide à la Reprise ou Création d'Entreprise. Pour une explicitation détaillée des aides aux chômeurs créateurs d'entreprise, voir sur le site du Ministère de l'Economie (URL : https://www.economie.gouv.fr/entreprises/difference-accre-arce-are-nacre)
[116] Contrat à Durée Indéterminée.
[117] Directrice des Ressources Humaines.

en utilisant les indemnités de chômage comme revenu de transition : « du coup, j'avais la certitude de gagner de quoi faire subvenir ma famille pendant deux ans ». Le processus de sécurisation est essentiel pour autoriser sa transition professionnelle : « il fallait quand même que j'aie un an d'Assedic plein pour pas être dans la panique parce que je savais très bien que je ne pourrai pas me salarier au moins la première année ». Émilie, la seule salariée qui a un statut de fonctionnaire (grande entreprise publique), ne pouvant bénéficier d'indemnités de chômage, utilise un dispositif « filet de sécurité » où elle est en disposition de cinq ans pour pouvoir créer son entreprise :

> « J'ai réussi à bien compter pour mettre toutes mes vacances à la fin pour avoir un laps de temps pour lancer le cabinet tout en continuant à être payée, j'ai trouvé la meilleure formule pour faire avec le statut particulier d'EDF parce que tu peux pas te faire virer, tu peux pas avoir de rupture conventionnelle sans démissionner. Donc je suis partie en ayant un congé "Création d'entreprise" qui me permet pendant cinq ans de dire chaque année si j'ai envie de revenir dans l'entreprise ou pas, pour laisser un filet de sécurité au cas où ça ne marche pas et aussi ce congé formation qui permet de continuer à me former ».

L'ensemble du processus est sécurisé pour rendre la transition possible – la baisse de revenu, acceptée, va de pair avec une sécurisation du processus, en cas de « grosse tuile » même si, sur le fond, Émilie n'envisage pas « de retourner là-bas, même si ça ne marche pas ».

La transition nécessite pour certains le recours à des dispositifs de formation. La nécessité d'une formation ou d'un diplôme ne concerne pas tous les enquêtés. Certains se lancent sans formation spécifique (libraire, barman, restaurateurs, etc.), d'autres mobilisent une période de transition pour acquérir une formation, voire un diplôme spécifique. La période de paiement d'indemnités chômage sert souvent au financement de cette formation. Il peut s'agir d'une formation diplômante ou d'une préparation à un concours. Par exemple, Sophie commence une préparation à l'École Nationale de la Magistrature (ENM) pour quitter son emploi de trader et devenir magistrate spécialisée dans les questions financières (elle est finalement embauchée à l'AMF sans entrer à l'ENM). Marc s'inscrit en Licence de sociologie pour compléter sa formation reçue à HEC puis prend un an pour préparer le Capes[118] de sciences économiques et sociales. Laure ne démissionne après avoir obtenu le concours de professeur des écoles préparé sur ses temps de vacances et de loisir. D'autres acquièrent de nouveaux diplômes. Paul, diplômé de l'ESCP, prépare un BPA[119] « Paysage et Environnement » dans un lycée agricole avant de

[118] Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire.
[119] Brevet Professionnel Agricole.

s'installer comme jardinier à son compte. Émilie, réussit à faire financer par son supérieur une formation sur deux années, « certifiante, pas diplômante » précise-t-elle, de thérapeute en faisant valoir que cette formation pourrait lui être utile dans la gestion des ressources humaines. Ainsi la formation lui est payée par son entreprise. Elle découvre au cours de cette formation une vocation, celle de devenir thérapeute, la mène à son terme et projette de s'installer à son compte : « Ce n'est pas psychothérapeute parce que ce n'est pas cinq ans d'études mais je peux quand même ouvrir un cabinet, ce que l'on appelle psycho-praticien ». Marion (cadre événementiel devenue psychologue) fait aussi une formation de psychothérapeute mais son parcours est le moins sécurisé car, indépendante, elle n'a pas pu solliciter d'indemnités de chômage pour assurer sa transition. D'autres formations sont plus courtes et ne permettent pas de détenir un diplôme spécifique. C'est le cas de Martin (ancien directeur artistique) qui participe à plusieurs formations et stages en permaculture pour pouvoir planter la noiseraie dont il rêve ou encore de Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) qui suit plusieurs formations à « la caféothèque » la conduisant vers l'activité de torréfaction à laquelle elle se forme à cette occasion. Elle réussit à « se faire financier [certaines] formations par Pôle Emploi ». Là encore les dispositifs institutionnels sont mobilisés comme les ressources personnelles, voire familiales, pour adoucir la transition vers une autre situation professionnelle.

Ce premier chapitre a permis d'exposer les trajectoires professionnelles observées et leur critique jusqu'au moment de la bifurcation. Elles confirment le fait que le travail est, dans la plupart des situations observées, au cœur du processus de bifurcation quand la critique de la consommation accompagne le processus sans pour autant être centrale[120]. Les trajectoires scolaires observées, comme les trajectoires professionnelles, sont plutôt des trajectoires ascendantes au regard des diplômes obtenus (selon le classement institutionnel des formations), des emplois obtenus ou encore de la mobilité intergénérationnelle, même si ces trajectoires ne sont pas toutes homogènes. La déception et l'insatisfaction sur le travail n'apparaissent pas objectivement ni subjectivement (sauf dans quelques rares situations) comme la non réalisation d'aspirations ascensionnelles et de promesses non tenues de places sociales associées aux diplômes. Sur l'ensemble des cas observés, on ne peut pas conclure à une bifurcation qui serait

[120] La bifurcation étant d'abord professionnelle dans son repérage et dans l'éligibilité des enquêtés, le changement du mode de consommation étant une conséquence de la baisse des revenus, cette centration sur la justification par la critique du travail n'a rien de surprenant. Néanmoins, je montrerai au chapitre 5 que, dans l'approche plus globale du changement de forme de vie, la consommation semble secondaire par rapport au travail et apparaît plutôt comme une condition que comme une finalité du processus de changement.

la conséquence d'une déclassement scolaire ou social, ni subjectivement ressenti, ni objectivement constaté. En cela, les bifurcations descendantes se distinguent des reclassements observés par Pierre Bourdieu (1978) durant la décennie 1970, qui seraient la conséquence de déclassements objectifs liés à la démocratisation de l'accès aux diplômes universitaires d'une frange de la bourgeoisie, qui n'aurait pas réussi à suivre la compétition scolaire rendue plus aride, et d'une frange de la petite bourgeoisie ou des classes populaires, qui verraient leurs attentes en termes de positions sociales liées au diplôme, déçues du fait de la dévalorisation relative des diplômes sur le marché de l'emploi. Aussi les bifurcations descendantes telle qu'elles apparaissent ne peuvent être réduites à des stratégies de reclassement subjectif d'un déclassement objectif, ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas de processus de reclassement à l'œuvre dans les bifurcations descendantes.

Mais ce reclassement, s'il suscite une réévaluation de certaines qualités des emplois occupés après bifurcation et une dévaluation relative aux autres qualités des emplois délaissés, n'est pas nécessairement un reclassement objectif selon le classement social et institutionnel des professions – à coup sûr, pas du point de vue du volume de capitaux économiques détenus puisque la baisse du revenu[121] issu du travail est constitutive des bifurcations descendantes étudiées (Bourdieu, 1979). Ce processus d'évaluation comparée des professions à l'œuvre dans les bifurcations descendantes, qui conduit à une critique du classement social et institutionnel dominant des professions, doit être mis à plat : sur quels points portent cette évaluation comparée des professions ? Quelles sont les qualités qui comptent et quelles sont celles qui sont dévaluées ? Le chapitre 2 analyse la nature du déclassement et des reclassements opérés dans les bifurcations descendantes.

[121] Le revenu constitue un des « indicateurs du capital économique » aux côté d'éléments patrimoniaux (comme la posession du logement) ou d'indices de consommation (automobile, bateau, hôtels) (Bourdieu, 1979, p.130). Le revenu est donc un des éléments constitutifs de la dotation en capital économique, en monnaie mais également en nature (véhicule de fonctions, repas ou voyages d'affaire, etc.).

# Chapitre 2
# Vouloir le déclassement ?

« Ah monsieur vous êtes en mobilité descendante ! C'est pas possible, vous êtes un *looser* ! » : cette interpellation d'un élève à son professeur, ancien cadre de la finance hautement rémunéré (Marc), saisit par son ironique désapprobation l'intuition d'une divergence d'évaluation des professions et des styles de vie, comme des classements qui en découlent. La perception ordinaire et l'analyse sociologique font du déclassement – apprécié sous l'angle de la mobilité sociale intergénérationnelle descendante ou sous celui de la dévalorisation des diplômes – une perspective (Maurin, 2009) ou une réalité (Peugny, 2009 ; Chauvel, 2016) négative, peu enviable et subie. Cette expérience négative est associée à une société qui ne tient pas ses promesses de correspondance entre diplôme et place, de progrès social et d'amélioration du niveau de vie au fil des générations. Les bifurcations professionnelles étudiées ont pourtant l'apparence d'un déclassement, au moins pour la plupart, du strict point de vue des classements professionnels conventionnels (Merllié, 2013 ; Desrosières et Thévenot, 1996) mais un déclassement qui ne serait pas subi, en tout cas ni vécu comme tel, ni objectivable comme tel, même si la frontière entre subi et choisi n'est jamais étanche.

Ce chapitre se propose d'explorer, du point de vue de la profession[122], la possibilité d'un déclassement vécu comme choisi et non comme imposé de l'extérieur, possiblement aussi un reclassement, en analysant les jugements et les justifications des personnes interrogées ainsi que les critères mobilisés pour formuler ces jugements, classer les professions et les hiérarchiser, positionner leur nouvelle et leur ancienne profession au sein de cet espace de classement. Comme je l'ai montré dans le chapitre 1, alors que le parcours professionnel avant la bifurcation est un parcours ascendant en considérant les classements dominants notamment du point de vue du revenu et des qualités postes occupés (qualification, place dans la hiérarchie), à l'inverse, après la bifurcation, la trajectoire peut être identifiée à une « carrière à rebours ». Ce chapitre vise donc à qualifier ces trajectoires, descendantes au moins du point de vue du revenu, en caractérisant le type d'emploi occupé avant et après la bifurcation. Dans quelles mesures ces trajectoires professionnelles après bifurcation peuvent-elles être associées à un déclassement ? Ce déclassement peut être évalué du point de vue des jugements sociaux dominants, institutionnels ou subjectifs (le point de vue de celui ou celle qui bifurque professionnellement). Un décalage entre ces évaluations, notamment entre les évaluations sociales et institutionnelles dominantes, invite à se demander en quoi les catégorisations et les hiérarchies subjectives des professions à l'œuvre dans ce processus de changement d'emploi se distinguent des évaluations dominantes, voire les remettent en cause, jusqu'à engager le changement professionnel individuel. Pour répondre à ces interrogations, je propose de mettre à plat les catégories d'évaluation dont les acteurs se saisissent pour préférer un emploi moins bien rémunéré et souvent situé à un niveau inférieur dans la hiérarchie usuelle des diplômes et des professions, telle la nomenclature des catégories socio-professionnelles de l'INSEE qui permet de mesurer statistiquement la mobilité sociale (changement de catégorie) et le sens de cette mobilité (ascendante ou descendante). Ainsi, ce déclassement objectivement constaté selon les nomenclatures usuelles des qualifications et des professions peut être vécu subjectivement comme un reclassement : quelles sont alors les catégories mobilisées dans cette opération de réévaluation ?

La première section de ce chapitre qualifie objectivement, selon les conventions habituellement utilisées dans la mesure de la mobilité sociale, ces bifurcations professionnelles : sont-elles assimilables institutionnellement à un déclassement pour les trajectoires observées ? Si c'est le cas, quels sont les critères d'évaluation mobilisés pour qu'ils ne soient pas vécus comme une expérience individuelle de déclassement mais plutôt comme une forme de reclassement ? Cette

[122] La possibilité de jeux de déclassement et de reclassement par la consommation et le style de vie sera étudiée dans le chapitres 3.

première section fait le point sur le désajustement possible entre classement social des professions et classement subjectif, ainsi que sur la critique des classements dominants qui pourrait expliquer ce décalage. La deuxième section interroge plus largement la critique des emplois qui sont quittés et la critique de la valorisation sociale de la validation monétaire du travail. Opposée à la seule validation monétaire du travail comme mesure de la valeur et de l'utilité d'un emploi, la construction d'un idéal de « beau travail » qui s'incarne dans les nouvelles professions pourrait venir remettre en cause une vision strictement économique de l'utilité du travail comme productivité, abstraite et quantifiée par la monnaie. Le « beau travail » est aussi un travail « utile » qui s'oppose dans les récits au « bon poste » ou à la « belle situation », comme légitimation du critère économique d'évaluation du travail.

# 1. Évaluation comparée des professions et déplacements dans l'espace social

Si ces formes de bifurcations, descendantes du point de vue du revenu qu'elles procurent, interrogent l'opinion publique par le topos médiatique de la parabole du cadre HEC qui devient pâtissier, apiculteur ou plombier autant que le sociologue, il n'est pas inutile de les objectiver et d'apprécier précisément, à partir des cas étudiés, les déplacements effectuées dans l'espace social. Comment qualifier ces changements professionnels ? S'agit-il de déclassement ? Ce déclassement est-il objectivement mesurable et/ou subjectivement vécu ? Rarement souhaité comme tel, il ressort de l'enquête que le déclassement professionnel est souvent maîtrisé, sélectif et indissociable de processus objectifs et subjectifs de reclassement.

## 1.1. Classement institutionnel des professions et évaluation du déclassement

Le classement institutionnel des professions est une opération statistique et sociologique classique, qui donne lieu aux évaluations de la mobilité sociale, inter- ou intra-générationnelle, qualifiée ainsi d'ascendante ou de descendante. Toutes les études de mobilité sociale supposent que les professions ont été classées en catégories présentant une forme d'homogénéité au regard de critères conventionnellement établis et qu'elles ont été hiérarchisées. Ainsi, du fait de son appartenance catégorielle, telle position professionnelle pourra être jugée comme étant supérieure à telle autre, équivalente ou inférieure. Ce classement permet d'objectiver, au regard de cette pluralité de critères conventionnels, un déplacement dans l'espace social et de qualifier le sens de ce déplacement. Ces classements, produits d'un minutieux travail de construction des catégories statistiques et sociales, reflètent aussi les jugements sociaux ordinaires dominants sur la position sociale de chacun (Boltanski et Thévenot, 1983). Le renouveau des études et expériences (jeu des cartes) sur ces classifications ordinaires montre la permanence de critères de classements tels la différence entre niveaux de revenu (« aisé » ou non), la position dans la hiérarchise organisationnelle ou encore la nature des tâches, exécutive ou directive (Deauvieau *et al.*, 2014 ; Penissat *et al.*, 2015 ; Amossé *et al.*, 2018 ; Amossé et Penissat, 2019a et 2019b). Ils expriment une échelle complexe car multidimensionnelle de désirabilité sociale : certaines places sont jugées privilégiées quand d'autres sont défavorisées ou moins dotées. Ainsi, qualifier les déplacements professionnels en jeu dans les bifurcations descendantes et objectiver un éventuel déclassement suppose de se référer d'abord aux classements conventionnels des professions, dont le plus usité et le plus complet est la nomenclature des catégories socio-professionnelles (CSP), et aux conventions établies dans les études statistiques et sociologiques de mobilité sociale. En effet, la réduction du revenu qui définit les bifurcations descendantes n'est pas immédiatement équivalente à un déclassement professionnel[123] et celui-ci demande à être explicité.

[123] Le revenu n'est pas explicitement un critère de classement des professions retenu par l'INSEE dans la nomenclature des catégories socio-professionnelles. Il l'est seulement indirectement en tant que variable corrélée à la profession, au diplôme, à la position dans la hiérarchie d'encadrement par exemple.

### 1.1.1. Le classement des professions par l'INSEE : les critères de catégorisation

L'objectif de ce paragraphe n'est pas d'étudier de manière exhaustive et détaillée la nomenclature des catégories socio-professionnelles par ailleurs bien connue et largement discutée (Desrosières et Thévenot, 1996). L'objectif est plutôt de revenir sur les critères de catégorisation et possiblement de hiérarchisation des professions pour ensuite pouvoir analyser dans quelle mesure les catégories de jugement des « déclassés volontaires » s'en distinguent, voire les contestent. Les critères de classement et de regroupement des professions en catégories socio-professionnelles sont aussi ceux qui fondent ensuite une hiérarchisation des catégories néanmoins complexe et non univoque. Le rappel de ces critères permettra ensuite une comparaison entre cette catégorisation statistique savante et les catégorisations ordinaires d'évaluation définies par les acteurs en situation.

Le premier critère est le statut juridique qui distingue professions indépendantes et salariées et isole ainsi deux catégories d'indépendants, qui concerne comme on l'a vu nombre d'enquêtés : celle des agriculteurs exploitants (CSP[124] agrégée 1) et celle des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (CSP agrégée 2), qui ne comprennent pas de salariés. À type de travail proche (par exemple salarié agricole et agriculteur exploitant), le statut indépendant, indique une supériorité sociale, par l'absence de lien de subordination salariale au travail, que la nomenclature est supposée refléter en les classant différemment. Le deuxième critère, celui du secteur, qui distingue les trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire, est un des éléments qui permet de classer en deux groupes distincts agriculteurs exploitants d'une part (secteur primaire) et artisans, commerçants, chefs d'entreprise d'autre part (secteurs secondaires et tertiaire) et qui conduit à distinguer le groupe des employés et des ouvriers ou d'autres catégories moins agrégées. Sans pouvoir conclure que cette distinction reflète des hiérarchies professionnelles univoques, elle fait néanmoins échos à la correspondance soulignée par Maurice Halbwachs entre hiérarchie des classes et hiérarchie des matières sur lesquelles travaillaient les professions qu'elles regroupaient (Baudelot et Gollac, 2003, p.141-142) :

> « Les paysans travaillaient la terre, les ouvriers la matière inerte, les employés et une grande partie des classes moyennes de l'époque (guichetiers, employés de bureau et des

[124] Catégorie Socio-Professionnelle.

> administrations, petits fonctionnaires, etc.) avaient affaire à ce que Maurice Halbwachs appelait "l'humanité matérialisée", c'est-à-dire des hommes devenus matière sous la forme de séries d'individus, de dossiers numérotés (travail de guichets, Sécurité Sociale) ou d'interactions ponctuelles et anonymes. L'essentiel de leur activité était de "traiter les hommes comme des choses". Le caractère humain de leur objet les situait au-dessus de ceux qui ne travaillaient qu'une matière inerte (paysans et ouvriers) mais en dessous de ceux dont la profession exigeait qu'ils entretiennent avec leurs clients des relations plus personnelles, prenant en compte davantage d'aspects de la personnalité et du caractère de leurs interlocuteurs : commerçants, médecins, professions libérales, artisanat ».

Ce type de considérations se retrouve, on le verra, dans les classements ordinaires (avec la valorisation par exemple des relations humaines au travail) et rejoint un troisième critère, plus précis que le secteur d'activité pour classer les professions, à savoir la nature de la tâche effectuée, particulièrement la différence entre travail manuel et intellectuel, travail technique ou relationnel. Cette distinction vient par exemple distinguer les CSP agrégées des employés (travail administratif ou relationnel) et des ouvriers (tâches manuelles). Elle conduit aussi à des différences de classement des professions entre les CSP agrégées des cadres et professions intellectuelles supérieures et celles des professions intermédiaires : c'est sans doute le caractère plus technique de la profession de photographe qui la classe dans les CSP des professions intermédiaires et non dans celle des cadres, comme d'autres professions des arts et du spectacle. La qualification de l'emploi contribue aussi à ventiler les professions entre les CSP, ce qui renvoie à une hiérarchisation des types de compétences exigées et à leur classement normalisé dans l'échelle institutionnelle des diplômes. La qualification prise en compte est celle qui correspond aux compétences exigées pour la profession et non au diplôme des personnes qui l'exercent. Enfin, la place dans la hiérarchie contribue aussi à classer les salariés en considérant l'exercice de responsabilités et le nombre de salariés subordonnés. Ces deux critères, la place dans la hiérarchie et la qualification, sont les principaux critères de classement des salariés et des professions libérales qui induisent par exemple que les médecins ou les professeurs (certifiés et agrégés) seront classés dans la catégorie des cadres, quand les infirmiers et les professeurs des écoles le sont dans la catégorie des professions intermédiaires. D'autres critères construisent des distinctions internes aux CSP agrégées, comme celui du secteur d'emploi, public ou privé, qui établit des distinctions au sein des catégories des cadres, des professions intermédiaires et des employés. Le revenu[125] n'est pas directement pris en compte, ce qui induit

[125] Ainsi, comme indiqué plus haut, la perte de revenu lors des bifurcations observées ne se traduit-elle pas mécaniquement par un changement de catégorie socio-professionnelle et par un déclassement immédiatement objectivable professionnellement.

des disparités importantes, par exemple pour les catégories des cadres, des ouvriers ou encore des artisans, commerçants et chefs d'entreprise, cependant les autres critères de classement conduisent à des écarts de revenu moyen entre catégories qui contribuent également à structurer la perception ordinaire de ces classements et à leur hiérarchisation (Boltanski et Thévenot, 1983 ; Amossé *et al.*, 2018).

Ce classement multicritérié des professions rend la construction de hiérarchies entre CSP, et donc entre professions, sur une simple échelle impossible. La possibilité de hiérarchiser les CSP agrégées est néanmoins inscrite dans les notions de mobilité sociale ascendante et descendante. Elle ne concerne pas seulement la profession (et la CSP) en elle-même mais aussi les « zones de recouvrement statistique de leurs membres », c'est-à-dire des probabilités statistiques de revenus, de modes de vie, d'opinion, de types de consommation, etc. (Merllié et Prévot, 1991, p.44). Ainsi, notamment du fait de la pénibilité physique, les professions manuelles sont perçues comme inférieures, c'est-à-dire moins désirables, de même que la position dans la hiérarchie où la position élevée coïncide aussi avec une position plus enviable et plus prestigieuse par valorisation de la moindre subordination et du pouvoir qui y est associé. La hiérarchie des qualifications, calée sur la hiérarchie des formations et des diplômes, valorisant l'abstraction intellectuelle plutôt que les compétences manuelles et techniques, contribue aussi à classer hiérarchiquement les professions, tant dans les représentations sociales que dans leur traduction en catégories statistiques. Ainsi, s'il est parfois délicat de classer de manières socialement et sociologiquement indiscutables des catégories indépendantes et des catégories salariées, les CSP principalement salariées (3 à 6) reflètent des hiérarchies professionnelles. Parler de déclassement ou de mobilité sociale descendante suppose d'expliciter, au-delà de leur délimitation, une relation hiérarchique (en dessous/au-dessus, haut/bas) entre CSP.

### 1.1.2. La mesure du déclassement et la hiérarchisation des professions et catégories socio-professionnelles

L'étude du déplacement entre l' emploi quitté et le nouvel emploi lors des bifurcations descendantes nécessite d'abord de retenir une définition du déclassement puis une hiérarchisation conventionnelle des professions.

### *Les différentes mesures du déclassement*

Le déclassement social peut se définir comme une perte statutaire, un passage d'une catégorie sociale à une autre, jugée moins favorablement dotée. Parler de déclassement suppose donc de définir deux situations qui sont comparées et les qualités statutaires prises en compte. Ainsi, la première acception de la notion de déclassement – qui ne sera pas retenue dans cette section – concerne donc la comparaison de deux générations, soit celle des parents et celle des enfants[126] (mobilité sociale intergénérationnelle), soit deux cohortes décalées d'une génération (par exemple celle des trentenaires de 1968 et celle de 1998, Baudelot et Establet, 2000). Dans le cas de la comparaison de la situation des enfants à celle de leurs parents, le critère de comparaison est souvent la catégorie socio-professionnelle (INSEE), ce qui conduit à hiérarchiser les grandes catégories socio-professionnelles (CSP) pour identifier les situations de mobilité sociale ascendante, qui correspondraient à l'idéal fortement investi dans le champ politique de l'« ascenseur social » (Beaud et Pasquali, 2014), les situations de stabilité ainsi que les situations de mobilités descendante qui peuvent définir le déclassement. C'est l'approche retenue par Camille Peugny (2009) pour mettre en évidence une hausse du déclassement générationnel. Il compare les CSP des générations âgées de 35-39 ans à celles de leurs parents : si la mobilité sociale ascendante reste supérieure à la mobilité descendante, le déclassement, « impossibilité à maintenir la position sociale des parents » s'accroît au fil du temps (Peugny, 2009). D'autres critères que celui de la profession peuvent être pris en compte dans la comparaison intergénérationnelle comme le logement (propriétaire ou locataire), le lieu de vie (ce qui suppose des classements territoriaux), les revenus ou encore la rentabilité du diplôme, ce qui peut conduire à l'image d'une « spirale du déclassement », cumuls de différentes formes de déclassements, objectives et subjectives (Chauvel, 2016). Dans le chapitre 1, l'étude de la mobilité intergénérationnelle selon ces critères a montré que la grande majorité des personnes interrogées ne se trouvent pas dans une situation de déclassement intergénérationnel au moment de leur bifurcation professionnelle : un grand nombre de trajectoires sont des trajectoires sociales et professionnelles ascendantes, d'autres sont des trajectoires de reproduction sociale. Aussi, faire l'hypothèse d'un déclassement volontaire suppose qu'on se réfère à la deuxième dimension du déclassement, intragénérationnelle, au cours de la bifurcation.

[126] La mobilité intergénérationnelle a été brièvement étudiée dans le chapitre 1 en prenant en compte la profession exercée avant la bifurcation.

La deuxième approche du déclassement, intragénérationnelle, concerne la non-coïncidence entre qualification et emploi occupé : on parle aussi de sur-éducation ou *over- education*, de déclassement scolaire (Lemistre, 2017 ; Avril *et al.*, 2010, p.163). Pour le mesurer, il est nécessaire de s'appuyer sur un classement des diplômes et qualifications d'une part et une hiérarchie des emplois d'autre part pour enfin poser une correspondance institutionnelle entre qualification requise et emploi (Lemistre, 2017, p.4). Le déclassement individuel s'observe quand un individu est « sur-diplômé » par rapport à l'emploi occupé au regard de cette norme de correspondance institutionnelle. Les deux types d'approches, intra- et intergénérationnelles, peuvent être croisées lorsque l'on s'intéresse à l'évolution de cette correspondance poste/diplôme dans le temps et à un possible glissement de cette correspondance : ce sont les analyses sur le déclassement scolaire qui font état d'une dévalorisation des diplômes au fil du temps, du fait de l'augmentation de la production de diplômes plus rapide que la transformation de la structure des emplois (Duru-Bellat, 2006 ; Chauvel, 2016) ou qui la contestent par une définition relative de la valeur des diplômes (Maurin, 2009). Cette définition du déclassement est celle reprise par Pierre Bourdieu dans son article de 1978, produit par la démocratisation supposée du système scolaire et la hausse du nombre des diplômés qui en sortent, le déclassement scolaire correspond à un « décalage entre diplôme obtenu et chances qu'il offre réellement » (1978, p.9). Les chances sont professionnelles et signifient que les espérances d'ascension sociale (parfois, de reproduction sociale) par le diplôme ont été déçues.

Cette deuxième définition du déclassement s'articule avec une troisième, le déclassement individuel subjectif qui relève d'une perception de l'individu de sa propre situation sociale inférieure à celle qu'il espérait du point de vue du statut, du revenu ou de la position dans la hiérarchie. Il peut se définir comme un « décalage entre position actuellement occupée et aspirations initiales de l'individu » (Avril *et al.*, 2010, p.162). De telles aspirations déçues peuvent concerner à la fois une position professionnelle, un type de carrière et de position attendues en fonction de la formation engagée et du diplôme obtenu ou une ascension sociale projetée par la voie scolaire en comparaison de la position des parents.

Ces approches du déclassement peuvent être pertinentes, pour approcher les trajectoires avant la bifurcation, tel que le fait Pierre Bourdieu au sujet des reclassements dans des professions telles les « artisans ou commerçants de luxe, de culture ou d'art, gérants de "boutiques" de confection, revendeurs de marques dégriffées, marchands de vêtements et de bijoux exotiques ou d'objets rustiques, disquaires, antiquaires, décorateurs, designers, photographes ou mêmes restaurateurs ou patrons de "bistrots" à la mode, "potiers" provençaux et libraires d'avant-

garde » (1978, p.7). Autant de professions, datées dans leurs dénominations mais assez proches des professions de barman, libraire, coach ou paysagiste occupées par les enquêtés étudiés. Pierre Bourdieu relie ces déclassements professionnels (ces professions ne se situent pas « en haut » de l'espace social qu'il construit) à des trajectoires scolaires (moins rentables qu'escomptées) et intergénérationnelles (difficulté à maintenir une position d'appartenance aux classes dominantes) et, *in fine*, à des stratégies de reclassement social, ce qui invite à préciser la notion de déclassement. Dans cet article, Pierre Bourdieu mêle deux catégories de déclassement. Il y a, tout d'abord le déclassement scolaire provenant du décalage d'évolution entre les titres et les postes (Bourdieu et Boltanski, 1975), qui produit des décalages entre la valeur objective d'un titre sur le marché du travail (les emplois auxquels il donne accès) et les aspirations de leur détenteurs (ascension sociale par le diplôme). L'inflation des diplômes, pour répondre à l'idéal d'égalité des chances, produit, selon Pierre Bourdieu, une dévalorisation objective des diplômes qui nécessite des ajustements des agents confrontés à un désajustement entre leurs aspirations individuelles et familiales d'ascension sociale, au fondement de leur engagement scolaire, et les chances objectives d'accomplissement de ces aspirations, réduites par la croissance de la production de titres. Ce type de déclassement est analysé parallèlement à un autre type de déclassement, scolaire, celui de ceux qui ont interrompu leur cursus (pas de diplôme de l'enseignement supérieur par exemple), issus de la bourgeoisie et qui peinent, par manque de titre scolaire à la hauteur de la position sociale escomptée, scolairement plus difficile à défendre du fait de l'inflation scolaire, à maintenir la position sociale de leurs parents ; le déclassement est ici générationnel. Ainsi, le déclassement scolaire s'articule avec une mobilité sociale intergénérationnelle ascendante (par exemple pour les enfants d'ouvriers) mais dans une moindre mesure que celle qui était attendue ou avec une mobilité sociale intergénérationnelle descendante dans le cas des enfants de la bourgeoisie dont le diplôme, insuffisamment prestigieux, ne permet pas le maintien des positions sociales familiales. Ces décalages conduisent à des « luttes de classement », autant de stratégies de reclassement ou de résistance au déclassement par la voie de professions nouvelles (le conseil en bien-être ou en sexualité, cite Pierre Bourdieu à titre d'exemple) ou anciennes en les réinvestissant (professions du commerce et de l'artisanat). Plus généralement, ces stratégies de reconversion (des capitaux scolaires en capitaux professionnels) peuvent porter sur la redéfinition des tâches pour une profession donnée, les conditions d'accès au poste, la rémunération ou même le nom du poste (Bourdieu et Boltanski, 1975). Dans cette représentation, le déclassement scolaire et/ou intergénérationnel serait subi et donnerait lieu, tant pour compenser le déclassement objectif

que pour s'illusionner soi-même, à un processus de reclassement comme défense de sa position sociale.

Ces approches, si elles permettent d'évaluer la mobilité avant le déclassement, ne s'appliquent pas de façon adéquate à la qualification objective du déplacement effectué dans l'espace social au cours de la bifurcation.

### *Bifurcations descendantes et déclassement*

Le déclassement possible dans les trajectoires étudiées est d'un ordre différent. Comme je l'ai montré, la trajectoire avant bifurcation n'est pas, pour la majorité des enquêtés, une trajectoire de déclassement, de sur-éducation ou de mobilité sociale descendante, bien au contraire. Les bifurcations étudiées sont souvent des interruptions, par l'*exit*, de carrières ascendantes. Ainsi, avant la bifurcation, les situations de déclassement sont marginales parmi les personnes interrogées. Leurs trajectoires sont plutôt des trajectoires d'ascension ou de reproduction sociale, d'adéquation entre diplômes obtenus et carrière professionnelle et de « réussite sociale », même si l'insatisfaction professionnelle vient justement en questionner les fondements. Mais la question du déclassement – ne serait-ce que du point de vue du revenu puisque la baisse du revenu est la caractéristique commune de ces trajectoires – se pose après la bifurcation professionnelle.

Il s'agit alors d'évaluer le déclassement professionnel comme mobilité sociale intragénérationnelle descendante et comme possible sur-éducation volontaire puisqu'il s'agit de quitter une profession en correspondance avec un diplôme pour une profession exigeant un diplôme moins élevé selon les grilles institutionnelles de classement. Plusieurs critères peuvent être pris en compte pour apprécier l'ampleur d'un éventuel déclassement après la bifurcation. Le premier, le revenu, fait partie des hypothèses de l'enquête : par hypothèse, les bifurcations étudiées sont descendantes du point de vue du revenu (baisse d'au moins 25%) et l'appréciation d'un éventuel déclassement à travers la consommation et le niveau de vie (le logement par exemple, souvent pris en compte dans les études sur le déclassement) fait l'objet des chapitres trois et quatre. D'autres critères comme la qualification, la profession, la place dans la hiérarchie et le statut de l'emploi constituent des critères d'appartenance aux CSP. Aussi, l'évaluation la plus simple et la plus classique d'un possible déclassement professionnel après bifurcation passe par le classement des professions occupées dans les grandes CSP avant et après changement puis l'évaluation de la trajectoire entre deux CSP ou à l'intérieur d'une CSP, selon

les règles de classement des professions usuellement utilisées dans les enquêtes de mobilité sociale. Cette comparaison permet de mettre en évidence l'ampleur du déclassement entre la profession occupée avant la bifurcation et celle occupée après la bifurcation. Ce déplacement ne serait pas subi et imposé de l'extérieur (après un licenciement, par exemple) mais sinon choisi, au moins accepté, voire revendiqué, comme un reclassement partant d'une critique des catégories de classement ayant fondé les hiérarchies sociales entre professions.

### 1.1.3. L'évaluation du déclassement professionnel

L'évaluation du déclassement professionnel objectif parcouru lors des bifurcations descendantes observées nécessite d'une part le codage des professions selon la nomenclature de l'INSEE et d'autre part, la qualification des déplacements et donc le classement des catégories socioprofessionnelles utilisées.

#### *Codage des professions avant et après bifurcation*

L'évaluation du déplacement dans l'espace ainsi défini nécessite donc le codage des professions avant et après bifurcation selon la nomenclature de l'INSEE des professions et catégories socio-professionnelles. Ce codage est présenté dans le tableau 2. Chaque profession est codée selon le niveau 3 (codage à deux chiffres), ce qui rend visible l'appartenance à la catégorie socioprofessionnelle agrégée (codification à un chiffre correspondant aux grands groupes socioprofessionnels[127]). Ainsi, avant la bifurcation, vingt-cinq des enquêtés sont cadres, trois sont des techniciens, l'une est employée et la dernière est salariée d'une entreprise qu'elle co-dirige avec son ex-époux (assimilée commerçante). Après le changement professionnel, cinq sont agriculteurs exploitants ou assimilés (CSP 1), neuf sont commerçants (CSP 2), onze sont cadres (CSP 3), quatre appartiennent à la catégorie des professions intermédiaires (CSP 4), deux sont employés (CSP 5) et l'un est ouvrier (CSP 6). Parmi les cadres (CSP 3), quatre appartiennent au professions libérales du conseil (psychothérapeute, coach, conseil en

[127] Pour les six catégories d'actifs : 1. Agriculteurs exploitants ; 2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise ; 3. Cadres et professions intellectuelles supérieures ; 4. Professions intermédiaires ; 5. Employés et 6. Ouvriers

environnement), trois sont auteur ou producteur (indépendants), deux sont professeurs, l'une est cadre de la fonction publique à temps partiel et enfin l'une est cadre d'entreprise en exerçant des missions intérimaires. Vingt-et-un enquêtés sont indépendants après leur bifurcation. Les professions exercées selon le statut d'indépendant ou sans contrat à durée déterminée (mission intérimaire) concernent donc la majorité des situations et seuls huit des enquêtés sont salariés après la bifurcation : un ouvrier à temps partiel, deux employés, un salarié du tiers secteur (CSP 4), trois professeurs et professeurs des écoles, enfin une cadre de la fonction publique à temps partiel. Tous les salariés sont salariés du secteur public ou du tiers secteur (ici, économie sociale et solidaire), deux salariés le sont du secteur privé, l'un ouvrier à temps partiel pour compléter son autoproduction, l'autre comme salariée intérimaire du secteur bancaire. Les bifurcations se caractérisent alors par un mouvement de sortie de l'entreprise et de sortie du salariat.

### *La qualification de la mobilité sociale*

La qualification de la mobilité comme ascendante et descendante nécessite une hiérarchisation des catégories professionnelles mobilisées. Les changements professionnels portent sur la qualification de la profession, le statut (indépendant/salarié), le secteur (public/privé), le secteur d'activité parfois (par exemple du secteur tertiaire vers le secteur primaire ou secondaire), autant d'éléments qui rendent la hiérarchisation des deux professions plus difficile que le passage d'une catégorie de salarié à une autre. Au total, dix bifurcations s'effectuent à l'intérieur de la catégorie des cadres (CSP 3) quand les autres s'accompagnent d'un changement de catégorie (CSP). La signification sociale du passage d'un groupe à un autre est souvent indéterminée ou inégalement déterminée comme le constatent, dès la construction de la nomenclature des CSP, les statisticiens de l'INSEE cherchant à qualifier les mobilités sociales entre catégories (Merllié et Prévot, 1991, p.41). L'évaluation de la mobilité biographique en cours de carrière s'appuie donc sur les conventions statistiques et sociologiques dominantes qui tentent de refléter au plus près la perception dominante des acteurs sociaux (tableau 3) et leur perception de la mobilité comme descendante ou ascendante. Deux types de mobilité doivent être évaluées, l'une entre CSP et la seconde à l'intérieur d'une même CSP (celle des cadres, CSP 3). L'évaluation de la mobilité est effectuée de deux manières : dans le cas où les deux professions exercées se situent au sein de la même CSP, nous parlerons de petits déplacements (Pagis et Pasquali, 2016), dans le cas où il y a passage d'une PCS à une autre, nous pourrons parler de mobilité.

## Tableau 2. Mobilité professionnelle des enquêtés lors de la bifurcation[128]

| Codage nomenclature PCS INSEE niveau 3[129] | | |
|---|---|---|
| 22. Commerçants et assimilés (petite entreprise) | → | 52. Employé administration |
| 38. Ingénieur et cadre technique d'entreprise | → | 43. Prof. interméd. de la santé et du travail social |
| 38. Ingénieure | → | 31. Prof. libérale (psychothérapeute) |
| 38. Ingénieure | → | 42. Prof des écoles, instituteurs et assimilés |
| 37. Cadres adm. et commerciaux d'entreprise | → | 22. Commerçants et assimilés (café) |
| 37. (Cadre commercial) | → | 21. Artisan (torréfactrice) |
| 37. (Cadre RH) | → | 22. Commerçants (café/salades) |
| 37. (Contrôleur gestion) | → | 12. Entrepreneurs travaux agricoles (paysagiste) |
| 37. (Cadre finance) | → | 34. Professeur, prof. scientifiques (prof. certifié) |
| 37. (Cadre finance) | → | 22. Commerçants (libraire) |
| 37 (Cadre finance) | → | 37. Cadres du privé (cadre intérimaire) |
| 37. (Cadre finance) | → | 22. Commerçants (gérant magasin bio) |
| 37. (Cadre immobilier) | → | 22. Commerçante (gérante magasin bio) |
| 37. (Cadre finance) | → | 22. Commerçants (gérant bar) après 55 (barman) |
| 37. (Cadre communication) | → | 31. Professions libérales (coach) |
| 37. (Cadre publicité) | → | 11. Agriculteur petite exploitation (et 31.) |
| 37. (Cadre finance) | → | 34. Porfesseurs, prof. scientifiques (prof agrégé) |
| 37. (Chargée d'études) | → | 31. Prof. libérales (conseil environnement) |
| 35. Prof. de l'info., des arts et des spectacles | → | 31. Prof. libérales (pychothérapeute) |
| 35. (Journaliste TV) | → | 35. Prof. info art spectacle (auteur et producteur) |
| 35. (Cheffe de rédaction) | → | 33. Cadres de la fonction publique |
| 35. (Directeur casting) | → | 52. Employés fonction publique |
| 35. (Cadre opéra) | → | 35. Prof info art spectacle (auteure) |
| 35. (Journaliste) | → | 21. Commerçants (commerce artisanat) |
| 33. (Cab. Ministère, Cab. Mairie) | → | 12. Agri. sur moyenne expl. (éleveur ovin) |
| 33. (Assemblée Nationale) | → | 35. Prof. info art spectacle (artiste plasticien) |
| 47. Technicien (mécanique précision) | → | 12. Agriculteur (entretien jardin-paysagiste) |
| 47. (Technicien édition) | → | 67. Ouvrier non qualifié (aquaculture) |
| 47. (Développement informatique) | → | 22. Commerçante (hôtellerie) |
| 55. Employé de commerce (immobilier) | → | 11. Agri. (apicultrice) et 43. (Prof. yoga) |

[128] La dernière profession occupée codifiée est la profession occupée avant la bifurcation (qui peut parfois se faire en plusieurs étapes) et la « nouvelle » profession correspond à l'emploi occupé au moment de l'enquête.
[129] Le code de la profession est celui de la nomenclature des PCS 2017 en 42 postes (niveau 3). Le premier chiffre indique l'appartenance à la catégorie socio-professionnelle-(active) selon le codage de l'INSEE : 1. Agriculteurs exploitants ; 2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise ; 3. Cadres et professions intellectuelles supérieures ; 4. Professions intermédiaires ; 5. Employés et 6. Ouvriers (voir sur le site de l'INSEE : https://www.insee.fr/fr/metadonnees/pcs2003/categorieSocioprofessionnelleAgregee/).

La première évaluation de la mobilité concerne donc les situations où la nouvelle profession n'est pas classée dans la même catégorie que l'ancienne. S'il s'agit de deux catégories majoritaires salariées (cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires, employée et ouvriers), la hiérarchie conventionnellement établie est consensuelle et permet de déterminer de quel type de mobilité il s'agit : le seul changement qui pourrait être ambigu est celui d'ouvrier à employé, ou d'employé à ouvriert, ne se présente pas pour les trente situations étudiées. Ainsi, par exemple, le passage de la catégorie des cadres (par exemple, ingénieur) à la catégorie des professions intermédiaires est considéré comme une mobilité descendante au sein du salariat. La qualification de la mobilité de catégories salariées (par exemple, cadres) à des catégories d'indépendants est plus ambigüe. Les différentes mesures de la mobilité sociale diffèrent quant à la comparaison entre des catégories indépendantes (par exemple, commerçants et assimilés) et des catégories salariées, appartenant par exemple à la catégorie agrégée des professions intermédiaires : certaines études les placent au même niveau (Goux et Maurin, 2012), d'autres au-dessous (Peugny, 2009 p.172 ; Duru-Bellat et Kieffer, 2006) et d'autres encore au-dessus (Attias-Donfut et Wolff, 2001)[130]. Je propose de placer les professions indépendantes rencontrées, qu'il s'agisse de professions classées dans la catégorie 1 des agriculteurs exploitants (entretien de jardin, éleveur, etc.) ou de professions classées dans celle des chefs d'entreprise, artisans et commerçants, au-dessous de la catégorie des cadres (CSP 3), au niveau des professions intermédiaires (CSP 4). Ce choix se justifie d'autant plus que les professions exercées en tant qu'indépendants le sont souvent comme micro-entrepreneurs avec des revenus très inférieurs et une précarité de statut beaucoup plus grande que dans l'ancienne profession, salariée et cadre. Il s'agit ici d'une convention, commune à d'autres évaluations de la mobilité sociale, qui place relativement haut les catégories d'indépendants alors que dans de nombreux cas, leurs revenus par exemple sont souvent inférieurs au revenu moyen correspondant à la CSP des professons intermédiaires. Le passage d'une profession indépendante (petite entreprise) à la profession d'employée (un seul cas) est donc une situation de mobilité descendante comme le passage, en sens inverse du salariat vers l'indépendance, beaucoup plus fréquemment rencontré parmi les enquêtés, de la catégorie de cadres à la catégorie d'artisans-commerçants. Ainsi, tous les changements de catégorie socioprofessionnelle agrégée peuvent être qualifiés de mobilité sociale intragénérationnelle descendante et correspondent donc à une sortie de carrière descendante, du point de vue de la profession, lorsqu'il y a changement de CSP.

[130] Je reprends ici les informations collectées par Lise Bernard, 2016, p.74, note 6.

| Tableau 3. Codage des professions et type de mobilité individuelle | | |
|---|---|---|
| **Codage profession avant bifurcation** | **Codage profession après bifurcation** | **Type de mobilité(1) ou « petit déplacement »(2)** |
| 22. (petite entreprise) | 52. (employé administratif) | Mobilité descendante |
| 38. (ingénieur) | 43. (encadrement social) | Mobilité descendante |
| 38. | 31. (psychothérapeute) | Petit déplacement descendant |
| 38. | 42. (professeur des écoles) | Mobilité descendante |
| 37. (cadre entreprise) | 22. (commerçants) | Mobilité descendante (6 cas) |
| 37. | 21. (artisan) | Mobilité descendante |
| 37. | 12. (entretien jardins) | Mobilité descendante |
| 37. | 34. (professeur certifié) | Petit déplacement descendant |
| 37. | 37. (cadre intérimaire) | Immobilité |
| 37. | 31. (coach dév. personnel) | Petit déplacement descendant |
| 37. | 11. (permaculture) et 31. (conseil) | Indéterminé |
| 37. | 34. (professeur agrégé) | Petit déplacement descendant |
| 35. (production « événementiel ») | 31. (psychothérapeute) | Immobilité |
| 35. (journaliste TV) | 35. (production films, auteure) | Petit déplacement descendant |
| 35. (cheffe rédaction) | 33. (cadre administratif) | Immobilité |
| 35. (casting, production) | 52. (employé administratif) | Mobilité descendante |
| 35. (cadre opéra) | 35. (production radio, auteure) | Petit déplacement descendant |
| 35. (journaliste) | 21. (artisan-commerçant) | Mobilité descendante |
| 37. (cadre entreprise)) | 31. (conseil environnement) | Petit déplacement descendant |
| 33. (cadre cabinets politiques) | 12. (éleveur ovin) | Mobilité descendante |
| 33. (cadre Assemblée Nationale) | 35. (auteur) | Petit déplacement descendant |
| 47. (technicien mécanique) | 12. (entretien jardins) | Immobilité |
| 47. (technicien du livre) | 67. (ouvrier aquaculture) | Mobilité descendante |
| 47. (développement informatique) | 22. (hôtellerie) | Mobilité descendante |
| 55. (employé de commerce) | 11. (apicultrice) et 43. (prof. yoga) | Indéterminé |

(1) La « mobilité » est définie comme un changement de CSP
(2) Le « petit déplacement » est défini comme un déplacement au sein d'une CSP (Pagis et Pasquali, 2016)

Le deuxième type de mobilité rencontrée ne relève pas de la mobilité sociale intercatégorielle (pas de changement de catégorie socioprofessionnelle agrégée) mais de « petits déplacements » au sein d'une même catégorie socioprofessionnelle (Pagis et Pasquali, 2016). Ce sont des cadres qui sortent du salariat vers des professions plus instables, notamment du point de vue des revenus (revenus inférieurs et irréguliers), moins qualifiées (par exemple, de ingénieure centralienne à psychothérapeute ou de cadre publicitaire à coach en développement personnel)

et de ce fait avec un statut social inférieur. Je les nomme « petits déplacements descendants ». Ces petits déplacements sont rendus possibles par l'hétérogénéité de la catégorie des cadres objectivement mesurable (revenu, précarité, place dans la hiérarchie, par exemple) et socialement perceptible : c'est le cas, par exemple, de catégorie des « professions de l'information, des arts et du spectacle » ou encore de celle des « professeurs » qui ne sont bien souvent pas considérées comme cadres dans la perception ordinaire (Desrosières et Thévenot, 1996, p.78-79), ce qui autorise alors à parler de « petits déplacements descendants ». Il reste alors quelques situations indéterminées, par exemple dans le cas où le changement de profession se traduit par l'exercice de plusieurs professions. On peut citer le changement d'employée commerciale (dans une agence immobilière) vers apicultrice et professeur de yoga qui constitue une des rares situations qui pourrait être identifiée à une mobilité sociale ascendante, mais l'observation microsociologique de la faiblesse des revenus tirés de ces deux activités et de la précarité du statut (micro-entrepreneuse) rendent le classement plutôt indéterminé. Il en est de même pour une situation de cadre publicitaire continuant à exercer cette activité de façon indépendante et partielle en l'associant avec la mise en œuvre d'un projet de permaculture associé à une activité culturelle sur son exploitation. Quatre situations sont des situations d'immobilité où le changement n'entraîne pas de modification de la catégorie socioprofessionnelle d'appartenance et où la comparaison de statut ne permet pas de hiérarchiser : par exemple, dans le passage de journaliste (cheffe de service) à cadre du secteur administratif contractuel (Ville de Paris) ou encore le changement de statut de productrice dans l'événementiel à psychothérapeute, deux professions aux contours assez proches. Néanmoins, pour toutes ces situations, on pourrait dire qu'il y a un déplacement descendant du point de vue du revenu et de la précarité du statut, deux critères qui ne sont pas pris directement en compte par l'INSEE dans le classement des professions en catégories agrégées, mais qui justifient de qualifier le « petit déplacement » de « descendant » dans ces situations. Par exemple, le passage de salarié en contrat à durée indéterminée du secteur financier (Sophie) à celui de salarié en mission intérimaire (contrôle bancaire) est une trajectoire immobile du point de vue des catégories de la nomenclature des PCS (professions très proches) mais induit, dans le parcours biographique, une forte baisse de revenus et un fort aléa (période de plusieurs mois sans mission et sans revenu autre que le RSA).

Si l'on prend en compte à la fois la mobilité catégorielle et les petits déplacements, il apparaît nettement que les mobilités biographiques en jeu dont des mobilités descendantes, ce qui est congruent avec la condition de baisse du revenu. Du point de vue de la profession et de la CSP,

du point de vue des revenus comme du point de vue de la stabilité de l'emploi, du point de vue de la correspondance conventionnelle entre diplôme obtenu et qualification de l'emploi, ces situations correspondent à des situations de déclassement professionnel. Néanmoins, ce classement objectivement constaté, selon les hiérarchies institutionnelles, entre diplômes et entre professions, n'est désiré subjectivement que par une opération de réévaluation des nouvelles professions exercées et des hiérarchies entre professions. Ainsi, ce n'est pas le déclassement qui est voulu mais une réévaluation des hiérarchies professionnelles qui est affirmée : les hiérarchies sociales sont réajustées par les acteurs qui s'engagent dans des « carrières à rebours ». L'examen des critères de mobilisation des acteurs montre que les critères de classement mobilisés sont souvent les mêmes que ceux ayant contribué à la catégorisation statistique des professions mais que leur appréciation, négative ou positive, varie.

## 1.2. Évaluation subjective des professions, classement et reclassement

Comme le soulignent les travaux sur le « malaise des cadres » ou la critique des cadres envers leur profession, l'*exit* reste très minoritaire au sein de la profession (Flocco, 2015a ; Monneuse, 2014), *a fortiori* pour une profession moins rémunérée. Cette position minoritaire, partagée avec tous les sortants de carrière qui bifurquent vers un emploi moins rémunéré, oblige à mobiliser des justifications subjectives, pour rendre raison, à ses propres yeux d'abord mais aussi au regard du monde social, des bifurcations opérées. Pourquoi préférer un emploi moins rémunéré, exigeant un diplôme inférieur et de ce fait classé souvent plus bas dans une hiérarchie institutionnelle et sociale des professions ? Sur quels critères de jugement s'appuie la critique des hiérarchies professionnelles institutionnelles pour justifier le changement ? Les bifurcations étudiées traduisent des jeux sur les classements hiérarchiques qui ne sont pas pour autant un renversement de ces hiérarchies où le « bas » (Peugny, 2009b) deviendrait le « haut » mais une réévaluation des classements ordinaires qui justifient l'engagement dans le changement professionnel.

### 1.2.1. Critique et réévaluation des hiérarchies professionnelles

Les critères de construction des catégories socio-professionnelles sont non seulement, des critères de distinctions et de ressemblances entre professions mais aussi des critères de hiérarchisation même si cette hiérarchisation est multiple et souvent implicite. Les dispositifs de jeux (Boltanski et Thévenot, 1983) ont montré que les classements profanes pouvaient recouper les classements savants : placés dans une situation où ils devaient deviner la profession d'un individu à partir de caractéristiques sociales de cet individu (que le jeu permettait d'acheter sous forme de réponses à des questions), les agents sociaux ont validé les oppositions mobilisées par les statisticiens dans la construction des CSP, telles les dichotomies salarié/non salarié, qualifié/non qualifié, public/privé, etc., associées à d'autres signes sociaux (comme le type de consommation) qui étaient autant de signes d'appartenance d'une profession à un groupe social. Les récits recueillis lors de l'enquête qualitative permettent, quant à eux, de retrouver les critères mobilisés pour juger le caractère désirable d'une profession, forme de classement subjectif. Les critères qui apparaissent ne reflètent pas nécessairement les jugements dominants dans la société – et la plupart du temps s'en éloignent, sous forme d'un pas de côté plutôt que d'un renversement hiérarchique complet – mais traduisent le jugement subjectif d'un individu sommé – par la situation d'enquête et d'entretien – de justifier le changement professionnel qu'il a effectué. Cette situation n'est pas pour autant artificielle tant les individus interrogés sont aguerris à la pratique du récit de soi et à la réflexivité subjective, par leur position sociale comme par leur situation socialement marginale qui invite à « se justifier ». Ainsi, on peut distinguer quatre critères constitutifs de cette critique ordinaire parmi les plus cités dans les récits de changement recueillis : l'opposition entre travail manuel et intellectuel et plus généralement l'appréciation sur la nature de la tâche effectuée, la position dans la hiérarchie, le statut juridique (indépendant/salarié) et le temps de travail. Ce processus de réévaluation des critères de jugement des professions produit aussi un reclassement symbolique des professions occupées : choisir d'exercer finalement une profession exigeant des diplômes institutionnellement inférieurs à celui détenu suppose une requalification des qualités associées aux professions nouvellement occupées.

### *Travail manuel, pénibilité physique et nature de la tâche*

Sur le contenu du travail, un premier élément sur lequel se porte la critique est celui de la hiérarchie entre travail manuel et travail intellectuel. Si les tâches manuelles sont explicitement reconsidérées positivement, la pénibilité physique, souvent associée au travail manuel, est à la fois revalorisée quand il s'agit d'activité physique, d'effort, de dépense, et crainte quand il s'agit de dangerosité ou de risque d'épuisement. À l'épreuve de l'expérience, les catégories sont finement retravaillées et non simplement inversées, par exemple dans une revalorisation de tout travail manuel. Ainsi, quand Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) envisage de reprendre une formation et de devenir bûcheron, il entend la mise en garde de son beau-frère, paysagiste : « bûcheron, c'est quand même vraiment dur, dangereux, physique ». Il décide finalement de devenir jardinier à son compte. Clara (employée dans l'immobilier devenue professeur de yoga et apicultrice), après un voyage en Afrique à bicyclette avec son compagnon, envisage le maraîchage comme activité principale, en vivant dans la maison familiale, dans les Landes. Mais la difficulté physique (tout autant que les aléas des récoltes) la décourage et cela malgré le plaisir du travail manuel « rassurant, simple » et « qui a un sens » :

> « Au début je me suis posée la question de faire vraiment du maraichage et au retour avec mon compagnon, on est rentré ensemble, on a fait un petit potager tout ça mais c'est trop dur. Trop dur. Trop dur… […] c'est *énormément* de travail, énormément, énormément de travail…[…] [Et] disons que pour gagner sa vie en France, pour gagner suffisamment en vendant des légumes pour payer un loyer, c'est compliqué quand on regarde l'écart de prix entre 1kg de ce que l'on produit et le prix des loyers c'est quelque chose… Et puis ça veut dire faire les marchés, 5 heures du mat', c'est toute l'année…[…] Ça m'a semblé trop dur ».

Si son compagnon, ancien mannequin dont elle se sépare peu après le retour de voyage est aujourd'hui « maraîcher bio en Auvergne » et « fournit des Amap », elle juge cette tâche trop risquée et trop difficile pour elle-même : « ce truc de maraîchage, […] seule, c'était pas quelque chose que je me sentais du tout du tout capable de faire ». Elle reprend pour un temps un emploi d'employée dans une agence immobilière (familiale) avant de se lancer, quelques années plus tard, dans une double activité de professeur de yoga et d'apicultrice. Damien (technicien devenu ouvrier à temps partiel), qui cultive un très grand potager sur son temps libre depuis qu'il a quitté l'agglomération parisienne et son emploi de technicien du livre pour vivre en milieu rural, ne souhaite pas faire du maraîchage « un métier », car « c'est trop ingrat » en raison des aléas météorologiques et des contraintes qui pèsent sur le travail s'il est soumis à la contrainte de

rentabilité (difficulté physique, temps de travail, etc.). Pourtant lui aussi valorise l'activité physique et « l'adaptation du corps » :

> « En fait ton corps change. Moi ça a été flagrant. […] Avant j'avais beaucoup de douleurs articulaires surtout les coudes et les genoux, j'en ai plus ! La façon dont tu récupères a changé : boulots de forçats et après je bois un truc et je peux repartir ! »

La possible pénibilité du travail ne vaut que si elle peut être associée à une vocation qui permet de supporter l'épuisement, parfois la douleur physique – comme la vocation artistique du danseur fait oublier ce que le corps subit (Sorignet, 2006). Paul souligne la pénibilité de son emploi de jardinier et ses conséquences sur sa santé (lombalgies) mais se réjouit d'exercer une « activité physique, au plus proche du végétal ». La possibilité d'exécuter des tâches jugées socialement dévalorisantes n'est pas non plus niée mais considérée comme supportable si elle est associée à un travail qui apporte de la satisfaction. Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles ») fait ainsi le récit de ses doutes avant d'ouvrir un « café familles » sur l'éventuelle difficulté à se mettre au service de la clientèle après avoir été cadre, sur la dévalorisation qu'il y aurait à « laver les assiettes des autres » : c'est ici le contact avec le sale qui classe une profession comme dans le cadre hospitalier (Peneff, 1992). Elle rapporte qu'elle « avait été mise en garde sur le changement de statut social » parce que « le commerçant n'a pas le même statut qu'un cadre de la finance », mais que la volonté de réaliser « son projet » l'a finalement emporté et qu'elle ne ressent pas comme un désagrément le fait de servir des clients. La pénibilité physique au travail est donc une question de seuil, elle relègue certaines professions au bas de la hiérarchie de la désirabilité mais, quand elle est perçue comme modérée, elle peut être légitimée comme manière d'être actif au travail.

Plusieurs des enquêtés font d'ailleurs part de leur fatigue physique qui tend parfois à l'épuisement devant l'ampleur des tâches à réaliser (portage, transports de denrées alimentaires, nettoyage, etc.) : quand je rencontre Martin, ancien cadre publicitaire (directeur artistique) qui s'est lancé dans la permaculture sur les terrains appartenant à ses parents, il dit « être au bord du burn-out » (d'épuisement, il pleurera pendant l'entretien). Ils y font face en sublimant la vocation à donner beaucoup de soi et en évoquant une « saine fatigue physique » (Delphine) ou en déléguant par nécessité une partie de ces tâches (nettoyage du lieu de travail pour Claire ou Isabelle), voire en mécanisant (dans la bergerie pour Pierre). Dans leur magasin d'alimentation biologique, Fabienne et Guillaume (anciens cadres) doivent faire face, tout comme Claire (ancienne cadre en ressources humaines) dans son restaurant à salades, au port de charges

lourdes : débarquement de la marchandise pour les premiers, descente de la marchandise dans les sous-sols où se trouve la cuisine pour la seconde. Guillaume se charge de ses tâches de transport de marchandises (plus que sa femme, Fabienne, qui y participe peu) avec des salariés et considère qu'en tant qu'employeur la question de la pénibilité physique est un des défis à relever maintenant que son magasin est rentable économiquement : il craint les douleurs dorsales chez ses employés ou l'apparition de pathologies du travail.

Le contenu du travail manuel est aussi reconsidéré positivement : des tâches plus concrètes, à la finalité plus lisible qui permettent de se rapprocher de ses passions. « J'adore cuisiner » et « je n'ai pas de lassitude à peler mes concombres », dit Claire. Pierre (cadre politique devenu éleveur de brebis) ne renie pas son goût pour la réflexion mais pense pouvoir l'exercer plus facilement dans son travail de paysan éleveur que dans son ancienne profession de cadre politique :

> « C'est-à-dire que le travail intellectuel, ça me plaît mais en fait un travail physique, ça laisse souvent la tête libre donc finalement on a presque plus de libertés de ce côté-là quoi. Moi, quand je suis avec mes brebis, je peux réfléchir à plein de choses, ce que je pouvais pas faire en réunion à Paris où fallait écouter des gens pas toujours intéressants débiter des choses qu'on avait entendues quinze fois ».

Le travail manuel est également relié à la possibilité, désignée comme désirable, de travailler à l'extérieur. Ainsi, Vincent, chef d'atelier, songe à devenir jardinier paysagiste car il a « toujours aimé l'extérieur, les plantes, les fleurs ». Depuis que Yann (ancien informaticien) a commencé à aménager des chambres d'hôte, il découvre de nouvelles tâches, difficiles physiquement mais qu'il juge très positivement : défrichage du parc à l'abandon comme le manoir au moment de l'achat (« tout à la main, pas de sous pour solliciter des entreprises extérieures »), aménagement de la maison, construction d'un haut-vent, culture d'un potager, confection de confitures « pour les clients », récoltes des arbres fruitiers du parc, etc. S'il considère ses tâches comme souvent rudes et qu'il ironise sur les « séances d'ostéo » qu'elles nécessitent souvent pour que le corps se remette, il dit aussi « avoir pris un goût délicieux à jardiner, bricoler » et aime « le contact avec la terre, l'odeur des fleurs, du vent, le bruit des oiseaux » : « la connexion au vivant ! Les sens ! Toucher la terre, sentir les fleurs, écouter les oiseaux, voir la couleur du parc ! C'est fulgurant de plaisir ». Ainsi, les professions manuelles se trouvent-elles revalorisées si la pénibilité physique est maîtrisée.

### *« Ne plus avoir de patron, tout simplement »*

Les bifurcations sont souvent l'aboutissement d'une critique du salariat. Aussi, la deuxième qualité valorisée est la liberté dans le travail rendue possible par le fait d'avoir quitté l'entreprise et/ou le salariat et l'absence de hiérarchies. Le statut d'indépendant ou certains statuts de salariés (professeurs) permet aussi de se libérer des hiérarchies, quand les abus de pouvoir et conflits avec des supérieurs sont une des raisons de quitter le salariat. Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) ne supporte pas, dans ses différents emplois passés, « les chefs horribles » qu'elle juge souvent incompétents. Claire (cadre en ressources humaines ayant ouvert un « café salades ») déplore avoir subi un supérieur hiérarchique « fou » à qui elle ne « savait pas dire non ». Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) ne veut plus d'activité salariée et se réjouit « d'être [son] propre patron ». Henri (cadre de la finance devenu professeur) se réjouit à plusieurs reprises de « ne plus avoir de patron tout simplement » et « d'être son maître, de créer son cours pendant l'été et de se dire qu'on va avoir l'année pour le partager dans un établissement où il y a un chef d'établissement mais qui ne vient pas vérifier ce que [l'on] fait. »

Le pouvoir hiérarchique n'est pas seulement pénible à subir, ce qui serait assez conforme au classement social des professions qui place au-dessus des professions d'encadrement et en dessous des postes subordonnés. Il est aussi considéré comme désagréable à exercer, ce qui renverse les classements dominants. Ainsi, Vincent (technicien devenu jardinier), devenu chef d'atelier à sa sortie du lycée professionnel (« à la base c'est le plus haut qu'on puisse espérer quand on est en bac pro »), n'aime pourtant pas encadrer :

> « Chef d'atelier, c'est vraiment entre le marteau et l'enclume, toujours en train de se faire taper dessus ! Quand c'est pas les chefs qui vous tapent dessus, c'est les mecs que vous commandez qui vous tapent dessus, ben parce que vous êtes jeunes et puis faut y aller mollo quand même ! Donc voilà pas intéressant, enfin c'est mon ressenti, y en a plein qui s'y plaisent, moi j'ai des potes qui sont chefs d'atelier. Mais quand ils débauchent, ils sont contents ! »

Pour Pierre, ancien cadre politique, les liens hiérarchiques, pénibles à supporter pour lui quand il s'agit de « rendre des comptes » à ses supérieurs, sont plus insupportables encore quand il s'agit de diriger des subalternes : « encore pire que d'avoir des chefs, c'est d'avoir entre guillemets des "subalternes", […] des gens plus ou moins "sous mes ordres" », un « truc » qu'il avait « connu à la Mairie de Paris ». Les professions d'artisan, de commerçant, de travailleur indépendant se trouvent ainsi revalorisées par leur statut et par le contenu concret du travail. Enfin, le statut d'indépendant permet aussi de refuser certaines manières de travailler : Paul

indique que, confronté à un travail de taille trop dangereux (le long d'une route circulante), il le refusera désormais ; Delphine revendique de ne pas se soumettre à une demande de clients qui lui semblerait dénuée de « bon sens » à la différence de son ancien emploi dans la communication où elle se voyait imposer des manières de travailler et des délais qu'elle jugeait « absurdes ». Cet éloge du statut d'indépendant après une vie de salarié est commun à d'autres situations observées, par exemple par Flora Bajard lors des enquêtes qu'elle a menées auprès des céramistes d'art (Bajard et Perrenoud, 2013) ou encore au sein d'une structure de portage salarial où elle constate, qu'au nom de l'autonomie et du travail indépendant, des qualités des emplois comme la précarité, les revenus irréguliers et peu élevés, habituellement jugées négativement, sont acceptées en contrepartie de cette liberté (Bajard, 2019). Les enquêtes sur les intellectuels précaires (Tasset, 2015, 2018) ou sur les précaires (Cingolani, 2014) montrent aussi la possibilité de voir la précarité valorisée comme forme d'émancipation du salariat. Parmi les personnes interrogées, quelques-unes ne sont pas satisfaites de leur nouvel emploi : ils sont toutes trois salariés, mécontents de leur hiérarchie et de la manière de travailler qui leur est imposée et manifestent d'ailleurs un désir de changement (Mehdi, Sandrine et Hélène). La satisfaction qu'elles trouvent au changement est extérieure au travail lui-même : Mehdi a rompu avec un rythme stressant et a fortement réduit son temps de travail, Sandrine a changé de lieu de vie et Hélène a réduit son temps de travail (trois jours dans la semaine) mais prépare une deuxième bifurcation pour vivre à la campagne et se rapprocher de l'autonomie alimentaire.

### *Réduction ou maîtrise du temps de travail*

Le rapport au temps de travail est plus ambivalent : après la trajectoire de bifurcation, certains enquêtés ont nettement réduit leur temps de travail, tandis que d'autres connaissent plutôt une hausse du temps de travail mais avec un gain dans la manière d'organiser son temps. Pour Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier), la sortie du salariat et de l'entreprise a entraîné une baisse choisie du temps de travail (il déclare travailler à 2/3 temps et libère presque toutes ses matinées pour une activité personnelle, intellectuelle et associative). Hélène, Sylvain, Mehdi, Damien, Alice, Sophie comptent positivement combien leur temps de travail a diminué en devenant salarié du secteur associatif ou public, ou encore en devenant indépendant et en quittant le statut de cadre du secteur privé. Le cas d'Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administratif) fournit un exemple archétypal d'une baisse continue du temps de travail après bifurcation. Elle a quitté son emploi de cheffe de rédaction dans un magazine scientifique

reconnu en partie car il ne lui laissait aucun temps libre avec sa fille (conflit sur la possibilité de prendre des vacances), puis est devenue cadre politique (à plein temps) puis cadre administratif à la Mairie de Paris, poste qu'elle occupe à temps partiel (2 à 3 jours par semaine selon les années).

Le gain de temps libre est partie prenante du changement. Cependant, plus qu'une baisse nette du temps de travail, c'est un rapport plus libre au temps de travail (et au travail en général) qui est valorisé. Car tous les enquêtés n'ont pas réduit leur temps de travail. C'est même là une des surprises de l'enquête : pour certains, le temps de travail a nettement augmenté. Cette augmentation du temps de travail est constatée notamment pour des cadres qui deviennent indépendants et ouvrent des commerces ou restaurants. Isabelle, par exemple, ancienne cadre qui a ouvert un « café-famille », estime son temps de travail à « beaucoup plus qu'avant » même si elle « gagne deux heures par jour en transports » en travaillant désormais à proximité de son domicile : « maintenant je fais ici sur place du 8h-20h ou 20h30 quand il n'y a pas d'événement et ça, quasiment sept jours sur sept. » Même expérience pour Claire (DRH qui a ouvert un bar à salades) : elle ne se préserve que le dimanche en famille. Dans la période de lancement d'une activité commerciale, plusieurs enquêtés ne ménagent pas leur peine et ne comptent pas leur temps de travail, ce qui est aussi conforme au temps de travail moyen supérieur pour les professions indépendantes[131].

Mais plus que la réduction du temps de travail, c'est un rapport plus libre au temps de travail qui est valorisé, y compris des horaires de travail atypiques (par exemple, le matin très tôt ou le soir, le samedi, le dimanche[132]). Les comparaisons en temps de travail en sont d'ailleurs rendues plus délicates. Ainsi, Pierre (cadre politique devenu éleveur) revendique de travailler moins que la plupart de ses collègues exploitants agricoles et limite volontairement son temps de travail. Mais la comparaison entre le temps de travail de son ancienne profession (cadre politique) et sa nouvelle (paysan-éleveur) n'a rien d'une évidence tant le rythme de son travail sur la journée, la semaine et même l'année, a changé. Éleveur de brebis, il travaille tous les matins (6h30-10h) et tous les soirs plusieurs heures pour la traite, tous les jours de la semaine. Le reste de la journée est partagé entre des activités en rapport avec l'exercice de sa profession (comptabilité, relations avec d'autres professionnels, etc.) et des activités domestiques ou de loisirs, sans que les temps

[131] En 2017, selon l'INSEE, la « durée habituelle du travail hebdomadaire » est estimée à 50,5 heures pour les non salariés et 39,1 heures pour les salaries, pour un emploi à temps complet (*Tableaux de l'Économie Française*, INSEE Références, Edition 2019, INSEE, Paris, p.49).

[132] Selon les catégories de l'INSEE, *op. cit.*, p.49.

ne soient nettement séparés, ce qui confère un sentiment de liberté et la possibilité de pratiquer de nombreuses activités non directement professionnelles dans la journée (militantisme, lectures, promenades à pied et à bicyclette, etc.). Le temps de travail n'est pas régulier sur l'année : la traite s'interrompt pendant plusieurs mois à l'automne, ce qui lui laisse la possibilité de voyager et, en revanche, le temps de travail est très intense pendant les mois d'agnelage (particulièrement janvier et février), les journées de travail pouvant atteindre jusqu'à 12 heures et même davantage. Ce rythme de travail très contraint sur une période très courte de l'année lui convient bien et est un des éléments qui lui fait préférer sa situation d'éleveur à celle de cadre politique. Pour Fabienne et Guillaume, qui ont quitté tous deux un emploi de cadre pour créer un magasin de produits biologiques dans leur village, le constat est identique. Ils travaillent le samedi souvent et n'ont que le dimanche comme jour de repos mais ils apprécient la liberté des horaires, amplifiée par les arrangements qu'ils trouvent ensemble dans l'aménagement de leur temps de travail. Ils laissent peu le magasin sous la responsabilité des seuls salariés mais y alternent leur présence pour pouvoir s'occuper des enfants, participer à des activités associatives ou encore s'engager dans la coopérative mère. Cette liberté dans les horaires est souvent citée par certains cadres comme un critère déterminant qui les fait placer leur situation professionnelle d'indépendant, parfois précaire sur le plan des revenus ou de la viabilité de l'activité, au-dessus de leur ancienne situation de cadre. Cette ambivalence est décrite aussi pour les trois enquêtés qui sont devenus professeurs : ils estiment « beaucoup travailler » (Marc, ancien trader). Devenu enseignant, Marc est surpris par l'intensité du travail qu'il a dû fournir, en préparation de cours et en densité des heures de cours :

> « Et donc dans une mesure objective, vraiment objective hein, je le dis à cause des discours sur les profs machin, j'ai travaillé autant que ce que je travaillais avant et je peux le mesurer sur toutes les périodes de congé scolaire, sur les périodes de deux semaines de vacances, chaque fois, j'avais une semaine pendant laquelle je travaillais. Sur les deux mois d'été, j'ai quinze jours de travail complet. Donc oui, j'ai plus de vacances sauf que la semaine, comme un moyen de faire travailler les élèves c'est de les suivre de façon régulière, ça veut dire leur donner du travail régulièrement, ça veut dire des devoirs sur table et du travail à faire à la maison, je relève ces travaux, je les corrige, donc j'ai quand même deux paquets de copie de classes de trente-cinq par semaine, donc c'est quand même du temps voilà ».

Mais il estime avoir gagné une liberté « inestimable » dans l'usage de son temps :

> « L'usage du temps il est différent parce que j'en ai la maîtrise, c'est-à-dire que je fais pas des horaires de bureau, j'ai les heures d'enseignement et en dehors des heures d'enseignement j'organise mon travail, moi par exemple je travaille souvent le soir et je

> travaille les après-midis de libres, donc on a beaucoup plus la maîtrise du temps, j'ai le temps de vacances et ça c'est important ».

Henri fait la même description d'un travail d'enseignant (en classes préparatoires) prenant et constant : « les étudiants sont très demandeurs et corriger une cinquantaine de dissertations, c'est consistant ! » Son engagement dans le travail d'enseignant est même facteur de disputes conjugales, son épouse lui reprochant son travail excessif et sans répit. Mais pour lui, ce travail, intellectuel, s'exerce dans des conditions incomparablement plus libres et plus détendues que celui de cadre de la finance :

> « On travaille, les profs travaillent pendant toutes leurs vacances mais enfin sous les mûriers, sans avoir le téléphone à côté et de se dire si mon Président appelle, il va falloir que je rentre, ça va être un nouveau truc difficile, tendu... »

La première année d'enseignement de Laure (cadre informatique devenue professeur des écoles) est aussi très exigeante en temps de travail :

> « Alors cette première année moi je l'ai vécue aussi [difficilement], j'étais hyper exigeante avec moi-même, je voulais vraiment que ce soit très très bien, alors j'y passais beaucoup, beaucoup de temps et ce n'était pas forcément le résultat escompté, entre ce que je préparais et ce que je faisais en classe ».

Si elle parvient à s'économiser un peu les années suivantes, elle a un temps de travail hebdomadaire très élevé en dehors des périodes de congés d'été, supérieur à ce qu'elle avait imaginé. Mais elle apprécie la nature du travail et sa répartition irrégulière sur l'année.

Le temps de travail apparaît donc comme un élément du processus d'évaluation subjective d'une profession. Mais les bifurcations étudiées montrent que la baisse du temps de travail n'accompagne pas toutes les bifurcations, bien au contraire. En revanche, ce qui est recherché et valorisé, c'est un rapport plus libre aux horaires de travail, le rythme peu répétitif des horaires et l'autonomie dans l'organisation du travail, des caractéristiques qui viennent valoriser les professions indépendantes et celles du professorat.

### 1.2.2. Reclassement plutôt que délassement volontaire ?

Les réévaluations hiérarchiques opérées lors des bifurcations professionnelles comme le caractère intentionnel de la mobilité expliquent que le déclassement objectivement constaté, sous la forme de petits déplacements ou de mobilité descendante, ne soit pas vécu subjectivement comme un déclassement. Mais plutôt qu'un déclassement volontaire, le processus à l'œuvre apparaît comme un processus de réévaluation des hiérarchies comme nous l'avons vu et comme une forme de reclassement symbolique. Ainsi, le déclassement objectivement constaté selon les normes et catégories des enquêtes de mobilité professionnelle s'accompagne d'un reclassement subjectif par la revalorisation de certaines professions. L'étude de ces processus montre que le déclassement, parce qu'il est intentionnel, est maîtrisé dans son ampleur et qu'il s'accompagne d'un processus de requalification des professions occupées et d'une distinction symbolique par la trajectoire scolaire et professionnelle.

#### *Un déclassement maîtrisé*

Objectivement, les situations observées, seraient décrites comme des situations de déclassement si elles étaient subies, par exemple à la suite d'une période de chômage : perte de revenus, irrégularité des revenus, précarité et instabilité de statut, « sur-éducation » (diplômes détenus supérieurs aux postes occupés). Néanmoins, le caractère intentionnel de la bifurcation conduit, le plus souvent, à une maîtrise de la « descente » : les professions à la pénibilité physique élevée sont éloignées tout comme les emplois les plus subordonnés du salariat[133]. L'enquêté (Damien, ancien technicien du livre) qui exerce comme ouvrier le fait à temps partiel et dans une micro-structure industrielle. Les professions occupées après bifurcation ne sont pas les professions situées au plus bas de l'échelle du salariat, ce n'est le cas que lorsque le changement professionnel répond à une logique extérieure au travail (changement de lieu de vie ou désir de davantage de temps libre par exemple) mais sont souvent des professions indépendantes parfois précaires. Le caractère intentionnel de la bifurcation permet de limiter et de maîtriser le déclassement professionnel par des processus de sécurisation déjà analysés. En outre, comme

[133] À l'inverse de cette situation, le roman de Joseph Ponthus, *À la ligne. Feuillets d'usine* (La Table ronde, 2019) qui fait le récit d'un déclassement subi après une période de chômage qui conduit le narrateur, éducateur spécialisé, à occuper des postes d'ouvrier intérimaire dans les conserveries et les abattoirs bretons, montre la distance immense entre le déclassement intentionnel, préparé, effectué le plus souvent dans de bonnes conditions financières et le déclassement contraint, vers des emplois d'exécution aux conditions de travail très dégradées.

je le montrerai dans les chapitres 3 et 4, les conditions de vie présentes ne sont pas étrangères à la situation professionnelle passée : nombre de personnes interrogées sont déjà propriétaires de leur logement ou en passe de l'être, n'ont pas eu à déménager et n'ont donc pas subi de déclassement dans l'accès au logement (Chauvel, 2016). La mobilité descendante, objectivement bien réelle au regard des critères de classement en usage pour mesurer la mobilité sociale, est néanmoins atténuée par la trajectoire professionnelle et rend cette mobilité intragénérationnelle descendante très différente d'un déclassement intragénérationnel ou intergénérationnel subi.

Subjectivement, si la bifurcation est intentionnelle, elle ne vise cependant pas le déclassement pour lui-même : rien ne rapproche ces bifurcations d'une volonté d'éprouver les conditions de la vie ouvrière en devenant « manœuvre sur la machine » (Weil, 1951) ou en « s'établissant » en bas de l'échelle salariale et professionnelle (Linhart, 1978). Au contraire, un reclassement subjectif intervient dans l'énoncé d'une autre hiérarchisation des professions et d'une revalorisation des professions occupées. Les professions occupées après la bifurcation ne sont pas n'importe quelles professions : il s'agit de professions du commerce et de l'artisanat, des professions en rapport avec la nature, l'élevage ou la culture, des professions du *care* ou de l'éducation (professeurs) ou encore des professions du conseil psychologique ou environnemental. Elles ne sont pas très éloignées des professions recensées par Pierre Bourdieu ironiquement comme des professions « ambiguës à souhait » : artisans, commerçants, métiers de l'art ou de la culture, métiers du conseil, professions pédagogiques ou parapédagogiques ou professions de présentation et de la représentation (Bourdieu, 1978, p.7, p.15). Ces professions ont la particularité de pouvoir être reclassées dans leur définition même, voire dans l'invention de nouvelles dénominations, par exemple dans le secteur du conseil, la déclinaison des « coaches », « coach de vie » ou « coach en développement personnel » qu'Émeline De Bouver (2015) regroupe sous le vocable de « coaches alternatifs ». Ces nouvelles trajectoires produisent alors un processus de redéfinition professionnelle qui requalifie d'« anciennes » professions ou inventent de nouvelles professions.

### *Un travail de requalification des professions occupées*

Le travail de requalification de professions traditionnelles concerne particulièrement les professions du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture. Les professions du commerce constituent un exemple typique. Le capital culturel et les compétences liées à l'ancienne

profession permettent cette redéfinition de la profession à la fois dans le rapport au produit vendu et dans le rapport à la clientèle fait de proximité et de connivence – le discours sur la profession devient partie intégrante de la profession. Ainsi, Delphine, ancienne chargée de clientèle dans une entreprise publicitaire devenue torréfactrice de café, n'a pas choisi son produit au hasard. Elle aime le café, a fait un voyage autour du café et l'a raconté sur un blog puis a donné à son café un nom en lien avec son tour du monde. Elle parle en termes précis et choisis du travail artisanal de torréfaction, de sa manière de « travailler » le café :

> « Comme un pâtissier qui change sa farine, faudra qu'il trouve une autre façon de cuire, moins chaud, plus chaud, le café c'est ça pendant dix minutes, il faut trouver la torréfaction qui va sublimer au mieux le produit parce qu'on peut soit le cramer et en faire quelque chose d'amer, soit révéler des arômes qu'on révélerait pas si on le torréfiait autrement donc il faut tout le temps avancer à tâtons. Voilà c'est ça qui m'a intéressée ».

Sublimer le produit c'est aussi sublimer sa propre profession. Son discours professionnel sur son choix des produits rejoint aussi les préoccupations de consommateurs appartenant aux classes urbaines fortement dotées en capital culturel et préoccupées par la qualité de leur alimentation, ce qu'Elizabeth Currid-Halkett nomme « la production ostentatoire » (2017). Delphine reconnaît vendre « des cafés certes plus chers » mais « sélectionnés », qui « viennent d'une ferme » :

> « Enfin moi je sais que pour les cafés que j'achète, je peux dire le nom du producteur. Et j'achète que des cafés où je peux dire la parcelle et le nom du producteur, c'est toujours des cafés que j'achète avec une grande traçabilité qui remonte loin, je sais quelle variété c'est, où il a été planté, à quelle altitude, par qui, etc. Et on n'est pas du tout sur quelque chose de standardisé au niveau des goûts ».

Ce discours sur le produit fait partie du produit vendu et du rapport à la clientèle, dimension de sa profession que Delphine apprécie beaucoup : « cette partie-là, entre guillemets, mais je trouve pas d'autre mot, d'éducation des gens à ce nouveau produit me plaît beaucoup ». La redéfinition de ces professions et le jeu distinctif qui les accompagne ne peut être séparé d'une transformation urbaine plus globale qui associe gentrification et transformation des commerces (Tissot, 2010, 2011, 2013). Sans pouvoir identifier par quelques trajectoires un « capitalisme hipster » (Scott, 2017) ou une « classe créative » (Florida, 2002), les parcours de certains des enquêtés, hautement diplômés et ouvrant des commerces de restauration ou de bouche, peuvent être rapprochés du constat dressé par Richard Ocejo sur le nouvel artisanat urbain (2014, 2015, 2017). L'enquête de Richard Ocejo (2017) menée entre 2010 et 2013 auprès de quatre professions artisanales et commerciales, coiffeur barbier, boucher, barman à cocktails et

distilleurs de whisky à New-York (Chelsea Market), associe la renaissance de ces professions à de nouvelles habitudes de consommation des classes urbaines aisées (notamment à un goût pour la fine connaissance de l'origine des produits) et à la gentrification de quartiers urbains. La manière d'exercer une profession comme la clientèle et la proximité sociale entre le professionnel et sa clientèle sont autant de manières de revaloriser une profession.

## *L'effet distinctif de la trajectoire professionnelle*

La trajectoire de bifurcation descendante constitue en elle-même une ressource symbolique de distinction au-delà de la perte de certains capitaux notamment économiques. Le caractère intentionnel de la bifurcation, vécu et affirmé comme tel, est en lui-même producteur de légitimité dans la consommation comme dans le travail, j'y reviendrai. La revendication du choix, attesté par la trajectoire professionnelle, associé à des principes de vertu est productrice de légitimité. La trajectoire sociale et professionnelle devient une forme de capital symbolique : la bifurcation en elle-même est signe de prestige par la démonstration de capacités à réussir dans un autre univers professionnel encore dominant et par la mise en scène du choix subjectif. Cet effet de distinction par la trajectoire s'observe à la fois par le prestige maintenu du diplôme obtenu ou de la position sociale précédemment atteinte et par la position qui en découle dans la nouvelle profession. Cette revalorisation vaut autant pour soi qu'aux yeux du monde social.

Ainsi, de nombreux enquêtés mentionnent le maintien d'un statut social hérité de l'ancienne situation, soit par le biais du capital culturel et scolaire détenu, soit par les compétences précédemment acquises et qui peuvent être transposées dans le nouvel univers professionnel. Matthieu (ancien cadre de l'audit devenu barman) décrit par exemple ses interactions avec les banquiers alors qu'il projetait de monter son propre bar à Paris :

> « Quand tu vas voir un banquier, t'as en face de toi une personne qui va défendre ton dossier vis-à-vis de sa hiérarchie et moi le banquier je le rassurais, je parlais bien, j'étais estampillé Sciences Po, je ramenais un truc qui ressemblait à une étude de marché et avec un concept et avec des chiffres derrière qui semblaient pas complètement aberrants que j'arrivais à justifier et à expliquer… »

L'interaction entre le professionnel du prêt et celui qui veut emprunter, qui aurait pu être un rapport de domination, devient, par la trajectoire de Matthieu et son diplôme de Sciences Po, inhabituel pour qui veut ouvrir un bar, une relation de connivence sociale qui lui permet objectivement et subjectivement d'échapper à la domination. La certification du diplôme obtenu avant la bifurcation professionnelle produit un effet de légitimité, indépendamment de la

position professionnelle occupée. Émilie décrit le même processus dans ses interactions sociales. Diplômée de l'École Centrale de Paris, devenue psycho-praticienne sans diplôme de psychologue, qui lui aurait demandé un temps trop long de formation, elle considère qu'elle a fait ses preuves et ne cherche plus le prestige du diplôme ou de la qualification : « on m'a demandé de prouver où je pouvais aller, j'ai fait Centrale Paris, maintenant j'ai prouvé voilà. Maintenant, j'en ai rien à foutre de ce que les gens vont penser de moi ». Elle se déclare désormais indifférente à un titre « qui ne représente rien du tout, qui n'est pas même pas reconnu », s'appuie sur les compétences qu'elle développe dans sa pratique et rit des réactions sociales face à sa trajectoire qui pourraient passer du mépris à l'immense considération :

> « S'ils ne me prennent pas au sérieux, tant pis pour eux, ce n'est pas grave. Limite ça me fait rire parce que tu vois y a un côté où j'ai passé quand même une partie de ma vie à pas vouloir dire ce que j'avais fait comme études parce que à chaque fois que je disais que j'avais fait Centrale Paris, que j'avais fait Louis-Le-Grand, les gens ils me disaient : "Est-ce que je dois te vouvoyer ?" "Euh je suis la même personne entre avant que je te dise ce que j'ai fait ça et après que je te dise que j'ai fait ça, alors en quoi, avec ce que j'ai fait comme études, tu devrais me vouvoyer maintenant, quoi ?" D'où une espèce de honte de dire parce que les gens me mettaient sur une espèce de piédestal ».

À présent moins titrée, dans son nouvel univers professionnel, elle sait que le piédestal n'est pas complètement rompu et pourrait la sauver en cas de regard dominateur sur son titre « même pas reconnu ». La trajectoire en elle-même, le diplôme et le capital culturel détenus, tout comme les postes occupés précédemment, sont aussi une manière de ne pas être vu socialement comme déclassé ni de se considérer soi-même comme tel.

Par ailleurs, la mobilisation des capitaux et compétences professionnelles détenus conduit aussi à maintenir une position dominante au sein de la nouvelle profession, et cela alors même que cette position dominante n'est pas équivalente à la position antérieure. Cet effet distinctif vient non seulement des modes de vie et des pratiques culturelles (voir chapitres 3 et 4) mais aussi de l'obtention de distinctions symboliques dans la nouvelle profession. Ces distinctions symboliques peuvent être liées au fait d'attirer l'attention des médias : plusieurs des personnes interrogées ont participé à des émissions télévisuelles ou radiophoniques, ont fait l'objet d'articles dans la presse, voire ont écrit eux-mêmes dans la presse associative, politique,

militante ou dans la presse professionnelle. Certains écrivent des livres, participent à des documentaires[134].

Si la dimension distinctive est inscrite dans la redéfinition de ces professions, du seul fait objectif qu'elles sont occupées par des diplômés du supérieur par exemple, le mécanisme à l'œuvre semble différent de celui constaté par Pierre Bourdieu (1978). Les enquêtés, plutôt sortis des gagnants de la compétition scolaire et en situation de reproduction sociale ou d'ascension intergénérationnelle – ce que constate également Jean-Laurent Cassely ironisant sur le fromage qui « a fait Sciences Po » (2017, 2018) –, sont plutôt dans une compétition sur les propriétés de la forme de vie « réussie » et sur les définitions possibles de l'intérêt (voir chapitre 5). Pierre Bourdieu concluait son étude sur les déclassements et reclassements par l'hypothèse que ces classements ont en commun une vision de l'intérêt dominante :

> « La dialectique du déclassement et du reclassement qui est au principe de tout un ensemble de processus sociaux implique et impose que tous les groupes concernés courent dans le même sens, vers les mêmes objectifs, les mêmes propriétés, celles qui leur sont désignées par le groupe occupant la première position dans la course et qui, par définition, sont inaccessibles aux suivants, puisque quelles que soient en elles-mêmes et pour elles-mêmes, elles sont modifiées par leur rareté distinctive et qu'elles ne seront plus ce qu'elles sont dès que multipliées et divulguées, elles seront accessibles à un groupe inférieur » (Bourdieu, 1978, p.20).

Les stratégies distinctives ne sont à l'évidence pas absentes dans les trajectoires observées – il y a certainement dans la rareté des trajectoires spectaculairement descendantes une dimension distinctive – mais les bifurcations descendantes mettent aussi en jeu une contestation éthique ou politique du sens, des objectifs et des propriétés poursuivis. En effet, renoncer à un salaire plus élevé, c'est aussi renoncer à une forme de pouvoir et donc perdre une dimension de ce qui confère un pouvoir de domination. De même, la notion d'*illusio* vocationnelle des artisans d'art, qui sont dans un déni de la dimension économique de leur activité mais aussi dans l'acceptation objective de revenus faibles et irréguliers, paraît insuffisante à restituer l'ensemble du rapport à la profession qui met en jeu le sens du travail et des différences dans l'évaluation des styles de vie (Bajard et Perrenoud, 2013 ; Bajard, 2018). Aussi, les stratégies de reclassement ne peuvent être comprises indépendamment d'une réévaluation subjective de la hiérarchie des

[134] Cela est vrai des personnes interrogées mais c'est également sensible dans la production médiatique sur le sujet. On peut citer le parcours de Stéphanie Maubé, ancienne graphiste de la région parisienne devenue éleveuse d'agneaux et de moutons dans les prés salés du Cotentin dont l'installation a fait l'objet d'un documentaire (*Jeune bergère*, 2019) et d'un livre (*Il était une bergère*, 2020). L'ancien trader devenu professeur des écoles, Gilles Vernet, en donne un autre exemple quand il tourne un film avec sa classe (*Tout s'accélère*, 2016).

professions et des styles de vie qui établit que tous, dans une société, ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Ces trajectoires reflètent aussi un écart à la norme dominante dans l'évaluation des propriétés et des objectifs qui fondent l'engagement professionnel et le style de vie qui l'accompagne.

# 2. La critique de l'évaluation économique du travail

Ces processus de réévaluation pointent des critères de jugement du travail et de l'emploi mais aussi plus généralement, une aspiration au beau travail et au travail utile qui ne recouvre pas le critère de productivité retenu dans l'analyse économique ou de validation sociale par la seule rémunération. Ainsi se dessine une aspiration à ce que l'on pourrait nommer le « beau travail », en opposition au « bon poste » et à la « belle situation », en échos aussi au « vrai boulot » défini par Alexandra Bidet (2011) et qui s'énonce comme un cadre normatif alternatif. Le travail de réévaluation conduit en effet à une critique des critères sociaux de validation du « bon poste », notamment par la rémunération, par la place dans la hiérarchie, par l'exigence intellectuelle et sélective des diplômes requis. C'est ainsi que des emplois bien rémunérés et exigeant des diplômes élevés selon la hiérarchie institutionnelle peuvent être qualifiés par David Graeber (2013, 2018), au nom d'autres critères de classification, de « bullshit jobs ». Derrière cette opposition « bullshits jobs » versus « beau travail », on peut lire une aspiration à voir reconnue et surtout incarnée l'utilité d'un emploi sous une autre forme que la simple utilité économique.

## 2.1. *Bullshit jobs* et utilité du travail

L'expression de « bullshit jobs » popularisée par David Graeber à travers un article (2013) puis un livre (2016), largement reprise dans le langage courant et le monde de l'entreprise,

comme dans les entretiens recueillis dans mon enquête, pose la question de l'utilité sociale du travail, implicitement opposée à l'évaluation marchande et monétaire comme forme de validation du travail. La critique des hiérarchies sociales des professions et des emplois qui fonde les bifurcations descendantes apparaît aussi comme une critique de cette logique d'évaluation marchande du travail, même si l'inutilité du travail n'est pas exactement décrite dans les mêmes termes que ceux de David Graeber (2016). Au-delà de ces différences possibles, la question posée est la même, celle de la formulation d'une critique envers la seule sanction monétaire marchande comme validation sociale du travail, notamment dans le monde des entreprises privées, et envers ses conséquences, la recherche de croissance de la rentabilité et de la productivité du travail.

### 2.1.1. De l'inutilité de certains emplois ?

L'expression de « bullshit jobs » étant facilement citée dans les entretiens comme critique synthétique des emplois inutiles en entreprise, revenons sur sa définition et surtout sur le contenu de la critique qu'elle porte. Par le qualificatif de « bullshit », David Graeber a traduit la notion d'inutilité sociale de certains emplois dans l'expression, immédiatement popularisée dans la sphère médiatique, de « bullshit jobs »[135], traduite en français par celle de « métiers à la con »[136] ou « jobs à la con » (Graeber, 2018). La définition repose sur l'idée qu'un emploi pourrait être inutile socialement bien que « demandé » et donc productif au sens économique sur le marché du travail, c'est-à-dire répondant à une demande solvable. C'est cette représentation de « l'utilité » du travail ou de sa validation monétaire qui est remise en cause par la critique des emplois occupés dans les bifurcations descendantes.

#### *Validation économique du travail et « inutilité » sociale du travail*

D'un point de vue économique, cette « inutilité » sociale des emplois est difficilement concevable. En effet, dans une économie de marché, hormis les emplois publics et ceux du tiers

[135] Graeber David, « On the Phenomenon of Bullshit Jobs, *Strike !*, 17 août 2013.
[136] Graeber David, « A propos des métiers à la con », *Le Partage*, 8 janvier 2016.

secteur pour lesquels la validation sociale du travail fait l'objet de délibération collective, la validation sociale du travail se limite à sa productivité évaluée par le marché, la vente des marchandises issues du travail d'une part, dans le cas où le travailleur est son propre employeur et par anticipation de cette vente, l'embauche d'autre part, dans le cas du salariat. L'évaluation monétaire du travail, supposée représenter sa productivité si on suit les théories économiques orthodoxes, résume en une seule mesure la validation sociale du travail qui est alors différenciée d'une simple activité privée, utile ou agréable à soi-même ou à ses proches, ou d'une autoproduction non marchande. Cette représentation économique du travail et de sa productivité, plus que de son utilité, est critiquée par David Graeber qui en montre les paradoxes en pointant le sentiment d'inutilité sociale ressenti par un nombre croissant de salariés et surtout de cadres des entreprises mais aussi, par extension de cette logique marchande par la voie du management public, par des salariés du secteur public.

L'idée d'une « inutilité » sociale du travail validé socialement par le marché (et l'embauche) est très difficilement concevable dans la logique économique qui a fait de la validation marchande une forme abstraite et synthétique, résumant les désirs de chacun par la coordination marchande, difficilement contestable sans revenir à une évaluation subjective et non sociale. Interrogé par les journalistes Julien Brygo et Olivier Cyran (2016) pour leur ouvrage *Boulot de merde !*, l'économiste Henri Sterdyniack confirme : « on ne peut pas mesurer ou classer l'utilité sociale des métiers car c'est totalement subjectif. […] On ne peut pas dire : tiens, ce métier est plus utile qu'un autre, puisque ceci ou cela, et que chacun en juge comme il veut » (Brygo et Cyran, 2016, p.23). Fidèle à sa discipline, l'économiste atterré ne voit aucune évidence à une notion « aussi prégnante dans la vie de chacun » (*op. cit.* : p.23). Interrogé à son tour, Jean Gadrey confirme que cette question est étrangère au monde des économistes : « je ne connais aucun économiste en France qui travaille sur la question de l'utilité sociale des métiers, aucun. […] La question est réglée de façon tautologique par l'économie dominante qui considère qu'à partir du moment où quelqu'un un est prêt à payer le résultat d'un travail, ce travail est utile, point. Est considéré comme utile ce qui correspond à une demande solvable » (Brygo et Cyran, 2016, p.24). En effet, dans une économie de marché, un emploi est créé et un salarié supplémentaire embauché si ce dernier est jugé productif – il crée ou contribue à créer une offre de biens et services ayant une valeur sur le marché. La question de l'utilité sociale est réduite à la question de la production et du désir social pour cette production : il y a une demande, quelqu'un est prêt à l'acquérir et à payer pour cela, telle est la situation de marché[137]. Le marché

[137] C'est la conception néoclassique de l'emploi productif. Chez les classiques, un emploi productif est un emploi qui est associé à la possibilité d'un profit pour l'employeur. L'emploi improductif n'est nullement inutile mais

est juge de l'utilité sociale des emplois, même si ce terme n'apparaît pas dans les modèles économiques, c'est-à-dire du fait qu'un type de travail soit demandé pour une production elle-même demandée, solvable et à laquelle une valeur monétaire peut être attribuée. La question de l'utilité sociale se pose éventuellement dans le cas particulier des emplois publics pour lesquels il n'existe pas de marché et dont la création et le maintien relèvent de choix politiques et de délibérations sociales et politiques.

En tentant d'élaborer une définition de l'emploi « inutile socialement » mais validé économiquement, David Graeber souligne ce paradoxe : une des dimensions de l'inutilité c'est une productivité nulle d'un emploi et le fait que sa suppression n'entraînerait aucune baisse de la production (Graeber, 2018). Le premier signe d'inutilité sociale serait le fait de ne pas être occupé (c'est le paradoxe de son pamphlet), de chômer au travail et d'être embauché inutilement. Cette situation est jugée irrationnelle dans les économies de marché, typique à l'inverse des « États socialistes comme l'URSS » dans lesquels l'État assure le plein-emploi et c'est, ironise-t-il, « une des raisons pour lesquelles il fallait trois personnes dans le supermarché pour vous servir un morceau de viande » (Graeber, 2018). Cette situation correspond aussi au secteur traditionnel (rural, familial) des économies en développement, selon l'économiste Arthur Lewis, dans lequel la productivité est très faible du fait du sous-emploi de la main d'œuvre qui constitue ainsi une ressource disponible pour le secteur urbain moderne (Hugon, 2002). Le sous-emploi est défini précisément par le fait que la suppression d'un emploi n'entraîne pas de modification de la production, une définition analogue à celle donnée par Graeber : la suppression de ces emplois inutiles ne « change rien à la production pour la société », à la différence par exemple de ce qu'entraînerait une privation d'enseignants ou d'infirmiers, d'éboueurs ou de transporteurs par exemple (2018, p.17). David Graeber fait même l'hypothèse que la perception sociale aigüe de cette utilité accroît le ressentiment social envers ces professions par envie pour leur « vrai boulot ». Mais l'irrationalité économique de la possibilité d'emplois inutiles ne permet pas de les qualifier économiquement : selon la théorie économique qui modélise les sociétés de marché, une telle situation ne peut qu'être éphémère (ajustement momentané) et ne peut perdurer, un emploi non productif étant immédiatement supprimé. Irrationnel économiquement, l'emploi inutile se verrait expliqué par une justification « morale et politique », destinée à renforcer le système capitaliste en privant les hommes de la liberté qu'auraient pu leur offrir les progrès de productivité et la promesse de ne travailler que

correspond à une demande de consommation : ce sont les emplois qui apportent une utilité à l'employeur sous forme de consommation de services (emplois domestiques, par exemple). L'utilité est ici l'utilité obtenue par celui qui embauche un salarié.

quinze heures par semaine (Keynes, 2002[1951]). Pour préciser la notion d'utilité sociale du travail, il faut donc, selon David Graeber et face aux errements de la validation marchande du travail, sortir de sa définition économique.

### *Une tentative de mesure de l'utilité subjective du travail*

La définition retenue se déplace alors sur le terrain de la subjectivité, l'inutilité d'un emploi, ne pouvant se définir autrement que du point de vue de celui qui occupe l'emploi. L'emploi inutile est celui qui est tellement inutile socialement que même celui qui l'exerce ne parvient à le justifier. Ainsi, selon David Graeber (2018, p.37) :

> « Un job à la con est une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile, superflue ou néfaste que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence, bien qu'il se sente obligé, pour honorer les termes de son contrat, de faire comme si de rien n'était ».

L'emploi inutile correspond alors à l'expérience subjective de la perte de sens, de l'ennui au travail, de l'impression d'exécuter des tâches absurdes, voire de l'absence de travail. David Graeber collecte ainsi un nombre impressionnant de témoignages, recueillis le plus souvent par courriers électroniques, auprès de salariés qui se sont reconnus dans l'expérience du « bullshit job ». Ils semblent indiquer que, au moins dans les pays anglo-saxons, la notion fait échos à une réalité sociale. Ces témoignages (environ deux cent cinquante) permettent de dresser un inventaire des grands types de « jobs à la con » (Graeber, 2018). Les « domestiques », ou encore les « larbins » (p.63), sont des emplois destinés à servir les supérieurs. Les « porte-flingue » (p.75), lobbyistes, experts en relations publiques, spécialistes de marketing, avocats d'affaires, publicitaires, autant d'emplois seraient ressentis très négativement comme n'ayant pas de valeur sociale du fait de leur dimension manipulatrice et mensongère. Les « rafistoleurs » (p.79) sont des emplois destinés à pallier les dysfonctionnements, « pépins », « anomalies » des organisations liés à des plans irréalisables : « ils sont là pour régler des problèmes qui ne devraient pas exister (p.79). Les « cocheurs de case » (p.85) sont les emplois qui ont pour objectif de consigner des informations sur le travail (notamment l'évaluation du travail) et qui tendent à « rédiger des rapports « à l'allure séduisante » (p.91). Enfin, les « petits chefs » (p.96) sont les figures inversées des « larbins » du sommet de la hiérarchie organisationnelle et supervisent le travail des autres « quand ils n'ont pas besoin de supervision ». Les emplois concernés sont souvent des emplois de cadres d'entreprise, voire des administrations publiques en raison de l'extension des méthodes managériales de l'entreprise vers le secteur public : consultants, chercheurs en relations publiques, stratèges, avocats d'affaires, spécialistes de la

communication, « gourous du marketing », etc. (p.289). Cette expérience de l'inutilité du travail se traduit par de l'ennui, voire des situations de souffrance au travail, sans compter les situations où l'absence de travail effectif évalué du point de vue du salarié n'empêche nullement la multiplication de tâches contraignantes et « inutiles » à effectuer.

L'enquête des journalistes Julien Brygo et Olivier Cyran (2016) en France rapproche l'inutilité de ces métiers de cadres de situations de travail précaires, faiblement rémunérées, avec des conditions de travail dégradées sous le label de « boulots de merde », expression choisie à dessin, en traduction alternative de l'expression de David Graeber. Au-delà d'une dimension subjective, les auteurs voient des critères objectivables : pénibilité de la tâche, faibles rémunérations, précarité du contrat de travail, entrave aux droits syndicaux, isolement dans le travail, discriminations, despotisme managérial et patronal (p.11). Ces différents critères peuvent se combiner ou se cumuler et ce type d'emplois, en bas de la hiérarchie sociale des professions (emplois de nettoyage, de livraison, de services, etc.), suscitent aussi ennui et pathologies sans avoir toujours, selon les auteurs, l'échos médiatique des « bullshit jobs » qui concernent davantage les cadres et bien que leur utilité sociale ne soit pas en cause. Quelques rares études économiques tentent, de façon expérimentale, d'évaluer cette utilité sociale des emplois en fonction des externalités, positives ou négatives, liées à chaque type d'activité. Ainsi, Lawlor, Kersley et Steed (2009) examinent le lien entre salaire et utilité sociale des emplois et proposent un calcul de la valeur sociale des emplois (en tentant une estimation quantifiée du « retour social sur investissement »). Ces études mettent en évidence que certains métiers « socialement nobles » ayant une valeur sociale élevée sont faiblement rémunérés (aides-soignantes par exemple) alors que d'autres, nettement mieux payés ont une utilité sociale très inférieure (Brygo et Cyran, 2016, p.25). Le lien n'est pas toujours inverse entre haute rémunération et utilité sociale à l'instar des médecins spécialistes (p.29). Au-delà des tentatives d'évaluation quantifiée, la déconsidération est aussi une expérience subjective que l'on retrouve dans les enquêtes qualitatives (Bourdieu, 1993). La souffrance subjective s'y manifeste par exemple, comme une perte de sens du travail face à des conditions de travail jugées dégradées et une rémunération considérée comme, relativement à d'autres professions, insuffisante et déclassante.

### *Le renvoi à la critique des « bullshit jobs »*

Plusieurs personnes interrogées font référence implicitement à la notion de « job à la con », « bullshit jobs », « boulots de merde », dans leur critique des emplois de cadres notamment. Ainsi Alice (devenue productrice de podcasts), après avoir travaillé dans une grande institution culturelle à un poste de cadre de la communication dans un opéra national de province, change de poste pour un emploi de « journaliste » dans une start-up culturelle (diffusion d'information culturelles) et publicitaire : « Derrière cette vitrine extraordinaire c'était une agence de pub quasiment, genre la culture, ils savaient très bien qu'il n'y avait pas trop d'argent donc ça allait être compliqué ! [rires] ». Du fait de ce mélange des genres dans lequel la publicité (« accompagner des marques ») prend le pas sur la culture, Alice qualifie son emploi (qu'elle abandonne finalement pour devenir créatrice de courtes productions radiophoniques) d'« un peu *bullshit* », probablement par référence implicite à la notion provocatrice et fortement médiatisée de David Graeber, semblant signifier qu'ici la nécessité économique l'a emporté sur l'utilité sociale d'un travail culturel ou informatif. Pierre (cadre politique devenu éleveur) explicite son classement des professions que d'autres ne font que suggérer dans son refus des « boulots de merde » qui peuvent être à la fois en haut ou en bas de la hiérarchie sociale des professions :

> « Je pense qu'il y a vraiment des boulots de merde… Je pense que trader c'est un boulot de merde et que caissier de supermarché aussi, sur des plans différents. Y a des boulots qui sont ingrats, pour trader c'est plutôt socialement ingrat parce que je trouve que c'est pas des beaux boulots quoi. C'est des boulots qui produisent rien et qui foutent la merde dans la vie des autres éventuellement ».

Sa trajectoire professionnelle s'inscrit en refus des « boulots de merde », dès le choix des études et l'entrée sur le marché du travail (travail auprès d'association puis comme conseiller dans des cabinets d'élus) et en remise en cause des hiérarchies professionnelles dominantes. Pour Alice (ancienne cadre de la culture), ce refus vient au fil d'une déception professionnelle qui la conduit à quitter des emplois prestigieux et bien rémunérés pour un statut plus précaire et nettement moins bien rémunéré, celui d'auteure. Sans les qualifier de « bullshit jobs », nombreux sont les enquêtés, cadres d'entreprise, qui font une analyse très critique de leur ancien emploi qui rejoint les constats critiques de David Graeber, portant une interrogation sur le sens de ces emplois plus que sur le manque de travail (vide des journées) décrit dans *Bullshit jobs* (2018).

Ainsi, le terme recouvre bien dans les enquête une critique des emplois de cadres à la rémunération élevée jugés inutiles voire nuisibles sans pour autant renvoyer toujours à la

dimension de l'inoccupation décrite par David Graeber (2018). Les descriptions des enquêtés ont en commun avec les paradoxes soulevés par David Graeber de disqualifier la seule évaluation marchande du travail, associée à une valorisation marchande de la production et à la recherche de hausse de la productivité et de la rentabilité.

### 2.1.2. Une critique de la logique marchande de l'évaluation du travail

#### *Rentabilité économique et critique du monde de l'entreprise*

Vingt-sept parmi les trente enquêtés avaient un emploi dans en entreprise au moment de la bifurcation (entreprises du secteur privé ou entreprise publique comme EDF) : la critique de leur emploi avant bifurcation est une critique plus large du « monde de l'entreprise » qu'ils veulent quitter, certains mentionnant souvent l'intention de « ne plus y retourner » quel que soit le succès de leur bifurcation professionnelle. Quand Delphine (cadre devenue torréfactrice de café) se promet de « ne plus jamais retourner dans ce type de structures », Claire (ancienne cadre en Ressources Humaines) estime que, quel que soit le succès de son restaurant à salades, « sa vie ne sera jamais plus comme avant » : « c'est-à-dire que je ne retournerai sans doute jamais plus en entreprise ». Ce fort rejet est accompagné d'un discours critique sur « l'argent » et finalement le fait que la finalité de l'entreprise et du travail se limitent au gain monétaire ou au profit, terme qui n'est toutefois jamais employé, témoignant d'une critique vive mais politiquement euphémisée (voir chapitre 6). Le fait que la logique économique de production soit subordonnée à la rentabilité économique apparaît en filigrane de cette critique. Et surtout, ces récits sont l'expression d'un refus de la seule validation sociale du travail par le marché, seul garant de la reconnaissance sociale du travail. Dans le service public, à l'inverse, la validation sociale est d'ordre politique et démocratique et échappe, au moins pour partie et dans sa logique même, à la logique de rentabilité marchande. La critique porte d'une part sur la logique marchande du point de vue de l'entreprise, c'est-à-dire l'objectif de maximisation du profit, et d'autre part du point de vue de la relation salariale à l'intérieur de l'entreprise, désincarnée au nom du gain et de la rentabilité. Cette critique de la validation sociale du travail par la sanction marchande invite à valoriser d'autres évaluations que la simple efficacité

économique et demande économique. Si les récits recueillis, pour la plupart, ne dénoncent pas directement le marché, la recherche du profit ou la maximisation individuelle de l'utilité, ils ne se satisfont pas de la seule justification marchande du travail (il est demandé par une entreprise) et déplorent que les conséquences d'une logique économique marchande : l'absence d'humanité dans l'entreprise, l'absence d'interrogation sur les finalités d'un type de production du moment qu'il correspond à une demande solvable sur le marché, ou encore l'acceptation de tous les moyens s'ils servent l'intérêt de l'entreprise. La critique pointe la dépersonnalisation du rapport marchand, la marchandisation du travail et, plus largement, l'évaluation par quantification monétaire comme unique évaluation sociale de la valeur des choses comme du travail. Cette critique renverse les avantages de la coordination marchande tels qu'ils ont pu être décrits par les économistes classiques en défense du marché[138]. Ainsi, dans la relation salariale sont déplorés la primauté de l'intérêt économique[139], conduisant précisément à l'abandon de toute adresse à l'humanité, et la dépersonnalisation des rapports sociaux. Finalement c'est l'absence de bienveillance, cette fois dans la relation salariale, qui est ressentie comme un manque dommageable. Le rejet du travail en tant que salarié d'une entreprise privée peut aussi apparaître comme un refus de la marchandisation du travail et de ses effets pervers. Cette critique de la logique économique et marchande prend éventuellement une forme politique mais davantage une forme spirituelle identifiée par les enquêtés comme une « quête de sens » (la discussion sur la portée de la critique qui fait l'objet de la troisième partie de cette thèse).

### *La « perte de sens » au travail*

La critique des emplois en entreprise porte sur trois caractéristiques : la dégradation des relations humaines, l'abstraction du travail et la perte de sens, autant de caractéristiques qui peuvent être interprétées comme la conséquence de la recherche de rentabilité et de la

[138] Par exemple la célèbre description d'Adam Smith qui fait l'éloge de l'intérêt impersonnel comme forme de coordination sociale plutôt que l'aléatoire bienveillance humaine :
« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. Il n'y a qu'un mendiant qui puisse se résoudre à dépendre de la bienveillance d'autrui ; encore ce mendiant n'en dépend-il pas en tout. C'est bien la bonne volonté des personnes charitables qui lui fournit le fond entier de sa subsistance ; mais quoique ce soit là en dernière analyse le principe d'où il tire de quoi satisfaire aux besoins de sa vie, cependant ce n'est pas celui-là qui peut y pourvoir à mesure qu'ils se font sentir. La plus grande partie de ses besoins du moment se trouve satisfaite comme ceux des autres hommes, par traité, par échange et par achat » (Smith, 1776, tome I, p.82).
[139] Les formes que peut prendre l'intérêt économique sont discutées au chapitre 5.

marchandisation du travail. La perception de relations humaines dégradées est liée à la pression sur les délais, aux menaces latentes ou explicites de licenciement, à la non prise en compte des singularités individuelles. Claire (cadre DRH ayant ouvert un bar à salades) résume :

> « Quand tu as un boulot qui est comme ça, qui est tellement opprimant dans le sens où tu dois surtout pas parler de ta vie perso, rien ne doit dépasser, t'es pro jusqu'au bout des ongles, tu parles jamais, les gens ils savent même pas si tu as des enfants, pas d'enfants… T'es une espèce de robot… Toute la partie un peu humain, elle est totalement gommée ».

La relation avec l'employeur et ici également avec les collègues devient une relation désincarnée, dépersonnalisée entièrement centrée sur le travail, le « côté pro » qui fait se sentir « une espèce de robot ». La rationalisation rend aussi le travail abstrait – avatar du « travail en miettes » de l'ouvrier sur les chaînes de production (Friedmann, 1956) –, répétitif, ennuyeux. La réification des rapports de travail produit le sentiment d'inutilité et de perte de sens. Matthew Crawford en fait le constat pour qualifier son ancien emploi au sein d'un think tank avant de devenir réparateur de motos :

> « J'étais constamment fatigué et sincèrement, je ne voyais pas très bien *pourquoi* j'étais payé : quels biens tangibles, quels *services utiles* mon travail fournissait à qui que ce soit ? Ce sentiment d'inutilité était passablement déprimant. […] Si je raconte ici mon histoire ce n'est pas parce que je crois qu'elle sort de l'ordinaire, mais au contraire parce que je pense qu'elle est assez banale » (Crawford, 2009, p.11).

Abstraction du travail, dépersonnalisation du travail sont au fondement du sentiment d'inutilité au travail et de perte de sens. Jean-Laurent Cassely (2017) propose ironiquement de qualifier cinq items pour répondre à la question « Exercez-vous un métier à la con ? » (p.62-63) : ainsi, la perception du sens du travail est dépendante de cinq facteurs. Le premier facteur est la capacité à expliquer son travail en quelques mots à un profane, qui permettent de saisir immédiatement sa fonction sociale (soigner, enseigner, cultiver la terre, etc.) de l'emploi occupé. À l'inverse, de longues explications signifient une abstraction et une faible lisibilité, donc une faible utilité des tâches effectuées. Le deuxième facteur dépend de la manière de qualifier le quotidien du travail : les qualificatifs sont-ils positifs (passionnant, précis, etc.) ou négatifs (ennuyeux, routinier, etc.) ? Le troisième facteur caractérise la mission de l'organisation dans laquelle le salarié est inséré. Le quatrième porte sur la qualité des relations avec les collègues et le cinquième sur l'évaluation subjective des effets de la suppression du poste concerné, où l'on retrouve le critère subjectif de David Graeber, l'auto-évaluation de l'utilité de son emploi par examen des conséquences de sa suppression sur l'organisation. Ce questionnaire auto-évaluatif montre que la perception de l'utilité sociale d'un travail ne

recouvre pas l'utilité économique de l'entreprise (critère du « maximum de marges » tourné en dérision), ni celle de l'emploi (que l'on pourrait résumer, en économie, au simple fait d'être embauché par une entreprise). La perception de l'utilité nécessite de sortir de l'abstraction du marché pour se représenter une fonction lisible de l'emploi, de l'entreprise et de qualifier les relations humaines dans l'entreprise et le contenu des tâches à effectuer. À l'inverse, l'emploi est dépourvu de sens quand ces conditions ne sont pas remplies.

Les évolutions de l'entreprise depuis la décennie 1990 pourraient avoir accentué cette perte de sens par l'abstraction croissante des relations d'interdépendance économique et des relations au sein de l'entreprise. Ainsi s'affirme un discours critique des cadres face aux transformations économiques et managériales qui ont produit cette évolution du travail (Flocco, 2015a ; Cousin, 2008 ; Pichon, 2008 ; Monneuse, 2014 ; Dupuy, 2011 et 2005, Dujarier, 2015). Ce discours critique peut être lié aux évolutions des conditions de travail et du management sous l'effet de la mondialisation, de la compétition croissante entre économies et entre firmes et de la financiarisation des économies, de la rationalisation et de la bureaucratisation du travail (Hibou, 2012), de la quantification croissante et de la numérisation. Ainsi, le travail des cadres devient davantage dématérialisé (par les usages du numérique), centré sur l'analyse et la production de données quantifiées, soumis aux exigences managériales. Ces évolutions pourraient être à l'origine des motifs de changement vers des professions radicalement différentes (pour un certain nombre d'enquêtés), à l'opposé des abstractions comptables.

## 2.2. Le beau travail : se figurer l'utilité au-delà de la définition économique de l'emploi

La réévaluation de la hiérarchie des emplois telle qu'elle apparaît dans les justifications du changement fait ressortir une critique de la logique marchande de la validation du travail et une valorisation de l'utilité sociale incarnée et figurée que l'on peut nommer aspiration au « beau travail ». À la critique de la réification marchande est opposée une mise en récit en images du travail utile.

### 2.2.1. Beau travail et vrai boulot : sens et utilité sociale du travail

Les bifurcations descendantes interrogent la qualification et l'évaluation des emplois. Les situations abandonnées sont, selon des expressions très souvent employées de « bonne situations », de « bons postes » ou encore de « bons jobs » avec « un très, très bon salaire, des tas d'avantages avec la boîte, des treizièmes mois, des vacances, une mutuelle de dingue et tout » (Claire, ancienne DRH ayant ouvert un bar à salades). Ces qualifications expriment une représentation sociale positive quant à la rémunération, la place dans la hiérarchie, éventuellement des perspectives d'ascension sociale et professionnelle. En écho à ce cadre normatif dominant, de nombreux enquêtés aspirent à un « beau travail » ou « beau boulot », un travail « qui a du sens », un travail « utile ». Ainsi, lorsque Laure (ingénieure informatique devenue professeure des écoles) s'engage dans la préparation du concours, elle sait que « financièrement […] c'est pas très valorisé, pas très reconnu », voire « dégradé financièrement », que « c'était aussi dévalorisé socialement », avec cette « image du prof qui ne fout rien, qui ne sert pas à grand-chose et qui est un peu tire-au-flanc », mais sa perception subjective est différente, celle d'un « métier vraiment noble » : « pour moi c'était un *beau* métier ». Le beau travail qualifie à la fois un emploi, une activité (les gestes pratiqués, les techniques mobilisées) et un résultat (le produit du travail) (Dujarier, 2021). Le « beau boulot », le travail qui « fait sens » ou encore le travail « utile » fait écho aux injonctions à trouver le « bon job », la « belle situation » ou le « bon poste ». Quand le bon poste représente une figure de la réussite sociale, une bonne situation du point de vue de la rémunération comme de la stabilité. Les enquêtés, et notamment ceux qui occupent des emplois de cadres, laissent derrière eux des emplois valorisés par leur rémunération, leur position dans la hiérarchie, les compétences supposées qui y sont associées. Mais cette évaluation de l'emploi et sa reconnaissance sociale ne correspondent pas à l'évaluation subjective qu'ils en font. La productivité économique, évaluée par le salaire, ne correspond pas à l'utilité sociale perçue et au sens qu'on peut donner à ces activités. Ce décalage met à jour une critique de la légitimité du critère économique pour évaluer le travail.

L'absence de critère unique pour définir le « beau travail » ne signifie pas l'absence de constantes dans les discours des acteurs sociaux. Les entretiens montrent que l'utilité

subjectivement définie d'un emploi a partie liée également avec le beau. Utilité sociale et dimension esthétique sont indissociables. Ainsi, le « beau travail » se distingue-t-il par quatre caractéristiques : la perception immédiate de son sens, le lien social concret créé avec autrui, le déploiement de soi et la dimension esthétique.

### 2.2.2. Le beau travail : l'utilité incarnée

#### *Les qualités du bon, du beau et du vrai travail*

Ce qui fait le beau travail, c'est la figuration de l'utilité sociale. Le beau travail est certes celui qui est subjectivement perçu comme utile mais cette perception de l'utilité ou du sens peut être objectivée (Chevallier, 2016 ; Bajard et Perrenoud, 2013). Flora Bajard et Marc Perrenoud distinguent par exemple quatre caractéristiques de la « valeur axiologique du "bon travail" » dans une enquête auprès d'artisans d'art : l'ennoblissement artistique (éloge de la créativité, de la dimension artistique du travail) et la valorisation par l'éthique du travail (référence à un intérêt collectif au-delà de l'accomplissement individuel dans le travail) qui procurent finalement à celui qui l'exerce des rétributions symboliques, alors que souvent la situation économique pourrait être jugée précaire dans le montant comme dans la variabilité des revenus qu'elle procure (Bajard et Perrenoud, 2013, p.97-197). En étudiant dix parcours de cadres en « rupture intentionnelle de carrière », Élodie Chevallier ( 2016, p.276) distingue six qualifiants du travail « qui a du sens » : être fait de manière efficiente et menant à un résultat tangible, être intrinsèquement satisfaisant, être moralement acceptable, être source d'expériences et de relations humaines satisfaisantes, assurer la sécurité et l'autonomie, enfin, tenir occupé. Les manières de qualifier le travail utile dans les récits recueillis ne sont pas très éloignées de ces typologies. Quatre caractéristiques qui figurent l'utilité du travail et représentent donc une forme de validation sociale qualitative autre que le critère économique de la validation sociale, le fait d'être demandé, peuvent être distinguées : la lisibilité du produit du travail, la figuration positive du lien social, l'activation de soi et la dimension esthétique et morale du travail. Ces quatre caractéristiques répondent concrètement à une représentation abstraite de l'utilité du travail marchand : elles figurent l'utilité sociale du travail, la représentent, la rendent immédiatement identifiable.

### *La lisibilité du produit du travail*

La première caractéristique du beau travail est la lisibilité du résultat : c'est le travail comme produit qui donne sens au travail comme activité. Ce résultat tangible n'est pas nécessairement matériel, il peut s'agir d'un bien (le « bon café » fabriqué par Delphine) ou d'un service (l'enseignement pour Laure ou Marc, la taille des arbres pour Paul, le service au bar pour Matthieu), souvent les deux mêlés. La visibilité du beau travail l'oppose tout autant au « travail en miettes » de la chaîne (Friedmann, 1956) qu'au travail désincarné des managers, auditeurs, conseillers et autres producteurs d'abstractions (Dujarier, 2015). Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) se félicite par exemple d'exercer désormais un « métier concret », immédiatement lisible pour ses enfants et son cercle amical, alors que DRH, « les gens ne savent pas ce que c'est » :

> « Donc du coup pour eux [ses enfants] c'était pas concret. Et donc finalement, de jouer à la marchande, avec des petits machins, de faire à manger avec des bricoles pour eux tout à coup, tu avais un vrai métier qui ressemble à quelque chose, tu peux en parler aux copines… […] Il y avait une réalité qu'ils arrivaient à appréhender ».

Le « vrai métier » n'est pas sans rappeler le « vrai boulot » (Bidet, 2011) mais il se distingue aussi par une réalité simple et claire, par une identification facile qui évoque des gestes (« jouer à la marchande ») mais aussi une fonction immédiatement lisible. Clara qui abandonné l'immobilier pour tenter des expériences agricoles (la culture du safran, l'apiculture) veut « garder un socle ancré », centré sur les besoins essentiels (par exemple, se nourrir) et conduisant à une production concrète même si elle dit aussi aimer des plaisirs intellectuels, lire par exemple. La lisibilité du résultat s'entend aussi bien pour des services. Laure (ingénieure informatique devenue professeur des écoles) a trouvé l'entrée dans le métier difficile mais se félicite de voir chez ses élèves des progrès tangibles, mesurables :

> « Ça a été très fort pour moi. Par exemple, sur la lecture, on a évalué les élèves en début et en fin d'année, le fait de voir qu'en fin d'année ils avaient progressé, je me suis dit : "Bon ben voilà, t'as servi à quelque chose", même si je sais que ce n'est pas que moi, qu'il y a aussi le fait qu'ils ont travaillé chez eux, que j'ai impliqué les parents mais je me dis : "ben finalement, voilà, tu mesures finalement concrètement des progrès", même si ce n'est pas non plus fantastique, il y a des élèves qui étaient en très grosse difficulté et qui sont en grande difficulté en fin d'année mais quand même qui ont progressé ».

Les progrès mesurables de ses élèves lui renvoient l'image d'un métier utile et figurent « concrètement » sa contribution. Quand Alice (cadre de la communication devenue productrice de podcasts) doute de sa satisfaction au travail, elle s'interroge sur : « en quoi suis-je utile ? Quels sont véritablement les fruits de mon travail ? » Rechercher la visibilité concrète des fruits de son travail devient la première étape d'une bifurcation.

### *Le lien social au travail*

La deuxième caractéristique du beau travail tient à la figuration de relations sociales positives au travail. « Faire du bien aux autres », « mettre en lien », « favoriser le lien social » sont des expressions qui montrent la recherche de liens sociaux concrets au-delà de l'interdépendance abstraite issue de la division du travail dans les sociétés marchandes. Créer du lien social concret est une des dimensions de l'utilité et du sens donné au travail. Il peut s'agir de rendre service ou d'aider par son travail, de faire vivre une relation avec des clients ou usagers ou encore de favoriser le lien social au travail (entre clients par exemple). Ces relations sociales positives sont vécues comme une aide apportée à autrui dans la relation commerciale par exemple, ce qui est une manière d'ennoblir la relation marchande. Ainsi, « on aide des gens par ce que l'on vend », dit Fabienne (cadre de l'immobilier devenue gérante d'une Biocoop). L'utilité aux autres est un motif qui justifie aussi la bifurcation vers les professions de l'enseignement, à l'image de Laure (ex-cadre informatique) qui se sent « utile à la société » comme professeur des écoles ou encore les métiers du *care*, de conseil, de psychothérapeute, à l'instar d'Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) qui aime avoir « une démarche très humaniste, très humaine pour accueillir la personne telle qu'elle est » et « l'aider en trouvant l'outil le plus adapté ». Marion (cadre événementiel devenue thérapeute) se dit heureuse de travailler avec des adolescents et des enfants, en se projetant dans sa propre jeunesse où elle aurait « trouvé chouette, petite, ado, d'avoir quelqu'un qui puisse [l]'aider ». Elle conclut : « par rapport aux enfants, c'était important pour moi de pouvoir les aider et les ados aussi ». Le don, essentiel pour « exprimer le sentiment d'exister » (Alter, 2010) est rendu visible et explicite par ces récits. Barman puis patron de bar, Matthieu (ancien cadre de l'audit) a ainsi l'impression de « faire du bien aux gens » : « pourtant t'es marchand d'alcool, c'est peut-être un peu hypocrite de dire que tu fais du bien aux gens parce que finalement alcooliser les gens, c'est pas vraiment leur faire du bien ! » Mais le bien est ailleurs : dans le fait de faciliter les rencontres et de

permettre des moments heureux, ce qui constitue pour Matthieu « la carotte au bout » de son labeur. Ainsi, Matthieu se réjouit de la convivialité que permet son bar :

> « Mais ils [les clients] ont eu besoin de boire deux verres pour aborder enfin la nana qu'ils arrivaient pas à aborder et partir avec, le gars il est ravi, il revient te voir trois jours après… Tu te rends compte qu'ils sortent ensemble, etc. C'est un lieu social quoi ! C'est pas du social mais y a quelque chose de social là-dedans et ça c'est plaisant, c'est très plaisant. »

Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) mobilise les mêmes mots pour qualifier le lien social qu'il crée par son travail : « je me suis pas lancé là-dedans pour "faire du social" mais quand même ça en fait un peu et ça me nourrit, ça contribue à me nourrir… » Il ajoute : « je vais aider les petits vieux qui arrivent plus à maintenir leur jardin en état tu vois, je fais un service à la personne ». Enfin, pour certains, le lieu de travail devient convivial et figure des relations sociales positives. Pour Marc (trader devenu professeur de sciences sociales), c'est la salle de classe qui lui plaît. Il « adore être avec les élèves », même si c'est parfois « objectivement difficile », voire « un combat ». Mais les difficultés n'empêchent pas un lien positif avec ses élèves :

> « Mais bon […] après je m'entends toujours bien avec les élèves, et moi j'aime bien ça, essayer de leur apprendre des trucs. Et puis après, c'est une discipline que j'aime bien c'est ancré sur la réalité ».

Sylvain (ex ingénieur informatique), qui a la responsabilité d'une maison associative du vélo, se réjouit que ce travail et ce lieu, soient l'occasion de faire se côtoyer des individus qui se rencontrent peu ailleurs :

> « Vous mettez deux personnes qui réparent leur vélo l'une à côté de l'autre, elles se connaissent pas, c'est génial, elles vont pouvoir s'entraider, discuter et on se retrouve dans des cas de figure assez exceptionnels quoi. Vous pouvez avoir le commandant de police en train de réparer son vélo à côté d'un sans-papiers et on peut avoir des gens qui se seraient jamais connectés dans un contexte extérieur, qui ont aucun point commun, aucun vecteur de rencontre et qui là, autour d'un vélo et d'une clé de douze, vont se filer un coup de main, se connecter, échanger, se sourire et ça c'est assez magique, c'est quelque chose qui se passe dans cet atelier ».

Le vélo, une passion ancienne pour Sylvain, crée du lien social : les outils et les conseils circulent entre cyclistes venus à la maison du vélo. L'image des individus réunis en un lieu et échangeant figurent ce lien social associé à un emploi. Ce besoin de se figurer concrètement le lien social rappelle son importance dans une société organique où la division du travail l'a rendu plus abstrait (Durkheim, 1893[1994]).

### *L'activation de soi : apprendre en travaillant*

La troisième dimension du beau travail relève de l'activation de soi ou de la possibilité d'un « usage de soi par soi » selon l'expression de Yves Schwartz reprise par Alexandra Bidet (2011, p.). Le travail comme activité devient sa propre fin et procure une satisfaction intrinsèque. L'activation de soi, c'est ce que Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôte) nomme « être vivant » :

> « Je serais aujourd'hui incapable de revenir à l'informatique, plus envie du tout, plus de sens à cela, désormais tourné vers le désir de construire cet hectare en un max d'autonomie. Ça donne du sens, dans tous les sens du terme. La direction, la signification et l'exaltation des cinq sens. C'est ce que j'appelle *être vivant*. Être ainsi vivant m'autorise bien des sacrifices financiers ».

Ancien informaticien, il a réaménagé une demeure en Bretagne pour y faire des chambres d'hôtes et trouver une forme d'autonomie matérielle (permaculture, petit élevage, aménagement des bâtiments). Cette satisfaction de l'*homo faber* se réalise dans plusieurs dimensions du travail qui le rendent créatif du point de vue subjectif : autonomie et liberté dans l'exercice des tâches, dimension transformatrice, mobilisation de compétences acquises, apprentissage de nouvelles compétences. L'importance de l'autonomie au travail recoupe l'aspiration à quitter le salariat et la valorisation de statuts pourtant précaires comme l'auto-entreprenariat (Bajard, 2019 ; Bajard et Perrenoud, 2013 ; Abdelnour, 2016). « Travailler pour soi » dit Dominique devenu libraire, « c'est se faire plaisir à soi », ce qu'il juge finalement comme « fondamentalement égoïste ». Mais cette aspiration à l'autonomie se rencontre aussi dans le salariat, comme pour Sandrine (co-gestionnaire d'une entreprise devenue employée administrative) qui n'idéalise pas son emploi mais se félicite d'avoir « la chance d'être relativement autonome, d'être seule, de ne pas avoir à subir des collègues » : « c'est pas trop mon truc de travailler en grappes avec d'autres gens », ajoute-t-elle. Les cadres devenus enseignants citent tous l'autonomie dans l'organisation de leur travail, le choix du contenu de leur enseignement au sein des contraintes de programme et la liberté des horaires comme une qualité de leur emploi à laquelle ils tiennent malgré la charge de travail parfois supérieure à leur ancien emploi de cadre. La créativité au travail est souvent associée à cette autonomie qui permet de développer par soi-même des manières de travailler, de s'organiser, de se perfectionner, ainsi qu'à la dimension transformatrice du travail qui valorise alors spécifiquement le travail manuel (Decréau, 2015 ; Crawford, 2009). Mais cette valorisation de la transformation et du perfectionnement touche aussi l'individu lui-même quand le travail

invite à mobiliser des compétences acquises, des savoirs ou des techniques et à en acquérir de nouvelles (Bajard, 2018). Apprendre, voilà une des finalités du travail, se perfectionner soi-même. Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste) considère qu'elle a passé sa vie à « apprendre » des savoirs mais surtout des compétences techniques pour réaliser elle-même des documentaires ou pour gérer la petite entreprise de production qu'elle a montée : ainsi a-t-elle diversifié son travail, en se promettant « de ne pas [s]'arrêter à [s]e dire j'ai pas appris ça » et en se réjouissant de « pouvoir au moins essayer ». Le changement de travail conduit, en lui-même, à développer des compétences nouvelles ce qui est décrit comme stimulant, particulièrement quand il s'agit d'investir un champ de tâches peu développé dans la précédente profession : les secrets du café pour Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice), la vie des brebis pour Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), la connaissance précise des essences d'arbre pour Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier), les techniques de permaculture pour Martin, Yann ou Vincent, les techniques de construction du bâti pour Yann, etc. Apprendre en apprenant est aussi cité comme le plaisir des enseignants. Le beau travail est donc celui qui permet une réalisation de soi et trouve en lui-même sa propre finalité.

### *La dimension esthétique du travail*

Enfin, le beau travail figure une aspiration esthétique et morale : il met en scène une représentation du beau et du bien. Le beau peut être celui du beau cadre, celui du beau processus de fabrication ou encore celui du beau résultat, où l'on retrouve les différentes dimensions du travail (Dujarier, 2021). Le beau est d'abord celui de la nature. Ainsi, Damien, Yann, Pierre, Martin décrivent leur lieu de vie comme des lieux naturels d'exception : par les paysages immédiats, préservés de l'industrie (une île sauvage, la côte bretonne, le plateau du Larzac, des paysages hauts du pays basque), et par l'ancienneté et la solidité du bâti (le travail est associé à un lieu de vie). La beauté concerne aussi le lieu de travail : Éliane (journaliste devenue artisan-commerçante) est heureuse de sa « belle boutique », Matthieu (cadre de l'audit devenu barman) de son « beau bar », Isabelle (cadre de la communication ayant ouvert un café-famille) et Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) de leur beau lieu de restauration, soigné et coloré, Fabienne et Guillaume (cadres ayant ouvert un magasin Biocoop) de leur beau magasin de produits biologiques qu'ils ont déjà agrandi et repeint depuis leur installation en 2015. La beauté est recherchée comme élément constitutif du lieu de travail. La définition de la beauté est située

socialement et sert aussi d'argument de vente, pour que le client se « sente bien ». Ainsi, Éliane (journaliste devenue artisan-commerçante), issue d'une famille de la bourgeoisie aristocratique[140], affirme reproduire dans sa « boutique » d'artisanat les codes de « bon goût » acquis lors de sa socialisation familiale :

> « Je vivais dans un milieu de bon goût où il n'y avait pas des choses somptueuses mais des jolies choses. Maman, grand-mère, elles voulaient toujours que ça soit assortis, harmonieux, joli, je crois que j'ai reproduit ça dans mon magasin, comme chez moi, qu'il y ait un coup d'œil agréable en rentrant. Qu'il y ait des belles choses bien installées. »

Isabelle (ex-cadre de la communication) conçoit la décoration de son café-famille avec sa fille qui étudie dans une école d'arts appliqués et Claire (ex-cadre DRH) ajuste l'esthétique de son bar à salades avec les codes esthétiques de la clientèle de l'est parisien qui sont aussi les siens. Enfin, le produit du travail reflète aussi cette aspiration à la beauté avec, notamment pour les professions du commerce, de l'artisanat et du service, l'aspiration à « faire le bien » en offrant de « bons produits » : le beau et le bon du produit prennent une connotation morale. Il peut s'agir de vendre de « beaux produits » et de rendre un « bon service » (Fabienne et Guillaume dans leur magasin de produits biologiques) ou de réaliser une belle tâche. Il n'est pas rare que la photographie soit mobilisée pour mettre le beau en images. Isabelle et Claire ont un compte Facebook pour leur café avec des photos de l'intérieur, des plats, des activités éventuelles, Fabienne et Guillaume pour leur magasin, Yann pour son accueil en chambre d'hôtes. Il y poste par exemple régulièrement des photos des tables du petit-déjeuner pour ses hôtes avec profusion d'ingrédients faits maison ou provenant des fermes voisines, des photos des bâtiments du manoir au fur et à mesure de leur réfection (qui en fait un lieu exceptionnel), ou encore des photographies de la végétation au fil des saisons. Martin (ex-cadre publicitaire) met à jour un site Internet présentant ses activités de culture et de permaculture, les lieux, les constructions collectives (une douche solaire, les réalisations artistiques dans la nature). Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) a pris l'habitude, discrètement, après chaque taille et aménagement de jardin, de photographier son œuvre et collectionne ainsi, en neuf ans d'exercice, « des milliers de photographies ».

Cette catégorie du beau est mobilisée aussi comme qualification de l'emploi désirable par les enfants interrogés par Julie Pagis et Wilfried Lignier qui classent au premier rang pour les filles et au quatrième pour les garçons la profession de fleuriste : « j'aime bien les fleurs, c'est *joli* » se justifie Flora, « elles sont *belles* et elles sentent *bon*, […], ça *décore* » dit Houria, ou encore

[140] Orpheline de père, elle n'a cependant jamais eu ni les revenus, ni le niveau de vie, ni le patrimoine de la grande bourgeoisie.

« j'aime bien cueillir de *belles* fleurs » affirme Paco (Lignier et Pagis, 2017, p.128). Ce registre du beau, associé aussi aux « trucs jolis » des danseuses ou aux acrobatie « jolies » des métiers du cirque, peut être interprété autant, comme le font les auteurs, comme une transposition à l'univers des adultes (les professions) de catégories enfantines (le beau et le laid) que comme l'intériorisation de catégories de jugement qui concernent aussi les professions mais qui sont ensuite supplantées par d'autres idéaux, notamment ceux de la consommation, rendue possible par les revenus du travail (*op.cit* : p.128).

Du beau on glisse au bon et à l'aspiration à un travail jugé moralement acceptable (Chevallier, 2016). Cette éthique se manifeste par le désir de pouvoir travailler selon ses propres principes et ses propres priorités, ce qui peut conduire à considérer que le gain monétaire est secondaire[141]. Le travail indépendant est alors une des conséquences possibles de cette aspiration pour maîtriser davantage les conditions de son activité. La préoccupation de « ne pas nuire », « ne pas faire de mal » ou encore « ne pas être néfaste » apparaît comme un élément de la valorisation du nouvel emploi souvent indépendant qui autorise une rectitude éthique des pratiques sociales et organisationnelles. Ainsi, Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) décrit son ancien emploi dans la publicité comme « quelque chose d'inutile et même de néfaste », alors qu'elle a maintenant « une vraie satisfaction » à pouvoir gouverner sa nouvelle activité (torréfactrice de café) selon ses propres principes, qu'il s'agisse de la fixation des prix ou du rapport à la clientèle :

> « Moi j'ai des principes et le fait d'être à mon compte, je peux respecter ces principes ! Ce que je ne pouvais pas faire quand j'étais salariée et même quand je pensais : "ce que vous me demandez n'a aucun sens" […] Là c'est moi qui choisis. »

En rentrant de son long voyage à vélo à travers l'Afrique et alors qu'elle travaille encore dans une agence immobilière, Clara (employée devenue professeur de yoga et apicultrice) s'interroge sur la manière de subvenir à ses besoins : « comment je vais faire pour répondre à ces critères de ne nuire à personne en subvenant à mes besoins ? ». « Nuire à personne » ou « ne rien faire de mal à personne » (Fabienne) sont des principes qui deviennent justification du changement professionnel. Cette éthique se traduit ensuite dans l'exercice du travail, par exemple dans la relation aux salariés. Matthieu (ex-cadre de l'audit) considère qu'en devenant patron de bar il ne doit pas reproduire ce qu'il déplorait lorsqu'il était salarié tel le non-paiement des heures de rangement du lieu de travail :

> « Sauf que moi je trouvais pas ça normal, je me suis dit que j'allais être un patron différent tu vois, c'est-à-dire bah, respecter mes salariés ce qui n'est pas forcément le cas dans ce

[141] Voir le chapitre 5 sur les liens entre intérêt économique et éthique.

> business-là, etc. etc. L'heure de ménage je l'ai toujours payée, voilà. […] On est dans un milieu où le management se fait vachement à la schlag et moi j'avais envie de bosser avec des gens qui seraient heureux de bosser pour moi et de bosser avec moi parce que ayant vu d'autres établissements, ils se rendraient bien compte que chez moi c'était plus à la cool mais pas moins efficace ».

Il considère y être parvenu dans son propre établissement. Fabienne et Guillaume (cadres ayant ouvert un magasin Biocoop), qui emploient un nombre de plus en plus important de salariés[142] dans leur magasin de produits biologiques, estiment que la gestion des ressources humaines est leur première préoccupation, comme souci professionnel autant qu'éthique. Ils s'interrogent par exemple sur la manière de traiter le fait qu'une des salariés vole probablement dans leur magasin (ils ont été alertés par plusieurs autres salariés). Si le constat était avéré, ils sont partagés sur le fait de devoir effectuer un licenciement pour faute ou une rupture conventionnelle du contrat de travail, ce qu'ils privilégient finalement même si le dilemme moral divise le couple (Guillaume pense que la confiance est rompue, Fabienne veut laisser une chance à cette salariée)[143]. Cet exemple illustre la prise en compte de questions morales concomitamment aux questions économiques. L'idéal de bienveillance étranger à l'échange marchand devient au contraire un élément qui permet de rendre cet échange marchand possible.

Ainsi, la valorisation du « beau boulot » n'est-elle pas plus subjective que la norme du « bon poste » ou de la « bonne situation » : elle fait intervenir une perception subjective mais objectivable du plaisir au travail (Baudelot *et al.*, 2003), des formes de liens autour du travail ou de l'utilité d'un travail, quand le « bon poste » s'appuie sur une évaluation implicite des plaisirs associés à la consommation, au prestige social, à la position dans la hiérarchie et s'écarte de l'évaluation économique du travail. Cette aspiration au « beau travail » entre en correspondance avec la « critique artiste » du capitalisme qui déplore la « perte de sens », particulièrement la « perte du sens du beau et du grand » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.83). Le « beau travail » apparaît comme une aspiration alternative au travail évalué socialement par le seul critère de la productivité estimée en quantité monétaire.

[142] Alors qu'un seul salarié est prévu à l'ouverture du magasin (2015), il y en a neuf au moment de l'entretien (2017) puis quinze en août 2021 (carnets d'enquête, août 2021.
[143] Carnet d'enquête, entretien non enregistré, août 2019.

Ainsi, cette première partie a permis de restituer le déroulement des bifurcations descendantes et le processus critique qui conduit à abandonner un emploi pour un autre, moins rémunéré, dans une trajectoire qualifiée de bifurcation descendante. L'examen des trajectoires scolaires et professionnelles des personnes interrogées montrent qu'elle se trouvent, avant la bifurcation, en situation d'ascension sociale (mobilité sociale ascendante ou petits déplacements ascendants) par rapport à leurs parents. Dans un contexte de forte compétition scolaire, elles sont plutôt en bonne position au regard de la hiérarchie institutionnelle des diplômes à leur sortir du système scolaire – à l'exception de quelques situations au déterminisme social défavorable ou de quelques expériences de trouble dans l'héritage scolaire. Ces trajectoires scolaires conduisent à une insertion aisée sur le marché du travail et à l'obtention de postes correspondant, du point de vue institutionnel et hiérarchique, aux diplômes détenus. Les trajectoires étudiées ne sont pas, dans la plupart des cas, des trajectoires de déclassement ni objectivement établi, ni subjectivement ressenti. En revanche, ces positions plutôt favorables du point de vue hiérarchique et monétaire, suscitent une déception qui émerge progressivement et produisent une bifurcation professionnelle, en général après le surgissement d'un événement déclencheur, en forme de rupture biographique soit positive (voyage, rencontre conjugale, naissance d'un enfant), soit négative (deuil, maladie).

Le déclassement objectif, soit mobilité prfessionnelle descendante entre deux catégories soit petit déplacement à l'intérieur d'une catégorie socio-professionnelle agrégée, ne survient qu'après la bifurcation. Ce déclassement volontaire est aussi un reclassement. D'une part, la trajectoire sociale descendante (diplômes universitaires et profession manuelle, par exemple) est source de prestige social et représente un gain de capital symbolique, tout comme le travail d'ennoblissement et de requalification des nouvelles professions occupées et leur mise en récit. D'autre part, ce déclassement volontaire n'est pas subjectivement vécu comme un déclassement par la maîtrise de son déroulement et par le processus critique des hiérarchies professionnelles qui l'accompagne. Le processus critique remet en cause la seule validation économique et monétaire des emplois et l'association entre revenu élevé et qualités positives de ces emplois pour valoriser les qualités du beau travail.

Dans les cas des bifurcations descendantes, ces classements, déclassements et reclassements professionnels ne peuvent faire abstraction de la diminution du revenu dont dépend la perception sociale d'une position professionnelle. Le revenu associé à une profession compte en effet parmi les principaux critères de hiérarchisation sociale des professions. La deuxième partie s'attache aux réaménagements de la consommation consécutifs à la réduction du revenu et à la critique de la consommation qui accompagne les bifurcations descendantes, sans en être

le déclencheur principal. Elle offre néanmoins une justification à ces réaménagements à la baisse et elle s'articule autour d'une grammaire marchande (le renoncement à la consommation relève d'un arbitrage) et d'une grammaire civique, qui relie la consommation à la production et à la possible exploitation des hommes et de la nature.

# DEUXIEME PARTIE :

# LES REAMENAGEMENTS DE LA CONSOMMATION

Cette deuxième partie traite des transformations de la consommation à la suite de la réduction du revenu après la bifurcation descendante. La consommation est entendue dans son sens usuel en sociologie c'est-à-dire comme une pratique sociale qui concerne l'acquisition de biens (matériels et immatériels) et leur usage. L'étude porte en premier lieu sur la consommation marchande, qui donne lieu à une transaction monétaire et qui est susceptible d'être directement affectée par une réduction du revenu. La consommation non marchande, par exemple l'autoproduction est néanmoins examinée également quand elle s'articule avec les réaménagements de la consommation marchande à la suite de la baisse du revenu. La méthode d'enquête retenue ne permet pas d'établir des budgets ou de calculer la modification des coefficients budgétaires avant et après la bifurcation mais elle permet d'avoir une approche des réaménagements de la consommation marchande par les dépenses, leur recomposition et leur réduction, les postes jugés les plus concernés par la réduction de consommation, et par les évaluations subjectives de ces transformations de la consommation.

La première partie a montré que le changement professionnel donne lieu à un déplacement dans l'espace social qui, dans la plupart des cas, pourrait être qualifié de déclassement professionnel ou de petit déplacement descendant même s'il n'est pas évalué comme tel par les intéressés. Si on se réfère à l'espace social tel que Pierre Bourdieu (1979) l'a représenté, les bifurcations professionnelles donnent lieu à un déplacement vertical vers la gauche du point de vue professionnel. Les réaménagements de la consommation viennent-ils accompagner ce déplacement ? Comment se caractérise la dé-consommation ? Correspond-t-elle à une nouvelle hiérarchie des besoins où un style de vie, hérité de l'ancienne profession et maintenu ? Peut-on dire qu'une forme de déclassement par la consommation accompagne le déplacement dans l'espace social ? Cette partie examine dans quelle mesure la réduction de la consommation marchande, réelle dans toutes les situations de bifurcations descendantes, est sélective mais aussi freinée par des mécanismes de résistance à la baisse de la consommation pour maintenir certains types de consommation et sécuriser la transition professionnelle. Elle évalue ensuite comment la critique de la consommation vient justifier la réduction de la consommation. L'examen du jugement porté sur la consommation montre qu'elle est secondaire par rapport au travail. L'insatisfaction portant sur travail est, dans la plupart des cas étudiés, le motif principal du changement avec la question du lieu de vie. La souffrance subjective vient davantage d'une déception portant sur le travail que sur la consommation, plutôt associée à des expériences heureuses mais qui ne sont pas évaluées comme aussi importantes que l'emploi exercé.

Cette deuxième partie comprend deux chapitres. Le chapitre 3 décrit les réaménagements de la consommation après la bifurcation. Il montre quelles sont les consommations marchandes réduites mais aussi celles qui sont maintenues et quelles sont les techniques déployées à la fois pour limiter la réduction de la consommation mais aussi pour rendre la limitation de la consommation acceptable notamment dans les interactions sociales. Le maintien de certaines consommations ou éléments importants des conditions et du style de vie comme le logement dessine aussi les conditions de possibilité et de sécurisation des bifurcations. Les parcours de consommation sont très variables selon les situations des enquêtés

Le chapitre 4 montre comment la critique de la consommation est moins un motif de bifurcation qu'une manière d'accompagner la réduction de la consommation et de la rendre vertueuse. L'articulation de différentes grammaires montre l'ambivalence de la critique de la consommation qui oscille entre une logique marchande de l'arbitrage et une logique associant critique artiste, critique sociale et critique écologique qui intègre la consommation dans une économie morale où comptent les préoccupations éthiques voire politiques.

# Chapitre 3
# Déconsommer

Les réaménagements des pratiques de consommation qui accompagnent la baisse du revenu sont, selon les situations, d'ampleur très différente, tant du point de vue des situations initiales que du point de vue des situations après le changement. En effet, les écarts de revenus avant le changement professionnel (se situant entre un niveau légèrement inférieur au salaire moyen en France et plus de quinze fois le salaire moyen pour les cadres de la finance rencontrés) reflètent la diversité des revenus au sein de la catégorie des cadres à laquelle ils appartenaient presque tous. Après bifurcation, les revenus varient aussi entre les enquêtés tout comme leur niveau de vie et de dépenses selon la composition du ménage, le lieu de vie et, surtout, la situation de logement, élément essentiel de la transition entre les deux situations. Du point de vue du revenu, le groupe des enquêtés ne constitue pas un groupe social homogène, en revanche, le mouvement descendant permet de comparer les formes de réaménagements de la consommation à la baisse, en les rapportant à leur contexte social. Il apparaît alors que ces réajustements de la consommation consécutifs à la baisse du revenu sont la résultante de deux mouvements contradictoires qui conduisent à une recomposition socialement située de la consommation : un mouvement de réduction drastique des dépenses dans presque toutes les situations pour s'adapter à une contrainte budgétaire plus serrée et un mouvement inverse de maintien de

certains types de consommation. Pour maintenir « ce qui compte » à leurs yeux, les ménages mobilisent le capital économique acquis (notamment à travers la propriété du logement ou l'accession à la propriété en cours), le capital social et le capital culturel, les nouvelles formes de consommation collaborative, en particulier pour remodeler l'assemblage des consommations marchandes et non marchandes et substituer une part de consommation non marchande à une consommation marchande décroissante.

# 1. Réduire ses dépenses

La première caractéristique du réaménagement de la consommation domestique consécutive à la diminution du revenu est une baisse de la consommation marchande. Sans surprise, le revenu a un effet direct sur la manière de consommer et l'épargne éventuelle ne vient pas maintenir la consommation marchande à un niveau inchangé. La plupart des personnes interrogées ne vivant pas seules, les réaménagements de consommation concernent un ménage (couple ou enfants le cas échéant). Le premier effet de la réduction du revenu est de resserrer la contrainte budgétaire du ménage : disposer de moins, c'est compter plus. Cette contrainte budgétaire, plus directement perçue engendre calculs et réduction hiérarchisée des dépenses.

## 1.1. Compter : la nécessité d'équilibrer les dépenses budgétaires

Par la réduction de revenu qu'elle implique, la bifurcation descendante fait apparaître une contrainte budgétaire plus serrée et davantage perçue dans la vie quotidienne. Les comptes y

font souvent leur entrée, ainsi que la mise en place de techniques sociales pour respecter un équilibre budgétaire plus contraint.

### 1.1.1. Équilibrer, une difficulté nouvelle

La réduction du revenu disponible pour la consommation entraîne une nécessité de compter et une réflexivité sur le réaménagement des dépenses très présente dans les entretiens recueillis qui traduisent souvent un certain plaisir à exposer l'étude des recettes et des dépenses établie lors de la transition, la perception de ces comptes, les astuces trouvées pour réussir à équilibrer et dépasser les angoisses associées à une mise en péril de l'équilibre financier assuré avant la bifurcation[144].

#### *Le retour des comptes*

La baisse du revenu marque, dans nombre de ménages observés, une rupture avec l'aisance d'un mode de vie associé à des salaires croissants et élevés, ainsi qu'avec l'introduction d'une contrainte budgétaire plus serrée et de calculs dans la vie quotidienne. La réduction du revenu impose alors de faire face à une contrainte budgétaire monétaire plus serrée avec de nouveaux équilibres à respecter entre dépenses et revenus. Ces calculs sont explicitement mentionnés dans de nombreux récits qui évoquent sous forme de chiffrages des revenus, des dépenses de consommation, de prix, et une planification mensuelle, voire intertemporelle, qui échelonne ou reporte les dépenses. Avant d'être des arbitrages explicites, notamment pour les enquêtés qui font face à une baisse importante de leur revenu ou pour ceux dont le niveau de revenu est bas, les calculs s'inscrivent dans le registre de la comptabilité domestique des dépenses jugées et vécues comme nécessaires. Ces comptes reflètent l'évaluation minutieuse des dépenses, que ce soient les dépenses préengagées, les dépenses incompressibles et les dépenses qui peuvent être supprimées ou réduites pour parvenir à un équilibre du budget. Inscrits dans le registre de la nécessité, ils sont décrits plutôt comme une obligation, souvent nouvelle, en décalage avec une situation antérieure plus aisée. Ainsi, Medhi (directeur de casting devenu employé

[144] Un seul enquêté (Henri) se démarque nettement de ce modèle, le seul appartenant à la grande bourgeoisie, regardant les comptes avec un mépris propre à l'*ethos* aristocratique.

administratif) se souvient de l'époque où il travaillait pour des émissions de télévision, « où [il] gagnai[t] très bien [sa] vie » et où il se sentait extrait de son milieu social familial, un milieu « très populaire, extra-populaire » (père manœuvre, mère femme de ménage), une consommation dans l'enfance « plus que modeste », « la débrouille, la débrouille » et un « dégoût » pour cette consommation « comptée » sur laquelle il « prend sa revanche » quand il devient directeur de casting. Les comptes sont pour lui associés au manque et à la contrainte. L'aisance a consisté pour lui à ne plus compter, avant la bifurcation :

> « J'avais tendance à dépenser n'importe comment. Je fais partie des personnes qui dépensaient n'importe comment. […] Pour tout, pour rien, je dépensais, je m'en foutais… J'avais la phrase : "On s'en fout !" je regardais jamais mon ticket… »
>
> « Je gagnais très bien ma vie ! » […] « Je comptais pas, mais je regardais jamais ! » […] « Je comptais pas, j'ai jamais compté, je sortais souvent voilà… » ou encore « je comptais pas voilà ! ».

Maintenant qu'il a « perdu 2000€ dans [sa] cagnotte », par mois, « 2000€ c'est un salaire, c'est même deux salaires quand on compte le salaire minimum », il est revenu à un contrôle plus précis de ses dépenses :

> « Bon aujourd'hui au niveau financier ben je compte. Ça me rend dingue de compter mais je compte ! » […] « C'est dur ouais, c'est insupportable de compter ! Après je comprends hein, maintenant, quand on me dit, parce que je comprenais pas les gens qui disaient [ça] : "Ah les fins de mois sont dures…" ».

Marc (trader devenu professeur) fait le récit des années où il était à Paris puis à Londres et où ses revenus et ceux de ses collègues, très élevés, faisaient oublier toute contrainte budgétaire, ouvrant « sans restriction » « l'univers de la consommation » :

> « quand vous avez besoin de changer de voiture, vous changez de voiture sans vous demander comment vous allez financer l'achat d'une nouvelle voiture là où la plupart des gens doivent aller négocier un crédit à la consommation ».

Il ajoute :

> « Avant, disons, je comptais pas… Donc ouais quand même y a pas mal de trucs qui se réduisent après, quand même les choix sont différents d'avec aujourd'hui, par exemple je regarde quand je prends des billets de transport, des billets de train, je les prends à l'avance parce que c'est moins cher, je fais gaffe à ce que je dépense alors qu'avant je m'en fichais complètement c'est-à-dire que, comme je pouvais décider les trucs au dernier moment je décidais les trucs au dernier moment… »

Néanmoins, il porte un regard plutôt négatif sur cette absence de comptes de sa vie de trader qu'il associe à une absence de sens des réalités, à une situation privilégiée vécue en toute

inconscience mais néanmoins confortable. Il considère le retour des comptes explicites dans sa vie comme un retour à la « réalité » :

> « Déjà jamais compter c'est quand même quelque chose de fou donc si vous n'avez pas devant vous des gens pour vous ramener à la réalité, cette réalité finit par s'estomper, c'est-à-dire que vous n'avez même pas le sentiment d'avoir un niveau de consommation qui est fou parce que vous êtes décalé. C'est-à-dire que quand quelqu'un vous dit qu'il achète un appareil électroménager et qu'il est content de savoir qu'il peut le payer en trois fois, pour vous, c'est vraiment un truc de fou. C'est des réalités que vous n'envisagez plus. Et c'est ce confort qu'apporte le revenu […] c'est un confort qui est absolument [incroyable]. Alors il y a l'univers purement de la consommation qu'on arrive facilement à identifier, parce que c'est objectif surtout, les objets qu'on peut acquérir mais y a un autre côté qui est un côté extrêmement important sur le confort que ça génère en matière d'existence. Le temps, les possibilités de choix, c'est fou ! […] La question de la possibilité ne se pose pas. C'est quelque chose qui est fou et qui est extrêmement polluant ».

Marc décrit ici une situation qui correspond à un idéal de consommation sans contrainte forte – dont il dira longuement que cette manière de ne pas compter heurtait finalement son *ethos* et ses préférences personnelles –, et donc sans conscience de la nécessité d'arbitrer entre différentes consommations ou de planifier les dépenses dans le temps. Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) dont les revenus ont fortement diminué (divisés par plus que dix) voit son mode de consommation fortement modifié et sa contrainte budgétaire beaucoup plus forte. Elle décrit cette rupture comme le surgissement des comptes et du calcul dans la vie domestique quotidienne :

> « Ouais avant on comptait pas hein effectivement quand j'allais chez Monop', je regardais même pas le prix du ticket à la sortie maintenant je fais gaffe quoi, si j'y vais, je fais attention. […] [Maintenant,] oui on compte hein quand même, on compte, surtout ce qu'il y a c'est que déjà je consomme tellement moins, c'est beaucoup plus facile de compter tu vois ! »

Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute), qui a vu ses revenus être divisés par cinq, devient obsessionnelle de ses comptes qui la « stressent » lui font « faire des insomnies » :

> « c'est la peur, c'est même difficilement nommable, c'est vraiment l'angoisse financière qui est dans ta tête en permanence et qui te bouffe une énergie pas possible, voilà […] C'est vraiment "comment je vais faire pour tout payer ?", c'est vraiment ça, voilà […] À partir de septembre, ça devrait être viable financièrement, viable, ça veut dire financer ce que je dépense ».

Cette prise en compte de la contrainte budgétaire est présente dans tous les récits : la première nécessité est celle d'équilibrer un budget et d'ajuster les dépenses à un revenu en baisse. Ces comptes sont d'autant plus présents que la réduction des revenus est récente, d'un montant important et que le niveau de revenu après le changement est bas. Ainsi, Éliane qui vit aujourd'hui avec une très petite retraite (environ 900€) et a dû vendre tout son capital (petit appartement) pour renflouer les caisses de son magasin d'artisanat, tient des comptes très serrés de toutes ses dépenses et ne s'autorise aucune dépense imprévue pour ne pas mettre en péril cet équilibre : « faut calculer, tout le temps calculer ! » Sa comptabilité minutieuse qui l'aide à rester sereine (« c'est juste, c'est très juste, mais je peux tout payer ! »[145]) est aussi une source de souci : les équilibres entre dépenses et recettes ne permettent pas de faire face ou difficilement à des dépenses exceptionnelles comme l'achat d'une paire de lunettes ou le remplacement inopiné d'un appareil ménager. Elle attribue à sa rigueur et à la « modestie » de ses besoins sa capacité à « s'en sortir »[146]. Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) dit aussi tout « calculer » depuis qu'elle est à son compte, pratique qui change surtout par rapport au temps où le couple n'avait qu'un enfant et des revenus supérieurs :

> « on calcule tout mais je trouve qu'on arrive encore à se faire des petits plaisirs. J'avais besoin, envie d'un vélo, je me suis acheté un vélo d'occasion et voilà… Ça m'a coûté quand même 100€, 100€ sur notre budget c'est beaucoup alors que j'aurais pu aussi m'en passer mais voilà ça me sert aussi pour le boulot, ça nous permet de moins mobiliser la voiture donc de moins utiliser l'essence ».

Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif) et sa compagne font état des courses qu'il faisait avant « à la Biocoop, sans compter », sans se « poser de questions », « parce que quand tu fais tes courses à la Biocoop, si tu comptes tu pleures ! [rires ] ». La contrainte budgétaire plus serrée impose un nouveau budget, calculé au plus juste et qui, paradoxalement les conduit à abandonner certains achats à la Biocoop, circuit de distribution qui correspond pourtant « à leurs valeurs d'alimentation » : « on fait *quelques* courses à la Biocoop puis quelques courses au supermarché classique ». À la fin de l'entretien ils rient, incrédules, sur le fait qu'ils seraient devenus « pauvres » – leur revenu les situe dans les classes moyennes stables – mais estiment que s'il faut « se caler » sur leur nouveau revenu et adapter les dépenses, ce qui n'est pas forcément « simple » mais le ménage « reste quand même dans des budgets qui [leur] permettent de vivre ».

[145] Carnet d'enquête, prononcé une fois l'entretien terminé.
[146] Carnet d'enquête, visite en janvier 2019.

Devant l'angoisse que représente pour elles les finances du quotidien et la perspective de devoir vendre la maison occupée avec sa famille en raison des frais de remboursement d'emprunt et d'entretien, Fabienne (cadre devenue gérante d'une Biocoop) finit par refuser de tenir la comptabilité :

> « Et moi je ne fais plus les comptes, j'ai refusé parce qu'avant c'est moi qui faisais tous les comptes. Et maintenant, moi je dis, quand y a pas, y a pas, on mange des carottes au blé, c'est terminé ! Je prépare à manger et voilà ! »

Elle connaît malgré tout le détail des comptes du ménage et m'expose les coupes budgétaires opérées en vue de les équilibrer :

> « On a dépensé encore moins et on a réussi ! On ne faisait vraiment, vraiment, plus rien, plus de vacances, la nourriture c'était des courses une fois par mois, on mangeait plus trop équilibré quand même, on mangeait les fruits du jardin et sinon beaucoup, beaucoup de pâtes mais on était 100% Biocoop. Pratiquement pas de viande. Le budget alimentaire je crois que c'était 430 € par mois [pour le couple et leurs deux enfants]. C'était cadré hein ! Tout était bien calibré, on allait plus du tout au restau. […] Guillaume faisait des budgets tout le temps… Je disais à Guillaume, bon Canal + on enlève, on peut enlever la Freebox, les téléphones, garder un téléphone sur deux… On avait pris des abonnements à 1€ chez Free. L'assurance habitation on peut la réduire… »

Le registre d'énoncé est le même pour nombre d'enquêtés : la baisse des revenus entraîne un équilibre plus serré entre dépenses et recettes qui nécessite une comptabilisation plus stricte et des pratiques de calculs au quotidien. Le calcul inclut aussi une planification : prévisions des dépenses mensuelles, inventaire des dépenses fixes incompressibles, dépenses exceptionnelles, etc.

### *La continuation d'un mode de vie antérieur pour quelques-uns*

Pour quelques situations singulières parmi les bifurcations descendantes observées, le resserrement de la contrainte budgétaire semble peu perceptible et peu ressenti. Ces situations sont de deux types, soit que, dans de rares cas, la baisse de revenu du ménage soit finalement peu sensible, soit que l'ajustement entre les dépenses courantes et le niveau revenu, du fait d'une configuration familiale et personnelle plus que du niveau objectif du revenu, ne soit pas (vécu comme étant) problématique dans la mesure où les dépenses courantes pour le logement, l'alimentation et les vêtements sont couvertes sans difficultés. Il s'agit par exemple de Henri,

haut cadre dirigeant d'un établissement bancaire devenu professeur de lettres qui, certes, a vu ses revenus du travail diminuer mais bénéficie de capitaux hérités (immobiliers notamment qu'il évoquera dans l'enquête) et de revenus du capital (qu'il n'évoquera pas). Ainsi, sa situation objective de grand bourgeois, héritier d'un capital immobilier et probablement financier, mais aussi sa distance aristocratique vis-à-vis des comptes d'ailleurs relégués au domaine féminin le rendent peu disert sur le détail des transformations de sa consommation. Il regarde les comptes avec mépris et détachement, mais mentionne néanmoins que sa femme s'en charge et, en conséquence, le rappelle régulièrement à l'ordre pour limiter ses dépenses. Sa distance grand-bourgeoise vis-à-vis des réalités matérielles et de l'argent le conduit à évoquer avec difficulté la consommation, les dépenses ou l'argent. Les comptes, la contrainte budgétaire sont aussi des réalités populaires auxquelles il ne souhaite pas être rappelé, très éloignées des normes de son milieu social où l'on évoque peu les questions d'argent devant un enquêteur (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1997) et où les questions matérielles sont traitées avec un mépris ostensible et d'ailleurs rapportées à une tâche féminine dont il se tient éloigné par goût et caractère, dit-il. On se trouve ici dans une situation où l'enquête montre finalement qu'il y a une faible rupture dans le mode de vie (même si les dépenses quotidiennes sont plus contrôlées) car le travail n'est (très probablement) pas la source unique de revenus.

De rares autres enquêtés ne mentionnent pas la perception d'une contrainte budgétaire forte, par exemple quand le changement professionnel s'est accompagné d'un changement de lieu de vie qui permet de supprimer certaines dépenses (passage de la vie en ville à la vie rurale). C'est le cas de Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), venu vivre avec sa compagne qui avait déjà une exploitation agricole stable. Le changement n'a pas entraîné d'incertitude sur les revenus et surtout sur la couverture de besoins tels que l'habillement (qu'il réduit volontairement sans lien avec son changement professionnel), le logement ou encore l'alimentation (largement autoproduite dans un jardin potager). Il dira souvent à quel point il trouve ses conditions de vie luxueuses, notamment son logement, une ferme très ancienne et spacieuse dans laquelle il reçoit volontiers (par exemple des cyclistes de passage). Il a néanmoins une connaissance assez précise des comptes du ménage et de leur capacité à épargner (il est installé depuis plus de dix ans au moment de l'entretien et malgré l'aléa de toute entreprise, les ressources du ménage sont stables) et considère que lui-même et sa compagne pourraient vivre avec un revenu inférieur :

> « Sachant que pour des raisons statutaires du GAEC[147], on est obligé de se payer chacun le SMIC mais c'est beaucoup trop pour nous, on n'a pas besoin d'un SMIC quoi donc on met de côté. Ça pourra peut-être servir à la retraite parce que les retraites agricoles sont très faibles, 600, 700 peut-être même 800€ mais c'est beaucoup moins que le SMIC donc effectivement c'est toujours bien d'avoir un peu de côté même si on vivra chacun avec 800€ sans problème ».

Pierre est le seul des enquêtés à mentionner une aisance des dépenses (liée à une configuration familiale, un mode de vie et l'accès quasiment gratuit au logement) mais Sandrine dit ne pas ressentir fortement de contrainte budgétaire malgré ses revenus modestes (1500€). Cadre commerciale (co-gérante avec son ex-époux de sa propre entreprise culturelle) devenue employée administrative elle n'a, au moment de l'entretien, plus qu'un seul enfant à charge et vit dans la maison héritée de son grand-père (Val de Marne). Elle dira à plusieurs reprises n'avoir besoin de rien de plus – sinon qu'elle aimerait financer davantage des associations de défense et de protection des animaux comme L214 à laquelle elle est adhérente. Dans son récit, la contrainte budgétaire est évoquée (ses ressources suffisent à couvrir les dépenses courantes) mais pas sous la forme de comptes obsessionnels de celui qui craint de dépasser le montant de ses ressources (« tout compter »). Appartenant tous aux classes moyennes ou supérieures, les enquêtés développent une économie domestique qui a parfaitement intégré la nécessité de respecter leurs contraintes budgétaires, la possibilité de maintenir cet équilibre dans le temps étant une condition de leur changement professionnel.

### 1.1.2. Compter à deux : équilibrages conjugaux

Cette recherche d'un nouvel équilibre des dépenses n'est pas purement individuelle et s'inscrit dans une négociation familiale ou conjugale des dépenses. La majorité des enquêtés (vingt-cinq sur trente) vit en couple au moment du changement professionnel. Dans ces conditions, le second conjoint, par le maintien de sa position professionnelle antérieure assure une stabilité d'une partie des moyens du ménage et souvent rend possible ces transitions décroissantes. À l'inverse, les situations de ménages monoparentaux sont souvent des situations plus difficiles

[147] Groupement Agricole d'Exploitation en Commun qui regroupe les exploitations de sa compagne et lui-même, ainsi que celle du fils et de la belle-fille de sa compagne.

financièrement, celles où la baisse du revenu professionnel conduit à une contrainte budgétaire beaucoup plus forte et à une baisse marquée des dépenses de consommation, voire à des situations de précarité financière au moment de la transition (par exemple pour Marion, cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute, locataire, vivant avec sa fille adolescente). L'appui d'un autre revenu dans le ménage ne signifie pas l'absence de changement dans la consommation mais elle contribue à rendre la transition financièrement viable[148]. Aussi le budget du ménage fait-il l'objet de négociations conjugales pour établir ce qui compte, maintenir certaines consommations ou en diminuer d'autres et partager certaines dépenses qui incombaient auparavant au conjoint qui voit ses revenus diminuer. Ainsi, Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) revient longuement pendant l'entretien sur les comptes familiaux (lui, sa compagne et leurs trois enfants) qu'il « gère complètement » : « je gère l'économie du ménage, on va dire ». Il donne le détail de ses revenus, ceux de sa compagne, la pension alimentaire des enfants nés d'une première union de sa compagne, les allocations familiales. Il n'apporte que le quart des revenus du ménage ; une situation « déséquilibrée » qu'il décrit comme « compliquée », « source de beaucoup de tourments », même s'il « assume » et que le couple a « une clef de répartition » : « en fait je mets 95% de ce que je gagne sur le compte commun quand Zabeh [sa compagne] n'en met que 60%, monétairement, on a un effort relatif différent ». Il fait le récit précis de cette contrainte budgétaire qui conduit le couple à ne pas avoir le même niveau de vie que d'autres cadres de leur voisinage « dans un schéma un peu plus classique que le [leur] » et à devoir renoncer par exemple à un voyage familial en Thaïlande que sa compagne aurait aimé réaliser car elle « aime beaucoup voyager ». Le couple renonce, sous sa pression (« ça n'a pas de sens ! »), devant la nécessité d'un emprunt mais lui-même se sent renvoyé, en comparaison avec d'autres couples hautement diplômés, à ses revenus inférieurs. Il dit interpréter des propos de sa compagne dans le sens de : « Putain, Paul, si tu gagnais ta vie normalement, surtout pour un Sup de Co, ça irait mieux ». Lui-même se sent renvoyé à : « Hé, Paul, t'es Sup de Co et tu gagnes 1300€ à 45 ans », il « pète les plombs », songe à « faire un retour vers la trajectoire Sup de Co plus traditionnelle » puis abandonne ce « mouvement » qui lui aurait permis de « remonter [s]on revenu », selon des « déterminants matérialistes, enfin matériels », en ne pouvant s'imaginer un retour à la vie professionnelle de cadre. On retrouve cette négociation conjugale autour des dépenses chez Alice, (cadre culturel de la communication devenue productrice de podcasts), qui a dû revoir le partage des dépenses avec son conjoint, dans un couple qui est devenu « asymétrique financièrement ». À un

[148] En cela les situations de transition professionnelle ne sont pas différentes des situations de chômage dans lesquelles le revenu du conjoint salarié permet soutien et stabilité matérielle (Fabre et Lacour, 2021).

moment, elle constate qu'elle « n'avait pas les moyens de [sa] vie », son conjoint lui proposait une sortie « restau » et elle ne voyait que dépense et excès sur son budget ou perspective que lui se trouvait dans l'obligation de l'inviter : « "t'es sûr parce que là, euh… je voudrais pas…" Y avait vraiment un truc de pas vouloir profiter d'une situation ». C'est son conjoint qui la convainquait qu'ils sont « une famille », « un couple » et que les décisions de dépenses sont « communes » et ne supposent pas un partage strictement égal des dépenses.

Ces négociations budgétaires conjugales ne sont pas exemptes de conflit pour effectuer les ajustements à la baisse. Ainsi Clara (employée dans l'immobilier devenue professeur de yoga et apicultrice) signale « des petites tensions financières » avec son conjoint quant aux dépenses du couple, notamment pour financer ses stages de yoga qui participent de sa formation :

> « Moi je veux faire des stages de yoga, donc ça coûte des sous. Ça crée des petites tensions sur les choix qu'on va faire avec l'argent qu'on a mais ça ne remet pas du tout en cause une seule seconde le choix global que je prenne le temps de mettre en place les choses que je veux faire, même si ça rapporte pas tout de suite, ça remet pas en cause le fait de manger bio ».

Pour Dominique (cadre de la finance devenu libraire), le changement professionnel associé à une baisse de ses revenus et la nécessité de reporter certaines dépenses au moment de son installation a été une source de désaccords importants avec sa femme qui, selon lui, sont une des causes de leur divorce. Les conflits autour de l'argent expriment, selon Dominique, la désapprobation de sa femme quant à son changement professionnel :

> « L'argent a malheureusement été un sujet de disputes entre nous parce qu'on a changé de niveau de vie et ma femme a mal vécu le fait que je gagnais bien plus qu'elle avant et c'est moi qui, quelque part, d'un point de vue financier, soutenait toute la famille et on a eu un peu le rôle inverse en venant ici et ça a été un des sujets de séparation ».

Le couple habitait la région parisienne et a déménagé dans une ville moyenne du sud de la France où Dominique a racheté une petite librairie indépendante. Sa femme, orthophoniste, a trouvé facilement un emploi mais a dû travailler « pas mal d'heures pour garder un peu un niveau de vie » avec deux enfants en bas âge alors que lui-même ne se payait que 1000€ mensuels. La planification de dépenses plus contraintes (les travaux pour la maison par exemple auxquels il lui demande de renoncer) a été source de conflits conjugaux et finalement de rupture.

Sur l'ensemble des trajectoires de bifurcations descendantes observées, la conjugalité est plutôt une condition de possibilité qu'un frein. Le fait qu'un des conjoints demeure salarié par exemple ou, même indépendant, et maintienne un revenu stable permet de couvrir les dépenses contraintes et d'assurer la subsistance du ménage et l'équilibre du budget, de manière assez

proche du soutien qu'apporte la conjugalité en cas de chômage (Fabre et Lacour, 2021) ou en cas de passage au statut d'indépendant (Bajard, 2019). La réduction des revenus entraîne aussi des ajustements dans la sociabilité.

### 1.1.3. Imposer la contrainte budgétaire dans la sociabilité

Le fait de compter davantage modifie aussi les formes de la sociabilité ordinaire souvent associée à des dépenses concernant l'accès aux lieux de sociabilité (restaurants, cafés) ou les usages de sociabilité (contributions, cadeaux). La nouvelle contrainte budgétaire s'impose alors aussi dans la sociabilité et en modifie les contours.

#### *L'ajustement des dépenses dans la sociabilité : « Là, on est un peu short ! »*

Cet équilibrage des recettes et des dépenses se manifeste également parfois comme une contrainte à rappeler dans la sociabilité. En effet, la proximité de niveau de vie est probablement un non-dit de la sociabilité amicale – conforme au fait que les relations sociales sont plus fréquentes au sein d'un groupe socio-professionnel par exemple. Les comptes apparaissent alors, sans doute du fait que le changement professionnel est vécu comme choisi et non comme un déclassement subi, comme une contrainte acceptée qui accompagne un changement désiré et fait partie de la vie quotidienne et des interactions avec autrui. Parfois oubliée par un entourage qui a de plus hauts revenus, la contrainte nécessite néanmoins des rappels ou des réajustements de comportements et de dépenses. Ainsi David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel), indépendant et aux revenus irréguliers et très bas au moment de l'entretien (inférieurs au salaire minimum), mentionne-t-il le fait qu'il compte les dépenses, évalue « le rapport qualité-prix » et que ses comptes peuvent entrer en conflit avec une sociabilité de personnes qui n'ont pas « le même niveau de vie » que son ménage et qui font partie de leur cercle de sociabilité :

> « On ne se fait plus de restaus. Moi par exemple faire un brunch à 24€ c'est non. On est vraiment là-dedans. Et du coup, on cherche souvent un excellent rapport qualité-prix. […] Une fois on s'est fait avoir justement, bon on l'a fait et après, on s'en est voulus, en se disant "bon, c'est la première et la dernière fois que l'on fera cela avec eux". C'était les

> parents de la fameuse Rebecca [amie de sa fille], “Venez, on va vous faire découvrir un endroit qui s’appelle L’Arrière Cour[149]”, donc effectivement c’est un très bel endroit avec un très bon brunch. On en est sorti à 100€, nous trois et là on leur a dit “Bon vous êtes gentils mais on n’a pas le même niveau de vie !” [rires] »

La nouvelle différence de niveau de vie impose une vigilance pour ne pas se voir imposer, par la sociabilité, des dépenses qui ne sont plus conformes au budget. Delphine (cadre de la publicité devenue torréfactrice de café) a vu ses revenus divisés par six, ce qui impose au couple une comptabilité stricte des dépenses. Elle fait état des mêmes ajustements dans la sociabilité de son couple, notamment dans les interactions autour des enfants et du voisinage. Elle décrit par exemple ses amis et contacts qui fréquentent beaucoup les petits restaurants de son quartier qu’elle qualifie de « ville populaire bobo » (en Seine-Saint-Denis), me montre dans le café où nous sommes installées « un copain » qui est « là tous les midis » (« c’est sa cantine ! »), alors qu’elle-même et son conjoint ont fortement réduit leurs dépenses de sorties et repas pris à l’extérieur. Face à ce possible écart des pratiques, elle n’hésite pas à rappeler la réalité de sa contrainte budgétaire :

> « Après nous, on n’a aucune difficulté, ni l’un ni l’autre [elle-même et son conjoint] à dire aux gens qui nous disent “on va au restau !”, “non, on n’a pas d’argent, on va pas au restau !” […] Moi je peux pas me permettre de déjeuner ici tous les midis, je déjeune chez moi. Mais nous on n’a aucun souci à dire “désolé mais là, j’ai pas les moyens” ».

Cette contrainte s’exprime aussi dans les usages de sociabilité notamment lors des invitations de son fils aîné à des fêtes d’anniversaire, dont le rituel social exige d’apporter un cadeau. Elle déploie alors la stratégie de briser le tabou social du coût des cadeaux apportés et annonce à l’avance que son fils ne pourra pas offrir un cadeau neuf. Elle n’a « pas de mal à dire », expliquant aux intéressés que « là il y a déjà eu six anniversaires », pour que les parents comprennent que « là, on va le fabriquer le petit cadeau ». Elle rappelle, amusée, la réalité marchande et monétaire des cadeaux (« gling ! »), inscrite dans la réalité des comptes mensuels du ménage :

> « Après c’est vrai qu’à chaque fois qu’on est invité à un anniversaire, on voit les “gling !”, les quinze balles de cadeau ! Ce mois-ci c’était quatre, cinq, même un samedi dernier, un dimanche, un ce samedi, un dimanche prochain et y en a eu un au début du mois quoi. Donc c’est des cadeaux d’une dizaine d’euros mais une dizaine d’euros, ça fait 60€ de cadeaux ! […] C’est insupportable mais je vais pas regretter que mon fils ait une vie sociale ! C’est vrai qu’on ruse ! Et c’est là qu’on fabrique un bocal décoré avec plein de petits trucs décorés

[149] Le nom a été modifié.

> dedans et son cadeau c'était ça. J'avais prévenu la maman en disant "oui je suis désolée mais là on est un peu short" ».

Le respect de la contrainte budgétaire de ces ménages suppose une vigilance pour éviter ces dépenses liées à la sociabilité, non prévues et trop élevées par rapport au calcul habituel des dépenses de sortie (« on s'est fait avoir »). Cette nécessaire clarification rappelant la différence objective des niveaux de vie ou simplement les comptes familiaux (« on est un peu short ! ») est sans doute d'autant plus nécessaire que le changement professionnel entraîne une baisse de revenu qui ne s'accompagne pas toujours d'un changement visible du style de vie – j'y reviendrai –, ni d'un abandon de la sociabilité antérieure. Pour Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades), qui a vu les revenus de son ménage divisés par dix après sa bifurcation professionnelle, le réaménagement complet de ses dépenses à la baisse la conduit à « prendre conscience » des impensés au sujet de l'argent et des dépenses dans la sociabilité :

> « [Avant], je me serais même pas posé la question de savoir le coût du restau tu vois, j'aurais peut-être même emmené des gens dans des endroits qui étaient au-delà de leurs moyens, enfin tu vois, tout d'un coup tu prends conscience de certaines choses que tu réalisais pas du tout… parce que le restau c'est autant d'argent que tu vas dépenser et effectivement se retrouver en groupe comme ça avec des gens qui ont énormément d'argent et d'autres qui en ont moins, faut trouver un endroit où ça correspond à tout le monde quoi ».

Le fait que la diminution de revenus soit associée à une bifurcation professionnelle choisie lui donne la légitimité sociale d'annoncer le fait qu'elle regarde le prix des restaurants – c'est une des sorties que le couple a maintenue – et limite drastiquement le nombre des repas pris à l'extérieur. Elle « en parle très librement » selon ses mots : « quand c'est un choix, tu le sens plus comme [honteux] ». Une remarque qui montre aussi l'importance du niveau de vie, des revenus et de la honte associée aux revenus inférieurs dans les relations sociales. Ces rappels explicites d'une aisance à faire état de sa situation (« on n'a aucune gêne ») montre aussi le paradoxe du calcul budgétaire, souvent nécessaire voire encouragé (Perrin-Heredia, 2013a, 2013b), mais euphémisé socialement, dans la mesure où la réalité objective des revenus a tendance à être oubliée pour considérer le calcul comme déplacé et associé à un manque de générosité ou de savoir vivre. Le caractère intentionnel du changement professionnel et revendiqué de la baisse de revenu autorise à affirmer explicitement, dans le champ social et face à des ménages qui semblent connaître une plus grande aisance économique, la réalité des calculs, de la contrainte budgétaire et des différences de niveaux de vie qui échappent ainsi à la honte sociale. La mise en scène du caractère choisi de la bifurcation conduit à briser le tabou

du manque d'argent objectif qui ne doit pas être associé à un manque de générosité dans la sociabilité. Par ces jeux nécessaires de rappels des différences de revenu et des contraintes portant sur les dépenses, les bifurcations descendantes mettent en lumière les impensés de la sociabilité ordinaire, les échanges matériels et les dépenses qu'elles impliquent et qui, souvent, sont cachés et rendus invisibles, renvoyant le manque d'argent ou la différence de revenus au silence et à la honte sociale impossibles à évoquer, sauf à les revendiquer comme « choisis », ce qui autorise à sortir de cette position dominée, par un minutieux travail de légitimation.

### *La distance sociale issue de l'écart des modes de vie*

Le nouveau style de vie associé à la bifurcation descendante est aussi facteur de distance sociale avec le cercle de sociabilité antérieure et vis-à-vis d'anciennes connaissances ou amis. Fabienne et Guillaume (cadres devenus gérants d'une Biocoop) ressentent ainsi désormais un décalage avec les modes de vie de leurs anciens amis, notamment leur apparence vestimentaire. « Je me sens pouilleuse au niveau des fringues parce que je m'achète moins de fringues qu'avant », dit Fabienne quand elle raconte leurs rencontres, une à deux fois par an, dans la grande ville où ils habitaient auparavant (ils habitent désormais un bourg de 5000 habitants où ils ont ouvert leur magasin Biocoop), « j'y suis allée comme j'avais bossé à la Biocoop le jour-même ». Sur ce nouveau décalage social, elle ajoute : « on a mis un temps à s'habituer et [à arriver au fait] que ça nous gêne pas ». Et conclut : « Quand on va voir nos copains à Marseille, on se dit, on n'a vraiment pas la même vie ! » Le couple maintient finalement les relations antérieures qui participent de leur continuité identitaire mais les entrevues sont plus espacées et le changement de leur vie quotidienne et de leurs modes de consommation crée une distance nouvelle.

Le nouveau rapport à l'argent est souvent cité explicitement comme un facteur de distance sociale d'avec un ancien réseau de connaissances. David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel) juge que certaines relations manquent de tact en proposant des activités coûteuses, comme par exemple des parents d'élèves qui font partie de leur cercle de connaissance et qui ont proposé à leur fille de partir « en Angleterre, en stage linguistique et c'était genre 2500€ la semaine ou les quinze jours » : « nous on a dit non ». Le refus a créé une distance de part et d'autre. Plus largement, David considère que désormais, il « a fait beaucoup, beaucoup de tri » dans ses relations sociales à la fois pour des raisons de distance de modes de vie mais surtout pour les valeurs associées à sa nouvelle forme de vie et sa revendication à moins de matérialisme et davantage de « spiritualité » :

> « Grosso modo, pour moi c'est compliqué aujourd'hui de garder des amitiés si je ne peux pas m'exprimer sur ce que je vis, sur la spiritualité, etc. J'ai l'impression que je suis amputé de quelque chose donc ça a fait pas mal de tri mais en même temps ça en a ouvert d'autres mais y a moins de personnes ».

Sans que le lien direct soit toujours exprimé, les différences de niveau de vie trop importantes mettent en péril la sociabilité et renvoient à des différences éthiques dans les formes de vie qui scellent une distance sociale plus grande, qui a parfois raison de certaines relations sociales et amicales antérieures. Ainsi, Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles ») considère que sa nouvelle sociabilité, en dehors du cercle familial et des proches, se joue dans son café même où elle passe la majeure partie de son temps. La distance des modes de vie autant que des préoccupations personnelles et professionnelles l'éloignent de son ancien cercle de sociabilité.

Pour maintenir l'équilibre budgétaire plus serré, la comptabilité aboutit à un réaménagement de la consommation marchande : certaines dépenses sont supprimées, d'autres réduites, d'autres encore reportées.

## 1.2. Réduire, reporter, supprimer les dépenses

Sous l'effet de la diminution de revenu, la consommation est réaménagée en réduisant certains postes plus que d'autres, en reportant certaines dépenses, en en supprimant d'autres et en reconfigurant le mode de consommation. Selon la distance sociale parcourue entre les deux situations (et selon la perte en capital économique), la rupture entre les situations antérieure et postérieure à la bifurcation est plus ou moins marquée. Et selon les postes considérés, la baisse de la consommation est plus ou moins forte, suivant en cela une logique de hiérarchisation sociale des besoins dans la déconsommation (Halbwachs, 2011 [1912, 1933] ; Baudelot et Establet, 1994 ; Bourdieu, 1979 ; Chauvel, 1999).

### 1.2.1. Une rupture de style de vie ou des aménagements à la marge ?

Si les individus interrogés et les ménages observés ont en commun une trajectoire descendante liée à la baisse de leur revenu, leurs situations sociales antérieures, leur nouvelle position sociale comme l'ampleur du changement sont très différentes. On peut distinguer deux types de transitions : une rupture forte, particulièrement forte pour certains cadres du secteur privé très bien payés, et une transition douce pour ceux dont le changement conduit à confirmer des modes de vie déjà expérimentés.

#### *Un changement marqué de style de vie*

Pour la plupart des ex-cadres du secteur privés rencontrés (cadres en ressources humaines dans des firmes multinationales, cadres du conseil, cadres de la banque et de la finance, par exemple), le déplacement professionnel se traduit par une rupture de style de vie et un éloignement du mode de vie des cadres par restriction sur les postes budgétaires relativement plus élevés (que pour les autres CSP), signe de leur appartenance à la catégorie des cadres supérieurs. La baisse des revenus, souvent divisés par trois ou quatre, voire plus, se traduit par un fort changement des modes de consommation.

Le ménage de Claire, ancienne cadre en ressources humaines dans une multinationale de l'assurance ayant ouvert un bar à salades, illustre ce type de trajectoires. Diplômée d'une école de commerce, comme son mari, père de ses trois premiers enfants, elle a une carrière ascendante pendant plus de quinze ans à Londres puis à Paris. Après son divorce, elle rencontre son actuel conjoint qui la pousse à réaliser son rêve : ouvrir un commerce. Elle opte finalement pour un bar à salades dans l'est parisien, à l'immédiate proximité de son domicile. Elle quitte en 2012 son poste de directrice des ressources humaines dans lequel elle « gagnait alors très bien [sa vie] » : « à tous les deux [avec son nouveau conjoint], on devait gagner 20 000€ par mois ». Quand elle ouvre son bar à salades, le couple voit ses revenus passer à 2500€ à deux. Son conjoint, cameraman, intermittent du spectacle abandonne progressivement son métier pour aider Claire dans son commerce qui devient leur unique source de revenu. La situation antérieure (de cadre à revenus très élevés pour elle), l'ampleur de la baisse et le niveau modeste des revenus actuels (pour une famille recomposée avec cinq enfants dont un enfant commun au nouveau couple) expliquent un changement radical des modes de consommation. Elle définit sa consommation antérieure comme de « l'hyperconsommation » :

> « Donc du coup, je passais beaucoup de temps à aller tu vois chez Merci, à aller acheter des fringues de chez Bonpoint, les armoires des gosses, elles dégueulaient de fringues, les filles, elles avaient huit paires de chaussures pour chaque saison. J'avais une espèce de frénésie d'achat pour la maison, pour les enfants, surtout pour les enfants. On partait en vacances, beaucoup, on se faisait des petits week-ends à New-York, sur un coup de tête, on partait, je regardais pas le prix des hôtels, on *bookait* ça, on y passait trois jours, on revenait… Et du coup, c'est vrai que tout d'un coup, il a fallu trouver une autre manière de fonctionner ».

La baisse des revenus (les deux conjoints s'engagent finalement dans l'ouverture du bar à salades) les conduit à surveiller toutes les consommations. Claire s'engage dans un processus de déconsommation, où elle cesse d'acheter autant en vêtements pour ses enfants et pour elle-même, où elle réduit les dépenses des repas pris à l'extérieur et celles des vacances, où elle renonce à l'emploi d'une femme de ménage à domicile et diminue les dépenses culturelles pour ses enfants comme pour le couple parental. La baisse de revenu les conduit à se rapprocher d'un mode de vie des classes moyennes urbaines à fort capital culturel. Le couple rompt avec un mode de consommation dispendieux dans lequel les postes de loisirs, voyages et vacances, repas pris à l'extérieur et vêtements se caractérisaient par leur niveau de dépenses élevé. Désormais ils surveillent toutes leurs dépenses :

> « C'est vrai qu'avant d'acheter un truc, j'y réfléchis à deux fois même si c'est une babiole ou un truc quand je veux me faire un petit plaisir je vais y réfléchir à deux fois ».

Ces réductions de consommation à la fois dans le niveau global et dans le type de consommation (par exemple, elle abandonne tous les achats de vêtements de marque prestigieuse pour ses enfants) la conduisent aussi à se débarrasser de vêtements qu'elle ne porte plus, de vêtements pour enfants ou encore d'objets pour la maison : « je me suis dit, il faut qu'on se débarrasse de tout ce superflu ». D'autres cadres supérieurs à hauts salaires se trouvent dans ce schéma de rupture dans le mode de consommation sans pour autant adopter un mode de consommation très contraint – tout dépend de la situation globale de la famille, des aides familiales et du niveau de revenu après le changement.

### *Une inflexion du style de vie*

Pour d'autres ménages, la diminution de revenus entraîne une inflexion dans les modes de consommation plutôt qu'un changement radical. La transformation accentue un mode de consommation antérieur et des dispositions à une consommation perçue comme non

dispendieuse, sans qu'il y ait pour autant de rupture. Il s'agit souvent d'ex-cadres supérieurs du secteur public ou du secteur de la culture dont les revenus n'atteignent pas le niveau des cadres du secteur privé ou encore de salariés qui n'étaient pas cadres. La baisse de revenu, réelle, est proportionnellement plus faible mais les revenus de ces enquêtés sont souvent ceux qui ont le plus bas niveau après le changement (montant égal, voire salaire au minimum). Ainsi, Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) illustre ce type de transition douce sans modification radicale du mode de vie. En 2003, Pierre quitte un poste de cadre de cabinet à la Mairie de Paris pour vivre et travailler en milieu rural isolé (Aveyron). Autant son mode de vie change puisqu'il quitte la ville où il avait toujours vécu (Lille puis Paris et sa banlieue proche) pour rejoindre sa compagne, éleveuse de brebis dans un hameau de l'Aveyron, autant son mode de consommation change peu :

> « Ben disons qu'à Paris j'étais payé 2000€ [en 2001], rien que se loger déjà, ça approche les 1000€, il reste 1000€ et tout est plus cher à Paris, que ce soit les loisirs, la nourriture mais bon, moi ça n'a jamais tellement compté dans mon parcours de gagner plus, de gagner moins, ça n'a jamais été un souci, j'ai jamais eu d'angoisse de l'avenir bien qu'étant une génération qui n'a connu que la crise pratiquement, j'ai jamais eu peur du chômage de longue durée, je me suis toujours dit que je me débrouillerai parce que j'avais des capacités rédactionnelles ou autres…. »

Si une grande partie de sa consommation alimentaire est devenue autoproduite (potager domestique entretenu par sa compagne), le reste a peu changé, il achète toujours ses vêtements d'occasion, il poursuit ses voyages en vélo (« le vélo bon, c'est pas ce que ça coûte… ») même s'il en fait moins mais pour des raisons autres que financières (vie conjugale et contrainte de l'élevage) et il maintient des consommations culturelles (achat de journaux, de livres et de quelques séances au cinéma). Le changement dans les modes de consommation n'est pas tant lié au changement professionnel et à la baisse de revenu qu'au changement de lieu de vie :

> « Comme je dis souvent, la seule chose qui me manque de la grande ville c'est le croissant du dimanche matin, le cinéma un peu plus varié que les grosses productions et facilement accessible. […] J'y vais deux trois fois par an [en soirée, dans la ville voisine] avec un voisin qui descend en voiture et je profite [du covoiturage] ou sinon des fois j'y vais tout seul dans la journée [à vélo], c'est arrivé que j'y aille le soir tout seul à vélo ça me dérange pas plus que ça de remonter à vélo [14 km de montée continue]. »

Le changement de cadre de vie prime de beaucoup sur la baisse de revenu dans la modification du mode de vie. Le mode de consommation, déjà sobre avant le changement professionnel, l'est un peu plus après et certaines consommations marchandes deviennent non marchandes (autoproduction venant du potager et de l'élevage).

Les transformations des modes de consommation se situent entre ces deux pôles opposés, rupture du style de vie et transition douce. Les enquêtés anciennement cadres supérieurs du secteur privé se rapprochent de la rupture dans les modes de consommation décrite par Claire, alors que les cadres du public, du secteur culturel ou les quelques enquêtés qui n'appartiennent pas à la catégorie des cadres se situent entre les deux modes de transformation de la consommation. Des revenus antérieurs très élevés, un style de vie de classes supérieurs et une réduction importante des revenus (une division par plus que deux par exemple) sont les trois facteurs qui produisent une rupture forte dans les styles de vie et les modes de consommation. À l'inverse, une moindre ampleur dans la baisse des revenus ou encore le fait de n'avoir jamais adopté un style de vie typique des cadres supérieurs (et de n'en avoir jamais eu le niveau de revenu parmi les plus élevés) maintient une continuité de style de vie.

### 1.2.2. Des baisses hiérarchisées de la consommation

Néanmoins, au-delà de ces différences, le réaménagement des pratiques de consommation conduit à quitter un mode de vie de cadres, parfois très aisés, pour un mode de vie de classes moyennes détentrices de capital culturel. Ainsi, les réaménagements tels qu'ils sont décrits par les enquêtés touchent d'abord les dépenses qui précisément caractérisent quantitativement la consommation des cadres. Les postes qui sont les premiers touchés par la réduction de la consommation sont ceux qui sont typiques de la consommation des cadres et professions intellectuelles supérieures et ceux pour lesquels le coefficient budgétaire se différencie le plus de la consommation des ouvriers, par exemple : les sorties (restauration et hôtels), les loisirs, les vacances et la culture, auxquels s'ajoutent l'habillement et les transports.

#### *Déconsommation et hiérarchisation sociale des besoins*

L'enquête qualitative menée ne permet pas de réaliser une mesure comptable des coefficients budgétaires et de leur évolution dans le temps en corrélation avec la baisse du revenu, comme

pourrait le faire par exemple une enquête menée selon les techniques de l'ethnocomptabilité[150] qui permet une entrée dans les comptes du quotidien d'un ménage (Cottereau et Marzok, 2012 ; Blavier, 2016 ; Pruvost, 2013a, 2016 ; Le Mener, 2016). La description de la consommation s'appuie donc sur les récits des enquêtés sur le changement de leurs pratiques de consommation et d'achat. Il apparaît que les postes les plus touchés par la réduction des dépenses sont l'habillement, les sorties culturelles, les repas pris à l'extérieur, les déplacements (automobiles notamment), l'aménagement de l'habitat, les vacances et les voyages. À l'inverse, comme on le verra dans la section 2 de ce chapitre, le logement est très peu modifié (maintien dans le logement et maintien du statut de propriétaire quand il a été antérieurement acquis) tout comme l'alimentation (même si la consommation alimentaire marchande peut diminuer). Les postes diminués sont ceux qui distinguent la consommation des cadres des autres groupes sociaux (tableau 4) particulièrement les postes « loisirs et culture », « restauration et hôtels » et « meubles, entretien courant de la maison ». La déconsommation conduit donc à s'éloigner (relativement) du mode de vie des cadres supérieurs du privé, ce qui correspond au changement de statut professionnel.

Les stratégies de déconsommation telles qu'elles sont décrites ne sont pas très éloignées, dans les postes touchés par la diminution (et non dans le niveau de vie après bifurcation), des stratégies déployées dans des situations de réduction contrainte de la consommation après une baisse de revenu subie. Elles consistent en une minutieuse réévaluation des dépenses pour les limiter et éliminer celles qui ne sont pas jugées essentielles. L'enquête de Pierre Blavier (2018, 2016), qui porte sur un ménage de chômeurs dans l'Espagne après la crise financière de 2008, montre des similarités dans les modalités de la restriction (mais pas dans son ampleur pour la plupart des ménages observés). Tout oppose en apparence le ménage populaire observé dans la région de Valencia en Espagne en 2014-2015 et les ménages enquêtés pour la plupart appartenant (en grande majorité du panel) aux catégories supérieures avant leur changement professionnel et qui maintiennent des revenus au-dessus, voire très au-dessus, du seuil de pauvreté après leur bifurcation. Le ménage dont les comptes ont été suivis et reconstitués par Pierre Blavier (2016) selon la technique de l'ethnocomptabilité est formé d'un couple de quadragénaires, appartenant initialement aux classes populaires stables[151]. Ils sont tous deux diplômés de la filière professionnelle : José est manœuvre dans un magasin de luminaires et

[150] C'est une piste de prolongation de l'enquête menée : étudier les comptes et les dépenses d'un ou plusieurs ménages en cours de bifurcation descendante. Cela aurait supposé un suivi long et une entrée dans les comptes des ménages, entreprise impossible dans le cadre de cette thèse.

[151] Je reprends ici l'expression utilisée par Amossé et Cartier (2018, 2019).

Isabel auxiliaire dentaire. Employés tous les deux, ils ont des revenus très au-dessus du seuil de pauvreté espagnol, ils sont propriétaires (accédants à la propriété) de leur logement (comme 90% des Espagnols). Le chômage les place en revanche bien en deçà du seuil de pauvreté si l'on ne tient pas compte des revenus non déclarés (aide familiale et « petits boulots »). La perte successive des emplois des deux conjoints conduit à des réaménagements drastiques de la consommation. Ni la perception des restrictions, ni leur ampleur ne sont comparables à celles observées auprès de ménages ayant choisi un changement professionnel. Pour autant, les stratégies de restriction sont très semblables : élimination de toutes les sorties et loisirs pour les conjoints (mais pas pour leur enfant), suppression des repas pris à l'extérieur, baisse des frais de transports, baisse des frais d'assurance et suppression des dépenses d'habillement. En revanche, les dépenses de logement (remboursement du prêt) sont maintenues et les dépenses d'alimentation, en tentant de rester conforme aux goûts et habitudes alimentaires du ménage tout en cherchant des produits moins chers pour tenir la contrainte budgétaire. En conséquence, les coefficients budgétaires du logement et des dépenses générées par le logement (eau, gaz électricité, etc.), que l'observation ethnocomptable permet de calculer pour le ménage, augmentent quand ceux des loisirs, des repas pris à l'extérieur et de l'habillement diminuent. La baisse du revenu entraîne un recentrage des dépenses sur les mêmes postes.

**Tableau 4. Structure des dépenses des ménages français selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2017 (en %)**

| Postes budgétaires | Agricul-teurs (1) | Artisans, Com-merçants, CE (2) | Cadres (3) | Prof. intermé-diaires (4) | Employés (5) | Ouvriers (6) | Ensemble |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits alimentaires et boissons non alcoolisées | 18.7 | 14.9 | 13.5 | 14.5 | 15.2 | 16.4 | 16.1 |
| Boissons alcoolisées et tabac | 2.9 | 3.4 | 1.9 | 2,8 | 3,0 | 3.9 | 2.9 |
| Habillement et chaussures | 4.8 | 4.9 | 5,5 | 5,7 | 6.1 | 5,4 | 5,0 |
| Logement, eau, gaz électricité et autres combustibles | 11.6 | 13,8 | 13,4 | 14,8 | 19.5 | 18,4 | 16.3 |
| Meubles, entretien courant maison | 4.0 | 5.4 | 6,5 | 4.9 | 4.3 | 4,6 | 5,7 |
| Santé | 1,3 | 1,6 | 1,8 | 1,9 | 1,8 | 1,6 | 1,8 |
| Transports | 18.1 | 19.3 | 16.8 | 18.6 | 16.1 | 17.5 | 16,4 |
| Communications | 3,4 | 2.5 | 2,1 | 2.7 | 3.2 | 3,4 | 2.7 |
| Loisirs et culture | 7.7 | 9.5 | 11,3 | 9,6 | 8,4 | 7,9 | 9,4 |
| Enseignement | 0,7 | 1,2 | 1,3 | 0,9 | 0,8 | 0,5 | 0,8 |
| Restauration et hôtels | 7.6 | 9.1 | 10.7 | 8.1 | 6.9 | 5,5 | 7.2 |
| Biens et services divers (a) | 19.2 | 14.4 | 15.2 | 15.5 | 14,8 | 14.9 | 15.8 |
| Dépense totale (b) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

(a) Notamment biens et services de soins personnels, bijouterie et maroquinerie, dépenses relatives aux gardes d'enfants hors du domicile, assurances et services financiers, divers autres services (services juridiques, cotisation à des associations, etc.).

(b) La dépense totale s'entend ici hors impôts, gros travaux, remboursements de prêts et prélèvements effectués par l'employeur, transferts financiers entre ménages.

(1) Agriculteurs exploitants ; (2) Artisans, commerçants et chefs d'entreprise ; (3) Cadres et professions intellectuelles supérieures ; (4) Professions intermédiaires ; (5) Employés ; (6) Ouvriers.

Champ : France métropolitaine

Source : INSEE, Enquête Budget des Familles, 2017

Examinons une à une des dépenses qui donnent lieu à une réduction importante : l'habillement, les vacances et les sorties culturelles et amicales (repas pris à l'extérieur), ainsi que les déplacements.

### *« On n'achète plus de fringues » : réduire les dépenses d'habillement, vivre sur ses stocks*

L'habillement est l'un des postes budgétaires parmi les plus cités comme étant fortement diminué, notamment pour les femmes – ce qui semble montrer l'effet de la socialisation de genre dans les modes de consommation et de déconsommation. Les vêtements sont une dépense parfois commandée par le travail, quand le statut impose des normes portant sur l'apparence, qu'il s'agisse du costume comme code vestimentaire masculin ou des vêtements variés dans les normes de l'apparence féminine au travail. Ainsi, Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) a rompu avec la « période où [elle] dépensai[t] de manière vraiment démesurée en fringues ». Bianca, ancienne cadre politique qui a ensuite travaillé à la Banque de France et dans des cabinets de conseil auprès des collectivités territoriales, pour bifurquer, après plusieurs hésitations et projets avortés, vers le conseil climat auprès de l'Église. Ses revenus sont alors irréguliers et peu élevés (inférieurs au salaire minimum). Elle réduit au minimum les achats de vêtement, une des manières de consommer « qui a le plus changé » dans son quotidien :

> « Moi personnellement ce qui a changé le plus c'est les fringues [rires] Quand tu travailles dans les beaux quartiers, que t'as affaire à des gens qui vivent dans un certain milieu, que tu bosses dans des bureaux tout dorés et puis voilà, j'aimais bien aussi, ça me plaisait bien. J'essayais d'avoir quelques critères sociaux et environnementaux sur les fringues, ce qui peut en augmenter le prix aussi ! Mais voilà, je faisais des petites folies de temps en temps ! Bon ça, ça a disparu complètement ! C'est fini ! »

La réduction des dépenses de vêtements doit tenir dans un compromis entre les exigences de sociabilité et l'impératif de ne pas perdre la face, les exigences du nouvel emploi étant souvent moins contraignantes que les emplois de cadres quittés (pour nombre d'enquêtés) et la nécessité de dépenser moins. En effet, le poste des vêtements, notamment pour les femmes et les enfants, est le plus cité (avec les dépenses de repas pris à l'extérieur) comme pouvant être comprimé sans trop de difficultés, notamment au moment de la transition. Fabienne (cadre de l'immobilier devenue gérante d'un magasin Biocoop) modifie ainsi également ses modes de consommation pour ses enfants :

> « J'habillais souvent les enfants chez Petit Bateau, j'achetais chez Catimini, je faisais les soldes chez Jaccadi machin. Aujourd'hui, j'achète chez Décathlon, j'achète des colis de fringues d'occasion sur Le Bon Coin et ils sont habillés pour l'hiver et l'été, pareil ! »

La réduction de l'achat de vêtements s'accompagne aussi parfois de revente de vêtements, d'achats d'occasion et de récupération qui conduisent à une réduction marquée, énoncée dans les entretiens et qui semble confirmée par les pratiques observées ou décrites.

### *Voyager moins*

Les voyages et les vacances sont très souvent cités comme des postes budgétaires, auparavant élevés, et désormais réduits après le changement professionnel. Cette réduction reflète la structure sociale des dépenses et le fait que les vacances, tout particulièrement les vacances à l'étranger, sont un des éléments typiques du mode de vie des cadres et professions intellectuelles supérieures, d'autant plus que, depuis les années 1980, les écarts entre groupes sociaux se sont accentués (Cousin et Réau, 2016 ; Réau, 2011, 2021). Dans les études quantitatives fines reliant les coefficients budgétaires à la catégorie sociale, les vacances sont un poste fortement distinctif, opposant notamment les cadres et les ouvriers. Ainsi, le calcul du taux de chevauchement des coefficients budgétaires (indicateur de différenciation sociale des budgets) par Louis Chauvel place le pain comme bien banal mais classant, qui permet d'identifier un budget ouvrier et les vacances comme bien très nettement distinctif pour reconnaître les cadres (1999). Selon cette étude, parmi les dix postes les plus classants, les vacances arrivent en premier, avant les services domestiques, avant les repas pris au restaurant ou encore avant le fait d'avoir un emprunt pour une résidence secondaire par exemple. L'accès au voyage à l'étranger est particulièrement inégalement distribué : les cadres et professions intellectuelles supérieures ont six fois plus de chances que les ouvriers et trois fois plus que les employés de voyager à l'étranger (Cousin et Réau, 2016). Ces inégalités concernent également dans le recours au voyage en avion[152] : si la mobilité en avion a fortement augmenté en France entre 1994 et 2008, plus rapidement que tous les autres types de mobilité, les vacances en avion restent encore bien davantage le privilège des milieux aisés. Selon l'enquête nationale des transports et déplacements, 40,3% des voyages en avions en 2004 sont effectués par des cadres et professions intellectuelles supérieures, contre 6% et 6,5% respectivement par des employés ou ouvriers (et 15.5% par des retraités). Ils concernent aussi particulièrement les hauts revenus. Ces données se retrouvent très précisément dans mon enquête qualitative qui montre que de nombreux ex-cadres du privé ont réduit, du fait de la réduction du revenu, le poste budgétaire

[152] Voir « La mobilité des Français. Panorama issu de l'enquête nationale de transports et déplacements 2008 », *La revue du CGDD*, Commissariat Général au Développement Durable, décembre 2010. Les résultats de l'enquête 2018/2019, annoncés pour 2021, ne semblent pas encore avoir donné lieu à publication en septembre 2021.

des voyages qui était élevé et les distinguait. Ainsi en est-il de David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel) qui, évoquant les nombreux voyages qu'il avait l'habitude de faire avec sa femme et sa fille, réalise que c'est le premier poste de dépenses qui lui vient à l'esprit de ce qui a « clairement changé » dans son mode de vie :

> « nous on avait l'habitude de beaucoup voyager avec ma femme qui est d'origine vietnamienne, donc on partait beaucoup en Asie l'été. Donc c'est des voyages à 5000€ sur trois semaines… Donc ça, ça s'est arrêté ».

Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) commence à trouver « long » de n'être pas partie en vacances depuis quatre ans, sauf, précise-t-elle, « deux ou trois jours, quatre jours maximum » avec sa fille jeune adulte depuis son changement professionnel. Delphine, (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) fait le même constat : « on a réduit les voyages, il y a plein de fois où on voudrait partir en voyage et où on ne le fait pas ». Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles ») admet que « longtemps, les voyages ont été un vrai besoin, une vraie échappatoire » mais n'est plus partie depuis l'installation de son commerce :

> « on voyage plus comme on a pu voyager, avec deux voyages à l'étranger par an, parce que j'ai plus de vacances. C'est pas qu'un problème de revenus, je n'ai plus de vacances, je n'ai plus la disponibilité pour organiser, je n'ai plus envie… […] Je suis 100% sur ce bébé-là [son café-famille] ! Au bout d'un an et demi là, c'est la première fois, bon on a un mariage cet été, où je commence à avoir quelques soupçons d'envie de sortie tous les quatre, de se refaire trois quatre jours parce que je pense qu'on pourra pas faire beaucoup plus ».

Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) évoque le fait d'être régulièrement « partie au bout du monde avec un sac à dos » et décrit le même processus :

> « je suis partie en Asie, j'ai fait la Chine, j'ai fait le Népal, la Thaïlande, la Birmanie après j'ai fait l'Argentine, Cuba, j'ai été aux États-Unis, j'ai fait l'Islande aussi. Tous les ans j'avais au moins un voyage à l'autre bout du monde. L'Écosse, on a fait, génial ! Et à depuis que je me suis installée [comme psychothérapeute], j'ai arrêté ».

Ils substituent à ces vacances à l'étranger des vacances moins coûteuses et moins régulières en France, en mobilisant les réseaux amicaux et familiaux. La pratique des départs en week-end, voire de voyages éloignés le week-end, est mentionnée par certains anciens cadres à haut revenu qui l'ont abandonnée. Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) évoque la possibilité ancienne de « petits week-ends à New-York sur un coup de tête » en famille, pratique qu'elle a totalement abandonnée. Émilie mentionne aussi avoir « arrêté » les week-ends depuis sa décision de

changer de profession : « avant je devais passer un week-end tous les deux mois à Paris et maintenant, là, tous mes week-ends sont à Paris ». Cet abandon de pratiques de vacances à l'étranger et de déplacements fréquents pour des loisirs qui signent l'appartenance au groupe des cadres aux revenus élevés est typique des ménages dont le style de vie s'est fortement modifié à la suite de la bifurcation. Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administrative à temps partiel) a réduit aussi les vacances à l'étranger et en France pour elle-même et sa fille ou les départs en week-end, qu'elle ne pratique plus du tout. L'entretien d'un potager cultivé dans une ville de banlieue parisienne lui procure un nouvel usage du temps libre :

> « [On part] un peu [en] vacances mais beaucoup moins qu'avant parce que finalement on a ce jardin dans l'Essonne donc on y va en vélo avec notre Pass Navigo, c'est une activité qui est somme toute gratuite et en fait, ça nous a permis de délocaliser une partie de nos loisirs et d'avoir beaucoup moins envie d'aller passer le week-end à la campagne, plus loin, alors qu'avant dès qu'on avait trois jours, on avait qu'une envie c'était de partir de Paris loin et de prendre l'air ».

Une forme de loisir gratuit, situé à quelques dizaines de son domicile parisien (elle cultive un jardin prêté par le biais d'une association dédiée au prêt et à la remise en culture de jardins en friche), s'est substituée aux départs en vacances et en week-end.

En revanche, les personnes qui ne font pas référence à une restriction sur les voyages et les vacances sont celles qui, du fait de leur position sociale antérieure, de leur situation professionnelle ou du fait de leurs habitudes de vie, de leurs valeurs parfois aussi, ne pratiquaient pas les voyages à l'étranger fréquemment. C'est le cas de Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), qui pratiquait beaucoup le voyage en solitaire et à bicyclette : une fois un grand voyage (cinq mois) à travers l'Europe de l'est et du nord, souvent « un mois mais en général plutôt quinze jours ». Depuis qu'il est paysan-éleveur, il profite de la trêve automnale (octobre-janvier) pour partir, moins loin et moins longtemps, « une fois à Bruxelles, une fois dans les Alpes, le Massif central, l'année dernière à Lausanne, il y a deux ans à Saint-Etienne ». Mais s'il part moins, c'est davantage lié à des circonstances particulières, une moindre envie, sa compagne « ultra-casanière », plutôt qu'à une restriction financière qu'il ne mentionne nullement : « j'ai tout un tas de projets de voyage mais je les repousse d'années en années donc je me dis que finalement c'est que j'en n'ai pas tant envie ou besoin que ça ». Vincent, (technicien devenu jardinier), qui réside avec sa famille dans un petit village de Charente, ne mentionne, après comme avant son changement professionnel et la division de ses revenus

personnels par plus que trois, aucun voyage en avion mais des déplacements en voiture (il en possède plusieurs par passion pour la mécanique) avec sa femme et sa fille :

> « Ah ben je vous le dis, là, tous les week-ends quand réellement j'ai rien à faire parce que c'est très rare, c'est le bord de mer les beaux jours et quand il fait mauvais [l'hiver], c'est la Suisse, snow, ski, enfin tout ! […] On fait souvent des week-ends hein, c'est vendredi midi on file et on revient le dimanche soir, même en Suisse c'est pareil, elle [sa femme] peut prendre des lundis. C'est jamais des grandes vacances mais c'est souvent des petites, plein de petites ! »

Ses petites vacances se font chez des amis, notamment en Suisse où il a résidé plusieurs années, et se distinguent nettement des vacances à l'étranger évoquées par les anciens cadres du secteur privé.

### *Les sorties au restaurant et les sorties culturelles*

Les sorties culturelles et les repas pris à l'extérieur sont également des postes distinctifs des catégories supérieures. Ce sont ceux qui sont le plus cités parmi les réaménagements de la consommation qui font suite à la bifurcation, essentiellement les repas pris au restaurant. Pour certains ménages, le changement de lieu de vie accompagne ce processus de réduction de la consommation marchande. Ainsi, Damien, venu s'installer en milieu rural insulaire après avoir habité et été élevé en région parisienne, a d'abord vécu d'une indemnité chômage et de son autoproduction puis est devenu ouvrier agricole (pisciculture) à mi-temps : ce changement de lieu de vie a modifié ses loisirs même si justement, il a longuement hésité à ce changement qui le ferait résider « loin de l'offre culturelle ». S'il se décrit comme ne s'étant « jamais plu dans la consommation », il note malgré tout une différence notable dans son mode de consommation :

> « la seule différence, c'est que, avant, quand j'étais dans la région parisienne, ben je pense que je me faisais un peu chier, donc tu passes tes soirées dans les bars, tu vas au restau trois fois par semaine mais ça c'est un truc qui m'a absolument pas manqué ».

Le changement de lieu de vie comme la réduction du revenu monétaire sont à l'origine de cette réduction des dépenses culturelles, une réduction notée aussi par tous les enquêtés qui vivent désormais à la campagne ou hors des métropoles.

Le poste de dépenses pour les repas consommés à l'extérieur diminue aussi pour les ménages qui sont restés urbains, dans certains cas en supprimant tout repas pris au restaurant, dans d'autres en en espaçant la fréquence et en surveillant les prix. Pour David (cadre publicitaire

devenu coach en développement personnel), le « restau » est le poste qui a le plus bougé avec les voyages et l'achat de vêtements :

> « Du fait d'avoir deux vies de cadres assez remplies c'était assez facile le soir, en rentrant à 20h, pas envie de cuisiner, on va se faire une petite bouffe dans un restau et ça a énormément diminué ».

De manière assez analogue aux dépenses de voyages, les dépenses de sorties et repas pris aux restaurant sont réduites et contrôlées pour ceux qui avaient un budget important alloué à ce poste, notamment les anciens cadres urbains à revenu élevé ou moyen. Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café), Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) ou Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) limitent ainsi drastiquement les repas consommés à l'extérieur et les sorties payantes. Le niveau des dépenses sur ce poste dépend en fait du revenu associé au nouvel emploi et de la configuration familiale.

### *Les déplacements et l'automobile*

Le poste des déplacements, outre les vacances, est aussi réduit dans certains cas en fonction du revenu mais aussi en fonction du changement de lieu de vie. Beaucoup de ménages urbains n'ont pas de véhicule personnel et bien souvent n'en avaient pas avant la bifurcation, ce qui ne modifie donc pas leur budget[153]. Mais plusieurs personnes indiquent avoir changé de véhicule après leur bifurcation. Sylvain (ingénieur devenu responsable associatif) a vendu les voitures « Audi » et « Volkswagen » avec lesquelles il roulait pour des « voitures pourries » et a modifié son usage de l'automobile. Devenu responsable d'une Maison du vélo associative, il « va quasiment tous les jours en vélo au boulot » et « fai[t] beaucoup de choses à vélo ». Plusieurs enquêtés mentionnent la possession de « vieilles voitures » pour un usage limité à la fois pour des raisons financières et écologiques (sans que le changement de revenu n'intervienne toujours). D'autres ménages signalent le changement de types de véhicules vers des véhicules plus anciens ou moins luxueux à l'achat. Fabienne et Guillaume (cadres devenus gérants d'un magasin Biocoop), qui habitent dans la zone péri-urbaine d'Aix-Marseille, avaient dans un premier temps renoncé à l'un de leurs deux véhicules mais les contraintes de leurs déplacements professionnels les ont conduits à garder finalement deux véhicules, dont l'un cédé par la famille : « on a récupéré une très vieille Twingo ». Là aussi, c'est « l'Audi » qui a été revendue :

[153] La question de la possession d'une automobile n'ayant pas été posée pour chaque entretien, dans la mesure où les entretiens étaient axés sur le changement dans la consommation, un inventaire de l'ensemble des situations n'est pas réalisable.

« aujourd'hui, on nous la donnerait, l'Audi, on n'en veut pas. Déjà, en termes de statut, on la veut pas non plus ». Le changement de voiture accompagne symboliquement la mue professionnelle. Marc (trader devenu professeur) a revendu sa moto et envisage de ne pas racheter de voiture quand la sienne demandera trop de réparations. Clara (employée de l'immobilier devenue professeur de yoga et apicultrice) a gardé une automobile qui stationne « en lointaine banlieue parce que justement on ne l'utilise pas quand on est à Paris », « dans le jardin des parents », même si « ça coûte aussi l'entretien ». Ce véhicule est nécessaire pour son activité d'apicultrice dans les Landes (maison familiale) : « sans voiture, c'est impossible ».
En milieu rural ou dans les petites villes, tous les enquêtés disposent d'un véhicule à moteur, soit personnel, soit appartenant à leur conjoint. Ainsi, Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) n'a pas de voiture personnelle bien que résidant en milieu rural et utilise « quelques fois par an » le véhicule ancien de sa compagne. Leurs déplacements en véhicule à moteur sont très limités et ils pratiquent volontiers le co-voiturage entre voisins ou l'autostop (pour lui). Damien (technicien du livre devenu ouvrier) a également un véhicule automobile pour le transport de charges lourdes ou les déplacements en hiver face aux intempéries. Pour se rendre à son travail et pour la vie courante, il se déplace à bicyclette. Enfin, Vincent (technicien devenu jardinier) mobilise ses connaissances en mécanique pour réparer des voitures d'occasion et s'assurer d'avoir toujours à disposition plusieurs véhicules pour le couple, selon les usages, notamment professionnels, et pour lui-même, en tant que jardinier.
Ainsi, les dépenses liées au véhicule font partie des postes qui sont réduits dans certains cas, soit par renoncement à la possession d'un véhicule, soit par changement de type de véhicule pour en acquérir un moins coûteux, soit par réduction des déplacements effectués (outre la réduction des déplacements de loisir, plusieurs enquêtés se ont rapprochés de leur lieu de travail à la suite de leur bifurcation, après changement de lieu de vie ou de lieu d'exercice professionnel).

La baisse du revenu entraîne donc un réaménagement sensible des modes de consommation pour tous les ménages, avec une ampleur variable selon l'écart de revenu avant et après bifurcation. Mais ce mouvement de transformation des modes de vie est accompagné aussi d'un mouvement contraire, de résistance à la baisse du niveau de vie. Le maintien de ce qui compte dans la consommation touche d'abord le logement mais aussi d'autres postes comme l'alimentation ou certains loisirs, ce qui suscite la mobilisation de capitaux et de savoir-faire pour substituer une consommation non marchande à la consommation marchande réduite.

## 2. Garder ce qui compte : un processus de résistance au déclassement

Si la baisse du revenu entraîne mécaniquement une baisse de la consommation marchande, variable selon l'ampleur de la diminution du revenu, l'analyse des modes de vie à travers les récits recueillis auprès des enquêtés montre aussi une maîtrise de cette décroissance et des résistances à la baisse qui font que ces bifurcations placent les individus dans l'entre deux des styles de vie : ni tout à fait celui des cadres supérieurs qu'avaient de nombreux enquêtés avant leur bifurcation, ni prolétarisés du fait des capitaux dont ils restent les détenteurs, même si le capital économique baisse avec le revenu. Le maintien de certaines consommations (parfois substituées en consommations non marchandes) dessine ainsi ce qui compte dans la consommation et pose les conditions de possibilité de ces changements – l'assurance du maintien de certains types de consommation.

### 2.1. Rester dans son logement

Le premier constat concerne le logement : dans les parcours étudiés, le changement de logement est rare et le plus souvent associé à un changement de lieu de vie, non à une contrainte budgétaire plus serrée. La sécurisation du logement[154], le plus souvent sous la forme d'une patrimonialisation, apparaît ainsi comme une condition de possibilité du changement. La

[154] Le logement est pris ici comme dépense de consommation et valeur d'usage contribuant à définir un niveau de vie. La dimension d'investissement n'est pas négligée quand le logement est étudié aussi comme constitutif d'un patrimoine qui sécurise la transition.

stabilité du logement facilite la diminution d'autres dépenses et la reconfiguration à la baisse de la consommation.

### 2.1.1. Déménager ?

Le maintien dans le logement occupé, correspondant à la situation sociale et professionnelle d'avant la bifurcation, est la situation la plus courante dans les bifurcations étudiées. Le déménagement pour des raisons financières et étrangères au changement de vie est rare et ne concerne que deux des cas observés (Laure et David).

#### *Le maintien dans le logement ou le changement de lieu de vie*

Premier ou second poste de consommation agrégé, quelle que soit la catégorie sociale (voir tableau 4), le logement joue un rôle central dans ce processus de changement. L'une des premières questions qui apparaît dans le processus de réaménagement de la consommation au moment de la bifurcation est de savoir si les ménages concernés peuvent ou veulent garder le même logement. C'est un débat, parfois une discussion de soi à soi, parfois une négociation conjugale et même familiale, qui ressort de tous les récits. Le choix de ne pas poser de condition autre que sur le revenu (à la baisse) et le changement professionnel dans le mode d'éligibilité des enquêtés produit une diversité importante des situations de changement. Dans six situations (sur trente observées), le changement de logement accompagne une modification du lieu de vie qui participe de la bifurcation : Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) qui quitte Paris pour le Larzac, Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) qui quitte la région parisienne pour une ville moyenne, Éliane (journaliste devenue artisan-commerçante) qui quitte Paris pour une grande ville de province, Vincent (technicien devenu jardinier) qui quitte la Suisse pour un village de Charente, Dominique (cadre de la finance devenu libraire) qui quitte la région parisienne pour une petite ville du sud de la France et enfin Damien (technicien devenu ouvrier à temps partiel) qui quitte la région parisienne pour une île bretonne. Une autre enquêtée, Sandrine (gestionnaire d'entreprise devenue employée) a changé de profession pour se rapprocher de son nouveau logement, un pavillon (94) proche de celui de chez ses parents,

hérité de ses grands-parents. Dans ce cas, c'est l'accès à un nouveau logement et à un nouveau cadre de vie (maison avec jardin) qui a déterminé le changement professionnel. Dans les autres cas, le ménage évalue la possibilité ou non de garder le logement après la baisse du revenu. Une personne interrogée, Laure (ingénieure informatique devenue professeure des écoles) mentionne que son ménage a quitté le logement qu'il occupait en banlieue parisienne après un arbitrage financier :

> « On a quand même fait des choix financiers, c'est-à-dire que par exemple, on a changé d'appartement, on avait un appartement grand luxe on va dire, on était à 2500€ de loyer par mois, là on est passé à 1500€ [pour le couple, les deux enfants en garde alternée et les trois enfants qui vivent chez leur mère]. C'est quand même encore cher mais c'était dans la perspective de mon changement professionnel qu'on a fait ça. […] On est passé d'un appartement chic et sympa en plein cœur de C. [ville populaire des Hauts-de-Seine] à un appartement plus petit, pas énormément, de 125m$^2$ à 105m$^2$, dans un quartier proche des HLM. C'est un peu des grosses barres avec des dealers en bas de l'immeuble, pas terrible on va dire ».

Son appréciation semble mentionner un déclassement par le logement, sa taille et sa localisation, élément souvent pris en compte dans les études sur le déclassement (Chauvel, 2016). Néanmoins, Laure (cadre informatique devenue professeur des écoles) minimise ce déménagement et souligne la stabilité et les bonnes conditions matérielles et financières dans lesquelles elle a pu opérer sa bifurcation professionnelle grâce au partage des dépenses avec son conjoint, qui l'a encouragée et a « validé » son « choix personnel ». Un autre enquêté, David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel) signale également la nécessité économique d'un déménagement même si, pour le couple, rester à Paris ne se négocie pas. Il attribue cette condition posée sur son changement professionnel à sa femme issue d'un « milieu extrêmement pauvre » et qui n'a pas, selon lui « le même chemin que les autres » (elle est arrivée enfant comme réfugiée) :

> « Pour elle l'essentiel c'est de vivre à Paris parce qu'elle a vécu en banlieue toute sa vie, Garges-les-Gonesses, c'est pas forcément les plus belles banlieues. Donc ce qui n'est pas reniable dans le contrat qu'on a fait c'est Paris, ne pas quitter Paris ».

Le logement est « la grosse dépense du couple », ils sont locataires [1700€ par mois], n'ayant pas eu les moyens d'acheter à Paris :

> « C'est même énorme [rires], c'est énorme ! […] Il ne vaut mieux pas regarder, on y est, on a trouvé un appartement, on a aussi bougé parce qu'on vivait dans le 11$^{ème}$, quartier

> St. Sébastien maintenant c'est devenu super chicos et on a bougé dans le 19ème, plus proche de la nature aussi… »

L'essentiel pour le couple n'est pas le changement de quartier mais le fait d'avoir pu « rester à Paris ». Tous les autres enquêtés ont pu garder leur logement assurant ainsi une stabilité dans le processus de bifurcation et garantissant même la possibilité de sa réalisation.

### *Restreindre d'autres postes pour « garder la maison »*

Pour quelques-uns des enquêtés, garder le logement n'a pas été sans difficultés ce qui souligne l'importance du maintien dans le logement comme condition de possibilité de la transition professionnelle et de stabilité de cette transition. Marion, séparée de son conjoint et élevant seule sa fille adolescente, ancienne cheffe de projet puis productrice d'événementiel à son compte devenue thérapeute, s'est battue pour pouvoir garder son logement alors qu'elle se trouvait dans une situation financière très difficile (surendettement, faibles revenus) :

> « Le logement ça a été chaud, je me suis retrouvée en procès, je payais plus mon loyer et là avec le surendettement, j'ai pu débloquer l'épargne et régler ma dette de loyer donc aujourd'hui ça va mais ça a été une lutte avec la menace de perdre mon toit. Et mon appart c'est ma grotte, mon ancrage. Je l'habite depuis 19 ans et j'ai la chance d'avoir un appart de dingue, pas cher et c'est vraiment, si je perds ça, c'est compliqué. Donc je me suis battue pour ne pas perdre mon appart, voilà ».

La question du maintien dans le logement s'est aussi posée pour deux enquêtés propriétaires, l'une (Sophie) parce qu'elle ne parvenait plus à payer les charges de son appartement, les seconds (Fabienne et Guillaume) parce que leur maison exigeait des remboursements élevés calculés sur leurs anciens revenus. Sophie a été trader et a connu les hauts revenus de la finance (en moyenne 15000 à 20 000€ par mois), ce qui lui a permis d'acheter « sans prendre un seul emprunt » un appartement de quatre pièces dans le centre de Paris. Après presque deux décennies dans le métier, elle décide de travailler dans le contrôle des marchés financiers, quitte le CDI puis le statut de fonctionnaire à l'AMF où elle était entrée et devient intérimaire pour être libre de son temps et des missions qu'elle accepte. Mais elle vit, en 2007, une période « noire », qui dure deux ans, où elle ne parvient plus à obtenir de missions et, sans indemnités de chômage, vit du RSA. Si son ex-conjoint paye une partie des dépenses pour les enfants et qu'elle réussit à réduire ses propres dépenses, elle se trouve face à des charges liées à son appartement auxquelles elle ne peut plus faire face mais, comptant sur de nouvelles missions

après ce passage difficile, elle se fait la promesse de ne pas vendre son appartement et de tenir tête aux institutions :

> « Et puis moi j'étais déjà propriétaire ici donc j'ai eu des galères parce que je payais plus mes charges donc ils m'ont mal parlé, le syndic, pendant quelques temps, tout ça c'est du passé et j'ai eu aussi des négos avec mon inspecteur des impôts, pas pour les impôts sur le revenu parce que pendant cette période-là j'en avais pas, mais la taxe d'habitation, ils me la faisaient sauter très très vite mais sur les charges foncières, ça ils avaient du mal ! Évidemment ! Bon j'ai tenu bon hein, j'avais gardé aussi même dans cette période-là les pieds sur terre et j'ai su qu'il ne fallait pas vendre la maison, même si on arrivait pas à bouffer, il fallait pas vendre la maison, il fallait pas se laisser influencer par l'inspecteur des impôts, pour payer 1000€ de charges foncières, attends ! Il pouvait attendre hein ! Bon du coup je lui ai laissé une belle ardoise et puis après j'ai rattrapé. Et puis là maintenant ça va mieux ».

Malgré la baisse de revenus, dans ce cas momentanément drastique, le logement est le bien qu'il faut garder comme patrimoine et comme lieu de vie. Parfois, ce sont les remboursements d'emprunt, calculés sur des revenus beaucoup plus élevés qui font problème au moment de la bifurcation. Ainsi, Fabienne et Guillaume (cadres devenus gérants d'un magasin Biocoop), propriétaires (en accession à la propriété) d'une maison dans un bourg du sud de la France, ont contracté antérieurement un emprunt aux remboursements mensuels élevés pour l'achat de leur maison (3000€), qu'il devient difficile de rembourser au moment de leur bifurcation professionnelle. « Garder la maison » devient un enjeu pour le couple. Cette maison a permis à Fabienne d'ouvrir des chambres d'hôtes comme première bifurcation professionnelle, avant d'ouvrir un magasin Biocoop avec son mari, et c'est le bien qu'ils préfèrent garder alors même qu'elle se félicite de leur changement, du fait de « gagner moins ». Elle se dit prête à tous les changements « à part notre maison où vraiment on est bien, on aimerait bien la garder ». Elle ajoute :

> « Guillaume ne voulait pas quitter ici. Ma sœur a toujours dit que sa maison c'était son statut ou le dernier statut qu'il lui restait puisqu'il n'avait plus sa voiture ! Moi je ne crois pas. Ici on a cette maison, c'est ce qui a marqué notre premier changement de vie [l'ouverture des chambres d'hôtes pour elle], moi j'ai accouché ici de Louise [son second enfant, le troisième y naîtra également, à domicile], on a ce jardin qui fait que nos enfants sont en contact avec la terre. C'est aussi un lieu où on se retrouve familialement, toutes les fêtes de famille, elles se font ici, on peut accueillir les gens à dormir. […] Moi je me fous vraiment du statut de la maison je pense, mais ce qu'on vit ici, c'est génial. Après, on vivrait dans une yourte, on vivrait peut-être des trucs aussi bien. Par contre, je serais malheureuse

> si tu me mettais dans un appart deux pièces à Marseille. […] Moi j'ai besoin d'être tranquille. Ici je suis tranquille, y a personne qui m'embête. C'est un peu un refuge ».

Compte tenu du montant du remboursement mensuel, les discussions sur le maintien dans la même maison ont conditionné le réaménagement de la consommation au moment du changement :

> « On avait pris la décision que si on devait vendre la maison, vivre autre part, on le ferait. On était prêts à le faire. Ça c'était des décisions importantes » (Guillaume)

Fabienne a douté de leur capacité à garder un bien aussi coûteux et aussi grand (ayant servi de maison d'hôtes avec trois chambres d'hôtes) et retrace leurs débats sur le fait de vendre cette maison pour un logement moins coûteux :

> « Je veux bien qu'on fasse moins, moins, moins mais à un moment donné moins comment ? Moins la maison ! Il n'a jamais lâché, il m'a dit on peut suspendre le crédit pendant un an. Je ne sais pas pourquoi il a voulu tant s'acharner. Je pense qu'il a eu raison, hein, mais après coup !... [rires] Parce qu'on est très heureux ici. Je pense que dans tout ce bazar, notre seul point fixe c'est ici ».

Finalement, la gestion du magasin est plus rentable et sa croissance plus rapide que prévue, si bien que, réduisant ses autres dépenses de consommation, notamment d'alimentation, le couple parvient à garder la maison et à continuer de payer un remboursement d'emprunt très élevé, calculé sur leurs anciens revenus. Leur reconversion professionnelle conjointe ne remet finalement pas en cause le maintien dans la maison qu'ils avaient acquise auparavant et qui reste un élément de leur niveau de vie élevé hérité de leur ancien statut professionnel (cadres du secteur privé).

Aussi la possession du logement, acquis antérieurement et totalement ou partiellement remboursé quand des emprunts ont été contractés, semble être une condition importante de sécurisation de la transition professionnelle. Cette patrimonialisation qui fait du domicile la condition du changement est conforme à d'autres enquêtes sur les transformations des formes de vie.

### 2.1.2. Être propriétaire : la patrimonialisation, condition de la résistance au déclassement ?

Un des effets du déclassement subi et des inégalités générationnelles consiste souvent au renoncement à l'accès à la propriété sans aide familiale ou à l'acquisition d'un logement dans une zone jugée déclassée (Peugny et Van de Velde, 2013 ; Chauvel, 2016). La situation de la plupart des enquêtés tranche avec cette description : la profession et les revenus antérieurs et le recours à une aide familiale ont permis l'acquisition d'un logement dont ils sont parfois entièrement propriétaires au moment du changement. Le logement, dépense qui n'a cessé d'alourdir le budget des ménages dans les trois dernières décennies en France apparaît, au travers des différentes situations individuelles observées, comme un bien classant et limitant le déclassement par le revenu. Investissement privé, le logement acquis devient aussi un patrimoine qui garantit une certaine sécurité, ainsi qu'un élément statutaire important.

#### *« Une fois que j'avais le logement, j'étais libéré » : le logement en « héritage »*

L'examen des situations vis-à-vis du patrimoine immobilier montre que le fait de posséder son logement semble une condition de facilitation de la transition. Nombre d'enquêtés sont propriétaires ou en train d'acquérir leur logement principal (tableau 5). D'autres sont propriétaires d'un autre logement soit un appartement qu'ils n'habitent pas pour deux des enquêtés locataires de leur logement principal, soit un bien immobilier en plus de leur logement principal pour quelques-autres. L'ancienne situation professionnelle a été souvent la condition de possibilité d'acquisition de ce patrimoine. Ainsi, Marc (trader devenu professeur), qui a vu sa fiche de paye « passer de 350 000 à 20 000€ par an », propriétaire d'une maison dans le nord-est parisien, considère que l'acquisition de son logement est le grand bénéfice tiré de son ancienne profession : « C'est-à-dire que moi, le gros bout de ma consommation, ça a été le logement. Une fois que j'avais le logement, j'étais [libéré] ». Désormais « le fait d'avoir acquis un logement et un peu grâce à l'épargne qu'il me reste même s'il ne [lui] en reste pas beaucoup », lui permet de « gonfler l'insuffisance de [s]on revenu de 2000€ par mois nets » et de « piocher dans son épargne », par exemple pour faire face à une dépense imprévue comme « la chaudière qui pète ». Il se déclare en décalage vis-à-vis de ses collègues enseignants parce qu'il bénéficie du « confort du logement qu'[il] a acquis ». De manière analogue, Dominique

(cadre de la finance devenu libraire) avait acquis un appartement en région parisienne avec sa femme, qui était en cours de remboursement et qui lui a permis d'acheter une maison en s'installant dans la petite ville où il a ouvert sa librairie. Enfant d'ouvrier, il estime que cette première partie de sa vie, au cours de laquelle il faisait un travail « qui ne [lui] plaisait pas », lui a permis de se constituer en quelque sorte un « héritage ». C'est aussi vrai de Sophie (trader devenue conseillère bancaire intérimaire) qui a acheté « cash » son appartement parisien. Le type de patrimoine acquis est à la hauteur des salaires anciens : pour Laure (cadre informatique devenue professeur des écoles), c'est un appartement dans la banlieue-est de Paris (Seine-Saint-Denis) qu'elle n'occupe plus depuis qu'elle a rencontré son second conjoint et qu'elle loue ; pour Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), c'est un appartement dans une ville populaire de banlieue (Hauts-de-Seine) qu'il n'occupe plus depuis qu'il s'est établi dans l'Aveyron.

Les revenus de cadre, moyens à très élevés, ont permis ces accessions à la propriété tout comme parfois les indemnités de licenciement obtenues lorsque le départ s'est fait dans ce cadre. Laure considère ainsi son patrimoine immobilier comme une sécurité personnelle alors que ses revenus ont été divisés par deux :

> « J'étais propriétaire d'un logement que j'ai quitté quand on s'est mis en couple avec Bertrand […] et j'ai gardé l'appartement en le mettant en location […] et ça rembourse mon crédit. […] Et du coup, j'ai fait faire un remboursement anticipé d'emprunt grâce à l'argent que j'ai gagné et puis j'ai gardé une petite provision pour les enfants et pour moi, pour avoir un petit matelas financier pour les aléas. Donc c'est vrai qu'on avait aussi tous les deux cette chance-là d'être partis dans le cadre d'un plan social. Moi, il se trouve que c'est par hasard, j'avais pris ma décision avant de savoir qu'il y avait un plan social qui se mettait en place mais ça m'a bien aidée ».

Ce patrimoine permet soit de pouvoir disposer d'un logement sans loyer à payer ou avec des remboursements inférieurs au prix d'un loyer, ce qui devient une condition de possibilité du changement, soit de disposer d'un bien comme réserve de capital. Dans ces situations, l'accès au capital immobilier (et au capital financier dans certains cas) est une manière de sécuriser une situation personnelle et professionnelle risquée. À l'inverse, l'absence totale de patrimoine produit des parcours où la précarisation ne peut parfois pas être évitée. Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute), dans l'incapacité de payer son loyer pendant une période de transition, a vu sa situation devenir précaire (commission de surendettement). À l'opposé, Hélène, propriétaire de son logement au moment de sa bifurcation, a pu réduire

nettement son temps de travail (2 à 3 jours par semaine selon les années) quand son emprunt fut remboursé :

> « En fait depuis le moment où j'étais dans la presse et où je travaille maintenant trois jours par semaine ben j'ai diminué mon salaire par deux à peu près. Bon ça a été possible parce que c'est vrai qu'on a fini de payer notre maison quand même, je pense que ce serait vraiment difficile si on avait un loyer ».

Le capital immobilier hérité de l'ancienne profession devient la condition pour pouvoir vivre avec des revenus inférieurs. Il est aussi la condition du nouveau projet parfois, quand il s'agit d'une entreprise individuelle : sphère du travail et sphère de la consommation interagissent alors.

**Tableau 5. Le logement occupé au moment de la bifurcation**

| | Type de logement | Localisation | Changement de logement et/ou lieu de vie | Aides familiales | Tension/ Insécurité | Autre bien immobilier possédé |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Isabelle | Propriétaire (acquisition antérieure) | Ville (92) | Non | Non | Non | Non |
| Delphine | En cours d'acquisition | Ville (93) | Non | Oui | Non | Non |
| Claire | Propriétaire (échéance prêt 2017) | Paris | Non | Non | Non | Acquis 2020 (maison bois) |
| Sandrine | Propriétaire | Ville (94) | Oui | Oui | Non | Non |
| Henri | Propriétaire | Paris | Non | Oui | Non | Oui |
| Paul | En cours d'acquisition | Ville (25) | Acquis après changement | Oui | Non | Non |
| Marc | Acquis | Paris | Non | Non | Non | Non |
| Sylvain | En cours acquisition | Village périphérique (14) | Non | Non | Non | Non |
| Émilie | En cours acquisition | Ville (94) | Non | Non | Non | Oui |
| Dominique | En cours acquisition | Ville (84) | Oui | Non | Non | Oui |
| Alice | Acquis (conjoint) | Paris | Non | Non | Non | Non |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Vincent | En cours d'acquisition | Rural (16) | Oui | Non | Non | Non |
| Hélène | Acquis | Paris | Non | Non | Non | Acquis 2019 |
| Sophie | Acquis | Paris | Non | Non | Oui | Oui |
| Françoise | Acquis | Paris | Non | Non | Non | Non |
| Yann | En cours d'acquisition | Hameau (22) | Oui | Non | Parfois | Non |
| Bianca | Acquis | Paris | Non | Oui | Non | Non |
| Guillaume et Fabienne | En cours acquisition | Village périphérique (13) | Non | Oui | Oui | Non |
| Matthieu | Locataire | Ville (33) Paris | Non | Non | Non | Non |
| Martin | Locataire** | Paris | Non | Oui | Non | Non |
| Marion | Locataire | Paris | Non | Non | Oui | Non |
| David | Locataire | Paris | Oui | Non | Non | Non |
| Pierre | Locataire (bail de carrière)* | Rural (12) | Oui | Non | Non | Oui |
| Éliane | Propriétaire (au moment du changement puis locataire) | Ville (44) | Oui | Non | Oui | Non |
| Olivier | Propriétaire (au moment du changement puis locataire) | Paris | Non | Non | Non | Non |
| Laure | Locataire * | Ville (92) | Oui | Non | Non | Oui |
| Mehdi | Locataire | Paris | Non | Non | Non | Non |
| Clara | Locataire** | Paris | Non | Non | Non | Non |
| Damien | Logement familial | Rural (56) | Oui | Oui (prêt maison) | Non | Non |
| Total propriétaires[155] | | 24 | 4 | 7 | 3 | |
| Total locataires*** | | 8 | 4 | 1 | 2 | |
| Maison familiale (prêt) | | 2 | 1 | 1 | 0 | |

* *Locataires de leur logement principal mais propriétaires d'un autre logement*
** *Locataire mais accès à une maison familiale (agriculture)*
*** *Certains locataires de leur résidence principale sont également comptés comme propriétaires (d'un autre logement)*

[155] Propriétaires au moment du changement de leur résidence principale ou d'un autre logement.

### *Le logement comme lieu des possibles ?*

Le constat de l'importance de la sécurisation du logement dans la transition pour nombre de cas étudiés se retrouve dans d'autres enquêtes sur les changements de vie ou formes de vie alternatives. Ces constats rejoignent en effet l'enquête du sociologue Arnaud Mège portant sur des ménages expérimentant une forme de vie décroissante (2016, p.374-405) : sur les 87 questionnaires qu'il a traités, 40 ménages déclarent être propriétaires de leur logement, 33 locataires et 14 dans une autre situation (maison familiale par exemple ou encore habitat léger comme les yourtes). Les ménages étudiés, définis comme décroissants et militants, voient dans la maison avec jardin notamment en milieu rural, la condition de possibilité de mise en œuvre d'un mode de vie alternatif. Devenir propriétaire n'apparaît pas exactement comme un élément de patrimonialisation (et peut même être rejeté comme tel par distance avec la valeur de la propriété privée), qu'il est *de facto*. Devenir propriétaire apparaît plutôt comme la possibilité « d'avoir un lieu à soi » (p.394), lieu choisi pour ses capacités à accueillir des pratiques alternatives (culture d'un jardin, mise en place de toilettes sèches, autoproduction énergétique, etc.), dont des pratiques collectives (Pruvost, 2013b). Si le discours s'oriente vers les modes de vie alternatifs, le sociologue lit aussi des lignes de clivage (quantité de capital économique disponible, accès au capital possible) dans l'accès à ces pratiques qui conditionnent la possibilité de leur mise en œuvre (Mège, 2016, p.404). « Avoir sa maison » devient une condition du développement des pratiques militantes promouvant la mise en œuvre de modes de vie alternatifs. Le profil différent des enquêtés en bifurcation descendante n'empêche pas une similarité des conditions de possibilité : l'accumulation d'un patrimoine et, en premier lieu, la possession de sa résidence principale et/ou d'un autre logement, apparaît comme une condition de sécurisation essentielle de la transition vers un emploi moins rémunéré, un moyen de protection contre toute prolétarisation ou précarisation et, *in fine*, une manière de relever le niveau de vie. Il y a bien un mouvement de décroissance des dépenses mais le maintien dans le logement antérieur, voire la possibilité de puiser dans une épargne, contribue à reclasser fortement le statut social professionnel. On peut aussi voir dans l'attachement à la sécurisation du logement la confirmation que le logement n'est pas un bien comme un autre et qu'il occupe un niveau élevé dans la hiérarchie des besoins.

Le logement se trouve ainsi relié au changement d'activité en le rendant possible. La circulation entre conditions de possibilité de la nouvelle profession et activité antérieure est plus grande

encore : c'est l'épargne propre ou encore les indemnités de licenciement qui rendent possible le financement de la nouvelle activité indépendante. Le patrimoine immobilier peut servir de garantie d'emprunt pour financer l'entrée dans une profession indépendante. Ainsi, Dominique finance l'achat et les travaux d'embellissement et d'agrandissement de sa librairie par un emprunt. Il sait cette activité commerciale risquée mais, comme ancien cadre financier, il sait aussi que ses biens servent de garantie :

> « Y avait quand même un risque de plongeon. Mais moins que si je n'avais rien eu du tout. Je pense que dans ce cas les banques n'auraient pas suivi… La librairie elle est sur MA tête hein ! Elle était sur nos deux têtes [avec sa femme, avant la séparation], maintenant sur moi. Si la librairie ne marche pas, ils prennent sur mon patrimoine personnel et ça un financier le sait hein… »

Ce lien entre risque financier de la nouvelle activité et patrimoine n'est pas seulement fictif. Le parcours d'Éliane (journaliste devenue artisan-commerçante) se présente comme une trajectoire de dépatrimonialisation. Au moment de sa bifurcation, elle est journaliste de mode dans un magazine parisien et a acheté (par emprunt et avec un petit héritage familial de son père décédé quand elle était enfant) un petit appartement qu'elle loue alors qu'elle s'établit dans une grande ville de province en 1970 (elle a alors 32 ans et deux enfants, et elle est en instance de séparation de son mari, resté à Paris). Une quinzaine d'années plus tard, quand son commerce commence à présenter des difficultés économiques, elle le « renfloue » en vendant son appartement parisien et en achetant un petit appartement dans la ville où elle réside. Mais la situation économique de son commerce ne s'améliorant pas, elle vend à nouveau ce bien. Finalement, quand je la rencontre pour l'entretien, elle ne possède plus aucun bien ni aucune épargne et considère que sa situation est précaire depuis qu'elle est locataire depuis vingt ans du même logement dans le parc privé. Si son propriétaire vendait, « [elle] ne sai[t] pas ce qu'[elle] ferai[t] ». Cette communication entre comptes privés et activité nouvelle n'est pas unique dans les situations observées. Par exemple, Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste) a aussi une activité de productrice dans laquelle elle place ses économies personnelles plutôt, dit-elle, que de réparer son appartement :

> « J'allais dire tout l'argent est passé là-dedans quoi [la production de films]. Et donc à chaque fois que j'avais une rentrée plus importante j'avais le choix entre : je refais la toiture ou je fais un film ? Et j'ai décidé, je fais le film on verra après. Sauf que là maintenant ma maison, ah là là c'est vraiment terrible… […] Parce qu'elle prend l'eau. C'est pas une vraie maison, c'est un atelier. C'est quand même un truc qui est super si j'arrive à le réparer. Et je ne sais jamais si je vais y arriver car je suis toujours en retard de paiement. Voilà, je suis

> toujours comme ça au bord d'un précipice, puis je trouve une solution, j'arrive à passer le précipice [rires] ».

Elle refusera que l'entretien ait lieu chez elle car « il pleut dans le salon, là ». Le patrimoine (un premier logement acheté alors qu'elle travaillait comme présentatrice télévisuelle) est bien là mais en mauvais état car l'arbitrage financier s'est fait en faveur de sa profession et de son art. De même, Martin (cadre publicitaire devenu responsable d'un centre de permaculture, en multiactivité) mobilise le capital tiré du plan de licenciement de son ancienne entreprise et de ses économies personnelles pour investir « à perte », dit-il, dans la permaculture et le montage d'un centre culturel. Plusieurs enquêtés envisagent de prolonger leur bifurcation en s'installant à la campagne et voient alors la vente de leur logement urbain comme une manière de permettre cette installation (Claire ou Hélène[156], par exemple). Ainsi, la situation patrimoniale des enquêtés est-elle très diverse selon les trajectoires professionnelles et ne doit pas être identifiée à un groupe social homogène tant les combinaisons entre revenu gagné et patrimoine accumulé sont différentes.

## 2.2. Rester soi : le maintien de ce qui compte

Le maintien de certains types de consommation ne se limite pas au logement mais concerne également d'autres postes, comme l'alimentation et la culture, qui ne peuvent être réduits ou supprimés. La consommation de la nourriture et de la culture est alors réaménagée, complétée par une consommation non marchande et maintenue par différents dispositifs. Aussi, les formes de la déconsommation participent-elles également à la reconfiguration, socialement située, du style de vie.

[156] En 2020, Hélène a profité du confinement pour s'installer dans la Creuse sans rompre totalement avec son emploi à temps partiel de cadre administratif.

### 2.2.1. L'alimentation, marqueur social de la déconsommation

Les descriptions de la consommation alimentaire recueillies dans le cadre de mon enquête montrent une aspiration à maintenir une consommation peu modifiée et surtout conforme à des normes de santé et de goût, parfois à des principes écologiques, qui ne sont pas modifiés malgré la baisse du revenu. La consommation alimentaire suscite alors le déploiement de techniques permettant de ne pas céder en pratiques sur ces normes et principes intériorisés, positivement revendiqués, qui marquent nettement l'appartenance sociale aux classes supérieures.

#### *« On veut avoir une nourriture équilibrée quoi »*

En réponse à la question de déterminer à quelle consommation les enquêtés souhaiteraient ne pas devoir renoncer après une bifurcation descendante, l'alimentation « saine », « bio », « équilibrée », « de qualité » est presque toujours citée, voire énoncée comme un impératif premier. C'est une constante qui rejoint la spécificité des dépenses alimentaires des cadres aujourd'hui dans les enquêtes quantitatives mais qui concerne, dans l'enquête, tous les enquêtés quel que soit leur statut avant la bifurcation (Gojard *et al.*, 2009). En effet, le coefficient budgétaire des cadres est très inférieur à celui des ouvriers, surtout si on isole les dépenses alimentaires au domicile – la part des dépenses alimentaires hors domicile croît avec le revenu et compense donc en partie le coefficient budgétaire plus bas de l'alimentation au domicile (Plessz, 2013 ; Plessz et Gojard, 2014 ; Ferrant et Plessz, 2015). De plus, l'alimentation, ou au moins certains produits, a tendance à représenter un budget réduit par la hausse des dépenses pré-engagées : c'est pour une part un budget pouvant donner lieu à des ajustements. Les entretiens réalisés montrent, en situation de bifurcation descendante, une intention marquée et généralisée de ne pas transiger sur la consommation alimentaire, quitte à déployer de nouvelles techniques pour maintenir une alimentation conforme à ses goûts et ses normes. Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles ») cite spontanément l'alimentation comme un poste sur lequel elle ne veut pas se restreindre, « compter » :

> « Je pense qu'il y a quand même, pouvoir continuer, au niveau alimentaire, manger bio, manger sain ou se faire plaisir […] le pire je pense que c'est vraiment au niveau alimentaire, être obligé de [compter], pas pouvoir acheter de poisson, pas pouvoir tester de nouvelles choses… Pendant toute mon année de reconversion, c'est fou le nombre de choses que j'ai

> achetées pour tester, des graines, on suit un peu toutes ces tendances… Ça, ça m'embêterait. Après les voyages ça pfff [mime l'indifférence]. […] Bon, le pire c'est l'alimentation… »

Ce refus de se restreindre sur l'alimentation semble être le produit de ses dispositions sociales héritées de son ancien statut social et de ses nouvelles dispositions professionnelles (dans le secteur de la restauration), ce qui la place dans une situation commune à plusieurs enquêtés (Claire qui a ouvert un bar à salades, Fabienne et Guillaume qui tiennent un magasin Biocoop, par exemple). La mention du poisson, des produits frais, des « nouvelles choses », illustrent presque point par point les études quantitatives sur l'alimentation selon la position sociale (Pless et Gojard, 2014 ; Plessz, 2013). La mention de l'alimentation comme un type de consommation « qui compte » ne semble pas, dans les cas étudiés, montrer de spécificité de genre : plusieurs hommes mentionnent également l'alimentation, la « bouffe » comme un poste où les restrictions sont pénibles et non souhaitées, même dans un cadre de budget serré. Ainsi, à la question de savoir à quel type de consommation Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) et sa compagne ne voudraient pas renoncer, il répond : « à part la bouffe [rires], je réfléchis… » : « Non je cherche franchement des trucs, non, non, à part la bouffe […] qu'est-ce qu'il y a encore, non franchement, je ne vois pas… ». Il s'interroge pour déterminer si l'alimentation est le « premier poste de dépense » du couple (« c'est à vérifier ») mais affirme sans hésiter que c'est « la priorité » :

> « Disons que c'est le poste budgétaire sur lequel on ne se prive de rien. C'est pas qu'on se prive ailleurs mais c'est celui sur lequel, à la limite, on ne regarde pas les prix quoi. On privilégie toujours la qualité, la provenance, le bio mais pas à 100%, le local surtout souvent bio ou en tout cas agriculture paysanne quoi, pas pour tout, pas forcément le café et le chocolat, on n'est pas non plus des intégristes, loin de là, ni du bio, ni du local ! Sachant qu'on produit quand même une partie de notre nourriture ».

Ils vivent tous deux avec le salaire minimum, ont peu de frais de logement (location à un prix symbolique[157]), se déplacent peu, partent peu fréquemment en vacances : même si une part de leur alimentation est autoproduite, l'alimentation est leur premier poste budgétaire, probablement avec l'entretien du logement (chauffage). Leur attention à « manger bio » et à maintenir une alimentation selon des principes éthiques est commune à nombre de discours. Pour Clara (employée devenue professeur de yoga et apicultrice), qui a été maraîchère lors d'une première étape de reconversion, l'impératif de l'alimentation issue de l'agriculture biologique et des achats hors des circuits de la grande distribution s'énonce clairement : « On

[157] La maison qu'occupent Pierre et sa compagne est une ferme gérée par la SCTL (Société Civile des Terres du Larzac), mise à disposition dans le cadre d'un « bail de carrière » qui inclut batiments agricoles et résidentiels.

va pas aller nous faire acheter chez Leaderprice parce que la fin de mois est difficile, moi je préfère moins manger ».

Cette attention portée à l'alimentation n'est pas le propre des anciens cadres : elle touche presque toutes les personnes interrogées, quelle que soit leur position sociale avant la bifurcation. Vincent (technicien devenu jardinier), qui a un petit budget pour lui-même, sa compagne et leur fille de trois ans (il gagne moins de 1000€ par mois et sa compagne est assistante scolaire à temps partiel) considère ainsi que « la plus grosse dépense, c'est la bouffe hein » [hors logement], « parce que je mange pas n'importe quoi ». Outre ce qu'il produit (jardin potager en permaculture), il ne fréquente quasiment pas les supermarchés et achète des produits issus de l'agriculture biologique dans les fermes des alentours ou dans des magasins spécialisés. Après différentes expérimentations de régimes alimentaires particuliers (régime végétarien, par exemple), il est devenu avec sa femme « crudivoriste » et se nourrit donc essentiellement de végétaux non cuits – à l'exception de sa fille de 3 ans. Il développe une expertise reliant régimes alimentaires et effort physique (il pratique le sport individuel intensément) acquise sur des sites spécialisés correspondant à ses orientations alimentaires. Cet effet de distinction alimentaire dans le monde populaire concerne aussi Sandrine (cogestionnaire d'une entreprise culturelle devenue employée) : devenue végétarienne il y a une quinzaine d'années, elle est végane au moment de l'entretien. Elle fréquente aussi magasins spécialisés en produits biologiques, salons et restaurants véganes. Ses revenus peu élevés (environ 1500€ mensuels) et son statut de propriétaire d'une maison en banlieue conduisent au fait que l'alimentation est aussi son premier poste budgétaire. Son intérêt pour l'alimentation végane se traduit par des lectures spécialisées (magazines de recettes véganes par exemple) et s'inscrit dans une philosophie personnelle plus large de respect de la dignité animale. Plusieurs personnes interrogées évoquent les changements successifs concernant leur alimentation et leur désir de perfectionnement en ce domaine (par exemple, manger moins de viande). Ainsi, David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel) explicite le credo de ses changements alimentaires successifs, qui raisonnent dans beaucoup d'autres entretiens : « on veut avoir une nourriture équilibrée quoi ». Il précise, concernant sa propre évolution sur la consommation alimentaire et son souhait de perfectionnement :

> « Et après, sur la nourriture faire plus attention. Bon après il y a eu aussi le changement de nourriture qui est arrivé qui est plus dans une mouvance actuelle, de fond, sur on ne sait plus quoi manger, on veut manger plus sainement… […] Là on ne mange pratiquement plus de viande, on a arrêté le lait de vache. Les céréales par exemple, notre gamine elle

n'en a plus. Donc on se concentre forcément sur légumes, fruits mais ça, ça a toujours été, tout ce qui est laitages, on a arrêté, bon bio, de plus en plus ».

Cette réflexivité intense sur l'alimentation et ce désir de perfectionnement, d'évaluation et d'adoption de nouvelles normes se retrouve dans d'autres enquêtes comme celle d'Alexandra Bidet et de Solène Sarnowski (2021) portant sur les collapsologues ou les effondristes. Les auteures notent un processus d'évaluation du quotidien (à l'aune de la vertu écologique) et de réflexivité sur chaque geste, notamment alimentaire. D'autres enquêtés mentionnent des spécificités alimentaires (végétarisme, absence de sucres ajoutés, absence de gluten, absence de produits lactés, refus de tout produit conditionné et zéro déchet, etc.) qui montrent un intérêt situé socialement porté à l'alimentation mais élargi à l'ensemble des situations observées au-delà de la des cadres et des membres des classes moyennes supérieures. La consommation alimentaire repose sur des normes de nourriture « saine », « équilibrée », « bio » très prégnantes qui demeurent au-delà de la transformation de la contrainte budgétaire, alors que d'autres consommations se transforment davantage par inflexion des codes de classe (l'habillement par exemple ou encore les vacances). L'aspiration à ne pas modifier son alimentation et à ne pas enfreindre, autant que possible, les normes de l'alimentation jugée correcte au regard de la santé, des conditions de production, de l'apparence et souvent de l'écologie, semble traduire le fait que les cadres sont émetteurs de normes alimentaires prescriptives sur la « bonne » alimentation, « saine », « équilibrée », conformément à des normes de santé et d'hygiène de vie mais aussi de contrôle de la corpulence et de conformité écologique (Régnier et Masullo, 2009). Aussi la diminution du revenu ne doit-elle pas faire renoncer à ces principes parfaitement intériorisés et diffusés dans l'espace social. La diversité des situations sociale du panel conduit évidemment à des variations, notamment de position sociale et professionnelle, de genre et d'orientation politique (tonalité plutôt hygiéniste ou plutôt écologique).

Le maintien d'une alimentation socialement plutôt réservée aux classes moyennes et supérieures (légumes et fruits frais, poisson plutôt que viande, produits issus de l'agriculture biologique) est rendu possible par différentes techniques, reflet des évolutions de la consommation (faire soi-même, autoproduire, acheter directement aux producteurs, etc.).

### *Les techniques de maintien d'une alimentation « saine » et « bio »*

Pour maintenir une alimentation conforme à leurs goûts, leurs principes et leurs valeurs en situation de contrainte budgétaire, parfois serrée, les acteurs déploient des stratégies de maintien différentes selon les situations, qui peuvent éventuellement se combiner entre elles :

autoproduction, déploiement du « faire soi-même », achats directs au producteur, combines personnelles. Le fait que nombre d'enquêtés aient une nouvelle profession en lien avec l'alimentation ou l'écologie, ou les deux croisées, facilitent la mise en place de ces dispositifs.
La première technique pour maintenir une alimentation jugée de qualité, c'est la culture de son propre potager. C'est le cas de Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) dont la compagne cultive un grand potager qui leur fournit une grande partie de leur alimentation. C'est également le cas de Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administrative à temps partiel) qui, bien que résidant à Paris, a commencé la culture d'un jardin « sans pétrole » dont elle fait la chronique régulièrement sur un site d'information environnemental. Elle a obtenu le prêt d'un terrain en banlieue où elle se rend, souvent en famille avec son compagnon et sa plus jeune fille, au moins une fois par semaine (voire plusieurs en été), en train et à bicyclette, invite des amis et expérimente des techniques de culture biologiques et respectueuses de l'environnement. Elle a mis plusieurs années avant de considérer que sa production était satisfaisante et elle complète ses propres récoltes par la fréquentation d'une AMAP et des achats en magasin de produits biologiques. Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif) a aussi un jardin potager qu'il cultive par intermittence selon sa disponibilité. Enfin, Vincent (technicien devenu jardinier paysagiste) cultive un grand jardin potager selon les techniques de la permaculture et décrit son alimentation comme venant en grande partie de son jardin :

> « Du mois de juin au mois de septembre, là tomates, courgettes, tout ce qu'on peut faire, radis, toutes les choses simples, patates parce que là patates je me fais l'année, ouais je fais 40 kg à peu près à chaque fois et ça me fait l'année ouais largement, j'en donne même ».

Environ la moitié des personnes interrogées entretient une petite autoproduction agricole. Il peut s'agir d'un potager vivrier ou verger souvent rendu possible par le déménagement à la campagne (Damien, Yann, Vincent, Pierre), par la mise en culture d'un terrain proche d'une résidence familiale (Henri, Martin, Sophie, Clara) ou mis à disposition (Hélène). D'autres produisent aussi du miel (Yann, Clara), des fruits (Fabienne et Guillaume, Yann, Henri, Dominique), des plantes aromatiques (Sylvain) ou encore des œufs (Paul, Yann, Pierre). Selon la taille du jardin et le temps passé à cultiver, la culture du jardin fournit une grande part de la consommation de produits frais ou assure seulement un complément de consommation.

La deuxième technique de maintien d'une alimentation conforme à leurs goûts et leurs principes passe par le nouveau statut professionnel pour ceux qui ont une profession en lien avec l'agriculture, le commerce de produits alimentaires ou encore la restauration. Dans les commerces et la restauration, l'alimentation provient très largement du fonds de commerce.

C'est le cas de Fabienne et Guillaume (cadres devenus gérants d'un magasin Biocoop) qui se fournissent quasiment exclusivement « au magasin », récupèrent les invendus ou les produits dont la date de péremption est dépassée, reçoivent des produits à goûter avant leur mise en vente. Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles ») ne se fournit pas exclusivement dans son commerce mais rapporte des plats (tartes, salades) à la fin de la journée. Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) estime se nourrir en grande partie grâce à son commerce, soit sous forme de produits non vendus en fin de journée, soit sous forme de produits achetés en gros conjointement pour son ménage et pour son magasin. C'est pour elle une forme de revenu en nature qui contribue à l'équilibre du budget familial (famille recomposée, 5 enfants) :

> « La chance qu'on a c'est que nous on peut continuer à s'alimenter correctement, ça n'a pas de prix ! […] J'ai une copine qui est vraiment dans la merde, elle vient d'avoir les huissiers, ils ont saisi des machins, ils sont en surendettement pas possible et tout : eux bouffer, c'est un problème pour eux. Ça devient vraiment compliqué quoi ! Nous, on a cette chance là c'est que pour nous, ça le sera jamais parce que y a cette possibilité-là quoi [d'accéder à des aliments pour le ménage par son commerce]. »

Aussi le revenu monétaire (2500€ pour le couple avec 5 enfants) ne reflète-t-il pas tout à fait le niveau de vie de la famille du fait de ces consommations alimentaires tirées du bar à salades. Pour autant, la consommation est loin d'être équivalente à ce qu'elle était avant la bifurcation mais elle l'est (avec moins de repas pris à l'extérieur) sur l'alimentation, ou tout au moins a-t-elle évolué dans un sens jugé positivement (plus de produits frais et autoproduits, moins de plats préparés).

Le lien entre l'accès à une alimentation conforme à ses principes et la nouvelle profession prend des formes variées. Ainsi, Yann (technicien ayant ouvert des chambres d'hôtes) allie l'autoproduction (jardin, verger, miel, confitures, etc.) à l'accès direct aux voisins producteurs qui lui fournissent, à des prix abordables, des produits laitiers et des produits frais tant pour sa consommation domestique que pour son activité d'accueil d'hôtes.

D'autres techniques remplacent aussi la consommation alimentaire marchande par des biens non marchands : le « faire soi-même » ou le recours à des dispositifs de solidarité. De nombreux enquêtés disent, pour des raisons à la fois financières et écologiques, réduire fortement leurs consommations alimentaires conditionnées, cuisiner eux-mêmes la totalité des repas et fabriquer des produits plutôt que de les acheter tout préparés (confitures, conserves, biscuits, yaourts, bière). Depuis qu'elle travaille à temps partiel, Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administrative à temps partiel) associe la réduction des déchets au fait de tout faire elle-

même et s'interdit l'achat de gâteaux industriels, de laitages en pots de plastique, de produits tout préparés, comme beaucoup d'autres enquêtés. D'autres ont supprimé les repas pris à l'extérieur le midi, soit parce qu'ils ont la possibilité de déjeuner chez eux, soit parce qu'ils préparent eux-mêmes un repas à emporter pour limiter leurs dépenses. L'insertion dans des réseaux professionnels ou militants conduit aussi à des « combines » qui permettent d'avoir accès à des produits sous forme de troc, de don ou de récupération (paniers AMAP non distribués, invendus, produits à consommer rapidement). Ainsi, Sylvain (ingénieur devenu responsable associatif) et sa compagne « trouvent des alternatives » (aux produits issus de l'agriculture biologique qu'ils ne peuvent plus acheter autant dans les magasins spécialisés) et récupèrent des produits non distribués au sein de la Maison du Vélo qu'il dirige et dans laquelle il a organisé des livraisons directes venant de producteurs de la région :

> « Alors comment ça se passe ? Moi je connais quelques maraîchers avec lesquels on a pu développer des partenariats de livraison de paniers de légumes à vélo et donc ces maraîchers, quand ils ont des invendus à la fin de la semaine, ils peuvent nous contacter pour nous dire : "bon si ça vous intéresse, voilà, ça va pourrir", donc quasiment tout l'hiver j'ai ramené un panier de légumes qui nous faisait la semaine… »

Le capital social est alors un capital militant qui ouvre des réseaux permettant le maintien d'une alimentation conforme à ses goûts et ses principes. Ainsi, la transformation de la consommation alimentaire semble éviter les voies du renoncement et viser le maintien, voire le perfectionnement, d'une consommation antérieure par la mobilisation de réseaux et l'autoproduction, soit par la culture d'un potager (impossible pour les urbains, à l'exception d'Hélène) soit par la fabrication de produits personnels. Ces évolutions vers l'autoproduction font partie intégrante de la bifurcation qu'elle conduise à l'exode urbain et à la possibilité retrouvée de pouvoir cultiver son jardin, qu'elle libère du temps ou encore qu'elle induise plus largement un processus de transformation de soi dans lequel l'alimentation est partie prenante.

### 2.2.2. Le maintien de certaines consommations distinctives

L'alimentation n'est pas le seul poste budgétaire qui fasse l'objet d'une attention pour être maintenu selon convenances personnelles et norme de classe orientant les goûts. D'autres consommations relevant de la culture, des loisirs, des soins du corps et de l'esprit, sont

préservées mais pas toujours sous une forme marchande. La réduction du revenu conduit à reconfigurer la consommation notamment sous forme non-marchande en mobilisant capitaux culturel et social, compétences et recours aux nouvelles formes de consommation émergentes.

### *« Ça je ne discute pas, tu vois… »*

Le niveau et la structure de la consommation des ménages enquêtés dépend de leur revenu après bifurcation, de leurs conditions de logement, de la configuration de leur ménage. Ils ne forment pas un groupe social ou professionnel aux conditions de vie homogènes. Mais, au-delà de ces différences, certaines caractéristiques de leur consommation antérieure sont maintenues, outre le logement et l'alimentation. Souvent présentées comme constitutives d'une identité singulière, ces consommations sont aussi le reflet d'une appartenance de classe et de genre et montrent la dimension sociale de la déconsommation.

Ces consommations sacralisées dans les budgets sont souvent liées aux loisirs personnels, à la pratique d'une passion ou d'un sport. Sans que l'on puisse tirer de loi générale, elles semblent exprimer les normes de genre. Ainsi Marc (trader devenu professeur) ou Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) considèrent qu'ils ne « comptent » pas quand ils font l'acquisition d'une bicyclette. À la question de savoir à quelle consommation il ne voudrait pas renoncer « après la bouffe », Pierre répond : « le vélo quand même ». Et, ne se considérant pas comme contraint financièrement (comme sa compagne, il est rémunéré au SMIC par le GAEC), il ajoute : « le vélo bon c'est pas ce que ça coûte… ». Cela se traduit par le fait qu'il ne se prive pas dans ses achats (néanmoins peu fréquents compte tenu de la durabilité de l'objet) de bicyclette :

> « Quand je m'achète un vélo, je m'achète un beau vélo, je me prive pas de bouquins, de cartes… Je suis de moins en moins ascétique parce que quand je voyage à vélo maintenant je ne fais même plus de camping ! »

Marc cite également l'achat d'une bicyclette coûteuse comme le domaine dans lequel il ne se prive pas, « scorie » de son ancien niveau de vie (de trader) :

> « Le seul truc, là qui me ferait peine c'est qu'on m'oblige à faire du vélo avec un Vélib ! Alors là c'est sûr ! J'ai acheté un vélo qui coute 2500€. Et faut être fou pour acheter un vélo qui coute 2500€ mais moi je fais énormément de vélo. Voilà les scories de mon ancien régime c'est ça ».

Vincent (technicien devenu jardinier), qui se décrit comme « passionné de sport », cite aussi le matériel sportif comme un domaine dans lequel il essaie d'acheter « de la qualité » et « de la

marque » et sa bicyclette comme dépense importante dans son budget serré (il gagne moins que le salaire minimum au moment de l'entretien) :

> « J'ai trois paires de basket, les paires de baskets elles coûtent 200€ la paire ! J'ai un vélo qui coûte 4000€ ! […] Oui mais enfin, un vélo il va me faire 20 ans ou 15 ans ! »

Conformément aux normes de genre dominantes, plusieurs femmes citent les dépenses de soin à soi, qu'il s'agisse de soin psychologique ou corporel. Émilie évoque sa « thérapie » tout comme Marion, toutes deux devenues psychothérapeutes : « pour moi ça fait partie du minimum enfin du nécessaire du bon thérapeute […] donc ça je n'y renonce pas ». Elle cite également, comme d'autres, des dépenses d'entretien de l'apparence comme les séances chez le coiffeur et chez l'esthéticienne qu'elle a maintenues mais diminuées. Toutes ces dépenses et leur valeur monétaire dépendent évidemment du revenu après bifurcation, combiné aux variables sociales de classe et de genre.

Certaines dépenses sont citées par quasiment tous les anciens cadres : les dépenses culturelles et les vacances (Coulangeon, 2011). Si la fréquence des voyages et des vacances est réduite, tout comme l'éloignement des lieux de séjour et de visite, les vacances demeurent un type de consommation maintenu mais le plus souvent sous forme non marchande, notamment concernant le lieu du séjour. Le fait de ne pas partir en vacances est davantage relié à l'absence de temps de vacances possible (pour les nouveaux commerçants notamment) qu'à l'absence d'argent. Les habitudes de loisirs liées à l'ancien statut demeurent quand le statut a changé. Il en est de même pour les consommations culturelles, fortement liées au diplôme et au capital culturel, et parfois renforcées par le nouveau statut où le capital culturel devient relativement plus important (professeurs versus trader ou ingénieur par exemple, psychothérapeute versus cadre de la communication ou ingénieur, cadre versus professions des arts et de la culture, etc.). Ainsi, Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste) décrit comment les consommations culturelles ont accompagné les différents cycles de sa vie et ont toujours été maintenues. Pour ses enfants et malgré son manque chronique de ressources financières (elle a élevé seule cinq enfants), elle arbitrait toujours en faveur des activités culturelles :

> « Il n'était pas question que ça les prive de je ne sais pas quoi d'un cours de quelque chose… Bon à l'époque, ils étaient trop petits mais bon, très, très vite je leur ai payé des cours de danse, de musique, d'équitation, c'est des trucs qui coûtent vachement cher. […] Même quand j'étais hyper fauchée, en début d'année, j'achetais, enfin c'était pas acheter mais je prenais toutes les inscriptions dans ces trucs-là, avant même de savoir comment je finirai le mois. Ça c'était le truc, je bouge pas de ça, je veux qu'ils prennent leurs cours et

> après on verra ce qu'il reste à manger… […] Des fois c'était un peu dur mais je disais, ça je ne discute pas, tu vois ».

Aujourd'hui (au moment de l'entretien), elle vit seule et ses revenus sont toujours très irréguliers mais les dépenses culturelles sont sacralisées, en lien avec son statut de documentariste : « Bon voilà après sinon si les gros besoins que j'ai c'est le cinéma, ça je suis vraiment accro, faut que j'en vois tout le temps… » Elle dispose de plusieurs cartes d'abonnement mensuelles et cite les films qu'elle vient de voir « un excellent film de Luigi Zampa sur la montée du fascisme en Italie » et un documentaire « sur la situation en Chine avec trois volets, un dans les années 90 puis 2000 et 2025 » qui pourraient illustrer l'éclectisme culturel appliqué au cinéma, renforcé par la bifurcation professionnelle vers la création cinématographique et artistique (Coulangeon, 2010, 2011). D'autres enquêtés disent pareillement « continue[r] quand même à aller au cinéma » (Hélène) ou à acheter des livres (cités de nombreuses fois) comme Clara (employée devenue apicultrice et professeur de yoga) : « les livres, ouais, c'est vraiment un objet auquel je tiens ». Cette disposition peut être renforcée par la nouvelle profession. Ainsi, Émilie garde un budget pour les livres professionnels (psychologie, développement personnel, psychanalyse) liés à sa reconversion (thérapeute). Marc (trader devenu professeur de sciences sociales) confesse un « comportement de confort » dans le fait d'acheter les livres de sciences sociales qui est lié à sa situation privilégiée dans laquelle le logement est déjà acquis et la possibilité de puiser dans ses économies pour améliorer l'ordinaire assuré par son salaire d'enseignant débutant :

> « Moi j'ai une bibliothèque importante, les bouquins que j'ai, je les achète, bon je pourrais les emprunter. Ça paraît pas des budgets fous mais tu lis trois ou quatre bouquins par mois, c'est trois ou quatre bouquins que tu achètes. Ben trois ou quatre bouquins que tu achètes, c'est plus ou moins 100€, ben je les achète. Les BD, je les achète ! Donc j'ai des BD un peu partout dans la maison. Donc ça c'est quand même les scories [d'avant] ! Si j'avais toujours été prof, ben tout ça je le ferais peut-être pas ! »

S'il veut signifier le caractère contraint du budget d'un enseignant habitant à Paris, obligé à contrôler ses dépenses plus que lui-même qui a acquis son logement antérieurement, l'achat de livres le rapproche néanmoins aussi de la structure de consommation de sa nouvelle profession. Le maintien de ces consommations de loisir et de culture peut se traduire par un budget dédié mais il participe aussi d'une reconfiguration de la consommation par la mobilisation de capitaux ou par sa transformation, sous forme collaborative ou émergente, marchande ou non marchande.

### *La mobilisation des capitaux social et culturel*

Comme pour l'alimentation, le maintien de certains types de consommation malgré la réduction du revenu est rendu possible par la mobilisation des capitaux, notamment le capital social (réseau social, familial et professionnel) et le capital culturel (l'accès à des consommations culturelles gratuites).

La mobilisation du capital social et le recours au cercle de connaissances (éventuellement lié à l'ancienne profession) ainsi qu'à l'appui familial se ressent notamment dans les consommations culturelles et les vacances. Plusieurs enquêtés font état de techniques qu'ils déploient pour maintenir des consommations culturelles gratuites ou à prix réduit en passant par leur cercle relationnel. Plusieurs d'entre eux indiquent mobiliser leur ancien réseau professionnel. Ainsi, Alice (cadre de la culture devenue productrice de podcasts) a réduit ses dépenses culturelles qu'elle juge ne plus correspondre à son budget : « En fait tu vas au théâtre à deux, t'en as pour 70 balles, donc c'est moins ça ». Mais cette réduction des dépenses culturelles ne s'est pas traduite par une suppression des pratiques culturelles. Ancienne cadre de communication dans une institution culturelle publique, elle a mobilisé son « réseau culturel » pour bénéficier d'invitations :

> « Moi j'ai plein de copains à l'Opéra donc on va aux générales, du coup notre vie culturelle, elle a aussi un peu changé, du coup c'est pas quelque chose de très difficile ».

Le capital social a pris le relai du capital économique pour maintenir des activités auxquelles Alice tient sans pouvoir les acquérir par voie marchande (ses revenus sont inférieurs au salaire minimum). Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) « continue d'aller au ciné » mais « essaie de récupérer des tickets de copines qui ont des boîtes, des copines de [s]on ancienne boîte ». Elle complète par « des offres à droite, à gauche ». Avec son conjoint, elle a renoncé à son abonnement au théâtre mais est désormais « vachement à l'affût des offres » :

> « Tu vois on est allés voir *Aida* à l'opéra parce qu'il y avait une offre, des billets qui étaient soldés, j'allais dire je fais les soldes des produits culturels ce que je faisais pas du tout avant ».

Les possibilités d'accès gratuit et sur invitation sont parfois renforcées par le nouveau statut professionnel. Ainsi, Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste) est une consommatrice culturelle omnivore (théâtre, cinéma, expositions), le plus souvent sous forme gratuite, grâce à son réseau de sociabilité amicale, amoureuse et professionnelle :

> « J'avais mon amoureux qui travaillait au festival d'automne donc on avait les meilleures pièces, c'était génial. Et là maintenant, ben là j'ai vu une pièce qui est une adaptation de

> Woody Allen très intéressante, j'ai vu une comédie de clowns parce que c'était un copain qui la produisait. Mais il se trouve que quand tu bosses dans ces métiers, on t'invite souvent pour ça. Donc c'est pas vraiment une part de budget. À la limite, à partir du moment où tu peux y aller, être là à huit heures, bon ben t'es tout le temps invitée. Voilà c'est un des rares avantages d'être intermittent. Parce que la plupart du temps tu galères beaucoup mais je peux aller au théâtre… »

Relations professionnelles et relations privées dans la sphère culturelle alliées à des disponibilités d'emploi du temps que lui confère son statut d'intermittente la conduisent à maintenir un très haut niveau de consommations culturelles.

Le réseau social est aussi mobilisé dans l'organisation de vacances où l'hébergement familial ou amical se substitue à l'hébergement payant, caractéristique de la consommation des cadres. Les maisons familiales, lieux de résidence des frères et sœurs, lieux de vacances ou de résidence des amis servent de lieu d'hébergement et sont l'occasion de maintenir des vacances moins chères que le circuit marchand. « C'est la débrouille », dit Mehdi (directeur de casting devenu employé) qui réorganise son mode de vacances en sollicitant famille et amis pour l'hébergement :

> « On est partis voir mon frère aux États-Unis, c'est lui qui nous a débrouillé un appart, débrouillé tout quoi. Donc aujourd'hui on est beaucoup plus dans la débrouille. Cet été on part, on va chez des amis ».

Le réseau familial est également sollicité en complément des dépenses ordinaires : il peut s'agir de cadeaux aux enfants, de cadeaux culturels, de « beaux vêtements » (Fabienne et Guillaume), de voyages (par exemple pour aller voir les grands-parents, pour les enfants de Delphine ou de Claire).

Enfin, une autre technique de maintien notamment pour les consommations culturelles consiste à tirer le meilleur parti de l'offre culturelle publique. Ainsi, Claire renonce avec ses enfants et son conjoint aux expositions payantes (« y en avait pour 100€ pour tout le monde […], on n'y a pas été ») mais « choisit différemment » et réoriente ses activités culturelles familiales vers les bibliothèques de la ville et les activités gratuites :

> « Après y a toujours le dimanche où y en a qui sont gratuits [des musées] y a quand même des musées avec la carte famille nombreuse tu rentres gratos, à la piscine c'est gratuit avec la carte famille nombreuse. T'as quand même plein de choses que tu peux faire ».

La fréquentation des bibliothèques et des musées les jours de gratuité est souvent citée comme exemple de loisir et de culture accessible et maintenu. Le capital culturel offre l'aisance et les

habitudes de consommations culturelles comme l'accès à l'information sur les dispositifs non payants. L'offre de sorties, animations, musées et les spectacles gratuits donnent lieu à un travail d'investigation et de recherche, inséré dans un réseau de sociabilité qui permet de substituer une consommation gratuite à un consommation marchande. Les mécanismes de reconfiguration de la consommation tirent également parti des modes de consommation émergents et collaboratifs.

### *Participer aux modes de consommation émergents et alternatifs*

La reconfiguration de la consommation passe aussi par l'insertion dans les formes de consommation émergentes, collaboratives ou alternatives, marchandes ou non marchandes. Ces formes de consommation incluent le marché de l'occasion, les échanges sur Internet, les transactions entre particuliers, le troc et les échanges gratuits et, d'une façon générale, le fait que l'usage soit privilégié sur la possession (Chabault, 2017 ; Desjeux et Moati, 2016).

Le recours à la consommation d'occasion pour l'achat est ainsi cité par presque tous les enquêtés tout comme, pour quelques-uns, moins nombreux, la vente d'objets pour contribuer à se désencombrer, parallèlement à une réduction de la consommation, et pouvoir en tirer un petit bénéfice. Les livres et les vêtements sont les premiers objets achetés d'occasion (ou vendus pour certains) soit dans les brocantes et magasins Emmaüs, soit par l'intermédiaire de sites généralistes comme Leboncoin ou spécialisés notamment pour les vêtements et les livres. Ainsi, Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), achète, par principe écologique plus encore que par nécessité économique, tous ses vêtements dans une boutique Emmaüs :

> « Notre consommation de vêtements, c'est uniquement des trucs d'Emmaüs […] ici c'est en plein centre-ville de M., y a un bel Emmaüs avec de tout, même des sous-vêtements on trouve, je pensais pas ça mais des chaussettes, des slips, des Marcel, impressionnant, y a quelque fois un peu de difficulté pour les chaussures mais sinon on trouve vraiment de tout ».

Clara (employée dans l'immobilier devenue professeur de yoga et apicultrice) achète aussi « plein de trucs en brocante », des jeux pour sa fille, des vêtements, des livres pour enfant, tout comme Bianca (cadre politique devenue coach en transition écologique) qui se fournit chez Emmaüs et en boutiques de fripes ou de produits d'occasion, voyant là une occasion de mettre en pratiques ses principes écologiques. D'autres mobilisent davantage la vente d'occasion sur plateformes conformément à l'extension du commerce électronique et au développement du marché de l'occasion, notamment pour les vêtements et les livres (Démoly *et al.*, 2021 ;

Chabault, 2020). Ces pratiques sont aussi conformes à leur statut social (ancienne profession de cadre) et à leurs diplômes élevés, deux déterminants avec l'âge du recours au commerce électronique (Démoly *et al.*, 2021). Quelques enquêtés mobilisent aussi les plateformes pour louer leur logement afin de financer leurs propres vacances, tirant ainsi directement parti du logement comme bien d'usage mais aussi comme patrimoine susceptible d'être valorisé.

Les pratiques d'échange gratuit entre particuliers permettent aussi de maintenir certains types de consommation en substituant une forme non marchande à une forme marchande. Outre le recours au troc et à l'échange d'objets dans le réseau de voisinage, l'échange gratuit concerne particulièrement l'hébergement pour vacances. Ainsi, Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) fait partie d'un réseau d'échanges d'hébergement gratuit entre cyclistes, héberge gratuitement chez lui des voyageurs à la condition expresse qu'ils arrivent sans voiture et à bicyclette ; il trouve ainsi lui-même des hébergements par ce même réseau lorsqu'il voyage à vélo. Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administrative à temps partiel) pratique l'échange de logement par un site spécialisé depuis plusieurs années :

> « C'est une chose qu'on aime bien, qu'on a découvert et c'est vraiment une chose vraiment intéressante, c'est des échanges de maisons parce que, d'une certaine manière, c'est vrai qu'on rentre dans l'intimité d'un pays en fait. On parle avec des vrais gens qui habitent dans le pays pour organiser l'échange et puis d'être là où ils habitent avec leurs voisins et leurs quartiers ça donne [quelque chose]. Par exemple je me souviens en Irlande on s'est retrouvé dans un petit bled qui s'appelle Ennis, où vraiment j'aurais jamais mis les pieds spontanément, qui est une petite ville irlandaise très sympa où on a passé une semaine dans une maison, dans une espèce de lotissement, dans un genre de vie qu'on n'aura jamais et dont on ne veut pas d'ailleurs [rires]. Mais je me suis dit que c'était marrant pour les gens d'être dans notre mode de vie, je ne sais pas ce qu'ils en ont pensé [sourires] ».

La pratique est à la fois liée à son propre intérêt de pouvoir voyager en famille et inscrite dans une préoccupation écologique – un point qui sera étudié plus spécifiquement dans le chapitre 4. Aussi ces pratiques de substitution de consommation sont-elles qualifiées par les acteurs ou par les experts de la consommation comme « alternatives ». En effet, elles s'apparentent à des pratiques développées par les décroissants, simplicitaires volontaires ou adeptes de la sobriété heureuse, synthétisées par Arnaud Mège (2017) comme répondant à trois principes de changement : faire sans, faire autrement et faire soi-même.

Comme pour l'alimentation, l'autoproduction, le recyclage et la récupération sont pratiqués pour l'habillement, les véhicules, l'entretien du logement et les petits travaux de bricolage. Plusieurs enquêtées (au féminin, conformément aux normes de genre dominantes) indiquent coudre elles-mêmes leurs vêtements, les réparer ou encore les transformer après un travail de récupération. Ainsi, Éliane (journaliste devenue artisan-commerçante) a appris jeune les techniques de couture et a toujours associé son travail artisanal pour son magasin et la confection de vêtements pour elle-même et ses enfants, s'assurant ainsi une garde-robe sans les dépenses y afférant habituellement. Grâce à cette aptitude, elle peut paraître élégante et soignée et, malgré des revenus peu élevés, poursuivre une sociabilité bourgeoise, où ses tenues sont remarquées. Plus fantaisiste, Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste) recycle de vieux vêtements, les détourne de leur usage originel, y incruste des objets et considère ainsi pouvoir tenir son rang dans la sociabilité d'artistes qui est la sienne (elle est documentariste et développe parallèlement d'autres activités artistiques comme l'écriture de haïkus ou la peinture). Elle me fait une démonstration avec la veste qu'elle porte pendant l'entretien :

> « En fait après, je fais comme si c'était des porte-bonheur et tout ça [objets cousus sur sa veste]. Et avec la toque [elle la met], tu vois ça fait une tenue où, en somme, je peux aller dans un cocktail avec. Alors ça j'adore faire. Et je me suis fait plein de fringues comme ça et c'est ça que j'aime. J'ai pas toujours le temps de le faire mais c'est ça que j'aime faire. Et sinon [j'achète] aussi les trucs tout faits en magasin comme ça aussi, je vais pas m'amuser à tricoter non plus ».

Le bricolage remplace des vêtements plus chics qu'elle avait portés autrefois. Elle conclut :

> « donc voilà, là maintenant je me trouve moins élégante qu'avant mais je m'amuse aussi encore autant à faire des trucs bizarres ».

Bianca (cadre politique devenue coach en transition écologique) recycle ses vêtements et les répare :

> « Je fais durer beaucoup, beaucoup des trucs, heureusement j'ai des goûts assez classiques donc beaucoup, beaucoup de mes fringues ont plus de 10 ans. J'ai encore des fringues de l'époque où j'achetais des fringues chères… […] Mais du coup j'y fais presque plus attention parce que je veux pas apparaître crado, j'ai pas envie que ça se voit trop quoi… Une fois un ami m'a téléphoné pendant que je cirais mes chaussures, il m'a dit "tu cires tes chaussures toi ?! Moi je fais pas ça !" Voilà, je cire mes chaussures, je couds, je répare, je fabrique pas mes vêtements, j'ai pas la compétence ».

Le faire soi-même peut concerner aussi l'entretien et la réfection du logement, voire pour les plus experts les réparations du véhicule. Les compétences professionnelles peuvent être

transférées dans la sphère domestique pour garantir un niveau de vie et de consommation sans recours à la sphère marchande. Vincent, technicien en mécanique (devenu jardinier), considère que, « quand on est mécanicien, on a aucune dépense mécanique automobile à part l'essence et les assurances » : « les voitures, ça nous coûte rien, voilà c'est rien, c'est pas de la dépense ». Il achète des véhicules et en récupère, les répare aussi pour ses amis, les revend parfois mêlant le faire soi-même pour soi, l'échange gratuit et marchand avec autrui, de manière informelle. La récupération est souvent associée à l'autoproduction domestique, le plus souvent dans le cercle amical et familial, parfois aussi par le glanage de rue.

La transformation concerne aussi les loisirs, notamment dans les situations de changement de lieu de vie, les activités gratuites se substituant aux loisirs urbains payants. Plusieurs enquêtés qui habitent des villages, des bourgs ou des villes de taille moyenne, font l'éloge de leurs nouveaux loisirs qui ne génèrent aucune dépense, en lien avec la nature notamment. Damien décrit ainsi la mutation de ses loisirs depuis qu'il a quitté la région parisienne pour habiter une île du Finistère :

> « Ici mes loisirs me coûtent que dal, avant mes loisirs c'était, je vais dans un bar, c'est 50€, je vais au restau, c'est 100€, tout de suite tu vois. Tout te coûte cher quand tu habites dans une grande ville. Et y a quasiment pas de loisirs gratuits ».

Cet accès facilité à la nature et aux loisirs est mentionné par tous ceux qui ont quitté la région parisienne. Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), ancien habitant de la petite couronne, résidant en milieu rural isolé au moment de l'entretien (Aveyron), note que tout est « plus cher à Paris, [notamment] les loisirs » alors « qu'on est quand même un peu tenté ». Il cite les « loisirs gratuits » dont il bénéficie désormais, « aller ramasser des champignons, des fruits, se balader, tout ça ne coûte rien… » et conclut que le poste budgétaire des « sorties » n'occupe finalement pratiquement rien du budget du ménage (lui et sa compagne). D'autres individus, comme Vincent (technicien devenu jardinier), établi en milieu rural avec sa compagne et leur fille, évoque ses loisirs sportifs dans la campagne et l'entretien du jardin comme étant des activités de détente personnelle et familiale. Ainsi, les activités gratuites et les échanges de services, l'acquisition par le troc, l'occasion, le don permettent de garantir l'usage de certains biens sans passer par l'achat neuf (ou la location par des professionnels dans le cas des logements de vacances) et son coût plus élevé. Les dépenses sont diminuées mais les pratiques de consommation sont transformées et redéployées plutôt que réduites.

La baisse du revenu conduit donc à un processus de réorganisation de la consommation des ménages concernés. Cette reconfiguration dépend de la position sociale et de la trajectoire de bifurcation descendante et toutes les situations ne sont pas semblables socialement. Mais le réaménagement de la consommation conjugue en général deux principes de transformation : d'une part, la consommation marchande est réduite, de manière calculée, organisée et sélective pour équilibrer un budget désormais plus serré et, d'autre part, un certain niveau de consommation est maintenu, particulièrement pour certains postes, par le logement, par une déconsommation hiérarchisée et par la modification des modes de consommation. Contrairement aux constats établis pour le cas général des bifurcations professionnelles (Denave, 2015), conformément à l'expérience de bifurcation descendante retenue, le niveau de vie après bifurcation n'est pas identique et les modes de consommation ont changé. Mais le changement n'est pas seulement une réduction des dépenses de consommation consécutive à la baisse du revenu, mais aussi un réaménagement quantitatif et qualitatif, différent selon les postes de consommation.

Le déplacement dans l'espace social des positions et des styles de vie à la suite de la baisse de revenu est donc complexe à évaluer et ne correspond pas à un simple mouvement vertical vers le bas (Bourdieu, 1979). On pourrait figurer le déclassement comme un mouvement descendant vers la gauche de l'espace social, quelle que la soit la variété des situations sociales. La position après bifurcation ne correspond cependant pas exactement à la position moyenne de la nouvelle profession, notamment pour les professions de l'enseignement, du commerce et de la restauration, ou encore de l'agriculture. En effet, du point de vue des capitaux, la baisse de revenu conduit à une baisse du capital économique alors que le capital culturel reste stable, dans certaines situations légèrement en hausse. La baisse de la quantité totale de capital détenu se conjugue donc à une restructuration au bénéfice du capital culturel qui devient en proportion plus important, d'où un mouvement descendant vers la gauche de l'espace social, ce qui correspond souvent aux classes moyennes (supérieures ou inférieures selon les situations) détentrices de capital culturel. La consommation accompagne ce mouvement en ne reflétant pas exactement les styles de vie moyens associés aux nouvelles professions, par exemple du point de vue des pratiques culturelles et de loisir ou encore du point de vue de l'alimentation. Ces nouveaux styles de vie se rapprochent peut-être davantage de nouvelles catégories comme les précaires intellectuels et artistiques (Tasset, 2015, 2018) et s'éloignent des positions de déclassement subies (notamment sur le logement). La situation ne peut pas être assimilée à un processus de reconversion des capitaux – il y a bien une perte objective de capital – mais la trajectoire sociale (du fait des diplômes et souvent mais pas toujours, d'un capital accumulé)

conduit à des positions dominantes, de manière symbolique mais aussi, du point de vue des autres capitaux, dans la nouvelle profession exercée.

Laissé de côté dans ce chapitre descriptif des transformations observées, le processus de justification des changements dans la consommation et de la réduction de la consommation marchande fait l'objet du chapitre suivant : quels représentations, arguments, valeurs et idéaux viennent appuyer la réduction et la transformation de la consommation ? La justification de la réduction de la consommation s'appuie-t-elle sur une critique de la consommation et de la satisfaction qui peut en être tirée ? Le processus de changement résulte-t-il d'une déception dans l'expérience de consommation, d'une saturation, voire d'un malheur, du consommateur ?

# Chapitre 4
# Rendre la baisse de la consommation acceptable

« Sans le faire exprès, mais en me posant des questions sur l'empreinte écologique, on est devenu, pas végétariens […] mais on a énormément réduit. Et puis ça coûte moins cher de bouffer des légumes » : comme l'indique Marc (trader devenu professeur), la reconfiguration de la consommation marchande à la baisse produit un système de justifications pour la rendre acceptable. Le registre de ces justifications est ambivalent : est-il marchand exprimant la défense de l'intérêt individuel (« ça coûte moins cher ») ou est-il civique ou écologique (portant des préoccupations par exemple sur « l'empreinte écologique » ?

Ce chapitre interroge cet ensemble de justifications : les bifurcations descendantes observées sont-elles (aussi) le produit d'une critique de la consommation et d'une insatisfaction face à sa propre consommation avant la bifurcation ? La reconfiguration de la consommation à la baisse s'accompagne d'un discours critique qui rend cette diminution juste et acceptable pour celui qui la vit. Ce chapitre revient sur l'évaluation comparée des niveaux de vie, des types de consommation et des formes de vie avant et après la bifurcation et interroge les contenus des justifications. La consommation (marchande) y est-elle dévaluée au point que la baisse de la consommation puisse constituer un double gain, en vertu et en plaisir (Jackson, 2005) ? Les justifications construites par les acteurs peuvent-elles être considérées comme un discours

critique sur la consommation dénonçant les mirages de la société de consommation comme il fut formulé par les penseurs de la consommation en termes d'aliénation tels Herbert Marcuse (1964), Theodor Adorno (1951) ou encore Jean Baudrillard (1968, 1969, 1970) et bien d'autres, ou s'agit-il d'une critique portant sur les conditions de production rappelant tel un « malin génie » au consommateur que ses plaisirs reposent sur la souffrance d'autrui, lui rendant impossible l'usage heureux des richesses (Chabot, 2015, p.33) ?

L'analyse des discours des personnes enquêtées montre deux registres de justification, deux grammaires souvent entremêlées. La première logique ne disqualifie pas la consommation et reconnaît même nettement les satisfactions tirées de la consommation et des « choses nécessaires, commodes et agréables à la vie »[158]. Mais dans une hiérarchie des plaisirs, le bien-être associé à la consommation devient secondaire au regard d'autres sources de satisfactions tirées par exemple du travail et du cadre de vie. La baisse de la consommation est justifiée par une grammaire marchande, celle de l'arbitrage, de la hiérarchisation des plaisirs, de l'évaluation et de la mise en balance. Le renoncement à une part de consommation marchande est compensé par d'autres satisfactions. La consommation devient secondaire sans être disqualifiée, ni même placée au centre d'un discours critique, elle n'apparaît pas comme un motif central dans le processus de bifurcation. Cette hiérarchisation, qui ne considère pas la consommation comme une finalité ultime conduit à élaborer une norme du suffisant – relative à chacune des situations sociales décrites –, et à construire un *ethos* où la limitation de la consommation devient souhaitable pour privilégier d'autres fins. Le ressort de l'argumentation est celui de l'utilité, de l'arbitrage, de la comparaison des satisfactions et appartient donc à une logique marchande qui évalue les plaisirs et les peines (Boltanski et Thévenot, 1991).

Ce registre de justifications se combine avec un registre civique, plus critique envers la société de consommation, dans son vocabulaire comme dans ses thématiques. La critique s'articule en trois logiques : une critique sociale de la consommation, portant sur les conditions de production des biens consommés ; une critique artiste qui considère la consommation comme inauthentique et aliénante ; enfin, une critique écologique. Ces grammaires sont imbriquées dans les énoncés justificatifs des acteurs plutôt que données comme alternatives. Elles ne s'opposent pas comme des idéaux-types qui pourraient distinguer une figure individualiste ou

[158] Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, GF, Flammarion, p.100 : « Un homme est riche ou pauvre, suivant les moyens qu'il a de se procurer les choses nécessaires, commodes et agréables à la vie ».

marchande de la bifurcation qui s'appuierait principalement sur l'arbitrage individuel et une figure critique, précisément de ce monde marchand, qui reposerait davantage sur un registre critique mobilisant la vertu civique et écologique. En effet, les discours des personnes interrogées mêlent sans aucune exception les deux registres de justification dans une combinaison qui diffère quasiment pour chaque individualité et dessine des configurations très variables du changement dans la consommation. La première section de ce chapitre montre comment s'articule la justification marchande avec les transformations de la consommation lors des bifurcations descendantes : elle établit par quel processus d'évaluation, la consommation est finalement considérée comme secondaire, au regard d'autres éléments qui donnent forme à la vie comme le travail ou le lieu de vie. La seconde section examine ensuite les différentes formes de critique mobilisées pour rendre légitime la réduction de la consommation et les nouvelles pratiques de consommation.

## 1. La justification marchande : la consommation en arbitrage

Le premier registre de justification ne disqualifie pas la consommation et la satisfaction qui peut en être tirée, il mobilise la grammaire marchande, celle qui évalue et classe minutieusement les plaisirs et les peines tirés de la consommation, du loisir et du travail notamment. Parvenir à une consommation marchande inférieure n'est pas une finalité en soi mais plutôt le résultat d'un processus d'évaluation qui définit d'autres finalités et d'autres satisfactions comme supérieures. La consommation n'est pas décrite comme n'apportant pas de satisfaction, au sens que lui donnent les économistes, mais cette satisfaction est comparée à d'autres sources de satisfaction, notamment celle apportée par la nature du travail ou le cadre de vie. Consommer moins devient alors une nécessité justifiée par une évaluation personnelle qui nécessite de se détacher de la consommation, au nom d'autres satisfactions jugées supérieures mais pas nécessairement au nom d'une éthique ascétique. Cet arbitrage conduit à élaborer une norme du suffisant qui modère le désir de consommer plus, élabore des seuils, assure du minimum et rend la baisse de

la consommation acceptable. La construction de cette norme du suffisant rend possible et légitime la préférence donnée de fait à d'autres sources de satisfaction.

## 1.1. Le registre de la comparaison et de l'arbitrage

Le registre de justification mobilisé est d'abord celui de l'arbitrage qui ne dévalorise pas la consommation passée mais qui fait état d'un renoncement accepté en vue d'obtenir autre chose, lui-même évalué comme préférable. Renoncer à une part de consommation marchande ne signifie pas porter un regard dépréciatif sur la consommation passée, ni exprimer une déception qui porterait sur la consommation mais plutôt apprécier à sa juste valeur ce à quoi on a renoncé avec la baisse de revenu.

### 1.1.1. Plaisirs (perdus) de consommation

Les pratiques de déconsommation et l'acceptation d'une baisse du revenu ne sont pas associées, dans la plupart des récits recueillis, à une disqualification des plaisirs tirés de sa propre consommation, notamment passée. Ces récits font davantage le portrait de consommateurs heureux plutôt que frustrés, curieux paradoxe sur lequel nous reviendrons : renoncer à la consommation ne signifie pas la déprécier absolument ou nier les plaisirs qui en sont tirés.

#### *Se faire plaisir*

Les termes de consommation et de plaisir sont souvent associés, sans aucune disqualification de la consommation, et dans tous les domaines de la vie quotidienne qu'elle recouvre[159]. La consommation est reliée (quand il s'agit de juger sa propre consommation et non celle d'autrui

[159] La critique de la consommation n'est pas le discours dominant. Ce qui n'empêche pas, d'une part, qu'elle soit présente aussi dans presque tous les entretiens (notamment sous forme de jugements négatifs sur certains types de consommation, extérieurs à l'agent lui-même) et, d'autre part, qu'elle soit très présente dans certains entretiens.

ou d'un autrui anonyme) à une expérience positive et des sentiments agréables dans le domaine alimentaire et gastronomique, pour l'habillement, pour les loisirs et les vacances, pour la maison, etc. « Si on travaille, on a envie de se faire plaisir », dit Fabienne (cadre de l'immobilier devenue co-gérante d'un magasin Biocoop). Appartenant aux classes supérieures, elle fait échos au « si je travaille, c'est pas pour acheter du premier prix » des classes populaires stables qui font également l'éloge des « petits plaisirs » de consommation (Amossé et Cartier, 2019). « J'ai apprécié », dit Sophie (trader devenue conseillère bancaire intérimaire), même si elle n'envisageait pas cette situation comme durable :

> « Mais avant quand j'étais trader je savais bien que ce serait pas une finalité et que ça me correspondait pas au fond. Enfin j'ai apprécié, hein, j'ai apprécié, le fait d'avoir beaucoup d'argent ça m'a fait vraiment faire des plongées dans des endroits très reculés et d'avoir fait mon tour du monde ! Je me le suis payé ! J'ai pas demandé un centime à mes parents pour faire mon tour du monde ! Il était hors de question évidemment. Ça c'était génial ! J'ai apprécié ».

Les consommations qu'elle « apprécie », liées à ses revenus et son milieu social, sont vestimentaires, gastronomiques (restaurants) ou concernent le logement (dans un quartier central), l'aménagement de son intérieur, les voyages lointains. Ces consommations dispendieuses, dont elle fait la critique des excès par ailleurs, sont jugées positivement car liées à une compétence, celle de savoir trouver du plaisir raffiné dans la consommation, de manière évidemment distinctive (Bourdieu, 1979). Elle évoque par exemple son goût (elle « savai[t] apprécier ») des grands restaurants parisiens :

> « Mes amoureux je les invitais dans des grands restaurants, j'avais fait tous les grands restaurants de Paris ! Mais je le faisais comme un truc que je savais apprécier parce que c'était un grand cuisinier et que la personne que j'invitais se sentait honorée ».

De manière très proche (mais avec un revenu passé inférieur à celui de Sophie), David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel), qui a vu ses revenus divisés par plus de quatre, fait le récit des consommations réduites ou supprimées, notamment les sorties ou les vêtements, deux budgets qui ont fortement régressé après son changement professionnel. Pour autant, il ne manifeste aucune déception face à la consommation passée du ménage et tente de garder « une notion de plaisir ». Il émet le souhait que sa fille demeure « bien habillée » et celui de maintenir « l'effet plaisir de s'habiller ». Il classe également dans les « consommations plaisir » le fait de « pouvoir se faire un petit restau de temps en temps », compromis ajusté à la baisse de ses revenus. D'autres encore évoquent leur plaisir d'avoir consommé par le passé « des trucs très luxe » (Fabienne) ou tout simplement leurs désirs de consommation présente :

aménagements et réaménagements de la maison, acquisition de meubles plus fonctionnels ou jugés plus esthétiques, livres, vêtements ou loisirs, voyages et vacances. Devoir y renoncer en partie ne signifie pas que ces expériences de consommation sont dépréciées.

Les descriptions de la consommation sont assez conformes à la représentation économique du consommateur, issue de la construction historique, sociale et politique d'un idéal social valorisant la consommation comme émancipation des nécessités : la consommation est source de plaisir et manière d'exprimer des préférences. Ainsi l'exprime Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute), qui porte un regard positif sur ses propres dépenses passées et sur son usage de l'argent, conformes à ses préférences qu'elle énonce comme supérieures à celles d'autrui :

> « Je possède rien, je suis pas propriétaire ni rien, j'ai pas de bagnole mais j'étais hyper généreuse quoi. J'ai une fille qui a vingt ans, sans lui offrir des trucs de fous, simplement de la faire voyager, de vivre sans compter en fait mais pas dans le bling, pas du tout. J'ai pas de montre Rolex, j'ai rien d'ostentatoire, vraiment pas ».

Son jugement dissocie nettement sa propre consommation et la consommation ostentatoire, qui n'est pas la sienne et qu'elle qualifie négativement et comme très éloigné de ce qu'elle veut être (« bling », symbole de la « Rolex », etc.). En revanche, son jugement est positif sur ses propres expériences de consommation sous la forme de voyages, de sorties culturelles et musicales, de raps pris à l'extérieur, avec sa fille, lorsque son revenu était supérieur à ce qu'il est après la bifurcation. Ce n'est pas le cas du jugement qu'elle porte sur sa propre consommation qui justifie le changement de vie. La baisse de la consommation est liée à la baisse de revenus, qui appartient à un autre registre de justifications associé au changement de profession, et non, au moins en premier lieu, au sentiment que la consommation n'apporte pas de satisfactions.

### *Aimer les « belles choses »*

La consommation est aussi associée positivement à une dimension esthétique de la vie qui se matérialise dans le rapport aux « belles choses ». La définition de la belle chose et du beau est évidemment située socialement mais l'aspiration au beau revient dans de nombreux entretiens, associée à une manière de consommer, quelle que soit la position sociale avant bifurcation. Le beau se porte sur les vêtements, les soins du corps et de l'apparence, l'aménagement du logement ou du jardin et, plus généralement, le cadre de vie, les objets, les voyages et la part

du monde visitée, l'alimentation évidemment – la définition du beau étant évidemment susceptible de varier selon l'appartenance sociale, le genre, la trajectoire sociale.

L'expression de « belles choses » ou « très belles choses » associées à une consommation marchande plus dispendieuse ou à la consommation tout simplement, comme acquisition des objets mais aussi comme usage de bien, est très souvent citée. Elle peut être associée à une consommation de luxe, comme pour Sophie (trader devenue conseillère bancaire intérimaire) qui voit dans le revenu élevé la possibilité d'acquérir de beaux objets (et d'« apprécier » cela) :

> « Si jamais j'avais voulu m'acheter un instrument de musique j'aurais acheté le beau violoncelle tu vois […]. Donc par exemple quand j'avais plein de sous, j'adorais aller chez Alaïa et je m'achetais des robes chez Alaïa, je te dis pas le [prix], je sais même pas… Donc avant quand j'avais de l'argent, je le dépensais vraiment sur des choses superflues mais avec une notion… pour apprécier… […] pour apprécier la belle chose. Donc j'avais l'opportunité d'acheter la belle chose. Et ça je les appréciais. Les voyages aussi. Je me payais comme ça des plongées sous-marines extraordinaires, je les appréciais ».

Les exemples que donne Sophie sont typiques de l'appartenance à une classe élevée de même que le registre d'argumentation qui esthétise la vie quotidienne (Bourdieu 1979, p.56-57). Ils décrivent l'expérience de la consommation dispendieuse à laquelle elle renonce ensuite, plus ou moins drastiquement selon les périodes de son existence, comme positive sans nullement la disqualifier, bien au contraire. Martin (directeur artistique devenu permaculteur en multiactivité), qui a longtemps travaillé dans le secteur du luxe et de la publicité, ne renie pas son goût du luxe, des objets rares, les « belles choses » ou encore les « vieilles choses » associées à un « patrimoine culturel et artisanal » :

> « C'est ça que j'aime dans les biens de luxe. Mais sur des sujets qui en valent plus la peine que mes clients horlogers ou joailliers, des sous-marques de Rolex. […] [Si] je ne peux plus m'offrir de trucs chers : pas très grave ! Si je pouvais m'offrir un bureau années [19]30, je serais très content, j'ai mon vieux jouet, une Ford Mustang des années 1960. Pour le reste, je le contemple dans les musées. »

Là encore, l'expression d'une distance et un rapport esthétisé à la consommation (« mon vieux jouet »), tout comme les objets cités, signent une appartenance sociale : ce n'est pas la déception face à sa propre consommation qui justifie la réduction de sa consommation, liée à la baisse de son revenu mais surtout à ses investissements dans la mise en permaculture d'un terrain familial lorsqu'il abandonne une activité principale de directeur artistique pour combiner différents types d'activité (permaculture, création musicale et conseil design publicitaire en indépendant). Pour Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles »), le « beau » se porte sur les vêtements. Elle ne porte pas de regard critique et négatif sur sa propre consommation

passée, qui s'est fortement modifiée sous l'effet conjugué de la baisse de ses revenus et de son manque de temps depuis qu'elle a ouvert son « café familles » :

> « Et puis acheter j'aime bien. J'aime bien ce qui est beau. Bon j'achetais pas des choses toutes les semaines mais c'était évident que je faisais les soldes. On faisait les soldes avec les filles. D'ailleurs elles me l'ont dit : "Ah maintenant, on fait plus les soldes !" Ça c'est sûr ! »

Cette expérience positive de la consommation comme accès aux belles choses est aussi le fait de plusieurs enquêtés issus des classes populaires et qui ont eu accès, par leur emploi avant la bifurcation, à des positions professionnelles avec revenus moyens ou élevés. Par exemple, Vincent (technicien devenu jardinier), qui a pu connaître une forme d'ascension sociale en travaillant en Suisse et a vu ses revenus passer de 3000 euros mensuels à environ 1000 euros, décrit positivement son train de vie passé, la « grande vie » :

> « Sans s'enflammer hein, mais c'était pas mal quand même ! […] Ça fait quand même quinze ans, on se dit : "c'était super !" […] même si on ne se rend pas compte de l'argent qu'on gagne réellement quand on a vingt-quatre ans ».

Dans d'autres propos critiques sur ces « trucs de consommation » « où vous voulez toujours plus », Vincent disqualifie certains types de consommation mais ne remet pas en question la satisfaction tirée de la consommation marchande et de l'usage qu'il pourrait faire de revenu supplémentaire (par exemple des travaux dans sa maison). Amateur de sport et en pratiquant quotidiennement (footing, vélo notamment), il dit apprécier « la marque » (il citera ses achats chez Décathlon, marque que d'aucuns qualifieraient de modeste, pour les vêtements de sport), sans toutefois « acheter de la marque pour acheter de la marque » mais en recherchant une qualité supérieure de vêtements de sport, en se méfiant, car « maintenant la marque en profite alors ils font de la merde aussi cher que la qualité… » :

> « Tout ce que j'ai sur moi, ça c'est le côté, c'est peut-être mon côté superficiel, je suis super-marques, super qualité, parce que quand j'étais môme j'en ai jamais eu de la marque et de la qualité et ça, quand t'es un enfant, ça te marque ! […] Quand les autres avaient des Nike, moi j'avais pas des Nike ! J'avais tout ce que tu veux mais pas des Nike donc ouais effectivement… »

La marque est associée autant à une dignité retrouvée par la consommation qu'aux vêtements solides, beaux dans leur conception et leur fonctionnalité sportive. Les paroles de Mehdi (directeur de casting devenu employé), lui aussi issu d'un milieu populaire (père manœuvre,

mère femme de ménage), sont très proches de celles de Vincent quand il évoque avec nostalgie sa consommation passée (lorsqu'il travaillait pour des émissions télévisuelles) :

> « Je m'habillais toujours en grandes marques, enfin grandes marques non mais marques middle, genre Sandro, des trucs comme ça, aujourd'hui c'est H&M quoi ! C'est joli aussi ! [Rires] C'est joli mais quand même… c'est pas pareil ! »

Il ne disqualifie pas sa consommation passée classée sous le terme de « grandes » marques et son exclamation « c'est joli mais quand même… c'est pas pareil ! », ses rires ironiques envers lui-même et son parcours, laissent entendre que du strict point de vue de la consommation, il y a bien un renoncement par ailleurs assumé dans son changement de forme de vie, nettement moins orientée autour du travail. Il se remémore aussi l'organisation de ses vacances en famille quand son salaire était plus de deux fois supérieur à ce qu'il est devenu et qu'il cherchait systématiquement les « beaux hôtels » :

> « Je réservais, je me souviens sur Google, c'était mon truc, dans une ville, [mettons] Barcelone, "Plus bel hôtel de Barcelone" ! [Rires]. C'était comme ça, la recherche : "Plus bel hôtel de Barcelone"… Euh…. "Hôtel luxe Nice", c'était que ça ! [Plaisir manifeste et ironique à cette évocation] C'est fini là ! »

Il pourra dire par ailleurs que ce n'est pas « si important » ou qu'il y renonce facilement mais le sentiment associé à cette expérience du luxe et du beau est positif.

Ces expériences positives et « belles » associées à la consommation sont socialement situées et varient selon les trajectoires individuelles. Mais le regard porté sur sa propre consommation apparaît plutôt comme celui de la satisfaction et de l'expérience heureuse. Sophie et Vincent tiennent des discours que tout oppose en termes de positionnement social et de distinction par la consommation (Bourdieu, 1979) mais tous deux expriment une valeur positive, une satisfaction sans disqualification de leur consommation passée (et présente) qui n'est vécue, ni sur le mode de la déception, ni sur celui de la dépossession. À l'inverse, pour Vincent, c'est le souvenir de frustrations de l'enfance tout en ayant « mangé à [s]a faim » alors qu'il a été élevé dans une famille monoparentale à faibles revenus qu'il évoque négativement. Pour Sophie, le discernement qu'elle s'attribue dans sa consommation et le goût pour « les belles choses » qu'elle sait « apprécier », fondent cette satisfaction dans la consommation.

Ce goût du beau représente ce que Colin Campbell (1987) appelle la dimension sentimentale et émotionnelle de la consommation au cœur de l'idéal des sociétés capitalistes et consumériste. La consommation n'est pas seulement fonctionnelle et rationnellement décidée, elle a

également partie liée avec des émotions positives dans un sentimentalisme qui mêle la valeur morale du beau et du bien (Gauthier, 2014). Cette éthique romantique valorise l'esthétique du quotidien dans le rapport aux choses réel ou imaginaire – pour Campbell, la valorisation de la consommation appartient autant à l'usage des biens qu'à la rêverie que suscite leur acquisition possible. Cette sentimentalité associant la consommation à une expérience heureuse semble fonctionner aussi dans l'évocation de souvenirs autant que de promesses de consommation. Ainsi, la diminution de la consommation semble certes vécue comme un renoncement, comme la perte d'une forme de satisfaction, mais un renoncement acceptable davantage que comme une réponse à une expérience de déception.

### 1.1.2. L'absence de déception dans la consommation

Ainsi, hors du registre critique qui porte sur le refus de certains types de consommation (voir section 2 du chapitre) ou sur les conditions de la production, le « malin génie » de la consommation selon les termes du philosophes Pascal Chabot (2015), la consommation n'est pas associée à un déplaisir ou à une déception. Les hypothèses souvent formulées de déception du consommateur (Hirschman, 1982) n'apparaissent pas comme une justification du changement. Certes, l'expression d'une déception n'est jamais aisée pour des acteurs sociaux, d'une part, parce que le malheur est toujours moins dicible que le bonheur (Baudelot et Gollac, 2003), d'autre part, parce que le souci de cohérence dans la présentation de soi dans le récit biographique va de pair avec le refus du reniement de sa propre trajectoire (Bourdieu, 1986). Mais la déception qui justifie le changement de vie est bien décrite dans le déroulement de la bifurcation : elle porte sur le travail plus que sur la consommation. L'expérience de la consommation, du point de vue individuel, décrite de manière élogieuse plus que dépréciative, ne recoupe ni les analyses en termes de mauvais usage de l'argent, ni celles en termes de déception du consommateur.

### *« Utiliser son argent avec intelligence »*

Le discours des enquêtés ne recoupe pas les analyses traditionnelles de la déception du consommateur. Alors que Georg Simmel (1900) semblait-voir dans le goût de l'accumulation un indice de l'appréhension de la déception dans la consommation ou du mauvais usage de l'argent, cette crainte est peu présente dans les récits recueillis. L'argent est décrit, dans l'usage personnel qui en est fait, comme intermédiaire des échanges, permettant la consommation ou comme bien accumulé par motif de précaution ou de consommation ultérieure (études des enfants, baisse brutale de revenu, etc.). Plusieurs enquêtés citent leur capacité à épargner comme mesure de précaution mais l'expression d'une satisfaction dans la consommation et le plaisir de pouvoir convertir l'épargne en consommation sont aussi très souvent évoqués. C'est par exemple ce qu'affirme Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) en décrivant les plaisirs qu'elle trouvait dans un niveau de consommation passé très supérieur à celui qu'il est devenu après son changement professionnel, qui lui permettait voyages, sorties concerts, repas pris à l'extérieur, etc. : « l'argent, ça doit servir, faut le dépenser ». L'argent et le patrimoine sont fortement reliés à l'usage qui peut en être fait. D'autres enquêtés décrivent très positivement leur logement, envisagé comme patrimoine (réserve de valeur et sécurité) mais aussi comme élément du quotidien. Sophie (trader devenue conseillère bancaire intérimaire) résume en un mot qu'elle estime avoir « utilis[é] son argent avec intelligence ».

Ce contentement face à l'usage de son propre argent[160], à l'épargne accumulée parfois, aux dépenses de consommation pourrait, avec une enquête portant précisément sur ce point, être situé socialement, distingué selon la position sociale, le genre, la trajectoire. De la même manière, l'autolégitimation de soi pourrait être décryptée comme ayant un rapport « sain » à l'argent ou tentant d'avoir ce rapport en s'émancipant des déterminismes familiaux par exemple, en opposition à autrui, parents, membres de la famille, collègues qui développeraient pour certains une « pathologie de l'intérêt » (Pignol, 2016), un goût excessif de l'accumulation excessive sans lien avec une consommation future ou des restrictions abusives, un goût de l'argent pour l'argent, etc. La question n'est pas de déterminer si ces classements de soi ou d'autrui sont justes ou pertinents mais de constater que le rapport individuel à l'argent est vu comme instrumental (en vue de consommer, de sécuriser son parcours, de programmer des

[160] À quelques rares exceptions près parmi les bifurcations observées, dont celle de Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) qui ne porte pas de regard globalement négatif sur sa consommation passée mais la juge parfois compulsive et financièrement imprudente (absence d'épargne de sécurité, argent facilement « claqué »).

dépenses) et plutôt heureux. Le mauvais usage de l'argent tel que l'appréhendait Georg Simmel (1900) sous la forme de pathologies monétaires, centrées sur l'accumulation comme fin non reliée aux achats, est dénoncé pour autrui mais ne recouvre pas d'expérience personnelle malheureuse (Blic et Lazarus, 2021). Le refus de l'argent pour soi ou le dégoût face à son propre usage de l'argent, même si la modération est considérée comme une vertu, n'appartient pas au registre des justifications mobilisées pour expliquer la bifurcation professionnelle.

### *Agréable surprise plutôt que déception*

Les discours recueillis s'orientent ainsi dans une direction presqu'opposée à l'analyse que fait Albert Hirschman de la déception du consommateur quand il propose de « prendre au sérieux la déception » (1982, p.31) comme expérience humaine fondamentale, ignorée des économistes dans leur analyse de la consommation et de l'utilité. Or, introduire la notion de déception pourrait permettre, selon lui, de comprendre les changements de préférences des agents au cours du temps. La déception peut se définir comme le décalage entre des attentes face à un « projet » de consommation et « la réalité qu'apportera l'expérience de son exécution, c'est-à-dire la consommation effective » (1982, p.29). Ce décalage pourrait être positif, ce serait alors une « agréable surprise » (p.30) mais curieusement, affirme Albert Hirschman, la langue ne propose pas de mot, preuve que l'expérience inverse, celle du décalage négatif entre la satisfaction projetée et la satisfaction effective, est beaucoup plus fréquente. Albert Hirschman souligne d'ailleurs que le mot allemand *Enttaüschung*, « pris au pied de la lettre, veut dire corriger ou démêler une erreur, ou une faute de jugement ». Si le mot ne prend que le sens négatif, celui de la déception, c'est que les fautes de jugement, les illusions et les tromperies sont, selon Albert Hirschman, des estimations trop élevées de satisfaction comparées à l'expérience finale plutôt que l'inverse. Ces déceptions dans la consommation, fréquentes, dépendent cependant de la catégorie des biens concernés. Albert Hirschman reprend ici l'analyse de Tibor Scitovsky[161] qui distingue les biens positifs qui apportent du plaisir et les biens négatifs qui apportent du confort. Le confort est l'élimination de l'inconfort, le fait d'avoir fait disparaître une gêne. Une fois la gêne disparue, ces biens n'apportent aucun plaisir particulier alors que l'usage de certains biens (comme les biens alimentaires) suscitent en eux-mêmes un plaisir renouvelé. Le confort et le plaisir s'excluraient l'un l'autre. En effet, le confort n'apporte rien de positif mais seulement les inconvénients de l'abandon quand le plaisir est un réel sentiment positif : le

[161] Scitovsky Tibor, *L'économie sans joie*, Calmann-Lévy, 1978.

confort créerait une dépendance pour le consommateur moderne toujours prêt à vouloir s'éviter la gêne ou la frustration de devoir y renoncer sans pour autant en tirer une réelle satisfaction supplémentaire.

Cette représentation de la consommation comme une déception plutôt qu'un « agréable plaisir » n'apparaît pas dans les discours recueillis dans le cadre de mon enquête qui retracent *a posteriori* la genèse du changement de mode de vie. La distinction entre consommation qui apporterait un plaisir renouvelé et consommation de confort source d'accoutumance sans plaisir ne semble pas non plus être au cœur des expériences de consommation. Au contraire, la recherche d'un confort mesuré, d'une consommation conforme à son identité est source de satisfaction passée ou présente. La critique du consumérisme n'est pas exclue mais elle est associée à l'idée de se préserver soi-même des illusions de la société de consommation, malgré le jeu des incitations et des obligations sociales. Certains éléments de conforts sont aussi notés comme des éléments ludiques du quotidien, reflet d'une forme d'hédonisme distant. Ainsi, Éliane (journaliste de mode ayant ouvert une boutique d'artisanat) a vu ses revenus diminuer fortement entre sa période de jeune mère parisienne travaillant dans un journal de mode féminin et sa période de commerçante à Nantes. Quand je lui demande ce qui avait changé dans sa consommation au moment de la bifurcation (1970), elle se souvient d'un détail qui la fait rire :

> « Ah oui, j'avais plus d'argent à Paris, j'en dépensais plus… À l'époque [fin des années 1960] c'était le début des couches en cellulose et j'avais un abonnement de couches qu'on m'apportait à domicile. Ça coûtait très cher mais je trouvais ça *génial* comme formule. Arrivée à Nantes j'achetais des couches en grande surface ».

S'il ne s'agit pas d'un bien durable de type électroménager, c'est bien du confort au sens de Tibor Scitovsky que procure la livraison des couches à domicile puisqu'il s'agit d'une peine épargnée. Pourtant, des décennies après, l'ingéniosité du service laisse encore le souvenir d'une « agréable surprise » (Hirschman, 1982, p.30), comparée à la banalité de l'achat « en grande surface », soit l'inverse de l'expérience de la déception. Bianca (cadre devenue conseillère en transition écologique), très engagée pour le climat et l'écologie, fait le même constat des « complications » associées à la baisse de la consommation marchande qu'elle a pourtant vivement souhaitée. Ses convictions écologiques (et sa foi catholique) participent de son changement professionnel mais, pour autant, elle ne conteste pas l'utilité tirée des facilités de la consommation marchande, les peines épargnées. Évoquant la réduction drastique et souhaitée de sa consommation marchande, elle précise les complications associées à son nouveau mode de consommation :

> « Oui, oui, parce qu'elle est plus limitée aussi donc y a plus à se casser la tête ! Avec la communauté Vie Chrétienne on avait un projet de faire un site Internet « vie simple », dans la pensée ignacienne c'est vivre de manière frugale, mais c'est pas plus simple, c'est se mentir que de se dire que c'est plus simple, c'est un peu plus compliqué, c'est plus compliqué ! »

La déception n'est pas à l'origine de son changement mais la reconnaissance de l'utilité de ce à quoi elle renonce entre dans une hiérarchisation des valeurs dans laquelle la consommation, même comme élément possible d'une vie douce, devient secondaire et éventuellement condamnable pour des raisons écologiques et sociales liées aux conditions de production des biens de consommation.

À la suite de Tibor Scitovsky, Albert Hirschman établit une distinction de satisfaction tirée de biens durables et non durables. Les biens qu'il nomme « véritablement non durables » sont les biens qui sont rapidement consumés dans la consommation, en premier lieu les mets alimentaires et les boissons qui assurent, par le renouvellement nécessaire de la consommation, « la stabilité des plaisirs » et une « résistance à la déception » (p.57). À l'inverse, les biens durables, tels le chauffage central, le réfrigérateur ou, bien durable « par excellence », la voiture, procurent un plaisir au moment de la première acquisition mais une déception ensuite, ce qui n'empêche pas de ressentir très négativement la privation (p.56-57). Le logement, selon Albert Hirschman, ne pourrait procurer de la satisfaction qu'en étant sans cesse aménagé, retravaillé, quand la seule utilité d'être à l'abri n'apporte que peu de plaisir. Si l'aménagement du logement est parfois évoqué dans les récits recueillis comme une perspective heureuse, le fait même de détenir un logement, d'en être propriétaire ou de pouvoir y rester est une source de satisfaction plus importante : le plaisir semble être alors dans la sécurité et la protection qu'il procure. Vanté ici comme une « grotte » ou un « ancrage » (Marion), un « cocon » (Fabienne), il devient même un « luxe incroyable » pour Pierre quand il parle de la très grande ferme, ancienne – les premiers bâtiments datent du XII$^{e}$ siècle – qu'il occupe avec sa compagne sans en être propriétaire, ou encore un « confort incroyable » pour Marc qui évoque la maison qu'il possède dans Paris.

La déception dans la consommation ne semble donc pas constituer la justification de l'évolution vers un mode vie avec une diminution de la consommation marchande. Mais la valeur accordée à une consommation marchande passée plus élevée n'empêche pas le contentement associé au changement de vie et l'absence de regrets. La déception se situe plutôt dans la sphère du travail.

Accepter de renoncer à une part de consommation marchande ne tient pas tant à une disqualification de la consommation mais plutôt à un arbitrage qui fait qu'une part de consommation peut être abandonnée à d'autres satisfactions. La consommation n'est pas disqualifiée (et surtout la consommation propre des agents), comme si les acteurs sociaux acceptaient de renoncer à quelque chose dont ils reconnaissent la juste valeur au nom d'autres sources de satisfaction qui sont devenues supérieures – du fait par exemple de la déception professionnelle. Le fait que la consommation ne soit pas disqualifiée et plutôt associée à un registre de l'évocation positive ne signifie pas qu'il soit impossible d'y renoncer partiellement, peut-être même que le renoncement est d'autant plus facile qu'on en connaît la valeur.

### 1.1.3. Plaisirs de consommation en arbitrage

Comment associer le récit d'une certaine satisfaction dans la consommation et le renoncement à une part de consommation (marchande) ? La réponse se trouve dans le jeu d'évaluation de ce qui donne forme à la vie quotidienne, notamment le travail comme emploi occupé et comme activité, et à la consommation. La grammaire dominante est alors celle de l'arbitrage qui résulte d'évaluations comparées et de classements qui placent la consommation à un rang secondaire. La baisse de la consommation est compensée par d'autres valeurs positives, souvent synthétisées dans le langage ordinaire par la notion de « qualité de vie » (expression cependant peu reprise par les enquêtés qui lui préfèrent le terme de « sens » comme on le verra plus loin), comprise dans une opposition entre le monde des biens supposé quantifiable, souvent évalué en monnaie, et le monde de la qualité, du bien-être, qui lui n'est pas évalué en monnaie. La baisse de la consommation est bien une perte de satisfaction mais rendue négligeable car compensée par d'autres sources de satisfaction trouvées dans le travail ou dans un nouveau cadre de vie. Quatre éléments sont principalement cités comme des grandeurs qui ont rendu la consommation secondaire. Le premier est conforme au cadre de l'enquête : le gain estimé est professionnel et la consommation est mise en arbitrage avec le type de profession (et non le temps de travail comme dans les modèles usuels du choix du consommateur). Deux autres éléments portent sur l'usage du temps et le gain de temps passé en famille (temps domestique) ou encore le temps libre (temps de loisirs) qui permet de mener d'autres activités qui ne sont ni professionnelles,

ni domestiques. Enfin, le cadre de vie, soit qu'il ait changé, soit que l'usage en soit différent (travail à domicile ou à proximité du domicile par exemple), est le quatrième élément le plus souvent cité comme source de satisfaction supplémentaire et jugée supérieure aux plaisirs de la consommation marchande. Le registre de justification est construit autour d'une grammaire marchande, celle de l'arbitrage qui suppose d'évaluer des grandeurs, de classer des plaisirs et des peines, parfois même d'évoquer le registre explicite de la valeur (avec les termes de prix, de gain ou de coût, par exemple).

### *La satisfaction au travail*

Le premier élément cité comme entrant dans un arbitrage avec la consommation est le travail. Consommer moins apparaît comme un renoncement consenti en vue d'obtenir une satisfaction plus grande dans le travail, comme emploi, comme activité et comme produit (Dujarier, 2021). L'arbitrage entre consommation (marchande) et type d'emploi (et donc de rémunération) est explicitement identifié par la plupart des enquêtés. C'est le cas notamment des enquêtés qui estiment se trouver dans une situation financière difficile mais qui ne cherchent pas à retrouver leur ancienne situation professionnelle. Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) estime que la réduction de la consommation lui « coûte », voire qu'elle se prive parfois (les livres par exemple, « c'est le budget où [elle s'est] privée ») : « Il y a des moments où ça me coûte. Y a des moments où ça me coûte, oui. Mais ce que j'ai gagné en parallèle de ça, ça compense aussi clairement ». Delphine (ancienne cadre en communication devenue torréfactrice de café) fait le même parallèle alors même qu'elle estime que son ménage (elle-même, son compagnon et leurs deux enfants) « s'en sort difficilement » et que la baisse de revenus est vécue comme une contrainte : « parfois ça crée des frustrations, je partirais bien en Thaïlande, ou quand les enfants réclament des choses ou quand arrive une facture, purée faut encore sortir X euros… » Mais le rappel de l'arbitrage entre travail et consommation rend ces contraintes supportables :

> « Mais en tout cas, y a aucun regret sur la décision et des deux côtés, mon mari m'a jamais reproché de lâcher 3000€ par mois ! Et je ne retournerai pas même si on me redonne mes 3000 balles pour six mois pour me remettre à flot parce que je ne veux pas retourner dans une structure comme ça ».

Sophie (ancienne trader) a vécu des périodes financières difficiles mais ne « regrette rien » : « donc voilà, moi j'ai changé de revenu oui mais c'était pour grandir, donc jamais, jamais, jamais, j'ai regretté quoi. Heureusement ! Tu m'imagines toujours trader ? Han ! » Matthieu

(ancien chargé de conseil en audit devenu barman) est sans doute celui qui présente de la manière la plus explicite le fait que la baisse de la consommation n'est pas une finalité recherchée pour elle-même, même s'il n'a « jamais consommé beaucoup ». Il a vu, dans un premier temps, son revenu « divisé par quatre » (puis par un peu plus que deux) et considère que retrouver un niveau de vie équivalent « n'a jamais été son but ». Mais la réduction de sa consommation, qu'il relie à la nécessité de son changement professionnel, n'est pas non plus une finalité recherchée pour elle-même et il évoque même la possibilité de pouvoir améliorer son niveau de vie qu'il a beaucoup réduit : « après, Insh'Allah si un jour ça arrive, je serais le roi du pétrole quoi ! » Le roi du pétrole possède deux satisfactions à la fois, un emploi aimé pour lui-même et un niveau de consommation élevé !

La décision du changement professionnel conduit aussi à une interprétation de la consommation passée comme une compensation des désagréments du travail devenue inutile après la bifurcation professionnelle. Ainsi, Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles ») considère qu'elle devait dans son ancienne situation professionnelle compenser les désagréments du travail (ennui, perte d'intérêt, notamment) alors que son actuel « projet », celui d'ouvrir un salon de thé, est source de satisfaction pour lui-même :

> « Parce que les postes de dépense que l'on pouvait avoir que ce soit les loisirs ou quand je m'achetais des habits et tout ça, c'est aussi pour compenser quelque chose. Vous avez besoin d'avoir un uniforme quoi, quand vous travaillez dans la finance, mais c'est aussi pour vous faire plaisir, vous voyez, et je pense que c'est aussi pour compenser. C'est quand vous avez l'impression que vous êtes comblée, moi au démarrage quand j'étais ici – maintenant c'est 20h30 ou 21h – je partais très très tard, j'étais tellement bien ici… […] Du coup vous êtes comme comblée… Pourtant c'est une copine qui a un magasin d'habits là-bas, c'est super et tout ça, j'avais même pas envie d'aller regarder comme si les habits bon… [marque d'un désintérêt présent] Bon, faut être propre, hein… »

Émilie (ancienne cadre devenue psycho-praticienne) identifie aussi un arbitrage, clair à ses yeux, entre consommation et nature du travail. Elle décrit son goût des voyages et sa propension à acheter des livres, deux dépenses qu'elle a dû réduire en abandonnant son poste de cadre chez EDF. Ces consommations sont décrites positivement et leur abandon comme le renoncement à quelque chose d'agréable, justifié par un arbitrage dont le rappel à elle-même lui facilite la réduction de la consommation, ce qu'elle appelle se « défocaliser » :

> « Je pense que ça m'a vraiment aidée à me défocaliser et à me dire : "ok l'argent, c'est bien, mais l'argent, il me sert à quoi aujourd'hui ? À payer mes voyages quoi ! Et pourquoi je veux partir en voyage ? Parce que je veux être libre ! Et bien sois libre dans ta vie, t'auras plus besoin de partir au bout du monde". Alors ça c'est une réflexion que j'ai pu avoir aussi

> après, que je peux avoir maintenant et que je n'ai pas forcément eue sur le moment quand je travaillais. Mais quand je travaillais [chez EDF], c'était tellement horrible pour moi d'aller travailler que du coup c'était une porte de sortie en fait [les voyages]. »

La satisfaction tirée des voyages est modérée après coup en devenant une compensation à un travail qui lui pèse. D'une manière légèrement plus négative dans l'évaluation de sa consommation – qu'elle défend par ailleurs comme source de plaisirs passés et présents – Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) identifie sa consommation passée à une consommation « compulsive » venant compenser son identité malheureuse, voire sa souffrance psychologique au travail :

> « Dans la consommation y a la notion de "remplir" et de combler une faille. Moi, y avait de ça aussi évidemment. Comme la boulimie, on vient combler, c'est du compulsif. Moi j'avais l'impression de faire des achats compulsifs, ouais, vraiment, de fringues, de n'importe quoi en fait, mais c'était des trucs à la con, c'était passer dans une presse et acheter 25 revues que je ne lirai pas. C'était un enchaînement, je ne vais pas bien et je remplis avec autre chose. Là je ne peux plus [rires] mais j'en n'ai plus besoin. Je venais combler le fait que j'étais dans un truc qui me correspondait pas et au fond ça me rendait malheureuse et j'avais pas envie de me dire que j'étais malheureuse, donc il a bien fallu que je trouve des arguments, des actes dans un truc qui me ressemble tellement pas, par plein d'aspects ».

Henri (haut cadre de la finance devenu professeur) suggère aussi un arbitrage en faveur d'un emploi (professeur) moins rémunérateur que son ancienne profession (haut cadre de la finance), une règle de compensation entre les qualités d'un emploi jugées supérieures à une rémunération :

> « C'était compensé par de vraies joies et des joies profondes comme le fait de pouvoir passer une après-midi à lire Proust et le lendemain arriver avec le bouquin devant les étudiants et leur dire : "regardez cette pépite que j'ai trouvée hier" et passer un moment merveilleux avec eux à partager ça, ça n'a pas de prix ».

L'évaluation subjective ne passe pas par la quantification explicite (« ça n'a pas de prix ») mais suggère néanmoins une évaluation d'éléments non quantifiés que sont les caractéristiques d'un travail.

### *Plaisirs du temps familial*

Le deuxième élément fréquemment cité, notamment par des hommes, est celui du temps passé en famille et de la possibilité de s'occuper des enfants. Plusieurs hommes dont le changement

professionnel a entraîné une réduction de leur temps de travail considèrent ce « gain » comme une compensation à la réduction de la consommation qu'ils évaluent comme une désutilité. C'est un argument qui concerne les enquêtés qui ont des enfants en bas âge au moment du changement allié avec un emploi qu'ils jugent trop prenant. Ce qui compense la réduction de la consommation, c'est le rééquilibrage du temps de travail et du temps domestique. Ancien cadre de la finance devenu gérant d'une Biocoop, Guillaume en est l'illustration typique. Il considère la baisse de sa consommation marchande comme « indolore » du fait des nouvelles possibilités offertes de « faire tout avec les enfants », d'« avoir du temps », de « prendre le temps d'accompagner les enfants à l'école », de « se permettre de pas avoir de nounou le matin » : « on s'est donné la possibilité et le cadre pour le faire ». Sa femme, Fabienne, également co-gérante de la Biocoop qu'ils ont ouverte ensemble, après une double bifurcation, confirme leur plus grande disponibilité pour les enfants et la répartition plus égalitaire des tâches domestiques et éducatives : « Tu vois là je pars deux jours à Paris, Guillaume, il laissera le magasin et il ira chercher les enfants ». Pour Mehdi (directeur de casting devenu employé administratif), le désir de passer plus de temps avec sa jeune fille (3 ans au moment de l'entretien) est lié à un changement de la répartition des tâches éducatives après son changement professionnel alors qu'il a vécu son ancienne profession comme une limitation dans son rôle de père : « c'était ma nana qui la couchait tout le temps et qui s'occupait d'elle ». Il voyait sa fille « très très proche de [s]a compagne », aurait aimé lui aussi que sa fille soit « proche » de lui de la même manière mais n'y parvenait pas, compte tenu de ses horaires de travail. Son changement professionnel a permis un rééquilibrage des tâches éducatives : « Ah bah déjà, c'est moi qui la couche, on la couche une fois sur deux tous les soirs ». Finalement :

> « Depuis que je suis là [dans son nouvel emploi], je la sens beaucoup plus câline avec moi vraiment quoi, elle est câline régulièrement, "mon papa, papa, papa". Et ça, moi, ça a pas de prix. Réellement. Ce que je vis avec ma fille, avec ma compagne, ça a pas de prix d'être là. C'est voilà, terminer le boulot à 18h, rentrer chez moi, faire à manger… »

Si prix il devait y avoir, ce serait précisément la perte de pouvoir d'achat et le fait que dans sa manière de consommer « tout a changé » d'une manière qu'il ne juge « pas pareil », en décrivant le moins beau et le moins bon (ses revenus personnels ont été divisés par deux, de 3000 à 1500€). La compensation par le temps libre et l'intensification de la participation à la vie domestique et familiale sont pour lui d'autant plus estimables qu'il fait partie des rares enquêtés qui sont satisfaits du changement professionnel mais pas de ses nouvelles conditions

de travail[162]. Même constat pour David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel), qui a pris la charge des activités domestiques du foyer (lui-même, sa femme et sa fille de douze ans) et considère que cette prise en main, qui a entraîné un changement de mode de vie (moins de nourriture achetée toute préparée, plus de temps à la maison, plus de temps avec leur fille, etc.), permet de compenser les frustrations qu'il peut y avoir à consommer moins d'un point de vue marchand :

> « Après je suis beaucoup plus présent sur les tâches de la maison, c'est quand même beaucoup moi qui les fais, tout ce qui est courses ma femme ne s'en occupe pas, le ménage c'est beaucoup moi qui le fais. Y a une espèce de confort aussi pour ma femme. En fait y a une frustration aussi mais elle voit bien que ce n'est pas l'essentiel ».

On peut faire l'hypothèse que l'arbitrage défavorable à la consommation qui conduit au changement professionnel est aussi une façon, notamment pour les hommes, de mettre en œuvre un idéal égalitaire de répartition des tâches domestiques, prégnant dans les classes supérieures, mais souvent contredit par des pratiques inégalitaires et/ou adouci par la délégation de ces tâches (Kaufmann, 1997b ; Dewetter et Rousseau, 2011). Hypothèse confirmée par David qui considère que son changement professionnel a permis à son ménage de « beaucoup gagner en qualité de vie » par rapport au temps où il était cadre publicitaire :

> « Moins de heurts, moins de rapports de force parce que y a moins de stress, moins de stress tout simplement. Parce que quand t'as deux vies de cadres, évidemment nous on avait la femme de ménage, etc. mais tu rentres tard le soir, le frigo est vide, c'est particulier ».

### *Le gain de liberté dans l'usage du temps*

Le troisième élément pris en compte dans l'arbitrage c'est le temps de loisir ou la liberté plus grande dans l'usage de son temps. Mehdi considère que quitter son emploi de directeur de casting pour accepter un emploi d'employé administratif lui laisse aussi plus de temps de loisir et de vacances, ce qu'il pose explicitement comme un arbitrage face à la consommation marchande : « C'est vrai que là j'ai beaucoup plus de vacances [rires], ben y a pas les moyens pour partir en vacances, on peut pas avoir les deux ! Faut pas exagérer ! » Il passe désormais « des vacances beaucoup plus tranquilles, surtout qu'[il] a une petite fille… ». Henri fait le même constat : depuis qu'il exerce comme professeur de lettres et non plus comme haut cadre

[162] Il a d'ailleurs changé de poste en septembre 2018 non pas pour reprendre son ancienne profession de directeur de casting mais pour un poste administratif dans une autre structure (carnets d'enquête, octobre 2018), puis a à nouveau changé six mois plus tard pour un poste administratif dans un organe de presse (carnets d'enquête, septembre 2021).

de la finance, ses vacances sont plus longues et, surtout, il a l'esprit libre pour consacrer du temps à sa famille et à ses lectures personnelles, ce qui était impossible auparavant :

> « Il y a eu le fait d'avoir des vraies vacances. Encore une fois, des vacances de professeur mais le fait d'être en famille pendant deux mois en été, bon c'est merveilleux et même si on travaille tous les jours, ce qui n'est pas toujours su en dehors du milieu enseignant c'est une façon de travailler d'abord sur des sujets qui nous passionnent et qu'on choisit, dans le lieu qu'on choisit. Par rapport à cette hantise qu'étaient devenues les vacances qu'il fallait prévoir au milieu de l'imprévisible qu'est le timing des affaires, et de partir toujours avec un sentiment quasiment de culpabilité et d'être toujours sur le qui-vive et de se demander "à quel moment je vais être appelé ?" »

Ce temps libre, qui peut aussi permettre de développer des activités personnelles – qui contiennent leur propre finalité –, donne lieu à des usages de nature très différente selon les enquêtés. Hélène qui, après avoir exercé comme directrice de rédaction est devenue cadre administratif, a ensuite réduit son temps de travail à trois jours par semaine et a développé progressivement une série d'activités parallèles parfois publiques mais non rémunérées. La première c'est le jardinage, une activité qui lui prend au moins une journée par semaine dans un grand jardin mis à sa disposition pour la culture, dans une banlieue éloignée de son domicile parisien. Elle y expérimente des techniques de permaculture et d'agroécologie. Elle développe aussi des activités d'écriture : elle alimente une chronique sur son jardin, une fois par semaine, dans un journal écologiste en ligne et elle a publié deux ouvrages en relation avec l'écologie et le jardinage. D'autres enquêtés font état de plus de temps passé à faire des activités sportives ou des activités intellectuelles. Ainsi, Paul, jardinier et paysagiste après avoir été contrôleur de gestion, consacre toutes ses matinées à un travail intellectuel personnel : écriture d'un journal électronique local, échanges politiques et interpersonnels, lecture de presse, etc. Il anime également une association d'usagers de défense de la qualité de l'eau et en faveur d'un service public de l'eau. Vincent (technicien devenu jardinier) consacre, quant à lui, plusieurs heures par jour au sport, en modulant le temps qu'il peut y consacrer en fonction des saisons et de sa charge de travail dans son jardin.

### *Le cadre de vie comme source de satisfaction*

Enfin, le quatrième élément qui apparaît dans l'arbitrage avec la consommation marchande, c'est le cadre de vie. Cet élément concerne les enquêtés dont le changement professionnel a

suscité un changement de lieu de vie ou une réappropriation d'un cadre de vie en relocalisant leur activité à domicile ou près de leur domicile. C'est le cas de Vincent (technicien devenu jardinier), qui est revenu vivre avec sa femme dans son département d'origine (rural) afin de se rapprocher de la famille de sa femme alors que cette dernière souffrait d'une maladie grave. L'abandon de son ancienne profession (ouvrier hautement qualifié en mécanique), qu'il exerçait dans l'industrie de précision en Suisse, n'est pas lié à une insatisfaction dans son travail mais au choix du couple de se rapprocher de sa belle-famille. S'il ne porte aucun jugement dépréciatif sur sa propre consommation antérieure, il considère que, dans le fait de passer d'un revenu personnel de plus de 3000€ à « à peine le SMIC » « rien n'a été dur » : « moi j'ai suivi ma femme, l'essentiel, c'est la santé… » Néanmoins, cette situation reste exceptionnelle, la décision du changement de lieu de vie ayant été prise, pour la plupart de ceux qui ont quitté le milieu urbain ou la région parisienne par exemple, sans contrainte particulière. Damien (technicien devenu ouvrier à mi-temps) a saisi l'occasion de pouvoir s'installer dans une maison de famille en milieu rural de bord de mer sans « loyer », avec « juste les frais courants de la maison à payer ». Il a quitté une profession qu'il aimait (technicien du livre) pour vivre de ses productions et d'un emploi d'ouvrier (en agriculture marine) à mi-temps, qui ne lui permet plus de faire les mêmes dépenses qu'avant, notamment celle de sorties qu'il avait en région parisienne (restaurants, bars, concerts, etc.). Sans dénigrer ce type de consommations (« j'aime bien aller dans un super restau quand même ! »), il considère qu'il a désormais « plus de plaisir en mangeant les légumes de [s]on jardin » et en ayant des loisirs qui lui « coûtent que dal » : « aller à la pêche, c'est un plaisir, m'occuper des animaux, c'est un plaisir, faire le jardin, c'est un plaisir… » Il analyse *a posteriori* sa consommation, notamment son désir de voyager loin, comme une façon de compenser le fait d'habiter en région parisienne et de ressentir le besoin de « fuir », « fuir l'immobilité et l'ankylose, je sais pas si ça se dit, qui [le] guettait », « fuir tout ça quoi », besoin qu'il ne ressent plus aussi impérieusement :

> « Le fait d'être bien à un endroit… Ça empêche pas d'avoir toujours envie, tu vois là je vois une carte d'Algérie [sur le mur de la pièce où nous sommes], l'Algérie c'est un pays où je rêve d'aller. J'ai encore des envies de voyage mais c'est pas un besoin, c'est pas impérieux… »

Fabienne qui, après avoir été cadre dans l'immobilier a ouvert des chambres d'hôte en Provence puis est devenue gérante avec son époux d'une Biocoop, se réjouit désormais de « fai[re] tout en local » : « Ça c'est un confort de vie incroyable ! L'école est à cinq minutes, notre boulot est à cinq minutes ! On perd de temps dans rien ». Pierre (ancien cadre politique à Paris), qui habite désormais un petit hameau isolé de quelques maisons avec sa compagne où il est à présent

éleveur de brebis, considère que même s'il n'a pas de « racines paysannes », il ne s'est « jamais senti bien en ville » et « préférai[t] toujours la campagne ». Dominique, devenu libraire dans une petite ville du sud après avoir été cadre de la finance à Paris, fait aussi l'éloge de ce changement de vie qui lui permet des loisirs proches de la nature. Le changement de lieu de vie, quitter l'agglomération parisienne pour vivre dans une petite ville du Sud de la France a été pour lui un élément aussi important que le changement d'emploi :

> « On aimait bien tout ce qui est nature et on voulait changer [d'environnement]. On avait envie d'un cadre de vie plus qualitatif. Je pense que ça c'est un peu indispensable aussi. Parce que le changement, ça a été le changement de métier mais ça a été aussi le changement de lieu. Et moi, dès que je suis arrivé ici, j'ai senti aucune nostalgie de Paris. Et maintenant quand j'y retourne c'est dur ».

Yann (technicien ayant ouvert des chambres d'hôtes) s'étonne lui-même du changement de ses besoins et de ses préférences depuis qu'il habite un manoir ancien dans les Côtes d'Armor, qu'il aménage progressivement, tout comme le parc environnant où il a installé des chambres d'hôtes (sa source de revenu) :

> « Je m'émerveille de petits riens dans mon hectare, je passe de longs moments à écouter ou regarder, ça divertit… […] Et sinon, maintenant que je suis refuge LPO, je plonge dans la reconnaissance des oiseaux, des chants, etc. avec passion alors que l'ornithologie ne m'avait jusque-là pas inspiré plus que ça. Comme les abeilles [il a installé des ruches], quand un domaine de compétence vient au service du lieu et de son équilibre écologique, j'apprends, je lis avec gourmandise et enthousiasme. Pareil pour le bricolage, l'électricité, les fleurs, la maçonnerie, etc. »[163]

Il mobilise souvent le registre de la richesse en comparant la richesse économique délaissée et la richesse du lieu, de lui-même et de sa vie. Par un petit texte posté sur les réseaux sociaux, après une journée passée à entretenir son jardin, il écrit :

> « Aujourd'hui, encore une journée formidable. Et jamais, quoiqu'à compter les centimes, je n'ai eu le sentiment d'être aussi riche. Ma banquière va me dire que ce n'est pas super flagrant mais j'insisterai[164] ».

Il fait souvent ce un parallèle entre l'évaluation de la richesse en quantité monétaire et la richesse comme caractéristique de sa vie. L'ironie et la distance mettent en récit la comparaison entre différents types de satisfaction. Ainsi, le changement de lieu est-il souvent décrit comme un gain en satisfaction, découvertes et bien-être, au-delà même des attentes. La consommation n'est qu'un élément parmi d'autres qui définit les conditions de vie et les bifurcations

[163] Carnet d'enquête, août 2019.
[164] Sur son compte Facebook, le 17 juin 2019.

professionnelles observées conduisent à une recomposition de ces différents éléments avec une baisse de la consommation au profit d'autres éléments, comme en témoigne l'usage du vocabulaire de l'arbitrage : « compenser », « avoir un prix » ou un « coût ».

## 1.2. La construction d'une norme du suffisant

L'arbitrage qui conduit à réduire sa consommation marchande conduit à la construction d'une norme du suffisant qui permet de légitimer la réduction de la consommation et de rendre la baisse de la consommation acceptable. Il s'agit d'une norme pratique plus que d'une norme politique et revendiquée comme telle – elle l'est pour quelques-uns des enquêtés seulement. Elle se construit à partir d'une représentation de soi, sinon comme ménage privilégié, au moins comme ménage « ne manquant de rien », ayant des besoins limités et étant assuré du minimum de survie (et au-delà). Pour se définir comme ayant des besoins de consommation limités, la socialisation familiale à une modération de la consommation est mobilisée aussi comme ressource pour assoir cette norme pratique. Ces besoins limités sont présentés comme résultant d'une personnalité ou d'une éducation. Le rappel d'une expérience passée plus dispendieuse et le souvenir positif qu'elle a laissé (les voyages, par exemple) apparaît également comme une technique de modération. Le minimum de consommation n'est pas recherché comme une finalité – ni la privation – mais la construction d'une norme de satiété rend l'arbitrage défavorable à la consommation marchande possible.

### 1.2.1. Les conditions de possibilité d'une limitation de la consommation

La réduction de la consommation marchande est souvent présentée comme secondaire ou relativement aisée à mettre en place dès lors qu'elle conditionne le changement professionnel.

Elle s'appuie sur trois conditions qui rendent la modération possible : l'assurance de disposer du minimum de subsistance (notamment pendant la période de transition entre deux emplois), l'autolimitation de ses propres besoins et le rappel heureux de consommations passées qui dispensent de nouvelles consommations.

### *« Le frigo est plein » : la garantie du minimum*

Cet arbitrage défavorable à la consommation est rendu possible par l'assurance que le minimum ne risque pas de faire défaut et par le sentiment pour beaucoup des enquêtés d'être des privilégiés – ce qui, objectivement, diffère selon les situations de revenu et de patrimoine des ménages concernés. La consommation ne peut devenir secondaire que si le minimum de subsistance (évalué non pas dans l'absolu mais relativement aux normes sociales et à la situation familiale, de logement, etc.) est garanti. Ce minimum est à la fois une réalité subjective, qui dépend des conditions et des contraintes données à un moment d'une trajectoire individuelle, ainsi qu'une construction sociale qui dépend aussi de la position sociale des enquêtés et de leur trajectoire. S'il ne s'agit donc en aucun cas d'un minimum universel ou physiologiquement établi, les dépenses qu'il recouvre sont assez proches, dans leur affectation plus que dans leur montant, très variable d'un ménage à l'autre : il s'agit des dépenses de logement et de l'assurance de pouvoir couvrir les dépenses courantes (alimentation, charges courantes, impôts, etc.). Ce minimum recouvre à la fois de l'entretien matériel de soi (vêtements, alimentation, etc.) et de la possibilité de maintenir une marge de liberté, plus ou moins étroite selon la diversité des situations sociales. C'est ce qu'exprime Marion en définissant la rémunération qu'elle souhaite, après avoir connu des périodes de grandes difficultés financières pendant la transition de son emploi de cadre dans l'événementiel vers psychologue, sans avoir « de velléités de gagner autant d'argent qu'avant » :

> « Faut que ça me permette de vivre, mon but c'est de continuer à faire ce que j'aime et de me sentir en sécurité financièrement. Garder mon logement… […] J'ai envie de pouvoir vivre sereinement sans redouter l'appel du banquier à 9 heures du matin, ce que j'ai vécu pendant de nombreuses années, sans avoir mal au bide, sans avoir à emprunter de l'argent à droite à gauche, me sentir en sécurité quoi ».

Ce minimum est variable, en termes monétaires, selon la diversité des situations de logements et selon les situations familiales et conjugales. Touchant une retraite à peine égale au SMIC, locataire du parc privé, vivant seule, Éliane est dans une situation financièrement beaucoup plus serrée et précaire (le confort de vie qu'elle peut avoir malgré des revenus faibles serait par

exemple remis en question si le propriétaire du logement qu'elle occupe depuis vingt ans venait à vendre ou à augmenter le loyer) que d'autres enquêtés qui n'ont pas un revenu plus élevé mais qui vivent en couple, en milieu rural pour certains, et qui ont accès à un logement (plus vaste) dans des conditions plus favorables (Pierre, Paul, Vincent, Yann, par exemple). Lorsqu'elle était jeune mère, ayant quitté un emploi à Paris comme journaliste de mode pour ouvrir une boutique d'artisanat et s'étant séparée de son mari, Éliane avait surtout le souci que ses enfants puissent mener une vie « normale », qui ne soit pas marquée par le manque et la nécessité :

> « D'abord quand je vivais seule dans mon magasin je me disais, l'essentiel, c'est que mes enfants aient une vie normale, il fallait qu'ils puissent faire du sport, avoir une tenue de judo s'ils voulaient faire du judo, aller au Muséum, à des ateliers… Bon après c'est sûr qu'ils n'ont pas eu une vie luxueuse comme d'autres mais ils ont eu un peu d'argent de poche et un vélo au moment où ils en ont eu envie. Ma manière de les élever les a incités à prendre en charge beaucoup de choses dès qu'ils ont pu ! Ce qui était important c'est qu'ils soient habillés normalement, qu'ils puissent avoir quelques distractions, qu'ils ne se sentent pas frustrés. J'espère qu'ils ne se sont pas sentis frustrés ».

Pour que ce minimum correspondant à des consommations « normales » soit atteint, Éliane a aussi cousu elle-même des déguisements à ses enfants et fabriqué des vêtements pour compléter, par des consommations non marchandes, les consommations marchandes plus contraintes.

Parmi la plupart des enquêtés, il n'y a aucune recherche spécifique de vivre avec le minimum comme on peut le rencontrer dans d'autres situations d'enquête, par exemple celle sur la simplicité volontaire ou sur une « population que l'on pourrait qualifier de décroissante » réalisée par Pruvost (2016). Quelques-uns des enquêtés pourraient s'en rapprocher (par exemple Pierre, Damien ou Yann en milieu rural, Bianca en milieu urbain), s'en revendiquer même (voir chapitre 6), mais la plupart cherchent à s'assurer un minimum, défini individuellement, en fonction de la situation du ménage, sans volonté spécifique de réduire ce minimum si la situation financière ne l'exige pas.

Ces dépenses minimales étant largement couvertes pour la plupart des enquêtés et leurs revenus n'étant pas situés au plus bas de l'échelle des revenus en France pour beaucoup d'entre eux, nombre d'enquêtés se jugent eux-mêmes privilégiés et conscients de leur situation sociale (très variable d'un individu à l'autre). Ainsi, Delphine dit « faire attention » mais tout en ayant conscience que, malgré la baisse de ses revenus, elle n'est « pas du tout à plaindre » :

> « Y a des gens qui sont tellement plus dans la galère ! À la fin du mois, même si on a atteint le plafond de découvert, on n'est pas encore dans l'angoisse de savoir si on ne va pas se faire virer de chez nous ! […] Le frigo est plein… »

Dans son cas, les revenus de son mari (2000€ à 3000€ selon les mois) permettent d'amortir la baisse de ses propres revenus (de 2500€ à 500€ en cours de stabilisation) et de garantir le paiement du remboursement du prêt contracté pour l'acquisition d'un appartement dans l'agglomération parisienne (Seine-Saint-Denis). De même, Guillaume (cadre financier devenu co-gérant d'une Biocoop) considère que « le plus important, c'est de s'assurer un minimum vital pour pouvoir démarrer son changement de vie ou avoir une solution de repli dans le cas où ça n'irait pas ». Dans sa situation, « l'épée de Damoclès », c'était les remboursements de l'emprunt contracté par le couple pour l'achat d'une maison où ils avaient d'abord ouvert des chambres d'hôte, c'est-à-dire un niveau élevé d'emprunt qui lui fait conclure : « L'aspect financier est un peu particulier dans notre vie à nous. Après la maison, il reste plus grand-chose, on n'est pas obligés de partir au Club Med ! » Sa femme Fabienne, considère aussi qu'aujourd'hui ils vivent avec « peu […] comparativement à avant », surtout compte tenu du montant de remboursement de leur maison qui absorbe une immense part de leur budget. Elle conclut : « on en a moins, mais on reste privilégiés ». Enfin, nombreux sont les enquêtés qui soulignent que leur situation, même avec des revenus en diminution, reste une situation de « privilégiés ». C'est le cas de Marc, trader devenu professeur certifié, propriétaire de sa maison qui affirme : « Même ce mode de vie est un mode de vie qui me met dans une tranche de consommation qui est très minoritaire dans la population, et ça c'est l'héritage de tout ce qui s'est passé avant ». Clara (employée devenue professeure de yoga et apicultrice) décrit de la même manière la conscience d'une situation sociale qui reste favorisée : « on continue quand même, bien qu'on ait beaucoup moins d'argent qu'avant à être plutôt privilégiés par rapport à la moyenne générale ». Même avec un niveau de revenu très inférieur (chacun un salaire équivalent au SMIC), Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) et sa compagne disent souvent qu'ils ne dépensent pas tout leur revenu, qu'ils pourraient vivre avec moins et qu'ils ne se « prive[nt] de rien ». Pierre insiste sur le fait que son mode de vie n'est pas ascétique, malgré son faible niveau de dépenses, qu'il n'hésite pas à dépenser (quantitativement assez peu) pour des voyages ou des livres : « Ascétisme, non. Vague sobriété… et encore ! » sont ses termes pour qualifier sa propre consommation et son mode de vie. L'assurance de ne manquer de rien comme le sentiment d'être privilégié, soit du point de vue du revenu (qui selon les situations peut avoir baissé tout en restant au-dessus du revenu national moyen par exemple), soit du point de vue des conditions de vie, jugées privilégiées, garantit la possibilité du changement

professionnel et de la réduction de la consommation. Se sentir privilégié n'est pas associé à une justification des privilèges et à un renvoi des pauvres à la responsabilité de leur mauvais sort (Paugam *et al*., 2017) mais plutôt à la conscience des conditions de possibilité du changement qui ne vaut pas prolétarisation malgré la diminution des revenus des ménages enquêtés. À cette condition de possibilité, savoir des conditions de vie jugées décentes assurées, s'ajoute, pour une partie des enquêtés, la perception de soi comme ayant des besoins de consommation modérés.

### *De « faibles besoins »*

Avant même toute critique de la consommation qui se présente plutôt, on le verra, comme une critique de la consommation chez autrui, beaucoup d'enquêtés considèrent que la modération de leurs « besoins » est un des facteurs qui facilite, voire justifie, l'acceptation d'une réduction de la consommation. Cette modération des besoins est vue comme une préférence personnelle (par exemple se présenter, telle Isabelle, comme n'étant « pas hyperdépensière ») constitutive d'une personnalité – elle est aussi, on le verra, le résultat d'une socialisation à la modération – mais aussi comme une disposition sociale à ne pas adopter le mode de vie des cadres (du privé) pour celles et ceux qui, par leur profession, ont appartenu à ce groupe, sans en être familialement issu. Cette modération des besoins, décrite comme une caractéristique identitaire, dont on verra comment elle est construite dans la socialisation, se distingue d'un discours critique sur la consommation.

**« J'ai jamais été intéressée par la consommation… »**
**(Françoise, présentatrice télévisuelle devenue documentariste)**

– « Ben des sacrifices, ça me pesait pas du tout parce que j'ai jamais été intéressée par exemple par les fringues et les machins, par la consommation… […] Ça ne m'intéresse pas du tout… Et même si je suis dans un magasin ça m'ennuie ou alors j'y vais comme si j'allais dans un autre pays. Ça a pu m'arriver une fois ou deux dans l'année d'aller au BHV. Et tous ces trucs-là, oh c'est pas possible. Voilà quoi. Pourtant j'aime la mode, j'aime les trucs marrants mais pour moi ça tient plus dans la qualité des matériaux, tu vois, des trucs en belle laine, des trucs comme ça ou un truc fantaisie, ce qui coûte rien, et puis je le transforme pour que ça devienne un truc marrant… mais moi les copines qui me faisaient des séances shopping tous les samedis là entre copine, ah ça, pour moi vraiment c'est l'enfer !

– *À aucun moment de ta vie ça n'a été… [important] ?*

– Jamais [me coupant, avec insistance] ! Jamais ! Et pourtant je te dis, j'aime la mode. En fait ce qui m'a protégée c'est que j'aime la haute couture. Uniquement les trucs un peu chtarbés, de créateurs un peu jetés. Et la chance que j'ai eue par contre c'est que comme j'avais des émissions, j'avais plein de grands couturiers qui me filaient des fringues pour les émissions pour que je les porte et après ils me les offraient ou bien alors ils me les vendaient 20€ symboliques, ce qui fait que j'avais des super fringues, c'est plus le cas maintenant. Et après quand j'ai arrêté ce genre d'émissions et que j'ai monté mon magazine, ça c'est encore une autre étape de ma vie. Alors là par contre, ce que je faisais, c'est que j'allais acheter du tissu et du très beau tissu en Asie tu vois, j'allais dans les marchés tout bêtement hein. Quand je faisais des voyages de reportage et tout ça, y avait toujours un moment où j'allais au marché local choisir de très, très beaux tissus et me faire faire des robes sur mesure là-bas. Ce qui fait que j'avais des magnifiques robes de soie que je payais le prix d'un T-shirt ici. […] Et j'en achetais quatre ou cinq et je m'habillais hiver comme été, été bon comme ça, hiver avec un pull dessus bon voilà. ».

Nombreux sont les enquêtés qui se caractérisent eux-mêmes comme ayant une consommation modérée avant même la bifurcation professionnelle et la baisse de revenus. Cette modération s'exprime en référence à la consommation, comme Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) qui se qualifie elle-même comme « pas consommatrice » et son ménage comme n'étant pas « ultra-consommateur » ou pas « dans la consommation à outrance », même si le couple aime « se faire plaisir ». Mais elle ajoute : « on a tous les deux le même téléphone depuis des années et je pense que même si j'avais les moyens je ne changerais pas de téléphone tous les six mois, la voiture, c'est la même depuis sept ans, mon scooter, il a quinze ans, on n'est pas des ultra-consommateurs mais malgré tout on a vachement réduit notre consommation sur plein de choses. […] J'achèterais pas à outrance de toute façon parce que c'est pas mon truc, j'ai jamais été comme ça mais là, on est encore moins comme ça ! » Mehdi (directeur de casting devenu employé) considère que son niveau de consommation actuel « [lui] va très bien » : « les dépenses ça me va, je suis pas quelqu'un d'exubérant, j'ai pas envie de rouler en Ferrari, j'ai jamais voulu ça ! » Guillaume (cadre devenu gérant d'une Biocoop) se décrit comme n'ayant

« jamais beaucoup dépensé », Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) comme « spartiate », Vincent (technicien devenu jardinier) comme « pas dépensier », Dominique (cadre de la finance devenu libraire) comme « ne dépens[ant] pas à tort et çà travers », Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) comme n'aimant pas consommer ou n'ayant aucune attirance pour les vitrines. Pierre décrit ainsi une sorte d'indifférence personnelle au désir de consommer, à l'attirance pour la consommation, pour les vitrines :

> « J'ai pas comme nombre de gens qui passent devant une vitrine et qui se disent : "ah si j'avais des sous je m'achèterais ça !" Ça ne m'arrive jamais. Mais vraiment jamais. Pas de souvenirs d'être passé devant une vitrine quelconque et d'avoir vu qu'il y avait quelque chose et que je me sois dit : "ah j'aimerais bien avoir ça aussi !" »

Même définition de lui-même pour Yann (technicien ayant ouvert des chambres d'hôtes) comme un consommateur modéré :

> « Je n'ai jamais été matérialiste. J'ai toujours acheté ce dont j'avais besoin, sans plus. Je changeais de portable quand le mien était en panne, sans forcément réfléchir aux conséquences de mes achats (bio, etc.) ».

La capacité à modérer ses besoins est ainsi décrite comme plus ancienne, caractéristique d'une personnalité, alors que la conscience écologique, absente du cadre familial, arrive plus tard, avec les rencontres et ensuite le changement professionnel qui lui donne un tournant constitutif de son existence et de son mode de vie. Il est possible qu'il y ait, dans cette définition de lui-même comme étant économe et peu dépensier, une dimension de genre car l'expression revient davantage dans les discours des enquêtés masculins, alors que les rares personnes qui décrivent une rupture très nette dans les modes de consommation sont des femmes (Claire, Émilie, Alice et Sophie, toutes anciennes cadres). Sans doute y aurait-il à étudier plus précisément dans quelle mesure cette différence de genre est généralisable dans la mesure où les femmes continuent de prendre davantage en charge les dépenses de la maison (Mathé et Hébel, 2013) et ont été, à ce titre, davantage engagées dans les premiers mouvements de consommateurs (Chessel, 2003 et 2012). Quel que soit le genre, cette modération des besoins semble construite lors de la socialisation familiale comme par la trajectoire propre des enquêtés et par la satisfaction d'avoir pu, par le passé, expérimenter certains types de consommation.

### *La consommation passée comme satisfaction présente*

L'expérience de la consommation passée constitue une ressource pour faire face à la diminution de la consommation marchande. Le mécanisme est exactement l'inverse du sentiment de

privation qui résulterait d'une habituation à un niveau de consommation élevé qui rendrait la baisse particulièrement douloureuse. Alors que les travaux sur l'économie du bonheur montrent, invariablement, qu'une baisse de la consommation apporte une insatisfaction plus forte que la satisfaction symétrique associée à une hausse de la consommation (Davoine, 2012), c'est l'inverse qui semble ici se dessiner : avoir eu la possibilité d'accéder à une consommation moins contrainte permet de réduire la frustration que pourrait susciter la baisse présente. L'effet d'adaptation est décrit, dans les travaux sur l'économie du bonheur, comme l'explication de la faible durabilité de l'effet positif sur le bonheur d'une hausse de la consommation. Il y a bien un effet positif de court terme mais celui-ci est fugace et s'estompe du fait de l'adaptation au nouveau niveau de consommation qui n'apporte plus de bien-être particulier (Davoine, 2012, p.38). À l'inverse, écrit Lucie Davoine, « les personnes sont beaucoup plus sensibles à une baisse de leur revenu ou une dégradation de leur situation ». C'est une forme d'aversion pour la perte : « lorsque la situation financière se dégrade, revenu et mal-être sont davantage liés » en raison d'une adaptation « à une situation plus confortable » (Davoine, 2012, p.39). Implicitement, les baisses du revenu prises en compte sont supposées subies. En revanche, dans les situations rencontrées lors de mon enquête, la perte comme le sentiment de privation sont atténués par la satisfaction d'avoir connu, par le passé, une consommation heureuse moins contrainte. Cette satisfaction passée est mobilisée comme ressource pour accepter une baisse de la consommation et confirmer l'arbitrage en faveur d'une baisse de revenu et donc une réduction de la consommation. C'est particulièrement vrai pour certaines catégories de consommation, les voyages ou encore les vêtements, les consommations de luxe (restauration, par exemple) ou tout simplement pour un niveau de consommation moins contraint. Ainsi, Mehdi (directeur de casting devenu employé) estime avoir vécu avec « beaucoup » (son salaire s'élevait alors à 3500€) et considère que cette expérience lui a permis d'avoir le sentiment de sortir de la contrainte matérielle obsessionnelle dans son enfance et de conditions de vie qu'il juge difficiles et d'être désormais capable de « s'adapter », de vivre avec moins :

> « Parce que j'ai eu beaucoup, peut-être parce que j'ai eu beaucoup, ben, aujourd'hui, je sais ce que c'est avoir beaucoup et je me dis qu'avec peu on peut… mais les gens qu'ont jamais eu beaucoup et qui savent pas ce que c'est qu'avoir beaucoup, peut-être que ça doit être compliqué pour eux ».

Paradoxalement, l'expérience d'une consommation passée moins contrainte permet de supporter la contrainte budgétaire présente plus forte. Guillaume, ancien cadre financier devenu gérant d'un magasin Biocoop, considère aussi qu'il a « bien vécu » dans son ancienne vie professionnelle et qu'il a pu « faire de beaux voyages en couple ». Cette expérience est pour lui

une ressource pour faire face à une consommation réduite, centrée essentiellement sur le logement (remboursement d'un prêt immobilier) et l'alimentation :

> « Comme nos revenus nous ont permis de faire de très belles choses, on n'a jamais été privé de rien, c'est facile de revenir à des choses plus simples, ça nous va et on se rend compte qu'on est aussi heureux ».

Il évoque longuement et positivement les voyages déjà effectués en famille puis en couple, ce qui lui permet de s'en passer, au moins temporairement :

> « Mes grands-parents m'ont permis de voyager plus loin. Comme ils étaient vieux déjà, ils m'emmenaient au Club Med, eux ils avaient un cadre et moi je vivais des choses super sympa dans des pays comme la Grèce, les Maldives, la Suisse… Après j'ai fait d'autres pays, des voyages familiaux ou après avec Fabienne [sa femme], à l'Île Maurice ou aux États-Unis. Des choses plus découverte, des choses plus loisirs, j'ai eu la chance de faire les deux. Mais c'est chouette les voyages. Parce qu'on est dans un environnement qu'on ne connaît pas forcément, dans une langue qu'on ne parle pas forcément, on se rend compte que ça n'empêche pas d'aller à la rencontre des gens ».

Les voyages antérieurs sont très souvent cités positivement et comme une richesse durable qui permet de moins voyager, que ce soit en raison de la baisse des revenus ou pour des raisons écologiques, pour certains. Ancienne journaliste, Hélène se souvient être souvent partie pour des voyages lointains : « je partais, j'ai pas non plus voyagé énormément, je suis allée en Guyane, je suis allée un peu dans le cercle polaire, je suis allée aux États-Unis bon après j'ai voyagé pas mal en France, un peu en Europe… » Le désir de voyage ne l'a pas complètement quittée mais, réticente au voyage « de loisir » et restreignant ses voyages en avion, elle déclare préférer désormais des vacances proches, en France, souvent chez des amis. L'expérience du voyage est en général jugée positivement, avec des modalités qui varient fortement d'un enquêté à l'autre, pour Pierre et Clara, principalement à bicyclette, pour d'autres sous la forme de tourisme plus classique, et le souvenir de la satisfaction passée permet de se satisfaire, après la baisse de revenus, de voyages souvent plus modestes, voire de leur suppression.

Pour d'autres types de consommation, ce sont plus directement les stocks d'objets qui sont mobilisés, notamment pour les vêtements où les achats passés permettent de « vivre sur ses stocks ». Sophie, ancienne trader, ne souffre pas de réduire drastiquement ses achats de vêtements tant ses armoires sont déjà pleines : « Les fringues pour moi, je m'en foutais de toutes façons, j'avais une garde-robe qui était pas mal, je pouvais quand même vivre dessus pendant un certain temps ! » Vêtements, meubles, objets, sorties dans des restaurants, les dépenses

passées, désormais réduites, voire supprimées, sont une source de satisfaction pour le présent permettant d'y renoncer.

### 1.2.2. L'activation de dispositions sociales et familiales

La modération dans la consommation – et la réduction de la consommation marchande qui accompagne les bifurcations descendantes – est souvent rendue possible par des dispositions familiales héritées d'une socialisation en milieu populaire ou de classe moyenne (un seul enquêté appartient à la grande bourgeoisie). La réduction de la consommation peut même apparaître comme une forme de contre-mobilité par la nouvelle profession et par un retour à un mode de consommation plus proche de celui de ses parents, après une mobilité ascendante.

#### *Une socialisation familiale de classe moyenne ou populaire*

Pour expliquer leur aptitude à limiter leur consommation, plusieurs enquêtés font référence à leur origine sociale et à leur socialisation familiale, notamment ceux issus de milieu populaire ou de classes moyennes. L'habitude de vivre avec peu constitue une ressource pour faire face à une baisse de revenu. Ainsi Dominique (ancien cadre financier devenu libraire), de père ouvrier et de mère employée, explique par son origine sociale le décalage entre sa consommation et ses revenus, lorsque ceux-ci étaient élevés. Sa consommation modérée le conduisait à épargner beaucoup :

> « Probablement parce que moi je viens d'un milieu plutôt populaire donc on n'a jamais connu l'opulence, tu vois, donc même si après moi, avec l'argent que je gagnais j'ai pu m'acheter des choses belles, j'ai jamais essayé… comment dire… c'est vrai que chez d'autres ça peut être un signe extérieur de richesse d'avoir beaucoup de choses… moi, j'ai jamais été trop dépensier parce que j'ai voulu aussi amasser pour épargner parce que dans ma famille on n'avait pas et pour avoir une sorte de sécurité financière. […] Je dépensais pas à tort et à travers parce que je voulais avoir une certaine précaution financière que mes parents n'avaient pas connue. Ça m'a servi pour la librairie. Quant à mon ex-femme, elle vient d'un milieu bourgeois plutôt mais ils n'ont jamais montré beaucoup, c'est un peu pareil chez mon ex-belle-mère qui s'habillait de façon très simple et qui avait des

> appartements un peu partout… C'est une sorte de sécurité financière qu'on n'a pas connue à travers les parents ».

Ces habitudes familiales de consommation modérée facilitent ensuite et son installation comme libraire (il a une épargne constituée) et la réduction de son niveau de consommation, très en dessous du niveau qu'il avait comme cadre financier, malgré la modération de sa consommation. Sans mentionner d'épargne, Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif), de parents ouvriers, considère aussi que sa socialisation familiale l'a doté de dispositions à vivre avec peu, comme une « forme de modération » : « mes parents n'étaient pas des grands consommateurs déjà parce qu'ils n'en avaient pas les moyens hein, je disais tout à l'heure c'est vraiment une famille d'ouvriers, modeste ». Mehdi (directeur de casting devenu employé), qui a vu son revenu passer de 3500€ à 1500€, se considère comme privilégié en comparaison des conditions de vie de son enfance, période difficile où il a connu le manque : « y avait une angoisse, bien sûr, y avait une angoisse… Tous les jours y avait une angoisse. On est partis chez Emmaüs souvent récupérer… On avait des bons Emmaüs… Moi mes "chocopops" c'était ceux d'Emmaüs hein ! [...] Ah oui oui, j'étais un fantôme et je vivais pas ». Comparé à ces conditions de vie difficiles, la baisse de revenu lui apparaît comme très supportable. Quand je demande à David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel) comment son épouse (cadre dans le secteur assurantiel) a pu baisser ses dépenses depuis qu'il a quitté son emploi de cadre pour une situation professionnelle plus précaire (statut de micro-entrepreneur), il relie sa capacité d'adaptation à la baisse à sa trajectoire d'enfant de réfugié et à son origine sociale très modeste :

> « Après ma femme elle a une histoire un peu particulière, elle est d'origine vietnamienne donc elle est arrivée à douze ans en France avec des parents qui ont fui tous les événements du Viet Nam et donc elle a un côté un peu "survivant" qu'elle a toujours et donc elle est arrivée à un endroit où elle est dans une réussite personnelle déjà forte et elle n'est pas non plus dans cette ambition folle que peuvent avoir des gens parce qu'elle a un passé que tout le monde n'a pas eu. Elle peut se taper sur l'épaule en disant "c'est bon, tout va bien !" ».

D'autres enquêtés, issues des classes moyennes supérieures comme David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel), pour lui-même, ou Bianca (cadre politique devenue coach en transition écologique) mentionnent de fortes variations de revenus à la baisse dans leur enfance : David, issue d'une famille bourgeoise (cadres) du sud de la France, a vu les conditions de vie de la famille changer quand son père a vécu une période de chômage ; Bianca se souvient, quant à elle, de l'époque où son père, entrepreneur, a fait faillite. C'est « après une

faillite douloureuse » de l'entreprise de son père que la famille quitte l'Italie et s'installe en France :

> « Quand j'étais petite mes parents ont vécu une évolution un peu opposée. Quand j'étais petite mes parents venaient de vivre leur faillite, ils étaient vraiment fauchés quoi ! On dormait tous dans la même pièce, moi je mettais que des fringues qui étaient à mes grandes sœurs et grands frères qui étaient complètement démodées, j'en ai même souffert, ma mère faisait des kilomètres pour aller acheter des trucs moins chers, c'était assez dur économiquement même si on habitait Monaco ! »

La variation de revenus de ses parents à la baisse, puis, quelques années plus tard, à la hausse, lui confère une habitude des changements de situation économique qu'elle rapproche de sa propre situation après bifurcation professionnelle.

L'expérience antérieure de variation de revenu à la baisse ou de niveau de vie peut aussi appartenir à la propre trajectoire des individus. Ainsi, Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) fait-il état des débuts de sa vie professionnelle, en milieu associatif, où il était « payé un peu au black », pas vraiment précaire selon lui car il n'a « jamais eu peur de pas avoir à manger ou de pas avoir un toit quoi » mais avec des revenus variables et peu élevés. Si ses revenus ont augmenté ensuite, il se représente comme ayant une forte capacité à survivre avec peu, qui lui sert de ressource à d'autres moments de son existence. Laure, qui, après un divorce d'avec le père de ses enfants, s'est remariée avec un cadre, se sait en capacité de baisser ses propres dépenses pour avoir, par le passé, vécu avec peu, restreignant beaucoup ses propres dépenses alors même qu'elle avait un salaire de cadre (débutant) :

> « Après quand j'ai démarré, au tout début, c'était quand même pas évident parce qu'on avait un seul salaire avec mon mari, lui il faisait des études donc là, j'ai eu l'impression de galérer financièrement. […] Enfin j'avais l'impression d'être contrainte beaucoup plus qu'aujourd'hui, de ne pas pouvoir m'acheter les vêtements que je voulais. Et en même temps quelque part, je vivais ça aussi comme une espèce de petit défi, de me dire : "Bon ben on peut quand même être heureux avec moins" et le plaisir finalement d'attendre aussi, de se dire : "j'économise et dans un mois ou deux, je pourrai m'acheter le beau vêtement que je vise". C'était en même temps une contrainte et en même temps une forme de plaisir ascétique, je ne sais pas comment dire, mais avec l'envie d'être un peu plus à l'aise, de se faire plus plaisir. Quand j'ai démarré [professionnellement], c'était toujours un peu compliqué d'autant que j'avais un mari très dépensier, c'est une des raisons du divorce parmi de multiples raisons mais c'était quelqu'un qui vivait très clairement au-dessus de ses moyens, qui était capable de prendre des crédits à la consommation sur le conjoint [sur

> les revenus du conjoint] sans m'en avertir. Donc c'était quand même compliqué. […] Après je me suis séparée de lui et là j'ai eu l'impression d'être très riche ! »

Outre le fait de savoir les dépenses principales couvertes, la capacité à s'adapter à une baisse de revenus est reliée aussi aux valeurs familiales transmises vis-à-vis de l'argent, de la richesse et de la dépense.

## *« Être éduqué à dépenser l'argent qu'on a »*

Si certains enquêtés estiment avoir acquis dans l'expérience de réduction de leurs dépenses une modération qui leur faisait défaut dans l'usage des richesses et de l'argent, un grand nombre d'entre eux souligne que la décision de changement professionnel avec baisse de revenu a été facilitée par la fidélité à des valeurs familiales acquises lors du processus de socialisation. La valeur centrale est celle de la modération de ses dépenses associée à une norme d'adaptation des dépenses aux recettes qui sert de pratique et de justification de la capacité à vivre avec moins. Cette valeur de modération trouve son origine dans trois modèles culturels : la consommation populaire, le catholicisme et l'*ethos* du service public (de Singly et Thélot, 1988 ; Hugrée et Verdalle, 2015). Vincent (technicien devenu jardinier) fait le même constat d'une éducation dans une famille populaire « qui n'a jamais eu d'argent » et qui enseigne aux enfants l'ajustement des envies aux dépenses (Bourdieu, 2017), la modération des envies ajustée à la contrainte budgétaire :

> « Le peu qu'on avait c'était à nous, on dépensait pas l'argent qu'on avait pas donc ça c'était la base. Donc à partir de là, tout ce qui est ici, y a pas de crédit donc j'achète tout quand j'ai les moyens de me l'acheter. Après on n'a pas des envies énormes aussi ».

Vincent applique aujourd'hui ces mêmes principes de refus du crédit à la consommation, sauf pour la maison qu'il a achetée, et désapprouve la consommation à crédit autour de lui :

> « Si vous avez un crédit pour une télé, vous avez pas compris voilà. Y a des gens même ils font ben : "Moi j'ai un crédit sur ma télé !" ben moi je fais hein : "Désolé hein t'as rien compris !" »

Le discours de Delphine (ancienne cadre de la communication devenue torréfactrice de café) reprend quasiment le même contenu : principes de modération et normes d'ajustement des dépenses aux recettes en s'interdisant les crédits, l'éducation à dépenser « l'argent qu'on a ». Elle attribue l'origine de cet *ethos* de la modération et de la bonne économie domestique à son éducation et à son grand-père paysan :

> « On ne dépense pas de l'argent qu'on n'a pas. J'ai le crédit pour l'appart mais j'ai jamais fait de crédit à la consommation, la voiture je l'ai achetée parce que j'avais les moyens de l'acheter. Je remercie mon père de nous avoir éduqué comme ça. Je pensais à ça parce que j'ai regardé un reportage sur les ménages surendettés et les crédits à la consommation où on nous pousse à en prendre un autre pour solder le premier et bon, bien sûr qu'on a eu besoin d'un crédit pour acheter l'appart, même une voiture si il faut, mais visiblement les gens font des crédits pour s'acheter des baskets, des téléphones tout neufs… Je trouve ça tellement hallucinant ! Là-dessus, mon père nous a éduqués… [C'était des valeurs] je pense familiales aussi, mon grand-père était paysan, il avait je pense peu de moyens, quatre enfants, on faisait avec ce qu'on avait et puis je pense que c'était des valeurs qu'avaient nos aïeux on va dire, les gens n'étaient pas dans la [consommation], enfin sauf ceux qui avaient vraiment les moyens, on faisait attention, on avait son costume du dimanche et sinon on réutilisait des fringues des grandes sœurs, des grands frères, on raccommodait, moi je suis très comme ça aussi de réparer ce qui est cassé, d'essayer de faire réparer ce que je ne réparais pas moi-même, de réparer les chaussettes, de mettre des pièces sur les genoux des pantalons, j'ai toujours été comme ça… »

Une continuité de valeurs autorise, exige parfois, le changement professionnel avec baisse de revenus.

Les valeurs religieuses sont également citées comme mobilisables pour faciliter la réduction des revenus. Sophie (trader devenue conseillère bancaire intérimaire) cite souvent son éducation catholique qui créait entre elle-même et ses collègues traders un décalage quant à la frénésie de gains :

> « Moi j'étais avec des valeurs, je te dis, j'ai eu une éducation catho, en province, donc un chou est un chou, une carotte est une carotte, tu vois, donc moi ça me passait au-dessus de pas avoir la même prime que l'année d'avant, j'en avais rien à faire ! Et très vite, moi je savais que c'était pas normal ».

Laure (ingénieure informatique devenue professeur des écoles) associe ses valeurs de mesure et d'économie, son côté « fourmi », à sa socialisation familiale (parents enseignants, catholiques de gauche) qu'elle distingue de la manière de dépenser de son ex-mari, qu'elle juge excessive, « cigale », au-delà de la contrainte budgétaire et l'obligeant à se contraindre elle-même dans ses dépenses pour rembourser les dettes et crédits contractés :

> « Là c'est plus un problème de gestion financière mais moi j'étais plutôt fourmi et lui était plutôt cigale. Moi j'étais plutôt : "Bon il faut un peu économiser tous les mois" et puis on se paye quelque chose quand on a les moyens de se le payer. On ne fait pas des crédits à la

> consommation, je n'ai jamais vu mes parents faire ça. Ce n'était pas du tout dans le schéma familial que j'ai quand même reproduit, pour la gestion financière en tout cas ».

On retrouve un « schéma familial » fait de mesure et de tempérance où les excès de consommation sont disqualifiés. Cette socialisation, observable également pour d'autres enquêtés comme Émilie, Paul, Isabelle, Marc, Alice, qui ont tous au moins un parent enseignant, semble être typique de « gens du public » (de Singly et Thélot, 1988) disqualifiant la consommation ostentatoire au bénéfice de plaisirs raisonnables, notamment culturels. Pour ces enquêtés et, plus généralement, pour ceux dont la trajectoire avant bifurcation était ascendante, le retour à un type de consommation plus proche de celui du milieu familial d'origine pourrait se définir comme une contre-mobilité sociale par la consommation et le style de vie (Bertaux, 1974).

### *Une contre-mobilité sociale par la consommation ?*

Les dispositions personnelles à consommer peu et, surtout, à se percevoir comme consommant moins que ses collègues et pairs, notamment dans le cas de trajectoires professionnelles ascendantes, peut relever d'une forme de contre-mobilité par la consommation. La contre-mobilité sociale se définit comme un retour, en cours de parcours biographique, à la position sociale des parents ou à une position sociale proche (Bertaux, 1974). Dans les études de mobilité sociale, la contre-mobilité sociale est définie par la profession et par une mobilité de retour vers la profession des parents ou une profession proche[165]. Concernant la consommation, elle pourrait se définir comme un retour à un style de vie plus proche de celui de la famille dont la personne est issue après un éloignement vers le haut dans l'espace des positions sociales. Plusieurs enquêtés, cadres ayant eu des revenus élevés, décrivent une consommation décalée par rapport à celle de leur nouveau milieu. En ce sens, la bifurcation professionnelle avec baisse de revenu équivaut à un retour à un niveau de consommation plus proche du niveau familial d'origine. Plusieurs anciens cadres du secteur privé font ainsi état d'une faible disposition, voire d'une incapacité, à adopter les modes de vie de leur groupe social et professionnel – dont ils ne sont pas issus. Ainsi, Dominique (cadre financier devenu libraire), issu d'une famille ouvrière de la région parisienne, constate que « [s]on mode de vie a changé dès qu'[il] [est] arrivé à la librairie » et qu'il a « baissé [s]on salaire, […] divisé par à peu près quatre, à peu près quatre ou même cinq » et a en plus puisé dans son capital personnel pour, « à cause de fragilités

[165] Ce serait le cas des enquêtés qui, enfants d'enseignants le deviennent à leur tour après une partie de carrière comme cadre du secteur privé, ingénieur (Laure) ou cadre de la finance (Marc).

financières [de sa librairie], remettre régulièrement de l'argent » : « oui, ça a été un changement de mode de vie assez radical, clairement ». Mais il estime que cette baisse des dépenses ne l'a pas « gêné tant que ça » en raison de la modération de ses besoins et du décalage de mode de vie déjà perceptible avant la mutation professionnelle avec ses collègues et fréquentations :

> « C'est aussi quelque chose qui était important et qui faisait que ça a pas été trop difficile, c'est que j'avais pas des besoins quand j'étais à Paris, de cadre financier absolument [typiques]. Par exemple, là on a été dormir chez des amis à Paris, bon voilà, on voit que c'est des gens qui ne pourraient pas baisser de niveau de vie. Ils vont inscrire leur fils à Franklin qui est l'un des deux-trois meilleurs collèges de France et du XVI[e] [arrondissement], ils habitent Boulogne, voilà…. Et moi avec mon ex-femme, on avait des besoins pour le coup [limités], on n'était pas très attachés à tout ce qui était matériel. On aimait bien ce qui était nature. On n'avait pas des besoins vraiment importants ».

Il est frappant qu'il cite une dépense typique des classes supérieures, à savoir l'investissement dans la formation des enfants noté par Elizabeth Currid-Halket (2017) comme la part de dépenses en hausse aux États-Unis. Investissement accompagné d'une attention accrue à la parentalité et repérée en France comme étant un élément d'une stratégie d'entre-soi de la grande bourgeoisie (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989, 2007 ; Geay, 2019) et comme étant un élément stratégique de reproduction des classes supérieures (Allouch, 2017 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 2000, p.21). Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif) également issu de milieu populaire (parents ouvriers dans l'entreprise Moulinex) a, par les études, accédé au statut de cadre du privé (ingénieur informatique) sans avoir ensuite adopté les modes de consommation des cadres supérieurs :

> « On n'a jamais eu un mode de vie qui était adapté à notre salaire quoi, même moi quand je gagnais de l'argent… après si je dépensais de l'argent, je m'achetais des costards, des trucs pour bosser et beaucoup d'argent dans des conneries comme ça. Mais on n'a jamais, à part se faire plaisir pendant les vacances et tout ça, on n'a jamais été des grands consommateurs donc c'est plus facile aujourd'hui… Si t'as un peu moins d'argent, il faut se caler effectivement, c'est pas simple hein, je dis pas que c'est facile et voilà, on reste dans les budgets qui nous permettent de vivre ».

Enfin, Marc (trader devenu professeur), fils d'enseignants devenu trader après être entré à HEC, ayant gagné de très hauts salaires et primes, disqualifie la consommation ostentatoire de ses collègues d'alors. Il se décrit comme n'ayant jamais adopté leurs normes de consommation dispendieuse, n'ayant « jamais eu ces désirs-là » :

> « Moi c'est beaucoup plus parce que je m'intéresse pas à cet univers-là plus que parce que je peux pas. Là c'est un pantalon que j'ai acheté au Monop, ça coûte 40€, j'en suis très

> satisfait. Pour moi c'est pas une perspective militante, c'est juste parce que le Monop il est à côté de chez moi et ça me fait chier, j'ai aucune envie d'aller passer trois heures pour un pantalon, j'ai jamais fait ça, je peux pas faire ça, je ferai jamais ça, ça m'ennuie, je comprends pas ».

Marc théorise l'impossible transformation des modes de consommations quand la mobilité intergénérationnelle trop rapide : il subit un décalage entre ses goûts et ses modes de consommation et ceux de son milieu – quand il avait de très hauts revenus. Ce décalage lui permet de mettre beaucoup d'argent de côté et de s'acheter une maison dans Paris. Ce décalage est aussi en partie à l'origine de son projet de changement, facilité par le fait que le renoncement en termes de niveau de vie est plus faible que celui entre son revenu mensuel de professeur certifié après son changement professionnel (2000€ mensuels) et ses anciens revenus de trader (entre 35 000 et 40 000€ mensuels). Il décrit ainsi la limitation de ses besoins au regard de son milieu socio-professionnel :

> « Moi j'ai une vraie passion, c'est le vélo donc une fois que je m'étais acheté un vélo de course et un VTT ben je savais pas trop, j'essayais d'imaginer des tas de besoins et puis en fait ces besoins je les ai pas. J'avais fini par développer une théorie qu'on peut s'enrichir sur une génération mais on peut pas acquérir un comportement de riche sur une génération. Donc moi je m'étais enrichi sur une génération mais j'avais pas l'éducation ou la socialisation qui me permettaient bêtement de profiter de ce niveau de vie ».

Les dispositions acquises durant la socialisation familiale conditionnent des préférences personnelles éloignées du nouveau milieu social, plus élevé du point de vue du capital économique et déplacé du secteur public (parents professeurs) au secteur privé. Finalement ce sont trois lignes de clivage, la distinction entre monde privé et monde du public (de Singly et Thélot, 1988), la dotation totale en capitaux et la structure du capital entre milieu professionnel et milieu d'origine, qui pourraient expliquer le maintien de préférences de consommation plus modestes que ce que rendrait supportable, voire désirable, la nouvelle dotation en capital économique, inférieure.

### 1.2.3. La mise à distance de la consommation

L'arbitrage en faveur d'une réduction de la consommation conduit à l'élaboration d'une norme du suffisant qui crée un rapport jugé plus apaisé à la consommation, plus conscient, du fait de la nécessité de réduire les dépenses et de poser des limites. Les effets de la baisse de la consommation peuvent apparaître alors comme un double bénéfice, celui tiré de l'arbitrage (en faveur d'un autre travail par exemple) et celui tiré des vertus de la modération.

#### *« Un rapport plus conscient à la consommation »*

Devoir diminuer sa consommation conduit à un examen des dépenses du ménage et de ses besoins, ainsi qu'à une évaluation fine des sources de satisfaction. La diminution de la consommation est aussi l'occasion d'une réappropriation de sa propre consommation. Ainsi, David (cadre de la communication devenu coach en développement personnel) se félicite de devoir examiner ses dépenses pour les réduire et de juger une à une de leur nécessité :

> « Déjà du fait de réfléchir quels sont tes besoins primaires, secondaires, de classifier cela, déjà ça amène du discernement dans ta manière de vivre. Donc y a des choses qui sont effectivement du domaine "je me fais plaisir" mais tu le fais en conscience ».

La réflexivité sur la consommation du ménage semble être une manière de sortir d'une consommation automatique ou addictive et s'inscrit dans un idéal de sujet réflexif particulièrement prégnant chez les individus à fort capital culturel. La réflexivité sur sa propre consommation et la conscientisation des choix de consommation font partie du récit de soi et de l'idéal du moi conscient et responsable. Ayant quitté un emploi de cadre de la culture, Alice se réjouit aussi de la « rationalisation de son budget » depuis qu'elle est productrice de podcasts et documentaires audio : sa contrainte budgétaire, beaucoup plus tendue, l'a conduit à éliminer de nombreuses dépenses et à « faire plus attention » :

> « Je me dis souvent : "mais c'est fou, j'ai quand même, pas de l'ordre du simple au double mais de l'ordre de 1000€ en moins". Je me dis : "mais comment je faisais avec 1000 balles de plus pour avoir si peu d'argent au final, j'épargnais pas, je flambais quoi !" Je me dis : "mais c'était quoi ma vie en fait ?" »

Le processus d'examen des dépenses est aussi un processus de conscientisation en rupture avec un mode de consommation ancien où la consommation est moins maîtrisée, voire vécue comme addictive, ou au moins inconsciente d'elle-même.

Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute), qui a vécu des difficultés financières sérieuses lors de sa bifurcation professionnelle, est finalement contente de la réorganisation « abrupte » de son mode de consommation :

> « Je suis très contente de ça. J'espère bien gagner bien ma vie en tant que thérapeute, attention, je suis pas en train de dire que je veux rester au SMIC, c'est pas mon but […] mais c'est évident que je ferai les choses différemment, c'est pas pour autant que je vais me remettre à fumer l'argent comme j'ai pu le faire mais plutôt mettre de côté pour partir en vacances, ce que j'ai pas fait depuis cinq ans […] Oui moi, mes parents sont décédés tous les deux dans une situation de surendettement, les deux, à la fin de leur vie […] [Mon] parcours a été effectivement identique à celui de mes parents mais j'ai 45 ans, bientôt 46, j'ai encore du temps pour faire autre chose ! »

Paradoxalement, la réduction de sa consommation imposée par la baisse de ses revenus la conduit à revoir son mode de consommation, en rupture avec ce qu'elle perçoit comme des déterminants sociaux et psychologiques, à savoir la reproduction de comportements non prudents qui ont mené ses parents au surendettement. L'idéal qu'elle manifeste est précisément celui d'une consommation rationnelle (dans lequel les dépenses n'excèdent pas les recettes), prudente (avec des économies pour financer des vacances), planifiée de manière intertemporelle et consciente d'elle-même, en rupture avec un processus de reproduction qui lui échappait : Marion met en œuvre un idéal de modération que d'autres enquêtés disent avoir hérité de leur socialisation familiale, qui pour elle, rompt avec « la compulsion, [qui] fait partie de la consommation à outrance ». Après avoir vécu des périodes de précarité où elle vivait du RSA, Sophie (trader devenue conseillère bancaire intérimaire) estime avoir adopté un mode de vie plus sobre où la plupart des dépenses sont reportées pour être réduites au minimum. Elle souhaite garder ses habitudes maintenant qu'elle a retrouvé des missions intérimaires qui lui assurent un niveau de vie très supérieur au RSA mais très inférieur à ses revenus antérieurs :

> « En Suisse [lieu de sa dernière mission], j'ai vécu en colocation parce que je trouvais que c'était plus sympa d'être avec d'autres gens d'autres nationalités donc c'était vraiment par choix donc du coup j'ai gardé tous mes sous de côté et c'est pour ça que j'ai pu rembourser toutes mes dettes auprès des impôts [notamment fonciers], etc. Et que je suis sortie de la mouise. J'ai jamais jeté l'argent par les fenêtres mais le fait d'avoir vécu des périodes de RSA donne du prix à l'argent ».

« Donner un prix à l'argent », manière de dire la prise de conscience de la valeur des consommations et de « contrebalancer toute cette folie qu'[elle] avai[t] vécu avant ». Sophie évoque sa « sagesse » à adapter ses dépenses à ses revenus, à économiser ou à reporter des achats, autant d'habitudes qu'elle n'avait pas lorsque ses revenus étaient très élevés. Le fait de

devoir réduire sa consommation la conduit à mieux connaître, évaluer et mettre à distance ses désirs.

### *Plaisir de la limite*

Enfin, l'expérience de la limite et de la réduction des dépenses qui l'accompagne est aussi vécue positivement : Medhi (directeur de casting devenu employé administratif) se dit « beaucoup plus serein », Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) « plus posée » « même si [elle] n'aura jamais la sérénité d'un moine bouddhiste ». Alors que pour beaucoup d'enquêtés, la baisse de la consommation n'est pas une finalité recherchée pour elle-même mais la conséquence d'autres arbitrages, elle est finalement présentée comme souhaitable et source de bien-être dessinant la possibilité d'un double bénéfice.

Cette valorisation de la réduction des dépenses peut prendre deux orientations, l'une plus politique, celle de la sobriété heureuse, l'autre plus sociale et distinctive, celle du minimalisme[166]. Ainsi Alice (cadre de la culture devenue productrice de podcasts) se félicite d'atteindre avec son compagnon « un truc de simplicité » même si elle assure « ne pas être devenu[e] minimaliste ». Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) a accompagné le réaménagement complet de sa consommation à la baisse par une injonction à se « débarrasser de tout ce qui est superflu » : « j'ai vendu, j'ai donné en fait. Je continue, là j'ai encore vidé cette semaine ». Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) a la même aspiration à « faire le tri, dégager », « virer plein de trucs », « faire de la place » et incite son mari à faire de même :

> « Je lui disais, allez, minimalisme, tu ne dois garder que cent objets, bon, je pense que l'on n'arrivera jamais à ça parce que mon mari il accumule aussi énormément de choses. Mais j'aimerais bien qu'on puisse dire : "on jette un truc par semaine quoi" ».

Soit à peu de choses près les arguments de Marie Kondo en faveur d'une renaissance par le tri ou ceux des sites minimalistes qui invitent à réaliser le défi de vivre avec cent objets[167]. La référence à la norme du minimalisme vient justifier et matérialiser la réduction de la consommation par le désir de faire de la place.

---

[166] À la manière de ce que préconise Marie Kondo dans le best-seller *La magie du rangement* (First Editions, 2015) qui vise à débarrasser les maisons de leurs objets et « commencer par jeter » (p.53-88).

[167] Voir par exemple le site « Vivre avec moins : le défi de la simplicité » (https://vivreavecmoins.com/) ou des sites personnels à l'instar du blogueur américain (USA) David Michael Bruno à l'initiative d'un « 100 things challenge » à l'automne 2008 (http://davidmichaelbruno.com/).

La simplicité peut aussi être reliée à des objectifs politiques (écologiques notamment)[168]. Ainsi Laure (ingénieure informatique devenue professeur des écoles) considère la sobriété comme un idéal de consommation après avoir lu « des bouquins de Pierre Rabhi » devenu son « maître à penser sur la consommation ». Si elle pense « que ce qu'il propose [elle] ne pourrai[t] pas le vivre complètement, c'est quand même un choix de vie qui implique beaucoup de choses et qui implique aussi la famille et ce serait difficile d'aller complètement au bout mais idéalement c'est vraiment ce vers quoi [elle] aimerai[t] tendre, c'est-à-dire un système enfin un moyen de consommation où on est le moins dévastateur par rapport à la planète, aux ressources qui sont finies ». Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), quant à lui, caractérise son mode de vie comme se rapprochant de la « luxueuse austérité dont parle Marie Rouanet[169] » : « là on est en plein dedans ! » Comme on le verra plus loin, plusieurs enquêtés, en l'occurrence les plus politisés, manifestent un idéal de mode de vie sobre ou décroissant en référence à une justification écologique (Pierre, Bianca, Clara, Sylvain, Paul, Hélène, Damien, Yann). Pour beaucoup des enquêtés, l'autolimitation de leur propre consommation n'est pas une finalité mais, de fait, le processus de maîtrise et de limitation à l'œuvre, procure une satisfaction qui rend la baisse de la consommation d'autant plus acceptable. Le processus de réduction ou de modération de la consommation, orienté vers une finalité choisie, le changement d'emploi mais aussi le respect de vertus écologiques et sociales, apporte de nouvelles satisfactions : savoir-faire avec peu, être conscient de sa consommation. Ce processus où le consommateur fait des arbitrages plus satisfaisants d'un côté et de l'autre considère tirer une satisfaction de la modération, de l'application de principes écologiques ou encore du respect de règles de justice est l'hypothèse du « oublie bénéfice » (Jackson, 2015). Il apparaît plutôt au terme du changement plutôt que comme motif de changement, la réduction de la consommation marchande correspondant plutôt dans un premier temps à une perte de satisfaction.

[168] Les différences de politisation des enquêtés sont analysées en détail dans le chapitre 6.
[169] Marie Rouanet, *La luxueuse austérité*, Paris, Albin Michel, 2006.

## 2. La critique de la consommation

La justification marchande, par la logique de l'arbitrage, des bifurcations descendantes observées, se combine à une justification par la critique de la consommation qui vient consolider le choix d'occuper un emploi moins rémunéré et de réduire la consommation marchande. Ainsi, le système de justification trouve sa cohérence dans la combinaison de la logique de l'intérêt individuel (j'y reviendrai dans le chapitre 5) et de la critique de la consommation, qui vient apporter un fondement moral à la modération de la consommation dans une logique d'addition plutôt que d'alternative entre vertu et intérêt.

La grammaire critique s'articule elle-même entre plusieurs logiques additionnées. La première est celle de la critique de la consommation en raison de la face cachée de la consommation, la sphère de la production. On peut la nommer critique sociale de la consommation. La deuxième fait référence à la logique de l'aliénation, transposée à la sphère de la consommation qui pointe la consommation inauthentique, les « faux besoins » ou les « besoins artificiels », nommée ici critique artiste de la consommation (Keucheyan, 2019 ; Boltanski et Chiapello, 1999). Enfin, la troisième, la plus présente dans les discours recueillis est la logique écologique qui pointe les effets sur la nature ou la planète d'un mode de consommation. La critique ordinaire de la consommation articule ses trois logiques sans pour autant les expliciter ni faire référence directe, sauf exceptions, à la critique savante. Elle apparaît au fil des entretiens, de manière discrète mais omniprésente, par petites touches discursives.

### 2.1. La critique sociale et la critique artiste du consumérisme

La dichotomie « critique sociale » et « critique artiste » introduite par Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999) peut également s'appliquer à la critique de la consommation : l'une porte sur les conditions de production des biens de consommation – qui rendraient leur consommation coupable malgré la satisfaction qu'elle procure –, l'autre porte sur la nature de la satisfaction

qui serait inauthentique, faussée par la manipulation, artificielle. Ces deux formes de la critique sont constitutives de la société de consommation, de son émergence à son développement et l'accompagnent. Elles sont également diffusées, par appropriation sociale diffuse plutôt que par appropriation savante directe, même si certains enquêtés sont aussi des lecteurs attentifs des ouvrages de cette critique savante.

### 2.1.1. La critique savante de la consommation

La critique de la consommation puis de la société de consommation a constamment accompagné le développement de la société de consommation sans jamais paradoxalement freiner sa croissance. À l'instar de la critique du capitalisme étudiée par Ève Chiapello et Luc Boltanski (1999), elle peut même apparaître comme l'expression de la société de consommation aux yeux de l'histoire, pour paraphraser Jean Baechler, sur « l'anticapitalisme » (cité par Boltanski et Chiapello, 1999, p.81). Sans pouvoir faire l'histoire de la critique savante de la consommation qui demanderait un ouvrage propre, on peut en distinguer les grands moments et les arguments[170]. Seuls sont retenus les principaux motifs et leur évolution afin de montrer le parallélisme avec les motifs de la critique ordinaire[171].

#### *L'émergence d'une grammaire critique*

La critique du luxe puis celle de la société de consommation suivent la démocratisation de la consommation. Trois moments historiques peuvent être distingués dans l'émergence de la critique savante de la consommation puis de la société de consommation qui ont accompagné son développement : le moment de la genèse (autour de la « querelle du luxe »), celui de la contestation des années 1960 et 1970 et celui, plus récent, qui rend centrale la critique écologique et la combine avec critique sociale et artiste.

[170] La séparation entre les trois types de critique, sociale, artiste et écologique, vise à distinguer les motifs de la critique. Dans les textes savants, ceux-ci sont souvent mêlés notamment à partir de la critique des années 1960 et 1970 qui introduit la critique écologique telle qu'elle s'est développée et précisée aujourd'hui.

[171] Pour une présentation synthétique, voir aussi Pinto (2018), notamment le chapitre 2 intitulé « La société de consommation : une mythologie politique » (p.43-93).

On peut situer le premier moment, celui de la genèse de la société de consommation, au XVIII[e] siècle, symboliquement autour de la querelle du luxe (Diemer, 2013), même si certains historiens placent la Consumer Revolution dès le XVI[e] siècle (Trentmann, 2016), plus souvent au XVII[e] et XVIII[e] siècles (Roche, 1997 ; de Vries 2008)[172], comme avènement de la révolution matérielle. Il ne s'agit pas encore de la société de consommation mais de sa naissance, dans les idées et dans les pratiques, poursuivi par un processus de démocratisation de l'accès aux biens de consommation, intervenant plutôt au XIX[e] siècle et se généralisant au XX[e] siècle (Daumas, 2018). Sans faire une étude historique approfondie du déroulement de la « querelle du luxe » et de l'ensemble des intellectuels qui y prirent part, on peut retenir que Jean-Jacques Rousseau y énonce *de facto*, avec les arguments critiques envers le « luxe », le refus de la consommation au-delà du niveau de subsistance ou de survie des économies paysannes et les premiers éléments d'une grammaire anticonsumériste (Diemer, 2013 ; Pignol, 2010 ; Crétois, 2019). Alors que l'économie politique pose l'objectif de « richesse des nations » comme manière de s'émanciper de la nécessite et de sortir de l'état représenté comme instable de la subsistance, énonce les avantages du « doux commerce » (Crétois, 2019) comme manière de pacifier, par les échanges économiques et le désir d'améliorer l'ordinaire, et assure que la richesse des uns fait l'abondance pour tous à l'image d'une ruche prospère, Rousseau critique le luxe et fait l'éloge du bonheur dans la sobriété, avec des arguments précurseurs de la critique future de la société de consommation (Crétois, 2019 ; Pignol, 2010). Le deuxième moment est celui de l'accomplissement de la société de consommation dans le monde occidental durant les décennies 1960 et 1970. Formulée par des lecteurs de Marx, en France (Henri Lefebvre, Jean Baudrillard, André Gorz, Guy Debord, par exemple), en Allemagne – puis aux Etats-Unis pour certains – (Herbert Marcuse, Theodor Adorno, Erich Fromm, etc.) ou aux États-Unis (Vance Packard, Lewis Mumford, Kenneth Galbraith), elle porte principalement sur les désillusions quant aux promesses de bonheur de la société de consommation individuellement et socialement. Enfin, le troisième moment est celui du tournant du XXI[e] siècle où la critique de la société de consommation est reliée à la crise écologique (Latouche, 2006, 2010, 2012, 2020 ; Bourg, 2016 ; Bourg et Roch, 2012 ; Keucheyan, 2019). La critique devient à la fois éthique et normative (la consommation n'apporte pas les satisfactions espérées et la consommation comme finalité n'apporte pas le bonheur espéré), ainsi que fonctionnelle (le système est

[172] La question du moment de la naissance de la société de consommation est une question controversée en histoire, débattue autour des notions de « Consumer Revolution » et d'« Industrious Revolution » (de Vries, 1994 et 2008 ; Bréaur, 2017). La querelle du luxe est analysée ici comme une controverse intellectuelle, non comme le moment historique de la naissance du consommateur et de la société de consommation.

rationnellement condamné du fait des dommages écologiques) pour reprendre la distinction que Hartmut Rosa établit dans la critique de la modernisation (2010, p.90).

La critique de la société de consommation n'est pas seulement intellectuelle : elle anime aussi les mouvements sociaux qui, comme les expérimentations sociales de modes de vie sobres ou de transformation de la vie quotidienne, nourrissent continuellement la critique théorique et inversement. Le mouvement de mai 1968 est par exemple le reflet de cette critique de la société de consommation. « À bas la société de consommation ! », « À bas la société spectaculaire marchande ! », « La marchandise est l'opium du peuple », « La marchandise, on la brûlera », « Dans le décor spectaculaire, le regard ne rencontre que les choses et leur prix », « Êtes-vous des consommateurs ou des participants ? », « Consommez plus, vous vivrez moins », « Ne consommez pas Marx » : sur les murs, les slogans témoignent de la dénonciation de la société de consommation (Pinto, 2018, p.80). Les mouvements consuméristes reprennent cette critique : « Notre société n'est pas celle des consommateurs » titre *Que choisir ?* en couverture d'un numéro de 1974 avant d'évoluer vers une ligne éditoriale plus technique, moins militante et orientée vers le conseil avisé au consommateur (Pinto, 2018, p.101). Des mouvements sociaux plus récents contestent aussi la société de consommation et expérimentent des modes de vie alternatifs et sobres, qu'il s'agisse de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou d'expérimentations de vie sobre (Pruvost, 2013a, 2013b, 2015a, 2015b, 2016, 2017a, 2017b). Ces expérimentations de vie alternatives enrichissent aussi des courants théoriques critiques comme la décroissance (Latouche, 2010) ou encore le convivialisme (Caillé, 2015).

## *Critique artiste et critique sociale de la consommation*

Les notions de critique artiste et de critique sociale appliquées originellement au capitalisme peuvent aussi caractériser les deux registres d'argumentation de la critique de la consommation, la critique de la société de consommation constituant d'ailleurs un pan important de la critique artiste du capitalisme (Boltanski et Chiapello,1999, p.244). On retrouve dans la critique de la consommation ou de la société de consommation une critique qui s'appuie sur le désenchantement apporté par la consommation, sur l'illusion des promesses de bonheur associées à la satisfaction de besoins multipliés, sur l'inauthenticité des rapports sociaux comme des rapports aux choses, ainsi qu'une critique dénonçant le système de production derrière la consommation, les inégalités qu'il génère, l'exploitation qu'il suppose, le maintien de la misère (Boltanski et Chiapello, p.82).

Ces deux types de critique se conjuguent dès la querelle du luxe dans les arguments évoqués par Rousseau, dénonçant à la fois le malheur de la mauvaise richesse et les inégalités comme l'exploitation du travail d'autrui par les riches. Dans le *Discours des Sciences et des arts* (1750), Rousseau présente la marchandisation des rapports sociaux jusqu'aux hommes politiques « qui ne parlent que commerce et argent » ou encore, dans le *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes* (1750), l'habituation à des « commodités ayant par habitude perdu tout agrément et étant en même temps dégénérés en de véritables besoins » (cité par Diemer, 2013, p.11). La multiplication des marchandises et le développement de la société marchande suscite de mauvais usages de la richesse associés à la vanité et l'envie, le développement de consommations ostentatoires (luxe d'ostentation) et de nouvelles dépendances face aux biens de confort (luxe de mollesse). La dénonciation de cette mauvaise richesse le conduit à faire l'éloge dans ses écrits philosophiques comme dans *Émile ou De l'éducation* (1762) et *La Nouvelle Héloïse* (1761), du bonheur dans la sobriété. Ces arguments portant sur la fausseté et la vanité de consommations symboliques, sur la création de dépendances nouvelles face aux biens de consommation, sur l'altération des rapports sociaux et marchandisation des sociétés, amorcent la critique artiste qui porte sur l'inauthenticité, voire sur le malheur de la recherche de consommation faussement abondante. De l'autre côté, dans les Livres II et IV d'*Émile* (1762), c'est la débauche d'énergie et le travail nécessaire, les vies possiblement sacrifiées, les millions de mains mises à contribution quand les biens produits se consument si rapidement, ainsi que les inégalités des sociétés marchandes, qui sont constamment dénoncées (Pignol, 2007, 2010). La critique sociale de la consommation porte alors sur la face cachée des biens de consommation, les rapports de production inégaux et l'asservissement au travail.

On retrouve ces arguments développés dans les théories critiques des décennies 1960 et 1970, avec une étude plus spécifique de la critique artiste alliée à la critique de l'asservissement au travail contenue dans l'abondance de biens et le désir de consommer. Cette critique artiste se structure autour de la notion d'aliénation, les « charmes de l'aliénation » écrit Louis Pinto (2018, p.54), de la hiérarchisation des besoins, de la dénonciation de l'uniformisation et de la culture de masse. Le terme d'aliénation, applicable au rapport subjectif malheureux au travail, est déplacé à la sphère de la consommation et appliqué aux errements du consommateur manipulé. La notion d'aliénation dans la consommation permet de nommer l'usage malheureux des richesses, la perte de soi, une forme de malheur du consommateur, la dépossession de son propre désir. Ainsi, appliquée à la consommation, l'aliénation pourrait se définir comme :

> « la pathologie d'une vie détournée d'elle-même et qui se manque. Autrement dit d'une vie qui manque de naturel en tant qu'installée dans l'impossibilité de se réaliser et de se comprendre » (Haber, 2006, p.57).

Cette définition s'apparente à celle de Jean Baudrillard qui définit « l'homme aliéné » non pas seulement comme « homme diminué, appauvri » mais aussi comme « homme retourné, changé en mal et en ennemi de lui-même, dressé contre lui-même » (Baudrillard, 1970, p.306). Transposé de la sphère du travail à la sphère de la consommation, le terme d'aliéné est explicitement utilisé par André Gorz (1975 et 1977 [2018]), Jean Baudrillard (1968, 1970) et Herbert Marcuse (1964). Il synthétise plusieurs types de critiques de la société de consommation. La première est celle de la manipulation des désirs individuels, notamment par la publicité : *We Want What We Don't Need* suggère Juliet B. Schor (1998) en reprenant cette critique. L'individu est dépossédé de son propre désir au profit de l'intérêt d'autrui, celui des producteurs. C'est la thèse développée d'abord par Vance Packard (1958) qui dénonce ce qu'il appelle la « persuasion clandestine » exercée par la publicité commerciale au profit des grandes firmes, puis par John Kenneth Galbraith dans l'*Ère de l'opulence* (1961) où il décrit le pouvoir des grandes firmes et l'illusion de la souveraineté du consommateur conduit, par la publicité, à désirer des biens dont il n'avait ni idée, ni usage auparavant et dont la vente contribue au profit des grandes entreprises. Pour Herbert Marcuse, c'est l'ensemble du système social qui conditionne et fabrique les désirs supposés individuels :

> « L'appareil productif, les biens et les services qu'il produit "vendent" ou imposent le système social en tant qu'ensemble. […] Les produits endoctrinent et conditionnent, ils fabriquent une fausse conscience insensible à ce qu'elle a de faux » (Marcuse, 1964, p.36-37).

Les désirs imposés à travers les « valeurs de la publicité » conduisent à la perte de soi dans la consommation et à l'uniformisation des consciences et des manières de vivre : « ainsi prennent forme *la pensée et les comportements unidimensionnels*[173] » (Marcuse, 1964, p.37). La deuxième dimension de l'aliénation réside dans le cercle vicieux de l'abondance d'objets qui crée un sentiment de manque permanent et de fausse abondance dans laquelle l'insatisfaction l'emporte finalement sur le sentiment de satisfaction dans la consommation. Selon Jean Baudrillard (1970), la société d'abondance organise paradoxalement ce manque généralisé. La conséquence en est le sentiment de privation. Ce manque est lié à l'infinité des désirs, flattée par la multiplication des objets, quand les ressources sont limitées : la dépossession provient de l'impossibilité et de la frustration de ne pouvoir acquérir tant d'objets qui se présentent pourtant

[173] En italique dans le texte.

comme accessibles, de la tension entre une promesse d'accessibilité et une impossibilité à tout acquérir, et de la croissance des besoins toujours plus rapide que la capacité à les détenir[174]. Un titre d'article d'André Gorz reproduit dans *Écologie et liberté* synthétise cette abondance illusoire, accompagnée d'une perpétuelle frustration : « quand la richesse rend pauvre » (Gorz, 1975 et 1977 [2018], p.290). La troisième dimension est celle de l'effacement de la fonction d'usage des objets alors que la fonction symbolique devient la principale fonction de la consommation. La valeur d'usage de l'objet s'est perdue et ce dernier est changé en signe : « on ne consomme jamais l'objet en soi (dans sa valeur d'usage) – on manipule toujours les objets (au sens le plus large) comme signes » (Baudrillard, 1970, p.79). Enfin, la perte de soi dans la consommation est liée aussi à la standardisation, l'uniformisation et le développement de la culture de masse. Cette grammaire critique est reprise dans la critique écologique pour tenter de faire coïncider critique artiste (aliénation dans l'expérience de consommateur) et critique écologique (nuisances environnementales, voir plus loin). Elle conduit à tenter d'établir une catégorisation des besoins et des formes de consommation qui sont censées les satisfaire, et de construire une distinction morale qui permette de distinguer « vrais » et « faux » besoins (Adorno et Heller, 2008 ; Keucheyan, 2019).

### *Catégoriser et hiérarchiser les consommations*

La critique de la consommation tente aussi de définir des catégories de consommation différentes et hiérarchisées qui distingueraient la consommation nécessaire de la consommation superflue, la consommation réelle de la consommation imaginaire, la consommation authentique de la consommation superficielle ou superflue. Cette distinction n'a rien d'une évidence, comme le notent Theodor Adorno ou Àgnes Heller (2008) qui renoncent finalement à distinguer « vrais » et « faux » besoins au nom de l'impossibilité à juger de l'extérieur la consommation d'autrui et du risque d'appliquer ses propres catégories, socialement situées, à la consommation d'autrui alors que, conclut Àgnes Heller, tout besoin exprimé doit être reconnu. Ces textes de Theodor Adorno et Àgnes Heller montrent les ambivalences et les

[174] Jean Baudrillard cite Marx (1970, p.19-20) sur les mirages de l'objet transformé en marchandise, prétendument accessible, par le biais de la monnaie : « Dans les rues les plus animées de Londres, les magasins se serrent les uns contre les autres, et derrière leurs yeux de verre sans regard s'étalent toutes les richesses de l'univers, châles indiens, revolvers américains, porcelaines chinoises, corsets de Paris et épices des Tropiques ; mais tous ces articles qui ont vu tant de pays portent au front de fatales étiquettes blanchâtres où sont gravés des chiffres arabes suivis de laconiques caractères – L, s, d (Livre sterling, shilling, pence). Telle est l'image qu'offre la marchandise en apparaissant dans la circulation » (Marx, *Contribution à la Critique de l'Économie Politique*).

difficultés d'une critique de la consommation. En effet, cette critique se traduit nécessairement par une distinction entre au moins deux types de consommation, l'une nécessaire, l'autre superflue – aucun théoricien n'ayant jamais prétendu supprimer toute consommation, ni même la limiter à la stricte survie. Au contraire, le luxe ou le surplus peuvent même être défendus comme une nécessité (Paquot 2005 ; Bataille, 1949). Critiquer la consommation, c'est donc toujours critiquer un certain type de consommation. Si l'on veut prétendre à ce que cette ligne de partage ne soit pas tout simplement une forme de domination de classe qui s'exerce sur la consommation d'autrui – soupçon de mépris de classe avéré selon Louis Pinto (2018, p.66) –, il faut entreprendre de la fonder théoriquement ou moralement et éventuellement de la combiner avec la hiérarchisation écologique de biens de consommation, selon l'évaluation de leur degré de nuisance sur l'environnement. Peu d'auteurs se sont risqués à aller au-delà d'une différence conceptuelle entre consommation autonome et hétéronome, émancipatrice ou aliénée, et les rares tentatives pour fonder cette distinction s'orientent dans deux directions : la première est celle du « seuil » chère à Ivan Illich et présente aussi chez André Gorz (1992 [2019]), la seconde est celle de la catégorisation des besoins. Aucun critère ne permet de déterminer le juste seuil même si les dommages écologiques disent le niveau de consommation trop élevé dans les sociétés industrialisées : la question du seuil est une question politique et ne peut se résoudre que par la démocratie et le débat quand l'autolimitation devient « projet social » (Gorz, 1992 [2019], p.45). La question du seuil peut rendre la démocratisation d'une pratique peu souhaitable : ainsi en est-il de l'automobile, objet de liberté tant qu'elle est réservée à quelques-uns, objet d'aliénation quand elle plonge chacun dans les embouteillages ce qui peut expliquer ainsi la contradiction apparente entre théorie et pratiques personnelles chez le pourfendeur de « l'idéologie sociale de la bagnole » d'un côté (Gorz, 1975 et 1977 [2018], p.135-148), chez l'amateur de vacances en voiture sur les routes, grisé par la vitesse, de l'autre côté (Gianinazzi, p.181). Concernant la catégorisation, Ivan Illich s'est essayé à préciser ce qui départagerait deux types d'outils ou de techniques plutôt que deux types de biens ou de services : l'outil hétéronome est celui qui rend l'homme dépendant de la technique alors que l'outil autonome ou convivial augmente le pouvoir de l'homme. Le calcul de la vitesse généralisée est aussi une tentative d'objectivation de distinction apportée, par exemple, entre l'automobile (outil hétéronome) et la bicyclette (outil autonome et convivial) (Dupuy, 1975, p.115-126) : l'efficacité de l'automobile est amoindrie par les heures de travail nécessaires à sa fabrication, son entretien et son alimentation en énergie et là où la bicyclette fait gagner du temps par rapport à la marche à pied, l'automobile en fait gagner peu si l'on prend en compte l'ensemble de ses

coûts (relatifs au salaire de chacun). L'aliénation de la consommation provient ici du temps de travail caché qu'elle contient.

Plus récemment, Razmig Keucheyan (2019) propose une « révolution des besoins » qui permette de « sortir du consumérisme » en réduisant les « besoins artificiels » pour ne promouvoir que les « biens émancipés » et distinguer les « besoins légitimes » des « besoins égoïstes et insoutenables ». Il introduit alors deux catégories d'énonciation du besoin non légitime, son manque de vertu morale (« égoïste ») et ses effets écologiques nuisibles (« insoutenable ») (p.25). C'est l'une des difficultés des catégorisations contemporaines qui voudraient faire coïncider l'écologiquement nuisible avec le moralement condamnable, dans un mouvement qui va de l'aliénation vers l'écologie politique (p.27) : le premier critère nécessite une mesure[175] alors que le second suppose des fondements éthiques pour distinguer les « besoins artificiels » autrement que par la légitimation de ses propres besoins socialement situés. L'énoncé de cette loi morale constitue un problème difficilement surmontable et pourtant au cœur d'une grammaire critique de l'aliénation dans la consommation. En effet, on pourrait s'arrêter aux « besoins nécessaires à la survie » ou besoins biologiques « absolus » (p.32). Mais au-delà des estimations scientifiques du minimum nécessaire à la survie, on bute très vite sur la construction sociale et historique des besoins, la variabilité même du strict nécessaire et le fait que la limite même des besoins « absolus » n'est pas fixe : doit-on y inclure la qualité de l'air que l'on respire ? À partir de quel niveau doit-on considérer que la survie est en jeu ? De plus, « tous les besoins authentiques ne sont pas d'ordre biologique » (p.43). La distinction devient plus floue encore quand on veut y inclure, par exemple, les capacités (Sen, 2010), ce qui donne les conditions concrètes d'exercice de sa liberté ou encore le « besoin de temps libre ». La coïncidence recherchée par Razmig Keucheyan entre « besoin authentique » et respect de la nature complique encore la définition : le voyage serait un besoin « authentique » mais pas le « tourisme en avion *low cost* » à la fois « insoutenable et aliénant » (p.47). Finalement, Razmig Keucheyan conclut en citant Rousseau (*La Nouvelle Héloïse*) : « les vrais besoins n'ont jamais d'excès ». Le seuil et la modération deviennent la ligne de partage entre vrais et faux besoins, ouvrant la voie à la délibération démocratique des besoins pour discuter ces seuils plutôt qu'à l'établissement d'une ligne de partage qui fasse coïncider la vertu écologique et l'authenticité sociale et morale des besoins.

La grammaire de la critique savante de la consommation est donc loin d'être parfaitement aboutie théoriquement et soulève davantage de questions qu'elle n'en résout. Cependant, ces

[175] Voir la ection 2 de ce chapitre et le chapitre 6.

débats théoriques et leurs contenus portant sur l'aliénation, la distinction entre besoins authentiques et besoins superflus ou artificiels, entre le seuil et la modération, se retrouvent de manière diffuse dans la critique ordinaire de la consommation et dans les récits recueillis. Ces consonances montrent une circulation de la critique entre sphères savante, demi-savante, médiatique et ordinaire, plus qu'une appropriation directe, à quelques exceptions près, de la critique savante.

### 2.1.2. L'appropriation ordinaire de la critique

Si la critique de la consommation ne constitue pas le cœur des discours qui accompagnent et justifient les bifurcations professionnelles observées, cette critique ordinaire est néanmoins présente sous deux formes : d'abord, comme rejet d'un mode de consommation dominant et comme jugement négatif sur la consommation d'autrui et ensuite comme justification de sa propre consommation qui se distingue de cette consommation dominante. En cela, la critique ordinaire est conforme à ce que dit Louis Pinto de la critique savante : c'est la figure de l'autre qui est dépeinte comme « envoûtée » par la consommation « quand les intellectuels ne semblaient pas concernés » (Pinto, 2018, p.63) ; l'aliénation dans la consommation concerne davantage l'état d'une société ou la situation d'autrui plutôt qu'une manière de nommer une expérience malheureuse personnelle de la consommation.

#### *« Ça m'est complètement alien » : le jugement négatif sur la consommation d'autrui*

La grammaire de la critique ordinaire est très proche de celle de la critique intellectuelle. Elle s'approprie, dans un discours ordinaire, les notions d'aliénation, de désir sans limites, de massification de la culture, ainsi que de catégorisation et de hiérarchisation des types de consommation. Le discours critique se tourne d'abord sur la critique de la consommation d'autrui, d'un modèle social imposé – et refusé –, « on nous montre des choses, un modèle » déplore Clara (employée devenue professeur de yoga et apicultrice) qui pense que ces tentations sont source de frustration sociale : « on se laisse aller à des besoins qu'on n'a pas et ça nous

fragilise finalement », pour préciser qu'elle-même et son conjoint tentent de s'en préserver. La critique se manifeste par nombreuses petites touches, notamment dans la réprobation de certaines formes de consommation jugée ostentatoire, superficielle, excessive. L'illimitation des désirs, alimentée par l'offre infinie et toujours renouvelée d'objets, en est un des éléments. Les désirs sont décrits comme étant sans mesure, imposés de l'extérieur ; ils rappellent très exactement la critique savante.

Deux exemples incarnent cette critique ordinaire de la société de consommation : la dénonciation de l'engrenage des désirs – d'une aliénation dans la consommation – et le refus d'un système culturel de masse. Le premier exemple concerne notamment les enquêtés en contact avec des cadres très bien payés qui désapprouvent le mode de consommation de leurs collègues qu'ils jugent ostentatoire et aliénant (Veblen, 1899). Marc (trader devenu professeur) utilise explicitement le terme d'aliénation pour qualifier l'enfermement de ses anciens collègues de travail dans un mode de consommation qu'il désapprouve, quand d'autres, sans utiliser le terme, décrivent des situations auxquelles ils souhaitent échapper : le cercle vicieux du désir illimité, la consommation imposée par le système publicitaire ou la simple tentation de la marchandise, la dépossession de son propre désir et le choix individuel qui échappe. Marc (trader devenu professeur) dénonce la consommation illimitée, distinctive et ostentatoire de ses collègues, qui acquièrent « des montres à 40 000€, un truc qui lui a toujours paru débile » :

> « Faut être juste complètement con pour avoir envie d'acheter une montre à 40 000€. […] Et tu dois montrer ta réussite ! Montrer sa réussite, c'est le couillon qui avait vingt-six ans et qui revenait tout souriant parce que, avec sa prime, il avait acheté une montre. Toi t'as envie de le secouer et de lui dire : "Putain mais c'est pas vrai, quoi. Mec, t'as vingt-six ans" Évidemment les mecs ils se moquaient de moi ! »

Professeur, il transmet ce message à ses élèves :

> « "Si vous êtes instruits, vous êtes libres ! […] Si vous êtes détachés par rapport à un certain nombre de contraintes matérielles, vous êtes libres ! Donc vous, essayez de faire des choix et de ne pas vous donner des contraintes stupides, des contraintes qui moi me paraissent stupides en matière de consommation". […] C'est-à-dire que je comprends parfaitement qu'on désire avoir le niveau de vie que j'ai [comme professeur] et qui, encore une fois, est un niveau de vie très aisé. Au-delà, ça m'est complètement alien en fait ! »

Il conclut qu'il y a, dans de tels modes de vie « quelque chose de déplaisant qui est aliénant quoi ». Vincent (technicien devenu jardinier) fait aussi un portrait négatif d'une société qui suscite continuellement de nouveaux désirs, engrenage auquel le manque d'argent le soustrait :

> « Et le problème c'est si vous avez de l'argent et y vous manque un truc, ben le problème c'est que vous êtes dans le truc de consommation et vous voulez toujours plus et donc vous

> serez jamais heureux comme ça ! Si vous avez toujours un truc, “ah il me faut ça !”, à un moment vous aurez jamais assez d’argent, il vous en manquera toujours ! À un moment c’est fait pour hein ! Vous avez ça, ah, on peut avoir ça… Ah mais pour avoir ça maintenant il faut… Ah je le vois j’ai des potes qui prennent de l’argent comme jamais j’en prendrais et qui sont malheureux, réellement ».

Faisant du manque de la perpétuelle frustration et de la trompeuse abondance le cœur de sa critique, Vincent énonce très exactement les arguments de la critique de Jean Baudrillard, par exemple.

Une deuxième dimension de la critique de la société de consommation réside dans la critique de la culture de masse, notamment de la télévision que beaucoup d’enquêtés ne possèdent pas ou plus. Clara (employée devenue professeur de yoga et apicultrice) se trouve en conflit avec sa famille au sujet de l’éducation de sa fille en refusant les jeux qui symbolisent la culture de masse et la soumission à un univers publicitaire :

> « Pour ce qui est des Barbie et tout ça, c’est un peu plus délicat. J’avais interdit à la famille Barbie, Disney tout ça et puis quand elle a réclamé absolument pour Noël une Barbie et que la mère de mon compagnon avait acheté une Barbie avant qu’on lui dise non, je me suis dit : “bon ben, voilà, tant pis on va dire oui”. Et du coup, ils se sont tous lâchés, elle a quatre Barbie, pour gérer, on a relancé une interdiction et je ne pense pas qu’elle soit plus frustrée que ça, non. […] Je ne veux pas qu’elle soit hors société mais par contre ce truc de culture de masse et de consommation, ce n’est pas à moi ou à mon compagnon de le donner, la société s’en charge ».

Elle rappelle périodiquement les interdits qu’elle pose, comme le refus de voir sa fille regarder la chaîne Disney Chanel quand elle est gardée par son père et sa belle-mère, chaîne de télévision dont le programme est « naze, pourri, idiot » : « [ça] transmet vraiment pas des valeurs qu’[elle] cautionne ». L’éducation de sa fille est faite de compromis entre la fille, le père et la belle-mère :

> « [Mon père] se retrouve un peu coincé avec ma belle-mère qui est hyper dans la consommation qui a acheté direct – en brocante parce qu’elle respecte le truc d’occasion- plein de Barbie, la baignoire, le machin, le truc et moi je ne le savais pas et mon père m’a prévenue l’autre jour en me disant : “Ah tu verras à la maison…” pour m’alerter pour que je dise pas : “Au secours mais au secours !” Enfin c’est compliqué ».

Très pratiquement, Clara négocie pour préserver sa fille de la culture de masse ou tout au moins « garder une mesure ». La critique de la société de consommation conduit pratiquement à orienter sa propre consommation. Nombreux enquêtés récusent pareillement la consommation

de masse, le gaspillage, la propagande télévisuelle ou les mirages de la publicité pour prendre leurs distances vis-à-vis de ces formes d'appels à la consommation.

### *Orienter sa propre consommation*

En opposition au consommateur aliéné, chacun revendique une consommation réappropriée qui s'oppose à un « système » (Damien) ou se revendique comme une « sorti[e] de la consommation de masse » (Hélène). Cette réappropriation s'inscrit en continuité d'une critique sociale et d'une critique artiste de la société de consommation : refus de certains types de consommations, d'objets signes ou de consommation « déraisonnée » (Vincent) d'un côté, refus d'un système de production de l'autre.

Toutes les consommations ne se valent pas : les discours individuels rejoignent les tentatives théoriques pour trouver des principes de distinction entre catégories de consommation qu'il s'agisse de vrais et faux besoins ou encore d'outils autonomes et hétéronomes, par exemple. Ainsi, à partir de l'observation des conditions de développement en Afrique où elle a voyagé à bicyclette, Clara (employée devenue professeur de yoga et apicultrice) fait un éloge de la bicyclette face aux moyens de transports motorisés et dépendant d'une énergie extérieure. Elle retrouve très exactement l'argumentation d'Ivan Illich :

> « Un vélo, une fois qu'on en a un, à part trois réparations à la con, on l'a pour toute la vie. Une moto, il faut de l'essence et en fait tout ça, ça crée des dépendances qui sont vachement difficiles à gérer pour ces populations-là qui se paupérisent dans la consommation. On a l'impression qu'ils ont plus et en fait ils ont moins. Ils sont plus fragiles, plus en danger, plus dépendants. [Silence] Mais bon, nous aussi, en fait hein ».

Son discours isole deux catégories de biens, la bicyclette, objet autonome dont l'usage confère une liberté, et la moto, objet hétéronome, qui crée une dépendance (à l'énergie extérieure) et qui est plus complexe à réparer. Cela pour finalement aboutir à une critique du développement qui paupérise en croyant enrichir et à un slogan ("croire qu'on possède plus en ayant moins") qui résume la pensée par exemple de Serge Latouche (2006, 2007). Elle-même se tient à distance de ce mode de consommation et de développement en voyageant à bicyclette – elle expérimentera l'universalité du moyen de transport qui trouve partout à être réparé. Cet éloge de la bicyclette concerne d'autres enquêtés, urbains comme Hélène ou Bianca qui font leurs trajets quotidiens à bicyclette, ruraux ou péri-urbains comme Sylvain, Pierre, Paul, Damien, qui font des trajets plus longs.

La baisse des revenus favorise aussi une résistance à l'imposition de désirs et à l'engrenage des achats. Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administratif à temps partiel) se félicite de passer ses samedis dans son jardin potager, pratique qu'elle a développée depuis son changement professionnel et la réduction de son temps de travail, ce qui lui permet d'« échappe[r] à la consommation du samedi qui happe quand on est en ville » : « tu t'en rends même pas compte, tu vas te retrouver en caisse en train d'acheter un truc [rires] ». C'est une manière de « ne pas être en contact » avec la société de consommation. De même, Vincent (technicien devenu jardinier), qui vit dans un village, assure aller dans les bois plutôt que de se laisser tenter par les achats :

> « Je vais pas dans les magasins à me dire : "ah ça j'ai pas, j'ai pas effectivement". Je l'aurais pas vu, je me serais même pas posé la question donc je continue à faire sans. […] On évite tout ce qui est dépenses ».

La réduction du revenu comme le nouvel emploi contribuent à la réduction des dépenses et éloignent de la consommation imposée. Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) considère que ses modestes revenus le protègent et que son « choix de vie sobre » le « protège [lui]-même se [s]es démons » : « je pense que je suis vraiment du genre à m'accommoder des caleçons de soie »[176], image qui renvoie à une allégorie qu'il a postée sur les réseaux sociaux pour signifier la facilité avec laquelle on peut s'habituer à la consommation, une de ses motivations pour « aller vers la sobriété ». Enfin, Damien (technicien devenu ouvrier à mi-temps) se définit comme « épicurien » et, pour éviter que « [s]es désirs ne soient des besoins », il tente de « calquer [s]es désirs sur [s]es besoins au lieu de calquer [s]es besoins sur [s]es désirs ». Son nouveau lieu de vie, à la campagne, dans un milieu très préservé de bord de mer, permet « involontairement que [s]es désirs soient calés sur [s]es besoins ».

L'attention est portée aussi aux circuits d'approvisionnement et au mode de production des marchandises, conformément à la critique sociale de la consommation. Ainsi, certains enquêtés refusent de plus en plus de faire des achats en grande distribution : les raisons sont rarement explicitées mais elles sont implicitement liées à la dénonciation des marges de la grande distribution et des faibles prix payés au producteur national (campagne pour le « juste prix » des produits agricoles) ou international (campagnes en faveur du commerce équitable), ou encore à la symbolique de la consommation de masse. Ainsi, Damien (technicien devenu

[176] Échanges électroniques, 30 juillet 2019.

ouvrier à mi-temps) considère que les achats en supermarché sont « à éviter au maximum », « pas seulement parce que c'est lié à un système qu'[il] ne cautionne pas, pas seulement parce que c'est des produits qu'[il] n'a pas envie de bouffer mais aussi parce que tout simplement ça n'a pas de goût » : une critique ordinaire qui mêle critique sociale d'un système de production et de consommation et critique artiste vis-à-vis d'une consommation alimentaire standardisée. Fabienne (cadre de l'immobilier ayant ouvert un magasin Biocoop) affirme ne plus vouloir donner « deux centimes à Carrefour demain » : « j'ai donné à Carrefour, si, pour les cartables des enfants, je ne les ai pas trouvés ailleurs ! Mais tout ce que je peux, je fais attention pour ma consommation ». Vincent (technicien devenu jardinier), qui vit dans un village de Charente, affirme ne plus entrer « en grande surface », « sauf pour le PQ et le Sopalin » : « on fait comme les autres, hein, on ne s'est pas mis au journal ! » Même constat pour Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administrative à temps partiel), qui habite Paris et qui ne « va plus du tout dans les supermarchés » :

> « Alors si, des fois, on va acheter du PQ, des éponges et du foie de morue parce qu'on aime bien ça et bon voilà, je sais pas, je dois peut-être y aller toutes les six semaines quoi. Donc ça fait aller huit fois dans l'année et j'achète très peu de choses ».

D'autres refus concernent des consommations qui renvoient à la désapprobation des conditions de production et aux mauvaises conditions de travail des salariés. Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) boycotte depuis des années les grandes enseignes de vêtements (H&M, Zara) « parce que [elle] n'aime pas du tout la façon dont ils fabriquent leurs fringues », Vincent (technicien devenu jardinier paysagiste) essaie d'éviter d'acheter des vêtements produits « en Chine par des enfants de cinq ans » même si, le plus souvent, il concède « faire comme tout le monde » et à « acheter sur Internet [s]es vêtements de sport », limité par sa contrainte budgétaire (il gagne désormais moins que le SMIC). Bianca (cadre devenue conseillère en transition écologique) essaie de modifier ses habitudes de consommation vestimentaire, outre la forte réduction des achats compte tenu de la baisse de ses revenus, en faveur de consommations « de bonne qualité » et dont elle connaît les conditions de production. Elle est confrontée au désir de « shopping avec les copines » de sa fille et concède à lui donner de l'argent pour « acheter des fringues avec des copines » dans la grande distribution de vêtements : « Ça me fait un peu de la peine parce que souvent c'est des trucs de mauvaise qualité, sujet à la mode, on sait pas trop comment ils sont produits, bon […] Donc ça je suis un peu dans l'impasse, j'ai pas trouvé ». Le discours porté sur sa propre consommation est un discours de justification qui défend la durabilité des objets, des conditions de production respectueuses du droit du travail, la mise à distance de ce qui symbolise la société de

consommation au profit d'une consommation jugée « raisonnée » (Vincent), pas « excessive » (Sylvain) que la baisse des revenus contribue à conforter.

Cette critique ordinaire de la consommation portant sur le refus d'une consommation aliénée et sur la désapprobation des conditions de production et de distribution des biens par les grandes entreprises ou multinationales se conjugue à la critique écologique, très présente, à des degrés variables individuellement, dans l'ensemble des discours recueillis.

## 2.2. Critique et justification écologiques de la consommation

Les premiers travaux de Claudette Lafaye et Laurent Thévenot (1993) puis Bruno Latour (1995) ont montré l'émergence d'une « cité verte » parmi les logiques d'action. Cette référence à une « cité verte » ou « cité écologique » est très présente dans les discours recueillis même si elle est souvent implicite ou énoncée sur le mode de l'évidence et qu'elle se manifeste plus directement sous la forme de normes légitimes de consommation (la « bonne consommation », la consommation « juste ») plutôt que sous la forme de valeurs ou de principes généraux clairement énoncés. Dans les entretiens recueillis, les références explicites à la préservation de la planète ou encore au réchauffement climatique sont peu nombreuses et implicites sans doute parce que la norme écologique est devenue norme dominante dans les milieux aisés et dotés en capitaux culturels et économiques (Comby, 2015) et parce que l'enquête n'a pas été présentée aux enquêtés comme portant sur la dimension écologique des modes de vie. Le choix de produits issus de l'agriculture biologique et leur supériorité sont énoncés par les enquêtés sur le mode de l'évidence.

Cette section vise donc à expliciter la référence à la critique écologique comme justification de logiques de consommation et à en montrer les ambivalences. Car, paradoxalement, la justification écologique est davantage mobilisée pour expliquer les orientations de la consommation que pour légitimer la réduction globale de la consommation marchande, sauf dans le cas de discours plus politisés se référant par exemple au courant de la décroissance (voir

chapitre 6). Autrement dit, l'enquête montre une construction encore en évolution d'une justification écologique dont les contours sont parfois incertains et imbriqués avec d'autres logiques d'action, comme la logique marchande et la recherche de l'intérêt individuel.

### 2.2.1. L'évidence de la critique écologique

La référence à une logique d'action écologique est énoncée le plus souvent sur le mode de l'évidence et intégrée à un système de justifications de la bifurcation et elle confirme l'émergence d'une « cité verte » ou « monde écologique » comme horizon de référence dans les dispositifs de justification.

#### *La cité écologique comme référence*

L'expression de cité écologique, proposé par Claudette Lafaye et Laurent Thévenot[177] (1993) à partir d'une étude sur la référence à la nature dans les conflits d'aménagement, est définie comme septième cité après les six cités (« inspirée », « domestique », « de l'opinion », « civique », « industrielle » et « marchande ») définies par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991, p.85-150)[178]. Le « monde écologique » présente plusieurs spécificités qui le distingue des autres mondes. La première caractéristique de cette septième cité est la prise en compte de la nature et le fait que la nature ne peut être réduite à un « simple moyen » (Latour, 1995) au service d'autres fins mais doit être considérée comme une fin en soi dont la subsistance doit être recherchée pour elle-même et non pas seulement pour servir l'homme ou améliorer son bien-être. Elle ne peut être considérée comme une simple ressource et aspire comme tous les non humains « à participer au royaume des fins » (Latour, 1995, p.26). Ainsi, le souci du bien commun doit-il intégrer la nature comme entité à préserver pour l'homme mais aussi pour elle-même. La deuxième caractéristique est le lien posé entre le local, qui peut être du ressort de

[177] Voir aussi Barbier Rémi, La cité de l'écologie, Mémoire de DEA, EHESS, 1992.
[178] Dans l'ouvrage *Le nouvel esprit du capitalisme* (1999), Ève Chiapello et Luc Boltanski y ajoutent la « cité du projet » (p.154-236) qui complète également les six premiers mondes définis en y intégrant les nouveaux éléments de la gestion managériale.

l'intérêt privé, par exemple dans la défense d'un espace vert, et le global qui se réfère au commun, la cause planétaire, les générations futures (Lafaye et Thévenot, 1993, p.501 ; Latour, 1995, p.26). Ce « changement d'échelle radical » (Lafaye et Thévenot, 1993) et le lien posé entre des intérêts privés ou individuels (jouir d'un paysage, par exemple) et le bien commun planétaire questionne, remet en cause les autres cités, ce qui justifie l'élaboration d'un registre de justification propre : la cité écologique. Par exemple, la cité écologique s'oppose à la cité industrielle ou technicienne qui fait de la nature, une ressource et un moyen. Elle se différencie aussi de la cité marchande qui se définit par une logique de strict intérêt privé, qu'il s'agisse d'utilité du consommateur ou de recherche du profit du producteur. Ces deux logiques peuvent remettre en cause l'équilibre, voire l'existence même, de la nature (pollution, extinction d'espèces, épuisement de ressources, etc.). Enfin, la cité civique se réfère aussi au bien commun mais n'y intègre pas les non-humains, la nature, la planète.

Cette incapacité des autres logiques d'action à intégrer la nature et la préoccupation croissante pour l'écologie justifie de structurer une cité écologique qui s'ajoute aux autres « mondes » avec des référents propres : « cette capacité critique autorise à penser que l'écologie peut fonder un nouveau bien commun et asseoir un principe de justification répondant aux mêmes contraintes que les principes éprouvés » (Lafaye et Thévenot, 1993, p.512). L'ordre de grandeur est l'écologique : il se rapporte à ce qui est « vert », estiment Claudette Lafaye et Laurent Thévenot (allée « verte », croissance « verte », etc.). On pourrait aujourd'hui y ajouter ce qui est « éco » : écoresponsable, éco-village (habité par Sylvain par exemple), éco-chauffage (mis en place pour le hameau de Pierre), éco-carburant, éco-consommation, etc. Les « grands êtres » sont les éléments naturels, l'eau, l'air, aujourd'hui le climat, la faune, la flore, la biodiversité et les « petits êtres », le smog, le béton, la pollution, aujourd'hui aussi les émissions de $CO_2$, de gaz à effet de serre, les déchets non recyclables, etc. (Lafaye et Thévenot, 1993). Plus récente dans son élaboration, la cité écologique peine à trouver un « équivalent propre », une mesure de la grandeur : il peut s'agir de seuil en matière de pollution de l'eau, de l'air, de la terre, de seuil d'exposition à certaines substances ou de bruit, de mesure des émissions de gaz à effet de serre. Cette mesure, bien que toujours incertaine (comment déterminer ce qui est « écologique » et ce qui l'est moins ?), s'affine avec le temps et la préoccupation grandissante pour les urgences écologiques tels le réchauffement climatique, la diminution de la biodiversité, la croissance des risques, etc., qui pèsent sur la vie même. On peut citer par exemple les tentatives de mesure de l'empreinte écologique collective (par pays) ou individuelle[179] ou encore la mesure des

[179] L'association WWF propose un calculateur de l'empreinte écologique (pour la Suisse par exemple : https://www.wwf.ch/fr/vie-durable/calculateur-d-empreinte-ecologique) et au niveau global, on calcule chaque

émissions carbone au niveau global, national ou individuel[180]. Ces mesures sont néanmoins à l'état de construction, susceptibles d'être contestées, et peuvent apparaître comme insuffisantes « pour servir de justifications ordinaires et permettre la mise à l'épreuve » (Lafaye et Thévenot, 1993, p.513). Cette difficulté à établir un mode d'évaluation du caractère écologique rend l'émergence d'un nouvel ordre de justification et la mise à l'épreuve des actions quotidiennes plus incertaines. Enfin, l'extension de la référence au bien commun incluant la nature suscite une rupture de grammaire qui ne se limite plus « à la commune humanité » (présente) mais intègre les générations futures et s'étend au non-humains (animaux, biosphère, écosystème, etc.). Le fait que la cité écologique « déborde de l'humanité » constitue « l'ébranlement le plus considérable » de la grammaire du commun (Lafaye et Thévenot, 1993, p.517). Cette construction d'une « cité verte » fait émerger une critique écologique de la consommation, mobilisée pour justifier les aménagements de consommation constitutifs des nouvelles formes de vie après la bifurcation.

### *La critique écologique de la consommation*

Le registre de justification de la cité écologique est abondamment transposé dans la sphère de la consommation et traverse tous les entretiens recueillis : la référence à une dimension écologique de la consommation est omniprésente mais elle concerne davantage le rappel de normes qualifiant la consommation comme juste et bonne que l'énoncé de valeurs ou principes explicites. Dans la plupart des discours, les principes (le respect de la planète, la lutte contre le réchauffement climatique, le maintien d'une biodiversité, etc.) ne sont pas explicitement cités, c'est leur déclinaison en normes de consommation (« manger bio » ou « acheter local »). Les discours individuels valorisent certains types de consommation en référence, sur le mode de l'évidence qui n'exige pas d'explicitations, d'une manière conforme à ce qui caractérise selon Claudette Lafaye et Laurent Thévenot la « cité verte » : « certains biens de consommation peuvent aussi grandir au sein du monde vert s'ils sont qualifiés d'écoproduits ou font la preuve

année et pour chaque pays une empreinte écologique ou le nombre de planète «utilisé » pour produire et consommer (http://www.footprintcalculator.org/) ce qui permet de faire circuler dans les médias, pour chaque pays, la date fictive d'épuisement de la planète, le lundi 29 juillet 2019 pour la France qui consomme selon cette évaluation, 2,7 planètes si ce mode de consommation et de production était généralisé et 5 pour les États-Unis d'Amérique. Ainsi le « Earth Overshoot Day » constitue une mesure synthétique de (sur)consommation des ressources naturelles

[180] On peut aussi choisir comme mesure l'empreinte carbone (d'un trajet, d'une consommation particulière, d'un mode de vie, d'une nation etc.) : ces mesures sont des constructions qui s'appuient sur les émissions de gaz à effet de serre constatées mais qui dépendent des modèles d'évaluation (voir par exemple : https://www.goodplanet.org/fr/calculateurs-carbone/).

qu'ils polluent moins au cours du cycle de vie que d'autres produits de la même catégorie » (1993, p.513). La cité écologique fournit ainsi un registre de justifications aux orientations de la consommation. Ces justifications s'inscrivent aussi dans le « consumérisme politique » (Micheletti, 2003) ou la « consommation engagée » (Dubuisson-Quellier, 2018) qui prend de l'ampleur auprès de certains groupes sociaux, particulièrement les classes moyennes et supérieures dotées en capital culturel (Comby et Grossetête, 2013), ou dans la figure du consommateur « responsable » ou « engagé » (Dubuisson-Quellier, 2014). Ce registre de justification suppose que les décisions de consommation peuvent ne pas répondre seulement à une logique marchande (étude des prix et des qualités du produit) mais s'inscrire dans une logique « engagée », en l'occurrence « écologique », qui prendrait en compte au-delà du bien-être individuel, le souci de la planète, des générations futures et plus généralement de la nature. Cette disposition conduit à ne pas acheter certains produits (boycott) pour des raisons autres que ses propres préférences individuelles (par exemple, boycotter les produits contenant de l'huile de palme) et à en privilégier d'autres (buycott) notamment pour des raisons écologiques (produits labellisés issus l'agriculture biologique ou écocertifiés) (Dubuisson-Quellier, 2018 ; Balsiger, 2017, 2020 ; Bozonnet, 2010). Ainsi se développe une incitation, venant d'institutions, d'associations ou de scientifiques, à transformer sa consommation au nom d'une logique écologique, insérant, au moins dans les discours, une préoccupation écologique dans la consommation. Cette attention à l'écologie est très présente dans les discours recueillis où sont cités alternativement différentes normes de consommation censées avoir un impact écologique positif. Le changement professionnel s'accompagne le plus souvent, outre d'une réduction de la consommation, d'une évolution de cette consommation vers davantage de conformité à des normes écologiques et une recherche de « cohérence » entre valeurs et normes de consommation. Cette cohérence « écologique » s'applique plus spécifiquement à l'alimentation, aux vêtements et à la mobilité ou encore à l'entretien de la maison (chauffage). Les actions concernées correspondent aux recommandations habituelles pour réduire les émissions de carbone liées aux des modes de vie individuels. À titre d'exemple, le cabinet Carbone 4, dans une récente étude sur l'impact (réduit) des actions individuelles sur les émissions de carbone, retient dix actions qui constitueraient le « comportement héroïque » [181] :

[181] Ces actions relèvent de la consommation individuelle et sont distinguées des actions d'investissement individuel concernant le logement (sortir de l'énergie fossile pour le chauffage) et la mobilité (changer de type de véhicule). Cet impact des actions individuelles est comparé à l'impact du collectif qui consiste à « décarboner le système sociotechnique » c'est-à-dire l'environnement social et technique, les transports en commun, les équipements et les services publics, les processus de production des entreprises, etc. qui ont un fort impact sur les émissions de carbone par habitant.

adopter un régime végétarien, utiliser le vélo pour les trajets courts (milieu urbain), pratiquer le covoiturage pour les trajets moyens et longs (minimum 2,2 personnes en moyenne dans le véhicule), ne plus prendre l'avion, acheter moins de vêtements neufs, manger local, baisser la température visée dans le logement (hiver), acquérir du matériel électro-ménager et haute technologie d'occasion, pratiquer le zéro déchet (réduction des déchets, gourde, etc.) et éclairer le logement avec des ampoules LED[182]. Les éléments qui reviennent le plus dans les actions citées par les enquêtés sont : la réduction des déchets domestiques, l'achat de produits biologiques et produits localement, la réduction de la consommation de viande et de protéines animales, le recyclage et la réparation des objets, notamment les vêtements et le petit électroménager. On lit en filigrane : le respect de la planète et de la biodiversité, la question du climat et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La justification des pratiques de consommation est souvent défendue comme répondant à une exigence de cohérence entre principes (la protection de la planète) et pratiques avec des compromis possibles, des contradictions soulignées par certains et une dynamique de perfectionnement revendiquée mais soulignant aussi que la mise en cohérence des principes et de la pratique est une dynamique plus qu'un état achevé (Bidet et Sarnowski, 2021).

Ainsi, concernant l'alimentation, de nombreux enquêtés disent leurs pratiques d'achat local, de réduction, voire de suppression, de la consommation de protéines animales, de contournement des circuits marchands traditionnels (achat en coopératives ou en AMAP[183]). La dynamique de changement provient à la fois d'une aspiration à une cohérence globale entre travail et consommation et de la réduction du revenu qui conduit à modifier les pratiques de consommation, bien que le lien entre justification écologique et baisse de revenu ne soit pas toujours fait. Au sujet de l'alimentation, la réduction de la consommation de protéines animales est souvent reliée au souci d'intégrer une contrainte budgétaire plus tendue. Aussi, le raisonnement de Guillaume (cadre de la finance devenu co-gérant d'un magasin Biocoop) est-il explicite quand il dit que sa famille a réduit la consommation de viande en combinant justification écologique et contrainte budgétaire :

[182] César Dugast et Alexia Soyeux (dir.), *Faire sa part. Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique*, Carbone 4, juin 2019, p.8.

[183] Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne : pratique de l'achat hebdomadaire ou bimensuel d'un panier saisonnier de légumes et fruits auprès d'un producteur, en vente directe, regroupée et par abonnement. La charte des AMAP souligne la solidarité avec le producteur (en cas de mauvaise récolte, les paniers peuvent être moins remplis), la pratique d'une agriculture sinon biologique (avec label) au moins avec réduction de pesticides, l'aide ponctuelle des abonnés pour des tâches à la ferme, la distance limitée entre producteur et acheteur, la mise à disposition de produits de saison (Lamine, etc).

> « On mange moins de viande parce que Fabienne [son épouse, également interrogée] est végétarienne, parce qu'en bio c'est quelque chose qui coûte plus cher et que aujourd'hui, on mange des protéines végétales. Moi j'aime bien la viande mais je la mange au restaurant, chez nous, on en mange très peu. Si aujourd'hui on consommait moins de viande ça permettrait de nourrir la planète parce qu'il y aurait plus de place pour les activités agricoles… Les exploitations bovines et tout ça sollicitent tellement les terres que ça peut pas fonctionner… Les systèmes comme la ferme des mille vaches, ça peut pas fonctionner ».

Marc (trader devenu professeur) décrit également une dynamique de changement de la consommation, le changement professionnel et la contrainte budgétaire plus serrée, l'invitant à « se poser des questions » et à devenir « plus vertueux ». Concernant l'alimentation, il réduit la consommation de viande et la supprime au repas du soir « puisque les gamins, là ils bouffent de la viande à la cantine tous les midis, on va pas leur en faire manger en plus le soir à la maison donc on ne fait pas de viande le soir donc on ne mange plus de viande ». Dans la justification qu'il donne, les raisons écologiques se mêlent aux raisons budgétaires :

> « Sans le faire exprès, mais en me posant des questions sur l'empreinte écologique, on est devenus pas végétariens parce que j'ai pas exclu la viande de mon régime alimentaire mais on a énormément réduit. Et puis ça coûte moins cher de bouffer des légumes. Donc par exemple voilà ce que tu peux faire, tu peux arbitrer, oui ça coûte plus cher d'acheter des légumes bio [mais comme tu manges moins de viande]. Là c'est pareil ça quand j'en discute avec mes anciens collègues, moi j'achète des légumes bio et au début j'avais le même réflexe qu'ils ont vis-à-vis de moi maintenant, vis-à-vis de ma compagne : "c'est con, c'est pas rationnel d'acheter du bio parce qu'on mesure pas, on sait pas exactement, faudrait que tout ça soit vérifié et puis c'est quand même vachement plus cher donc c'est pas rationnel de bouffer bio" ».

La justification écologique prend finalement le pas sur l'intérêt individuel et la logique marchande de la comparaison des prix. La défense d'un comportement rationnel et d'un arbitrage qui évalue prix, qualités des biens et satisfaction renvoie à la cité marchande et l'empreinte écologique à la cité écologique : on retrouve la notion de double bénéfice, grâce à la réduction de la consommation de viande, plus vertueuse et moins chère. Au fil du temps, Sandrine (co-gérante d'une entreprise culturelle devenue employée administrative) s'est convertie à l'alimentation végétarienne puis végétalienne : son choix n'est pas lié à sa bifurcation professionnelle mais à un engagement de plus en plus important en faveur des animaux, lié aussi au temps libéré par un travail moins prenant. Le fait de préférer des produits biologiques et locaux est signalé par la majorité des enquêtés, ce qui va de pair avec une extrême

attention à l'alimentation et un discours distinctif qui l'accompagne propre aux classes moyennes supérieures à fort capital culturel (Tissot, 2013 ; Gojard, Lhuissier et Régnier, 2009). L'orientation vers des produits issus de l'agriculture biologique se conjugue souvent avec la préférence pour des produits locaux, parfois en lien direct avec le nouvel emploi, dans le commerce local. Ainsi, Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) se réjouit-elle de sa cohérence professionnelle plus grande après bifurcation, ce qui lui permet d'appliquer ses principes dans sa propre consommation comme dans le choix de ses fournisseurs :

> « Ce boulot avant, il était tellement éthiquement loin de ce que je suis… Là, y a une cohérence par rapport au fait d'essayer de manger sain même si on n'achète pas que du bio et machin, on est vachement sur des achats de proximité, j'ai le petit libraire du coin pour acheter le livre, j'ai le petit vendeur de jeux qui est à côté et du coup, mon boulot est en cohésion avec ça aussi. Moi j'achète mon café plutôt aux producteurs qui en ont besoin, la dernière fois on me proposait du café qui venait du Panama mais qui était produit par des Hollandais qui se sont installés au Panama, y a beaucoup de familles de Hollandais qui produisent mais moi au Panama j'ai envie d'acheter du café à des locaux ! C'est une démarche globale de proximité, d'achat local, de faire attention à ce que l'on produit ».

Dans d'autres récits aussi, le fait de privilégier l'achat de produits locaux fait appel à trois ressorts de justification, la cité marchande (la qualité supérieure), la cité citoyenne (le juste prix payé au producteur, l'absence de grandes firmes intermédiaires) et la cité écologique (l'autonomie locale, l'absence de transports émetteurs de carbone).

La justification écologique est également mentionnée par quelques enquêtés sur la question du chauffage, réduit ou surveillé pour des raisons budgétaires et écologiques. C'est l'une des dépenses modulables en cas de contrainte budgétaire très serrée quand le chauffage est individuel. Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) mentionnel l'investissement commun dans une chaudière à bois collective pour le hameau en alliant contrainte économique (le chauffage est une dépense importante du ménage car la ferme qu'il habite est un grand logement) et la contrainte écologique. Dans un double souci économique et écologique, Marc (trader devenu professeur) a réduit la température de son logement à 19°C en journée, en calculant les économies réalisées et en imposant cette nouvelle norme à ses enfants ce qui est facteur de conflits :

> « On est obligé de se poser ces questions et puis la question de la croissance et de l'environnement c'est plus une question qu'on peut éliminer, on peut pas l'éluder dans nos modes de vie, on peut pas l'éluder avec les enfants. Quand ils me disent : "qu'est-ce qu'on s'en fout" moi je dis : "ben à la limite moi je pourrai m'en foutre parce que moi j'ai 50

> ans !" "Ben on se caille ici !" "Ben mets un pull, c'est pas compliqué !" C'est tout le temps ça ! Dix-neuf, c'est pas non plus très froid, attends les mecs ils crevaient pas de froid avant ! Ils vivaient dans des lieux qui étaient à 16° et alors ? Ils disent : "bon on va pas vivre au Moyen-Âge !" [Rires] »

Enfin, faire soi-même, recycler, réparer sont des manières nouvelles de consommer souvent liées aux possibilités offertes par la nouvelle profession : davantage de temps à consacrer à la préparation des repas, aux travaux de couture, au recyclage et à la réparation, un changement de lieu qui permet de jardiner davantage et de composter. Pour Hélène (cheffe de rédaction devenu cadre à temps partiel), le faire soi-même se reporte sur le jardinage et la préparation des repas auxquels elle peut consacrer beaucoup plus de temps, ainsi qu'« à la vie domestique, à la vie familiale, au fait de faire des choses pour la maison […] pour mettre en cohérence les idées intellectuelles qu'on a avec le quotidien qu'on vit ». Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café), par souci d'économie, « répare les trucs cassés […] bricole » : « on était déjà comme ça, on l'est d'autant plus […] on fait attention à tout. On peut réparer comme on peut récupérer des trucs ». La contrainte budgétaire s'allie à une « prise de conscience » pour réduire son empreinte écologique par la consommation. Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste), pour les mêmes raisons écologiques et budgétaires, signalent elle aussi réparer davantage les vêtements usagers, les faire durer et limiter les achats : la contrainte écologique rejoint la contrainte budgétaire. La critique écologique est souvent imbriquée dans la logique marchande.

### 2.2.2. Les ambivalences de la justification écologique

La justification écologique des choix de consommation n'est pas neutre socialement (Comby, 2013) : les mobilisations écologiques comme la justification écologique concernent davantage les classes moyennes et supérieures à fort capital culturel. Elle est aussi située historiquement : la cité écologique a pour particularité que la mesure de ce qui est « écologique » n'est pas stabilisée, elle évolue au fil du temps et des campagnes de mobilisation du consommateur. Des pratiques jugées vertueuses peuvent, si l'on affine la mesure, ne plus l'être du tout : ainsi est-il des véhicules électriques qui, certes, à l'usage consomment moins d'énergie fossile mais qui en

consomment beaucoup à la fabrication, ainsi que des métaux rares, sans compter la production de déchets (batteries) pas encore maîtrisée. Ainsi un récent article[184] venait-il questionner la vertu écologique de l'agriculture biologique devenue pourtant norme dominante socialement et politiquement : sans préjuger de la réponse donnée, ce type d'interrogation démontre l'incertitude de la grandeur écologique, non stabilisée. Le recours à la justification écologique est ainsi une construction sociale : c'est une évidence pour justifier ou critiquer certains types d'actions et, à l'inverse, elle peut ne pas être mobilisée pour d'autres types d'actions sans que la seule grandeur écologique soit en jeu. Dans les entretiens recueillis, c'est le cas de la justification de la baisse de revenu ou encore des justifications ambivalentes du recours au transport aérien.

### *La faible référence à la justification écologique de la baisse de la consommation*

Alors que le recours à la référence à la cité écologique est très fréquent pour justifier des manières de consommer et des orientations de la consommation, curieusement elle l'est peu pour justifier la baisse de revenu intervenant dans la bifurcation. Il semble que le travail de mobilisation écologique en faveur de l'orientation écologique de la consommation soit plus abouti que celui qui pourrait porter sur le niveau global de la consommation. Or, les tentatives de mesure de l'impact carbone de la consommation semblent indiquer que le niveau de consommation marchande est déterminant : plusieurs enquêtes montrent que l'empreinte écologique croît avec le revenu quelle que soit la conscience écologique (Ariès, 2015 ; Sessego et Hébel 2019). Dans son opuscule de synthèse *Écologie et cultures populaires. Les modes de vie populaires au secours de la planète* (2015), Paul Ariès, dénonçant l'affirmation que les classes populaires ne seraient pas « écolos », recense les différentes mesures du bilan carbone moyen en fonction du revenu ou de la position sociale[185]. Ces données sont confirmées par une étude commandée par l'ADEME[186] (2011) qui évalue également l'empreinte carbone moyenne pour onze groupes sociaux dans quatre domaines (le logement, les déplacements, l'alimentation, les autres consommations) et montre que le revenu est déterminant dans l'empreinte carbone très supérieure, en moyenne, pour les catégories aisées, et faible pour les

[184] Antoine de Ravignan, « Manger bio, est-ce meilleur pour la planète ? », *Alternatives économiques*, 11 juillet 2019 (en ligne : https://www.alternatives-economiques.fr/manger-bio-meilleur-planete/00089995).
[185] Au niveau mondial, le lien entre revenu et émission carbone est établi par Thomas Picketty et Lucas Chancel (2015).
[186] Sébastien Girard, Andreas Huber et Yoann Thomas, *Milieux durables urbains : prospective des modes de vie dans des villes post-carbone*, European Institute for Energy Research/ADEME, novembre 2011.

plus pauvres, même si la conscience écologique et l'adoption de pratiques sobres joue également. Ces premières mesures sont confirmées par une étude plus récente du CREDOC (Sessego et Hébel, 2019) qui établit encore plus nettement la corrélation entre revenu et émission de gaz à effet de serre. L'enquête s'appuie sur un indice mesurant l'empreinte écologique à partir des pratiques réelles de consommation dans les domaines de la mobilité, de l'alimentation et du logement. Un autre indicateur, celui de la sensibilité écologique (manifestations de préoccupations environnementales, engagement, sensibilité aux écolabels) est également calculé. Ces mesures montrent que l'empreinte écologique est fortement corrélée au capital économique (revenu) et, dans une moindre mesure, au capital culturel, avant même qu'intervienne la conscience écologique. Les plus faibles émissions, en moyenne, sont celles des moins dotés en capitaux, même avec une conscience écologique plus faible. La conscience écologique, plus élevée pour la combinaison entre fort capital culturel et faible capital économique ne produit pas la plus faible empreinte carbone. Cette corrélation est modifiée si l'on prend en compte plus nettement l'engagement politique : une proximité partisane attachée à Europe Écologie-Les Verts ou à la France Insoumise réduit l'empreinte carbone quand une proximité au Rassemblement National l'augmente. Finalement, la baisse du revenu semble être une manière efficace de diminuer son empreinte carbone mais cette forme de justification écologique n'est pas diffusée, ce qui recoupe le constat effectué par Jean-Baptiste Comby (2015, 2016) d'un recourt à la justification écologique différencié selon l'appartenance sociale pour des pratiques identiques (par exemple, renoncer à l'usage de l'automobile pour se rendre au centre-ville) qu'il nomme « dépossession écologique des classes populaires ».

Cette absence de justification écologique de la baisse du revenu ne touche pas tous les enquêtés, en particulier les plus militants. Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier), militant écologiste de longue date, le résume : « le meilleur moyen de pas surconsommer et d'être écolo c'est quand même de pas gagner beaucoup d'argent quoi ». À plusieurs reprises, il mentionne avoir toujours fui les hauts salaires, n'avoir « jamais touché l'ombre d'un salaire de Sup de Co » dès avant sa bifurcation professionnelle vers une microentreprise d'entretien de jardin. Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) fait sur son propre parcours un constat très proche : « à chaque fois que j'ai été en position de vraiment bien gagner ma vie, j'ai un peu fui la situation (certains disent saboter) pour aller vers la sobriété »[187]. Entrepreneur du web, Yann a ouvert des chambres d'hôtes dans un manoir breton qu'il a restauré avec sa campagne et vit de ses propres productions et d'un revenu qui atteint à peine le SMIC. Comme Paul, il est

[187] Échange de messages le 30 juillet 2019.

militant écologiste, « effondriste » et volontairement engagé dans la sobriété. D'autres enquêtés recherchent, pour des raisons écologiques, à réduire intentionnellement leurs revenus (Bianca, Clara, Pierre). Ils sont tous très engagés, pour la plupart dans des partis ou mouvements écologistes, et se sont appropriés politiquement, par les théories sociales de la décroissance et par les écrits de la collapsologie, la vertu écologique de la baisse des revenus et de la diminution (et pas seulement de la réorientation) de la consommation marchande. Pour les autres enquêtés, le revenu n'est pas une variable directement mobilisée dans une rhétorique écologiste.

### *Incertitude de la mise à l'épreuve et justification écologique : renoncer à l'avion ?*

Le renoncement à prendre l'avion illustre ces ambivalences de la justification écologique : d'une part, la justification écologique nécessite en amont une mobilisation pour argumenter le fait que telle ou telle pratique, au regard d'une mesure de la grandeur « écologique », soit souhaitable ou non et, d'autre part, elle entre en contradiction avec la justification marchande motivée par la recherche d'une satisfaction personnelle au meilleur prix associée à des normes sociales qui orientent les comportements des individus selon leur groupe d'appartenance. Les entretiens ont été réalisés entre 2015 et 2018, 2019 pour le dernier, période où la question de l'empreinte carbone des voyages en avion n'est soulevée que par des associations et militants écologiques mais assez peu par le grand public. Cela explique peut-être que la justification écologique concernant les voyages en avion, qu'il s'agisse d'exprimer un renoncement partiel ou total ou une mauvaise conscience, est nettement moins présente que pour d'autres types de consommation (comme l'alimentation). Cette mobilisation en faveur du renoncement individuel et de la réduction sociale pour les trajets en avion n'est pas nouvelle pour les militants écologistes mais elle est nettement plus récente, par exemple, que l'incitation à une alimentation issue de l'agriculture biologique[188]. En France, les mobilisations ayant un écho plus élargi et non réduit à un cercle militant très étroit, dénonçant les émissions de gaz à effet de serre des déplacements en avion, semblent s'être intensifiées plus spécifiquement en 2018, quand la taxe carbone entre dans le débat public avec le mouvement des « Gilets Jaunes », en même temps que la revendication de la taxation du kérosène, et en 2019, quand les manifestations pour le

[188] À titre indicatif, le label AB existe depuis 1985 en France et le manifeste « Stay Grounded » (https://stay-grounded.org/position-paper/signatories/) date de 2019 (https://www.liberation.fr/debats/2019/02/11/nous-ne-prendrons-plus-l-avion_1708727).

climat reprennent cette revendication[189]. Ainsi, il est possible que la référence à la justification écologique concernant les voyages en avion aurait été plus importante si les entretiens avaient tous été réalisés en 2019 et que la « honte de l'avion » eût été plus marquée pour quelques-uns des enquêtés. Dans les entretiens, j'ai laissé les personnes évoquer librement leurs vacances ou autres déplacements et éventuellement posé des questions spécifiques sur le mode de déplacement. La question des voyages en avion n'a cependant pas été systématiquement abordée pendant l'enquête. D'autres enquêtes ont montré qu'il s'agit d'une question sensible, vécue comme culpabilisante par les enquêtés, notamment pour ceux qui n'ont pas renoncé aux déplacements en avion et affirment leur souci écologique et éthique dans leur consommation[190] (Montrieux, 2015). La question n'a donc jamais été posée directement à mes enquêtés mais leur récit des changements de consommation aborde la question des vacances et des déplacements et permet de reconstituer un tableau des pratiques (usage de l'avion dans l'année précédant l'entretien) et des justifications accompagnant ces pratiques (tableau 6). Afin de situer en quelques éléments l'engagement notamment écologique des parcours observés, il est fait mention de leurs pratiques au quotidien et de leur politisation et militantisme, qui seront discutés avec précision dans le chapitre 6. Les données recueillies sont intéressantes car elles montrent l'imbrication des types de justifications concernant les modes de consommation : certains affirment limiter ou renoncer aux trajets en avion indépendamment d'une contrainte budgétaire, d'autres renoncent aux trajets en avion pour des raisons économiques (limitation globale des déplacements et vacances), d'autres encore n'y renoncent pas, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants, et mentionnent ou non la justification écologique (sous la forme d'un regret par exemple ou d'une concession à leur engagement écologique). Ce mode de justification n'est pas indépendant de la position sociale des enquêtés : une trentaine d'entretiens ne permet pas

[189] Cette question de l'émergence d'une mobilisation écologique en faveur d'une réduction des voyages en avion, mériterait une généalogie complète qui montre le travail de mobilisation de quelques militants écologistes d'abord peu entendus, puis l'introduction progressive de la question dans les institutions et enfin l'appropriation de la question dans la critique ordinaire et l'inflexion des normes dominantes. À titre d'exemple, les Accords de Paris (2015), qui font suite aux négociations internationales de la Conférence de Paris sur le climat (COP21) ne couvrent pas les transports aériens et maritimes. En revanche, il semble que les années 2018 et 2019 marquent une inflexion : le mouvement du « Flygskam » en Suède (« la honte de l'avion ») et les engagements publics de certains à réduire ou supprimer leurs trajets en avion ont eu un écho médiatique et économique (auprès des compagnies d'aviation qui, voyant l'impact à la baisse du trafic aérien en Suède, s'en inquiètent). L'année 2019 a vu se multiplier les tribunes individuelles ou associatives en faveur de la limitation des voyages en avion et de leur taxation. On peut citer par exemple la tribune de six représentants d'associations de défense environnementale : Réseau Action Climat, Agir pour l'Environnement, Réseau Français des Étudiants pour le Développement Durable, Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et pour l'Homme, Stay Grounded France et le Collectif Non au Terminal 4 de Roissy.

[190] Étudiant la socialisation politique à travers la consommation en AMAP, Gabriel Montrieux indique avoir supprimé une question portant sur la pratique de l'avion car elle entraînait, chez les enquêtés affichant une sensibilité écologique, agacement et rejet de toute l'enquête ! (Montrieux, 2015, communication orale au colloque « Penser l'écologie politique : Économie, changement social et dynamique des éco-systèmes », Université paris 7 Diderot, 15-16 juin 2015).

de tirer des règles générales corrélant position sociale et déplacements en avion mais d'autres enquêtes le font et peuvent éclairer les résultats trouvés (Cousin et Réau, 2016).

**Tableau 6. Usages de l'avion et engagements écologiques**

| | Mention de voyages en avion (1) | Justifications et engagement écologique (pratiques de consommation, militantisme associatif ou partisan) |
|---|---|---|
| Bianca | Ne prend jamais l'avion | Justification écologique mentionnée<br>Attitude militante revendiquée<br>Pas lié au changement professionnel (voyages en train plus chers vers l'Italie)<br>Fortes pratiques écologiques au quotidien<br>Militante écologiste (multi-associative) |
| Pierre | Ne prend jamais l'avion | Attitude militante revendiquée<br>Pas lié au changement professionnel (voyage peu, en train ou en vélo)<br>Fortes pratiques écologiques au quotidien<br>Militant écologiste (multi-associatif) |
| Isabelle | Pas de vacances depuis le changement | Pas de justification écologique mentionnée<br>Momentané (envisage de voyager)<br>Non militante |
| Delphine | Voyages en avion (pour ses enfants) | Justification familiale (famille en Corse)<br>Justification écologique non mentionnée<br>Fort engagement écologique au quotidien<br>Politisée mais non militante |
| Paul | Peu de voyages en avion (moins d'un par an) | Justification conjugale (conjointe aime les voyages)<br>Mention d'un « regret écologique »<br>Fort engagement écologique<br>Militant écologiste (associatif) |
| Claire | Voyages en avion | Justification familiale (enfants vers la famille)<br>Vacances familiales (rarement : contrainte budgétaire)<br>Justification écologique non mentionnée<br>Refus de tout engagement écologique |
| Marc | Voyages en avion | Justification familiale (mère en Grèce)<br>Justification écologique non mentionnée<br>Fort engagement écologique au quotidien<br>Politisé mais non militant |
| Sylvain | Ne prend jamais l'avion | Justification écologique<br>Refus de l'avion associé aux anciennes exigences professionnelles de déplacement<br>Fort engagement écologique au quotidien<br>Militant écologiste (associatif) |
| Éliane | Aucun voyage en avion | Voyages limités par contrainte budgétaire<br>Justification écologique non mentionnée<br>Engagement écologique au quotidien peu revendiqué<br>Non militante |
| Dominique | Aucun voyage en avion | Contrainte budgétaire et professionnelle<br>Justification écologique non mentionnée<br>Engagement écologique au quotidien modéré<br>Non militant |
| Damien | Voyages en avion (vacances) | Justification écologique non mentionnée<br>Préférence personnelle pour le voyage en camion individuel |

| | | |
|---|---|---|
| | | Très fort engagement écologique au quotidien (autonomie alimentaire et sobriété)<br>Engagé mais non militant |
| Émilie | Voyages en avion (vacances) devenus rares depuis la bifurcation professionnelle | Forte réduction par nécessité budgétaire<br>Justification écologique non mentionnée<br>Faible engagement écologique au quotidien<br>Non militante |
| Alice | Pas de voyage en avion | Restriction budgétaire<br>Justification écologique mentionnée<br>Mention de voyages en train<br>Non militante |
| Vincent | Pas de voyage en avion | Justification personnelle (aime le voyage automobile)<br>Petits déplacements<br>Justification écologique et budgétaire<br>Fort engagement écologique au quotidien (non revendiqué comme tel) |
| Mehdi | Voyage en avion (frère aux États-Unis) | Restriction budgétaire, destinations de vacances moins lointaines après changement professionnel<br>Engagement écologique modéré au quotidien<br>Justification écologique non mentionnée<br>Politisé non militant |
| Hélène | Pas de voyage en avion | Justification écologique (modération mais non interdiction)<br>Engagement écologique au quotidien fort<br>Militante écologiste (associative) |
| Laure | Voyage en avion | Justification écologique pour les pratiques du quotidien<br>Pas de mention de la justification écologique pour l'avion<br>Faible restriction budgétaire sur les voyages |
| Sophie | Non mentionné | Engagement écologique quotidien modéré<br>Engagement militant écologique partisan<br>Diminution des voyages par restriction budgétaire |
| Clara | Pas de voyage en avion | Justification écologique (voyage en Afrique à vélo)<br>Fort engagement écologique au quotidien |
| Françoise | Voyages en avion | Justification familiale et professionnelle<br>Fort engagement écologique au quotidien<br>Engagement écologique militant (Parti) |
| David | Pas de voyage en avion | Restriction budgétaire sur les voyages<br>Pas de mention de la justification écologique<br>N'a pas renoncé aux voyages en avion (conjointe originaire du Vietnam)<br>Engagement écologique au quotidien modéré<br>Non militant |
| Martin | Non précisé | Engagement écologique au quotidien professionnel (permaculture)<br>Non militant |
| Marion | Pas de voyage en avion | Forte restriction budgétaire sur les voyages<br>Pas de mention de la justification écologique<br>Fort engagement écologique au quotidien<br>Politisée non militante |
| Guillaume<br>Fabienne | Voyages en avion | Vacances en famille<br>Fort engagement écologique au quotidien<br>Justification écologique mentionnée (modération de l'avion, pas interdiction)<br>Engagement écologique militant (associatif) |
| Matthieu | Voyages en avion | Déplacement familial<br>Faible engagement écologique au quotidien<br>Justification écologique non mentionnée<br>Politisé non militant |
| Olivier | Pas de voyage en avion | Restrictions budgétaires<br>Justification écologique non mentionnée<br>Engagement écologique au quotidien fort |

| | | |
|---|---|---|
| | | Militant écologiste et féministe |
| Sandrine | Voyages en avion | Justification écologique non mentionnée<br>Justification familiale (fils à l'étranger) et voyages<br>Engagement végane au quotidien<br>Engagement écologique associatif (végane et animaliste)<br>Non politisée et non militante sauf cause des animaux et véganisme |
| Yann | Pas de voyage en avion | Justification écologique mentionnée<br>Faible budget vacances<br>Fort engagement écologique au quotidien<br>Militant écologiste |
| Henri | Quelques voyages en avion | Déplacements professionnels (voyages scolaires) et quelques voyages de loisir (dates non mentionnées)<br>Privilégie les vacances en France (maisons familiales)<br>Engagement écologique au quotidien (permaculture) et engagement catholique<br>Non militant |

*(1) Mentionne dans l'enquête avoir pris ou non l'avion, dans les deux ans précédant l'enquête (nombre de voyages exhaustif non comptabilisable)*

L'étude des types de justifications des voyages ou de l'absence de voyage en avion conduit à distinguer trois groupes d'enquêtés qui correspondent à trois profils sociaux : le premier est celui des « contraints » qui n'ont pas pris l'avion et le justifient par des raisons budgétaires ; le second est celui des « volants »[191] qui n'ont pas renoncé à l'avion ; celui-ci s'oppose au troisième groupe, les « objecteurs de vol » qui n'ont pas pris l'avion l'année précédant l'enquête et y ont renoncé (ou décidé de fortement réduire leurs trajets en avion). Les registres de justification associent les cités marchande et écologique en les combinant avec la trajectoire sociale.

**Les « volants » : « c'est pas la cata si on prend l'avion »*[192]***

Le groupe majoritaire est celui des « volants », soit les 15 enquêtés sur 30 (dont deux situations intermédiaires) qui ont maintenu l'usage de l'avion après leur changement professionnel. Les justifications invoquées sont souvent d'ordre familial : Delphine (cadre publicitaire devenue torréfactrice de café) envoie son fils chez son père qui réside en Corse dont elle est originaire ; Claire (DRH devenue gérante d'un bar à salades) envoie également ses enfants en vacances chez ses parents (qui souvent payent le voyage) dans le sud de la France ; Marc (trader devenu professeur) passe en famille une partie de ses vacances en Grèce où réside sa mère ; Sandrine (cogérante d'une entreprise culturelle devenue employée) rend visite à son

[191] Le terme est choisi en opposition aux « rampants » tels que se nomment des activistes qui professent et pratiquent depuis une dizaine d'années, le renoncement à l'avion, en référence à une catégorisation interne au personnel des compagnies d'aviation qui différencie les « volants » (équipages) et les « rampants » qui restent au sol.

[192] Phrase extraite de l'entretien avec Guillaume, cadre financier devenu gérant d'une Biocoop.

fils qui réside en Slovaquie ; Mehdi (directeur de casting devenu employé) rend visite à son frère qui réside aux États-Unis ; Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste) retourne en Algérie dont elle est originaire et où elle a des projets professionnels (documentaires) ; Matthieu (cadre de l'audit devenu barman) retourne en Guadeloupe, pays dans lequel il a des liens familiaux. Les voyages en avion peuvent aussi être exclusivement des voyages de vacances comme pour Fabienne et Guillaume (cadres ayant ouvert un magasin Biocoop) qui, au moment de l'entretien, sont en train de préparer un voyage familial (lié à un mariage d'amis) en Martinique, comme pour Claire et sa famille qui partent encore parfois pour des vacances en famille, ou encore comme pour Henri (cadre de la finance devenu professeur) qui mentionne des voyages dans le cadre scolaire. Les justifications du voyage sont des justifications d'ordre marchand : le voyage procure une satisfaction individuelle. Ainsi, Delphine, engagée en faveur de pratiques écologiques (achat d'occasion, recyclage et réparation, alimentation biologique, etc.) dans son mode de vie comme dans son nouveau travail (torréfactrice de café), a renoncé pour elle-même et son époux aux voyages (pour des raisons financières) et, quand elle évoque les voyages en avion de son fils, elle ne mentionne que la contrainte budgétaire et la difficulté à financer ses voyages pour les vacances :

> « Après c'est vrai que pour les enfants voilà, on continue à envoyer notre grand en avion tout seul dans ma famille en Corse pour qu'il voie ses grands-parents, c'est un gros sacrifice parce qu'un billet d'avion pour envoyer un gamin de 7 ans en Corse à Pâques c'est 300 ou 400€… Peut-être que l'année prochaine, envoyer les deux, ça va être compliqué, peut-être qu'ils iront à une vacance et pas à toutes, on est obligé de faire attention à tout mais on n'est quand même pas à plaindre… »

À cette justification individuelle se mêle parfois une justification écologique, mentionnée sous la forme d'une conscience de l'impact écologique. Cela se traduit, par exemple, dans les pensées de Fabienne et Guillaume (qui tiennent un magasin Biocoop) qui ont maintenu un niveau de revenu qui leur permet de voyager en famille, même s'ils voyagent moins qu'auparavant (lorsqu'ils étaient cadres et sans enfants) et moins loin, donc moins en avion. Fabienne exprime malgré tout une distance vis-à-vis du voyage en Martinique qu'ils préparent :

> « Première fois qu'on va repartir en voyage c'est là dans 10 jours, on n'est pas partis depuis 2011, on est en 2016. Même là, j'ai envie de dire que le voyage qu'on va faire j'en ai pas besoin. Je suis contente que les enfants puissent prendre l'avion, on a des copains qui se marient, on va partir les rejoindre mais je le ferai pas ce voyage, ça me priverait pas. Je suis contente que les enfants fassent ça mais c'est un peu too much. Je pense qu'on pourrait se voir dans un autre cadre. […] Je suis contente de payer un voyage aux enfants même si moi

> aller en Martinique ça m'intéresse pas vraiment. On part avec des copains pour un mariage. Moi, j'ai pas très envie. Je ne veux pas m'embêter la vie avec des choses qui ne me conviennent pas ».

La justification écologique n'est jamais explicite mais son discours exprime une gêne qui est, compte tenu de son mode de vie, à la fois écologique (ils sont très engagés depuis l'ouverture du magasin en faveur de modes de vie écologiques) et sociale. En revanche, pour évoquer le même voyage, son mari mentionne la justification écologique qui pourrait les conduire à renoncer mais énonce finalement un compromis dans leur manière de voyager et leur mode de vie :

> « Aujourd'hui, on a revu notre façon de voyager. On fait des choses qui se rapprochent un peu plus de la nature, on part en camping avec les enfants et on se rend compte qu'on n'a pas forcément besoin d'aller très loin. Après c'est un peu ambigu aussi parce qu'on a envie d'aller découvrir d'autres choses, donc on s'est pas fixé de jamais prendre l'avion ou des trucs comme ça. Là on va aller en Martinique pour un mariage mais après, on compense déjà assez bien avec ce qu'on a comme engagement au quotidien, c'est pas la cata si on prend l'avion ».

Guillaume mentionne de manière discrète la justification écologique qui exigerait éventuellement de renoncer à l'avion pour éviter des émissions de gaz carbonique et le compromis acceptable trouvé par le biais de ses engagements écologiques au quotidien. Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) et Damien (technicien devenu ouvrier à mi-temps) sont dans la même situation avec le projet de diminuer, voire de supprimer, les voyages en avion, bien qu'ils aient voyagé en avion dans les douze derniers mois. Damien a beaucoup voyagé avant de venir s'établir à la campagne, plutôt en camion et régulièrement, l'envie de partir le « démange encore » même s'il constate : « je me déplace de moins en moins, c'est grave ! [rires] ». L'hiver précédent l'entretien (réalisé à l'été 2018), il a quand même « eu un coup » [d'envie de partir] :

> « Le Maroc c'est un pays que j'aime beaucoup. Cet hiver j'ai eu un coup de "là j'ai deux semaines devant moi, je prends un billet, je pars", juste deux semaines, avant j'y passais trois mois, ça m'a fait du bien. Les voyages là c'est une parenthèse, je pense que je m'arrêterai jamais de voyager, je pourrais bien me rechoper un petit véhicule et voyager comme ça, j'aime bien. Même si par la force des choses, je devrais le faire, mais prendre un avion partir trois semaines en Inde, ça m'intéresse pas. T'as traversé la moitié du globe en 8 ou 9 heures… Ce que j'aime bien dans le voyage en camion c'est que tu vois le changement se produire petit à petit et t'as pris le temps de voir les choses changer et toi

> t'as pris le temps de changer ta manière de faire, ta manière d'être. Alors que là, tu pars de France t'arrives en Inde mais enfin n'importe quel pays, ben en gros j'ai l'impression de me barrer tout juste quand je commencerai à me sentir un peu à l'aise, je le ferai mais les voyages, là c'est un peu entre parenthèses ».

La justification écologique apparaît ici plutôt comme une critique de la vitesse et de la technique. Damien est par ailleurs engagé dans une volonté d'autosuffisance et d'autonomie que le voyage en camion symbolise davantage, même s'il nécessite aussi un apport de carburant. Paul est dans une situation assez proche. Il n'a pas abandonné l'avion au moment de l'entretien et a effectué un vol international (vers Barcelone pour des vacances en famille) et un vol national (Mulhouse-Nantes, également pour des vacances en famille chez des amis) dans les douze mois précédent l'enquête. Au moment de l'entretien, il manifeste une réticence, pour des raisons écologiques, sans s'engager dans le renoncement complet à l'avion. Quelques années après, en 2019, recontacté, il évoque le fait que son fils et sa compagne reviennent d'un voyage à Essaouira où il n'est pas allé pour des raisons économiques. Mais il mentionne aussi des raisons écologiques : « partir à Essaouira, en plein été caniculaire, et alors que la proximité du collapse fait de moins en moins de doutes, me paraissait d'une incohérence peu assumable »[193]. Il évoque une discussion avec sa compagne qui souhaitait « offrir un plaisir aux enfants qu'elle a connu et qui ne sera bientôt plus possible » et ajoute : « du reste, je crois que dans sa tête, c'est l'une des dernières – la dernière ? – fois qu'elle s'autorise l'avion ». Pour Paul, raisons économiques, de santé (il traverse une période dépressive) et raisons écologiques s'accumulent pour aller vers le renoncement à l'avion, une évolution, notable entre 2016 (date de l'entretien sur sa bifurcation professionnelle) et 2019.

Socialement, ce groupe des « volants » correspond à d'anciens cadres qui, pour quelques-uns, ont gardé des revenus élevés (classes moyennes supérieures) et qui constituent typiquement les usagers de l'avion. L'Enquête nationale des passagers aériens (2016) fournit une approximation de la ventilation sociale des usagers de l'avion : il ne s'agit pas exactement d'une répartition par CSP des passagers en France puisque l'enquête porte sur les passagers des aéroports français dont certains (moins de la moitié cependant) sont des résidents étrangers (tableau 7). La ventilation par CSP des passagers montre néanmoins une surreprésentation des cadres supérieurs (27% des passagers) et une sous-représentation très nette des ouvriers, comparée aux cadres mais aussi aux employés et à leur part respective dans la population. L'usage de l'avion correspond à une norme sociale des classes moyennes et supérieures et alourdit d'ailleurs

[193] Carnets d'enquête, échange par messages électroniques, le 2 août 2019.

considérablement l'empreinte carbone de ces classes aisées. Le domaine des transports est un des domaines ou la contradiction entre conscience écologique et pratiques est la plus importante. Ce sont également les conclusions du travail d'Amélie Anciaux (2018, 2019) qui montre qu'en Belgique, pendant les vacances, la norme sociale des voyages, particulièrement prégnante auprès des classes moyennes et supérieures et des jeunes, conduit à « tout oublier y compris [son] empreinte écologique » pour des citoyens qui déclarent par ailleurs se préoccuper de leur empreinte écologique.

**Tableau 7. Répartition des passagers aériens selon le nombre d'enfants à charge, l'âge et la PCS(1) (en %), 2015-2016**

| **Enfants à charge (financièrement)** | | **Âge** | | **Catégories socio-professionnelles** | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Aucun** | 57% | **15-24 ans** | 15% | **Cadres sup., chefs d'ent., professions libérales** | 27% |
| **1 enfant** | 17% | **25-34 ans** | 25% | | |
| **2 enfants** | 18% | **35-44 ans** | 21% | **Cadres moyens, prof. intermédiaires** | 19% |
| **3 enfants et +** | 8% | **45-54 ans** | 19% | | |
| | | **55-64 ans** | 13% | **Commerçants, artisans, agri.** | 4% |
| | | **65 ans et +** | 7% | **Employés** | 22% |
| | | | | **Ouvriers** | 2% |
| | | | | **Retraités** | 10% |
| | | | | **Étudiants** | 12% |
| | | | | **Chômeurs** | 4% |

(1) Les PCS présentées dans la synthèse d'enquête ne correspondent pas aux grandes CSP de l'INSEE.
Champ : passagers aériens de plus de 15 ans au départ des aéroports français (40 991 questionnaires traités)
*Source : Enquête nationale des passagers aériens (ENPA), Direction générale de l'aviation civile et Ministère de la transition écologique et solidaire*

### Les « contraints »

Un deuxième groupe de huit personnes est constitué de personnes qui n'ont pas pris l'avion dans les deux dernières années précédant l'enquête, n'ont pas de voyage programmé et ne mentionnent pas la contrainte écologique pour justifier[194] le changement et abandonner les voyages en avion : Alice, David, Dominique, Éliane, Isabelle, Marion, Vincent et Olivier. Plusieurs d'entre eux indiquent avoir beaucoup voyagé lorsqu'ils étaient cadres, en conformité avec des pratiques de consommation propres à ce groupe social. David (cadre publicitaire

[194] Rappelons que les justifications évoquées l'ont été spontanément, sans question explicite posée. Il est cependant possible que, guidés par une question spécifique, certains des enquêtés aient mentionné une justification écologique.

devenu coach en développement personnel) se rendait en Asie d'où sa femme est originaire, Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) a beaucoup voyagé avec sa fille, Alice (cadre de la culture devenue productrice de podcasts) et Isabelle (cadre de la communication ayant ouvert un « café familles ») également, pour des vacances en couple ou en famille. Ce qui les arrête désormais c'est la contrainte : contrainte budgétaire dans la majorité des cas, contrainte de temps pour Isabelle qui a pris très peu de vacances depuis qu'elle a ouvert son « café familles » après avoir été cadre à la Bourse de Paris. Aucun ne mentionne de justification écologique. Alice illustre bien l'influence sur les modes de transport de sa baisse de revenus, entre le temps où elle « ne faisait pas gaffe du tout » et les temps actuels où elle compte, particulièrement pour les voyages qu'elle ne veut pas supprimer. Sa contrainte de temps a également changé ce qui l'a conduite à ne plus voyager en avion :

> « Je faisais vachement moins attention, j'allais pas mal dans ma famille, je partais pas mal en week-end et comme il se trouve que l'amoureux voyage beaucoup, je le rejoins pas mal à l'étranger et du coup, je faisais pas gaffe du tout. C'est-à-dire qu'en plus mon emploi du temps faisait que j'étais disponible les week-ends c'est-à-dire là où les transports sont les plus chers. Aujourd'hui, comme ça a complètement redéfini mon rapport au temps, j'ai plus du tout peur, d'ailleurs j'adore, faire de longs trajets en train. Je l'ai rejoint à Cardiff là, y a pas très longtemps et je sais que si j'avais bossé, j'aurais regardé un avion le vendredi soir quitte à le prendre à 22h à Charles de Gaulle et revenir le lundi matin à 6h du mat' mais c'est des moments où c'est hors de prix. Là je suis partie en train là-bas pour quelque chose comme 40 balles, ça m'a pris 8 heures, 8 heures avec un changement à Londres mais j'avais mon petit ordi, une pile de bouquins et en fait j'ai adoré ce transit. Je me disais, c'est fou, tu t'accordes de nouveau des vrais temps de voyage, en plus tu capitalises dessus, t'as passé six heures à travailler, deux heures à lire, tu t'es promenée à Londres entre midi et deux… Enfin je me rends compte que mon rapport au voyage a complètement changé. Et du coup, je paye mon billet un tiers de ce qu'il m'aurait coûté. Et du coup, y a ces ajustements-là qui me demandent juste de gérer mon temps différemment. ».

La justification est budgétaire, elle modifie son rapport au voyage mais il n'est jamais fait mention d'une quelconque vertu écologique dans la décision. D'autres, comme Éliane (journaliste de mode devenue artisan-commerçante), voyagent très peu, plutôt en co-voiturage, en bus ou en train en raison d'une contrainte budgétaire très serrée, là encore sans jamais mentionner une préoccupation écologique. Vincent, ancien mécanicien de précision, privilégie la voiture par goût, part régulièrement en Suisse voir de la famille et des amis mais ne prend jamais l'avion. La logique de justification est la même que celle constatée par Jean-Baptiste Comby (2015) : les pratiques peuvent être considérées comme « écologiques » (au regard d'une

mesure de leur impact écologique) mais la justification ne l'est pas. Alors que les enquêtés cités par Jean-Baptiste Comby voient des arguments « pratiques » tels que « c'est génial, on ne s'embête plus ! » ou « on n'a plus à se soucier du parking » (Comby, 2015, p.27) qui relèveraient de la cité industrielle (un désir de rationalisation de la vie quotidienne pour économiser temps et énergie), on trouve dans ces discours un souci d'économie pour équilibrer un budget, une justification plutôt issue du monde marchand. Autant Jean-Baptiste Comby voit, à raison, une distance à l'éco-norme dominante, selon laquelle la justification écologique est plus souvent mobilisée par les classes moyennes et supérieures, les classes populaires en étant dépossédées, autant on a aussi, pour l'avion, une construction progressive d'une norme par laquelle un type de pratique est associé à un type de justification qui n'est pas encore dominant. Du côté des classes supérieures, c'est l'usage de l'avion pour le travail comme pour les loisirs qui reste dominant. Ainsi, ceux qui refusent l'avion et le justifient par une référence au monde écologique sont d'abord des militants. Certaines personnes se situent entre les deux types : par exemple, Olivier (cadre administratif devenu artiste plasticien) ne mentionne pas de voyages en avion, ne mentionne pas de justification écologique explicite mais pourrait être amené à le faire (fort engagement écologique parallèlement).

**Les « objecteurs de vol »**

Plusieurs enquêtés n'ont pas pris l'avion dans les deux ans précédant l'enquête et mentionnent une justification écologique qui accompagne une démarche volontariste : Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre administrative à temps partiel), Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes). Dès lors, la contrainte budgétaire n'est plus mentionnée (parfois même, le voyage en train est privilégié alors même que son prix est supérieur). Le refus de l'avion est un acte de consommation engagé qui s'appuie sur une référence explicite à une mesure propre à la cité écologique, le plus souvent la contrainte carbone et les mesures de plus en plus précises auxquelles elle donne lieu – c'est au début des années 2000 que les émissions de carbone de l'aviation commencent à être objectivées et peuvent être ainsi comparées aux autres émissions individuelles et collectives[195]. Le refus de l'avion peut être antérieur au changement professionnel mais le plus souvent il l'accompagne dans une volonté de mise en cohérence globale des pratiques avec des principes. Si tous mentionnent la justification écologique comme raison de leur boycott, l'articulation entre intérêt

[195] Ainsi, lors des premières ébauches d'un Plan Climat Énergie (lancé finalement en 2007) pour la Ville de Paris, le bilan carbone élaboré en 2004 distingue deux volets : un volet excluant le trafic aéroportuaire et un volet l'incluant, permettant de mettre en évidence l'ampleur de la différence.

ou justification marchande (registre de la satisfaction et des préférences personnelles, de l'utilité et des préférences) et justification écologique (référence à un monde commun qui inclut la nature) est présentée de deux façons différentes. Certains les opposent en considérant néanmoins que la cause écologique mérite quelques sacrifices personnels, d'autres les allient, quand les préférences personnelles viennent renforcer la justification écologique – on retrouve alors le « double avantage », amélioration du bien-être concomitant à la vertu écologique (Jackson, 2005).

Ainsi, Pierre, Hélène et Sylvain ont un discours qui allie justification écologique et préférences personnelles qui viennent renforcer la vertu écologique. Pierre (ancien cadre politique devenu paysan-éleveur) est mobilisé depuis très longtemps contre le transport aérien en lien avec son militantisme écologique et sa volonté d'aligner ses pratiques sur ses principes (écologiques). Son refus de l'avion est aussi un refus du tourisme et d'un mode de consommation, ainsi que l'affirmation d'une préférence pour les voyages à bicyclette et pour l'usage généralisé du vélo (qu'il utilise à la fois dans ses déplacements quotidiens et pour des distances éloignées). Dans son discours d'objecteur d'avion, il cite avec ironie des publicités pour des séjours touristiques :

> « Bon, on entend toujours les pubs : "Évadez-vous !", "Évadez-vous en croisière !", "Évadez-vous ceci !"… Bon, les gens qui s'évadent, c'est qu'ils se sentent en prison et moi je ne me sens pas en prison quoi. J'ai pas besoin de m'évader mais j'avoue que j'aime bien aller voir un petit peu ailleurs me balader, généralement à vélo mais je prends le train aussi quand même ».

Le voyage a contribué à construire son identité mais toujours à bicyclette et pour des déplacements longs (plusieurs mois, plus récemment quelques semaines). Il a voyagé, notamment en Europe sans jamais prendre l'avion et ne compte, dans son existence, que quatre voyages effectués en avion, « un aller à Montpellier du Parlement Européen mais avec une remontée en train avec une étape sur le Larzac, sinon un voyage de trois semaines en Turquie et un départ de six mois en Guyane et encore un autre voyage du même type ». C'est une pratique qu'il revendique avec une justification écologique et qu'il classe dans le même registre que « ne pas avoir de voiture », « manger bio, trier ses déchets ». Clara (employée devenue professeur de yoga et apicultrice) a une pratique et un registre de justification très proche même si elle l'explicitera moins lors de l'entretien : le long voyage qu'elle a fait avec son compagnon en Afrique a été fait en vélo de bout en bout et, devenue apicultrice et cherchant à se stabiliser à la campagne, elle ne mentionne pas de voyage dans les vingt-quatre mois précédant l'enquête. Ses propres préférences (le goût du voyage à bicyclette, sa volonté de s'ancrer dans un territoire) n'entrent pas en contradiction avec l'absence de voyages en avion qui ne lui coûte pas. Le

registre de justification est le même pour Hélène (rédactrice en cheffe devenue cadre administrative à temps partiel), qui a pourtant voyager en avion quand elle était journaliste et pour ses loisirs et dit aimer les voyages mais n'a plus pris l'avion depuis quelques années. Elle y a renoncé en même temps qu'elle tentait de mettre en accord ses principes écologiques et son mode de vie (réduction des déchets, réduction du temps de travail et de ses dépenses, mise en culture d'un jardin, etc.). Elle associe ses propres préférences personnelles et une justification écologique qui l'incite à limiter les voyages en avion :

> « Moi je n'ai jamais eu des envies de grands voyages ou de trucs comme ça parce qu'en fait, je trouve qu'on n'a jamais le temps d'aller vraiment voyager donc on va un peu en Europe l'été mais jamais vraiment très très loin et je pense que plus on va loin, plus il faut avoir le temps d'y rester. Moi j'ai une espèce de truc, plus tu fais d'heures d'avion, plus tu dois rester de temps sur place sinon je ne vois pas trop l'intérêt. J'ai envie d'aller au Bhoutan mais je pense que j'irai au moins six ou huit mois quoi. J'en profiterai pour aller dans deux-trois autres endroits que j'aimerais bien voir dans le coin. Et puis je n'aime pas trop cette idée de traverser le monde entier pour se retrouver dans un endroit assez balisé quoi, dans un rapport à l'autre qui est vraiment un rapport de loisir quoi justement. Donc j'ai pas mal voyagé quand j'étais journaliste, je trouvais ça assez agréable parce que justement je n'étais pas dans cette logique là et je pense que si j'avais envie de voyager je ferai du woofing ou en tout cas j'aurais envie d'être dans une ONG. En tout cas je trouve que aller à la rencontre de l'autre à travers le tourisme est quand même quelque chose qui ne m'est pas très sympathique en fait ».

Dans ses récits, ses préférences personnelles ont évolué en même temps que son engagement écologique et son désir de limiter fortement ses trajets aériens, ce qui produit un renforcement réciproque des justifications écologiques et de l'intérêt individuel. Son désir de voyage s'est modifié en faveur de séjours plus longs et sur un mode qui se distingue du tourisme de masse (le « woofing » comme mode d'hébergement et d'interaction sociale, la collaboration possible avec une ONG). Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif) produit le même type de justifications en franchissant encore un pas dans la congruence entre intérêt personnel et justification écologique : l'abandon de l'avion, qu'il empruntait à titre professionnel, a été pour lui un soulagement. Il associe l'avion à un mode de vie de déplacements incessants qui lui déplaisent : « en déplacement tout le temps », il déplore une « vie de famille très compliquée », le fait qu'il était présent sans être « disponible intellectuellement » et surtout le fait qu'il a peur de l'avion :

> « Alors moi j'ai peur en avion et dans cet emploi magique où je partais tout le temps en déplacement, si j'ai pas pris cent fois l'avion je l'ai jamais pris quoi ! Des fois je prenais

> trois vols dans la même journée pour un déplacement et ça c'était une véritable souffrance et je me suis juré le jour où je quitterai cette entreprise que je ne prendrai plus jamais l'avion ! Et je m'en fous de jamais aller de ma vie en Australie ou aux États-Unis, peut-être j'irai en bateau, ce sera plus long, c'est que j'aurai le temps. Mais bon voilà je ne veux plus. C'est déjà un truc qui me paraît être une aberration écologique, ça m'embêtait vraiment de devoir être obligé de le faire et aujourd'hui je ne suis plus obligé de le faire et en plus c'est un truc qui me fait flipper, j'ai vraiment choisi de ne plus prendre l'avion. Donc voilà moi j'ai vraiment fait une croix sur l'avion ».

« L'aberration écologique » est remarquablement concordante avec les préférences personnelles, le choix de « faire une croix » sur l'avion n'entraîne aucune privation. La justification écologique est pour lui l'occasion de renforcer ses propres préférences : « j'ai plein de choses à voir en France, j'ai plein de choses à voir où je peux aller en voiture, à vélo, même à l'international, quelle obligation j'aurais à prendre l'avion demain si ce n'est pour aller effectivement augmenter mon bilan carbone ! » Le voyage en avion se manifeste comme une norme imposée, comme une « obligation » qui entre en contradiction avec son propre intérêt (« l'utilité ») qui est premier : « je ne suis pas anti-avion hein mais j'en ai pas l'utilité et puis je ne veux pas, je ne veux pas en avoir ! » La justification écologique suit l'intérêt individuel, il conclut : « je suis pas un voyageur, non, je suis un local ». Cela ne l'empêche pas de rire, avec sa compagne, des contradictions entre des pratiques fortement écologiques de certains ménages de leur éco-quartier et le maintien de voyages lointains chez « les plus décroissants d'entre eux » (voir encadré), l'éco-quartier, par le projet participatif qui l'anime, faisant aussi office de lieu de socialisation, de contrôle et de renforcement normatif comme les AMAP (Montrieux, 2015, 2016 ; Montrieux et Parienti-Maire, 2016).

**Et dans l'éco-quartier de Sylvain et Lise, qui prend l'avion ?**
**(Sylvain, ingénieur devenu responsable associatif, et sa compagne Lise)**

« Lise : Mais ici y a plein de gens comme ça hein, y a des gens qui prendront pas l'avion…

*– Là, ici, dans l'éco-quartier ?*

Sylvain : Ouais dans l'habitat groupé, là, oui.

Lise : Bertrand et Sylvie là, ils prendront pas l'avion. François et Mathilde c'est hors de question. Y a plein de gens qui sont dans cette dynamique-là.

Sylvain : C'est du militantisme, ouais. Des vrais militants, des vrais… Ce qui est marrant c'est que les plus décroissants [il insiste] du lot, Pierre et Valérie par exemple, qui doivent utiliser leur voiture que pour faire 180km à l'année, qui font tout à vélo. Ils font tout à vélo mais tout à vélo hein, ils sont décroissants, ils se lèvent à 4h du matin, ils allument pas l'électricité, ils allument des bougies et tout, et ben eux…

Lise : C'est des vrais…

Sylvain : Eux c'est des vrais, hein, eux par contre, ils sont partis en vacances à la Réunion là en avion !

Lise : On les a trop charriés ! [Rires]

Sylvain : Ils disent ben en fait « Bon en fait, tu sais, on a tellement économisé notre bilan carbone qu'on peut se permettre ! » [rires généralisés] Pour moi c'est incompréhensible, tu vois, c'est incompréhensible…

Lise : Ah c'est leur petite… C'est vrai que depuis qu'on les connaît, ils sont partis trois quatre fois !

*– C'est rigolo oui ! Ça montre bien justement…*

Lise : Ben que y a des trucs, c'est difficile à abandonner ! Bien sûr ! »

Pour d'autres enquêtés, notamment Bianca et Yann, le renoncement à l'avion répond à une justification écologique assumée mais peut entrer en contradiction avec leur propre intérêt. Bianca (cadre politique devenue coach en transition écologique) est une militante précoce du renoncement à l'avion, total depuis son changement professionnel mais déjà amorcé auparavant, précisément depuis qu'elle a pris connaissance, par ses dossiers professionnels, du poids des trajets en avion dans les bilans carbone individualisés. En évoquant les transformations de sa consommation, elle parle spontanément de la suppression des trajets en avion : « évidemment, je ne prends plus l'avion. Je le prenais déjà assez peu mais ça a pu m'arriver d'aller passer un week-end en Corse avec mon chéri ou je sais pas, des petits trucs… » Elle n'a plus pris l'avion depuis 2010 avec « une exception, l'année dernière », alors qu'elle travaillait pour une mission dans une association internationale pour préparer la COP 21 à Paris :

> « Ils m'ont obligée à aller faire leur séminaire annuel de toute la boîte. C'est une boîte qui a une centaine de salariés répartis dans le monde entier. Le truc bête c'est qu'ils n'avaient pas prévu d'option autre que l'avion pour les gens qui n'étaient pas loin, c'était en Autriche, mais on y est allés que pour deux jours et moi je leur ai proposé de faire autrement mais c'était trois changements dans la nuit, c'était très compliqué, ils m'ont laissé très peu de

> temps pour organiser c'était pas jouable. Donc je l'ai quand même pris tout en protestant de façon vigoureuse ! »

Protestation vigoureuse qu'elle étend aussi à la sphère familiale, notamment lors des voyages scolaires où elle raconte tenter systématiquement (souvent sans succès) de dissuader les trajets effectués en avion :

> « Bon y a les batailles lors des voyages scolaires, bon je vais pas jusqu'à les [ses filles] retirer des voyages scolaires, on essaie de parler ou d'écrire au prof organisateur pour qu'il choisisse plutôt d'autres moyens de transports. L'année dernière ma fille devait aller à Milan en voyage scolaire, le prof les a fait aller à Milan en avion alors qu'il y a un super train, je lui ai envoyé tous les horaires du train, les comparatifs de prix, je lui ai mâché le travail pour qu'elle puisse faire ça en train. Elle m'a dit que c'était trop tard mais l'année prochaine, "je le considérerais sérieusement, je me rendais pas compte que c'était aussi rapide", voilà. Bon, espérons que ça porte ses fruits mais du coup elle y est quand même allée en avion. Elle est allée en avion mais elle n'est pas revenue en avion, ça finissait au début des vacances elle est restée ! Elle a fait qu'un trajet ! »

Dans ce choix de renoncement à l'avion, la justification écologique entre souvent en contradiction avec la satisfaction individuelle. Bianca apprécie les voyages, a aimé « aller passer une année sabbatique en Asie » avec son mari et ses deux enfants (en 2009/2010) et se laisserait bien tenter parfois par des offres publicitaires, comme elle le confie à la fin de l'entretien avec amusement. Son renoncement à l'avion ne l'empêche pas, à la vue des publicités du métro, d'avoir « quand même bien envie de se faire une petite semaine en Tunisie au creux de l'hiver pour moins cher que des vacances à Saint-Malo ». Contradiction aussi entre son propre désir et la justification écologique de prise en compte de la planète au sujet de la possibilité d'aller rendre visite à une « amie très chère, plus qu'une sœur presque », partie vivre à New-York, où elle n'est jamais allée, mais elle bute « toujours sur cette question de l'avion ». Justification écologique et intérêt personnel entrent aussi en contradiction quand « prendre le train coûte plus cher que l'avion » : sa préférence pour le train n'est alors « pas une question de coût » mais une question écologique, ce qui la conduit « à moins voyager » et à aller « moins loin » avec sa famille. Yann (informaticien qui a ouvert des chambres d'hôtes) fait face au même type de dilemme même si son renoncement à l'avion, récent, coïncide avec son installation dans une ferme bretonne dans laquelle il a ouvert des chambres d'hôtes : il n'a pas pris l'avion depuis deux ans mais il se souvient d'un voyage Brest-Marseille, deux ans et demi auparavant pour une finale nationale de poker, « loisir d'un temps passé » :

> « Aujourd'hui cette finale je l'aurais faite en train. Pour l'exemple. J'ai décidé de ne plus prendre l'avion par fierté revendicative mais aussi parce que c'est facile pour moi, je ne voyage plus ! […] Je réduis donc pour raison écologique, mais de manière un peu facile, comme je pourrais dire que plus jamais je ne roulerai en Porsche Cayenne ! »

Il ajoute néanmoins qu'il a fait récemment une compétition de poker avec de très bons joueurs dans son équipe :

> « Les gagnants partaient pour le plus beau tournoi du monde à Vegas. […] Et j'avais pour ultime but, si on gagnait, de faire une belle communication, pour annoncer mon refus d'y aller, tant ça correspondait pas à mes principes et compte tenu de l'état du monde… »

Pour Yann, la justification écologique se mêle à la justification économique (il ne voyage plus et n'a plus l'occasion de prendre l'avion) mais la justification écologique l'emporte finalement : il souhaite que son refus de l'avion soit démonstratif de sa conscience écologique et une manière d'alerter les autres sur « l'état du monde ». Néanmoins, en d'autres occasions, il dit le plaisir de voir des cousins venus du Canada, ce qui « tempère [s]on souhait d'interdiction totale de l'avion » qu'il nuance finalement en « quotas kilométriques pour l'international, interdiction des lignes intérieures ou courtes distances, modulable selon l'activité, l'éloignement familial ou amical, ce genre de lois ». Son comportement personnel se conforme désormais à cette loi qu'il souhaiterait voir votée et appliquée.

### *Justification marchande et justification écologique imbriquées*

La justification écologique vient le plus souvent renforcer la justification marchande, les deux sont imbriquées et redondantes, comprises comme deux expressions de l'intérêt individuel. La grammaire de la justification marchande concernant la consommation est constituée de deux éléments principaux : le prix (et la contrainte budgétaire) et l'utilité (la satisfaction retirée de telle ou telle consommation). Ce sont les deux éléments qui, articulés, définissent l'intérêt strictement économique, obtenu par optimisation. Dans les récits des enquêtés, cette logique est souvent analysée comme congruente avec celle de la logique écologique. Ainsi, manger moins de viande coûte moins cher – et s'accorde donc avec la contrainte budgétaire – et elle est aussi conforme à la cité écologique – les émissions carbone des protéines animales sont élevées. Baisser le thermostat du chauffage réduit les frais et l'empreinte carbone. Recycler, réparer, faire des vêtements soi-même permet de réaliser des économies et apporte une satisfaction propre. Enfin, du point de vue de l'utilité, l'intérêt des produits issus de l'agriculture biologique du point de vue du goût et de la santé est souligné tout autant que leur intérêt pour la planète

(moins de pesticides dans les sols) parfois non explicité. Ainsi, Damien (technicien devenu ouvrier à mi-temps) souligne que c'est pour lui « carrément important de réduire [son] empreinte et l'impact de [s]a présence dans [s]on environnement et sur la planète », sans « tomber dans les documentaires flippants et les discours alarmants ». Il est important aussi pour Damien de « faire du bio vraiment circulaire et autonome » (il cultive son propre jardin depuis qu'il réside à la campagne) pour pouvoir s'émanciper « de ces énormes firmes agro-alimentaires qui se sont appropriées un truc vital qui est de manger » et il ajoute « en dehors du fait que pour la santé c'est pas franchement bon » sans compter que souvent « ça n'a pas de goût ». Ce sont trois registres de justification qui finalement vont dans le même sens : la justification écologique, la justification marchande (les qualités du produit et la satisfaction que l'on peut en tirer) et enfin la justification civique (le refus des grandes firmes, de leurs profits et de leur absence de scrupule à faire du profit en menaçant les équilibres écologiques et la santé humaine). Les trois registres renforcent une même orientation du choix. Clara (employée devenue professeure de yoga et apicultrice), très engagée au quotidien, rappelle aussi cette double légitimation à ses yeux, d'un choix en faveur des produits issus de l'agriculture biologique, qui n'est pas toujours partagé par son entourage amical et familial :

> « Bien sûr je n'ai pas envie de m'empoisonner avec des produits chimiques, quand on voit les mecs qui épandent leurs produits chimiques avec des masques à gaz et après nous on mange ça… [rires] Logiquement, c'est pas mangeable quoi, tu mets des produits avec des masques à gaz, tu peux pas les manger. Donc moi oui il y a ce côté-là, la santé bien sûr mais c'est pas que ça. C'est global. C'est des plus petits producteurs, ça pollue pas les nappes phréatiques, c'est pas juste pour moi […] c'est une cohérence globale, c'est pas que pour moi c'est aussi pour tout le monde ».

La santé relèverait de l'optimisation de la logique marchande mais au-delà de son propre intérêt, Clara défend celui des populations locales « sur place » contaminées par les pesticides et l'intérêt de la planète. Au moins deux grammaires de justification légitiment son choix.

Mais les différents registres de justification ne sont pas toujours concordants. Et s'il est quelques situations où les personnes concèdent se soumettre à la cité écologique contre leur propre intérêt (par exemple dans le cas de voyages en train plus chers que par avion ou dans le cas du renoncement à l'avion quand le désir porte aux voyages), le registre marchand, dans le domaine de la consommation, l'emporte le plus souvent sur le registre écologique, soit que la contrainte budgétaire soit plus forte que la contrainte écologique, soit que l'utilité tirée de la consommation l'emporte sur la prise en compte de l'environnement. Paradoxalement, le

changement professionnel avec baisse de revenu, en réduisant le budget, conduit dans certains cas à des contradictions qui n'existaient pas et à de nouveaux compromis individuels. On voit cette contradiction apparaître sur la pratique des déplacements en avion, comme je l'ai montré, ou encore sur la question de la consommation de viande, certains enquêtés mentionnant leur désir de manger moins de viande ou d'adopter un régime végétarien en vertu de la justification écologique sans pour autant y parvenir. La conversation avec Sylvain et sa compagne Lise montre l'intrusion progressive, avec le changement professionnel, de la contrainte écologique face à la logique marchande, ici le goût de la viande et la réflexivité pour tenter de faire évoluer son propre goût et y renoncer progressivement (voir encadré).

La contradiction entre logique marchande et logique écologique se situe aussi sur le plan budgétaire et donne lieu à des compromis quotidiens. Ainsi, la baisse du revenu du ménage après le changement professionnel conduit certains ménages à renoncer à des consommations jugées trop chères pour le budget entrant en contradiction avec la justification écologique. Sont mentionnés les produits issus de l'agriculture biologique, notamment les plus chers comme la viande et les produits frais ou encore les vêtements avec le maintien d'achats dans les grandes enseignes aux conditions de production peu transparentes. Ces contradictions possibles entre l'intérêt économique défini dans une logique marchande par les préférences ou les goûts comme par la prise en compte des prix et la logique écologique de prise en compte des conditions de production et de leurs effets sur la nature, sont au cœur de la transformation écologique des modes de vie et de la notion de consommation « engagée » (Dubuisson-Quellier, 2018). En effet, l'idée que l'engagement puisse impliquer, dans certains cas, un renoncement à son propre intérêt dans la consommation suppose un travail important de déconditionnement social et de réflexivité. Il n'est pas rare que l'affichage de l'engagement écologique et notamment de pratiques de consommation engagée soit confronté à de nombreuses contradictions, par exemple entre des pratiques scrupuleuses d'écologisation de l'alimentation et des voyages en avion, ce qui conduit selon Amélie Anciaux à « la compartimentalisation des pratiques » entre pratiques durables répondant à une logique écologique et pratiques qui le sont moins pour limiter l'effet de dissonance (Anciaux, 2018, 2019).

**Devenir végétarien : argumentaire écologique contre plaisir de la consommation ?**
**(Sylvain, ingénieur devenu responsable associatif, et sa compagne Lise)**

Lise : Mais tu vois sur la consommation, y a encore des trucs qui font qu'on arrive à bouger quoi… mais c'est pas mal…. […] Ben là par exemple tu vois, moi, mais ça concerne pas Sylvain, moi j'essaie de devenir végétarienne là tu vois. Alors que pfff…

*– Avant t'étais carnivore quoi….*

Lise : Je mangeais de la viande tous les jours pratiquement où au moins genre jambon des trucs comme ça. Et là depuis trois semaines, un mois, je suis végétarienne. Donc c'est des choix politiques aussi tu vois. C'est pas que pour moi ou pour ma santé quoi.

*– C'est pour le climat…*

Lise : Voilà ! Mais on a plein de trucs encore à faire, plein de trucs !

Sylvain : Moi j'ai pas décidé d'être végétarien parce que depuis tout petit on m'a appris que la viande c'était bon et qu'il fallait en manger. Alors j'ai conscience que manger beaucoup de viande ou trop de viande, j'ai conscience de l'empreinte écologique ou ces trucs-là, maintenant, moi je ne peux pas arrêter [de manger] de la viande du jour au lendemain, ça fait partie de mon alimentation et de mon mode d'alimentation depuis longtemps. Je pense que je peux essayer de changer mais encore une fois c'est un processus de bascule, de changement qui ne se fait pas du jour au lendemain.

Lise : Moi non plus hein. Je suis balaise quand même !

*– Ça peut être par périodes non ? Je veux dire, je ne le fais pas quand je suis avec des copains qui mangent de la viande… Je vais pas dire : « j'en mange pas », [car] ça ne m'écœure pas…*

*L*ise : C'est ça, moi j'ai pas envie d'imposer… Ouais et puis le barbecue quand même, je ne sais pas si je vais résister !

Sylvain : Ben ouais, voilà, moi non plus ça ne m'écœure pas ! Après je sais que voilà, il faut 24 000 litres d'eau pour faire un kilo de viande rouge, que c'est une aberration totale, que 70% des terres agricoles de la surface de la planète sont utilisées pour produire de l'alimentation fourragère et bovine et pas pour nous les humains. Enfin, je veux dire quand t'expliques ça à n'importe quel gamin de huit ans, il te regarde avec des yeux comme ça et il te dit : "mais qu'est-ce qu'on fait quoi ?" Donc bien sûr tout ça on peut le comprendre, l'intégrer, etc. maintenant, le changement il est toujours difficile, c'est la mise en pratique… je pense qu'il y a la prise de conscience, la mise en pratique, tout ça c'est des phases quoi, et puis même ça prend du temps…

*– Et puis même comment faire quoi…*

Sylvain : Voilà exactement. Tout le temps, est-ce que je dois être dans l'extrémisme "Je suis végétarien, je ne mange plus du tout de viande" ou bien déjà si j'en mangeais trois fois par semaine et puis je n'en mange plus qu'une fois par semaine et ben c'est déjà beaucoup et puis y a aussi la part du colibri quoi.

L'analyse des registres de justification qui accompagnent la diminution du revenu et les réaménagements de la consommation montre une imbrication des différents registres qui légitiment la consommation et sa diminution dans le cas des bifurcations descendantes. D'une part, les justifications portent souvent plus sur la nature de la consommation plutôt que sur leur

niveau, même si les deux ne sont pas indépendants. D'autre part, les justifications mobilisent la référence à différents mondes (marchand, civique, écologique) qui peuvent être contradictoires dans leur production normative, ce qui génère des compromis. Les situations étudiées conduisent à s'interroger spécifiquement sur l'imbrication entre le registre marchand (une logique de la satisfaction personnelle et de l'intérêt individuel) et un registre de l'engagement (citoyen, écologique). Cette imbrication invite à interroger plus globalement le sens donné à ces bifurcations individuelles : les changements professionnels comme les réaménagements de la consommation répondent-ils principalement à une logique de l'intérêt individuel ou à une logique de l'engagement ?

L’analyse des transformations de la consommation lors des bifurcations montre donc que la diminution de revenu se traduit par des réaménagements de consommation, parfois très importants, en fonction de l’écart de revenu entre les deux situations avant et après la bifurcation, du niveau de revenu après bifurcation, des conditions de logement et de la situation familiale. Le changement de vie est préparé et de nombreuses stratégies viennent amortir la baisse de la consommation marchande par la sécurisation du logement dans de nombreuses situations et par la substitution de pratiques de consommation non marchande et collaboratives à la consommation marchande. Les réductions de la consommation sont aussi situées socialement au point que se dessine une forme de déconsommation de classe. En effet, la déconsommation marchande, hiérarchisée, vise d’abord les postes typiques de la consommation des cadres (vacances, loisirs, habillement). Mais certains types de consommation sont aussi maintenus, soit sous forme marchande, soit sous forme non marchande, notamment pour les pratiques culturelles et les pratiques alimentaires en vue de demeurer conforme aux normes sociales d’hygiène, de goût et d’éthique. Ces pratiques viennent limiter le déclassement par la consommation et conduisent à un changement du style de vie qui pourrait se dessiner par un mouvement descendant vers la gauche dans l’espace social dessiné par Pierre Bourdieu (1979) traduisant à la fois la diminution de la dotation globale en capitaux (économique et culturel) et sa restructuration relative du fait de la baisse en capital économique comme les transformations de la consommation marchande induits. L’ampleur du déplacement varie selon les situationsprofessionnelles initiales et post-bifurcations mais son sens est descendant.

L’analyse des justifications associées aux transformations de la consommation montre que, dans le processus de bifurcation descendante, la réduction de la consommation résulte moins d’une critique de la consommation ou d’une insatisfaction sur sa propre consommation que d’une évaluation hiérarchisée qui la rend secondaire par rapport au changement professionnel, dans la plupart des situations. Mais cette logique marchande se combine à une logique critique, qui articule critique sociale et artiste de la consommation et logique écologique, et qui justifie moins la réduction de la consommation que ses orientations pour la démarquer d’une consommation aliénante, superficielle, condamnable par ses conditions sociales et écologiques. Cette logique critique est imbriquée dans la logique de l’intérêt et elle montre combien, dans le domaine de la consommation, la construction historique et sociale du consommateur comme acteur recherchant son intérêt est prégnante dans les pratiques comme dans les représentations.

Ce constat interroge plus largement l'imbrication de l'intérêt et de l'engagement, notamment politique, comme motifs des bifurcations descendantes.

Ainsi, les deux premières parties de cette thèse ont élucidé le déroulement des bifurcations descendantes et les justifications apportées par les acteurs, autrement dit les grammaires mobilisées. La troisième partie visera à interpréter le sens plus large des bifurcations : les critiques d'une certaine représentation de l'utilité sociale du travail comme productivité économique, les dénonciations d'une certaine forme de consommation sont-elles plus largement une forme de résistance par les formes de vie à un ordre économique et social et le reflet d'une subjectivité anticapitaliste ou anti-utilitariste ? Cette critique par les pratiques contribue-t-elle à un renouvellement de l'engagement politique par le faire ?

# TROISIEME PARTIE :

# LE RAPPORT AU POLITIQUE

Cette troisième partie se propose aborde la question du sens politique de ces changements individuels. Le postulat de partir des simples pratiques individuelles et de leurs justifications a conduit à ne pas orienter l'enquête vers un étiquetage politique préalable qui aurait pu par exemple conduire à interroger des personnes sélectionnées selon une qualification politique préalable, apposée par le sociologue ou par les acteurs eux-mêmes, présupposant par exemple des pratiques « engagées » ou « politiques » ou « critiques ». Cette qualification préjugerait une intentionnalité politique des acteurs, fut-elle assez vague dans sa formulation et ses références à un corpus idéologique, celle de changer le monde par exemple ou plus précise, comme celle de se rattacher à un mouvement politique comme celui de la « décroissance ». Ne pas supposer une orientation politique ne signifie évidemment pas qu'elle n'existe pas même si elle sera nécessairement moins évidente et plus hétérogène que lorsqu'elle est posée comme postulat dans la sélection des enquêtés. La question du rapport au politique, non étiquetée préalablement reste donc ouverte et cette partie se propose de l'explorer.

Cette question du rapport au politique des changements dans les formes de vie individuelles s'inscrit dans un double mouvement : du côté du politique, celui d'une défiance envers les institutions politiques et la démocratie représentative et du côté des formes de vie, une injonction à modifier les modes de production et de consommation en raison de la menace écologique, de plus en plus documentée scientifiquement, qu'ils font peser sur l'humanité. D'un côté, le rejet de la politique, du personnel politique comme des organisations partisanes, l'affaiblissement de la référence aux grandes idéologies politiques conduisent à une interrogation sur la subjectivation du politique et la possibilité d'un déplacement de l'agir politique vers la sphère intime et personnelle, les formes de vie. De l'autre, l'engagement écologique se traduit, de manière visible par une expérimentation et des changements dans la vie quotidienne, qu'il s'agisse des modes de consommation, des manières d'habiter, des formes d'organisation du travail qui s'éloignent plus ou moins, symboliquement et pratiquement des formes de vie dominantes. Les bifurcations descendantes s'inscrivent dans ce mouvement de petit écart mis en pratique et expérimenté vis-à-vis des formes de vie dominantes. Cet écart est-il *politique* et *politisé* ? Quelle est sa dimension politique ?

Nous proposons d'examiner cette question sous deux angles. Premièrement, celui de la dimension critique des pratiques d'une part : ces changements de formes de vie peuvent-ils être compris comme une critique de l'ordre économique et social dominant ? La rationalité et les justifications mises en œuvres peuvent-elles être considérées comme une contre-subjectivité

capitaliste ou pour le moins comme une distance prise vis-à-vis de la subjectivité capitaliste ? Ou bien sont-elles, finalement, un ultime avatar de la subjectivité capitaliste et de ses transformations historiques au fil du temps, nouvel esprit qui permet finalement la perpétuation du capitalisme ? Ce questionnement se rapporte aux types de justifications apportées au changement de forme de vie, à leur caractère individualiste – égoïste dirait Adam Smith – ou, altruiste, en référence à un collectif, au social, au commun. La dimension politique résiderait alors dans ce souci du commun à travers les décisions individuelles et dans la dimension critique et alternative de cette rationalité. Elle se dessine comme une contestation en pratique qui n'implique pas de mise en paroles du politique. Autrement dit, le politique ne se déclare pas nécessairement comme tel, il se pratique dans les formes de vie, parfois d'une manière radicale, le plus souvent sous la forme du petit écart à la norme dominante, du pas de côté. Le chapitre 5 étudie la nature de cette critique, la manière dont elle est susceptible de s'opposer à une ordre économique et social dominant et le potentiel de transformation sociale qui passerait par les pratiques et leur justification, par un affaiblissement de l'esprit du capitalisme et l'émergence d'une alternative ordinaire à la subjectivité capitaliste.

Le deuxième angle est celui de la politisation de ces écarts critiques. Le discours qui accompagne ces changements est-il un discours engagé ou militant ? Le changement des formes de vie s'accompagne-t-il d'une intention politique mise en verbe, celle de « changer » le monde », d'essaimer, de faire exemple ? C'est la question de la politisation des formes de vie et de la possibilité d'une subjectivation de l'engagement, d'un militantisme existentiel qui fait l'objet du chapitre 6. Il ne s'agit plus alors d'étudier le sens des pratiques mais la dimension politisée ou non du discours qui les accompagne et de la possibilité d'une politisation du faire, voire d'un déplacement du politique du dire au faire. Ce chapitre explore la possibilité d'un renouvellement du politique par le faire et les reconfigurations des liens entre le « faire » et le « dire » politiques.

# Chapitre 5
# Choisir sa vie, critiquer le capitalisme par les formes de vie ?

« C'est mon choix ! », voilà la première justification qui s'impose au-delà de l'hétérogénéité des trajectoires sociales, des formes de parcours et de bifurcations professionnelles ou des engagements politiques[196]. Cette affirmation ne semble pas propre à cette enquête, on la retrouve par exemple dans celle de Geneviève Pruvost lorsqu'elle interroge des ménages de l'Ariège et de l'Aveyron vivant « l'alternative écologique au quotidien » et érigeant en principes de vie le respect de l'environnement : « l'idée du "choix" est récurrente », écrit-elle (2013b, p.38). La dimension engagée – pour l'écologie – n'est pas absente et appartient aussi au « choix ». La revendication du choix personnel ne s'oppose pas à un engagement politique et éthique, en rupture avec l'ordre économique et social dominant, mais s'énonce en valorisation de la liberté individuelle comme mode de résistance au système économique dominant et comme principe de justification de contre-conduites. Cela mériterait sans doute une étude plus large sur la production d'une subjectivité propre à une société d'individus qui modifie les formes mêmes de l'engagement (Cathelineau 2017 ; Ion, 1997, 2001, 2005, 2017) et sur les spécificités générationnelles des formes de socialisation politique (Pleyers, 2016b ; Pleyers et Brieg, 2016). Historiquement produite, cette forme de subjectivité qui fait de la forme

[196] Sur ce point, voir le chapitre 6 qui étudie les variations dans la politisation des pratiques.

de vie un choix de vie se trouve mobilisée comme manière de résister à un ordre économique et social dominant et comme « détachement de la société *mainstream* » (Pruvost, 2013b).

La mobilisation de la rhétorique du choix comme motif de bifurcation n'a rien de surprenante en soi puisque l'intentionnalité du changement professionnel est une des conditions pour l'entrée dans le champ de l'enquête[197]. Le caractère volontaire de ce changement n'est d'ailleurs pas strictement propre à la période historique qui voit triompher le néo-libéralisme économique : à la fin de la décennie 1960 et durant la décennie 1970, on qualifie aussi les « établis » d'engagés volontaires pour l'usine et on ne conçoit pas le « retour à la terre » de ménages cherchant à expérimenter des formes de vie alternatives comme subies (Pagis, 2014). La dimension engagée va de pair avec la représentation de la situation comme choisie et la différencie d'autres situations qui, non reliées à un engagement politique, peuvent apparaître comme partiellement ou totalement subies. C'est très net dans le cas des « établis » dont la situation, d'emblée politique, les distingue, dans le discours des intéressés comme dans celui des analystes et sociologues, des membres ordinaires de la classe ouvrière et leur permettra aussi de s'en extraire par la suite. Mais ce qui frappe dans les discours recueillis, c'est la mobilisation de la grammaire du choix individuel qui vient presque toujours avant la référence à un engagement politique ou éthique, quand il est mentionné. Parfois, précisément, l'engagement est affirmé comme un choix individuel qui se reflète dans les pratiques de la vie quotidienne, dans les formes du travail et dans la consommation. Cette référence qui peut sonner comme une ultime conquête de la subjectivité du moi intéressé interroge (Laval, 2007). Elle pourrait laisser croire, à première vue, à une victoire supplémentaire de l'égologie sur l'écologie (Vidal, 2017) et à un triomphe de l'écologisme apolitique (Chatterton et Cutler, 2013) ou rappeler encore la critique par Murray Bookchin de l'anarchisme existentiel (2019). Les deux premiers ouvrages, celui d'Aude Vidal, en France, *Égologie. Écologie, individualisme et course au bonheur* (2017), comme celui de Paul Chatterton et d'Alice Cutler, au Royaume-Uni, *Un écologisme apolitique ? Débats autour de la transition* (2013), dénoncent ou interrogent seulement parfois ces initiatives écologiques telles que celles des villes en transition ou encore ces expérimentations individuelles comme étant un pur produit de l'individualisme et d'une forme de société dans lesquelles l'idéal collectif et les préoccupations politiques et sociales seraient absentes, ce qui affaiblirait finalement toute perspective de changement politique. Aude

[197] Comme on l'a vu, cette hypothèse n'enlève rien à l'ambivalence des choix sous contrainte, ni à la possibilité que les choix soient analysés comme étant déterminés. La frontière entre le subi et le choisi sous contraintes fait ici référence au discours des agents sociaux et à l' autoqualification des conditions du changement professionnel.

Vidal montre, par exemple, que la critique écologique des modes de vie s'inscrit dans une recherche personnelle du bonheur qui ne serait pas très éloignée de l'individualisme moderne, ni de ses développements psychologiques sur l'accomplissement personnel. Pourtant, il n'est pas certain que la valorisation et l'appropriation de la grammaire du choix individuel signifient pour autant égoïsme et absence de référence au commun, au social et au politique. La forme individualiste, tournée vers l'intérêt individuel, des justifications au changement signifie-t-elle l'absence de référence éthique ou collective ? L'individualisme est-il toujours de l'égoïsme ? C'est le questionnement auquel ce chapitre se propose de répondre. Il interroge à la fois les pratiques étudiées et leur possible dimension critique en pratique envers un ordre économique et social et leur représentation, notamment à travers la figure de l'homme économique – l'*homo œconomicus* des modèles économiques.

L'objet de ce chapitre est donc d'analyser comment la justification par le choix individuel est mobilisée en montrant qu'elle ne peut être simplement identifiée au cadre normatif du moi intéressé, celui de l'utilitarisme. La tentative d'émancipation individuelle se joue dans la définition des formes de l'intérêt et dans la contestation pratique d'une subjectivité capitaliste qui impose et construit socialement les critères d'une certaine forme de vie réussie. L'aspiration à ne pas réduire l'intérêt à ses formes économiques ouvre la voie à une critique en pratique de l'ordre économique. La critique de l'utilitarisme ne porte plus alors sur la stricte dimension calculatrice du comportement de l'homme économique – qui devient le fondement de la contre-conduite – mais sur les formes prises par le calcul et la question des fins et des moyens.

## 1. Les paradoxes de la recherche de l'intérêt individuel

Le motif de changement qui est énoncé avec le plus d'évidence relève d'une mise en œuvre de choix individuel et de recherche d'une vie conforme à son intérêt. Paradoxalement, l'appropriation des idéaux fondateurs des sociétés d'individus, notamment la liberté et l'autonomie individuelles, est à l'origine de l'*exit*. Ce paradoxe invite à décrypter la nature de

la rationalité et de l'intérêt qui fondent ces choix pour comprendre en quoi ils deviennent vecteurs d'émancipation d'une subjectivité économique dominante.

## 1.1. L'affirmation d'un choix individuel émancipateur

Les motifs justifiant les bifurcations descendantes sont d'abord énoncés comme individuels, relevant de choix et centrés sur soi, avant d'être, par exemple, politiques. Ils dessinent une grammaire du choix individuel, choix opposé à une normativité sociale imposée sur les formes de vie et, en ce sens, émancipateur.

### 1.1.1. L'énoncé du choix individuel comme motif d'action

Les bifurcations descendantes sont décrites comme le résultat de l'affirmation d'un choix individuel, établi le plus souvent sur le temps long et répondant à un désir et des préférences individuels. Cette rhétorique du choix individuel traverses toutes les situations bien que les contraintes et les situations sociales soient très différences selon les cas observés.

#### *Le choix individuel avant l'engagement politique*

Si les trajectoires politiques et sociales des enquêtés sont très diversifiées (voir chapitre 6), un point commun traverse leurs discours : la mobilisation de la grammaire du choix et de la liberté individuelle comme discours de justification du changement professionnel se conjugue avec celle de l'engagement politique, qui est seconde. Il est possible que cette justification intervienne comme forme de rationalisation *a posteriori* pour donner cohérence et intentionnalité à un parcours biographique, mais, si c'est le cas, c'est la forme donnée à cette illusion biographique qui nous intéresse ici (Bourdieu, 1986 ; Heinich, 2010). En effet, dans

tous les discours recueillis se déploient l'appropriation et la valorisation d'une mise en œuvre du choix personnel et d'une liberté individuelle avant même la référence à un engagement, le plus souvent consubstantiellement à un engagement éthique ou politique. En cela, les discours recueillis ont, à première vue, une tonalité individualiste qui diffère des motifs de justification d'emblée politiques des établissements en usine, des retours à la terre ou des reconversions professionnelles engagées qui ont suivi le mouvement de mai 1968 en France – au moins dans le récit qui en est fait par les acteurs et l'interprétation qui en est donnée (Artières, 2008 ; Hatzfeld, 2008 ; Pagis, 2014 ; Fillieule, Picard *et al.*, 2018).

Sans que l'on puisse tirer de généralités sur un seul exemple mais de manière notable, la seule personne interrogée qui appartient à la génération des « soixante-huitards » fait référence en premier lieu dans l'analyse *a posteriori* de ses motifs d'action à l'événement politique. Ainsi, Éliane, née en 1938, quitte Paris et son métier de journaliste de mode en 1970 pour une grande ville de province où elle ouvre une « boutique d'artisanat » qu'elle ne quittera qu'au moment de son départ à la retraite[198]. Alors même qu'elle ne se présente pas comme une militante active, elle se pense comme prise par « l'époque ». Lors de l'entretien, elle décrit la période de mai 68 (le mouvement de mai à proprement parler puis les mois qui suivirent) qu'elle a vécue à Paris comme un mouvement collectif de joie et de changement donnant lieu à des interpellations en pleine rue, entre amis ou militants, pour interroger chacun sur sa « remise en cause », une joie conforme aux descriptions historiques (Bantigny, 2018). Les exemples, dans son entourage, d'artisans nouvellement établis à Paris (potiers, bijoutiers, peintres sur soie, etc.) l'incitent à franchir le pas pour elle-même : « Ah oui, je crois que si il y avait pas eu mai 68 avant, je sais pas si j'aurais eu envie de changer ! ». Elle se décrit elle-même comme appartenant à une génération et un « mouvement » qu'elle ne voit plus au moment de l'entretien :

> « En 1968 on avait quand même un courant d'idées dont on n'a plus la notion maintenant. On disait l'argent n'a pas d'importance, faut faire ce qui nous plaît ! »

Cette atmosphère politique à laquelle elle est sensible et à laquelle elle participe par son milieu même si elle n'est plus étudiante (née en 1938, en 1968 elle est jeune mère d'un enfant d'un an, mariée à un dessinateur de bandes dessinées) est un des premiers éléments qui lui vient à l'esprit pour évoquer son changement professionnel, alors que la valorisation d'un choix personnel

[198] Comme cela a été vu dans le chapitre 1, sa bifurcation professionnelle est en ce sens très semblable aux « reclassements » vers de nouvelles professions étudiées par Pierre Bourdieu (1978), même si sa trajectoire sociale ne peut être identifiée à une reconversion de capitaux sociaux et intellectuels en vue du reclassement de sa nouvelle profession de commerçante répondant à un déclassement objectif. Mais sa bifurcation concerne bien « un nouveau type d'artisanat et de commerce » puisqu'elle devient précisément « gérante de "boutique" (Bourdieu, 1978, p.7) et vend artisanat d'art, poteries et bijoux, dans un style proche de ce la description des nouveaux métiers que fait Pierre Bourdieu.

n'est pas mentionnée aussi nettement que dans les entretiens avec les autres enquêtés, qui sont des générations suivantes (voir annexe 1) mais intervient en filigrane. En effet, cette socialisation politique générationnelle n'est pas exclusive de l'expression de préférences personnelles et de choix mais les motifs politiques sont étroitement imbriqués avec des décisions qu'elles voient comme individuelles concernant sa nouvelle profession et son nouveau lieu de vie. Quand elle quitte Paris pour habiter une ville de province, elle renonce par exemple au « retour à la terre » par goût personnel pour la vie urbaine :

> « c'était la mode de l'artisanat en 68-69, le retour à la terre, beaucoup de gens disaient : "faut quitter Paris", "faut aller garder des chèvres", bon c'était pas trop mon truc mais revenir vers la province c'était quelque chose qui me tentait et j'avais mes beaux-parents à Nantes ».

Elle précise ainsi qu'elle avait pensé, après avoir repéré une bâtisse dans le midi de la France, s'y établir avec un couple d'amis, mais qu'elle y renonce après réflexion :

> « On était partis avec [des] vélos en 1968, l'été 68 […] Et on avait vu, dans un endroit du côté de la Cèze, une grande bâtisse de ferme, on avait envie d'acheter ça à quatre pour changer de vie tous. Et puis là je me suis dit : "non, je le fais pas !" On avait quand même des idées de s'installer dans le midi quoi ! Là je me suis dit : "c'est quand même trop imprudent, y a rien, y a juste une énorme bâtisse, qu'est-ce qu'on peut faire à quatre ici ?" »

Le fait de s'établir seule à Nantes ensuite, en 1970, avec ses deux jeunes enfants tient à la possibilité de « vivre au centre-ville » qu'elle « préfère » et au fait de pouvoir ouvrir une boutique d'artisanat, elle qui aime « faire quelque chose de ses mains » : « Je trouvais que, étant seule avec des enfants, on était mieux en centre-ville qu'à la campagne ». Les préférences individuelles ne sont pas absentes de son discours mais la référence politique – décrite davantage comme une atmosphère que comme un corpus idéologique précis – s'y mêle étroitement. Ainsi, la spécificité des autres discours avec des enquêtés décalés d'une génération, nés dans les années 1970 ou 1980 pour la plupart, réside dans le fait que la justification par le choix individuel apparaisse comme première, précise dans la description minutieuse des arbitrages et particulièrement développée.

Cette rhétorique du choix individuel comme ressort d'une contre-conduite se décline dans tous les discours des enquêtés par trois caractéristiques principales : la possibilité d'exercer une liberté, notamment celle de la défection (Hirschman, 1970), le fait de s'opposer aux normes sociales dominantes et la possibilité d'une subjectivation à travers l'action et la réflexivité. Cet éloge du choix est évidemment associé à des conditions de possibilité du choix comme je l'ai montré dans les deux premières parties. La situation de changement est vécue comme l'exercice

possible d'une liberté : cela ne signifie pas l'absence de contraintes, telles la maladie d'un proche (Vincent renonce à un emploi qui lui plaisait en Suisse pour pouvoir revenir en France avec sa femme gravement malade), le burn-out (que Claire a interprété comme un signal de malaise et indicateur de la nécessité de mise en œuvre d'un changement professionnel) ou encore le licenciement (qui contraint à chercher un autre emploi et amorce ainsi la bifurcation professionnelle ). Les conditions sociales et économiques des enquêtés, stables même pour ceux qui n'ont pas de capital économique accumulé (logement ou épargne), offrent cette possibilité de cultiver le sentiment de pouvoir choisir – sans compter, pour la plupart des enquêtés, la détention d'un capital culturel parfois très élevé, pourvoyeur de confiance psychologique comme de possibilité de conversion dans l'univers professionnel en cas d'échec du changement.

### *« Il faudrait qu'on apprenne à être un peu plus égoïstes »*

L'invocation du choix individuel et de sa valorisation comme motif de justification est commune à l'ensemble des parcours observés au-delà de la diversité des trajectoires sociales et professionnelles. L'idéal du choix individuel comme possibilité d'action et de contestation et sa mobilisation comme motif de justification peuvent être illustrés par trois exemples tirés des trajectoires de bifurcation observées. Ces trois trajectoires sont très différentes sur le plan de l'engagement politique comme on le verra plus précisément dans le chapitre 6 : dès avant la bifurcation, Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) est engagé politiquement pour l'écologie quand Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades) refuse toute forme de sens politique à son changement professionnel et que, pour Fabienne (cadre de l'immobilier devenue co-gérante d'un magasin Biocoop), les enjeux professionnels, dans un premier temps, priment sur toute forme d'engagement politique qui viendra après la bifurcation. Mais, au-delà de ces différences, le premier motif de changement énoncé est le choix individuel et la recherche d'un bonheur privé.

Le premier, Yann a une formation technique (IUT) et a occupé différents métiers. Il a fondé sa propre entreprise de conseil informatique puis, avec sa nouvelle compagne, part s'établir en Bretagne y ouvrir des chambres d'hôte – sa compagne touche une pension pour adulte handicapé qui fournit aussi un revenu régulier au couple. Il se vit alors comme ayant toujours voulu maintenir à distance le travail salarié. Ainsi raconte-t-il l'anecdote où, technicien de laboratoire, une vingtaine d'années avant l'entretien, il voyait les mères de famille absentes le mercredi « parce que le mercredi, c'est le jour des mamans ». Rétorquant que cela aurait pu

aussi être « celui des amants », la discussion en vient à la possibilité pour tous de « passer à temps partiel » :

> « Comme c'était un droit de l'entreprise qui n'avait rien de sexué, j'ai décidé de passer à quatre-vingt pour cent et de ne pas travailler le mercredi. Alors quand on me disait dans l'entreprise que j'avais la chance de ne pas travailler le mercredi, je répondais que ce n'était pas une chance mais un choix, et qu'en cinq minutes c'était faisable. Cette anecdote a été déterminante sur ma vie professionnelle, puis aujourd'hui ma vie d'un point de vue plus global : cette maison, c'est un choix. Y vivre à plein temps, en vivre aussi, c'est un choix. »

Avec sa compagne, il fait l'acquisition (par emprunt) d'un bâtiment de ferme laissé à l'abandon, puis décide de ne pas se réinscrire comme chômeur alors qu'un bilan de compétences était en cours pour travailler à la restauration de la maison, y ouvrir des chambres d'hôtes et progressivement y cultiver, outre des arbres fruitiers, un potager : « C'est la maison qui nous a choisis » dit-il avec ironie, « depuis je m'occupe d'elle […] et elle me le rend bien. Le choix est de m'y consacrer à plein-temps ». Il conclut : « on nous dit souvent qu'on a de la chance, je l'ai souvent considéré ainsi mais c'est bien un choix »[199]. Ce « choix », terme récurrent dans son discours, exprime la possibilité d'une résistance individuelle, l'activation de soi. Cet éloge du choix individuel va de pair avec l'élaboration et la défense de nouvelles normes portant sur le mode de vie, la consommation et le travail. Il se retrouve dans l'ensemble des discours des enquêtés parfois avec une orientation qui peut prendre une tonalité individualiste, où l'on retrouve la norme de la responsabilité individuelle, parfois avec une orientation plus politique, qui sonnerait plutôt comme la mise en œuvre du slogan « choisir sa vie » (voir le chapitre 6 sur la politisation du discours).

Le second exemple concerne Claire, ancienne cadre en ressources humaines dans une multinationale devenue gérante d'un bar à salades, qui saisit aussi cette grammaire du choix individuel pour justifier sa bifurcation. Ainsi, la valorisation du choix individuel structure aussi ses principes éducatifs, comme un « droit » individuel, que sa propre trajectoire de bifurcation

[199] Sur cette question du choix, Yann a publié sur son compte Facebook (le 4 avril 2019) un dialogue imaginaire entre un interlocuteur qui l'interpellerait et dans lequel figurent aussi tous les visiteurs des chambres d'hôtes qui le questionnent réellement sur son mode de vie et lui-même :
– Vous avez vraiment de la chance d'habiter ce manoir.
– Oui c'est vrai mais disons quand même que c'était **un choix** parce que…
– Ouais mais quelle chance ! Et puis ce mode de vie de ne pas travailler tout au long de l'année quitte à se serrer la ceinture, c'est une chance d'être libre ainsi !
– Oui enfin c'est surtout **un choix**, l'hiver je pourrais aussi chercher à…
– Tu parles, c'est le pied, quelle chance cette maison et tout ce que vous y avez projeté.
– C'est **un CHOIX** ! À la limite la chance que j'ai, c'est que ma femme m'ait choisi moi. Ouais enfin, elle a choisi, elle assume ! »
N.B. : les majuscules figurent dans le texte d'origine, les caractères gras ont été ajoutés.

rend concret et exemplaire pour ses enfants (dans des conditions sociales et une dotation de capitaux qui rendent ce choix possible) :

> « Je me dis qu'avec des enfants aussi on envoie le message que quand on veut on peut, tu vois et que rien n'est impossible. […] On peut choisir. Qu'on a le droit. Qu'on a le droit de se planter. Qu'on peut s'autoriser aussi à se planter. Que l'argent c'est pas une fin en soi et que la réussite professionnelle c'est pas forcément avoir un boulot où tu gagnes très bien ta vie. Que l'accomplissement de soi il passe par autre chose. Je pense que tous ces messages-là, on les envoie aussi à travers ce truc-là… [son propre changement professionnel avec une division par presque dix de ses revenus mensuels] »

Elle associe ce choix au fait qu'elle a limité ses emprunts (logement, automobile) lorsqu'elle avait des revenus très supérieurs pour ne pas « être coincée » : « du coup, ouais, ça nous a permis beaucoup de liberté quoi ». Elle fait état de la possibilité de changer et d'exercer sa liberté auprès de ses anciennes collègues qui se disent « épuisées » et « trouvent qu'elles ne gagnent pas bien leur vie ». Elle leur rétorque qu'elle ne « gagne même pas le SMIC [elle] [rires] ». Pour conclure finalement sur sa désapprobation :

> « C'est-à-dire que quelqu'un qui se plaint tout le temps de son job, qui gagne très bien sa vie… [c'est agaçant] On est libres aussi de partir, on est libre aussi tu vois de changer de boulot… on n'est pas non plus coincés à tout jamais dans les jobs qu'on fait. Donc je pense qu'il y a aussi un peu de ça et puis cette sensation que moi, à un moment donné, j'ai fait ce choix-là de partir et je pense que quelque part aussi en t'affranchissant du groupe, tu remets en question leurs propres choix aussi et du coup je pense qu'elles ont pas forcément envie d'être confrontées avec tu vois, finalement "t'es partie et nous on est encore là", et de leur dire : "Mais vous savez, ce que vous me dites là, vous me le disiez y a cinq ans, vous me le disiez y a six ans, vous me le disiez y a huit ans et vous êtes aussi acteurs de votre vie, c'est à vous de faire changer les choses si ça va pas, c'est à vous de prendre les décisions qui vont bien quoi !" ».

La rhétorique du choix est celle de l'éloge de la liberté individuelle, de la responsabilité individuelle et des marges d'action individuelle en s'adressant ici, non pas à l'ensemble de la société, mais à celles et ceux qui sont dotés en suffisamment de ressources pour pouvoir choisir. Les mots de Marc (ancien trader devenu professeur) pourtant nettement plus politisé, sont très proches sur la réaction mi envieuse, mi désapprobatrice de ses anciens collègues de travail de Claire :

> « Y a pas mal de personnes pour qui ces choix d'existence et ces reconversions restent des fantasmes ! […] Chez la plupart de mes collègues, elle existait cette intuition qu'il y avait un truc qui était pourri là-dedans et donc y a beaucoup de personnes qui vivent avec des

> fantasmes en fait […] Ils disent : “ah ben oui, je pourrais faire ça, ah ben oui !” Et puis au final, ben non, ils sont toujours là ».

Marc considère que pouvoir faire ce changement relève du privilège de l'aisance matérielle, « un confort matériel qui permet de choisir » et aspire à « se servir de ça pour faire des choix de construction d'existence ».

Enfin, le troisième exemple est celui de Fabienne, ancienne cadre dans l'immobilier devenue prestataire de chambres d'hôtes puis gestionnaire d'un commerce d'alimentation biologique, qui utilise exactement les mêmes registres de justification : l'énonciation d'un choix individuel, la revendication à choisir sa forme de vie. Elle la développe concernant son changement professionnel et cite sa sœur, philosophe et militante écologiste, qui lui avait dit : « on fait des choix dans la vie, on est tous libres de choisir et de laisser tomber quelque chose qui ne nous convient pas ». L'obstacle à ce « choix » était selon elle, jusqu'à présent son niveau de vie « très confortable », les revenus très élevés de son couple qui conduisent à ne « se pose[r] aucune question ». Le burn-out professionnel sera le point de bascule vers le changement professionnel et l'exercice de ce qu'elle décrit comme la liberté de choisir. Certes, le burn-out est un état psychologique non choisi, un état dépressif qu'elle n'avait pas anticipé, mais le changement professionnel qui suit n'est pas vécu ni décrit comme imposé : le burn-out devient le point de départ d'un processus de subjectivation et d'autonomisation. Fabienne décrit longuement comment son employeur lui a « tout proposé », une « thalasso », un « voyage au bout du monde », un salaire « maintenu » et a « essayé de [la] retenir ». Ces propositions ont allongé son temps de décision mais ont renforcé son sentiment de pouvoir choisir une bifurcation professionnelle puisqu'elle a le sentiment d'être retenue à son ancien poste, l'exact opposé, en termes de représentation, d'un licenciement professionnel subi. Cette revendication à choisir ne se limite pas à la profession : « on n'a pas à se faire mettre la pression à aucun niveau ». Ainsi Fabienne cite-t-elle ses loisirs et sa reprise de la pratique du violoncelle selon son propre désir et pas selon des formes d'apprentissage qui lui seraient imposées de l'extérieur :

> « Je fais du violoncelle, dans l'idéal il faudrait que je le travaille tous les jours. Mais c'est mon choix, c'est moi qui me paye les cours, c'est le cadeau que je me suis fait, je fais comme je veux ! Pour moi, le chemin il est de s'assumer encore plus là-dedans. Il faudrait qu'on apprenne à être un peu plus égoïstes, qu'on assume un peu mieux ça ! »

La justification par le choix et la référence direct au plaisir individuel, l'égoïsme, se décline dans tous les domaines de la vie quotidienne.

### *Un choix oppositionnel à un ordre social dominant*

Cette défection individuelle choisie est décrite en opposition aux normes dominantes qui s'exercent sous forme de pressions, de questions ou d'incompréhensions émanant principalement de la famille (notamment les parents), des collègues ou encore d'un cadre social plus abstrait. C'est « se faire mettre la pression », selon les termes de Fabienne. La bifurcation descendante est alors reliée à d'autres choix économiques (consommation par exemple) mais aussi familiaux ou personnels qui définissent finalement une manière de vivre. Ainsi, Fabienne décrit-elle « beaucoup d'oppositions familiales » du côté de sa belle-famille mais aussi de sa propre famille « parce que c'était trop risqué », « parce que c'était pas notre formation » : « ils ne comprenaient pas qu'on puisse changer de niveau de vie, ils ne comprenaient rien ! » Elle se représente alors leur propre comportement comme une contre-conduite : « Là on s'est affirmé et on s'est dit : "on n'en a rien à faire !" » Son conjoint relie cette opposition à d'autres « choix bizarres » du couple : « on avait décidé d'accoucher à domicile par exemple ». Sylvain, ingénieur informatique devenu travailleur associatif (comme responsable d'une « Maison du vélo »), cite également l'incompréhension de son entourage, une famille ouvrière qui visait l'amélioration des conditions de vie matérielles au fil des générations :

> « [L]'entourage très proche, familial, ma sœur, ma mère, ont vraiment pas compris car on est dans une logique, voilà, un boulot, c'est tellement précieux, il faut le garder. Je comprends hein le contexte économique, la conjoncture, le travail aujourd'hui, c'est pas extraordinaire et puis voilà, on nous pousse pas non plus vers cette liberté de choix […] On nous pousse à bien travailler, à réussir, à avoir une belle maison, à avoir un bon travail mais ça rime à quoi finalement, peut-être qu'on n'a pas envie de tout ça. Donc y a quelque chose qui est paradoxal je trouve, qui est intéressant à analyser ».

Sophie, issue d'un milieu bourgeois rural, trader devenue cadre intérimaire (avec de longues périodes sans emploi de manière subie ou non) et militante écologiste active, considère qu'elle a aussi « cassé le moule » des modèles familiaux et des déterminismes qui pesaient sur elle. En tant que fille, la première distance marquée fut celle vis-à-vis du mariage hypergamique : elle substitue dans un premier temps la réussite professionnelle et financière au « beau mariage » dit-elle, une manière de « pouvoir affirmer [s]a liberté et [s]on indépendance, […] affirmer [s]on opposition à [s]a mère et du coup vivre vraiment libre quoi » :

> « Et donc faire mes choix tout à fait. Donc moi ma réussite professionnelle c'était une réussite simplement financière, elle m'a permis de m'affirmer et d'imposer autour de moi mes choix que j'ai pu faire après. A partir du moment où j'ai eu confiance en moi, j'ai

> affirmé ce que je voulais après. Après je me suis mariée avec mon époux qui correspondait pas du tout au choix de ma famille, je m'en foutais de toutes façons ! »

Dans son récit, qui reconstitue sa trajectoire au moment de l'entretien (2016), alors que ses enfants sont adolescents et qu'elle est désormais séparée de son conjoint et père de ses enfants, elle s'appuie sur un idéal familial de réussite masculin, la réussite professionnelle pour contrer l'idéal féminin de réussite (le « beau mariage ») pour enfin substituer à son statut professionnel un statut plus précaire et nettement moins rémunéré (au moment de l'entretien, elle est en recherche d'emploi et consacre une grande partie de son temps au militantisme politique). Un parcours qu'elle attribue à son « caractère », qui « s'affirme », qui « explose », qui « fait chier tout le monde parfois de façon inopportune » et qui lui a évité le mariage « avec un avocat, à Limoges, je pense », « pour faire plaisir à [s]a famille » : la réussite professionnelle dans un premier temps lui aurait épargné « tout le côté négatif de [s]es origines provinciales, de cette bourgeoisie de province très paysanne ». Elle inscrit son changement professionnel, qui lui fait quitter une situation stable et avec de hauts revenus, dans cette résistance aux modèles familiaux de réussite.

La distance avec un ensemble de normes dominantes se manifeste aussi dans les interactions sociales. Ainsi Éliane, originaire d'une famille de la bourgeoisie provinciale (ses parents appartiennent à la bourgeoisie aristocratique mais son père, pilote de l'armée de l'air, meurt accidentellement alors qu'elle est toute jeune et laisse sa mère veuve avec de faibles revenus) qui a ouvert une boutique d'artisanat au début de la décennie 1970 tout en se séparant de son mari, a l'impression, au sein de sa famille « d'être une peu une originale[200] » :

> « On ne me le disait pas mais mes cousines me disaient : "tu sais que tout se sait dans une famille !" Elles devaient commenter ma manière de vivre ! Pendant un certain temps, je me suis coupée du cousinage, je voyais ma mère, mes frères, quelques oncles et tantes mais les cousines qui habitaient dans les quatre coins de la France, je les avais perdues de vue. [Maintenant], elles me disent qu'il y avait des petits commentaires sur ma manière de vivre […] Personne ne m'a jugée mais par derrière peut-être qu'ils disaient : "tiens c'est une drôle de manière de vivre" ».

Même si Éliane euphémise la désapprobation sociale au sein de sa famille (« personne ne m'a jugée »), le jugement social est omniprésent, à la manière des commérages constatés par Norbert Elias (1965) comme structure de construction et de diffusion de la norme sociale. Pour Éliane, le jugement social porte sur tout ce qui donne forme à sa vie : se séparer de son conjoint

[200] On retrouve la labellisation typique, qui fait écho à celle de « marginale » également usitée, pour désigner, durant la décennie 1970, les populations aux modes de vie engagés, volontaires pour l'usine, résidents en communauté ou retournant « à la terre » (Léger et Hervieu, 1979 ; Rouvière, 2015 ; Pagis, 2014 ; Artières, 2008).

(bien qu'ils n'aient plus vécu en couple après ce départ vers la province pour bifurquer professionnellement, elle est toujours restée mariée), quitter un emploi correspondant aux normes de genre (dans un magazine de mode) qu'elle avait obtenu par l'intermédiaire de l'un de ses oncles, élever seule ses enfants. Autant de comportements qui peuvent être qualifiés de contre-conduite dans un milieu aux normes sociales particulièrement prégnantes en vue d'une reproduction tant patrimoniale que symbolique (Bourdieu, 1979 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 2007 ; Le Wita, 1988). La défection se traduit par une prise de distance réelle et pas seulement symbolique vis-à-vis de sa famille élargie, qui le lui rend par des observations marquant ce double écart à la norme, professionnel et conjugal. La désapprobation sociale est euphémisée et elle insiste beaucoup sur le fait que cette désapprobation n'est jamais dite directement mais qu'elle est suggérée par « des petites remarques » et probablement largement commentée en son absence. La rupture peut concerner aussi les normes professionnelles et la désapprobation le milieu professionnel plutôt que familial. Ainsi, Hélène (cheffe de rédaction devenue cadre à temps partiel) rapporte à quel point il lui a été difficile de réduire son temps de travail comme cadre administratif (après une carrière dans la presse, elle a bifurqué vers l'administration) – elle a finalement dû apporter une raison médicale après sa longue maladie. Elle évoque ainsi la désapprobation de ses supérieurs hiérarchiques et de ses collègues quant à son « choix » de travail à temps partiel :

> « Ah ben c'est un choix qui est non seulement pas compris mais qui est très mal accepté. C'est à dire qu'en fait le temps de travail, c'est très lié à la prise de responsabilité donc plus tu es haut dans l'organigramme, plus tu dois travailler ».

Là encore, la décision individuelle est présentée comme une prise de distance vis-à-vis des normes dominantes. Ainsi, au-delà des différences de position et d'origine sociales des enquêtés, le changement professionnel se manifeste par le sentiment d'une prise de distance vis-à-vis de normes dominantes du milieu professionnel ou familial notamment[201].

## *« Réfléchis, et fais le métier que tu aimes ! »*

Enfin, l'éloge du choix s'accompagne d'une rhétorique de la décision et de la réflexivité autour de l'orientation de sa propre vie et de la définition de soi comme sujet. Si la mise en récit de

[201] Comme nous l'avons vu dans la première partie concernant les trajectoires de mobilité sociale, cette distance vis à vis des normes sociales du milieu professionnel peut aussi être un retour aux normes de mode de vie du milieu d'origine comme le montre le nombre d'enquêtés en contre-mobilité sociale après une carrière ascendante. La socialisation familiale a pu créer des dispositions envers certaines normes concernant les manières de vivre qui sont réactivées au moment du changement professionnel.

cette réflexivité est liée à la position sociale des enquêtés ainsi qu'aux formes de capitaux qu'ils détiennent et si les plus dotés en capital culturel sont aussi les plus familiers de cette réflexivité sur soi, la contextualisation des décisions, les éléments pris en compte dans l'arbitrage et la formulation de désirs et de valeurs propres sont aussi présents dans les récits des enquêtés les moins dotés en capitaux, notamment ceux de Vincent (ouvrier qualifié devenu jardinier) et de Sandrine (co-gestionnaire d'entreprise devenue employée administrative). Ces récits sont livrés comme des discours de soi à soi mais relatent aussi des discussions familiales et notamment conjugales, parfois amicales. Ainsi, Vincent retranscrit volontiers ses réflexions sur sa forme de vie et les étapes du changement qui l'ont conduit à abandonner une situation confortable en Suisse où ses qualifications pointues d'ouvrier lui avaient conféré un statut de « presque cadre » après la maladie de sa femme. Le point de départ du changement n'est nullement choisi : sa compagne tombe gravement malade et elle préfère revenir auprès de sa famille en France. Ils hésitent puis décident de revenir s'établir en Charente auprès de la famille, une année de « grosses galères » durant laquelle « il a fallu faire des choix ». Après ce changement, Vincent retrouve sans difficulté un poste d'ouvrier qualifié puis de contremaître dans sa spécialité (carrosserie, usine automobile). Mais le salariat et surtout sa position intermédiaire entre la direction, l'encadrement et les ouvriers ne lui conviennent pas. Il en vient alors à penser à quitter le salariat (il devient jardinier à son compte) et rapporte les réflexions qu'il se fait à lui-même :

> « Et donc j'ai dit : "Stop ! Réfléchis et fais le métier que t'aimes ! Regarde pas l'argent !" Et effectivement, là c'est cool mais on gagne pas d'argent ». [Ses revenus n'atteignent pas le SMIC mensuel alors qu'il gagnait avant 1400€ comme contremaître en France et 3000€ comme technicien de précision en Suisse]

Il développe ensuite ses propres observations tant sur lui-même que sur ses amis ou sur la vie sociale en général :

> « Un métier c'est bien beau, faut regarder l'argent qui rentre mais le plus important, et nous on le sait c'est la santé, et la santé mentale quand on a un mauvais boulot, je le vois trop, enfin on le voit quand on analyse les gens de toute façon. Voyez les gens à dix-sept heures à la débauche ! Aigris quoi ! »

Pour renforcer ce qu'il considère comme son propre arbitrage (choisir une profession et un statut qui lui plaisent plutôt que de rester à l'usine, quitte à voir son revenu baisser), il convoque l'insatisfaction issue des arbitrages effectués par ses amis. La réflexivité sur soi-même devient une forme d'affirmation de soi. Tous les entretiens, auxquels s'ajoutent les conversations informelles, font état d'un plaisir à se raconter et à détailler les décisions, leur déroulement, leurs motifs mais aussi les choix alternatifs récusés, les oppositions rencontrées. La réflexivité

se prolonge dans les choix ou les opinions politiques, les manières d'envisager sa forme de vie, le lien entre des pratiques déployées et des valeurs considérées comme importantes. La valorisation du choix et du parcours réflexif semble refléter ce qu'Isabelle Astier et Nicolas Duvoux appellent la « société biographique » (2006) : la mise en récit de soi reflète une « injonction à vivre dignement ». La mise en récit de bifurcations descendantes comme choisies et réfléchies participent d'un travail d'élaboration d'une dignité alternative, incarnée dans les formes de vie et reflétée dans le récit de soi comme transformation de soi et de sa propre vie. Cette légitimité forte accordée à la réflexivité sur soi et au récit de sa propre transformation se retrouve aussi dans les récits de vie d'effondristes : « Y a toujours à penser, à trouver mieux » (Bidet et Sarnowski, 2021). Comme dans le cas des bifurcations descendantes, l'impératif de réflexivité sur les formes de vie est pris très au sérieux.

Ainsi, l'analyse des motifs de changement montre, à première vue, l'expression d'une subjectivité individualiste qui ne renvoie dans sa grammaire, ni au néo-libéralisme managérial, ni au libéralisme économique, mais à l'idéal d'une société d'individus qui valorise l'affirmation de choix individuels contre un cadre normatif dominant, l'activation de soi par le sentiment de mise en œuvre d'une liberté individuelle et la réflexivité décisionnelle. Ainsi, ce type de discours apparaît comme le reflet subjectif d'une forme de société et, paradoxalement, la réactivation de ces idéaux devient le motif de l'*exit*. Comment comprendre cette grammaire du choix individuel ?

### 1.1.2. La grammaire du choix individuel porteur d'émancipation

Dans un mouvement inverse de celui que pourrait être le détournement de la critique tel qu'il a été étudié par Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999), les motifs de changement invoqués par mes enquêtés semblent traduire un mouvement de réappropriation des idéaux sociaux des sociétés modernes, individualiste ou biographiques – dont ils sont le produit –, à commencer par celui de la liberté et du choix autodéterminé, mais aussi le sujet entrepreneur de lui-même comme les impératifs de réflexivité, pour le vivre et l'expérimenter, jusqu'à esquisser un mouvement de sortie (Astier et Duvoux, 2006). Ce mouvement de sortie met en œuvre

pratiquement un idéal d'émancipation. Ainsi, dans cette critique pratique, l'*exit* des pratiques se substitue au « voice » de la critique comme conséquence de la mise à l'épreuve des idéaux de liberté, de choix et d'autonomie (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 585). Comme le note Émeline De Bouver (2015) dans sa thèse sur le « militantisme existentiel », le détournement des idéaux entre le capitalisme et sa critique peut fonctionner dans les deux sens.

## *L'émancipation par les idéaux de la modernité*

Les récits recueillis indiquent, comme on l'a vu, l'intériorisation de l'individualisme comme idéal positif de la modernité, ce qui ne signifie pas l'absence de l'altruisme ou de valeurs, on le verra, dans les motifs d'action. Cet idéal social se manifeste par la valeur accordée à l'individu, à sa singularité, à ses choix, en justifiant leur mode de vie par le désir de choisir (Foucault, 1982 [2017], p. 59). La référence aux choix autodéterminés est le reflet de l'appropriation de l'idéal de rupture avec un ordre qui dépasserait les individus et imposerait ses hiérarchies (Taylor, 1991, p. 84). Les types de justification correspondent exactement aux principes énoncés pour qualifier les sociétés modernes. Ainsi, Charles Taylor souligne-t-il le lien entre le principe de l'individualisme et la valorisation du choix, de la liberté et de l'autodétermination. Les types de justifications formulées sont façonnés par une forme historique de société, par l'appropriation individuelle de ces idéaux sociaux et par la prise au sérieux de ces idéaux comme étant constitutifs de la vie bonne. Ainsi, si le terme d'individualisme est rarement cité – sans doute en raison des connotations négatives qui lui sont attachées et des « malaises » qui lui sont attribués, pour reprendre la terminologie de Charles Taylor – ce sont ses attributs qui le sont, l'idéal de choix individuels des modes de vie, de maîtrise de son existence et d'affirmation de la liberté humaine contre les hiérarchies imposées (Taylor, 1991).

Ce qui fonde l'individu, c'est la liberté de choisir son mode de vie, d'avoir le sentiment de maîtriser son existence et d'être protégé par le droit. Le choix est valorisé non pas tant dans ses objets « triviaux » portant « sur le menu du McDonald ou la mode de l'année prochaine » (Taylor, 1991, p 48) ou dans ses résultats – ce qui a été choisi –, mais dans la procédure même, dans le simple fait de choisir. C'est cette procédure qui légitime le changement de profession et de mode de vie. La valeur principale réside dans le fait de choisir contre un ordre imposé par des institutions, contre un entourage, contre une pression sociale diffuse et dans la définition du sujet par ses choix.

Ces discours de justification sont le produit d'une certaine forme de société, la société d'individus, et des idéaux sociaux qui la nourrissent. L'individu, tel qu'il se manifeste dans les récits recueillis, apparaît comme le reflet d'une forme de société et exprime littéralement une forme de vie sociale manifestée à l'état individualisé (Tarragoni, 2016, p. 118). Il dit, en langage ordinaire appliqué à sa propre existence, ce que les politologues définissent comme les grandes caractéristiques de la modernité tel un individu animé de bonne volonté culturelle qui auraient pris au sérieux, mot pour mot, les idéaux de la modernité. Ainsi, les situations de bifurcations étudiées illustrent-elles des tentatives d'émancipation individuelle par le bais de catégories et de mots socialement construits et imposés (« choix », « décisions », « liberté », etc.) illustrant ainsi les propos de Federico Tarragoni (2016, p. 118) sur la possibilité d'une émancipation individuelle à travers l'appropriation de ces processus :

> « Le fait que l'individu puise au social pour se penser en tant qu'individu et que, symétriquement, la vie sociale se manifeste à l'état individualisé, est ce qui permet aux individus concrets de se soustraire aux places, aux fonctions, aux rôles et aux statuts que la société leur assigne, là où ceux-ci leur apparaissent trop contraignants ».

Les récits recueillis montrent-ils ainsi un individu s'émancipant non pas des idéaux de la modernité mais par l'appropriation des idéaux de la modernité, en puisant dans ces catégories de la modernité de quoi se déprendre des tutelles sociales, devenant ainsi le représentant typique de l'individu démocratique.

## *Liberté et capabilités*

Les enquêtés énoncent plus précisément un idéal de capabilité (Sen, 2010) en abandonnant la focalisation sur les moyens, ce que Amartya Sen appelle les « objets de confort » parce que leur niveau de vie leur permet de ne pas se sentir tenu par la nécessité, ainsi qu'en valorisant une procédure. La procédure d'accès à une situation – autrement dit le choix – devient supérieure aux caractéristiques de cette situation. Les discours illustrent ainsi l'affirmation que, dans les sociétés modernes, « la liberté de déterminer la nature de son existence est une composante précieuse de la vie ». Ici, c'est le sentiment de liberté qui est important de même que la représentation de soi comme un individu activant son libre-arbitre (Sen, 2010, p 279). Les deux dimensions de la liberté énoncées par Amartya Sen sont présentes : la dimension de possibilité et la dimension procédurale. La dimension de possibilité concerne la possibilité pour un individu, de pouvoir vivre comme il l'entend et de pouvoir travailler aux fins qu'il se donne. Elle suppose qu'il peut à la fois imaginer et penser pouvoir réaliser plusieurs futurs. Dans le cas

des bifurcations descendantes, le fait d'avoir déjà exercé une profession et d'y avoir le plus souvent réalisé une carrière ascendante conforme aux attentes, donne aux individus le sentiment de pouvoir choisir quand souvent un événement extérieur non intentionnel (maladie, décès d'un proche, burn-out, dépression, licenciement) ouvre les conditions au changement et élargit les possibles comme nouvelles éventualités réalisables. Leur situation matérielle souvent stable et aisée avant la bifurcation professionnelle rend réalisable et envisageable cette ouverture des choix. Ainsi, nombre d'enquêtés mentionnent qu'ils ne craignent pas le chômage et qu'ils ne sont pas dirigés par la peur de ne pas avoir d'emploi ce qui est vrai pour les plus dotés en capital culturel mais aussi pour les moins diplômés qui ont passé l'épreuve du marché du travail avec une certaine facilité. Vincent (ouvrier qualifié devenu jardinier à son compte) rappelle qu'il sait, en revenant dans sa région d'origine, qu'il ne sera pas « dans la galère financière » : « un coup de fil et j'ai du boulot ! Ce qui s'est fait, hein, je suis arrivé en janvier, en février, je rembauchais dans la mécanique auto ! » Cette sécurité lui permet d'envisager d'ouvrir le champ des possibles professionnels et de quitter finalement le salariat. Détenteur d'une licence de géographie, Pierre (ancien cadre politique devenu paysan-éleveur) insiste sur son absence de peur du chômage, confiant en ses qualités personnelles qui lui ont toujours permis de retrouver un emploi après des périodes de chômage ou d'interruption (voyages personnels). Il se représente sa propre situation comme ouverte, avec des possibilités de choix, il ajoute d'ailleurs : « Disons que si j'ai eu une certaine forme de précarité, elle était tout à fait choisie ». Pour Pierre, cela se traduit aussi par la représentation de soi comme privilégié à la fois d'un point de vue matériel (il n'a jamais connu de difficultés matérielles) et du point de vue des capabilités : « je suis pas clochard, je suis pas SDF, je pense que je fais partie des privilégiés à tout point de vue ». D'autres, comme Alice (cadre de la communication devenue productrice de podcasts), valorisent le fait d'avoir eu la possibilité de choisir après une première expérience professionnelle réussie, selon les critères d'adéquation entre emploi et formation, entre place dans la hiérarchie et rémunération :

> « Je suis assez fière d'être passée dans cet ordre-là [elle insiste] parce qu'en vérité si j'avais galéré pendant cinq ans et que je me retrouvais autoentrepreneur, ça n'aurait pas du tout la même couleur, la même saveur…
>
> *– Ce serait une forme d'assignation à la précarité…*
>
> Exactement ! Complètement ! C'est vrai, il y a une sorte d'affirmation de "je me pose" en me disant : "je suis passée par des grandes institutions" comme cette avocate qui devient ébéniste si tu veux, y a ce : "ok je renonce à ce vers quoi je tendais parce que on m'a bercé d'illusions, avocat, ce n'est pas du tout ce à quoi je m'attendais" et donc y a : "c'est bon,

là, papa, maman, j'ai fait ça pour vous et là je suis libérée de ça, me voilà avocate, c'est fini !" [rires] ».

Le changement de profession incarne cette ouverture des possibles et vaut légitimation aux yeux de soi et des autres.

La deuxième dimension réside dans la procédure de choix elle-même et suppose que l'individu ait le sentiment de décider par lui-même. C'est la procédure d'accès au résultat qui prime sur le résultat lui-même. Une même situation ne sera pas évaluée de la même manière selon qu'elle est vécue comme subie ou choisie. Cette distinction est continuellement rappelée au fil des entretiens comme discours d'autojustification au nom du principe de choix. Le choix vaut en lui-même comme procédure : « le choix a une valeur intrinsèque et nos choix font partie de la vie réelle » selon Amartya Sen (2010, p. 289). La notion de capabilité synthétise selon lui ces deux dimensions de la liberté : ce qui distingue les individus entre eux ce n'est pas (seulement) leurs situations objectives mais les capabilités, c'est-à-dire les capacités à réaliser ce à quoi on attribue de la valeur et l'autonomie dans la mise en œuvre de ce qui est choisi : l'approche par les capabilités propose « d'abandonner la focalisation sur les moyens d'existence pour s'intéresser aux possibilités réelles de vivre » explique Sen (2010, p. 287). C'est cette représentation qui est portée dans les discours de bifurcation, une représentation qui n'est pas très éloignée des utopies de vie autonome (Gorz, 1975 et 1977 [2018], 1992 [2019] ; Illich, 1973, 1975 ; Castoriadis, 1975 ; Latouche, 2014). Les parcours observés peuvent se lire comme une augmentation des capabilités en ouvrant les possibles des formes de vie (lieu de vie, profession, modes de consommation, etc.) et une mise en œuvre pratique de cet idéal en choisissant « différents types de vie qui sont à leur portée » et en saisissant que « l'enjeu crucial est la liberté de choisir sa façon de vivre » (Sen, 2010, p. 291).

## *« Ils désertent »* [202] *: l'exit comme auto-émancipation*

Le discours des enquêtés associé à un mouvement de déprise (quitter un monde professionnel, vivre avec moins) peut s'analyser comme une mise en pratique d'un idéal d'auto-émancipation. En effet, l'émancipation n'est pas ici discursive : elle mobilise précisément les idéaux sociaux

[202] *Ils désertent* est le titre d'un roman de Thierry Beinstingel (Fayard, 2012) qui fait le récit d'une bifurcation professionnelle concernant les deux personnages principaux, « l'ancêtre », VRP en papier peint depuis quarante ans, qui ne consent pas à vendre des canapés quand son entreprise l'exige de lui et une jeune diplômée d'une école de commerce qui est cheffe de vente. Après soumission, loyauté puis esclandre, maladie et démission, ils désertent et ouvrent une librairie. Le roman s'achève en ces termes : « Toi, petite sportive, et vous l'ancêtre, vous retenez juste ''île déserte'' et c'est ainsi que vous avez nommé la librairie » (p. 190).

fondateurs des sociétés modernes (plutôt que de s'en écarter) mais ces idéaux conduisent à une défection, un *exit* (Hirschman, 1970, p 33-40). L'émancipation ne porte pas sur la mise à l'épreuve discursive des idéaux sociaux mais sur leur mise en pratique qui conduit à un *exit* professionnel. Les bifurcations professionnelles étudiées offrent une illustration très exacte mais dans un contexte différent de mécontentement de la notion d'*exit* proposée par Albert O. Hirschman (1970). Lorsque Hirschman décrit trois alternatives possibles face à une situation de mécontentement, il fait d'abord allusion à la déception du client face à un produit : s'ouvre à lui, soit la possibilité de défection (*exit),* littéralement aller voir ailleurs auprès de la concurrence, soit la prise de parole (voice*),* soit la loyauté (lotalty*)*. Ce cadre alternatif a largement été transposé en dehors de la sphère économique de la consommation à toute situation de mécontentement (Hirschman, 1970 ; Ferraton et Frobert, 2017 ; Bennani-Chraïbi, 2020 ; Lehingue, 2015). Il peut être transposé ici à une situation économique qui concerne le travail et la consommation, plus généralement une forme de vie, et se manifeste comme *exit* professionnel – qui n'exclut pas, comme on le verra dans le chapitre suivant, la possibilité d'une prise de parole. Il se traduit par un mouvement de sortie, symbolique ou réel. Cette sortie peut être géographique : fuite de la ville-mégapole et de la ville capitale pour s'établir ailleurs, en province, dans un village ou encore dans une petite ville. Elle peut être aussi simplement professionnelle, fuite de l'entreprise privée en général, fuite d'une entreprise donnée ou fuite devant une situation professionnelle. Aussi, la plupart des récits font état d'un désir de « ne plus y retourner », de ne plus jamais « travailler en entreprise » et de jouir de l'ailleurs. Ainsi, Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) défend-t-il ce choix de rupture avec les modes de vie dominants qu'il décrit comme une défection assumée : « Je suis déserteur, je me planque, je vis ou survis. Je ne me bats pas contre l'ennemi ». Difficile de trouver plus exacte expression de la fuite (« l'*exit* ») individuelle comme résistance à « l'ennemi », une envie « de piquer les certitudes », de « semer des graines de doute » en témoignant de ce « choix de vie ». Il décrit souvent sa maison comme un repère hors du monde, un havre loin de la société : « plus le monde de dehors est pourri et sans avenir, plus je constate que je me concentre et m'active pour rendre notre petit hectare doux et délicieux, ouvert au bonheur et au repos »[203]. Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) fait le récit d'une fuite réelle pour le dernier emploi qu'il a occupé dans une entreprise, au sein de laquelle il exerçait la fonction de journaliste financier (communication à destination des clients investisseurs financiers). Il décrit sa fuite comme la conséquence d'une manifestation « psychopathologique » lorsqu'il s'est mis à

[203] Petit texte posté sur Facebook au sujet du travail quotidien (entretien du jardin notamment) dans sa maison, 28 août 2020.

« bloquer sur l'anglais » (il travaille pour une entreprise américaine) et à ne plus pouvoir articuler un seul mot en anglais :

> « c'était pendant le séminaire dans le château dans le Limousin, j'avais l'impression de plus réussir à parler anglais et j'ai fui quoi, physiquement j'ai fui enfin j'ai dû tenir jusqu'à la fin du séminaire mais je suis rentré chez moi, j'ai senti que je pourrais plus jamais mettre un pied dedans ».

Cette fuite amorce le processus de rupture conventionnelle de son contrat et sa bifurcation par étapes vers des emplois politiques puis vers l'auto-entreprenariat en jardinage. La fuite est le premier pas vers un autre avenir.

La grammaire du choix individuel comme vecteur d'émancipation et la prise au sérieux des idéaux des sociétés individualistes comme l'idéal du sujet autodéterminé et de l'exercice de la liberté n'est pas le seul motif qui structure le changement et qui s'apparente à une mise en pratique d'une subjectivité individualiste. Le récit de calculs et l'invocation de la rationalité individuelle rapprochent aussi les individus engagés dans une bifurcation descendante, de manière tout à fait paradoxale, des logiques d'action de l'homme économique.

## 1.2. Le « paradoxe Walden » : refuser le « prêt-à-calculer »

La figure de Henry D. Thoreau (1854 [2017]) tel qu'il se décrit dans son récit *Walden* offre une allégorie de cette figure paradoxale de l'homme économique : calculateur mais conduit par ses préférences à consommer moins, précisément dans le cas de Henri D. Thoreau à travailler moins, à gagner moins et à faire un pas de côté de déserteur envers l'ordre économique dominant. Ainsi, tout comme Henry D. Thoreau décrivant sa vie quotidienne dans sa retraite de Walden, le discours des enquêtés ne refuse pas tant le calcul dans la vie quotidienne que le modèle pré-calculé qui dicte les finalités, posées comme évidentes, et s'intéresse aux moyens d'y parvenir. Dans *Walden* comme dans les bifurcations descendantes, l'émancipation vient par le calcul.

### 1.2.1. L'homme économique dans les bois

*La vie dans les bois* est le sous-titre usuel traduit en français du récit *Walden*[204], à l'image de la vie menée par son auteur dans une cabane dans les bois : sans refuser tout contact avec la société, Henry D. Thoreau se retire néanmoins de la vie quotidienne ordinaire en société et s'éloigne ainsi de ses modes de consommer, de travailler, d'habiter conventionnellement admis. Cette prise de distance et cette vie marginale sont peuplés de calculs et d'interrogations sur la manière la plus rationnelle de sonder et de suivre ses désirs, dessinant ainsi la possibilité d'une rationalité alternative à la rationalité dominante, dans la société comme dans les tentatives de représentation théorique que sont les modèles économiques orthodoxes.

#### *L'*homo œconomicus *en marginal*

Le personnage de Thoreau tel qu'il se raconte dans *Walden* offre une occasion de revenir sur le paradoxe de ces déserteurs au discours en apparence individualiste, faisant l'éloge de la liberté et du choix autodéterminé. En effet, Thoreau y décrit deux années et deux mois de son existence passées dans la solitude d'une cabane en bois au bord de l'étang de Walden et qui sont pour lui l'occasion d'expérimenter volontairement une vie libre, loin des contraintes sociales. Sa solitude est voulue et c'est librement qu'il y mettra un terme, en décidant de « quitter les bois », ce « pour une aussi bonne raison que celle qui [l]'y avait attiré » : avoir « d'autres vies à vivre »[205]. Thoreau à Walden se présente comme l'anti-homme économique, qui désire travailler et consommer le moins possible[206], s'insurge contre les luxes de la table, veut lire, randonner et observer la nature. Il condamne souvent les normes imposées par la société et la manière de vivre de ses concitoyens par un jugement ironique mais sévère. Ainsi, en se promenant à Concord, « partout dans les boutiques, les bureaux et les champs », il lui semble

[204] Il n'est cependant pas repris dans toutes les éditions comme celle citée précédemment.
[205] Henry D. Thoreau, *Walden* [1854], Paris, Le Mot et le reste, 2017, p. 354.
[206] C'est le « travail contraint » (et pas seulement « marchand ») destiné à lui procurer des biens de subsistance et un certain confort de vie que Thoreau veut minimiser. Le travail ici peut être assimilé au « temps contraint », car Thoreau s'étant placé aux marges de la société, son travail n'est pas toujours marchand (il l'est parfois, soit qu'il fasse des tâches rémunérées, soit qu'il vende le fruit de ses récoltes) et il en tire un « profit » au-delà des dépenses engendrées (voir chapitre VII, « Le champ de haricots », dans lequel il détaille la culture des haricots et les résultats obtenus jusqu'à la vente d'une partie de la récolte).

que ses habitants « font pénitence de mille manières remarquables », qu'ils sont asservis par le travail « transformés en esclaves de la terre » : « les hommes triment et se trompent » (2017 [1854], p. 13). Il condamne cette manière de vivre qui vise à « amasser des trésors », « une vie stupide », une « vie gâchée » dont on ne parvient pas à « cueillir les beaux fruits » tout obnubilés que sont les hommes « par des soucis illusoires » (p. 14). Condamnant la consommation au-delà de ce qu'il juge être le nécessaire, comme l'accumulation, il décrit le malheur de ses concitoyens qui héritent de « fermes, de maisons, de granges, de bétail et d'instruments agricoles » : « car on acquiert tout cela plus aisément qu'on s'en débarrasse » (p. 13). Ce mode de vie, centré sur le travail visant à augmenter les richesses et la consommation, conduit à une existence de « malheur tranquille » dans laquelle l'homme devient « une machine » (p. 14). Ainsi critique-t-il tous les aspects du mode de vie qui se prétend civilisé du fait de ses outrances : excès de chauffage qui conduit les riches à s'entourer d'« une chaleur contre-nature », recherche du confort de la maison qui produit mille sophistications exigeant l'intervention de spécialistes et empêchent l'autoproduction, exigence de posséder de nombreux vêtements sans usure, etc. Ces modes de vie sont socialement imposés et les hommes « pensent honnêtement ne pas avoir d'autre choix » mais, conclut Henri D. Thoreau, « il n'est jamais trop tard pour renoncer à nos préjugés » (p. 17). Henri D. Thoreau se décrit lui-même comme un homme libre ou aspirant à l'être mais son comportement approche d'un autre côté la fiction de l'*homo œconomicus*. Ainsi détaille-t-il ses propres arbitrages économiques concernant ses décisions de travail et d'autoproduction, d'échange et d'achat, de consommation et de loisirs. Il se décrit comme un être libre et rationnel qui ne cherche qu'à exprimer des préférences et à les mettre en œuvre pour organiser sa vie. Ainsi en est-il de son goût marqué pour le loisir qui le conduit à expérimenter de mille manières la vie de peu, pour pouvoir réduire le temps de travail contraint. Ces choix sont exprimés avec cohérence et le calcul, parfois quantifié en heures de travail et souvent exprimé à travers une réflexion introspective, imprègne le récit. La « peine » du travail contraint est évaluée, ses coûts et ses rendements sont mesurés (acheter du pain pour « ajouter quelque chose à [son] ordinaire un peu austère de légumes », p. 859) et économisés (puisqu'aussi bien, ne travaillant pas « très dur », il peut économiser sur la nourriture, « n'ayant pas à manger beaucoup », p. 863). Le premier chapitre intitulé « économie » montre Thoreau évaluer le coût monétaire du logement dans la vie sociale ordinaire, en commenter l'excès, chercher à le réduire et décrire *a contrario* les

satisfactions du loisir : lecture, réflexion, amélioration constante de ses propres capacités[207], marche, natation dans les lacs, observation de la nature, écriture, etc. Ses calculs, nombreux, pour décider de l'orientation de sa vie économique décroissante le rapprochent de la figure de l'homme économique c'est ce que je nomme le « paradoxe Walden ».

D'un côté, Thoreau se dépeint comme un agent calculateur qui a une préférence élevée pour le loisir et le présent, une préférence modérée pour les biens, une aversion forte envers le travail contraint mais une faible aversion pour le risque (il n'accumule pas et vit au jour le jour). Même le choix de toujours préférer, à table, « le plat le plus proche »[208] peut s'entendre comme une stratégie, celle du moindre temps consacré au choix des biens consommés compatible avec le modèle économique. Le modèle du consommateur inclut d'ailleurs sans difficultés de telles préférences. D'un autre côté, Thoreau se dépeint comme en rupture avec la société, dont il s'éloigne pour pouvoir vivre sa vie selon ses principes propres, figurant ici une forme pratique et incarnée d'*exit*, et comme marginal, tel que l'on nommera aussi plus tard en France les utopistes ruraux pratiquant l'exode urbain et le retour à la terre, souhaitant voir leur forme de vie incarner leur protestation contre l'ordre économique et social (Rouvière, 2015). Voilà le paradoxe : le parfait agent rationnel et calculateur n'est plus ici l'individu typique d'une société mais celui qui la fuit ! Convaincu du bien-fondé de ses préférences, Thoreau se fait prosélyte et n'évite pas toujours le récit édifiant : l'homme antiéconomique se décrit heureux de ses choix, rationnels en vertu d'une éthique de vie et de ses fins propres. Paradoxe : il est en cela, bien davantage l'illustration de l'*homo œconomicus* qui connaît ses fins et se met en mesure de les réaliser. Mais ce Robinson volontaire qu'est Thoreau doit, pour exercer pleinement des choix selon ses préférences, choisir la marginalité, la rareté des relations sociales, exclure toute relation conjugale ou amoureuse et mettre à distance toutes les normes sociales et morales du monde. Le modèle du choix rationnel décrit alors un agent isolé, en rupture avec la société, excentrique, voire asocial : non pas l'homme économique réel mais un homme économique utopique, que son retrait du monde place dans les conditions de choisir sa vie. Si le modèle du choix du consommateur inclut formellement de telles préférences, il élude néanmoins leur laborieuse mise en œuvre, la rupture sociale et politique qu'impliquent le refus du travail et le désir de sobriété choisie, par ailleurs incompatibles avec une représentation macro-économique

[207] Robert Louis Stevenson (2009, op cit., p.24) rapporte le fait qu'un industriel ayant observé sa dextérité à réparer la fenêtre d'un wagon lui proposa sur le champ un emploi. Cette anecdote souligne la dimension consciente et choisie du refus du travail salarié par Thoreau. Son originalité ne le contraignait nullement à une absence de travail.

[208] Cité par Robert Louis Stevenson, *Un roi barbare. Essai sur H.D. Thoreau*, Finitude, 2009, p. 18 : il s'agit d'une anecdote livrée par Ralph Waldo Emerson dans l'article nécrologique qu'il consacra à Thoreau en août 1862.

qui fait de la croissance de la production économique une finalité et dont il est censé être le fondement micro-économique.

### *Calculs et arbitrages en justifications*

Cette figure paradoxale de l'agent calculateur et déserteur se retrouve parmi les enquêtés, sous des formes cependant moins radicales d'*exit*. L'aspiration à vivre conformément à son désir commence plus modestement par le fait de quitter un emploi. Cette transformation s'accompagne pareillement d'une réactivation de la valorisation de l'idéal social du libre choix et de l'aspiration à « choisir sa vie » mais aussi d'une forte disposition à clarifier ses préférences, à calculer, notamment du fait, comme on l'a vu au chapitre 3, de l'apparition d'une contrainte budgétaire faiblement perçue jusqu'alors. Ce goût du calcul fait également résonnance avec la représentation économique du consommateur tant certains calculs d'arbitrage apparaissent quasiment explicitement comme des estimations de la satisfaction tirée de la consommation comparée au coût relatif des différents biens. Ce constat rejoint d'autres enquêtes sociologiques, qu'il s'agisse des comptes minutieux de ménages des classes populaires stables qui visent à épargner de très petites sommes en vue de pouvoir se payer un plaisir à soi (parfum par exemple), constituant une « épargne pour consommer » (Cartier et Amossé, 2019), des « calculs »[209] effectués autour du chariot au supermarché et des négociations familiales qu'il suscite (Cauchoy, 2011) ou encore les évaluations comparatives des jardiniers (Weber, 1996). Il ne s'agit pas d'y voir évidemment une confirmation un peu hâtive du modèle du consommateur. On voit mal comment une enquête qualitative viendrait valider une théorie qui de surcroit se conçoit comme fiction théorique et non d'abord comme résultat d'une observation empirique (Pignol, 2017). Par ailleurs, il n'est pas impossible que cette forme de rationalité calculatrice trouve ici particulièrement à s'exercer d'une part parce que les revenus n'atteignent jamais un niveau de revenu qui soit inférieur au seuil de pauvreté[210] et d'autre part parce que les enquêtés, du fait de leur profession antérieure et de leur capital culturel, sont souvent des familiers du calcul. Plusieurs d'entre eux mentionnent d'ailleurs leur goût du calcul dans les compétences professionnelles développées dans leur ancienne

[209] Franck Cochoy (2011) utilise le néologisme de « calqul », synthèse de ''calcul'' et ''calquer'' pour prendre en compte la part sociale du consommateur : « par ''calqul'' j'entends le fait de ''calquer'' son ''calcul'' sur celui du voisin et réciproquement. Le ''calqul''désigne une forme de cognition économique collective » (p. 83). Le ''calqul'' ajuste les choix des différents membres d'une unité collective (famille, groupe social).

[210] Une seule enquêtée déclare des revenus inférieurs au seuil de pauvreté (2018, site www.inegalites.fr) équivalent à 60% du revenu médian (1026€ pour une personne seule, données 2016, INSEE) mais au-dessus du seuil à 50% du revenu médian (855€, données 2016, INSEE).

profession. Le profil des enquêtés se distingue par exemple des « cas de consommateurs pauvres » étudiés par Ana Perrin-Heredia pour lesquels les accompagnateurs sociaux tentent d'imposer des normes de calcul et des « compétences économiques » qui sont autant de techniques de domination symbolique visant à rendre la contrainte budgétaire acceptable quand le niveau de ressources rend impossible toute dépense imprévue et même tout « choix » de consommation et visant à réduire la question de la pauvreté à un problème de capacité individuelle à « compter comme il faut » (p.49). Les enquêtés qui vivent leur bifurcation descendante comme intentionnelle appliquent cette logique de choix dans la forme de vie comme dans le domaine de la consommation et les traduisent en calculs d'autant plus facilement qu'ils ont acquis ces dispositions dans le cadre professionnel ou dans celui des études. Néanmoins, les enquêtés les moins diplômés ne sont pas ceux qui calculent le moins : la contrainte budgétaire serrée vaut aussi incitation aux calculs minutieux.

Compter est aussi mentionné comme une source de satisfaction nouvelle : celle de faire face au défi de réduire sa consommation et celle d'interroger sa propre consommation. Dans les récits des enquêtés comme dans celui de Thoreau, ces développements nombreux sur les calculs économiques renvoient au même paradoxe : la sortie du monde de la ville ou du salariat s'accompagne de calculs typiques de l'*homo oeconomicus*. Ainsi, la satisfaction apportée par le calcul peut être liée au défi d'éliminer certaines dépenses, la possibilité de leur élimination révélant leur « inutilité ». Aussi, Alice (cadre de la culture devenue productrice de podcasts) s'étonne elle-même de devoir faire face à une diminution mensuelle de revenu importante (de l'ordre de1000€), d'y parvenir et se félicite de la « rationalisation de [s]on budget ». Marc détaille ses calculs avec gourmandise en voyant les dépenses qu'il a pu éliminer :

> « Je faisais des calculs hein, j'étais complètement rationnel, au moment où je me suis arrêté, j'avais calculé, j'avais tout bien additionné, la prime de licenciement, combien de temps je vais mettre pour passer le concours et être reçu au CAPES, à partir de quand je vais toucher des revenus, pendant combien de temps je vais être indemnisé au chômage, j'avais fait tous mes petits calculs, combien il va me rester quand j'aurai fait ma reconversion professionnelle, j'avais fait même une estimation de ce qu'allait nous coûter notre mode de vie, ce que l'on consommait… […] j'avais fait les dépenses contraintes, les dépenses sur lesquelles on pouvait agir, les dépenses qu'on pouvait définitivement gommer parce que c'est inutile donc on vire le truc. […] Je faisais tous ces petits calculs alors, j'économise sur l'assurance…. […] Il nous faut à peu près ça, qu'est-ce que je vais gagner, bon c'est pas beaucoup alors qu'est-ce qu'il me reste ? Donc j'ai un petit peu essayé d'objectiver ces petits trucs-là, et du coup je me disais : "c'est correct ! C'est tout à fait jouable, le réajustement de niveau de vie, il n'est pas du tout insurmontable" ».

Il poursuit avec des calculs précis de l'argent que chaque conjoint dépose sur le compte commun chaque mois :

> « 2000€ chacun par mois pour faire face à l'ensemble des dépenses des cinq personnes, l'ensemble des dépenses collectives qui inclut tout, l'habillement des enfants, les vacances, […] c'est pour dire le niveau de vie qu'on a maintenant, ben c'est une famille très aisée encore hein ! Comment on fait pour dépenser [il fait le calcul sur la table], quoi 50000€ [par an] à cinq ben c'est des factures qui sont liées au logement, c'est la nourriture et c'est les vacances ».

Émilie développe dans l'entretien son obsession des équilibres financiers (« pouvoir tout payer ») et son rapport « beaucoup plus calculé » à la consommation qui l'a conduite à arrêter de fumer et à installer sur son téléphone une application qui comptabilise quotidiennement les économies réalisées :

> « L'aspect financier a grandement joué, après y a la santé aussi, mais l'aspect financier a été déterminant. […] C'est con hein de se dire que les sous sont plus importants que la santé, mais bon ! Ça a clairement été un moteur ! Et tu vois j'ai une appli qui me dit combien j'ai économisé d'argent et c'est vraiment ça que je regarde et grâce à ça, je me permets de m'acheter des trucs [rires] C'est quand même très axé "sous" hein, voilà ! »

Cette nouvelle comptabilité qui rompt avec le temps « où [elle] s'en foutait en fait » lui procure, à côté de l'angoisse, de l'équilibre, de nouvelles satisfactions :

> « Mais c'est vrai qu'il y a des moments où j'aimerais bien pouvoir aller me faire une manucure et je ne le fais pas. Maintenant depuis que j'ai arrêté la clope, j'ai mon appli qui me dit : "tu as déjà économisé 472€ donc tu peux dépenser 30€ pour une manucure !" [rires]. Alors quand je vais aller faire une manucure, je vais aller faire le tour, je vais regarder combien ça coûte, ça va être un acte plus réfléchi ! Et finalement je prends peut-être plus de plaisir à le faire ! Tu vois c'est con mais avant je me teignais les cils. Donc ça j'ai arrêté pour le coup. Et quand j'ai arrêté les cigarettes, je me suis dit : "Qu'est-ce que je vais me faire comme premier plaisir ?" J'étais contente de me dire que j'allais me teindre les cils, j'ai attendu, j'ai fait patienter le truc et je me suis teint les cils ! J'étais contente ! [rires] J'y ai pris beaucoup plus de plaisir, avant c'était rentré dans la routine ! Je me suis dit : "j'arrête de fumer, je me teins les cils".
>
> – *Oui c'est des petits calculs en fait ! Avec une contrainte !*
>
> Exactement ! Et qui développe aussi la notion de plaisir après. Et de choix. Je m'autorise à le faire, c'est un acte réfléchi et on prend du plaisir à le faire, c'est plus un acte de la vie de tous les jours. Ça change le rapport à l'argent. Ça change le rapport à la consommation. Mais je pense que je suis encore en transition ».

Ce goût pour les comparaisons de prix, cette astuce qui permet de dépenser moins ou encore ce que l'on pourrait nommer « plaisir de rationalité » à travers l'exercice même microscopique d'une liberté de choix se retrouve dans d'autres récits, même chez des enquêtés très éloignés d'une orientation managériale (par exemple chez ceux, très politisés et militants politiques actifs, voir chapitre 6). Ainsi, Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) militant de l'environnement depuis sa jeunesse, qui vit quasiment sans voiture (il emprunte celle de sa compagne de très rares fois dans l'année), se plaît à détailler au visiteur les solutions de déplacement alternatives à l'usage individuel de l'automobile, pour se rendre par exemple à la gare de la grande ville la plus proche : la jubilation de pouvoir « faire sans » (Mège, 2017) se mêle à la ruse d'économiser, quand un trajet en autostop lui permet de rejoindre le département voisin dans lequel le ticket de bus vaut 1€, contre 7€ dans son propre département. Le gain financier n'est pas son objectif premier mais la possibilité d'une économie sur le trajet, transformée en un café à la gare ou dans le village voisin quand le trajet en autostop a été plus rapide que l'autobus, le réjouit non sans ironie sur lui-même. Pareillement, Olivier (cadre administratif devenu artiste plasticien) qui n'a rien du manager, dans le langage et dans le parcours (il a été militant politique très actif), fait le récit amusé du temps où, vivant en famille et ayant réduit ses revenus, il gérait le budget du ménage avec le tableur *Excel* pour contrôler les dépenses (respecter la contrainte budgétaire) mais aussi les réduire et arbitrer entre elles. Il explique avoir renégocié régulièrement les contrats d'assurances ou de téléphonie mobile à la baisse et en éprouver un certain contentement, celui de « rationaliser » le budget, de tirer parti de la concurrence et de pouvoir vivre en s'adaptant à une baisse de revenu. Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier) parle de ses choix budgétaires en mobilisant le vocabulaire des sciences économiques, peut-être du fait de sa formation en gestion (grande école de commerce). Alors que sa compagne qualifie son mode de vie de « spartiate », il fait état d'une satisfaction plutôt que d'une privation :

> « je me fais plaisir sur les ordis quand même, j'économise, j'optimise et tout, mais on est suréquipés en électronique, j'aime bien, en ce moment, l'été, on n'a plus du tout le temps de la faire mais je suis suréquipé en accès à des films en VOD, je suis pas [ascète] ».

Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) décrit un changement complet de « son rapport à l'argent » par la prise de conscience, douloureuse et difficile, de la contrainte budgétaire quand ses revenus diminuent. Elle se décrit comme profitant de l'argent, le dépensant sans « jamais faire [ses] comptes », par exemple le revenu d'un mois lors d'un voyage avec sa fille :

> « C'est sûr j'étais à 350€ [par] jour donc en net j'ai dû empocher 5000€ pour ce mois-là, je suis revenue, j'avais plus rien, on s'est fait plaisir quoi ! Ça part vite ! Mais j'aurais pu me dire : "c'est cool, je fais un budget, 2500€ pour les États-Unis et le reste tu mets de côté quoi". Ah non ! J'ai 5000€ j'en dépense 5000, voire je vais en dépenser 6000 ! »

Maintenant, elle compte davantage, contrainte par la réduction de ses revenus :

> « J'ai même fait un budget prévisionnel jusqu'en décembre, le truc de dingue ! En fait ce qui est compliqué aujourd'hui c'est que vraiment, je ne suis pas très loin de trouver l'équilibre mais j'y suis pas encore mais j'ai une visibilité quand même. C'est juste qu'il faut que je tienne jusqu'à la fin de l'année pour vraiment me poser, que mes revenus soient rassurants, je sais que je paye mes factures, que je peux mettre de l'argent de côté, que j'ai atteint un équilibre et que j'ai plus à flipper de ce qui va se passer le mois prochain. Pour l'instant, j'en suis pas là encore. Je suis dans la restriction de consommation, vraiment ».

Ces comptes ont une dimension prospective très précise :

> « Ben en fait dans mon budget prévisionnel j'ai mis un budget, bon j'ai des chats par exemple, j'ai mis 350€ de bouffe pour nous et les chats, j'ai dû mettre 150€ pour des sorties, c'est le début quoi. La nourriture franchement, bon, j'achète quasiment jamais de viande, donc 300€ à deux, on peut largement, faut faire attention mais c'est correct ».

Elle y ajoute des « lignes » budgétaires pour ses dépenses futures en anticipant une hausse de revenu avec la croissance de son activité :

> « J'ai mis une provision pour des repas le midi à l'extérieur. Le but du jeu c'est de rajouter après une ligne épargne, une ligne vacances, voyages et concerts, ouais ».

Sur le plan financier, sa transition professionnelle a apporté son lot d'angoisses qu'elle décrit comme une « grosse descente » qui comprend « une liquidation judiciaire de [sa] boîte », un « passage par le surendettement », le moment où, quand « y a plus de revenus, tout le monde vous tombe dessus ». Elle décrit sa manière passée de « dépenser plus qu'[elle] ne gagnait en fait » comme une « mise en danger » de soi, une revendication à préférer le présent (« on n'a qu'une vie, on verra ! ») La contrainte budgétaire plus serrée la conduit à revoir sa « manière de fonctionner » et à changer d'attitude vis-à-vis de l'argent jusqu'à entrer dans une comptabilisation précise de ses ressources et de ses dépenses. Paradoxalement, si elle ne nie pas la difficulté de cette contrainte, elle considère trouver aujourd'hui une satisfaction dans cette nouvelle comptabilisation, dans l'explicitation des arbitrages entre dépenses et dans la mesure apportée par la confrontation directe à cette limite :

> « C'était super dur l'année dernière ! Et en même temps, je vais pas dire que c'était nécessaire, ça impliquerait une notion de masochisme et je ne le suis pas, vraiment, mais je dois dire que tout ce process, c'est ce qui m'ai aidée à prendre conscience que ce modèle

> de “tout va bien, c’est pas grave et on verra demain !” Ça ne me convenait plus du tout, de prendre conscience de la valeur de l’argent quand on en a très peu, du coup ça ramène à [la réalité] ».

Dans ces récits, on trouve à la fois la prise en compte de la contrainte budgétaire, la planification des dépenses, l’évaluation de la satisfaction associée aux biens et services, la possibilité d’arbitrer sur les quantités consommées comme sur les types de consommation, parfois même l’élaboration d’arbitrages intertemporels, l’évaluation de ses propres préférences, autant de termes, tout comme ceux d’évaluer, d’optimiser, de renoncer qui, sans signifier un comportement d’hyper-rationalité calculatoire, rappellent les concepts et les notions du consommateur rationnel des modèles économiques.

Ces calculs concernent aussi les personnes les moins diplômées du panel et qui n’ont pas déployé, dans leur ancienne profession, de compétences économiques et gestionnaires. Ainsi, Vincent (technicien devenu jardinier), titulaire d’un baccalauréat professionnel en mécanique, avait, lorsqu’il travaillait en Suisse comme sa compagne, tout en résidant en France, « une bonne paye » et s’estimait très privilégié, « à 25 ans, on a fait quasiment 5000€ à 6000€ à deux ! » Il planifie désormais scrupuleusement ses dépenses, notamment celles de travaux dans la maison qu’il reporte pour l’instant parce que « ah ben ça va piquer » : « je connais les gens [qui lui feront ses travaux], la plupart de mes potes sont prêts, j’ai plus qu’à monter cette enveloppe [d’économies], l’enveloppe monte, monte, monte et puis quand j’aurai le budget je dirais : “fuiiit [sifflement], venez bosser à la maison !” » Il relie l’éventualité d’avoir un deuxième enfant avec des calculs de coûts inter-temporels, y incluant les études futures pour estimer finalement que c’est un risque qu’il ne souhaite pas prendre. S’il admet qu’il ne souhaite personnellement pas de second enfant (le couple a une petite fille de trois ans au moment de l’entretien), alors que sa femme « elle, elle en voudrait certainement un deuxième, les femmes en veulent toujours un poil plus ! », Vincent développe des calculs précis sur le coût d’un enfant, citant, pour comparaison, des couples de son entourage qui ont eu deux ou trois enfants qui font des études à Poitiers ou à Bordeaux :

> « Quand ils disent ce que ça coûte au mois, ma femme et moi, on le gagne pas ! […] deux loyers pour les enfants plus les études après voiture, permis, essence, les nourrir chacun à un bout de la France non mais hé, et nous ? À un moment faut être raisonnable, c’est pas possible ! […] Donc faut être raisonnable ! Moi j’aimerais quand même bien lui [sa fille] payer des études ! […] Donc comme je peux pas lui dire : “C’est pas possible !”, ben ouais, on en fait qu’une et ce sera relativement possible ! […] Et puis on fait tout pour, mais un enfant c’est pas donné. […] On se rend bien compte qu’avec une ça suffit, c’est génial, on

> peut se permettre pas mal de choses sans gagner énormément d'argent, l'essentiel c'est de bien gérer les dépenses. Si on gère bien les dépenses, on vit bien quoi ! »

Issu d'un milieu très populaire , élevé dans une famille monoparentale, titulaire d'un bac professionnel (il dira plusieurs fois sa frustration de n'avoir pas pu faire d'études), Vincent est l'enquêté qui détaille le plus précisément ses calculs budgétaires, ses projets antérieurs et actuels d'épargne, ses ajustements et prévisions pour s'adapter à un revenu inférieur depuis qu'il est jardinier paysagiste à son compte et être « raisonnable ». Le calcul et la rationalité, produits d'un certain type de société et d'une invention du consommateur (Pinto, 2018), ne suffisent cependant pas à définir un comportement utilitariste et conforme à un monde social composé d'individus égoïstes. En effet, la définition de la forme de vie ne se limite pas à la procédure, à savoir le calcul et la rationalité, mais suppose aussi des finalités et une évaluation de l'intérêt individuel, fin recherchée dans les sociétés modernes. Le « *paradoxe Walden* » pourrait se résoudre par le déplacement de la contestation sur la définition de l'intérêt et des fins, ainsi que sur la représentation de l'intérêt imposée socialement et non sur la rationalité comme procédure.

### 1.2.2. Le refus d'une conception restreinte de l'intérêt

Le « paradoxe Walden » trouve sa source dans les injonctions contradictoires de l'esprit du capitalisme et dans les paradoxes de la représentation de l'*homo œconomicus*. En effet, la valorisation du libre choix se heurte à l'esprit du capitalisme qui impose une forme de vie et de subjectivité. Ainsi, on peut interpréter la revendication émancipatrice des enquêtés à travers le choix individuel comme une contre-conduite anti-capitaliste qui vient contester une vision économiciste de l'intérêt et de la rationalité qui n'a rien de libre, ni de plurielle, mais s'est au contraire restreinte au fil du temps et constitue le fondement subjectiviste d'un ordre économique et social. Le renvoi au libre choix est le levier qui permet de contester une forme de vie capitaliste vécue comme imposée, dans les relations sociales, dans les hiérarchies et dans les évaluations dominantes.

## *Le liberum arbitrium indiscipliné de l'anticapitalisme*

L'apparent paradoxe entre référence au choix individuel, au calcul, à la rationalité d'un côté et rupture plus ou moins grande avec la forme de vie dominante nécessaire à l'affirmation de cette autonomie individuelle, est la conséquence d'un autre paradoxe, voire d'une contradiction. D'un côté l'économie de marché et ses représentations notamment économiques s'appuient sur un éloge de la liberté individuelle, de l'autre l'esprit du capitalisme impose un cadre normatif portant sur la légitimité des formes de vie. Cette imposition à la fois historique, sociale et idéologique en contradiction avec le « libre choix » individuel est un point déjà souligné par Max Weber lorsqu'il étudie l'« esprit du capitalisme » (1905)[211]. Le capitalisme (ou l'économie de marché) est représenté comme un ordre économique qui s'appuie sur la libre décision individuelle. Des institutions garantissent et célèbrent la représentation d'un individu libre, la propriété privée, la liberté d'entreprendre ou encore, bien après le livre de Max Weber, la liberté du consommateur (Pinto, 2018). Mais c'est oublier, selon Weber, les comportements qui font le capitalisme, la « philosophie de l'avarice », l'*ethos* de la besogne, la recherche de l'enrichissement personnel et de l'accumulation, autant de manières de se comporter qui orientent les formes de vie et créent une subjectivité capitaliste, un esprit du capitaliste, une « sensibilité morale incarnée », une « sensibilité culturelle » (*Geist*) « plus diffuse qu'une simple idéologie » (Appadurai, 2019, p. 80), des maximes de vie qui orientent le libre arbitre. Finalement, dans ce chapitre, Max Weber donne la clef du « paradoxe Walden » : « le capitalisme n'a pas besoin du *liberum arbitrium* indiscipliné ». Le libre arbitre est la fausse-monnaie du rêve des sociétés capitalistes, une forme de « mensonge à soi-même collectivement entretenu et encouragé […], au fondement des valeurs les plus sacrées » (Bourdieu, 1982, p. 32-33). En effet, cet idéal social entre en contradiction avec la forme de vie capitaliste qui impose justement de ne pas laisser le choix de comportements indisciplinés qui, à la manière de Henry D. Thoreau à Walden, réduiraient le temps de travail contraint au strict nécessaire ou encore s'écarteraient de la norme de l'accumulation, de la recherche de l'enrichissement personnel et d'un « style de vie bien précis, lié à des normes, revêtant les habits d'une "éthique" » (Weber, 2019 [1904-1905], p. 45). Ce style de vie rompt bien avec un style de vie traditionnel mais pour

[211] Pour les références qui suivent, je m'appuie sur la traduction inédite de Frédéric Joly du texte intitulé « L'"esprit" du capitalisme » et correspondant au point deux du chapitre I « Le problème » de l'ouvrage *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* accompagné d'une préface de Baptiste Mylondo et suivi du texte d'Arjun Appadurai *Le fantôme dans la machine financière* (Petite Biblio Payot, Editions Payot & Rivages, Paris, 2019).

en imposer un autre jugé progressivement plus légitime, non pour laisser libre court au « *liberum arbitrium* indiscipliné ».

La rupture avec « le traditionalisme, qui demeura le premier adversaire de l'"esprit" du capitalisme » n'a pas ouvert les choix individuels, selon Max Weber, mais les a restreints sur la question économique, le travail et la consommation. Pour le démonter, Max Weber prend des exemples historiques aujourd'hui bien documentés : la mise au travail de la main d'œuvre salariée ne s'est pas faite sur la base du libre-arbitre mais par un contrôle de la main d'œuvre, l'élimination du saint-lundi et la chasse au « sublimisme, entrave principale », selon les termes de l'entrepreneur Denis Poulot qui fait le constat de l'inadaptation de la main d'œuvre aux exigences du capitalisme et voit dans le travail, industriel ou agricole, « la base de la solution [à ce] formidable problème »[212] (Mylondo, 2019, p. 14). Toujours dans ce chapitre, Max Weber fait le double constat que l'idée de maximiser ses gains monétaires et donc de s'engager dans le travail à cette fin n'a nullement été un comportement historiquement dominant qui aurait pu contribuer à la naissance du capitalisme. Bien au contraire, détaille-t-il, non seulement l'argent et le gain ont toujours été entachés d'une désapprobation morale mais, de plus, historiquement, les entrepreneurs se sont trouvés devant la difficulté de faire travailler la main d'œuvre autant qu'ils le souhaitaient, toute augmentation du salaire réel ayant tendance à réduire le temps de travail tout en maintenant le niveau de vie, l'intéressement au gain ne faisant pas effet de motivation au travail, sauf à faire jouer la concurrence pour obtenir de meilleurs salaires aux pièces ou journaliers pour pouvoir réduire le temps de travail tout en vivant « à suffisance » (Weber, 2019 [1904-1905], p. 46). Ce qui conduit Max Weber à conclure (2019 [1905], p. 47) :

> « L'homme ne veut pas "par nature" gagner de l'argent et plus d'argent encore, mais simplement vivre, vivre ainsi qu'il a l'habitude de vivre, et gagner autant que nécessaire pour cela ».

Augmenter la productivité du travail et donc le salaire horaire pouvait donc conduire la main d'œuvre à travailler moins, d'où la nécessité de lever cette « résistance opiniâtre » par des maximes de vie susceptibles de produire le désir d'enrichissement et l'engagement dans le travail. L'éthique protestante a pu alors constituer cet *ethos* légitimant le désir d'enrichissement et suscitant un engagement dans le travail en faisant de la profession une vocation. La rationalité et le calcul ne conduisent pas mécaniquement à l'engagement dans le travail en vue d'obtenir un enrichissement personnel mais, bien au contraire, à une réduction du temps de travail. C'est « la conception du travail comme fin en soi telle que le capitalisme l'exige » qui conduit à

[212] *Le Sublime ou le travailleur comme il est en 1870 et ce qu'il peut être : question sociale*, Denis Poulot, 1870, consultable sur le site Gallica de la BNF (https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6205776s/f9.image.texteImage).

« surmonter le ronron traditionnaliste » (Weber, 2019 [1904-1905], p. 52). Ce nouvel « esprit » présente « [d]es qualités éthiques [qui] sont justement d'un tout autre *type* que celles qui étaient propres au traditionalisme » (Weber, 2019 [194-1905], p. 61). Il y a bien une rupture mais cette rupture n'est pas celle qui substitue aux formes de vie traditionnelles et imposées des formes de vie plurielles et individuelles mais celle qui impose une forme de vie dominante, capitaliste. Pour autant, cette forme de vie n'est pas plus rationnelle, ainsi que Weber l'explique (2019 [1904-1905], p. 63) :

> « Lorsque l'on envisage les choses du point de vue du bonheur personnel, [on] met en lumière l'irrationnel de cette conduite de vie, où l'homme se met au service de ses affaires et non l'inverse. »

La rationalité de l'esprit du capitalisme ne concerne pas l'élection des fins mais l'ajustement des moyens aux fins, que l'éthique protestante contribue à poser. Et Max Weber suggère aussi que ces fins sont imposées par la logique d'un système économique, le capitalisme, et pas par la recherche patiente du bonheur individuel. On comprend dès lors que la revendication du bonheur individuel puisse devenir une manière de contester en pratique l'esprit du capitalisme.

Ainsi, la rationalité et le calcul sont des dispositions nécessaires au développement du capitalisme et nourrissent son « esprit » mais elles ne sont pas suffisantes : le propre du capitalisme, c'est une certaine forme de rationalité socialement imposée – un ordre des fins et des moyens qui commande une manière propre d'ajuster les moyens aux fins – et une vision particulière de l'intérêt. Ainsi, le calcul et la rationalité peuvent-ils, comme dispositions propres aux sociétés modernes, être détournés vers des fins différentes et devenir les outils d'une pratique critique d'un ordre économique. Le « paradoxe Walden » se trouve résolu : ce que conteste Henry D. Thoreau, ce n'est pas l'idéal social de la liberté individuelle, c'est au contraire l'esprit du capitalisme, celui-là même qui contraint cette liberté et oriente la rationalité et le calcul vers des fins prédéterminées. De façon analogue, on comprend mieux comment l'idéal de choix individuel et les pratiques de calcul peuvent être saisis comme justifications à des écarts, petits ou grands, envers les formes de vie dominantes face à un ordre économique qui se manifeste à travers des normes sociales et institutionnelles de carrières, de formations, de professions, ainsi qu'à travers une subjectivité et des formes de vie imposées. En acceptant de gagner moins au profit d'une autre situation professionnelle ou, plus largement, d'une forme de vie jugée plus intéressante, les pratiquants de la bifurcation descendante offrent un exemple de contestation en pratique, par la forme donnée à leur vie, de l'esprit du capitalisme ou encore

d'une certaine conception de l'utilitarisme, sans que cette critique en pratique soit nécessairement objectivée et politisée, même si elle peut l'être, par les praticiens eux-mêmes.

## *Contre une conception restreinte de l'intérêt et de la rationalité*

L'identification paradoxale entre l'agent social déserteur à la Thoreau et l'*homo œconomicus* des modèles néo-classiques tient à une ambiguïté des modèles économiques et, plus largement, de la science économique et de la société, sur la question de l'intérêt et de la rationalité. Si l'on prend le modèle néo-classique originel, tel qu'il a été élaboré par Arrow et Hahn (Pignol, 2017), l'objectif est de fonder une théorie qui représente une société d'individus et qui démontre la possibilité d'une régulation harmonieuse par les prix (l'équilibre) permettant de rendre compatible des décisions purement individuelles. La maximisation de la satisfaction représente la possibilité donnée aux individus de tirer le meilleur parti d'une situation d'échange compte tenu de leurs préférences et exprime la rationalité des individus qui consiste à satisfaire au mieux leurs préférences, de manière cohérente, dans une situation donnée. Il n'est rien dit sur ces préférences qui précisément sont individuelles : ainsi, l'ascète qui souhaite peu consommer et peu travailler est tout autant conforme à la fiction de l'*homo œconomicus* que l'entrepreneur qui accumule ses richesses, si telles sont ses préférences. Dans cette représentation théorique, l'intérêt est pluriel, individuel et ne s'identifie pas au désir de richesses quantifiées. Tout au plus l'individu préfère-t-il, à coût identique, le panier le mieux rempli (c'est l'hypothèse de non satiété), une hypothèse que Thoreau à Walden, soucieux de dépenser le moins de temps de manière productive et contrainte, n'aurait pas démentie. La rationalité consiste à ajuster ses actions à cet intérêt individuel[213]. Mais cette représentation apparaît comme finalement très singulière au regard de l'économie de marché qu'elle veut représenter (qui semble davantage tournée vers l'accumulation et le désir de richesses), au regard des théories macro-économiques (qui visent la croissance et ne peuvent donc reposer sur une microéconomie d'agents désintéressés et ascétiques), ainsi qu'au regard des politiques économiques tout entières vouées à la croissance des richesses mesurées par le produit intérieur brut. Elle entre en contradiction avec une construction historique des sciences économiques qui ont progressivement figé, tout en maintenant l'ambigüité comme en témoigne la microéconomie de l'équilibre général, une

[213] Une hypothèse porte aussi, on y reviendra dans la deuxième partie de ce chapitre, sur les catégories de travail et de consommation. Le travail est un moyen (du temps) quand la consommation est une fin mais cette consommation, obtenue à partir du travail, est donc à arbitrer avec le temps libre, le loisir. Consommation, loisir et travail, sont des catégories clairement séparées, le loisir et la consommation étant pourvoyeur de satisfaction quand le travail est une peine donc un moyen.

certaine conception de l'intérêt et de la rationalité, plus restrictive mais aussi plus conforme à une forme de vie dominante, essentielle comme fondement de l'ordre économique et social. On peut supposer d'ailleurs que les représentations de l'économie politique, puis des sciences économiques, ont nourri autant que suivi la diffusion de cette forme de vie dominante capitaliste créatrice d'un sujet économique, c'est-à-dire soumis à une certaine représentation restrictive de l'économie, nommée parfois économisme (Laval, 2007, p. 13). Ce « sujet de l'intérêt » que Christian Laval nomme « homme économique » est surtout le sujet d'une certaine forme, restrictive, de l'intérêt, au prix d'un glissement théorique souvent obscur qui vient légitimer une évolution historique des plus claires, qui se traduit par l'objectif de croissance économique, l'éloge de l'enrichissement, la valorisation de la richesse matérielle et la représentation d'une vie réussie comme vie riche au sens de pourvue en richesses quantifiées et monétisées.

La naissance du capitalisme et le développement de l'économie de marché ont conduit à un glissement progressif du sens du mot intérêt, identifié progressivement à l'« appât du gain » (Weber) ou simplement à l'« avantage économique » dans le langage ordinaire comme dans celui des sciences sociales et dans l'orientation des comportements (Hirschman,1997, p 34). Autrement dit le « désir de choses agréables » se réduit aux choses économiques, quantifiées et marchandes. Alors que, selon Albert Hirschman (1997, p.34), l'intérêt a longtemps eu le sens de « ce qui importe, ce à quoi l'on aspire, ce qui est avantageux » et que la notion « s'étendait au contraire à l'ensemble des aspirations humaines, en impliquant toutefois un élément de réflexion et de calcul dans les choix des moyens de les satisfaire ». L'intérêt s'identifie dans un sens large à l'ensemble des inclinations que l'humain cherche à satisfaire « de façon méthodique et raisonnable », incluant donc des considérations de prudence et d'efficacité, et ce « quelles que puissent être les motivations profondes de ce comportement » (p.40). Avoir un intérêt, c'est accorder de l'importance à quelque chose (Laval, 2007). Mais progressivement, et ce parallèlement à la naissance de l'économie politique, le sens du mot intérêt se restreint à « un type particulier de passion, dénommé jusqu'ici cupidité, avarice ou appât du lucre » pour servir à contrecarrer d'autres passions possiblement moins pacifiques, comme l'amour, la justice ou l'ambition (Hirschman, 1997, p.41). Ce déplacement de sens finit par vider la notion de toute connotation autre qu'économique. En effet, l'intérêt devient le désir de possession de richesses et le « désir d'améliorer son sort » par la recherche de commodités et de richesses telle que l'avait affirmé Adam Smith, cité par Hirschman (1997, p. 40) :

> « Or une augmentation de fortune est le moyen par lequel la majeure partie des hommes se proposent et souhaitent améliorer leur sort, c'est le moyen le plus commun et qui vient le premier à la pensée. » (Adam Smith, *La Richesse des nations*, Livre II, chapitre II, 1776,)

Le sens de la notion d'intérêt se restreint d'autant plus que la croissance économique ouvre, à un nombre toujours plus grand de personnes, de « sérieuses perspectives d'augmentation de fortune » (Hirschman, 1997, p.40). Cette vision restreinte de l'intérêt justifie les objectifs macroéconomiques (ou des nations) de suppression de toute entrave à la recherche du profit, de libre échange en vue d'obtenir une croissance des richesses économiques, même si le lien entre bonheur individuel, amélioration de son sort et accroissement des richesses laisse parfois Adam Smith sceptique lorsque cet aspect devient explicite[214]. La restriction de la conception de l'intérêt s'accompagne d'un autre glissement, au niveau social et collectif, qui transforme l'objectif social d'émancipation assurant à chacun la possibilité de vivre sans être tenu par la nécessité et éradiquant la misère en objectif de croissance et d'accroissement des richesses – la recherche du maximum se substitue à la couverture assurée du minimum. Cette vision restrictive de l'intérêt, celle d'une « humanité économique » (Georges Bataille cité par Laval, 2007, p.14), correspond aussi au « règne des quantités » qui façonne « l'homme économique », sujet occidental calculateur et réduit à des choix économiques de consommation et de production (Laval, 2007, p.12). Cette « évolution endogène », « lente et irrégulière mutation de sens et des usages », s'est opérée moins par un assaut extérieur contre la vieille société mais plutôt « à l'intérieur de l'édifice, au sein des représentations les plus courantes […] qui n'en marque pas moins une rupture très prononcée dans la conception de l'ordre social et de l'édifice normatif » (Laval, 2007, p.29).

D'une manière le plus souvent sourde ou euphémisée, c'est contre ce glissement de sens progressif, et les conséquences pratiques sur les formes de vie qu'il engendre, que s'érigent ces parcours de vie visant à explorer, en pratique et en justification, dans la forme économique de la vie, la pluralité possible des formes de l'intérêt. Cette vision restrictive de l'intérêt constitue, j'y reviendrai dans la section suivante, la « cage d'acier » du capitalisme qui conduit les sujets économiques à identifier bonheur et amélioration du niveau individuel de richesse. Cela correspond aussi à une vision restrictive de l'utilitarisme, réduit à l'égoïsme et à la recherche de richesses économiques (Caillé, 1989).

[214] Dans *Théorie des sentiments moraux* (1759), Adam Smith fait état de ce scepticisme sur le bonheur associé à la richesse par la parabole du fils de l'homme pauvre, sans pour autant remettre en question l'objectif économique d'accumulation de richesses. Le fils de l'homme pauvre, jeune homme ambitieux, rêve de palais plus grands que la chaumière paternelle, de carrosses plutôt que de marche à pied et de domestiques qui le servent. Au soir de sa vie, devenu riche, il juge ces plaisirs bien futiles et inconsistants. Aussi, dit Smith, le bonheur par les richesses n'est bien souvent qu'une illusion méprisable, voire insignifiante, mais une illusion socialement nécessaire pour permettre l'émancipation de la nécessité.

## *L'affirmation d'une rationalité alternative*

La réduction de l'appréhension sociale de l'intérêt individuel à sa normativité économiciste s'accompagne d'une certaine représentation de la rationalité et des comportements rationnels qui donne à la rationalité économique une forme réduite et orientée en finalité, ainsi la raison devient-elle utilitaire (Caillé, 1989). En économie, la rationalité consistant à poursuivre son intérêt et à maximiser, pour le consommateur, sa satisfaction ou son utilité, la restriction économiciste de la conception de l'intérêt induit un glissement normatif de la raison économique ou encore de la raison instrumentale (Taylor, 1991, p. 100). La raison économique, dans ses présupposés, correspond à la rationalité en finalité définie par Max Weber : elle se définit par la prévisibilité ou la calculabilité (*Berechenbarkeit*) et par le rapport entre les moyens mis en œuvre et les fins poursuivies (Colliot-Thélène, 2014). La calculabilité est une des conditions nécessaires à l'émergence du capitalisme (calcul de profits, de coûts et de gains) et permet de prévoir l'effet des moyens employés et leur efficacité quant aux fins visées. Mais cette détermination téléologiquement rationnelle des conduites n'implique pas de fins déterminées, au contraire, la dimension réflexive de l'action porte à la fois sur les moyens adaptés aux fins et sur les fins elles-mêmes, confrontées à d'autres fins possibles. L'action téléologiquement rationnelle se distingue de l'action axiologiquement rationnelle (*wertrational*) par l'absence, pour cette dernière, de prise en compte par l'agent des conséquences anticipables de son action. Autrement dit, les impératifs moraux guident son action sans évaluation des conséquences et sans égard pour la prévisibilité de liens entre un certain type d'actions et des conséquences attendues puisque les valeurs sont leurs propres fins. Or, en économie, dans la vie ordinaire comme dans les sciences sociales, la rationalité (et par là-même la critique de la rationalité) a progressivement pris le sens d'adéquation entre des moyens et des fins déterminées, soit de la recherche de son propre intérêt économique défini de manière normative. Ce glissement conduit à qualifier de rationnels ou d'irrationnels certains types de comportements économiques, non pas au regard de l'adéquation entre les moyens et les fins visées par l'agent, mais au regard de moyens et de fins présupposées supérieures donc rationnelles. La recherche du gain monétaire, par exemple, est identifié à une fin souhaitable, heureuse et supposée rationnellement supérieure. Ainsi, la rationalité procédurale glisse-t-elle d'une définition qui rapporte rationnellement les moyens aux fins à la rationalité utilitariste ou économique au sens étroit, orientée vers certaines fins jugées supérieures, comme le gain ou le profit, liées à une représentation positive d'une amélioration infinie des conditions matérielles d'existence. Cette orientation particulière de la rationalité en finalité (*Zweckrationalität)* qui

suppose certaines fins comme rationnellement supérieures, conditionne, dans un certain sens, capitaliste dirait Max Weber, les formes de vie. Cette dimension normative de la rationalité se traduit d'ailleurs particulièrement envers l'appréciation sociale portant sur la consommation – souvent fantasmée – des pauvres, comme l'ont montré les travaux d'Ana Perrin-Heredia (2013a, 2013b) ou de Denis Colombi (2020), qui correspondrait non pas à un usage très contraint de l'argent mais à un mauvais usage, irrationnel, de l'argent, c'est-à-dire non conforme à une normativité de la prudence et à une hiérarchie supposée légitime des besoins. Les enquêtes montrent d'ailleurs justement une rationalité à l'œuvre : recherche de promotions, sauvegarde de certaines dépenses pour les enfants, recherche d'une forme de liberté malgré la contrainte budgétaire très difficile à tenir en termes comptables (Perrin-Heredia, 2013a, 2013b ; Colombi, 2020). Mais la représentation dominante de la rationalité économique ne se définit plus par adéquation des moyens (très contraints) aux fins mais par une imposition normative (et non exempte de rapports de domination sociale). Le jugement social qui qualifie certaines dépenses d'irrationnelles est le reflet d'un glissement de sens qui ferait de la rationalité un comportement conforme à un ordre social, en l'occurrence bourgeois. Cette normativité se traduit, dans les fantasmes décrits par Denis Colombi, sur l'argent des pauvres « mal dépensé, mal utilisé, mal alloué » ou encore dans les prescriptions des accompagnateurs budgétaires auprès de familles surendettées qui, sous couvert de rationalité, établissant des hiérarchies et des préférences, valident de fait les bonnes priorités et le bon gestionnaire, par exemple celui qui, prévoyant, ne manifeste pas de préférence excessive pour le présent (Perrin-Heredia, 2013b).

Ainsi, les comportements des agents lors de bifurcations descendantes peuvent se comprendre comme un écart par rapport à une forme de vie dominante qui consacre une vision restrictive de l'intérêt et de la rationalité au nom d'une vision pluraliste de l'intérêt et des finalités possibles des actions rationnelles. Cet écart critique, anti-utilitariste, ne porte ni sur l'idée de recherche de satisfaction personnelle ni sur l'hypothèse d'une rationalité mais contestent les formes restreintes de l'intérêt et de la rationalité imposées par un ordre économique. D'un point de vue théorique, cela conduirait à développer une critique des modèles économiques et des théories dominantes en économie qui ne porte pas tant sur la rationalité et ses formes mais sur les évidences d'un ordre de finalités (Rugy, 2019 ; Pignol et Rugy, 2015). Cet écart par rapport à une rationalité utilitariste ou encore par rapport à une subjectivité capitaliste suppose donc une résistance face à une représentation restrictive de l'intérêt. Elle conduit à affirmer une rationalité alternative qui ne dément pas les règles procédurales de la rationalité : évaluation des moyens et des

conséquences, calculs, anticipation du futur, recherche d'une adéquation des moyens mobilisés aux fins. Mais elle ne pose pas les fins comme données et conteste la vision substantielle d'une rationalité qui supposerait certaines fins supérieures à d'autres ou certaines valeurs établies rationnellement comme supérieures à d'autres. Les fins sont posées comme pouvant être l'objet de délibération, à commencer par la manière de se représenter une vie heureuse, individuellement mais aussi collectivement, pour y conditionner les moyens. Cette rationalité alternative se traduit donc par une expérimentation des formes de l'intérêt et une interrogation sur les fins, ainsi que par une contestation des seules fins économiques, à savoir l'accumulation de richesses commodes à la vie. Cette exploration de l'intérêt individuel au-delà d'une vision économique normée et restrictive ouvre aussi la possibilité d'une recherche éthique qui conteste une définition purement égoïste de l'intérêt.

## 2. Une critique de l'utilitarisme par les formes de vie ?

Le paradoxe de l'individualisme revendiqué, de la présence de calculs et d'une rationalité procédurale dans les justifications, articulés avec une défection et un écart aux normes sociales dominantes trouve ainsi sa source dans une injonction contradictoire de la modernité : valoriser l'individu et considérer que chacun doit décider pour lui-même ce qu'est la bonne vie d'un côté, imposer des modèles de vies réussies et des injonctions sociales à s'y conformer notamment dans la sphère économique, celle du travail et de la consommation, de l'autre. L'utilitarisme consiste précisément à réduire l'horizon des finalités et à glisser vers une valorisation sociale de la réussite économique, de l'accumulation, de la recherche du confort, de la sophistication de la vie matérielle, devenus symboles de vies réussies, en imposant une vision réductrice mais dominante de l'intérêt, conforme à la logique économique du capitalisme. Ainsi, l'écart vis-à-vis de ces préférences et l'affirmation de fins alternatives, et d'autres représentations de la liberté que celle issue de l'accumulation d'argent et de moyens matériels, apparaissent comme une forme de critique en pratique de l'utilitarisme et une forme de privatisation effective de la bonne vie, faite de petits et des grands écarts à une forme de vie dominante. Cette critique se

manifeste par la réintroduction d'autres critères de la vie réussie et par la réaffirmation de la pluralité des formes de l'intérêt. Elle suppose une déprise, une autonomisation du sujet et une exploration de ces formes de l'intérêt, indissociable d'une culture de soi. Ainsi peut-on expliquer la récurrence de la référence au moi, à l'aspiration à réaliser un changement de vie « pour soi » qui peut raisonner comme une forme ultime d'égologie mais qui n'en est pas moins une critique d'une certaine forme de vie économique imposée. La référence à soi peut apparaître comme une manière conformiste, typique d'une forme de société qui fait l'éloge de la « culture de soi », mais elle n'est pas pour autant conforme à une représentation égoïste et utilitariste de l'intérêt. L'intérêt et les préférences individuels ne sont pas donnés mais explorés dans les pratiques, dans le langage et dans la forme de vie, notamment en lien avec la référence à un *ethos*. Cette section se propose d'analyser les formes de la quête de soi comme de son propre intérêt, et d'interpréter ces contestations pratiques, souvent silencieuses et pas toujours verbalisées d'une subjectivité et d'un ordre économique capitalistes.

## 2.1. Découvrir son intérêt

Le fait de se départir d'une forme économique réduite de l'intérêt – la recherche infinie de l'accumulation de biens et du maximum de confort – et de la représentation d'une vie réussie qui lui est liée va de pair avec une quête des formes de son intérêt personnel, découverte dans l'expérimentation et indissociable d'une quête de soi que l'on pourrait rapprocher d'une recherche de résonance notamment pour la dimension économique de la vie (Rosa, 2018). Cette quête de soi est aussi formulée comme une recherche de cohérence entre pratiques et valeurs dans laquelle l'individualisme ne s'identifie pas à l'égoïsme et s'écarte ainsi de l'utilitarisme et d'une vision normative du moi intéressé (Laval, 2007).

### 2.1.1. Authenticité, culture de soi et recherche de résonance

Le refus d'une norme dominante de la définition de l'intérêt n'est pas une donnée mais le résultat d'une expérimentation et d'une recherche de soi conforme aux idéaux de la modernité, la valorisation de la subjectivité individuelle, l'exigence d'authenticité ou encore la « culture de soi » (Taylor, 1989, 1991 ; Foucault, 1984).

#### *« J'ai cessé de me désirer ailleurs »*[215]

Il est un autre idéal qui habite les discours de justification des bifurcations, que Charles Taylor nomme l'authenticité, c'est-à-dire la fidélité à soi-même, la découverte de son identité, de sa singularité et de son originalité, autant d'idéaux sociaux qui peuvent donner une tonalité « égologique » (Vidal, 2017) ou « moïste » (Laval, 2007) aux discours recueillis, comme cette justification d'Alice (cadre de la culture devenue productrice de podcasts) :

> « Moi c'est un truc complètement individualiste, c'est le seul cadeau que je puisse me faire, c'est être alignée avec ce que je veux être. […] C'est juste la fidélité à soi […] c'est le bonheur, tendre vers son bonheur personnel, être aligné avec soi, oui la connaissance de soi, la fidélité à soi-même. C'est pour ça que je crois que c'est quelque chose de très individuel, de très personnel. »

Cette tonalité subjectiviste apparaît plus nettement dans les discours les moins politisés mais elle n'est pas absente des trajectoires les plus politisées tant elle est omniprésente comme première justification au changement. Ainsi, Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur), militant écologiste depuis son adolescence, très politisé et qui tient un discours politique très construit et très informé, qu'il articule avec l'idée d'avoir choisi sa vie, de ne pas « regretter son choix, jamais » et de s'être « trouvé ». Il aime raconter cette anecdote issue d'échanges avec les visiteurs qui s'arrêtent et l'interrogent sur la ferme qu'il habite et ses activités et qui ont une réaction le plus souvent positive, parfois interrogative :

> « Oui y a les deux types de réactions chez les touristes ou les gens de passage. Quelques fois ils me posent des questions alors je leur dis ce que je faisais avant, tout ça. Une fois

[215] Cette phrase est citée par Damien lors d'un entretien pour signifier le sentiment d'avoir trouvé le mode de vie qui lui convient. Écrite par André Breton dans le livre d'or de Saint-Cirq-Lapopie, village du Lot qu'il découvre en 1950, qui exerce sur lui enchantement et fascination et dans lequel il acquiert une maison qu'il habitera tous les étés jusqu'à son décès en 1966, cette phrase est reprise comme titre d'un livre d'hommage *« J'ai cessé de me désirer ailleurs » pour saluer André Breton*, Collectif, éditions la passe du vent, 2016.

> c'était des gens de Bretagne ou des Parisiens, je ne sais plus : "Ah bon et vous êtes venus vous perdre ici !" Alors je leur dis : "Ben non, me retrouver !" »

Damien (technicien devenu ouvrier à mi-temps) exprime le même sentiment et vit presque comme une « révélation » son installation dans une île bretonne où il devient ouvrier (à temps partiel) en plus d'activités autoproductives après avoir travaillé dans le secteur de l'édition d'art en région parisienne :

> « Et en fait, deux ou trois ans tu m'aurais dit : "tu penses t'installer [ici] ?", j'aurais dit : "non, pas possible !", je me faisais une montagne de l'isolement, de l'insularité, t'es quand même loin de l'offre culturelle même si y a quand même des petits trucs ici qui sont de plus en plus sympas. Mais en fait ça a été, je vais pas dire une révélation, mais je me suis senti à ma place. Et, je sais plus quel écrivain a dit ça à propos de Rocamadour, il a dit : "j'ai cessé de me désirer ailleurs" [André Breton à Saint-Cirq-Lapopie]. Moi ça m'a fait vraiment ça quoi. Je suis arrivé ici et au bout de deux trois mois, je me suis dit : "ma vie, pour quelques temps au moins, voire très longtemps, elle est ici". Bon je suis tombé carrément dans le cliché du néo-rural qui se fait un potager ! [Rires] »

Marion (cadre dans l'événementiel devenue psychothérapeute) utilise les mêmes termes pour qualifier sa nouvelle profession et les satisfactions qu'elle lui procure :

> « Ben c'est d'être à ma place en fait. Je crois que la première consultation que j'ai faite je me suis dit : "faut vraiment que tu te souviennes de ce moment-là !" Ce qu'il en est ressorti c'est : "oh là là ça fait tellement de bien de se trouver à la bonne place !" Je me suis trouvée moi-même, je me suis retrouvée quoi ! Du coup je suis cohérente avec qui je suis. Ça change tout ! »

Les mots des enquêtés sont quasiment ceux des théories sociales. Ainsi Charles Taylor (1991, p.75) définit-il l'authenticité comme un idéal moral des sociétés modernes :

> « L'authenticité est elle-même une variante de la liberté : elle demande que je trouve moi-même mon projet de vie contre les pressions du conformisme ».

Les récits ne disent pas autre chose : la recherche de soi contre les normes familiales, les institutions et les prescriptions. Cet idéal moral de l'authenticité, hérité de la philosophie du XVIII$^{e}$ siècle et de l'importance de la pensée comme subjectivation, de l'écoute de la voix intérieure célébrée par Jean-Jacques Rousseau, du contact intime avec soi-même au fondement du sentiment d'existence, se retrouve très exactement dans les entretiens recueillis. La fidélité à soi-même consiste à explorer la voie de ses désirs, à déterminer par la pratique et l'introspection ce qui compte, à hiérarchiser et à découvrir la forme prise par ses préférences et son propre intérêt qui n'est pas donné mais qui nécessite une exploration personnelle.

### *Intérêt et définition de soi*

Cette quête de son propre intérêt apparaît comme indissociable d'une définition de soi comme individu appelé à composer avec les conditions et les codes sociaux, conformément là encore à une exigence des sociétés d'individus. Cette recherche de son propre intérêt consubstantiel à une définition de soi se rapproche de la « culture de soi » ou du « dire vrai sur soi-même » pour reprendre les expressions de Michel Foucault : le sujet se constitue dans un rapport de soi à soi, « le dire vrai est une matrice de subjectivation » (Foucault, 1982 [2017], p 13). Les bifurcations descendantes sont souvent décrites comme l'aboutissement d'un « travail sur soi », d'exercices spirituels parfois, de temps de déconnexion et d'introspection. Ainsi, Sophie (trader devenue conseillère bancaire intérimaire), qui a bifurqué du trading vers le contrôle bancaire et la régulation juridique de la finance, l'exprime en des termes qui se retrouvent dans nombre d'entretiens avec d'autres enquêtés :

> « Ce que je voulais, c'était redonner du sens, pas à ma vie, c'était pas aussi prétentieux mais je voulais être en accord avec moi quoi, au fond ».

L'intérêt prend la forme d'un « accord avec [s]oi », c'est-à-dire d'une composition entre valeurs matérielles et valeurs spirituelles et éthiques, qui autorise la perception d'une conformité entre éthique et pratiques. Alice (cadre de la culture devenue productrice de podcasts) évoque, de manière très semblable à d'autres enquêtés, « un travail d'introspection » nécessaire pour définir à la fois son intérêt (ce qui compte pratiquement et éthiquement dans la vie menée) et son identité. Elle associe cette introspection au fait de ne pas être en accord avec les valeurs dominantes, dans le milieu professionnel par exemple, jusqu'à ce qu'une situation professionnelle s'impose comme insupportable et invivable :

> « Je trouve que de toute évidence, ces virages, ces reconversions, vont avec un travail d'introspection qui est assez lourd et c'est des gens qui se posent beaucoup de questions et qui en fait, sous couvert de courage ou de je ne sais pas quoi, sont juste des êtres vulnérables et qui ont baissé les armes. Ils se sont dit : "han, avocat, je suis trop mal, c'est pas pour moi !" »

S'incluant elle-même dans la catégorie de ces professionnels qui quittent un emploi bien rémunéré et reconnu socialement, elle considère que la bifurcation est la conséquence d'un malaise, souvent comme on l'a vu d'une dépression ou d'un burn-out, qui rend visible les désaccords et oblige au changement après « un travail d'introspection ». La quête identitaire se structure avec l'expérience pratique, avec les moments de malaise où l'on se sent « trop mal », de ceux qui appellent à chercher son intérêt propre.

D'autres personnes décrivent un cheminement spirituel de travail sur soi individuel et collectif. Il peut s'agir d'une recherche de plus grande adéquation entre croyances ou vertus religieuses et pratiques de vie. C'est explicite pour Bianca (cadre politique devenue conseillère en transition énergétique) qui travaille quasiment exclusivement avec l'Église pour faire progresser la transition écologique au sein de l'institution (isolation des bâtiments, plan climat, etc.) et dans le message spirituel de l'Église conformément à l'encyclique *Laudato si'* qu'elle contribue à diffuser comme « texte décroissant ». La recherche spirituelle, reliée à l'affirmation de son adhésion aux pratiques et théories de la décroissance, la conduit au changement de vie qui lui libère du temps pour une participation plus active à des associations de chrétiens écologistes et à des manifestions spirituelles et écologiques. L'orientation est moins marquée et politiquement non étiquetée comme décroissante pour Henri (cadre de la finance devenu professeur) mais les vertus qu'il applique à l'orientation de sa vie et à son choix professionnel sont aussi liées à l'affirmation plus marquée du caractère structurant de ses croyances religieuses. D'autres évoquent une spiritualité non religieuse, comme David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel) qui relie explicitement son changement professionnel et sa quête de spiritualité, un « travail de développement relationnel » dans lequel il s'est « plongé » incluant sa participation à des groupes de paroles d'hommes et son adhésion à la philosophie d'une coach spirituelle. Cette quête identitaire le conduit à une redéfinition de son intérêt : « parce que t'as accès à d'autres parties de toi, tu fais un peu d'éclairage sur ce que t'as envie de faire, ce qui est essentiel pour toi », ce qui inévitablement selon lui « fait bouger les choses » et le mène à reconsidérer son engagement professionnel et sa forme de vie :

> « La première chose que je dirais moi c'est une reconnexion avec la spiritualité et la difficulté de vivre cette spiritualité dans la société dans laquelle je travaillais qui était donc une grosse agence de conseil. Nous on était très performance, business, travail avec les grands comptes, compétition interne, voilà, ce qui ne correspondait pas du tout avec tout le travail parallèle que je faisais moi. Donc y avait une espèce de fracture interne, intérieure qui s'est soldée par un burn-out mais maintenant je peux dire qui a été salutaire dans le sens où ça m'a aligné sur mes envies, mes aspirations pour ce monde, quoi. C'est vraiment la spiritualité, la reconnexion à quelque chose de l'ordre du divin, avec l'âme, son âme. Ne pas perdre son âme voilà ».

« S'aligner sur ses envies » pourrait être une définition du consommateur des modèles économiques. Ce qui l'en éloigne, c'est les caractéristiques de ces "envies" et de cet intérêt qui s'éloigne de la simple accumulation de richesses. La quête d'un intérêt pluriel, qui ne soit pas imposé dans sa forme comme accumulation de richesses ou simple amélioration de « l'état de

ses ressources » (Rosa, 2018, p.11), renvoie aussi à la recherche de résonance selon la notion proposée par Hartmut Rosa et retrouvée en ces termes ou avec des formulations très proches dans les entretiens recueillis.

### *« Ça résonne, voilà ! »*

L'exploration des voies de son propre intérêt peut être rapprochée d'une quête de résonance et de son corollaire, « l'évitement des expériences d'aliénation » (Rosa, 2018, p.22). La notion de résonance suppose que les désirs individuels, contrairement à une représentation économique dominante, ne sont pas immédiatement donnés. Ils peuvent faire l'objet d'une quête individuelle pour ne pas demeurer simplement conformes à des conventions et de modèles extérieurs, reflet d'un ordre économique et social dominant. La résonance est le moment où, après un processus de recherche cognitive (ou selon les mots d'Hartmut Rosa, d'exploration de la « cartographie cognitive », p.137) et d'évaluation de son propre désir, l'individu trouve son « intérêt authentique » chargé affectivement et éthiquement dans les activités conduites et les relations nouées : c'est la corde vibrante reliant le sujet au monde (p.183). La résonance serait alors la juste évaluation de qui importe et vaut la peine qui se manifeste dans le rapport du sujet au monde, donne du sens à l'action. Ainsi l'intérêt trouvé comme l'identité définie seraient ce qui fait résonance entre soi et le monde.

Ces termes sont presqu'exactement ceux qui sont utilisés par certains enquêtés : comme on l'a vu précédemment, ceux de « se trouver » ou d'« être soi », d'« être à sa place » ou de conduire des pratiques qui « parlent », mais aussi de « congruence », « cohérence », « consonance » et « résonance » qui sont abondamment mobilisés. La cohérence est la réconciliation dans la conduite des pratiques, de l'intérêt, des croyances et des représentations éthiques et produit un rapport au monde et une forme de la vie matérielle vécus comme harmonieux. Évoquant sa nouvelle profession de psychothérapeute avec des enfants et des adolescents, Marion (ex-cadre de l'événementiel) considère qu'elle « répare quelque chose de [s]on histoire » et que cette nouvelle activité lui « parle » et « résonne » avec ce qu'elle est. Elle reprend encore plusieurs fois ce terme :

> « Les histoires qui arrivent parfois dans mon cabinet c'est énorme parfois comme ça résonne avec ma propre histoire ! [rires] Ça veut dire qu'il faut déjà avoir beaucoup travaillé sur soi, je pense [et] continuer à le faire ».

Elle ajoute, commentant à la fois sa propre activité et la relation du patient au psychologue :

> « Ça résonne vraiment hein ! Faut trouver la bonne personne et en général si on regarde d'un peu plus près c'est qu'il y a des choses qui résonnent ».

La résonance se trouve dans une activité professionnelle cohérente avec ses valeurs et avec ses patients dans sa pratique. Elle échappe ainsi à la dissonance éthique qu'elle ressentait au travail quand elle travaillait à organiser des événements pour la communication des entreprises où, de son point de vue, l'humain au travail se trouvait maltraité. David n'utilise pas expressément le terme de résonance mais il évoque volontiers la cohérence retrouvée entre ses valeurs éthiques, l'exercice d'une spiritualité quotidienne et un mode de vie qui l'autorise désormais à ne pas « perdre son âme » :

> « C'est vrai qu'à un moment donné, entre ce que tu fais le week-end, ce que tu fais la semaine, quand c'est à 360° différent, à un moment donné faut retrouver de la cohérence. Voilà ».

Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif) évoque, quant à lui, la « compatibilité » entre son nouvel emploi, ses valeurs et ses dispositions politiques, et plus généralement sa forme de vie :

> « Ça donne un sens à ma vie quoi et je rentre dans un état d'esprit complètement différent, c'est pas de la fierté, c'est juste de la compatibilité, enfin j'ai l'impression d'être en harmonie quoi, d'être en harmonie complète, que ce job est fait pour moi ».

Cette harmonie retrouvée a supposé auparavant une rupture avec une forme de vie imposée et un modèle social de hiérarchisation des vies et d'évaluation de la « réussite ». Cette redéfinition plurielle de l'intérêt est liée à la mise en pratique d'une éthique qui éloigne d'une représentation économiciste de l'intérêt.

### 2.1.2. Une recherche de cohérence éthique

La dimension éthique est indissociable de cette recherche de son intérêt propre. Cette exigence éthique participe du même désir de cohérence que la recherche de résonance du sujet et vient confirmer l'hypothèse d'une contestation en pratique de l'utilitarisme : la quête individuelle du bonheur n'est pas dissociable de l'élaboration de principes moraux qui justifient les pratiques ; l'individualisme ne s'identifie pas à l'égoïsme. La recherche individuelle de principes de vie pour soi n'exclut pas le souci des autres et du monde.

## *Du souci de soi au souci du monde*[216]

Le souci de soi n'est pas exclusif de l'expression d'une préoccupation éthique qui contribue à la cohérence de soi. Ayant trait au travail et au choix professionnel, à la consommation ou encore aux modes de vie, l'éthique touche ici au domaine économique. Ces principes portent sur la manière juste, digne et bonne de vivre au niveau individuel, ainsi que sur les institutions et sur les modes de production et de consommation, qui incluent des interrogations plus larges sur la nature ou la justice au niveau collectif. Le désir d'harmonie et de cohérence subjective exprimé dans les discours de justification est aussi un discours de construction éthique. Autrement dit, les sujets expriment une intention éthique dans leurs comportements individuels en souhaitant accorder leurs « idées », leurs « valeurs » ou encore leurs « principes » à leurs pratiques. Ainsi, Clara (employée de l'immobilier devenue apicultrice et professeure de yoga), qui a quitté l'agence immobilière où elle travaillait quand elle s'est trouvée enceinte de sa fille (démission) puis a vécu sur ses économies avec son compagnon qui a pris un an de congé parental sans soldes après la naissance de l'enfant, reprend ensuite une activité (agriculture, apiculture et professeure de yoga) : elle veut alors une profession « en complet accord avec ce qu'elle est », qui lui convienne parfaitement « du point de vue des idées ». Ses idées ne sont pas exprimées comme directement politiques (pas de référence à un parti politique ou à une organisation ni à des leaders politique ou des mouvements politiques), même si l'on peut dire qu'elles sont politisées (voir chapitre 6). Elle les exprime comme des convictions personnelles, une éthique personnelle qui l'incite à se reconnecter à la terre, à prendre soin de la nature, à produire localement, à échapper à la logique du profit et de la mondialisation :

> « J'ai décidé de ne pas faire de compromis sur ma façon de gagner de l'argent et je ne ferai jamais rien qui n'irait pas dans le bon sens. Je ne veux pas participer à ça. […] Je pense que chacun dans notre cellule familiale, ce que l'on fait a plein de répercussions, ça rebondit et ça arrive jusqu'au dernier paysan du fin fond de l'Afrique, c'est ça la mondialisation quoi. […] Et puis en fait, nos actions, elles ont des répercussions sur tout […] tout est vraiment lié. Donc ça peut être un peu effrayant et en même temps ça nous donne aussi un pouvoir en fait d'action et ça, ça commence par les choix [elle insiste sur ce dernier terme] ».

Ses « idées » touchent à l'organisation économique et aux principes qui doivent l'orienter : ainsi, défend-t-elle la protection de la nature (elle cite par exemple le refus du « coton OGM »

[216] Cette expression est reprise du livre de Corine Pelluchon, *Éthique de la considération*, Seuil, 2018, p.31.

au Burkina Faso et en Inde) et le refus de l'exploitation de l'humain, deux principes souvent cités par d'autres enquêtés (voir chapitres 2 et 4). Les comportements individuels s'orientent selon des principes à la fois personnels et collectifs, ou qui peuvent donner lieu à des mobilisations collectives, contre un mode de production et de consommation. Les comportements individuels S'expriment comme des résistances à un ordre jugé injuste. Le retrait ou parfois la simple mise à distance vis-à-vis du système dominant est créateur de cohérence éthique subjective retrouvée. Émilie cite également l'importance de la « valeur de l'humain avant la valeur de l'argent » et Sylvain réfute un « système où l'humain n'a pas sa place » et qui ne prend pas soin de la nature :

> « Toutes les entreprises que j'ai faites, enfin pour lesquelles j'ai travaillé, elles étaient quand même toutes dans une logique de système économique classique et un système de rentabilité, de profit mais pas un système où l'humain a sa place. Et ça c'est quelque chose qui me pesait aussi très fortement ».

C'est pourquoi, pour retrouver une cohérence personnelle, il songe à changer de type d'emploi pour résoudre la situation de dissonance éthique dans laquelle il se trouve quotidiennement du fait de ce conflit de valeurs :

> « Donc c'est un tout qui a fait que je me suis dit : "je pense que je vais encore changer mais cette fois-ci, si je change, il faut me caler avec ce que je suis et avec ce que j'ai envie de faire" ».

Il considère son changement d'emploi comme l'aboutissement d'une longue réflexion personnelle qui concernait les principes de sa vie quotidienne, la mise en cohérence de ses conviction éthiques et politiques avec ses pratiques. Il cite également sa recherche, avec sa compagne, d'un habitat participatif (qui aboutira à l'achat d'un logement dans un éco-quartier), sa participation associative à l'économie sociale et solidaire, ainsi que son mode de consommation.

Marion (cadre de l'événementiel devenue psychothérapeute) mobilise aussi le registre de la cohérence subjective, de la « congruence » dans son nouvel emploi de psychologue avec « ses valeurs » qui lui permet « d'être elle-même » :

> « Avant en bossant dans l'événementiel avec les boîtes du CAC 40 c'était un peu compliqué d'avoir ce discours et surtout d'être congruente avec ça. C'est ça qui change c'est que je suis congruente aujourd'hui. Bon, j'ai jamais bossé pour des gens qui vendent des armes et encore j'en sais rien, j'ai pas bossé pour Larfarge, je me dis c'est bien, mais j'ai bossé pour des boîtes dont les grands patrons font les unes aujourd'hui avec leurs salaires, j'ai bossé pour ces gens-là ! Je me dis : "mais c'est tellement, tellement pas tes valeurs, c'est tout ce que tu détestes", donc ça, ça change tout, de ne plus être dans ce

> milieu, ça me permet d'être moi-même et de ne pas essayer de trouver des trucs qui justifient que je bosse pour des mecs qui graissent la patte des actionnaires, qui sont manipulés par les actionnaires et les fonds de placement, franchement, ils vendraient des bagnoles, de la choucroute ou autre, ce serait pareil ! Ça, ça a beaucoup changé, c'est clair [rires] et tant mieux ! »

Si cette « congruence » apparaît comme très politique dans son énonciation, elle n'en est pas moins reliée au subjectif et au « moi » mais un moi qui n'est pas le moi intéressé et égoïste qui construirait son bonheur sur une simple maximisation des plaisirs individuels sans souci d'autrui. Marion exprime sa distance et sa désapprobation avec des institutions économiques, jugées insuffisamment justes envers l'humain et la nature, notamment le « mode de production » dominant, comme une éthique personnelle qui agit sur les comportements individuels (Arnsperger et Van Parijs, 2003). Aussi la recherche de cohérence personnelle et la recherche de son propre intérêt ne signifie pas absence de souci de l'autre ou du collectif. Cette préoccupation pour le commun prend la voie de l'éthique individuelle plutôt que, en premier lieu en tout cas, celle du politique et elle se manifeste comme une quête individuelle de la vie bonne (Butler, 2020).

## *Manière individualiste, matière altruiste ?*

Reliant l'éthique individuelle au souci de l'autre et du collectif, les discours des enquêtés reflètent deux types de subjectivation énoncés par Charles Taylor (1991, p. 88) : celle dans la « manière » et celle dans la « matière ». La première forme de subjectivation est celle qui intervient par l'affirmation du sujet à travers le choix individuel. C'est la dimension subjective que Charles Taylor nomme la « manière » qui correspond à la technique d'énonciation et de légitimation : elle est autoréférencée, centrée sur le sujet et ses choix, individualiste. La première dimension qui octroie de la valeur à une vie et qui lui confère son caractère de vie bonne, c'est la manière dont elle est conduite, avec authenticité, exprimant les choix du sujet. Ce processus de validation individuelle s'oppose comme on l'a vu à l'idée de choix imposés, subis, ce qui, à l'inverse, produit déligitimation et dévaluation. Cette forme de subjectivation est partagée avec la représentation de l'individu dans la théorie économique dominante, soit d'un *homo œconomicus* guidé par ses préférences. Mais pour autant, elle ne dit rien de la matière, c'est-à-dire du contenu des choix et des comportements, ici économiques. Autrement dit, la manière peut être individualiste et la matière ne pas l'être et s'éloigner alors d'une représentation d'un individu libre de ses choix égoïstes, centré sur son bonheur personnel. Cette

deuxième dimension de la subjectivation, la « matière », à savoir le contenu en principes et en valeurs, touche au commun. Elle n'est plus individualiste, sinon dans sa forme, ni productrice de politiques économiques libérales, auxquelles les valeurs énoncées s'opposent le plus souvent dans les discours recueillis, ni reliée nécessairement à une conception individualiste de la société qui ne pourrait se définir que comme somme de ces choix individuels[217]. On retrouve là un trait typique des formes de légitimation dans les sociétés modernes qui passe par la validation individuelle et l'activation du sujet. Cette double forme de subjectivation peut être illustrée par la référence du sujet à ses valeurs : individuelles dans leur énonciation de possessions (« mes valeurs », qui revient comme une antienne), possiblement universelles dans leur contenu validant le sujet comme sujet moral qui transcende le moi intéressé. À la manière de la poésie, dit Charles Taylor, qui est subjectiviste dans sa forme – sa manière –, directement produite par le moi sensible du poète et inévitablement enracinée dans la sensibilité individuelle, mais universaliste dans son contenu quand, tel Rilke dans les *Élégies de Duino*, « [il] cherche à nous parler de la relation entre les vivants et les morts, de la fragilité humaine et du pouvoir de transfiguration du langage » (1991, p.95).

En effet, la matière transcende doublement le moi intéressé : en se référant à des principes universels – du commun – et, par là-même, en se détachant d'une représentation du moi intéressé qui fait du bonheur individuel la seule préoccupation de l'individu dans ses comportements économiques. Le contenu a une dimension universelle : la justice sociale, la religion, la protection de l'environnement et de la planète, parfois explicitement des valeurs politiques, etc. Ces élaborations se font « par recours aux ressources de langage à consonance individuelle » (Taylor, 1991, p.94) mais font référence à une réalité supérieure, indépendante de l'individu et de ses désirs et contient la possibilité d'une transcendance du moi. La préoccupation pour le social, le collectif, l'éthique apparaît dans une forme individualisée et subjectiviste, mais la forme individuelle et le souci du collectif ne sont pas exclusifs l'un de l'autre. Ce contenu universel est aussi possiblement anti-utilitariste, par référence à une dimension morale jugée supérieure à l'intérêt économique individuel qui se manifesterait uniquement par le plaisir individuel. L'individuation est productrice de valeurs, centrées dans par exemple sur la considération envers la nature indépendamment de sa possible exploitation : individualisme ne signifie, ni égoïsme, ni utilitarisme au sens économiciste. Justement, cette exigence éthique relie le sujet à plus vaste que lui et elle active le sentiment d'existence. Autrement dit, la recherche de valeurs constitutives de l'identité individuelle (« mes valeurs »,

[217] Pour analyser une représentation théorique de cette hypothèse, la possibilité d'une société issue des choix individuels qui ne serait pas le chaos mais conduirait à un équilibre, voir le livre de Claire Pignol (2017).

disent les personnes interrogées) peut être associée à un énoncé universel susceptible de se transformer en énoncé politique.

## 2.2. S'émanciper d'un ordre de finalités

La question du « sens » du travail, des pratiques et de la forme de vie est mentionnée dans presque tous les entretiens, tout comme elle intervient dans les médias comme motif de tous les changements, particulièrement ceux qui concernent la profession. Cette antienne du « sens » est aussi présente dans la rhétorique managériale et participe du second détournement : prise au sérieux, l'interrogation sur le sens conduit à l'*exit* et non au réengagement dans l'entreprise. Elle porte un questionnement sur les finalités tant dans le travail que dans la consommation.

### 2.2.1. La question du sens : sortir de la cage d'acier ?

En étudiant la naissance du capitalisme, Max Weber pose explicitement la question du sens de l'engagement dans le travail. Appuyé sur des fondements religieux, l'engagement dans le travail perd, avec la sécularisation des sociétés, ses motifs religieux pour répondre à un cadre normatif systémique : c'est « la cage d'acier » du capitalisme. Ce mécanisme systémique élude la question du sens ou la relie à l'acquisition de « biens extérieurs », à savoir la consommation. Aussi, la « vacance de sens » annoncée par Max Weber ne manque-t-elle pas de ressurgir.

#### *« En quête de sens » : une fissure dans la cage d'acier ?*

Le thème du sens du travail ou de l'existence et la question du sens souvent formulée aussi en termes de « quête de sens » sont très présents dans les récits de changements professionnels . David (cadre publicitaire devenu coach en développement personnel) déplore « la perte de

sens » dans la grande entreprise publicitaire dans laquelle il travaillait et l'absence de spiritualité qu'il va trouver en se formant auprès d'une philosophe et productrice de films spirituels. Damien (technicien devenu ouvrier à mi-temps), quant à lui, n'envisage pas un emploi sans « un minimum de sens », en milieu rural où il s'est installé :

> « Je me suis barré d'un boulot rémunérateur sans le moindre regret, je vais pas me mettre à bosser ici uniquement pour l'argent, faut que ça est un minimum un sens ».

Pour Sylvain (ingénieur devenu responsable associatif), le nouvel emploi est une reconquête de sens :

> « Ma nouvelle activité donne un sens à ma vie, voilà clairement. Je dis toujours que ma vie n'a pas de sens mais par l'action que je porte, je donne un sens à ma vie et aujourd'hui c'est plus que parlant ».

Grand nombre d'enquêtés évoquent une « perte de sens » dans leur ancienne situation professionnelle et une « quête de sens » dans leur nouvelle profession.

Cette rhétorique est devenue un motif médiatique, lorsque sont évoquées des reconversions professionnelles. Prenons l'exemple de Claire Poirrier-Desmares, qui aurait pu figurer parmi les enquêtés. Diplômée en 2008 de l'Institut d'études politiques de Lille, elle exerce plusieurs années comme cadre associatif et cadre politique avant de s'établir dans un village de Bretagne comme agricultrice (productrice de plantes médicinales et destinées aux infusions) et ouvre dans la ferme qu'elle habite un café-librairie. Le récit médiatisé de son parcours reprend cette rhétorique : un podcast s'intitule « Exode urbain, quête de sens et engagement »[218] et, dans un entretien[219], elle explicite cette quête de sens qu'elle juge générationnelle :

> « Je vois aussi beaucoup de gens en souffrance, qui ne sont tout simplement pas bien dans leur vie. On est la génération de la crise – j'ai été diplômée en 2008 – on ne râle pas trop, mais on finit par se dire : "ça fait dix ans que je passe d'un boulot à l'autre, qui n'a pas de sens, le management est de pire en pire…" On a commencé à parler de plus en plus des *bore-out*, des métiers où les personnes ont l'impression de ne servir à rien. On a senti que ça ne nous ne concernait pas que nous, à un instant T, que cela entrait en résonance avec une question de société, générationnelle ».

[218] Présages #32 – Claire Desmares-Poirrier Exode urbain, quête de sens et engagement (https://www.presages.fr/blog/2020/claire-desmares-poirrier).
[219] 3vivre à la campagne, c'est sortir d'un système qui n'est bon pour personne », *Usbek&Rica*, 21/05/2020 (https://usbeketrica.com/article/vivre-a-la-campagne-c-est-sortir-d-un-systeme-qui-n-est-bon-pour-personne).

Exemple sans doute encore plus significatif est le titre du film documentaire devenu outil militant, « En quête de sens » (2015), de Marc de la Menardière et Nathanaël Coste[220], qui fait le récit d'une bifurcation professionnelle et d'un changement de vie. Sur le site de l'auteur[221], le film est présenté comme une tentative pour « trouver sa place dans l'univers ». Un des réalisateurs du film, Marc de la Ménardière, était Business Developer dans l'entreprise Danone (il exporte de l'eau en bouteille à New-York) quand son ami d'enfance Nathanaël Coste, le coréalisateur et compagnon de voyage, travaille dans la gestion collective de l'eau. La crise de 2008 et une immobilisation pour une fracture osseuse seront le déclencheur d'une bifurcation professionnelle et biographique du premier : après un tour du monde qui donne lieu au film documentaire, Marc de la Ménardière s'établit dans la Drôme comme « entrepreneur social, conférencier, réalisateur et paysan »[222]. Dans la présentation du film-documentaire, le questionnement sur le sens intervient quand l'individu a « oublié ses rêves » ou se voit « tomber dans la routine » et le sens est identifié aux croyances fondatrices d'une société et d'une vie. Dès lors, il n'est plus un récit médiatique de reconversion professionnelle qui ne fasse état d'une « quête de sens », thème investi par les coaches professionnels[223] comme par les entreprises. Enfin, quand le magazine *Zadig* publie un dossier sur le thème « changer de vie » (septembre 2020) et interroge la sociologue Catherine Négroni (2007, 2005) sur les bifurcations professionnelles, la phrase qui devient titre renvoie le même écho : « On change parce qu'on est en quête de sens »[224].

Ces expressions répétées, détournées par l'idéologie managériale voire *de* l'idéologie managériale, renvoient le sociologue aux mots de Max Weber analysant l'évolution future du capitalisme et prédisant, avec un peu d'avance, cette « perte de signification », cette « vacance de sens » comme une des dimensions du « désenchantement du monde » (Colliot-Thélène, 1990, p. 66). Ainsi la recherche d'un sens qui orienterait la vie matérielle peut-elle s'interpréter comme un signe de désenchantement du monde mais aussi comme un symptôme d'une brèche, sinon d'une critique explicite de la subjectivité capitaliste. La quête de sens peut s'entendre comme une fissure de la cage d'acier, une tentative pour briser les barreaux de la cage, en filant

[220] Une rapide recherche sur Internet montre que le film est, depuis sa sortie, projeté lors de débats organisés le plus souvent par des associations ou collectifs citoyens, alternatifs, altermondialistes, écologistes (Amis de la Terres, Colibris, AMAP, Villes en transition, etc.).
[221] https://enquetedesens-lefilm.com/adventure
[222] Fiche LinkedIn de l'intéressé : https://www.linkedin.com/in/marc-de-la-m%C3%A9nardi%C3%A8re-145752191/?originalSubdomain=fr.
[223] Voir à titre d'exemple le site, fondé par deux formatrices « mon job de sens » : https://monjobdesens.com/les-chercheurs-de-sens-au-travail-heros-des-temps-modernes/.
[224] Catherine Négroni interrogée par Hélène Steiner, « On change parce qu'on est en quête de sens », *Zadig*, dossier « Changer de vie », septembre 2020, n°7, p.68-73.

une métaphore qui n'est pas d'ailleurs tout à fait celle de Max Weber (Laval, 2006). Cette « vacance de sens » est l'énigme wébérienne de la naissance et du développement du capitalisme et de sa « signification culturelle » (2003[1905], p.20) comme l'interrogation initiale de son ouvrage *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.

En effet, selon Weber (2003 [1905], p. 27), l'esprit du capitalisme peut apparaître absurde à l'observateur « naïf » :

> « Mais surtout le *summum bonum* <le souverain bien> de cette "éthique" – à savoir acquérir de l'argent en évitant de la manière la plus stricte toute jouissance ingénue – […] est si purement conçu comme une fin en soi que, mesuré au "bonheur" ou à l'"utilité" de l'individu singulier, il apparaît en tout cas comme quelque chose de tout à fait transcendantal et de tout bonnement irrationnel. C'est l'homme qui est rapporté au gain comme la finalité de sa vie, et non plus le gain à l'homme en tant que moyen de satisfaction de ses besoins matériels vitaux. Cette inversion d'un état de choses que l'on pourrait qualifier de "naturel" sera ressentie comme parfaitement absurde par quelqu'un de naïf. Or si elle est étrangère à l'homme que le souffle du capitalisme n'a pas effleuré, elle est de toute évidence et tout aussi inconditionnellement un motif (*Leitmotiv*) du capitalisme »[225]

L'objectif du livre de Max Weber est de comprendre comment un système économique en est venu à imposer le fait qu'« avec des hommes on doit faire de l'argent » selon les mots de Benjamin Franklin (p. 27), argent issu de l'engagement méthodique dans le travail et dans l'organisation rationnelle de la vie. La réponse de Max Weber est de trouver dans l'*ethos* protestant le cadre spirituel et éthique qui aurait servi, en conséquence de la doctrine de la prédestination, de justification à l'engagement dans une profession-vocation pour les entrepreneurs mais aussi pour l'ensemble des travailleurs. Ce motif initialement religieux fonde l'exigence de réussite individuelle dans et par le travail, légitime l'appât du gain pour peu que ce gain soit issu d'un travail méthodique et efficace et s'accompagne d'une ascèse qui limite les dépenses de consommation et favorise ainsi l'épargne. Un élément fondateur de ce style de vie est l'engagement dans la profession comme vocation (*Beruf*), le « devoir lié à la profession » qui légitime le gain d'argent et confère même du gain d'argent la manifestation de la compétence dans l'exercice de la profession. L'ensemble de ces maximes de vie constituent « l'"éthique sociale" de la culture capitaliste » : l'appropriation de ces maximes éthiques par les individus a constitué, selon Max Weber, une condition parmi d'autres au développement du

[225] Cette irrationalité originelle du capitalisme n'est pas identifiable à la « quête de sens » et aux formes d'absurdité pointées dans les récits recueillis. En effet, ici l'absurdité est liée à la double injonction de l'accumulation d'argent et de la vie ascétique à l'origine de l'accumulation du capital. Mais cette curiosité initiale qui trouve sa résolution dans l'« éthique protestante » conduit à produire une autre « irrationalité » qui est celle de l'engagement dans le travail et de la mesure quantifiée de la réussite professionnelle.

capitalisme comme ordre économique dominant. Mais cet ordre économique s'est progressivement autonomisé de sa dimension religieuse devenant une « cage d'acier » ou pour plus exactement un étui ou un corset métallique (Laval, 2006). Ainsi, selon Weber (2003 [1904-1905], p. 29) :

> « L'ordre économique capitaliste est un immense cosmos dans lequel l'individu est immergé en naissant et qui, pour lui, au moins en tant qu'individu, est donné comme un habitacle (*Gehäuse*) de fait et immuable dans lequel il faut vivre. Dans la mesure où l'individu est intriqué dans le réseau du marché, l'ordre économique lui impose les normes de son agir économique ».

Le terme habitacle, qui n'est pas encore « d'acier » au début du livre de Weber, figure le cadre normatif moderne qui encadre « l'agir économique » et détermine une subjectivité capitaliste qui enjoint l'engagement dans la profession et le gain d'argent accompagné d'un contrôle rationnel des dépenses, comme reconnaissance sociale de la compétence et évaluation du travail et finalement de la vie réussie. Cette éthique de vie « a contribué à édifier le puissant cosmos de l'ordre économique moderne qui, lié aux conditions techniques et économiques de la production mécanique et machiniste, détermine aujourd'hui, avec une force contraignante irrésistible, le style de vie de tous les individus qui naissent au sein de cette machinerie –et *pas seulement* de ceux qui gagnent leur vie en exerçant une activité économique » (p.251). L'engagement dans une profession-vocation s'est émancipé du cadre religieux pour s'appliquer à tous les individus comme style de vie dominant. La phrase suivante est assez visionnaire sur la possible condamnation interne du capitalisme par épuisement des ressources naturelles qui seul pourrait stopper cette détermination économique : « Peut-être le déterminera-t-il jusqu'au dernier quintal de carburant fossile consumé » (p.251). Dans la suite du raisonnement (toujours p.251), Max Weber semble conscient du glissement du capitalisme vers une accumulation de capitaux et de biens consommables qui seraient autant de motifs de gagner de l'argent dans la profession-vocation :

> « Aux yeux de Baxter le souci des biens extérieurs ne devait peser sur les épaules de ses saints que comme "un manteau léger, que l'on pourrait rejeter à tout instant". Mais la fatalité a fait que ce manteau est devenu un habitacle dur comme l'acier (*stahlhartes Gehäuse*). Tandis que l'ascèse entreprenait de transformer le monde et d'y être agissante, les biens extérieurs de ce monde acquéraient sur les hommes une puissance croissante et finalement inexorable comme jamais auparavant dans l'histoire. Aujourd'hui, l'esprit de cette ascèse s'est échappé de cette carapace – définitivement ? Le sait-on ? Dans tous les cas, depuis qu'il repose sur cette base mécanique, le capitalisme vainqueur n'a plus besoin de cet étai ».

Ainsi la cage d'acier, ou « habitacle dur comme l'acier », « expression d'un intérêt exceptionnel pour poser un diagnostic sur notre société capitaliste » (Laval, 2006), figure-t-elle le cadre normatif imposé par l'ordre économique capitaliste ou encore la vie quotidienne soumise à l'engagement dans le travail, l'appât du gain, l'emprise des « biens extérieurs » et l'organisation rationnelle déterminée par cet ordre de finalités. L'éthique protestante a contribué à construire cet habitus capitaliste qui s'est ensuite développé indépendamment de sa justification religieuse, conditionnant une forme de vie orientée vers la réussite individuelle dans le travail mesuré par le gain et réalisée dans les biens matériels. Mais lorsque l'accomplissement dans la profession perd sa dimension spirituelle ou religieuse et se sécularise, « il ne peut être perçu, également au plan subjectif, que comme une simple contrainte économique » et « l'individu renonce généralement, aujourd'hui, à toute interprétation » ; la compétition et les « passions purement agonistiques » prennent alors le dessus et lui confèrent souvent « le caractère d'un sport » (p. 251). La simple mécanique a remplacé le sens éthico-religieux, l'habitacle d'acier devenant une demeure subjective normative, une cage enfermant l'individu qui, ni ne choisit, ni ne s'envole. Le sens spirituel et éthique a déserté le lieu ne laissant que les barreaux, « une pétrification [mécanisée], parée d'une sorte de prétention crispée » : « Dans ce cas, à coup sûr, pour les "derniers hommes" de ce développement culturel, la formule qui suit pourrait se tourner en vérité : "Spécialistes sans esprit, jouisseurs sans cœur : ce néant s'imagine s'être élevé à un degré de l'humanité encore jamais atteint"[226] », poursuit Weber (p. 252)[227].

Peut-être le temps des « derniers hommes », comme celui du « dernier quintal de carburant fossile » (selon les mots de Weber), est-il arrivé : émergence de la vanité et de la perte de sens ! La dissolution de l'ascèse ultra-mondaine « dans le pur utilitarisme » (p. 253) fait émerger cette « quête de sens ». Ce sentiment de perte de signification venant justifier les bifurcations descendantes peut être interprété comme doublement wébérien. D'une part, ce sentiment peut participer d'un « désenchantement du monde » dans lequel le calcul s'est substitué à l'éthique et à la spiritualité et traduire ainsi une exigence d'économie morale, voire de spiritualité. Plusieurs enquêtés, sans que ce soit une majorité des personnes interrogées, mentionnent leur recherche d'une dimension spirituelle ou religieuse et la mise en accord de leur activité professionnelle avec leurs valeurs religieuses ou leur spiritualité. Ainsi Bianca a-t-elle quitté une carrière de cadre administratif dans le secteur du conseil environnemental qui l'intéressait

[226] Si l'expression « derniers hommes » revient à Nietzsche, la citation n'est pas attribuée et « n'est pas une citation de Nietzsche », selon le traducteur Jean-Pierre Grossein.

[227] « Mais nous entrons là dans le domaine des jugements de valeur et de la croyance qui ne devraient pas hypothéquer cet exposé purement historique », ajoute Weber (p. 252).

pourtant pour travailler principalement auprès de l'Église et des institutions religieuses. D'autre part, le sentiment de « perte de sens » peut être assimilé à une finalité absurde ou irrationnelle liée à l'absence de justification d'un ordre économique, qui s'impose à l'individu comme un habitacle qui enferme et dont il faut sortir en affirmant ses propres « choix » et « valeurs » et en ne conditionnant plus sa forme de vie à un ordre strictement économique dont la rationalité n'est qu'apparente : l'habitacle n'est qu'habit de rationalité, en imposant fins et forme de vie. Aussi sortir de la cage d'acier peut signifier fissurer l'habitacle qui impose un ordre des finalités.

## *Vivre une utopie concrète, inverser l'ordre des finalités : le travail comme fin, la consommation comme moyen*

Comment sortir de la cage d'acier ? En interrogeant le sens du travail, sa finalité. Les représentations économiques semblent avoir réglé cette question : le travail se définit comme une activité qui ne contient pas en elle-même sa propre fin, ce qui le distingue de la consommation. Le travail est une peine exercée en vue d'obtenir autre chose : la production de « biens extérieurs », pour reprendre l'expression de Max Weber. L'engagement dans le travail est subordonné à la vie matérielle. Ainsi, le modèle économique du consommateur, représente le consommateur comme cherchant à obtenir le maximum de biens de consommation (qui lui procurent de la satisfaction) en y consacrant le minimum de temps de travail, afin que le travail soit le plus productif possible à situation technique donnée. Cette représentation du travail comme moyen au service de la consommation est le cœur du productivisme économique et de l'évolution du capitalisme qui, toujours, intensifie et rationalise le travail davantage. Aussi l'idée de tirer le meilleur revenu de son travail en vue d'obtenir des biens de consommation et d'améliorer la vie matérielle fonde la subjectivité capitaliste. Il semble que ce soit cette représentation économique du travail, catégorie opposée à la consommation par un ordre de finalité où la consommation est une fin et le travail un moyen, qui soit remise en cause en pratique dans les bifurcations descendantes.

En cherchant un travail « utile » (chapitre 2) et un travail qui « donne un sens à [s]a vie » (Sylvain), les personnes interrogées réinvestissent « la double vérité du travail » en refusant de considérer le travail dans sa seule fonction de pourvoyeur de revenu (Bourdieu, 1996). Dans le court texte, Pierre Bourdieu part d'une critique de la catégorie de travail chez Marx. En considérant que seuls le travail dépourvu de contenu et le salaire qui lui est attribué importent

dans le rapport salarial capitaliste, Marx aurait négligé « la double vérité du travail » en omettant que le travail est subjectivement, pour celui qui l'accomplit, non pas seulement une source de revenu mais aussi source de satisfaction. Or, écrit Pierre Bourdieu, cette recherche d'un profit dans le travail lui-même suscite un engagement dont le management tente de profiter pour susciter une soumission plus grande : la dimension subjective du travail renforce l'exploitation objective au travail. Ce n'est pas exactement ce déroulement qui concerne les bifurcations descendantes. La recherche de sens et de plaisir au travail semblent avoir pris le pas sur l'espérance (légitime) d'un gain, si bien que les techniques de management ne suffisent plus à susciter l'engagement dans le travail, avant bifurcation[228]. La critique d'un emploi devenu uniquement source de revenu prend le dessus. Les bifurcations descendantes apparaissent comme une critique en pratique d'une réduction du travail à une source de revenu, représentation vécue comme « profondément anormale » (Bourdieu, 1996) socialement mais parfaitement conforme à la logique productiviste et économique dominante. C'est cette conception du travail dans les formes de vie qui est vivement critiquée dans la recherche d'un travail « utile », une utilité incarnée, vécue dans le déroulement de l'activité même.

Les bifurcations descendantes offrent alors l'expérimentation d'une émancipation conforme à celle énoncée par Marx dans les *Manuscrits de 1844* selon Franck Fischbach (2006) : renverser un ordre de finalité. En effet, une des conceptions de l'aliénation au travail ne réside pas seulement dans la perte de soi, la perte d'autonomie et la soumission à autrui mais également dans le renversement des moyens et des fins entre travail et vie matérielle[229]. Dans l'aliénation, la vie matérielle devient la fin et le travail – ou la production de la vie matérielle – est réduit à un moyen. Or, l'activité ou le travail comme « premier besoin de la vie » ne peut devenir un simple moyen au service de la vie matérielle. L'émancipation consiste à renverser la logique en faisant du travail une fin et de la consommation un moyen, une condition qui rend possible l'activation de soi. En ce sens, les bifurcations descendantes qui, pour la plupart d'entre elles, substituent un travail moins bien rémunéré mais perçu comme plus autonome, porteur de sens et donc de satisfaction intrinsèque à un travail de cadre hétéronome devenu simple source de revenu, constituent une forme d'émancipation en pratique (Corsani, 2020). En cela, elles se rapprochent des figures du travail dans les zones grises, par exemple dans les Coopératives d'Activités et d'Emploi, CAE) étudiées par Antonella Corsani (2020) ou Flora Bajard et Maya

[228] Sauf quelques rares situations où les motifs de la bifurcation sont extérieurs au travail, par exemple pour Sandrine.

[229] Je m'appuie ici sur l'interprétation de Franck Fischbach, proposée, en sus de l'article cité (2006), dans une conférence présentée en 2016 à l'Université de Strasbourg : « La dimension politique du bonheur : réflexions à partir de Marx », le 18 novembre 2016.

Leclercq (2019), qui expérimentent, aux marges du salariat et du travail indépendant, une forme d'émancipation dans et par le travail. Toutes ces formes exploratoires de travail autonome critiquent en pratique une représentation purement économique du travail où seule la productivité importe (et son évaluation monétaire) faisant du travail un pur moyen dont le sens est tout entier synthétisé dans sa validation sociale par la rémunération. Le cheminement conduisant à bifurquer peut se comprendre comme une manière de se « défaire du moule qui forge la subjectivité » (Corsani, 2020, p.14). Il participe d'une résistance par les formes de vie, résistance aux fins imposées et à un ordre économique dominant. Cette attention retrouvée au sens du travail et à son autonomie, à son contenu, met symétriquement à distance la consommation, devenue moyen et condition de possibilité plus que fin qui dirige la vie.

### 2.2.2. La consommation comme moyen : trouver la mesure

L'enquête que j'ai conduite a montré moins une critique de la consommation – même si elle est présente dans les récits – qu'une secondarisation de la consommation : la consommation est secondaire et baisser sa consommation marchande peut être acceptable pour pouvoir exercer une autre profession et orienter différemment sa vie. Dans ces expériences de bifurcations descendantes, la consommation devient moyen c'est-à-dire condition de possibilité par sa modération d'une part, par sa sécurisation d'autre part.

#### *Modération et sécurisation de la consommation*

Les situations de bifurcations descendantes semblent correspondre à une nouvelle configuration entre travail et consommation : le travail est, au moins partiellement, une fin recherchée pour elle-même et la consommation est une condition ou un moyen. Que signifie alors faire de la consommation un moyen ? Les réarrangements de la consommation lors des bifurcations descendantes montrent une voie et posent deux conditions : sa sécurisation, c'est-à-dire la garantie d'un minimum stable, et sa modération telle que nous l'avons vu dans le chapitre 4 sous la forme de la construction d'une norme du suffisant. La sécurisation d'un niveau de vie minimal qui n'apparaît évidemment pas comme une donnée universelle mais comme un

construit social – qui, dans l'enquête, dépend des positions sociales des personnes interrogées mais présente des similitudes dans le type de besoins couverts – est ce qui rend possible le renoncement à une part de revenu. Le fait de savoir les besoins courants couverts, afin que leur satisfaction ne soit pas une préoccupation de tous les instants, autorise à réduire la consommation marchande. Comme l'a montré l'analyse des réaménagements de la consommation, le logement est structurant de cette sécurité, ainsi que l'alimentation est conforme à ses préférences et à des normes de santé, de goût et d'éthique écologique. Ce constat souligne encore le rôle du logement dans les conditions de vie et dans la consommation, d'autant que son coût relatif a fortement augmenté dans les grandes villes et dans les zones rurales attractives. La sécurisation du logement apparaît comme un vecteur d'émancipation qui rend le changement possible. La possibilité d'autoproduction (par l'usage d'un jardin par exemple) ou l'accès à la consommation par des réseaux de sociabilité contribuent aussi à consolider ce socle de consommation. La construction d'une norme du suffisant est la deuxième condition qui fait de la consommation un moyen plutôt qu'une fin. Cette modération est rendue possible par l'assurance de la satisfaction de certains besoins et elle permet l'acceptation d'une contrainte budgétaire plus serrée. La modération vient également, dans certains cas, d'une contrainte éthique, qui intègre des normes sur les conditions de production et leur impact sur l'homme ou la nature. Les injustices nuisibles à l'humain ou à la nature dans la sphère de la production introduisent un trouble de la satisfaction dans la sphère de la consommation. Cette prise en compte individuelle du collectif par la consommation est néanmoins aléatoire car soumise à la contrainte budgétaire. Elle peut être comprise comme une forme d'appel à une délibération collective sur les modes de vie intégrant travail, production et consommation. L'acceptabilité sociale et écologique est susceptible d'introduire une différenciation entre les besoins selon les conditions sociales de production et l'impact écologique des biens répondant aux besoins. En revanche, une différence dans la légitimité des désirs portant sur la nature des biens consommés est beaucoup plus délicate à énoncer. La question est moins la distinction entre catégories de besoins, bons ou mauvais, nécessaires ou superflus, toujours soupçonnable de paternalisme (Haber, 2008) ou d'une dérive vers la « dictature sur les besoins » (Heller, 2008), que la modération de la consommation et la rupture de la logique cumulative (Keucheyan, 2019, Paech, 2012).

Mais l'émancipation des besoins peut aussi se trouver dans leur extension sans se limiter à leur satisfaction économique et marchande. L'émancipation résiderait alors non dans l'éviction des besoins imaginaires mais dans l'aspiration aux besoins « radicaux ». Le concept, introduit pour sortir de l'impasse de la catégorisation des besoins, suggère la possibilité d'une utopie des

besoins, qui ne tiendrait pas à leur limitation mais plutôt à leur extension, rejoignant la figure marxiste de l'homme « riche en besoins ». Ces besoins radicaux « ne peuvent être satisfaits que dans le dépassement », selon Àgnes Heller (2008, p.30) : dépassement du caractère quantitatif des besoins, dépassement des rapports de subordination et de l'instrumentalisation d'autrui devenu moyen, dépassement des cadres sociaux qui conditionnent les besoins, dépassement du besoin de choses pour satisfaire « le besoin fondamental qu'a l'homme des autres hommes » et découverte de nouveaux besoins, révolutionnaires, subversifs (Keucheyan, 2019, p.48). Le travail effectué pour lui-même pourrait figurer dans les beoins radicaux : c'est le désir de satsifaction de ce besoin qui semble participer des bifurcations descendantes. Ces besoins radicaux « nécessitent la révolution », ils sont transformateurs de soi et des modes de vie. Finalement ces besoins radicaux ne peuvent être satisfaits que dans la pluralité des modes de vie et dans la possibilité d'activer « une préférence pour un certain mode de vie » (Heller, 2008, p.32). Aussi la consommation se trouve-t-elle inséparable des autres conditions qui donnent forme à la vie, comme le lieu de vie et les manières d'habiter, le travail et l'activité, les liens sociaux et familiaux, la participation politique, etc. On peut considérer les bifurcations descendantes étudiées comme des écarts grands ou petits à une forme de vie imposée qui reconfigurent simultanément le travail et la consommation, sans les séparer et faire de l'un le moyen et l'autre la fin, la consommation et le travail devenant activation de soi. Le changement de vie devient une forme concrète d'utopie qui viserait à satisfaire radicalement ses besoins par « la possibilité de choisir entre plusieurs modes de vie celui qui est le plus adapté à sa personnalité » (Heller, 2008, p.33). En opposant le consommateur utilitariste, centré sur les besoins quantitatifs et le consommateur aristotélicien, Arnaud Berthoud permet de préciser cette utopie pratique d'une consommation émancipée et d'éclairer le changement à l'œuvre dans les bifurcations descendantes (2005a, 2005b et 2003)[230].

## *Consommateur utilitariste et consommateur aristotélicien*

La figure aristotélicienne du consommateur telle qu'Arnaud Berthoud la construit, en opposition à la représentation utilitariste du consommateur, offre une représentation théorique de l'horizon utopique pratique et réel, auquel les acteurs sociaux semblent aspirer dans leur

[230] Dans le paragraphe suivant, l'analyse d'Arnaud Berthoud est issue de ces trois sources mais également de la conférence « Une philosophie de la consommation (Richesse et sujet moral) » qu'il a prononcée le 26 mars 2014 à la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société, à Lille, dans le cadre du Printemps des Sciences Humaines et Sociales 2014 (https://www.canal-u.tv/video/meshs/une_philosophie_de_la_consommation_richesse_et_sujet_moral.14856).

forme de vie. Elle offre également une synthèse possible, du côté de la consommation, d'une critique en pratique d'une représentation dominante, conforme à l'ordre économique et social, du consommateur. Cette opposition devrait contribuer à mieux décrypter la nature de la critique de la consommation en jeu dans les formes de déconsommation observées et la nature de l'émancipation par l'*exit* professionnel et la baisse de la consommation marchande qui l'accompagne. La particularité du désir humain est son caractère infini : il n'est pas de limites intérieures aux désirs et aux besoins humains qui peuvent être multipliés sans fin. Certes, l'estomac du riche n'est pas extensible et ne contient guerre plus que celui du paysan grossier, selon les mots d'Adam Smith dans *Théorie des sentimentaux moraux* (1759), mais les manières de satisfaire la faim connaissent mille raffinements et, une fois la faim satisfaite, la possibilité de satisfaire d'autres besoins est infinie. Ainsi, la société comme les individus doivent réguler les besoins humains et les formes de régulation diffèrent : pour le consommateur utilitariste, c'est la limite technique qui vient borner la satisfaction des besoins quand le travail productif est là pour y répondre ; pour le consommateur aristotélicien, c'est le consommateur qui trouve en lui-même la mesure de sa consommation.

Le consommateur utilitariste, qui est aussi bien celui des modèles de sciences économiques que celui des sociétés de marché, est un consommateur producteur de son bien-être. Son travail est le moyen de répondre à ses désirs et de produire du bien-être. La nature est pour lui une ressource à maîtriser et à posséder et surtout à exploiter sous son angle utilitaire pour servir un bien-être ultérieur (obtenu par la production). Il la transforme en objets naturels (matières premières, sources d'énergie, réserves touristiques, etc.). La nature ne compte pas comme transcendance mais comme monde passé, présent, futur de la production. Elle est vue sous l'angle de l'humaine utilité plutôt que comme devant exister et être sauvée pour elle-même. La rationalité du consommateur utilitariste est la raison utilitaire : son intelligence est technique – les passions et la morale ont été exclues du champ de l'économie et de la consommation – et émet des jugements de causalité circonstanciés. Son motif et son désir se réduisent à son intérêt. Comme on l'a vu, l'intérêt est réduit à sa forme économique, un « hédonisme rétréci » (Berthoud, 2005a, p 33). Adam Smith lègue à ses successeurs, selon Arnaud Berthoud (2005a, p.39), « l'idée inconsistante d'un hédonisme dont le fond n'est qu'une ascèse par le travail et la notion absurde d'un consommateur défini, selon l'expression d'Edgeworth, comme une "machine à plaisirs" ». Il n'y a pas de places pour les doutes de l'agent sur son propre désir et « la consommation n'a pas d'autre mesure que la mesure quantitative des choses possédées », poursuit Arnaud Berthoud (p.33). La consommation est livrée à la seule régulation de la quantité alors que des mesures qualitatives de correction, de modération et d'éducation sont exclues au

nom de la séparation entre l'économie et la morale. Cette première figure du consommateur producteur de son propre bonheur à travers le processus productif, puis par l'usage de biens économiques quantifiés, peut être interprétée comme la représentation des comportements économiques au fondement du capitalisme. Elle justifie l'engagement dans le travail pour atteindre le bonheur par la consommation, au-delà de la satisfaction des besoins vitaux.

Face à cette représentation qui est aussi celle qui a triomphé en sciences économiques, on peut opposer la figure du consommateur aristotélicien. Ces deux fictions éclairent les discours des agents économiques et sociaux, le consommateur réel étant en tension entre les deux pôles, souvent ambivalent et partagé. En revanche l'ordre économique et social s'est construit sur la première représentation ce qui n'empêche pas les discours sociaux, même dominants, de reconnaître, parfois de façon évidemment contradictoire, les deux formes de légitimité. Le consommateur aristotélicien, « rousseauiste et wébérien », se distingue sur plusieurs points, notamment la rationalité, le rapport à la nature et le lien entre le bonheur et la consommation. Le bonheur peut s'identifier au plaisir dans l'entretien de sa vie et, en ce sens, « être riche est d'abord le fait d'un individu qui dispose de ce qui lui est propre pour vivre et jouir de sa vie » (Berthoud, 2005a, p.39). Mais cette recherche ne se limite pas à « l'appropriation et l'ingestion de choses » ou à l'accumulation de biens économiques, quantifiés, mais inclut « une jouissance réfléchie d'autrui » : « nous vivons d'abord par le fait d'user de l'image de la parole, de l'intelligence, du savoir, des gestes et du corps sexué d'autrui » (Berthoud, 2005a, p.43). Cet usage heureux des autres traverse aussi le travail, contribue à lui conférer un sens et à le rendre désirable pour lui-même. Aussi, la raison du consommateur n'est-elle pas utilitariste car l'intelligence du consommateur ne peut être réduite à un programme de calcul : son désir est obscur ; il doute, il hésite, il souffre, il regrette et cherche « la bonne mesure de sa vie »[231]. Ainsi, le consommateur aristotélicien s'écarte du consommateur utilitariste car son désir lui échappe en partie et ne peut se réduire à une somme de préférences. Son désir est une quête, indissociable d'une recherche de vertu, la bonne mesure et le bon usage des richesses, et non une donnée immédiate. Le consommateur réfléchit sur ses besoins, se concentre sur leur mesure en fonction d'une intelligence éthique. Ainsi le consommateur n'est-il pas producteur de son bonheur comme fin extérieure mais un praticien qui éprouve du bonheur dans l'usage des richesses. Le bonheur s'attache à l'action et s'éprouve dans le vivre. La consommation comme usage des richesses est une *praxis* où l'action, telle le jeu de flûte du joueur faisant usage de sa

[231] Conférence, Arnaud Berthoud, voir note 41.

flûte qui devient ainsi l'image du consommateur aristotélicien, selon Berthoud (2005a, p.40, puis p.57) :

> « Le joueur de flûte et sa volonté de se plier à l'exigence de toujours jouer le mieux possible illustrent la catégorie de l'action. La fin ou la perfection voulue ne se trouvent pas à l'extérieur d'une activité transitoire mais elle est immanente à l'acte. On joue pour toujours mieux jouer ».

Soit finalement :

> « La consommation se dit dans l'acte par lequel un individu fait un usage de ses richesses. Faire usage de ses richesses veut dire mener sa propriété à sa fin ».

Cette praxis de la consommation n'est pas séparable de l'accueil des richesses de la nature non comme ressource productive mais comme beauté donnée qui se mêle à l'usage des choses. Le consommateur est aussi spectateur, l'économique ne peut être séparé de l'esthétique. Le bonheur dans l'usage des choses inclut le plaisir de regarder le monde. Enfin, la recherche de la mesure, issue de la réflexion sur ses besoins, à l'inverse du consommateur utilitariste qui prend ses besoins comme ils viennent, introduit une régulation des besoins. Trouver cette limite intérieure est associé au bonheur dans l'usage des richesses, au contentement de soi, à l'amitié pour soi-même dans la possession des biens. La vertu de l'amour de soi se distingue de trois passions qui pourraient faire le malheur de la mauvaise consommation : l'amour propre qui conduit à se préférer soi-même sur fond de comparaison avec autrui ; l'ascèse qui fait refuser le plaisir ;l'envie qui empêche de jouir de ses propres richesses. La consommation est bien source de contentement de soi et n'est en rien étrangère au bonheur mais, comme pour les besoins radicaux, elle est praxis, activation de soi plutôt qu'accumulation de biens économiques. L'intérêt ne se réduit plus à une forme hédoniste étroite.

Cette représentation du consommateur conduit, comme l'analyse du travail comme fin immanente et activation de soi, à rendre poreuses les catégories de travail et de consommation, de temps libre (loisir) et de temps contraint et celles d'éthique, d'esthétique et d'économique. Ce n'est pas bien sûr la référence directe à ces représentations qui anime le désir de changer de travail, d'aménager sa consommation ou de changer de vie mais ces représentations constituent des pôles qui permettent de décrire les tensions en jeu dans les idéaux sociaux qui donnent forme aux vies individuelles. En ce sens, le changement de vie introduit par les bifurcations descendantes, participe d'une critique en pratique d'une représentation dominante du travail et de la consommation, où l'économique rompt avec d'autres dimensions de la vie, notamment esthétique et éthique.

L'*exit* professionnel observé accompagné de réaménagements de consommation à la baisse est souvent présenté par les acteurs qui le vivent comme le résultat d'un cheminement prenant parfois l'apparence d'une centration sur le moi individualisé, cela à des degrés divers en fonction des trajectoires observées. Mais cette manière fortement individualisée n'exclut pas une recherche de cohérence éthique et ne peut être simplement identifiée à une forme d'égoïsme séparé de toute préoccupation morale. Aussi l'apparence de justifications individualistes et calculatrices est-elle trompeuse : la rhétorique du calcul, du choix, de l'arbitrage est mobilisée pour revendiquer un mode de vie qui s'écarte, de façon plus ou moins grande, d'un mode de vie dominant et d'une subjectivité capitaliste qui fait du travail un moyen et de l'accumulation de richesses économiques une fin. On peut comprendre ses petits et parfois grands écarts à la norme économique dominante comme des tentatives d'émancipation individuelle, de jeu face à un modèle dominant, qui se traduisent par des changements dans le travail et la consommation. Ces changements reflètent un écart en pratique par rapport à un cadre normatif et à un ensemble de pratiques économiques dominants. C'est en ce sens que l'on peut parler de critique d'une subjectivité capitaliste, incarnée dans les formes de vie.

Cette critique en actes n'est pas toujours verbalisée ou peut l'être en termes assez généraux (« contre un système »), partiels ou euphémisés (sans que le système économique ne soit qualifié en parlant d'« argent » plutôt que de profit par exemple). Autrement dit, la politisation des pratiques ne semble pas univoque. Le chapitre 6 vise à caractériser la politisation des formes de vie et à clarifier le rapport au politique renouvelé par le *faire*.

# Chapitre 6
# Politiser les formes de vie ?

Le chapitre 5 a montré que la justification la plus évidente et la plus unanime du changement de vie – changement professionnel et réduction de la consommation marchande – ne se présente pas d'emblée comme politique puisqu'elle emprunte à la grammaire de la subjectivité et du choix individuel sous la forme de l'aspiration à choisir sa vie. Néanmoins, ces choix de vie ont une dimension politique en pratique. Ils remettent en cause par l'*exit* professionnel une subjectivité capitaliste et contestent en pratiques un ordre économique et social dont ils s'écartent avec une ampleur variable. Si les justifications de cet écart par le faire ne sont pas d'emblée politiques mais davantage centrées sur une redéfinition altruiste de l'intérêt individuel, qui ne peut se penser sans rapport aux valeurs, elles le sont aussi, de manière explicite parfois, de manière plus sourde et euphémisée souvent.

Dans ce dernier chapitre, je propose d'interroger plus systématiquement la politisation, c'est-à-dire la dimension politique, engagée, de ce changement, soit l'énonciation de la contestation et

la possibilité revendiquée d'une montée en généralité de ce changement individuel comme changement plus généralement souhaitable et généralisable à l'ensemble de la société. Au-delà du désir subjectif de rendre sa forme de vie cohérente avec un *ethos* personnel, le changement de forme de vie vise-t-il un changement collectif et a-t-il l'ambition de « changer le monde » ? Finalement, dans un contexte de politisation fort différent, doit-on voir dans ces changements de vie un renouvellement du slogan de la décennie 1970 : « changer sa vie pour changer la vie » (Pagis, 2014, p.181-216) et une forme de mouvement social individué, dans le sens non d'une organisation collective structurée mais de mouvement d'opinion qui participe du changement social ? Questionner la nature politiquement engagée des bifurcations professionnelles suppose d'analyser le type de discours qui accompagne le changement de forme de vie et de repérer, dans les récits recueillis, l'éventuelle énonciation du politique. Cette politisation possible des bifurcations descendantes les ferait entrer dans le champ de l'engagement par les pratiques, notamment par le travail et par la consommation, à l'instar d'autres nouvelles formes de militantisme au quotidien ou de vies alternatives (Pruvost, 2013b ; 2015b, 2021) et de politisation des formes de vie par laquelle le *faire* devient possibilité de préfiguration et d'expérimentation d'un changement social élargi.

À première vue, l'omniprésence du registre de l'affirmation d'une liberté individuelle et la mobilisation du registre du « choix individuel » dans les discours de justification produit une impression de dépolitisation des discours. Cette rhétorique du « choix de vie » n'était pas absente des expériences de « retour à la terre » ou de reconversions professionnelles militantes de la décennie 1970 en France mais elle était seconde par rapport à la primauté du discours politique et militant et par l'orientation politique donnée à ses « choix de vie » (Pagis, 2014). Mais cette première impression, qui a beaucoup marqué mon entrée subjective dans l'enquête, ne doit pas faire écran à une analyse plus fine de la politisation du changement lors de ces bifurcations professionnelles descendantes et induire des conclusions hâtives sur leur dépolitisation. Repérer la présence et la forme de la politisation nécessite de trouver des critères permettant de l'évaluer pour ensuite analyser les discours recueillis à travers ces critères et tenter de dessiner une typologie représentant la pluralité et l'hétérogénéité des formes de politisation. En effet, au-delà de la première surprise d'une forme apparemment dépolitisée des discours de justification centrés sur le bien-être subjectif, apparaît ainsi une grande diversité des logiques de politisation : la politisation du changement de vie s'inscrit dans la diversité des trajectoires individuelles de politisation. Les changements de forme de vie s'imbriquent dans une grande diversité des parcours politiques : certains sont des parcours objectivement et

subjectivement qualifiables de militants, alors que d'autres s'inscrivent dans des formes plus conventionnelles de participation politique (comme le vote) sans activité militante.

L'analyse des discours montre un rejet unanime de la politique institutionnelle et partisane, sans pour autant rejeter le vote, quelle que soit la diversité des parcours. Le *faire* apparaît alors comme une possibilité d'agir et d'échapper au sentiment de déception et d'impuissance. Mais la politisation des formes de vie n'en est pas moins très variable selon les trajectoires. Ainsi, l'analyse des récits recueillis permet d'effectuer un travail de repérage des différentes formes de politisation (objective, subjective) et de différents objets de politisation (les pratiques, les discours, les trajectoires individuelles) et finalement de construire une typologie de trois formes de politisation du changement de vie, plus ou moins élevée, correspondant à trois types de politisation individuelle distinguant les « militants existentiels », les « professionnels engagés » et les « réfractaires au politique » (section 1). En somme, le degré de politisation du changement professionnel résulte d'une combinaison qui associe les trajectoires politiques individuelles, la nature et l'ampleur du changement des pratiques et les discours portés sur le changement (politisation subjective du changement). La grande variété de politisation des individus détermine fortement les variations dans la politisation du changement plus encore que l'ampleur du changement des pratiques.

Cette analyse de la politisation des formes de vie conduit à une interrogation plus large portant sur le renouvellement de l'engagement politique à travers la politisation des formes de vie au prisme de la revendication écologique (section 2). En effet, la critique et la défiance vis-à-vis de la politique institutionnelle, comme de la démocratie représentative et l'émergence de l'écologie politique, ont conduit à une revendication de l'action politique par l'exemplarité du *faire*. Cette revendication à faire de la politique par le faire au quotidien en application de principes politiques et en cohérence avec un système d'idées, qui n'est pas nouvelle, mais qui devient une forme d'engagement fréquemment revendiquée, invite à penser de nouveaux paradoxes du faire et du dire en politique. Le faire politique se suffit-il à lui-même comme pratique discursive et performative en soi ou l'énonciation, combinée à l'action, ne reste-t-elle pas la condition de l'existence d'une pratique *politique* au sens ici de politisée ? L'analyse de la diversité des combinaisons entre le faire et le dire politique conduit à repenser l'opposition entre *exit* et *voice* comme des voies alternatives de réaction face au mécontentement, pensée par Hirschman (1970 et 1982) et appliquée à la sociologie politique (Bajoit, 1988 ; Bennani-Chraibi et Fillieule, 2003 ; Bennani-Chraïbi, 2020 ; Lehingue, 2015).

# 1. Une politisation des formes de vie inscrite dans les trajectoires politiques individuelles

S'interroger sur la politisation du changement de vie et plus largement la politisation des formes de vie suppose de définir et d'évaluer la politisation telle qu'elle apparaît dans les entretiens recueillis, tant dans le type d'énoncés que dans le récit des pratiques de participation politique et d'engagement, liées à la socialisation politique des individus concernés et qui caractérisent la politisation des trajectoires et pas seulement des discours. Il apparaît alors que la politisation du changement de mode vie est très variable et que, sans surprise, les pratiques sont d'autant plus politisées dans les énoncés que la trajectoire des individus est politisée préalablement au changement. Les pratiques en elles-mêmes et l'ampleur du changement de forme de vie conditionnent moins la politisation que la politisation préalable des trajectoires individuelles, ce qui signifierait que la politisation existentielle n'est pas une alternative aux autres formes de politisation mais un prolongement ou qu'elle agit en mode mineur et qu'elle participe alors à un mouvement plus large d'euphémisation du politique. Néanmoins, si la socialisation politique antérieure au changement professionnel détermine la politisation des modes de vie, le changement peut aussi, en lui-même, être facteur de politisation sans pour autant uniformiser le processus de politisation des pratiques.

## 1.1. L'examen de différents indicateurs de politisation

Autant la subjectivation du discours est relativement homogène à travers l'idée que se trouver soi-même et agir en cohérence avec son propre système de valeurs est le motif principal du changement, autant les formes de politisation sont hétérogènes, présentant un continuum entre des vies fortement marquées par le militantisme politique dès avant la bifurcation

professionnelle et des trajectoires qui en sont très éloignées dans le discours comme dans les pratiques. Pour construire des idéaux-types permettant de classer et de situer les différentes trajectoires, un repérage précis de la politisation est donc nécessaire. Pour cela, je m'appuie sur les travaux de plus en plus nombreux en sociologie politique qui visent à clarifier les critères de politisation et à repérer le politique dans les discours et les pratiques (Lagroye, 2003 ; Déloye et Haegel, 2017 et 2019 ; Duchesne et Haegel, 2003 ; Rioufreyt, 2017 ; Aït-Aoudia *et al.*, 2010, 2011 ; Bennani-Chraïbi, 2021). Après avoir montré les différentes facettes de la politisation, je retiendrai trois critères de repérage de l'intensité de la politisation des trajectoires observées : l'auto-qualification subjective du changement professionnel comme politique, la politisation des énoncés (dans les récits recueillis) et la politisation des trajectoires, c'est-à-dire leur qualification objective de militante en fonction des pratiques de participation.

### 1.1.1. Repérer la politisation

La question de la politisation des bifurcations professionnelles et du changement de vie ne va pas de soi et rejoint les interrogations contemporaines en sociologie politique sur les formes de politisation et de dépolitisation des discours, des pratiques et des individus. Le caractère polymorphe de la notion de politisation, l'usage inflationniste du mot selon certains politistes, devenu une « sorte de totem de la discipline » (Déloye et Haegel, 2019), tout comme son contraire, la dépolitisation, nécessite une clarification pour le repérage. Le terme de politisation est d'abord utilisé dans le champ de l'histoire politique pour qualifier un processus de transformation politique des personnes qui de paysans fait des citoyens français (Weber, 1983). La politisation désigne à la fois le processus d'acculturation historique et celle des individus. Elle concerne principalement un comportement politique, le vote (Agulhon, 1970 ; Pécout, 1994 ; Weber, 1983). À partir du début de la décennie 2000-2009, il gagne le champ de la science politique avec un « empilement des usages » (Déloye et Haegel, 2019). Il désigne à la fois le rapport individuel à la sphère politique, la « proximité individuelle à la politique » (Déloye et Haegel, 2019, p.69) et il qualifie des enjeux, des objets, des discours qui sont ainsi qualifiés de politisés ou de dépolitisés. Par ailleurs, le degré de politisation peut être jugé soit subjectivement, en étant le produit d'une auto-qualification individuelle (Rioufreyt, 2017), soit

objectivement, par le biais d'indicateurs de repérage. Ces indicateurs peuvent d'ailleurs être une entrée dans l'enquête, identifiant préalablement des groupes ou des profils individuels engagés ou militants.

Dans mon enquête, la politisation des formes de vie n'a pas fait l'objet d'un étiquetage extérieur qualifiant d'emblée certaines pratiques de militantes ou de politisées pour en faire un élément entrant dans la sélection des enquêtés : en cela, cette enquête se distingue d'enquêtes ciblées sur des formes de vie politisées, qualifiées comme telles tant par le sociologue que par les acteurs eux-mêmes, ancrées dans des luttes collectives comme les expériences de vie autonome et collective par exemple à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et explicites quant à l'intention d'expérimenter une contre-culture ou de viser une sortie du capitalisme (Pruvost, 2017a ; Verdier, 2018 ; Bulle, 2020). De même, les enquêtes sur la décroissance identifient forme de vie décroissante et engagement militant en faveur d'une transformation sociale (Mège 2017, 2016, 2013 ; De Bouver, 2015), soit par l'autoqualification (les acteurs se déclarant « décroissants »), soit par la qualification extérieure, le chercheur énonçant ce qui fait le « décroissant » (Sugier, 2012), tout comme les travaux sur la consommation engagée associent certaines pratiques à un engagement et pas à la seule recherche de satisfaction individuelle (Dubuisson-Quellier 2018 ; Montrieux et Parienti-Maire, 2016). L'ensemble de ces travaux montre que la politisation des pratiques est d'ailleurs très variable dans son intensité et dans son énonciation. Dans le cas des bifurcations descendantes étudiées ici, comme dans celui de l'engagement par le travail (Samak, 2016 ; Anzalone, 2014) où il n'y a pas d'évidence de la politisation, la politisation des pratiques doit faire l'objet d'une analyse propre qui permet de montrer les grandes variations intervenant lors de l'éventuel passage au politique et à l'énonciation. La question de la politisation concerne alors les pratiques, les bifurcations professionnelles descendantes et plus généralement les formes de vie. Elle ne porte pas sur les pratiques elles-mêmes mais sur les énoncés qui les accompagnent, qui inscrivent ou non ces pratiques dans le champ politique, à l'instar par exemple de la vie domestique, conjugale et familiale, des pratiques considérées comme étant intimes et privées, amenées à devenir publiques à travers la revendication du privé comme politique (Bereni et Revillard, 2008 ; Thébaud, 2014). Un domaine jugé privé ou renvoyé aux choix individuels, telle la manière de vivre, est requalifié comme politique et pouvant faire l'objet de politiques publiques. Revendiquer les formes de vie comme étant politiques, c'est montrer leur dimension collective, les normes et les valeurs qui les régissent, les politiques qui les encadrent, leur conditionnement social et politique. Les formes de vie peuvent être aussi mobilisées pour étendre le répertoire d'action politique : elles deviennent une alerte ou une démonstration au service d'une cause

plus large telle que la sortie du capitalisme ou la prise en compte de la nature et des effets des modes de vie sur l'environnement et la possibilité même de la vie (Mège, 2010, 2017 ; Ros, 2012 ; Bourg, 2016 ; Dobré et Juan, 2009). Dans ce cas, les pratiques ne sont pas seulement politisées et politisables mais également utilisées comme moyen d'action et de défense d'une cause et comme préfiguration, démonstration et expérimentation d'un futur possible et d'un ordre social et économique différent. Ainsi, le petit écart des pratiques par rapport à la norme dominante est politisé quand il devient signe politique alertant sur la dimension politique des formes de vie et sur la nécessité de transformer collectivement les formes de vie pour les rendre, quand l'alerte est écologique, plus conformes avec la finitude du monde, le risque climatique ou encore la protection de l'environnement. Parler de politisation des pratiques, c'est donc faire un usage assez classique du terme de politisation au sens de « processus de transformation d'un problème de société en problème politique » (Braud, 2014, p.625) ou, plus précisément, au sens d'une opération de « requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités » (Lagroye, 2003, p. 360-361). Ce processus de « requalification » discursif d'une activité comme politique peut être exercé, soit par des agents extérieurs identifiés comme politiques, soit par les acteurs eux-mêmes. Cette qualification fait entrer les pratiques dans la conflictualité : si les formes de vie sont politiques, si le changement de vie est politisé, cela signifie qu'il existe des clivages et des dissensions sur la manière de vivre et que cette pluralité n'est pas vécue comme purement individuelle mais qu'elle a une dimension collective et que changer sa manière de vivre peut avoir un sens politique. La politisation n'est pas inhérente aux pratiques mais se révèle toujours à travers l'énonciation du politique, par une forme de discours qui politise les pratiques (Bayart, 1985). Ce discours est celui qui permet de qualifier les pratiques de politiques : cette qualité est, soit vécue et énoncée par « les sujets de la pratique en termes de conscience politique » (Bayart, 1985, p.367), soit ressentie par d'autres acteurs, soit introduite par le chercheur « eu égard à un paradigme qui lui appartient et qui lui permet de considérer comme politique des pratiques dont il ne constate pas toujours la politisation » (Bayart, 1985, p.367-368).

Si ces approches de la politisation permettent de clarifier la possibilité de politiser des formes de vie, elles doivent être précisées pour repérer cette politisation dans les discours des personnes interrogées. Dans les récits recueillis, le changement professionnel (et plus largement le changement des formes de vie) est-il pensé comme politique et pas seulement individuel et privé ? Une question *a priori* renvoyée à la sphère individuelle, sociale ou économique, est-elle ici labellisée comme politique par les enquêtés eux-mêmes ? Ce changement s'inscrit-t-il dans

une forme de critique de la vie quotidienne qui participerait de la politisation d'une cause (le travail, la consommation, le mode de vie) jusque-là extérieure au politique, comme l'ont été aussi la famille, la sexualité, le travail ou l'environnement ? Pour estimer la politisation des pratiques, il convient donc de repérer la dimension politique des énoncés et d'objectiver des critères permettant de le faire. Cette politisation peut être qualifiée de façon extérieure ou intérieure (auto-qualification subjective). La qualification subjective ne pose pas de problème particulier. Elle est constatée lors de l'entretien et recouvre la revendication des agents eux-mêmes à donner ou pas un sens politique à leur bifurcation descendante. La qualification subjective a fait l'objet d'une question dans les entretiens quand elle n'était pas évoquée spontanément. La qualification extérieure à travers les discours recueillis suppose de repérer la politisation à partir d'indicateurs. Je propose de retenir, d'une part, la politisation des individus à travers leurs pratiques de participation politique et, d'autre part, la politisation proprement dite des discours à travers la présence de références politiques dans leurs énoncés (idéologies, textes, terminologie engagée, etc.). Au total, la politisation des bifurcations descendantes est donc envisagée à l'aune de trois critères : la trajectoire politique (pratiques de participation), la mobilisation d'énoncés politiques et l'auto-qualification subjective de la forme de vie comme engagée politiquement.

### 1.1.2. La variété des trajectoires de participation politique

Concernant le premier critère de politisation, la trajectoire politique individuelle et les pratiques de participation politiques, la diversification des trajectoires est notable dès avant la bifurcation. Cette diversité de la participation politique peut être saisie à travers deux éléments : le premier est le militantisme, la participation à des actions collectives, voire l'appartenance partisane ; le second est la participation politique conventionnelle par le vote. Le changement de vie et la radicalité du changement effectué peuvent s'inscrire dans une grande diversité des pratiques militantes, allant d'une pratique intense du militantisme passée et présente, avec des variations d'intensité selon les périodes de vie, jusqu'au refus de tout militantisme, voire de tout engagement politique. Ils s'inscrivent également dans une diversité des pratiques participationnistes, liée à la fois à l'orientation politique et à la position sociale des acteurs avant

le changement comme à leur socialisation politique. Les relations quantitatives classiques des études sur les déterminants du vote et de la participation électorale se retrouvent dans l'analyse des différences de participation électorale qui marquent ces trajectoires. Les trajectoires observées ne révèlent aucune uniformité de politisation, sauf peut-être l'orientation du vote, passé et présent, orienté à gauche ou écologiste, quand il est déclaré, là encore avec une grande amplitude idéologique derrière les termes de « gauche » et d'« écologiste ».

### *Les pratiques militantes*

Du point de vue du militantisme politique et des formes de participation non conventionnelles, les profils observés montrent une grande diversité. Pour certains, le changement de vie s'inscrit dans une trajectoire militante active, parfois intermittente, le plus souvent du côté des mouvements écologistes, sans s'y limiter, révélatrice d'une politisation des individus, de leurs discours, de leurs références et de leurs actions, quand d'autres ne sont pas inscrits dans une vie militante concomitante ou antérieure. Pour qualifier les trajectoires étudiées selon le degré de militantisme et distinguer la politisation des trajectoires, les activités classiquement considérées comme militantes se référant au militantisme partisan et syndical ou plus largement aux mobilisations collectives ont été prises en compte. Il s'agit alors des activités consacrées à la défense d'une cause, que ce soit par la voie de collectifs citoyens, d'associations, d'engagement dans des ONG, par le répertoire classique des mobilisations collectives (pétitions, manifestations, désobéissance civile, occupations, lobbying, etc.). Je reprends ici pour qualifier les activités militantes ce qu'Émeline de Bouver définit comme le politique au « sens étroit », par opposition au politique existentiel des modes de vie, c'est-à-dire les activités à dimension collective visant la défense d'une cause commune auxquelles s'ajoutent les activités partisanes propres. C'est au regard de ces activités politiques de mobilisation que les trajectoires sont très hétérogènes et variables. Concernant le militantisme partisan, sans doute par un biais de recrutement des enquêtés, lié à la méthode de proche en proche, sept enquêtés sur trente-et-un sont adhérents du parti Europe Écologie les Verts (EELV) ou l'ont été, et ont l'expérience d'un militantisme partisan actif[232]. Certains sont toujours adhérents du parti EELV au moment de

[232] La part du biais de recrutement est difficile à évaluer. La méthode de proche en proche et de mobilisation du cercle des liens faibles (réseaux sociaux par exemple) a conduit à interroger des personnes qui avaient été adhérentes de EELV ou qui l'étaient sans que j'en ai toujours connaissance avant l'entretien. Pour quelques enquêtés, le recrutement a eu lieu directement dans le cercle partisan. L'enquête qualitative ne permet aucune conclusion quantitative compte tenu du faible échantillon mais il semble que le phénomène ne soit pas isolé : l'enquête d'Émeline de Bouver (2015) en Belgique montre également une appartenance partisane pour une part non négligeable des enquêtés, auprès de « simplicitaires volontaires » d'un côté et de « coaches alternatifs » de

l'entretien, d'autres l'ont été mais ne le sont plus après des périodes d'intense militantisme partisan. À l'opposé, pour d'autres enquêtés, l'appartenance partisane fait figure de repoussoir, soit qu'ils réfutent la forme parti et prônent d'autres voies que la politique représentatives, soit qu'ils refusent tout engagement politique dans la sphère publique. Concernant la participation à des mobilisations collectives, là aussi, on constate un continuum de pratiques avec des degrés d'intensité très variables. Plusieurs enquêtés sont militants par d'autres voies que l'engagement partisan, toujours en faveur de l'écologie au sens large, par l'adhésion à des associations militantes (Terre de Liens, ATTAC, L214, etc.), par la participation à des collectifs en faveur de l'économie solidaire, de l'habitat participatif ou par la participation à des entreprises collectives comme la création et la contribution à un journal militant (*Reporterre*, *Gardarem Lo Larzac*, par exemple). Des enquêtés indiquent spontanément dans les entretiens participer à des manifestations (par exemple manifestations pour le climat, sit-in, etc.), à des rencontres politiques (meetings, camps climat, journées d'été militantes) ou s'être rendus à Notre-Dame-des-Landes (au moins trois d'entre eux le mentionnent spontanément), à Bure ou sur d'autres lieux de protestation et d'occupation. À l'inverse, d'autres enquêtés se revendiquent comme non militants, non engagés et ne mentionnent aucune participation à des luttes sociales ou écologiques ou à des collectifs, voire à des associations au nom du refus de montée en généralité, du prosélytisme ou de la manipulation et du respect de sa propre liberté. Ainsi, Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles ») indique s'identifier à des valeurs personnelles, héritées notamment de son éducation catholique, mais se montre très prévenante envers toute forme de participation politique, au-delà du vote qu'elle revendique :

> « J'ai jamais été dans les associations, j'essaie de donner autour de moi, dans mon cercle proche, mais pas dans une logique bon, de récupération… Après cela vous conduit, même une association de parents d'élèves, à épouser tout ce qui est dit alors que ça correspond pas forcément en tout à mon cas particulier… »

Ainsi se trouve exprimé clairement le refus du militantisme comme engagement collectif et adhésion à une organisation, même une association, et le refus de l'effacement de l'individu devant les décisions et expressions de cette organisation au nom de la cause à défendre et du compromis établi collectivement. Sans surprise, Isabelle ne mentionne aucune action politique autre que le vote, telle la participation à une manifestation, l'adhésion à un collectif ou à une

l'autre. Sur les 56 personnes qu'elle a interrogées sur cette question, dix sont proches (adhérents présents ou passés) d'un parti politique, Écolo ou Les Pirates. Deux se sont présentés aux élections avec l'étiquette Écolo ou Les Pirates. La proportion reste assez proche de ce que j'ai observé, ce qui conforte la possibilité d'une imbrication du militantisme classique et du militantisme par les pratiques et les modes de vie, avec un continuum de situations de politisation variant de l'indifférence, voire la défiance, jusqu'à l'adhésion à un parti politique.

organisation, ou simplement la défense de causes déjà inscrites dans le champ politique. À l'opposé, Pierre (cadre administratif devenu paysan éleveur) a une trajectoire militante ancienne dans laquelle s'insère sa bifurcation professionnelle vers le Larzac (en 2004) et son changement de vie. Né en 1964 et intéressé jeune par l'écologie et l'environnement, aimant la nature, il adhère très tôt à des associations de défense de l'environnement et, après une licence de géographie (il n'achève pas sa maîtrise malgré ses bons résultats universitaires en raison de ses activités militantes), il commence sa carrière professionnelle par des emplois auprès de ces associations. Il est membre historique du parti Les Verts (qu'il quittera fin 2001 pour finalement y adhérer de nouveau à l'occasion des élections municipales de 2020) et il a un engagement constant au sein du parti à la fois comme membre des instances internes (au moment de sa démission, en 2001, il est président du conseil statutaire) et comme militant dans les actions de terrain (luttes anti-nucléaires notamment, promotion des déplacements à bicyclette). Après sa démission du parti et sa bifurcation professionnelle, il poursuit sa participation à des actions militantes localement (animation et écriture pour le journal *Gardarem Lo Larzac*, participation à des collectifs locaux) et nationalement (participation à des collectifs de luttes écologiques, soutien aux mobilisations contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, lutte contre l'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, etc.) Toute sa trajectoire est marquée par l'engagement, associatif d'abord, ce qui oriente son entrée dans la vie professionnelle (premiers postes au sein d'associations environnementales) puis directement politique ensuite, par des candidatures électorales (sans perspective ni volonté d'être élu), l'engagement conduisant à des emplois d'abord au sein du parti Les Verts puis, juste avant son changement professionnel, à des postes de cadres en cabinet (ministère de l'Environnement en 1997, mairie de Paris en 2001). Il résume ainsi sa trajectoire politique :

> « À partir de 18 ans peut-être, 19 ans oui j'ai commencé par de l'associatif dès 1982-83, il y avait une association naturaliste on peut dire, l'Association de défense de la nature et de l'environnement, et une autre de défense du vélo, du vélo urbain, du vélo utilitaire, c'était un peu pionnier à l'époque en [19]83 à Lille c'était pas évident et après, très vite, je me suis investi dans la campagne municipale de [19]83 à Arras auprès d'une liste écolo qui était menée en fait par des associatifs plutôt, enfin y avait quelques politiques dedans membres de ce qui s'appelait pas encore les Verts c'était Les Verts-Parti écologiste, un ou deux membres d'un parti écologiste mais c'était tout à fait embryonnaire en 1983 et après j'ai adhéré aux Verts fin [19]84 peu de temps après la création des Verts donc j'ai fait la campagne des Européennes [de] [19]84, des Régionales et Législatives [de] [19]86, Municipales [de] [19]89 et donc là j'étais à partir de [19]87 j'étais permanent des Verts au niveau national… »

Sur les trente personnes interrogées, neuf ont une trajectoire de participation politique militante intense. Parmi elles, sept ont été ou sont adhérentes du parti EELV au moment de l'entretien et quatre ont occupé, avant leur bifurcation professionnelle, un emploi en lien avec leur militantisme (chargé de mission au sein du parti ou auprès d'un élu). Ainsi, Bianca (cadre devenue consultante en conversion écologique, principalement auprès de l'Église catholique) commence sa carrière militante auprès de l'organisation écologique de la jeunesse tout en obtenant un diplôme de troisième cycle en droit de l'environnement[233]. Puis elle travaille pour des associations environnementales et obtient assez vite des postes politiques (assistante parlementaire d'une députée écologiste en 2002, chargée de mission en cabinet à la mairie de Paris). Elle poursuit, dans un second temps, concomitamment à son changement professionnel, son militantisme écologique au sein de l'Église catholique en créant et en animant plusieurs associations défendant la décroissance au sein du christianisme, en participant à de nombreuses manifestations, notamment pour le climat, en étant à l'origine de jeûnes publics pour le climat. Son activisme politique chrétien et écologique la différencie d'autres profils, notamment de catholiques pratiquants (comme Henri, cadre financier devenu professeur) qui se tiennent à (grande) distance du militantisme politique tout en ayant un engagement catholique important (catéchisme, groupes de préparation au mariage, etc.) sans connotation politique ou écologique explicite.

Pourtant, si la politisation du changement de vie est fortement corrélée au type de trajectoire militante, le changement de vie ne l'est pas toujours, autrement dit, des changements de vie qui pourraient apparaître comme politiques et être qualifiés comme tels ne s'inscrivent pas toujours dans des trajectoires militantes. L'exemple de Martin (ancien directeur artistique devenu agriculteur en permaculture, en multiactivité) éclaire cette absence de lien direct entre la mise en œuvre d'une pratique écologique et la participation à des actions traditionnelles du répertoire d'action de l'engagement militant, manifestations, adhésion à des organisations politiques, participation à des collectifs, etc. Son parcours le tient très éloigné de la sphère politique et de l'engagement quand sa pratique le conduit du côté de la permaculture et de pratiques participatives (*woofing* pour la plantation de la noiseraie, chantiers participatifs). L'association créée pour lancer ses activités agricoles et culturelles dont le nom fait référence à la langue basque et à la terminologie typique des « utopies concrètes »[234], et propose aujourd'hui des chantiers participatifs, des festivals (LandArt et musique expérimentale). Cette association gère une noiseraie et un conservatoire arboricole en permaculture. Les préoccupations écologiques

[233] Elle obtient après avoir été étudiante à Sciences Po Bordeaux un DESS de droit de l'environnement.
[234] Pour respecter l'anonymat de l'entretien, le nom n'est pas communiqué.

sont explicites : recherche d'une empreinte écologique minimale, recyclage des matériaux (incitation à utiliser des « matériaux de récupération lors des chantiers et des stages), permaculture, maintien de la biodiversité, incitation à « inventer une nouvelle manière de consommer »[235]. Ce projet ne s'inscrit pas néanmoins dans une trajectoire militante, ni factuellement (il ne mentionne aucune action militante dans l'entretien recueilli), ni subjectivement (il se revendique explicitement comme non militant et très éloigné du politique). La diversité des trajectoires militantes dessine donc à la fois une voie d'engagement par les pratiques qui prolonge un engagement militant antérieur et une voie que l'on pourrait qualifier d'a-partisane, non pas nécessairement dépourvue de sens politique, mais éloignée de tout engagement militant classique ou participation à des mobilisations collectives, ce qui se retrouve dans le degré de politisation des énoncés (Jeanpierre, 2019, p.28). Entre ces deux types de trajectoires, celle marquée par une participation passée et présente active à des mobilisations collectives, ou celle, au contraire, maintenue à distance, voire hostile à toute référence politique ou à toute participation militante classique, on trouve un continuum de situations, reflet de la diversité des trajectoires militantes dans lesquelles s'insère la bifurcation professionnelle descendante.

### *Socialisation politique, position sociale et participation électorale*

Ces attitudes très différenciées face au militantisme politique ne se traduisent pas par translation dans la sphère de la participation électorale. De nombreuses personnes distantes envers tout militantisme politique se déclarent comme habituellement votantes et énoncent une orientation politique (à quelques exceptions près, « à gauche » ou « écologiste »), quand d'autres, militantes, ont pris leurs distances vis-à-vis du vote. Les attitudes face au vote ne sont pas uniformes mais semblent dépendre des déterminants classiquement mis en évidence dans les enquêtes quantitatives sur l'abstention (Braconnier, 2017 ; Braconnier *et al*., 2017), plutôt que des bifurcations professionnelles : la position sociale antérieure à la bifurcation, en particulier la dotation en capital culturel, la socialisation politique et l'orientation politique. Les attitudes face au vote sont contrastées et conformes aux enquêtes quantitatives sur la participation politique, par exemple sur l'existence d'un abstentionnisme intermittent (Héran, 2004 ; Muxel, 2017).

[235] Extrait du site de l'association : référence non communqiuée pour respecter l'anonymat de l'entretien.

Les trajectoires individuelles illustrent les déterminants du vote mesurés dans les enquêtes quantitatives. Ainsi, le capital culturel produit une adhésion plus grande à la norme participationniste même avec une distance marquée envers *la* politique et le militantisme partisan et organisé. Ainsi, la majorité des personnes que j'ai interrogées énoncent leur attachement au vote et leur intérêt pour les élections (notamment pour l'élection présidentielle de 2017 au moment où ont été réalisés certains entretiens). À l'opposé, les rares enquêtés moins diplômés (bacheliers), appartenant aux classes populaires, marquent une grande défiance vis-à-vis des élections et du personnel politique. Ainsi, Sandrine (ancienne co-gestionnaire d'une entreprise de l'événementiel devenue employée administrative), engagée en faveur de la cause des animaux et du véganisme sans pour autant se considérer comme engagée politique, montre une grande défiance, voire un dégoût, pour le personnel politique et les partis pour les raisons énoncées dans d'autres enquêtes (Gourgues *et al.,* 2021) : éloignement des préoccupations quotidiennes, sentiment d'absurdité des décisions prises, querelles politiciennes et inutiles (« quand je les entends se quereller, ils me font mal aux oreilles ! »[236]), perte de confiance. Elle déclare ne s'identifier à aucun des candidats à l'élection présidentielle de 2017, n'aime pas Emmanuel Macron en raison notamment du mépris de classe qu'elle ressent mais juge que les autres candidats ne sont « pas mieux ». La seule élection où elle mentionne aller voter est l'élection municipale dans la ville de banlieue où elle réside, une ville d'une vingtaine de milliers d'habitants située à une quinzaine de kilomètres de Paris, et pour laquelle elle porte un jugement positif sur le maire réélu au premier tour car elle estime sa ville « bien gérée », « propre », « fleurie » – la ville, pavillonnaire populaire, gérée par des maires communistes, a basculé en 2001 à droite (RPR puis UMP) et le maire sortant est régulièrement réélu depuis. À aucun autre moment de l'entretien, elle ne se situera sur l'échiquier politique, ni ne se situera à droite, refusera l'extrême droite tout en disant qu'elle « comprend » le vote pour le Rassemblement national, mentionnant souvent une distance électorale avec « les écolos », pour lesquels elle n'a aucune inclination électorale malgré ses pratiques quotidiennes qui pourraient être jugées comme telles : usage très modéré de l'automobile, peu de déplacements pour les vacances (en général, une fois par an), véganisme, alimentation biologique et consommation sobre, défense de la cause animale (elle adhère à L214 qu'elle défend régulièrement), amour de la nature, aspiration à une vie en milieu rural. C'est la distance sociale en particulier avec un parti et des élus qu'elle identifie à des « bobos » qui semblent empêcher toute identification

[236] Carnet d'enquête, 2019.

politique[237]. Également issu de milieu populaire et moins diplômé que les autres enquêtés (bachelier professionnel), Vincent (technicien devenu jardinier) montre également une grande distance envers le personnel politique (qu'il nomme fréquemment « là-haut » pour signifier « les décideurs » sans préciser s'il s'agit du personnel politique ou d'une élite économique) et la participation électorale. À plusieurs reprises dans l'entretien, il manifeste une défiance envers les gens de pouvoir, en associant les dirigeants, notamment les entreprises dans lesquelles il a travaillé et le personnel politique (« les politiques, c'est tout pareil »), sans désigner de manières explicite le groupe d'« en haut » qui inspire sa défiance que l'on pourrait nommer défiance de classe sans que celle-ci soit énoncée comme telle. À aucun moment de l'entretien, il ne mentionne d'orientation ou d'opinion politique (concernant la sphère politique élective) ou de participation à des élections[238]. On pourrait les considérer comme des abstentionnistes distants plus que « hors jeu », en référence à la dichotomie proposée par Anne Muxel, dans la mesure où les entretiens montrent un intérêt pour le politique, la chose publique, l'organisation de la société, les réformes à entreprendre, mais un rejet marqué pour la politique, le jeu des partis et l'élection du personnel politique (Muxel, 2017 ; Muxel et Jaffré, 2000). À l'inverse, nombre d'enquêtés sont des votants réguliers, soit qu'ils soient eux-mêmes adhérents ou anciens adhérents de partis (trajectoires militantes), soit qu'ils aient une forte adhésion à la norme participationniste – le premier alliant souvent le second. Pour les militants du parti EELV, le vote écologiste et/ou à gauche accompagne leur trajectoire et pour les participationnistes « distants », le vote s'oriente le plus souvent vers la gauche ou les partis écologistes. Ainsi, Matthieu (ancien cadre de la finance devenu barman) se déclare « politisé », se situant à gauche, ayant « toujours voté à gauche », Émilie (ingénieure EDF devenue psychothérapeute) se déclare « foncièrement à gauche » et Isabelle (cadre en communication ayant ouvert un « café familles »), très rétive à tout engagement collectif ou politique, déclare néanmoins voter « en général » :

> « Je suis assez citoyenne, bon je me gare mal, mais je suis assez respectueuse quand même de la citoyenneté donc voter, oui. Bon, j'ai pas voté pour les primaires de deux côtés mais

[237] Elle en plaisantera avec moi lors de conversations informelles mais l'indifférence hostile qu'elle manifeste envers la politique institutionnelle la conduit à ne pas faire du clivage politique partisan une ligne de partage, alors même que son compagnon s'est engagé pour le mouvement La République en marche en 2017 et y défend la cause animale et le véganisme. La proximité des modes de vie prend le pas sur la proximité partisane qu'elle constate (elle mentionnera dès 2017 que Macron, elle « n'y croit pas trop » et ne le « sent pas » et se félicitera au moment du mouvement des Gilets Jaunes, qu'elle soutient bien que s'estimant peu concernée car roulant peu, d'avoir eu cette intuition juste) mais considère avec une certaine indifférence ces désaccords partisans dans les relations amicales et amoureuses.

[238] En raison de sa grande méfiance lors de l'entretien, envers l'enregistrement d'une part et envers l'éventualité d'en dire plus qu'il ne le souhaiterait et ce malgré sa propre inclinaison à être « bavard » selon ses propres termes, la question explicite du vote n'a pas pu lui être posée.

> oui je vote, pas les prud'hommes, pas les trucs comme ça. J'ai reçu des trucs pour les prud'hommes mais non ».

Dans l'entretien, elle se déclare très opposée au Front National et énonce des interrogations sur son propre vote à l'élection présidentielle (2017) : elle n'a pas encore « choisi » alors que ses filles votent Benoît Hamon et disent refuser de voter au second tour simplement contre Marine Le Pen ; elle hésite avec le vote en faveur d'Émmanuel Macron dès le premier tour car elle « n'épouse pas du tout les idées de Marine Le Pen » et elle est prête à un « vote utile » car « cette élection est complètement faussée ». Autant sa distance au militantisme et à la sphère politique est réelle, autant ses réflexions sur le vote, stratégiques et informées, sont celles d'une citoyenne très participative et croyant à l'idéal de démocratie et au rituel du vote, à l'instar de ce qui apparaît dans la récente enquête de Guillaume Gourgues (*et al.*, 2021) qui fait apparaître, au-delà de l'unanime défiance envers la sphère politique un attachement à la démocratie et à la participation citoyenne. Cette attitude politique de participation électorale non militante est celle de beaucoup de personnes enquêtées qui se situent facilement politiquement (majoritairement « à gauche ») et votent régulièrement. Comme l'affirme Dominique (cadre financier devenu libraire) :

> « J'ai jamais été engagé en politique moi hein. J'ai plutôt une tendance à être plutôt… j'ai jamais été proche d'un courant politique. Mais je suis quand même plutôt un tout petit peu à gauche ».

Cette attitude euphémisée – ce « un tout petit peu de gauche » qui pourrait faire sourire – est commune à de nombreuses positions pour des individus qui n'ont pas de trajectoire militante mais participent généralement aux élections malgré leur méfiance envers le monde de la politique. L'orientation du vote est alors assez conforme à la position sociale, celle de cadres diplômés, parfois issus de milieu populaire comme Dominique, habitant des grandes métropoles (avant bifurcation). À l'inverse, la position sociale d'Henri (cadre financier devenu professeur), issue de la grande bourgeoisie, le situe au centre droit avec une sensibilité écologique[239] mais, conforme à l'évitement politique dans la grande bourgeoisie, il ne révélera pas son vote, qu'on peut situer probablement au centre droit, et se distingue, par cette orientation politique, du reste des personnes interrogées (Barrault-Stella *et al.*, 2016).

Quelques personnes interrogées revendiquent politiquement leur abstention comme un geste politique. Olivier (cadre administratif devenu artiste plasticien), par exemple, est un militant

[239] Il m'indiquera par exemple être très proche de Maxime de Rostolan, fondateur de Fermes d'avenir et initiateur de La Bascule, défenseur de la permaculture comme « art de vivre » et qui se qualifie lui-même d'entrepreneur écologiste, militant et lobbyiste.

depuis son adolescence. Né en 1961, il milite jeune, entre 14 et 20 ans, dans des mouvements anarchistes et d'extrême-gauche puis interrompt tout militantisme et cesse « de s'intéresser à la politique » pendant une longue période, jusqu'à l'âge de 45 ans : il se marie, a deux enfants, travaille pendant seize ans comme fonctionnaire de l'Assemblée Nationale : « j'avais fait le choix de ne pas m'investir ce qui ne m'empêchait pas d'avoir des idées, des sympathies de voter ». En 2006, il « raccroche », dit-il, à la politique et devient un militant investi du parti EELV, élu local dans sa ville de périphérie parisienne puis membre du cabinet d'un maire écologiste. Quand je l'interroge en 2016, il a pris ses distances, déçu du militantisme, de son caractère chronophage et des relations qu'il a pu entretenir au sein de ses années d'activisme, plus superficielles qu'il ne le croyait. Il rompt alors avec la politique institutionnelle et déclare un peu plus tard[240] ne plus jamais voter sauf à l'élection présidentielle de 2017, « pas au second tour », précise-t-il. Son abstention est clairement énoncée, revendiquée politiquement, en lien avec les distances prises avec le militantisme et l'idée que le politique ne se joue plus dans les institutions. D'une autre génération (il est né en 1984), Damien (technicien de l'édition devenu ouvrier agricole à mi-temps), qui se déclare inspiré d'« un courant qui n'est pas très éloigné de ce que je fais au final, […] l'anarchisme autonomiste », ne vote pas non plus pour des raisons politiques affirmées :

> « Je vote pas. Enfin si j'ai voté presque pour la première fois de ma vie, pour un candidat, Mélenchon [élection présidentielle de 2017], sur lequel je suis pas mal revenu dessus depuis, sur plein de sujets, surtout son rapport à la police, à l'Islam, tout ça, qui me dérangent pas mal. Mais parce que en fait à l'époque j'ai un peu cru au côté "changer les choses en profondeur". En fait j'y crois plus du tout. De manière générale je ne vote pas parce que je ne crois pas en la politique telle qu'elle est. J'ai voté blanc pendant longtemps, mais bon au bout d'un moment tu vois que c'est jamais pris en compte, alors que le vote blanc pour moi est le vote qui veut dire quelque chose par excellence, ça veut pas dire que t'en as rien à foutre et que t'es pas allé voter, t'as fait l'effort d'aller faire cette démarche en disant : "non personne ne me correspond" et je me retrouve dans personne, c'est un message qui est fort quoi. Et jusqu'ici c'est presque considéré comme de l'abstention, c'est pas beaucoup plus. Et puis le côté vote des extrêmes me fait pas très peur parce que je considère que plus vite on va dans un extrême débile, et les gens sont pas cons à ce point, et plus vite on peut faire table rase et faire différemment ».

Il évoque ensuite, non pas la perspective révolutionnaire, mais la possibilité d'un changement « en profondeur » qui soit aussi « une transition en douceur » qui vienne « des gens ». Ces deux

[240] Carnet d'enquête 2019.

exemples illustrent la possibilité d'une translation du politique de la sphère institutionnelle et du changement « par le haut » vers le domaine des pratiques et de la mise en cohérence des formes de vie et des idées politiques comme forme d'action politique. Cette abstention « dans le jeu », telle que décrite par Anne Muxel (2019 ; Muxel et Jaffré, 2000), ne concerne que quelques personnes interrogées alors que militants politiques comme personnes défiantes vis-à-vis du militantisme ont la norme participationniste en partage.

L'orientation politique (se situer comme « de gauche », « de droite », « écologiste ») et l'adhésion à la norme participationniste peuvent être reliées à la socialisation politique : nombreuses sont les personnes interrogées qui mentionnent des parents militants ou une socialisation militante familiale ou encore une socialisation événementielle (participation à des mouvements lycéens). Certains ne qualifient pas leur bifurcation comme engagée mais mentionnent néanmoins des valeurs familiales orientées « à gauche » ou religieuses (catholiques). En revenant sur le parcours de son père et le souhait d'ascension sociale pour ses enfants, Sylvain (ingénieur devenu responsable d'une Maison du vélo) réalise que son père était militant syndical (à l'usine où il a été ouvrier toute sa vie) et que, d'une certaine façon, il prolonge lui-même son engagement. Alice (cadre de la culture devenue productrice de podcasts) s'estime aussi politisée par son père (militant au Parti Socialiste), même si elle ne se définit pas comme militante, et Laure (ingénieure informatique devenue professeure des écoles) ne se juge pas elle-même engagée mais « de gauche » et sensibilisée à la politique par ses parents, un couple de militants, chrétiens de gauche, engagés dans l'altermondialisation et l'aide aux réfugiés dans la région frontalière de Nice et de la vallée de la Roya. Sophie (trader devenue intérimaire du conseil bancaire), engagée dans le parti Europe Écologie Les Verts après sa bifurcation professionnelle, mentionne que son père était déjà élu (de droite) et militant. Les prédispositions mentionnées dans les études quantitatives sur les déterminants du vote et de l'engagement politique se retrouvent dans les trajectoires individuelles étudiées sans que l'on puisse établir de règle à partir de quelques cas, tant les trajectoires politiques sont diversifiées. Le tableau ci-dessous clarifie cette diversité en distinguant le vote et l'orientation politique, ainsi que les autres pratiques de participation politique et de militantisme notamment partisan.

**Tableau 8. Trajectoires politiques des enquêtés : synthèse de l'orientation politique, de la participation politique électorale (vote) et militante**

| | Vote (régulier) | Orientation politique | Militantisme, participation politique hors vote | Appartenance partisane |
|---|---|---|---|---|
| Isabelle (« café familles ») | oui | Gauche/centre gauche | Aucun | non |
| Claire (bar à salades) | oui | Centre gauche | Aucun | non |
| Émilie (psychothérapeute) | oui | Gauche | Aucun | non |
| Dominique (libraire) | oui | Gauche | Aucun | non |
| Alice (productrice de podcasts) | oui | Gauche | Aucun | non |
| Mehdi (employé) | oui | Gauche Écologiste | Aucun | non |
| Laure (professeur des écoles) | oui | Gauche Écologiste | Aucun | non |
| Matthieu (barman) | oui | Gauche | Aucun | non |
| David coach en développement personnel) | oui | Gauche Écologiste | Associatif (parents élèves FCPE par ex) | non |
| Marion (torréfactrice, café) | nm | Gauche | nm | non |
| Martin (permaculture et graphiste) | nm | nm | Aucun sauf associatif culturel | non |
| Henri (professeur de lettres) | oui | Centre droit/ Écologiste | Réseaux soutien permaculture, agriculture biologique, associatif catholique | non |
| Sandrine (employée) | non | nm | Associatif, véganisme/animalisme | non |
| Vincent (jardinier) | nm (défiant) | nm | Aucun | non |
| Fabienne (magasin Biocoop) | oui | Gauche Écologiste | Initié avec le changement prof. | non |
| Guillaume (magasin Biocoop) | oui | Gauche Écologiste | Initié avec le changement prof. | non |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Éliane (boutique d'artisanat) | oui | Gauche Écologiste | Non (sauf manifestations de Mai 1968) | non |
| Delphine (psychothérapeute) | Nm (oui) | Gauche Écologiste | Oui (mariage avec un étranger sans papier) | non |
| Clara (prof de yoga et apicultrice) | nm | Écologiste Altermondialiste | Non | non |
| Marc (professeur de SES) | Nm (oui) | Gauche Écologiste | Oui (formes non précisées) | non |
| Sylvain (responsable d'une maison du vélo) | Nm (oui) | Gauche Écologiste | Militantisme associatif intense ESS, habitat participatif, Amap, etc. | non (candidat EELV 2020) |
| Paul (jardinier) | oui | Écologiste | Militantisme actif, association pour l'eau publique, Amap | EELV (2001-2008 puis 2019-) |
| Pierre (paysan-éleveur) | oui | Écologiste | Militantisme actif Collectifs divers, journal militant, mobilisations collectives | EELV (1984-2001) (candidat EELV et réadhésion 2020) |
| Sophie (intérimaire contrôle bancaire) | oui | Écologiste Gauche | Militantisme politique partisan | EELV (2012-2021) |
| Hélène (chargée de mission, environnement) | oui | Écologiste | Militantisme actif associatif et professionnel (Terre de liens, Amap, Reporterre, etc.) | non |
| Françoise (documentariste) | oui | Écologiste | Militantisme actif, partisan et professionnel | EELV (2010-2016) |
| Olivier (artiste-plasticien) | Oui (puis arrêt) | Écologiste Gauche anarchiste | Militantisme actif (formes diverses selon périodes) | EELV (2006-2016) |
| Bianca (conseil énergie climat) | oui | Écologiste | Militantisme actif écologique | Chiche (jeunes écologistes) |
| Yann (chambres hôtes) | oui | Écologiste | Militantisme actif (formes diverses selon périodes) | EELV |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Damien (ouvrier mi-temps) | non (sauf présidentielle 2017 : Mélenchon) | Gauche, anarchiste autonome | Non | non |

### 1.1.3. La politisation des énoncés

Le deuxième indicateur de politisation observé concerne la politisation des énoncés. Le classement des énoncés peut se faire selon plusieurs critères de gradation de la politisation : la référence à des courants politiques, la mention de clivages politiques structurant le positionnement individuel, la mention de lectures et d'auteurs, ainsi que la montée en généralité sur la possibilité d'un changement social au-delà du changement individuel. Cette politisation des énoncés n'est évidemment pas sans lien avec les trajectoires politiques individuelles.

La politisation des énoncés forme un continuum de situations entre un pôle politisé et un pôle dépolitisé dans le sens classique, c'est-à-dire avec une faible montée en généralité et surtout une euphémisation des clivages. Le premier pôle fait référence à des théories sociales, comme la décroissance, pour se positionner, y compris pour s'en distinguer. Ces courants peuvent être l'anarchie (« l'anarchisme autonomiste » pour Damien), la décroissance (pour Pierre, Paul, Sylvain, Bianca, Yann, Clara), la sobriété heureuse ou la simplicité volontaire (Pierre) ou encore la collapsologie (Yann) qui émerge comme horizon politique de l'écologie politique autour du thème des catastrophes écologiques inévitables (Semal, 2019) et de l'effondrement. Ces théories sont citées comme appui à une critique du capitalisme ou de l'ordre social et économique. Le statut de la permaculture est plus ambigu : elle peut être citée comme pratique écologique de culture (Henri, Martin, Claire, Vincent) sans lien avec d'autres éléments de politisation (critique d'un ordre économique et social) ou, au contraire, être une manière d'habiter et de cultiver la terre qui s'intègre dans un discours politisé (Centemeri, 2019). Ainsi Yann considère-t-il que « tout est relié », son « intérêt pour la nature et la permaculture », ses lectures « sur le net » sinon « les classiques, Servigne, Dion » et des publications plus théoriques en sciences sociales, « sa colère contre l'espèce humaine » et sa « furie contre les gouvernants », sa « prise de conscience et ses choix de vie ». Dans le registre des références, certains enquêtés citent des lectures à fort contenu militant, parfois pour se démarquer de

certaines de leurs orientations éditoriales, centrées sur l'écologie tels *Le Sauvage* (Françoise, Hélène), *Reporterre* (Paul, Pierre, Hélène), *Gardarem Lo Larzac* (Pierre), *La décroissance* (Pierre, Yann, Bianca), ou plus généralistes comme *Médiapart*, *Le Jour* ou *Arrêt sur images*.

À l'inverse, d'autres enquêtés, notamment d'anciens cadres d'entreprise marqués par la cité par projets (Boltanski et Chiapello, 1999), ont un discours davantage centré sur leur « projet », la cohérence personnelle, une éventuelle dimension spirituelle (pour David, tout a commencé, avant la bifurcation avec sa « rencontre avec Arouna Lipshitz[241] »). Ils euphémisent leur critique de l'entreprise et du capitalisme, ce qui ne signifie pas l'absence de critique mais son énonciation est plus faiblement clivante. Ainsi, Dominique (cadre financier devenu libraire) affirme-t-il :

> « C'est sûr que le monde de l'entreprise tel que moi je le vis, a tendance à te donner parfois un esprit critique […] mais faut pas tomber dans la caricature, y a des choses parfois agaçantes mais bon c'est comme ça ».

L'ordre économique n'est pas nommé, la peur de clivages (« tomber dans la caricature ») conduit à un discours critique euphémisé et peu politisé, jusqu'à la psychologisation du terme « agaçant » qui n'est pas sans rappeler l'« énervement » des deux jeunes interrogés par Pierre Bourdieu (1993) face aux discriminations à l'entrée des discothèques qu'ils se refusent à qualifier de « révolte »[242]. D'autres enquêtés renvoient à des valeurs personnelles, catholiques par exemple, qui conduisent à une critique très euphémisée et distanciée du monde économique autour de la critique de l'objectif de l'accumulation de richesses, du matérialisme ou du faible respect pour la nature (Henri, ancien cadre financier devenu professeur ; Laure, cadre informatique devenue professeure des écoles).

Des références comme des éléments d'énonciation sont ambivalents : ils peuvent être attachés à des énoncés très politisés ou s'y substituer. C'est le cas de la référence à Pierre Rabhi qui, pour les uns est directement relié aux théories de la décroissance et pour les autres plutôt cité comme « maître spirituel (« c'est un peu mon maître à penser » dit Laure, ancienne ingénieure informatique devenue professeure des écoles), guide dans la voie vers une consommation moins dispendieuse. De même, la mention de la quête de spiritualité oscille entre substitut au politique et nouvelle forme d'expression du politique tel que le décrit Émeline De Bouver dans son travail sur le militantisme existentiel (2015).

---

[241] Née en 1947, docteure en lettres, philosophe et productrice de films qui marie yoga, littérature et philosophie, autrice d'essais et d'un jeu de cartes « initiatique pour mieux aimer » (52 cartes pour vivre l'amour, Dervy, 2016).

[242] « – Ca révolte, ça…
– Oui enfin ça… c'est énervant à force » (Bourdieu, 1993, p.89).

Les énoncés sont donc à contenu politique variable si l'on se réfère aux critères de montée en généralité (références à des théories et d'idéologies politiques), d'énoncé du clivage et d'explicitation de la critique, ou du type de références mobilisées.

### 1.1.4. La diversité de l'auto-qualification comme « politique »

Le troisième critère de politisation est l'auto-qualification de la bifurcation comme engagée ou politique qui montre que la radicalité du changement ou la proximité des pratiques commandent moins leur qualification comme politiques et engagées que les trajectoires militantes individuelles passées. Ainsi, l'auto-qualification du changement comme politique connaît une forte variabilité en relation directe avec les trajectoires et les énoncés. Pour certains, l'engagement politique est positivement affirmé et les formes de vie sont pensées comme le prolongement d'un engagement politique, une mise en pratique d'idées autant qu'une expérimentation du vivre autrement. Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) considère que le politique s'est transposé aux pratiques mais il énonce avec évidence le caractère engagé de ses pratiques :

> « C'est totalement une forme d'engagement politique, par évidence bien plus que par volonté. Les visiteurs viennent pour dormir et petit-déjeuner, ils découvrent aussi un choix de vie : vivoter économiquement, mais vivre vraiment. Selon les visiteurs c'est plus ou moins compris, plus ou moins déjà acquis, plus ou moins déstabilisant. Le petit-déjeuner est sacré pour moi. Que de très bonnes choses, j'explique aussi d'où viennent les produits, le réseau de petits producteurs, etc. Les visiteurs font le lien direct entre bien manger, bien dormir, respirer, et les bons produits, le bio, le local. C'est éminemment politique. Par les faits, pas par volonté de dire : "que puis-je faire de politique ?" »

Vis-à-vis d'autrui, les pratiques sont discursives : l'exemplarité remplace la conviction par les mots, les pratiques interrogent, la forme de vie est politisée. Cet engagement politique par les pratiques est également assumé dans la sphère publique (au-delà des « visiteurs » !) et relié à une trajectoire politique par la participation à des mouvements sociaux (Yann a été militant RESF), par le militantisme institutionnel (il est ancien adhérent de EELV, participe à des

campagnes électorales et montre son engagement sur les réseaux sociaux[243]) et par l'activisme (il soutient les occupations de Notre-Dame-des-Landes, par exemple). Ainsi, un certain nombre d'enquêtés, en général ceux qui ont une trajectoire de politisation antérieure à leur bifurcation descendante, qualifient leur forme de vie ou leur engagement au travail de politique. Sylvain (ingénieur devenu responsable d'une maison associative du vélo) revendique par exemple la dimension politique de sa forme de vie :

> « C'est-à-dire que je pense que l'action au travers de mon travail, de l'action que je mène tous les jours, elle est politique. Je fais de la politique au travers de ce biais-là. Mais je ne m'inscris pas dans un parti et je ne milite pas dans un parti. Je suis sur le terrain, dans l'action qui porte des valeurs politiques que des politiques portent ! [rires] »

La bifurcation est le produit d'un engagement politique antérieur et participe d'une « mise en cohérence » de ses pratiques et de ses idées. Il énonce par ailleurs l'imbrication entre les différents niveaux d'action politique et le lien entre le changement individuel et le changement global, « changer la société ». Pour Bianca (cadre politique devenue conseillère en transition écologique), qui se définit elle-même comme militante écologiste chrétienne, la diminution de ses revenus et le changement de son mode de vie qui en a découlé a une dimension politique revendiquée :

> « J'aime bien l'idée de démontrer, même si je le crie pas sur tous les toits, que c'est possible, y compris à Paris ! Après j'ai la chance d'avoir un logement qui est à moi, ça fait une énorme différence, je ne prétends pas que tout le monde peut vivre et entretenir une famille avec un SMIC ».

Face à cette affirmation de la dimension politique des formes de vie, on trouve deux autres registres de discours concernant l'auto-qualification des pratiques comme politique : le refus de toute dimension engagée des formes de vie ou la revendication d'une dimension engagée « socialement » ou « professionnellement » mais en réfutant le qualificatif de politique, sa dimension de montée en généralité et d'aspiration explicite à « changer le monde ». Ainsi, Vincent (technicien en mécanique devenu jardinier), qui pratique la permaculture dans son propre potager et multiplie les pratiques que l'on pourrait qualifier d'écologiques (refus du plastique dans son intérieur, réduction drastique de la consommation de viande, alimentation biologique et faible fréquentation des enseignes de la grande distribution, compostage), refuse le terme de « politique » et celui d'« écologique » pour qualifier son mode de vie :

[243] Il appelle par exemple à voter pour la liste « Bretagne d'avenir » aux élections régionales de 2021 et soutient la liste de Claire Desmares-Poirrier, devenue agricultrice après une bifurcation descendante.

> « Ah non ! Ah non ! Je suis pas écolo, je suis raisonné, j'aime pas polluer bien sûr, je fais super attention à la terre et en plus moi je suis paysagiste hein, la nature je l'entretiens ! […] Ben c'est la nature faut la respecter ! Écolo c'est des noms à la mode ! Les gens ont toujours vécu jusque-là [avec la nature]. Si on est les hommes qu'on est à l'heure actuelle c'est parce que y a toujours eu des hommes qui ont bien vécu avec la nature et que nous on est là. Sinon on n'aurait jamais été là ! »

À aucun moment Vincent n'utilise le terme de pratiques engagées, d'une part par défiance envers le champ politique et par crainte d'une récupération qui lui échapperait, d'autre part parce que cette forme de qualification, typique des classes moyennes et supérieures dotées de capital culturel, lui est socialement étrangère. De manière très proche, Sandrine (co-gérante d'une petite entreprise de production culturelle devenue employée administrative), qui conduit un mode de vie que l'on pourrait qualifier de l'extérieur comme des pratiques écologiques (elle est végane, fait un usage très mesuré de son automobile, est adhérente de plusieurs associations de défense des animaux, etc.), ne se reconnaît pas dans ce qualificatif d'« écolo » qu'elle considère comme « pas trop son genre », ni dans la terminologie de « pratiques engagées » et encore moins « politiques », un terme qu'elle considère comme connoté négativement. D'autres enquêtés, enfin, mobilisent la grammaire de l'engagement en réfutant le qualificatif de politique : l'engagement est social, professionnel, éthique (« conforme à mes valeurs », selon une formule qui revient dans nombre d'entretiens). Ce refus du terme politique tient de l'euphémisation des clivages déjà constatée et se manifeste dans le refus de montée en généralité ou de tout comportement qui pourrait être interprété comme prosélyte ou sembler enfreindre le principe de pluralité des régimes de valeurs individuels. On peut citer Émilie (ingénieure devenue psychothérapeute) qui réfute le qualificatif de politique mais évoque un « engagement social », Dominique (cadre de la finance devenu libraire) qui considère que son changement de vie ne correspond pas à une forme d'engagement mais reste « vraiment personnel », « quand même en cohérence avec des valeurs » ou Matthieu (cadre de l'audit devenu barman) qui considère que qualifier son changement de politique « semble quand même très exagéré » même s'« il y a clairement la revendication d'une liberté, y a clairement, l'impression de prendre en main ta vie et tes choix, même si avec le recul, je me dis que on change plus d'aliénation qu'on ne devient libre mais bon… » On pourrait aligner des réponses semblables qui sont en retrait de l'engagement politique ou, comme Alice (cadre de la culture devenue productrice de podcasts), jusqu'au refus même de l'idée d'engagement :

> « Je trouve pas ça du tout engagé. J'ai l'impression qu'il n'y a aucun engagement, y a pas du tout de velléités de manger mieux, de faire une agriculture raisonnée, ça s'inscrit pas

> dans la vie citoyenne je trouve ce que je fais moi [sa nouvelle profession et son changement de style de vie], le seul engagement c'est envers moi-même et j'ai même le sentiment que même si, pour le coup je me positionne en juge et tout mais je le sais, mais j'ai le sentiment que derrière ces discours et tout, ça passe toujours par un engagement envers soi, être aligné envers ses valeurs à soi et pourquoi pas emmener dans son sillage d'autres personnes. Donc le mec qui était financier et tout et qui veut faire une boulangerie bio et tout avec du levain qui fait plus mal au ventre et tout pour les gens qui sont genre allergiques au gluten et tout, pourquoi pas… Toujours est-il que si tu creuses, tu te dis que le mec il a juste quelque chose qui sommeille en lui, un feu sacré là qu'il vient de retrouver ».

Intéressante ambigüité de ce registre a-partisan : Alice envisage positivement « le fait d'emmener dans son sillage d'autres personnes », ce qui manifeste une représentation positive du fait de « faire école », d'« essaimer » (qui revient très souvent dans les récits peu politisés) mais sans manifester directement une stratégie politique de changer le monde, en restant dans le registre du développement personnel et de l'épanouissement au travail. Comme le souligne Émeline De Bouver, les deux grammaires, militante et spirituelle (c'est ainsi qu'elle qualifie la dimension de découverte de soi), ne sont pas imperméables l'une à l'autre et constituent, selon elle, le militantisme existentiel (2015, 2016), ce qui conforte la possibilité d'une continuité entre engagement politique militant et engagement « pour soi ».

Enfin, Martin (ancien directeur artistique) qui s'est engagé dans la permaculture associée à un projet culturel sur un terrain familial du Sud-Ouest réfute lui-même le qualificatif de politique qui lui semble étranger mais constate que les personnes qu'il côtoie (par la pratique du *woofing* ou par la permaculture), à commencer par ces deux associés, sont plus politisées que lui et lui attribuent ce qualificatif : « les autres me disaient qu'on était politiques à notre manières, tout petits », dit-il en évoquant les discussions sur le chantier participatif qu'il a initié. Lui considère que son engagement est d'abord financier car les différentes cultures ne lui permettent pas encore d'en vivre[244] : « Je pense que c'est important de faire ce genre de sacrifice pour que ça existe en fait. Si ça tenait qu'à l'aspect rentabilité, ça n'existerait pas quoi ». Si ses associés dénoncent « les lobbies commerciaux de l'agrobusiness »[245], pour défendre l'autonomie alimentaire et énergétique, et mobilisent un vocabulaire critique, lui-même encourage la transition écologique et énergétique, agrée ce type de propos et développe sur ses terres familiales les techniques de la permaculture et leur diffusion, vise à « faire sortir la permaculture

[244] Au moment de l'entretien (2017), le lancement de l'association cofondée avec deux autres stagiaires en permaculture ne lui permet pas encore d'en vivre alors que les plantations ont nécessité l'apport d'un capital personnel.

[245] Vidéo de présentation de leur association et exploitation agricole sur un site présentant des expériences de mode de vie « éthique » et écologique (référence non communiquée pour garder l'anonymat de l'enquêté).

de l'undergound », mais il n'adopte jamais un discours qui puisse être qualifié d'engagé ou de politique.

Les pratiques et les formes de vie ne commandent donc pas, en elles-mêmes, la revendication de l'engagement politique. Les deux dimensions, celle de la politisation (trajectoires, auto-qualification, pratiques militantes) et celle du changement des pratiques (selon leur dimension plus ou moins écologiques), doivent être combinées pour construire des idéaux-types des formes de politisation du changement de vie. Le repérage de la politisation proposée à partir de trois critères conduit à dégager trois formes de politisation du changement de vie correspondant à trois pôles idéal-typiques, qui sont moins des groupes d'appartenance que des situations-types, alors que les individus se situent dans un continuum en se rapprochant de l'un des trois pôles sans être jamais très loin de l'un des autres pôles.

## 1.2. Une typologie des formes de politisation du changement

Le croisement entre l'énoncé du politique, soit par auto-qualification subjective des pratiques comme politiquement engagées et la revendication directe de politiser les formes de vie, soit par la politisation des énoncés, soit par l'inscription des formes de vie dans un répertoire d'actions plus classique (notamment le militantisme et les mobilisations collectives), permet de construire trois idéaux-types de la politisation des pratiques qui sont moins des groupes fermés de personnes clairement délimitées qu'une polarisation de formes de politisation en tension. Ces trois pôles se définissent comme des formes typiques de politisation des formes de vie telle qu'observées lors des bifurcations descendantes. Les acteurs, eux, se rapprochent par leur pratiques et leurs énoncés d'une forme typique plutôt que d'une autre, marquant ainsi une variabilité des formes de politisation mais ils constituent aussi, par leurs positions différentes, un continuum des types d'engagement sans rupture nette. Au contraire, beaucoup de configurations individuelles se situent entre deux formes et, par ailleurs, le classement dans l'une des formes peut être amené à se modifier, notamment lorsque le changement des pratiques

vient politiser des trajectoires individuelles qui l'étaient peu. Elles marquent alors le passage, par le changement des formes de vie, par exemple de la catégorie de « professionnels engagés » à celle de « militants existentiels ».

### 1.2.1. Trois idéaux-types de la politisation des pratiques

Le croisement des trois critères retenus de la politisation, l'auto-qualification subjective, la politisation objectivée des énoncés et l'inscription dans une trajectoire militante ou non, et l'ampleur du changement des pratiques quotidiennes lors de la bifurcation professionnelle, conduit à définir trois idéaux-types de la politisation des pratiques dans les bifurcations professionnelles descendantes : les « militants existentiels », les « professionnels engagés » et les « réfractaires ». Ces trois types doivent se comprendre comme trois formes de polarisation en tension plutôt que comme trois catégories hermétiques, tant les formes de polarisation sont variables et dessinent un continuum plutôt qu'une opposition bi- ou tripolaire. Le tableau ci-dessous synthétise les principes qui ont contribué à la définition des trois idéaux-types et décline leurs formes typiques. Les trois critères de politisation ont été croisés avec les pratiques quotidiennes, selon les variations de radicalité et leur orientation plus ou moins écologique.

**Tableau 9. Trois idéaux-types de politisation des formes de vie et des pratiques**

| | Auto-qualification subjective. Politisation du changement professionnel | Qualification objective. Politisation des énoncés | Pratiques politiques participationnistes et militantes | Pratiques quotidiennes. Changement du mode de vie |
|---|---|---|---|---|
| Les « militants existentiels »<br><br>Politisation forte et prolongement du militantisme | Mode de vie revendiqué comme « engagé »<br><br>Exemplarité des pratiques revendiquée<br><br>Lien fort entre idées et pratiques « c'est un tout »<br><br>Politisation de la réduction des revenus (« la meilleure façon d'être écolo ») | Forte politisation des énoncés<br><br>Dénonciation explicite du « système économique », de la mondialisation, de la logique économique<br><br>Références à la « décroissance », « sobriété heureuse », collapsologie | Pratiques militantes : participer à des manifestations, aller à Notre-Dame-des Landes, participer à des collectifs (« Terre de liens », associations locales)<br><br>Vote : opposition entre un pôle votant, parfois encarté dans un parti politique (Les Verts-EELV) et pôle dés-institutionnalisé | Réduction volontaire de la consommation<br><br>Réduction consommation énergétique<br><br>Renoncement avion fréquent<br><br>Pratique de la bicyclette/ réduction usage automobile |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Lectures de presse politisée (*Le sauvage*, *La Décroissance*, *Silence*, *Reporterre*, etc.) | (refus de vote, refus des partis politiques) | Dimension écologique de la bifurcation |
| Les « professionnels engagés »<br><br>Engagement par la profession | Pas d'auto-qualification du changement comme « engagé » : changement d'abord individuel « je l'ai fait pour moi »<br><br>Fort engagement dans le travail<br><br>Suivre « ses valeurs »<br><br>Politisation d'un aspect de la profession (démocratiser la culture ou l'accès aux produits de qualité, aider les autres, être utile, etc.)<br><br>Faible politisation de la réduction des revenus | Faible politisation<br>Euphémisation de la critique de l'ordre social, de la conflictualisation et des clivages<br><br>Vocabulaire managérial ou du développement personnel (« projet », « soi »)<br><br>Référence fréquente à Pierre Rabhi, le mouvement des colibris, la « révolution intérieure », des référents spirituels | Faible participation à des collectifs<br><br>Pas de références à des mouvements idéologiques (décroissance) mais référence à une spiritualité, à la psychologie du développement personnel, aux valeurs et croyances religieuses<br><br>Vote souvent mentionné comme régulier<br><br>Auto-positionnement à gauche très fréquent | Alimentation biologique souvent mentionnée<br><br>Parfois alimentation sans viande, sans produits laitiers, etc.<br><br>Refus de l'avion pour raisons écologiques jamais mentionné |
| Les « réfractaires »<br><br>Refus de politisation | Absence de lien entre changement professionnel et engagement politique<br><br>Refus de l'auto-qualification du mode de vie comme « politique »<br><br>Fort refus de la politique ou immense distance | Discours critique face au « système », aux gouvernants ou aucune mention | Vote intermittent ou non mentionné<br><br>Auto-exclusion de l'univers politique | Très variable<br><br>Développement de nouvelles pratiques : crudivorisme, véganisme, permaculture |

### *Les « militants existentiels »*

Le terme de militants existentiels est emprunté à Christian Arnsperger (2009, 2011) et, dans son prolongement, à la thèse d'Émeline De Bouver (2015) qui explore cette notion. La catégorie

des « militants existentiels » décrit un type de trajectoire militante au sein de laquelle s'inscrit la bifurcation descendante comme prolongement, mise en pratique et expérimentation dans les formes de vie d'un corpus d'idées relevant de l'écologie politique. Le changement s'inscrit dans une trajectoire politisée dont il est l'aboutissement, le prolongement et l'incarnation. Le militantisme existentiel se distingue du militantisme classique par le fait que l'évolution de soi et de ses pratiques, de son existence quotidienne est associée à l'évolution de l'ordre économique et social – la société, le monde. La manière d'exister au quotidien ou la forme de vie, c'est-à-dire la manière dont le sujet éprouve son existence, l'oriente et lui donne un sens, est associée à la transformation de la société capitaliste qui commence par la transformation de soi et de sa forme de vie. La grammaire militante (l'innovation du politique, du commun, l'action politique, le militantisme) rejoint la grammaire existentielle (le développement personnel et spirituel, le sens donné, l'orientation et la justification des pratiques quotidiennes). « Quand je me lève, je sais que ma journée va servir à aller dans le bon sens vis-à-vis de mes valeurs et mes principes », dit Yann (informaticien tenant des chambres d'hôtes). La forme de vie est une mise en cohérence avec des principes politiques.

La mise en pratique et l'expérimentation participent d'une stratégie politique d'essaimage dans laquelle les pratiques deviennent énonciatrices. Elles contiennent leur propre finalité mais ont aussi pour objectif une forme de démonstration politique du possible et donc de la possible extension de formes de vie cohérentes avec une représentation de changement social qui advient non par révolution mais par évolution sociale, par la contagion souhaitée des pratiques. Le militantisme existentiel est pensé comme un levier du changement social, une subjectivation nécessaire, un passage obligé par le changement de soi. Cette dimension existentielle renforce l'engagement politique en rendant cet engagement plus cohérent et donc plus efficace. Les pratiques existentielles (« se trouver », « être en congruence avec soi », « être aligné avec ses valeurs », etc.) constituent en soi des pratiques politiques (De Bouver, 2015, p.224-225). Ce travail sur soi est souvent qualifié comme un retrait, une déconnexion, un arrêt ou un ralentissement, des occasions de réflexivité sur la manière de vivre.

Cette dimension existentielle de l'engagement politique n'est pas en rupture avec le militantisme politique. Elle en est le prolongement pratique et subjectif : le militantisme existentiel observé rejoint la dynamique de subjectivation observée dans les mouvements sociaux contemporains (Pleyers et Capitaine, 2016a, 2016b, 2016c ; Pleyers, 2016a). Cette dynamique subjective se conjugue avec une séquence d'engagement politique assez classique qui passe par l'analyse et la critique de l'ordre économique et social, l'action et l'aspiration à modifier le social. La différence réside dans les moyens d'action, individués et subjectivés à

travers l'aspiration à changer sa propre forme de vie, par l'application du changement « à soi-même » comme étape nécessaire et ayant en elle-même sa propre finalité (vivre mieux, vivre en cohérence avec ses principes) avant d'en viser une autre, celle de modifier l'ordre social.
Aussi le « militant existentiel » ne diffère-t-il pas nécessairement, dans ses énoncés politisés, du militant politique traditionnel, ses références à des analyses et à des critiques de la société et à l'aspiration de la changer, auxquelles s'ajoute l'exigence de mise en pratique et d'expérimentation des principes défendus. La référence à l'écologie politique ou à la critique écologique des modes de production et de consommation est souvent explicite même si elle n'est parfois qu'esquissée. La cohérence écologique des pratiques de la vie quotidienne est plus importante, notamment sous l'effet de mobilisations politiques écologiques : on trouve par exemple davantage de personnes ayant renoncé à prendre l'avion et le revendiquant de manière militante. Les bifurcations descendantes qui se classent dans cette catégorie de « militants existentiels » sont aussi celles qui sont le plus souvent engagées dans des professions orientées vers la préfiguration d'une société plus écologique (agriculture, conseil en transition, jardinage, promotion de la bicyclette, etc.).

### *Les « professionnels engagés »*

Les professionnels engagés ont des trajectoires plus faiblement militantes (peu de participation politique en dehors du vote) et des énoncés où le politique est euphémisé, qu'il s'agisse de la critique de l'ordre économique et social ou de l'aspiration transformatrice, de la montée en généralité du changement. Les modes de consommation sont moins orientés vers une consommation engagée et écologique. Par exemple, il est plus rare de trouver la revendication à renoncer aux voyages en avion et les professions après bifurcation sont davantage des professions de l'artisanat et du commerce, du *care*, du conseil et de l'éducation, ou de l'art et de la culture, professions jugées utiles socialement mais pas nécessairement tournées directement vers la transition écologique. Ce qui caractérise les « professionnels engagés », c'est la primauté de la socialisation néo-professionnelle sur l'engagement politique et l'aspiration à défendre des valeurs dans l'exercice de cette profession : l'engagement passe par la profession exercée et par une certaine manière de l'exercer.
Les valeurs défendues dans l'exercice de la nouvelle profession qui en font sa valeur et son utilité sont liées à une certaine conception de la justice dans les rapports sociaux plutôt qu'une référence à l'environnement et à l'écologie. Ainsi, Émilie (ingénieure devenue

psychothérapeute) réfute-t-elle la qualification de politique de son engagement et affirme : « Mais je pense que quand même il y a un côté engagement social ». Un des éléments qui l'a conduite à bifurquer concerne la place de l'argent et de la rentabilité économique comme objectif de travail (au sein d'EDF) mais aussi comme motif d'engagement individuel pour ses collègues. À l'inverse, dans sa nouvelle profession, elle valorise la dimension du *care*, de la considération d'autrui, de l'aide apportée, du partage d'expérience, des techniques qui peuvent aider à vivre mieux. Ce type de narratif se retrouve dans les récits de nombreux cadres dont l'engagement est plus professionnel que politique : engagement dans le travail comme vocation, engagement dans une profession estimée à leur yeux utile et engagement au nom de valeurs professionnelles et sociales opposées à la seule rentabilité économique. Ainsi, l'engagement de Fabienne et Guillaume (cadres devenus gérants d'une Biocoop) porte sur la transition écologique dans toutes ses dimensions, sur la relocalisation de la production (développement de nombreux partenariats locaux avec les producteurs, y compris des unités de production de très petite taille), la réduction des déchets et des emballages, la vente de produits issus de l'agriculture biologique. Leur engagement professionnel s'étend au-delà de leur profession mais il en est issu, par exemple, en apportant une aide en nature à des projets associatifs locaux. Dominique (cadre financier devenu libraire) considère que son activité professionnelle, située dans une petite ville populaire du sud de la France, a une portée d'engagement en faveur de la démocratisation de la culture et de l'accès à la connaissance. Il a pensé son activité professionnelle comme ouverte à différents publics et donc à différents genres de lecture (de la littérature classique incontournable à la cuisine, en passant par le développement personnel et le bricolage). Cet engagement professionnel ne se double pas d'un engagement politique clairement énoncé comme il l'est pour les « militants existentiels ».

### *Les « réfractaires »*

Le groupe des « réfractaires », minoritaire dans le panel des enquêtés, est associé à un pôle populaire (classes populaires stables) et se distingue du reste du panel composé de cadres ou proches de cadres par leurs parents et leurs conjoints (par exemple, le conjoint cadre à l'Agence France Presse pour Clara, employée immobilière devenue professeure de yoga et apicultrice ou la conjointe urbaniste-paysagiste pour Damien, ancien technicien de l'édition devenu ouvrier agricole). Seuls deux enquêtés sont classés dans cet idéal-type : Sandrine (gestionnaire d'entreprise devenue employée administrative) et Vincent (technicien mécanicien devenu

jardinier en permaculture). Ils se caractérisent par une grande distance au monde politique institutionnel : dévaluation du monde politique, abstentionnisme intermittent, défiance plus forte encore vis-à-vis du personnel politique sur le mode du clivage entre « eux » et « nous » (Gourgues *et al.*, 2021). L'usage fréquent du « eux » ou du « ils » semble désigner les puissants qui occupent des positions de pouvoir dans le monde politique aussi bien que dans le monde économique. Cette défiance se traduit aussi par une méfiance envers les idéologies, les clivages imposés supposés politiciens et surfaits, ainsi que le caractère déconnecté et sans ancrage dans le quotidien du personnel politique, supposé tout entier tourné vers l'aspiration à se servir avant de servir. Tous deux, Sandrine et Vincent, ont un mode de vie qu'une mesure conduirait certainement à considérer comme « écologique » : déplacements en avion peu fréquents, voire absents, alimentation faiblement carnée pour l'un et végane pour l'autre, pas de déplacements fréquents pour les loisirs, entretien de la maison fait soi-même, etc. Tous deux ont en commun d'avoir une sensibilité écologique dans leur mode de vie tout en refusant explicitement le qualificatif d'écologiste, considérant la distance sociale qui les séparent des « écolos » auxquels ils ne peuvent s'identifier. Ils ont tous deux développé des formes alimentaires distinctives. L'amour de Sandrine pour les animaux l'a conduite à devenir végétarienne puis végane et à structurer sa vie autour de cette spécificité. Son compagnon l'est également et ils organisent leurs loisirs comme les sorties au restaurant, leurs vacances ou des visites de foires et salons autour de cette spécificité. Vincent est crudivore à la suite de lectures personnelles sur Internet, ce qui le conduit à manger peu de viande et à développer une sociabilité de réseaux autour de cette spécificité, associée à la pratique personnelle intensive du sport (vélo, course). Ses références spirituelles sont des médecins et des sportifs qui développent cette spécificité alimentaire. Véganisme et crudivorisme conduisent ces deux enquêtés à se vivre eux-mêmes comme appartenant à une forme de petite marginalité populaire, de « mouton noir » dira Vincent pour se qualifier (Mauger et Fossé, 1977). L'engagement fort dans ces spécificités alimentaires pourrait apparaître comme un substitut à l'engagement politique qu'ils récusent, d'où l'appellation de « réfractaires » pour cet idéal-type de politisation.

### 1.2.2. Continuum de la politisation des pratiques et archipel de la critique par les formes de vie

#### *La politisation par les pratiques*

La politisation des formes de vie dépend, on l'a vu, des trajectoires politiques individuelles et varie selon les degrés individuels d'engagement. Néanmoins, les pratiques en elles-mêmes peuvent être politisantes, là encore avec une grande variabilité d'intensité et de radicalité. Plusieurs trajectoires offrent ainsi des exemples de politisation par le changement professionnel, voire d'entrée dans le militantisme partisan, faisant des pratiques non une alternative au militantisme partisan mais une forme de pratique militante reliée à d'autres formes de militantisme, plus conventionnelles, soit comme conséquence, soit comme cause de cette entrée dans la sphère militante conventionnelle.

Deux trajectoires illustrent particulièrement bien cette entrée dans le militantisme partisan par le changement professionnel. La première est celle de Sophie (trader devenue intérimaire en contrôle bancaire) qui, peu engagée politiquement, quitte la sphère de la finance pour des raisons éthiques. Au bout de quelques années, elle profite d'une longue période sans mission (chômage) et de précarité financière subis, pour adhérer au parti EELV et consacrer une part importante de son temps à la campagne présidentielle (2012) puis au militantisme partisan, réactualisant ainsi des dispositions acquises lors de la socialisation primaire à l'engagement politique partisan. Le père de Sophie, avocat dans une petite ville de province, était engagé en politique. Sophie dit ainsi venir d'une « famille RPR » : son père a été élu et habitant en Corrèze, il a « fait partie de l'équipe Chirac » et même « c'est lui qui a fait venir Chirac en Corrèze ». Très tôt, elle observe de l'intérieur les jeux politiques et considère que beaucoup de choses « lui déplaisent énormément » et qu'elle doit s'en tenir à distance et éviter toute mise en concurrence avec son père, voire tout affichage public de divergences politiques au sein de la famille. Son engagement premier est professionnel, au sein du métier de trader pendant plus de dix ans puis dans la réglementation et le contrôle de la finance, en plusieurs étapes : elle passe par l'AMF (Autorité des marchés financiers) puis quitte le salariat pour travailler par missions intermittentes dans le conseil bancaire. Elle acquiert de l'expertise dans la régulation des marchés financiers, dans leur réglementation possible et dans l'aspiration à une finance plus « éthique ». C'est par ce biais de la « finance éthique » et de son nouveau statut, qui lui laisse du temps entre deux missions, qu'elle s'engage en politique, dans la campagne d'Eva Joly

(2012), et abandonne les réticences qu'elle avait envers le monde de la politique institutionnelle :

> « À partir du moment moi, où c'est Eva Joly qui a fait de la politique, où elle a parlé de finance éthique, c'était quelque chose qui était très très fort au fond de moi à ce moment-là, ça a fait tomber toutes les barrières que j'avais ! Et voilà. Et du coup, je regrette pas évidemment. Et puis c'est devenu ma passion aussi dans mon métier au jour d'aujourd'hui. Mon travail c'est de rendre les marchés financiers plus honnêtes ».

Dans son métier, Sophie doit « faire des compromis » lors des missions qu'elle exerce comme « salariée » mais dans son militantisme, elle peut défendre des transformations économiques et sociales auxquelles elle aspire. Son entrée dans le militantisme politique est venue à un moment de grande disponibilité personnelle, alors qu'elle ne retrouve pas de mission intérimaire et qu'elle se trouve sans travail, en fin de période de chômage, vivant du RSA : l'engagement politique dans la campagne présidentielle d'Eva Joly lui confère un statut social nouveau, celui de militante bénévole :

> « J'essayais de me bouger, j'ai fait du bénévolat pour la campagne présidentielle d'Eva Joly et après toute mon implication depuis dans ce parti politique, c'est que du bénévolat. Et ça, je suis ravie, je suis ravie ! […] Tu t'améliores, tu vas de l'avant ! Et tu grandis ! C'est pour ça que moi le bénévolat j'en tire que des choses super, ça me grandit tous les jours de faire de la politique ! »

Elle est une des seules personnes interrogées qui livre une vision positive de la politique partisane, tant du point de vue idéologique que du point de vue du fonctionnement organisationnel interne – elle se félicite des rencontres qu'elle a pu faire au sein de « [s]a motion », de la convivialité qu'elle y trouve et des débats qui la nourrissent, un discours qui fait figure d'exception parmi les enquêtés adhérents interrogés. Son parcours n'est pas celui d'un engagement écologique qui aurait précédé, voire justifié, un changement de vie mais, inversement, un engagement professionnel qui l'a conduite vers la politique puis à une conversion écologique dans sa consommation quotidienne – dans la mesure où l'adhésion et le militantisme au sein du parti EELV vont de pair avec un certain nombre d'injonctions à adopter un mode de vie et à convertir ses pratiques quotidiennes conformément aux principes défendus (Jérôme, 2021, p.147-151). Ainsi, Sophie affirme « n'en avoir rien à faire de l'écologie quand [elle est] rentrée chez Europe Écologie les Verts » puis avoir commencé à « faire attention à ce qu'elle mettait dans l'assiette de [s]es enfants et [être] devenue par-là écologique », même si encore « maintenant, faut pas trop [la] gaver là-dessus ». L'adhésion produit une conversion lente et une application progressive des injonctions dans la manière de consommer, alors que

les questions qu'elle traite professionnellement (la finance éthique) ont été premières dans son engagement. Elle éprouve dès lors « une grande cohérence personnelle », entre sa profession et les idées politiques qu'elle défend et son style de vie, avec des missions professionnelles intermittentes :

> « Je vis la vie qui me va au fond de moi. […] Et au jour d'aujourd'hui oui je suis très contente de ma petite vie ».

Son mode de vie se rapproche des précaires volontaires avec des périodes de travail intensif (où elle contrôle la conformité des comptes aux règles de contrôle de la spéculation financière) et des périodes avec davantage de temps libre, largement dévolu au militantisme.

La deuxième trajectoire illustrative d'une politisation par la bifurcation professionnelle est celle du couple Guillaume et Fabienne (cadres devenus gérants d'un magasin Biocoop) qui, peu militants et plutôt « professionnels engagés », se muent peu à peu en militants existentiels par leur intégration réussie au sein de Biocoop, « magasin militant », réactualisant des dispositions non pas acquises lors de la socialisation primaire mais transmises par des parents proches, adultes référents de leur construction identitaire. Avant le changement professionnel, Guillaume et Fabienne sont surtout engagés dans leur profession (respectivement cadre financier et cadre de l'immobilier) : diplômés de la même école de commerce, ils sont appréciés à leur poste et ont connu une carrière ascendante. Leurs manières de s'exprimer, leurs compétences professionnelles et leur mode de vie restent marqués par cette formation de gestionnaire et cette première socialisation professionnelle de cadre urbain vivant dans une métropole (Marseille). Leur intérêt pour la politique – l'écologie et l'éthique sociale – est façonné par des personnes qu'ils admirent : une tante militante en faveur des réfugiés et contre le Front National (dans une ville du Var dans laquelle les scores du parti, rebaptisé Rassemblement national, sont très élevés aux élections successives) et la sœur de Fabienne qui est militante écologiste, élue à la municipalité de son village, participante active d'une Amap, engagée à la Ligue des Droits de l'Homme et qui a organisé plusieurs mobilisations locales (par exemple, contre l'insécurité routière ou pour la défense de paysages). Ils se sentent à la fois fortement marqués par le militantisme de ces proches (alors que leurs parents respectifs se tenaient assez éloignés de l'engagement politique) et en retrait jusqu'à leur bifurcation professionnelle, qui est déclenchée par la conjonction du *burn-out* et du sentiment d'abord peu explicité de contradiction entre leurs aspirations, notamment écologiques et sociales, et les exigences de leurs emplois qu'ils apprécient par ailleurs. Leur choix d'ouvrir finalement un magasin Biocoop ensemble (après une première bifurcation pour Fabienne, avec changement de lieu de vie et ouverture de chambres d'hôtes dans un gros bourg de Provence) induit une

politisation progressive, qui se traduit par des énoncés moins gestionnaires et plus politiques, ainsi que par l'engagement plus marqué en faveur de l'agriculture biologique et, plus généralement, de l'écologie. Cet engagement passe par leur magasin : dès leur projet d'ouverture d'un magasin Biocoop, ils suivent toutes les formations en gestion (compétences déjà acquises dans leurs anciennes professions) et sur les orientations propres du « projet Biocoop » et de « magasin militant » hérité d'une trajectoire historique alliant militantisme et professionnalisme (Anzalone, 2014). Alors même que leur passé professionnel de cadre et diplômé d'une école de commerce les classe plutôt du côté des gestionnaires opposés aux militants (par exemple, issus du milieu de l'agriculture biologique), peu formés à la gestion d'un magasin, ils épousent l'objectif militant et Fabienne prend des responsabilités au sein de la coopérative (elle parle de « responsabilités politiques » et de « rôle politique » au sein même de la structure coopérative). Elle est à l'initiative d'une campagne en son sein pour refuser de vendre de l'eau minérale en bouteille plastique (interdiction qui entre en vigueur pour tous les magasins le 1er janvier 2017). Ils se considèrent désormais tous deux comme des « commerçants militants ». Guillaume, qui n'avait aucun engagement militant avant sa bifurcation professionnelle, souhaite ainsi aujourd'hui « faire plus », à la fois « dans la vie de la coopérative », par exemple au sein des commissions d'admission pour encourager et aider les installations comme la sienne (un « travail d'essaimage » selon Fabienne), « garder le cap aujourd'hui de la coopérative, maintenir toutes les idées qu'il y a aujourd'hui et qui [leur] plaisent et aller plus loin sur certaines choses », ce qu'il nomme « son engagement politique ». Et il ajoute qu'il pourrait aussi participer « au niveau local », « au niveau de la commune » :

> « Moi je suis un peu quelqu'un du backoffice, Fabienne, elle, a plus tendance à se mettre en avant, moi je peux être un peu plus la petite main derrière ou l'homme de l'ombre mais j'ai tout autant envie. Au-delà du bio, on encourage aussi tout le local, dans notre magasin, on pourrait ne pas le faire et s'approvisionner sur la plate-forme Biocoop mais nous on travaille en direct avec plus de 60 producteurs et du coup on anime notre magasin autour de ça. On pourrait pousser le truc pour que R. [leur commune] devienne plus bio que ce qu'il est, qu'il y ait des engagements pris au niveau des cantines par exemple. Comme on apprécie cette vie locale, on peut pousser la chose plus loin. Surtout qu'on se rend compte qu'on est dans une taille de ville, ça fait quoi, bientôt 5000 habitants, c'est une taille de ville où on peut avoir un impact au travers d'associations, au travers de la vie locale, on peut arriver à faire changer les choses ce qui n'est pas forcément le cas si on est sur des communes de 50 000 ou 100 000 habitants. Je pense qu'on peut avoir un vrai impact surtout qu'on s'entend bien avec la mairie ici. Peut-être qu'il ne faut pas aller trop vite. C'est un peu notre défaut ou notre qualité. C'est vrai qu'on est toujours là à vouloir un peu plus ».

Le professionnalisme au sein de Biocoop se conjugue avec une participation active dans les associations locales (ils se sont engagés en faveur des produits biologiques dans les cantines de la ville et participent à la vie locale associative) et la possibilité d'un engagement politique militant qu'ils n'avaient pas auparavant. L'imbrication entre leur engagement professionnel, leur défense de valeurs écologiques et l'amorce d'un engagement militant se traduit lors des élections européennes (2019), quand ils votent pour celui qu'ils nomment « leur candidat », Benoît Biteau, « paysan résistant »[246], ingénieur agronome ayant finalement décidé de reprendre la ferme de son père pour mettre en œuvre sa transition de méthodes intensives vers l'agriculture biologique. Le changement professionnel a constitué l'amorce d'un changement de modes de consommation qui se prolonge dans une politisation nouvelle par laquelle les dispositions acquises, non pas par la socialisation primaire mais par le contact et les discussions, pour Guillaume avec sa tante, pour Fabienne avec sa sœur (et sa mère qui se politise aussi par une forme de socialisation politique des enfants vers la mère). Guillaume revisite le parcours de sa tante à la lumière de sa propre évolution :

> « Aujourd'hui, dans ses idées, dans ses réflexions, dans ses implications associatives, je me rends compte que l'on se rapproche complètement de ses positions, de sa façon de voir et de vivre les choses. Ça alimente complètement ! Elle a impulsé après pas mal de choses, moi j'aime bien son côté aussi politique, pas politique Biocoop mais politique en général, elle a un vrai engagement. Ils ont vu [dans sa commune] l'arrivée du FN, elle avait monté une association contre le FN. En rediscutant de ces choses-là, je me suis rendu compte qu'elle a toujours eu un engagement par exemple à la CFDT, elle travaillait à la Sécu et elle était très engagée. Elle a peut-être pas toujours décidé de tout, de la vie qu'elle voulait mais elle a de vrais engagements. Des gens qui arrivent à s'engager, y en n'a pas tant que ça ».

Pour Guillaume, le changement professionnel a suscité un intérêt nouveau pour le militantisme politique institutionnel et pour l'engagement local en faveur de l'écologie et une nouvelle représentation de soi comme militant, « intéressé par la politique », engagé dans la sphère publique. Guillaume et Fabienne ne se déclarent pas rattachés à un mouvement comme la décroissance et ne s'auto-désignent pas comme décroissants, mais sont entrés, par le changement des pratiques, dans l'engagement associatif et para-politique. Leurs convictions politiques et leur orientation politique se sont consolidées en faveur de l'écologie : c'est sous cet angle qu'ils décident de leur vote, critiquent le gouvernement d'Emmanuel Macron ou envisagent des actions militantes, comme soutenir des réfugiés.

[246] *Paysan résistant !* est le titre du livre de Benoît Biteau paru en 2018 (Fayard, Paris).

Si l'engagement politique et collectif est rarement mentionné comme la cause première du changement, il est aussi parfois la conséquence du changement des pratiques et du changement professionnel. L'engagement par les pratiques s'inscrit dans une grande variété de configurations individuelles mais ne constitue pas le plus souvent une alternative à d'autres formes d'engagement mais plutôt leur prolongement. Dans certains cas, ce sont les pratiques qui génèrent inversement d'autres formes d'engagement politiques plus conventionnelles. Les formes de politisation et d'engagement politique varient, dans les trajectoires individuelles, dans l'intensité comme dans les modalités, en fonction des moments de l'existence et du contexte politique.

### *Le retour à la politique institutionnelle par le militantisme existentiel*

La transformation des formes de vie par les bifurcations descendantes conduit aussi à des retours vers la politique institutionnelle, relégitimés par l'exemplarité du faire et motivés individuellement par la cohérence individuelle trouvée avec un corpus d'idées – dans certains cas, selon les situations, par la reconnaissance et les postes de pouvoir que peut apporter l'entrée dans la sphère politique institutionnelle. Dans le panel des enquêtés suivis, plusieurs personnes ont réinvesti, modestement le plus souvent, la politique institutionnelle en cours d'enquête. Ainsi, Pierre (cadre politique devenu éleveur-paysan), qui avait quitté le parti Les Verts en 2001, y a ré-adhéré en 2020 à l'occasion des élections municipales de la ville dont dépend son hameau. Il considère que son absence de près de vingt ans lui confère davantage de sagesse, de tolérance et de distance. Il ne souhaite pas redevenir un militant à plein temps dans un parti politique mais il accepte, en montant une liste pour se présenter aux élections (sans aspiration à être élu), de porter à nouveau une étiquette politique. Dans l'intervalle, il n'avait pas cessé d'agir politiquement, localement (journal, associations locales) et nationalement (soutien aux luttes collectives de Bure, Sivens, Notre-Dame-des-Landes, par exemple). Plusieurs autres enquêtés, comme Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) ou Paul (contrôleur de gestion devenu jardinier), ont réinvesti la politique institutionnelle en participant à la campagne des élections régionales en Bretagne en 2021 (Yann) ou en ré-adhérant au parti EELV après une dizaine d'années de distance vis-à-vis du militantisme partisan (Paul). Sylvain (ingénieur devenu responsable associatif), politisé mais réticent envers l'engagement partisan lors de l'entretien en 2015, accepte en 2020 de figurer sur une liste écologiste et citoyenne lors des élections municipales dans sa ville – il est alors salarié d'un magasin d'alimentation

biologique. En miroir, on voit apparaître sur les listes politiques la mise en valeur de bifurcations descendantes, y compris en-dehors de mon enquête. Ainsi, Claire Desmares-Poirrier tire parti de son propre parcours de conversion professionnelle à l'écologie (cadre du secteur social, elle est devenue agricultrice), comme exemplarité personnelle et source de légitimité pour mener une liste écologique soutenue par EELV aux élections régionales de Bretagne en 2021[247]. Les formes d'action politique, par les pratiques et dans la sphère institutionnelle, ne semblent donc pas indépendantes mais donnent lieu à une circulation et à des intermittences constatées dans d'autres enquêtes (Pagis, 2014).

## *L'archipel des formes de vie critiques*

La typologie des formes de politisation, comme la démonstration de circulations entre les différentes formes d'engagement, par les formes de vie, par le militantisme traditionnel ou par l'investissement engagé dans une profession, conduit à dessiner un archipel des formes de vie critique (schéma 1 ci-après). Il s'agit d'une tentative exploratoire pour relier l'étude des bifurcations descendantes à d'autres voies critiques par les formes de vie telles les formes-occupations ou les formes-autonomie (Bulle, 2018, 2020 ; Verdier, 2018), la catégorie des précaires culturels (Cingolani, 2014, 2019 ; Tasset, 2015, 2018) ou les tentatives d'auto-émancipation par le travail (Corsani, 2020), les voies suivies par les collapsologues (Bidet et Sarnowski, 2021) et les formes de vie alternative (Pruvost, 2013, 2015a et 2015b, 2016, 2017, 2021). Le noyau de la sphère est le plus politisé, si l'on considère la politisation dans sa forme traditionnelle en science politique telle que je l'ai étudiée (clivage, montée en généralité, pratiques militantes, énonciation du politique, etc.) Ainsi, les « militants existentiels », *a fortiori* le cœur de ces militants existentiels que peuvent constituer les « formes autonomes » (Bulle, 2018, 2020), contiennent un haut degré de politisation : c'est le modèle de la « politisation du moindre geste » (Pruvost, 2015b, 2021). Ces îlots centraux ne sont pas imperméables les uns aux autres du point de vue des trajectoires individuelles. Il y a des circulations, qui ne signifient pas nécessairement circulation militante entre groupes politiques ou sociaux. Je les situe à l'intérieur de l'ensemble des « militants existentiels » qui relient forme de vie et engagement, notamment en faveur de l'écologie politique par la sortie ou le pas de côté de l'ordre économique.

[247] Voir Claire Desmares-Poirrier (2020) pour un récit de sa bifurcation descendante de cadre urbaine (Nord de la France) à agricultrice productrice de tisanes et libraire dans un village d'Ille-et-Vilaine.

**Schéma 1. Archipel des formes de vie critique**

Des circulations individuelles existent aussi entre les « militants existentiels » et d'autres formes de vie critiques, comme celles des précaires, intellectuels ou artistes, qui, si l'on suit les travaux de Patrick Cingolani (2014, 2019 ) et Cyprien Tasset (2015, 2018), ne peuvent pas être identifiées en totalité à des formes de vie subies. Elles seraient choisies comme forme de résistance à un ordre économique et comme recherche d'auto-émancipation dans le travail. Elles se rapprochent par leurs caractéristiques, tant les modes de vie et la consommation que la réflexivité qui les accompagnent, des « militants existentiels » et des « professionnels engagés ». Un positionnement plus éloigné du cœur de l'archipel correspond à une dépolitisation au sens conventionnel en science politique, soit une euphémisation des clivages et de la montée en généralité, un distance face à la revendication de l'engagement politique et des idéologies. Aussi ce schéma, à partir des bifurcations descendantes et de l'étude de la variété de leurs formes de politisation, représente les différentes aspirations sociales à « changer la vie », la diversité de leur degré de politisation, ainsi que les circulations individuelles entre pôles proches, notamment par la socialisation politique professionnelle ou territoriale.

## 2. Entre dire et faire : penser le rapport au politique des formes de vie

L'hétérogénéité de la politisation des bifurcations descendantes interroge plus largement le lien entre faire et dire en politique, le rapport au politique et finalement les frontières du politique. En quoi l'introduction de la politique par le faire complexifie-t-elle le rapport au politique ? L'aspiration à faire apparaît à bien des égards comme une remédiation à la dévaluation du logos politique et comme une prise de distance vis-à-vis d'un modèle militant et politique qui énonce ce qui doit être tout en différant sa mise en œuvre. Une repolitisation pourrait venir des pratiques du quotidien, des formes de vie transformées en acte politique. Le faire, par définition, à l'inverse du discours politique, met en œuvre sans délai. Cependant, ces manières d'agir ne sont pas pour autant coupées des énoncés car comment distinguer une pratique politique d'une pratique a-politique, sans qualification de ces pratiques et donc sans discours ? Autrement dit, le faire ne supprime pas les énoncés politiques, il les déplace : les discours n'énoncent plus un futur à réaliser mais redoublent les pratiques et leur donnent leur sens politique. C'est ainsi que la consommation devient engagée, par les pratiques (achats de produits biologiques, approvisionnement direct auprès des producteurs, renoncement à certains types de biens et services, etc.) mais aussi par les discours qui accompagnent ces manières de faire (Dubuisson-Quellier, 2018).

Malgré la variabilité des degrés de politisation des formes de vie dans les trajectoires observées, l'ensemble des discours recueillis semble aller dans le sens, maintes fois constaté par ailleurs en sociologie et en sociologie politique, de la valorisation du *faire* – de l'action jugée directement utile – au détriment du logos politique et d'une prise de distance envers la politique comme discours qui énonce ce qui doit être, tout en en différant la mise en œuvre. C'est par la nature du discours accompagnant le faire qu'interviennent des variations entre trajectoires : le faire s'accompagne, parfois, pas toujours, d'un énoncé politique. Ainsi, tout comme l'étude d'autres pratiques engagées ou susceptibles de l'être, comme le consumérisme politique ou la participation aux hackersspaces ou fablabs, le militantisme par et dans le travail ou la participation à une Amap (Dubuisson-Quellier et Lamine, 2004 ; Lamine, 2008 ; Dubuisson-

Quellier, 2018 ; Micheletti, 2003 ; Lallement, 2015 ; De Bouver, 2015), les bifurcations professionnelles descendantes et les changements de vie qui les accompagnent suggèrent une nouvelle configuration des liens entre faire et dire en politique. Le faire s'accompagne-t-il toujours d'un dire qui énonce le sens du faire et lui confère sa portée énonciatrice et critique ? Si ce n'est pas le cas, l'intentionnalité du faire suffit-elle à considérer certaines pratiques comme politisées ?

Cette configuration où le faire est premier produirait de nouveaux décalages entre discours et pratiques politiques, non pas celui du classique dire sans faire mais celui du faire plus ou moins qu'on ne le dit, voire du faire sans dire. Ces nouveaux arrangements entre le dire et le faire dans le rapport citoyen au politique invitent à repenser la représentation de la protestation plutôt comme une imbrication d'attitudes de *voice* et d'*exit* plutôt que comme une alternative entre l'un ou l'autre, pour reprendre le schéma de réactions possibles face au mécontentement établi par Albert Hirschman (1970, 1982) et abondamment sollicité depuis en sociologie politique (Bennani-Chraïbi, 2020).

## 2.1. La valorisation du *faire* en politique

Inscrite dans la question de la politisation des pratiques, les bifurcations descendantes étudiées semblent appartenir à « l'âge du faire » décrit par Michel Lallement (2015). Si la séquence politique de valorisation du faire au détriment du dire idéologique et partisan semble relativement homogène et établie, elle ne règle pas pour autant la question du politique et celle de la politisation des formes de vie. En effet, le faire ne se suffit pas à lui-même, il ne prend de sens politique que par les énoncés qui accompagnent les pratiques reposant alors différemment les liens entre le faire et le dire : le dire peut excéder le faire mais il peut aussi être absent. Le politique non énoncé se trouverait alors dans le lien entre intentionnalité et pratiques, le choisi comme affirmation, sinon d'une forme de vie alternative au moins d'un écart de forme de vie, dans une forme silencieuse, infrapolitique (Scott, 2019).

### 2.1.1. Défiance et distance vis-à-vis de la politique et du militantisme partisan : faire plutôt que dire

La valorisation du faire apparaît comme une remédiation à la dévalorisation du logos politique comme modèle où le discours est premier en politique : discours qui conteste, qui nomme, qui analyse et qui propose une vision de l'avenir. La politique comme langage est dévalorisée au profit des pratiques qui contiennent en elle-même leur propre finalité. Cette défiance vis-à-vis de la politique discursive et du militantisme partisan est présente dans les discours de personnes qui ont des trajectoires militantes et de de personnes qui n'ont pas d'autre pratique participationniste que le vote. Cette défiance ne diffère que dans les motifs et le point de vue, extérieur ou intérieur (des organisations politiques, par exemple).

#### *Le refus de la primauté du logos politique*

Au-delà de la diversité des trajectoires militantes et des degrés d'engagement politique variables, l'enquête montre une grande prévention envers la politique partisane et le modèle politique traditionnel du logos politique qui énonce ce qui doit être pour décliner ensuite des objectifs des politiques publiques et, plus généralement, envers un modèle politique centré sur l'énonciation du politique, dans lequel le dire précède le faire. L'énoncé politique repose sur la promesse alors que le faire en finalité est différé. Ce modèle classique du militantisme politique, requalifié parfois de militantisme du « commissaire » (Koestler, 1946) serait celui qui s'aligne sur le scénario révolutionnaire où le logos (la construction et l'énonciation d'une idéologie) est premier. Il est premier, qu'il s'agisse de la compréhension, de l'analyse et de la description du monde nécessaire à la détermination de ce qui doit changer, dans les rapports de production si l'on prend le militantisme révolutionnaire d'obédience marxiste, ou qu'il s'agisse de l'énoncé d'une autre configuration du monde social qui doit advenir par la prise de conscience et l'action militante. Le faire politique est alors celui du répertoire d'action politique largement étudié en sociologie politique (qui est aussi, en grande partie, un dire visant à convaincre et à conscientiser) et un moyen au service d'une fin extérieure, dans la prise du pouvoir et le faire final qui est celui de la réorganisation sociale. Le faire final qui transforme les conditions d'existence est lié à la prise de pouvoir ainsi qu'à la transformation des institutions et de l'ordre

économique et social. L'action politique est un moyen dont on se doit donc d'évaluer l'efficacité au regard d'une fin (la transformation sociale) et de ses coûts. Le langage est premier dans la représentation du monde et les idéologies qui permettent de l'interpréter, dans l'action de conscientisation et de conviction et dans l'énonciation normative du monde désirable telle qu'il devrait advenir en résultat du militantisme, des mouvements sociaux et d'éventuels renversements et révolutions. La politique institutionnelle, réformiste, visant à la conquête du pouvoir par les institutions démocratiques procède de la même logique du logos politique. Pas de scénario révolutionnaire, mais une conquête du pouvoir qui passe par la mobilisation. L'action collective dans laquelle l'énonciation du politique est première : analyse du monde social tel qu'il est et propositions de changements, de mesures et de réformes énoncées à travers des meetings, des tracts, des affiches, des programmes et des débats. Le faire politique ne contient pas sa propre finalité, il sert une autre fin (prendre le pouvoir, convaincre d'une cause) et, très souvent, il consiste à diffuser une parole politique, par l'organisation de meetings, de réunions, de rencontres, de collages d'affiches, d'opérations de porte-à-porte, où le logos se fait interaction directe et rapide de quelques phrases (Talpin et Belkacem, 2014), jusqu'au micro-ciblage de messages électoraux diffusés par les réseaux sociaux. La longueur, la forme, le contenu et les techniques de diffusion varient mais le langage sous toutes ses formes est central. Les répertoires d'action des mobilisations collectives sont tout autant des moyens visant à diffuser une cause, à convaincre, à faire pression pour influer sur le pouvoir en place, le faire intervenant dans un second temps sous forme de mesures, de lois et de changements susceptibles de modifier le réel. La logique des « volontaires pour l'usine » durant la décennie 1970, malgré son ancrage certain dans l'action ordinaire, relève de la même logique que le logos et ne contient pas sa propre fin. Ce faire politique, radical dans le degré d'engagement et les implications personnelles, vise à la conscientisation de la classe ouvrière, soit de manière directe (dans l'interaction), soit de manière indirecte (par le fait que la vie à ses côtés permet une meilleure connaissance des conditions de travail et de vie des classes laborieuses, ce qui est censé affuter l'analyse du monde tel qu'il est et rendre les luttes plus efficaces) (Pagis, 2014 ; Fillieule *et al.,* 2018). En revanche, les installations néo-rurales du « retour à la terre » comme l'engagement par le travail (dans des postes de travailleurs sociaux, par exemple) rompent avec la logique du primat du logos puisque l'action contient sa propre finalité : agir directement (aspiration à une utilité sociale directe) ou préfigurer et expérimenter de modes de vies plus désirables, plus authentiques, plus émancipateurs, dans le cas des installations néo-rurales ou de l'investissement de professions jugées socialement utiles.

La primauté du logos politique est unanimement rejetée dans les entretiens réalisés, qu'il s'agisse de trajectoires militantes ou de trajectoires « distanciées », plus éloignées du militantisme. L'enquête ne permet pas d'étudier finement l'ensemble du rapport à la politique institutionnelle, comme peuvent le faire des enquêtes dont c'est l'objet principal (Gourgues *et al*., 2021). Néanmoins, les entretiens de mon enquête pointent clairement, d'une façon quasiment unanime, le rejet de l'engagement militant traditionnel centré principalement sur le discours et la volonté de convaincre. Les critiques portent à la fois sur le rejet du personnel politique, plus enclin à servir son intérêt personnel (à travers, par exemple, la recherche de positions de pouvoir) plutôt que l'intérêt général, et sur les promesses non tenues, plus globalement sur l'inefficacité de la politique publique, notamment en matière d'écologie. À cette inefficacité sont opposés l'action concrète, l'utilité sociale directe du travail exercé dans le cadre de la nouvelle profession et le changement individuel. C'est la même rhétorique que celle tenue par de nombreux acteurs qui font l'éloge de l'engagement associatif plutôt que partisan, de l'action dans le cadre d'ONG (Maertens et Parizet, 2017), de l'engagement dans des espaces tels que les fablabs, les AMAP ou les jardins potagers (Pinto 2018 ; Montrieux et Parienti-Maire, 2016) en valorisant la finalité immédiate du faire sur les promesses non tenues du dire. Gabriel Montrieux et Karine Parienti-Maire (2016) montrent par exemple, comment l'engagement dans une AMAP ou dans un jardin partagé présentent les même caractéristiques d'évitement du politique (Eliasoph, 2010) et de valorisation du faire, de l'activité pratique au sein de l'AMAP ou du jardin. Cette distance se manifeste dans les parcours peu politisés sous la forme d'un refus souvent très fermement exprimé de *la* politique mais également dans le discours de militants qui expriment une déception face à leur expérience du militantisme partisan.

## *La distance à la politique partisane*

Cette distance vis-à-vis du logos politique se traduit différemment selon les trajectoires individuelles. Les trajectoires peu politisées sont associées à un refus marqué de la politique, d'un engagement politique, voire de l'idée même de militantisme. Cette distance se manifeste sous la forme d'un désenchantement vis-à-vis de la démocratie partisane, un refus de tout militantisme partisan et une critique du fonctionnement des partis et des organisations politiques, ce qui conduit le terme de « politique » à faire l'effet d'un repoussoir tant les connotations qui lui sont associées sont négatives. Pour Émilie (ingénieure devenue

psychothérapeute) qui n'a pas d'engagement militant particulier, même si elle se considère comme « de gauche » et d'engagement pour le « social », la réticence se manifeste comme une condamnation de la sphère politique dans son ensemble et comme un refus de faire de la politique, le mot même étant péjoratif :

> « Je suis complètement désabusée de la politique. Ça me met vraiment en colère, tous ces gens qui sont engagés politiquement, ils sont engagés uniquement pour avoir le pouvoir, un pouvoir personnel et pas du tout [l'intérêt général]. Mais là bon je retrouve mon côté hyper binaire et je mets tout le monde dans le même panier et je ne fais pas du tout de différenciation mais j'ai vraiment cette impression qu'à partir du moment où on s'engage dans la politique, on devient moisi [rires]. Je sais intellectuellement que ce n'est pas vrai, je vois Anaïs [une connaissance commune, ancienne élue du Parti de gauche] c'est pas le cas alors qu'elle était engagée politiquement mais j'ai vraiment cette notion, tu mets ton doigt, clac, tu moisis tout de suite ».

Ce refus du qualificatif de « politique » renvoie à de nombreuses enquêtes sur le travail associatif ou sur l'engagement dans des ONG, revendiqué comme non politique, voire apolitique, avec une connotation négative au qualificatif de politique et une valeur supérieure de l'action non partisane, non politicienne, jugée plus consensuelle et davantage centrée sur l'efficacité (Pinto, 2018). Quand la trajectoire est plus militante et politisée (participation à des collectifs, adhésion à des textes politiques, politisation du vocabulaire, etc.), comme celle de Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif), la réticence ne porte pas sur le terme de politique, qui est assumé et revendiqué, pas plus que sur l'expression d'engagement politique, mais sur la possibilité d'une traduction directe dans la sphère politique, sous forme d'un engagement partisan. Après avoir affirmé que son engagement est politique et avoir théorisé les différents niveaux d'action, individu puis global, Sylvain rejette la possibilité d'être « encarté », au nom de l'impossibilité qu'il aurait à se ranger derrière une organisation partisane :

> « Voilà, y a pas d'engagement de parti effectivement. J'ai pas ma carte et j'ai jamais eu ma carte dans un parti politique quelconque. Par contre voilà, on peut se mobiliser quand il le faut, au moment où il le faut. Et nos actions ont du sens politique. Mon travail pour moi aujourd'hui est très politique. Mais voilà, je suis pas encarté et j'aurais du mal à l'être. Vraiment j'aurais du mal à l'être, je suis encarté à mon propre parti quoi ! »

Engagé politiquement, actif en faveur de l'économie solidaire, sensible aux luttes sociales et y participant parfois (manifestations), ayant appartenu à un collectif d'écohabitat, Sylvain refuse le fait de se fondre dans une organisation collective partisane (il n'est pas syndiqué non plus), suggérant qu'il se sentirait bridé dans sa liberté de penser et soumis à une ligne potentiellement

différente de la sienne (« [s]on propre parti »). Sans que l'on puisse déterminer s'il s'agit réellement d'un phénomène nouveau, comme l'affirme Jacques Ion (1997, 2001, 2005, 2017), il y a là des points communs avec le militant « post-it » qui refuse l'adhésion durable à une organisation partisane ou avec une tendance politique constatée par ailleurs d'un militantisme défavorable aux organisations partisanes, s'appuyant plus volontiers sur des réseaux de citoyens (Ion, 1997, 2001 et 2005 ; Ogien, 2021).

Pour Claire (DRH ayant ouvert un bar à salades), c'est la perception du militantisme politique comme sectaire et prosélyte qui l'en éloigne :

> « Moi j'avoue que toute vue stricte me semble exclure et quand on exclut le plus grand nombre pour moi y a un problème quoi. C'est une forme de terrorisme quoi ».

La critique de la politique partisane et du militantisme partisan, des organisations politiques d'une manière générale, porte sur la désapprobation de la volonté de convaincre et d'imposer ses propres croyances et ses valeurs, qui est perçue comme une offense aux principes de pluralité des croyances et de liberté individuelle. Cette critique rejoint une inclinaison *apartisane* constatée par ailleurs, par exemple lors du mouvement des Gilets Jaunes pourtant très éloigné dans sa composition sociale des situations de bifurcation observées (Jeanpierre, 2019, p.29). La critique de la représentation y est certes beaucoup plus marquée et se constitue progressivement comme cause commune mais la contestation porte aussi sur la définition de la politique, notamment cette « définition tacite qui place les mots ou les idéaux au départ de l'action » (*ibid*, p.29), et sur le discours politique partisan, sur l'idée que la politique passe d'abord par une adhésion à des idées et par la prise de parti.

## *Les déceptions militantes : « Je ne mettrai plus une once d'énergie pour distribuer des tracts ! »*

Le panel des enquêtés de ma recherche comprend de nombreuses trajectoires militantes et partisanes qui ont l'intérêt de montrer que le rejet (parfois momentané seulement) du militantisme n'est pas uniquement le fait de personnes non militantes et faiblement engagées. La pratique du militantisme notamment partisan (et intensif) génère aussi des déceptions et des prises de distance. Le changement de vie peut apparaître alors comme la conséquence d'un découragement et d'une déception politique après une période de militantisme politique intense au sein d'organisations politiques. Ces formes de conversion du militantisme étaient déjà observables après le mouvement de mai 1968, où l'épuisement dans le militantisme, la « fatigue

militante » (Fillieule et Sommier, 2018), voire la déception quant à l'issue politique, conduit à la recherche de nouvelles formes d'engagement, notamment par l'exercice militant de certaines professions ou l'installation en milieu rural (Pagis, 2014, p.248-251).

Les trajectoires des militants partisans en fournissent une illustration : parmi les enquêtés, sont d'anciens adhérents du parti EELV qui ont rompu avec l'organisation, parfois après de longues années d'engagement et qui ont trouvé dans l'engagement existentiel un prolongement, voire une alternative à leur militantisme passé – ce qui n'exclut pas des retours, comme on l'a vu précédemment (ré-adhésion ou participation à des campagnes électorales par exemple). Ils expriment une déception face à cet engagement militant à travers des organisations politiques et émettent une critique affutée du fonctionnement des organisations partisanes et des impasses du militantisme partisan. Cette critique porte principalement sur le fonctionnement interne du parti et sur les répercussions personnelles, notamment sur le mode de vie, d'un engagement intense et dispendieux en temps personnel. Elle n'est pas sans rappeler les dénonciations des appareils partisans après des périodes d'intense engagement, post-68 par (Pette et Sommier, 2018). Ainsi, lorsque Pierre (cadre politique devenu paysan-éleveur) quitte le parti Les Verts en 2001 « après dix-huit ans de présence » et alors qu'il occupe des responsabilités internes (président du conseil statutaire), il rédige en interne un courrier électronique cinglant[248] pour expliquer une décision coûteuse, courrier dans lequel il expose les raisons de sa déception : la perversion des idéaux initiaux et la promesse non tenue de « faire de la politique autrement » pour revenir à un principe pragmatique « faire de la politique sérieusement ». Sa critique porte notamment sur la bureaucratisation de l'organisation partisane et l'abandon de ses idéaux au nom d'une efficacité électorale. Ainsi, l'organisation devient-elle une « machine à distribuer des postes » entièrement tournée vers la conquête électorale (« les yeux rivés sur la ligne bleue des sondages ») et les ambitions personnelles de quelques-uns, voire une « machine à sous » ayant progressivement diminué la part des reversements des élus – le fait d'être élu permet d'augmenter ses revenus : « il fut un temps où Les Verts prônaient le partage du temps du travail et des revenus, maintenant, c'est cumul des postes et des indemnités », dit Pierre. Ainsi se trouve pointé le paradoxe de ne pas appliquer les principes collectivement fixés et de trahir promesses et idéaux. La critique interne est encore plus pointue et précise que la simple distance à la politique des personnes à la trajectoire politique moins engagée. La conclusion de cette évolution est la perte de plaisir à militer, le fait que l'organisation ait perdu son caractère « vivant et créatif » pour devenir une machine électorale dans laquelle « la fin justifie les

[248] Document interne (liste de diffusion interne du CNIR, Conseil national inter régional), 16 décembre 2001.

moyens », un aphorisme contre lequel l'organisation s'était pourtant construite. Cette dénonciation fait le procès d'une « dérive politicienne » qui crée un hiatus entre idéaux et promesses de politique autrement d'une part, fonctionnement réel de l'organisation partisane d'autre part. Ce procès de l'emprise des jeux de pouvoir ou des intérêts personnels sur le fonctionnement de l'organisation se retrouve dans bien d'autres discours d'ex-militants interrogés. Olivier (cadre administratif devenu artiste plasticien) décrit un personnel politique, sans scrupules à ses yeux, qui se serait servi de ses compétences pour rompre tout contact ensuite, trahissant les promesses d'organisation conviviale et respectueuse des personnes. Paul (cadre devenu jardinier) évoque « le côté intrigant » dans les relations internes, des « connivences occultes » qu'il supporte mal, se décrivant comme « naïf et immature » (il a alors 22 ans au début de son engagement) et « vivant mal » ou se trouvant « mal à l'aise » face à ces relations de pouvoir. Il finit par « claquer la porte » quatre ans après sa première adhésion. Françoise (présentatrice télévisuelle devenue documentariste) pointe, quant à elle, ce qu'elle qualifie comme des manquements démocratiques, l'absence de prise en compte de l'avis des « militants de base » et les frustrations générées par les désignations de candidats et candidates pour les élections. Le procès de ces militants « désengagés » du parti est aussi celui du temps perdu dans l'organisation interne, les « jeux débiles sur les listes Internet » (Paul), clivages jugés finalement inutiles et surjoués, improductifs quant à l'objectif politique.

Plus généralement, c'est le rapport au temps qui est problématique : le militantisme est consommateur de temps personnel et contraint le temps personnel, voire menace la vie privée, conjugale et familiale. Olivier (cadre administratif devenu artiste plasticien) fait un lien explicite entre son engagement politique au sein du parti Les Verts et sa séparation conjugale : « j'ai raccroché avec la politique en 2006, c'est simple j'ai quitté ma femme en 2010 ». Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes), engagé depuis 2009 au sein du parti EELV et militant de longue date (RESF, combat pour la défense des sans-papiers), fait le même constat :

> « Les Verts sont venus chercher ma compagne de l'époque pour le casting des européennes. Du coup je me suis engagé avec elle et j'ai découvert naïvement les méandres du combat politique, 90% de l'énergie pour déjouer les coups tordus, 10% pour le bien commun. Ça m'a exaspéré… Et ça a coûté mon couple et notre activité de l'époque [librairie, édition]. J'ai pas mal travaillé sur l'informatique avec Florent [responsable de la commission numérique au sein de EELV], ça me plaisait bien, de l'action mais en-dehors des courants ».

Sa nouvelle compagne le tient éloigné de la politique partisane, elle l'en « protège » selon ses termes :

> « Anne-Claire [son épouse] ne veut pas en entendre parler, elle insiste pour qu'on vive notre réseau, notre vie, notre sens. Elle a raison. Mon âme de militant me donne toujours envie d'aller au front, de renverser les tables, je me retiens. Nous sommes par contre très proches de l'Ecocentre de Pleumeur-Bodou[249]. Nous sommes sur le point de devenir refuge LPO[250] aussi. J'ai toujours été sensible au racisme, aux discriminations. L'environnement et la spiritualité sont récents, depuis que je suis au manoir en fait, je cause aux arbres, aux fleurs… Je ne mettrai plus une once d'énergie pour distribuer des tracts ! »

Pour ces anciens membres d'EELV, ce sont les travers du militantisme partisan et l'exercice d'une critique pointue portant sur la bureaucratie interne, le sentiment de perte de temps généré par l'engagement, l'empiètement sur la vie privée et, en définitive, le sentiment d'inutilité, qui semblent se traduire par un réinvestissement militant dans les formes de vie comme prolongement et remédiation aux insuffisances du militantisme partisan. La représentation d'une action utile, trouvant en elle-même sa propre fin, pallie la déception d'un engagement comme moyen au service d'une fin toujours reportée et dont la réussite n'a rien d'évident en ce qui concerne les combats écologiques, au-delà de quelques luttes victorieuses. Cette critique existe aussi chez les membres encore adhérents d'EELV au moment de l'enquête mais elle est moins partagée – certaines formes d'engagement s'inscrivent, comme on l'a vu dans un parcours de politisation par les pratiques, l'adhésion succède au changement de vie et prend une forme beaucoup plus enthousiaste. Cette critique porte sur la démocratie interne, le manque de considération des cadres et des élus envers les « simples militants » qui contreviennent au principe d'égalité de statut et de considération, voire de compétences, ou sur l'absence de cohérence entre discours et pratiques.

### 2.1.2. Faire et dire : quels écarts ?

L'exigence du faire peut se lire comme une injonction à l'exemplarité et comme une intention de mise en cohérence d'un corpus d'idées et de valeurs constitutives d'une subjectivité ou d'un

[249] Une structure associative locale née autour du réaménagement d'une longère en ruine pour en faire un lieu d'accueil autour de l'écologie qui, annonce l'association, est « plus qu'un mot, plus qu'une utopie, c'est un mode de vie. Elle se vit sur le terrain, au quotidien et se transmet ».
[250] Ligue de protection des oiseaux, association membre français du réseau Birdlife international, qui propose à des particuliers de devenir refuge en aménageant leur terrain en vue de préserver la biodiversité.

engagement partisan, plus rarement d'une idéologie, comme la décroissance ou l'écologie politique. Néanmoins, cet accent porté sur la mise en pratique, l'action ayant en elle-même sa propre finalité, ne résume pas le rapport au politique. En effet, si ces pratiques ou ces formes de vie sont jugées engagées ou politiques, c'est par le discours de justification qui les accompagnent. Concomitamment au faire, le logos politique est de retour comme mise en récit du faire. La possibilité d'un faire politique renouvelle donc la question de l'écart entre faire et dire, le faire précédant le dire ou l'accompagnant quand il y succède dans le scénario politique classique révolutionnaire ou institutionnel. Deux types d'écart sont alors possibles : quand le dire excède le faire et quand le faire reste muet ou politiquement peu disert – les situations de politisation en mode mineur qui accompagnent des pratiques ou des formes de vie que l'on pourrait qualifier d'écologiques.

### *Nouveaux décalages entre faire et dire : trouver une mesure du faire ?*

Le fait de centrer l'engagement politique sur les pratiques, voire sur les formes de vie, renouvelle les possibilités de dissonances (d'ampleur variable) entre le discursif et les pratiques, notamment écologiques. Un premier décalage concerne ainsi le fait que les discours excèdent les pratiques : il s'agit par exemple de revendiquer un mode de vie écologique plus qu'il ne l'est en réalité. Il peut s'agir d'une situation ou d'une pratique censée être « écologique » et valorisée par rapport à une autre qui ne l'est pas et qui, dans le discours, est invisibilisée (par exemple, la consommation alimentaire locale et issue de l'agriculture biologique est revendiquée comme engagée alors que les transports lointains, en avion, sont négligés). Les travaux sur la consommation engagée ou la consommation verte montrent que les justifications écologiques et l'auto-qualification subjective des pratiques comme engagées peuvent ne pas correspondre aux pratiques ou excéder les pratiques sur la question écologique : les variables d'appartenance sociale et de niveau de revenu peuvent être plus déterminantes que l'engagement dans la dimension écologique des pratiques ou, au moins, minorer l'effet supposé du changement de pratiques dans une orientation revendiquée comme écologique. Ainsi, les travaux de Jean-Baptiste Comby et Mathieu Grossetête ont montré la dimension sociale de la revendication de conversion écologique des modes de vie où l'effet de « distinction verte » est plus significatif que l'orientation écologique réelle des pratiques (Comby et Grossetête, 2013 ; Comby 2015 ; Grossetête, 2019). Une étude récente du CRÉDOC[251] conclut également à « l'engagement de

[251] Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

façade des classes supérieures » et montre que l'empreinte écologique des modes de vie est davantage dépendante de la dotation en capital économique et en capital culturel que de la « sensibilité écologique » ou de la revendication à prendre en compte la question écologique, individuellement, dans son mode de vie et ses pratiques (Sessego et Hébel, 2019). La taille de l'habitation et les pratiques de déplacement, notamment de longue distance, sont finalement plus déterminantes pour les classes supérieures que la consommation alimentaire de produits issus de l'agriculture biologique. Aussi, la valorisation du faire politique ne supprime pas la possibilité d'incohérences entre faire et dire mais pose la question de la mesure du faire écologique, c'est-à-dire de l'impact réel du changement sur le plan écologique et climatique, ne serait-ce qu'au niveau individuel puisque telle est la revendication. Récemment constituée, la cité verte cherche encore ses mesures (Thévenot et Lafaye, 1993).

En effet, pour pouvoir affirmer que telle pratique est écologique, le discursif ne suffit plus. Il faut un accord sur la mesure de l'impact afin d'objectiver l'engagement et l'adéquation ou précisément les décalages entre faire et dire. Cette nécessité de la mesure n'est pas propre au changement individuel. Elle comprend aussi un enjeu politique à partir du moment où les politiques publiques se donnent pour objectif la réduction de l'empreinte écologique et climatique des modes de consommation et de production. Dans les travaux de sociologie politique, la mesure est souvent implicite, soit que l'écart vis-à-vis des modes de vie dominants ne fasse aucun doute (par exemple, dans les formes de vie autonomes observées par Sylvaine Bulle, 2020), soit que les mesures soient concordantes (par exemple, sur l'impact du transport aérien dans les empreintes écologiques individuelles quand on étudie une pratique isolément). En économie, les tentatives d'évaluation des inégalités écologiques (inégalités d'impact écologique ou climatique des modes de vie) se multiplient tant pour mesurer l'impact individuel moyen selon le revenu ou la position sociale, par exemple, que pour orienter les politiques publiques (Malliet, 2020 ; Pottier *et al.*, 2020). Il apparaît toujours une corrélation entre revenu monétaire moyen et émission de carbone, par exemple quand on compare les émissions en fonction du classement selon le décile de revenu modéré par un effet de structure de la consommation et un effet qualité. Ces évaluations reposent sur des conventions pour attribuer fictivement aux ménages les émissions générées par la production en plus des émissions directement générées par la consommation (émissions liées au chauffage ou aux déplacements individuels motorisés, par exemple). Elles ne sont donc qu'une indication et en rien un renvoi à la responsabilité individuelle mais elles révèlent par leur diffusion savante ou ordinaire[252] la

[252] La fondation World Wide Fund (WWF), rebapisée World Wide Fund for Nature, a été parmi les premières à proposer un calcul indicatif de l'empreinte écologique des modes de vie individuels en proposant de calculer

nécessité d'un accord – toujours provisoire et susceptible d'être remis en cause – sur la mesure qui permet de qualifier une pratique ou une forme de vie d'« écologique ». La multiplication de ces recherches de mesure de l'impact écologique de la production et de la consommation et, plus généralement, des modes de vie, si elles sont évidemment sujettes à controverses, ouvrent la possibilité d'une mesure écologique des pratiques, qui ne seraient donc pas écologiques par leur seule qualification mais par une référence commune, soumise au débat. Cette référence permet aussi de pointer de nouveaux écarts entre pratiques et discours pour qui énonce un sens politique aux pratiques individuelles et aspire à l'exemplarité par les pratiques.

## *Faire sans dire : l'intentionnalité comme engagement politique ?*

L'autre configuration n'est pas l'excès de mots sur les pratiques mais la possibilité de « pratiques muettes » et c'est alors la qualification de politique qui est interrogée : les pratiques se suffisent-elles à elles-mêmes pour être politiques ? À quelles conditions constituent-elles une politisation en mode mineur ou une nouvelle forme de politisation à bas bruit ?

La typologie des formes de politisation des bifurcations descendantes montre une tension entre un pôle fortement politisé et inscrit dans les formes traditionnelles de militantisme et un pôle faiblement politisé, au sein duquel les justifications invoquées sont davantage centrées sur l'expérience individuelle et la dimension subjective du changement de vie ou sur les contraintes (troisième pôle, « réfractaire », dans la typologie des formes de politisation). Pour ces deux dernières catégories, les « réfractaires » et les « professionnels engagés », le politique est systématiquement euphémisé, qu'il s'agisse de la définition d'un monde souhaitable collectivement et de la possibilité de changer le monde, de la volonté d'exemplarité pour convaincre, faire école ou essaimer. Mais cette manière de mettre à distance le langage politique dépasse ces deux catégories. Ainsi, Damien (technicien du livre devenu ouvrier), dont le langage est critique et politisé, prend ses distances vis-à-vis de toute forme de mise en idées de son expérience propre et de référence à un corpus d'injonctions qui viendrait cadrer son expérience :

> « Et c'est là que je veux pas un truc militant et truc, je veux pas qu'il y en ait un qui vienne me faire chier en me disant : "mais tu sais ça c'est pas très…" "Ouais je le sais…" »

l'empreinte écologique en nombre fictif de planètes qu'il faudrait si ce type de mode de vie était généralisé (https://www.wwf.ch/fr/vie-durable/calculateur-d-empreinte-ecologique). D'autres associations ou Organisations non gouvernementales ont suivi en proposant de calculer l'empreinte carbone (https://footprintcalculator.henkel.com/fr).

Quand je l'invite à préciser si les discours sont la raison de sa distance au terme même de militantisme et à la mise en récit des pratiques, il répond :

> « C'est ça. À cause du discours et du carcan. Qu'on dise : "ah mais attends tu fais ça, mais ça, gnan gnan" "mais foutez-moi la paix, je fais ce que je veux !" »

Ces pratiques pourraient pourtant être qualifiées de radicales et de décroissantes : il vit en milieu rural, travaille à mi-temps comme ouvrier (micro-industrie de transformation des algues), se nourrit de l'autoproduction de son potager et de la pêche côtière. Mais se centrer sur le faire, selon son bon vouloir et ses préférences personnelles, le conduit à mettre à distance le logos et l'idée même de convaincre ou d'être convaincu, d'être guidé ou de guider. Il ajoute, concernant sa forme de vie et son installation en milieu rural :

> « C'est un choix politique dans la mesure où non, je me retrouve pas dans le système tel qu'il est, je me retrouve surtout pas dans les valeurs qui sont véhiculées, les valeurs de réussite, d'efficacité et les valeurs d'accumulation, de sécurité, etc. Ça a jamais été mon mode de vie, j'ai jamais vécu comme ça… […] on combat pas forcément le système mais on fait sans lui. On en sort quoi. Et ça ouais, y a une dimension comme ça mais qui est involontairement militante de ma part on va dire ».

C'est la connotation étymologique du militaire dans le militant qui reviendrait à indiquer la voie et à vouloir se donner en exemple, faire école, qui est récusée. Cette revendication à ne pas être « militant » se retrouve dans beaucoup de trajectoires, y compris parmi les plus politisées, avec l'idée que les pratiques « parlent » et n'appellent pas d'exercice de conviction complémentaire. Ainsi, Sylvain (ingénieur informatique devenu responsable associatif) se montre très réticent à « convaincre » des gens « qui n'ont toujours pas compris » son changement de vie, parce qu'il « ne demande pas aux gens d'adhérer ou de cautionner » :

> « Ma démarche, elle est personnelle avant tout, je le fais pour moi et pour mon entourage mais je l'ai pas fait pour convaincre ».

Enfin, Yann (informaticien ayant ouvert des chambres d'hôtes) illustre de manière amusante, par un dialogue imaginaire avec une tierce personne, tel qu'il aime en écrire sur les réseaux sociaux, le fait que les pratiques sont des énoncés en elles-mêmes :

> « – Tu parles politique avec tes clients, toi ?
>
> – Oui tout le temps.
>
> – Ah ?
>
> – Je leur sers des fromages bio et locaux, vache, chèvre, brebis, du lait cru et du beurre de la ferme du Kerdu [le nom a été changé, ferme du voisinage], des confitures produites

maison, du miel de la voisine dont les abeilles butinent dans le parc, des œufs de nos poules. Je leur présente mes choix de vie, tout ça… »[253]

Dans le cas de Yann, l'énoncé politique est parfaitement clair pour lui-même mais non énoncé en public en forme de stratégie commerciale et politique. Mais le faire sans dire peut aussi caractériser des trajectoires peu politisées, où la non verbalisation politique est plus frappante encore : l'énoncé en reste à la question de l'affirmation de valeurs dans les modes de vie et les façons de faire, au souhait d'essaimer, tout en laissant l'interlocuteur potentiel être libre de ses choix, et de ne pas vouloir enfreindre la règle du respect de la pluralité de valeurs. L'énoncé reste infra-politique. Qu'est-ce qui fait le politique dans ce cas ? On peut faire l'hypothèse que si le politique n'est pas dans la verbalisation des pratiques, il se trouve dans l'intentionnalité des pratiques. Les pratiques se transforment en énoncé, à l'image du dialogue de Yann, elles parlent comme configuration (évidemment contrainte) de la bonne vie, comme énoncé moral à portée générale. C'est l'intentionnalité qui leur confère cette portée – comme sortie possible d'une situation de domination – à la manière d'un « *agency frame* » tel que décrit par William Gamson (1992, Aït-Aoudia *et al*., 2011, p.14). Tentant une typologie du parler politique ordinaire, William Gamson différencie le registre de l'indignation morale face à une injustice (*injustice frame*), le registre identitaire opposant un « eux » et un « nous » (*identy frame*) et le registre de l'*agency frame*, où l'agent a le sentiment de pouvoir remédier à une situation qui crée l'injustice. L'*agency frame* pourrait être étendu aux pratiques et modes de vie où le sentiment de choisir sa forme de vie (au moins partiellement) crée la dimension politique. Ainsi une défection, même muette, prendrait un sens politique par l'agentivité des pratiques. Le « talking politics » de William Gamson (1992) se mue en « making politics », par les pratiques infrapolitiques, de revendication de la dignité, voire de l'exemplarité possible de son propre mode de vie. À l'inverse, le mode de vie des classes populaires données en exemple de mode de vie écologique (Ariès, 2015) ne devient politique que par la conscientisation et l'émancipation mais ne l'est pas d'emblée s'il est vécu (à juste titre) comme subi[254]. Ces pratiques intentionnelles peu ancrées dans le logos politique du « making politics » invitent à repenser l'alternative entre *exit* et *voice*, si la défection est langage.

[253] Compte Facebook personnel de Yann, le 29 mai 2019.

[254] De nouveaux mouvements sociaux visent précisément à l'auto-émancipation des classes populaires par l'empowerment des formes de vie (en mettant à l'agenda des thèmes comme l'habitat, l'alimentation, l'éducation des enfants, etc.) : voir, par exemple, Fatima Ouassak, La *puissance des mères. Pour un nouveau sujet révolutionnaire*, La Découverte, 2020 ou Hervé Kempf (dir.), *L'écologie du XXIe siècle. Entretiens avec celles et ceux qui changent le monde*, Editions du Seuil, Paris, 2020.

## 2.2. Action et protestation sur et par les formes de vie : *exit* et *voice*, alternative ou hybridation ?

L'étude du rapport au politique dans les situations de bifurcations descendantes montre l'émergence politique de la question des formes de vie, sans que la politisation soit uniforme et que la conflictualisation soit explicite. Le processus réflexif sur la vie qu'on mène et le changement de vie qui lui est associé, la critique en pratique d'une forme de vie et les tentatives d'auto-émancipation par le travail semblent traduire une demande, sourde ou explicite, de mise en délibération collective des formes de vie. Cette demande s'inscrit dans le contexte d'une crise écologique qui semble appeler à un changement des modes de vie. Protéiforme, cette situation de pré-politisation des formes de vie conduit à de nouvelles configurations dans les formes d'expression du mécontentement : *exit*, *voice*, *loyalty* et *apathy* (Hirshman,1970, 1982 ; Bajoit, 1988).

### 2.2.1. Une demande de délibération sur les formes de vie

Les bifurcations descendantes, formes individuées de changement, comme des mouvements sociaux, tels celui des « Gilets Jaunes », ceux liés à l'écologie politique, à des occupations, à des expérimentations d'utopies communautaires ou à des expérimentations individuelles de formes de vie alternative, introduisent une conflictualité non seulement dans la sphère de la production mais aussi dans celle de la reproduction. Cette demande de politisation explicite ou implicite des formes de vie se heurte à une forme de déni historiquement et socialement construit de cette dimension sociale et politique.

## *Le paradoxe de la dépolitisation des formes de vie*

Le processus continu d'« invention du consommateur » et le renvoi des formes de vie et de la consommation au choix et à la responsabilité individuelle (Pinto, 2018) participent d'un processus de dépolitisation des formes de vie paradoxal. En effet, Louis Pinto a montré combien l'orientation volontaire des modes de consommation était politiquement rejeté et comment l'idéal théorique du consommateur éclairé a pu orienter les politiques publiques vers la valorisation du choix individuel dans le domaine de la consommation et le refus de toute délibération collective sur les modes de vie. Cette dépolitisation ressemble à un déni, tant les formes de vie sont conditionnées socialement et politiquement par l'ordre économique et social et les politique publiques. Cette liberté individuelle, comme je l'ai montré dans le chapitre 5, est fortement encadrée par des normes portant sur la vie bonne, par le cadre social d'une manière générale et par l'ordre économique. Mais cette dimension politique est rarement débattue et les fins sont imposées comme évidentes. Deux exemples peuvent illustrer ce processus d'invisibilisation de la dimension politique des formes de vie.

Le premier exemple est celui des manières d'habiter, précisément éclairé par le travail de Pierre Bourdieu sur la propriété individuelle. Ce travail montre comment les préférences individuelles pour la maison individuelle et la propriété sont socialement construites et conditionnées par un jeu institutionnel complexe alliant politiques publiques et constructeurs immobiliers, conduisant à valoriser certaines préférences plus que d'autres (et à faciliter leur réalisation objective), jugées socialement légitimes, comme relevant de la « bonne vie » et du « bon choix » (Bourdieu et Saint-Martin, 1990 ; Bourdieu, 2000). Ainsi, le désir de maison n'est-il pas une pure singularité individuelle aléatoirement distribuée mais un désir fabriqué par les politiques gouvernementales (aides à la propriété individuelle, actions réglementaires, etc.), par les constructeurs (« la maison à aimer », dit la publicité pour les maisons Sergeco), en lien avec des valeurs sociales (la propriété, la famille, la protection, etc.) (Bourdieu, 2000, p.105). La dimension symbolique de la consommation, son lien, notamment dans les sociétés marchandes, avec une « vie réussie », associent les désirs à des justifications morales et esthétiques qui sont autant de représentations du bonheur. La consommation réalise ainsi pratiquement des images du bonheur socialement situées autant que communes à un type de société et révèlent, dans leur réalisation, des idéaux de « vie bonne ». Les comportements de consommation sont en ce sens mus par l'habitus et la préoccupation de ce qu'il « faut faire », de ce qui est juste et légitime (Bourdieu, 2000, p 193). Ainsi, la consommation devient une finalité pour accéder à une vie digne sans qu'une véritable délibération ait lieu (beaucoup des politiques publiques citées sont

menées au nom de la demande de propriété individuelle de maison). La finalité est énoncée sur le mode de l'évidence et sur le mode d'une demande individuelle pourtant construite et orientée par la publicité comme par les politiques locales et nationales.

Le second exemple pourrait être celui des transports. Le choix public en faveur de l'automobile (le « tout-automobile »), largement commenté par les penseurs critiques de la consommation tels que Ivan Illich (1973, 1975) ou André Gorz (1975, 1977) et dont on peut aujourd'hui reconstruire la genèse (Demoli et Lannoy, 2019) : l'orientation des politiques publiques en faveur du développement du réseau routier au détriment du réseau ferroviaire, pendant de longues années, a aussi eu pour conséquence de fait de rendre la possession d'une automobile nécessaire hors des grandes métropoles et a, par ailleurs, rendu extrêmement périlleux l'usage de la marche et de la bicyclette sur tout une partie du réseau viaire devenu trop dangereux pour le piéton et le cycliste, rendant ainsi l'acquisition d'un véhicule personnel nécessaire et expliquant ainsi sa diffusion croissante (Demoli et Lannoy, 2019). Aussi la dépendance des manières de vivre à l'automobile hors des métropoles apparaît-elle comme un choix fortement conditionné par les politiques publiques, la représentation sociale positive de l'automobile comme mode de déplacement individuel, la publicité, etc. Les politiques publiques se présentent comme une adaptation aux désirs individuels en déniant la dimension sociale et construite de ces désirs. La finalité est donnée comme évidente et ne faisant pas l'objet d'un débat. Ivan Illich (1973, 1975) souhaitait réintroduire ce débat en proposant d'intégrer le coût temporel de la fabrication d'un véhicule automobile (le temps de travail nécessaire à son achat et à son entretien) dans la vitesse généralisée (Dupuy, 1975). Selon Illich, ce débat est politique car le collectif conditionne les modes de déplacement individuels : faciliter les déplacements automobiles et appeler à leur diffusion, c'est de facto rendre les routes impraticables pour les cyclistes et piétons et contribuer indirectement ou directement à la disparition des transports collectifs, notamment ferroviaires. Pour autant, cette « modernisation » des modes de transports n'a pas fait l'objet d'une délibération explicite sur les déplacements et plus largement sur les modes de vie.

Ainsi, la consommation individuelle, et par là même la vie quotidienne, se trouve-t-elle directement liée aux politiques publiques. Considérer alors la consommation comme un choix purement individuel revient à invisibiliser sa dimension politique, s'interdire d'en débattre et de l'infléchir. Cela revient aussi à renvoyer à la seule responsabilité individuelle des choix qui sont conditionnés par des représentations sociales, voire des encouragements publics directs. Ce processus d'invisibilisation de la dimension collective et politique des formes de vie semble susciter des résistances politisées et infrapolitiques qui appellent, de manière parfois confuse et

implicite, à une délibération collective dans un contexte où l'urgence écologique semble commander un changement des modes de vie (Bourg, 2016 ; Bourg *et al*., 2020).

### *Une demande de délibération sur les formes de vie*

Les bifurcations descendantes semblent appeler une demande diffuse de délibération sur les formes de vie qui n'est pas toujours explicitement et clairement politisée. On pourrait dire que l'on se trouve dans une situation de pré-politisation : des formes de politisation existent, d'autres formes de protestation, individuelles, restent peu politisées, comme montré précédemment, mais apparaissent sous la forme de dissonance de valeurs et de finalités. Cette demande de délibération apparaît dans l'espace politique sous différentes formes.

La première forme est l'émergence de l'écologie politique dans un contexte où les études scientifiques de plus en plus précises et documentées pointent les urgences écologiques (climat, biodiversité, épuisement des ressources, etc.) susceptibles de remettre en cause l'objectif de démocratisation des modes de vie des classes dominantes. Ainsi, la contrainte écologique, apparue sous la forme de la dénonciation des conséquences écologiques des modes de production et de consommation tant comme la destruction de la biodiversité, le dérèglement climatique ou le risque nucléaire, qui font planer sur l'humanité « l'ombre des catastrophes », fait émerger la question des formes de vie comme une question politique (Semal, 2019). C'est à la fois une revendication explicite des militants et des penseurs écologistes (transformer les modes de consommation et de production, adapter les modes de vie, réduire la consommation) et une recommandation des rapports scientifiques (Jérôme, 2021 ; Bourg, 2016). Aussi, de nombreux mouvements et d'expériences individuelles se tournent-ils vers l'expérimentation de modes de vie plus écologiques, plus respectueux de la nature, en rupture avec l'ordre dominant (Bulle, 2020 ; Pruvost, 2013b, 2015a, 2016, 2017b, 2021). Les syndicats se sont également saisis de la question des modes de vie, incluse dans celle des modes de développement[255] ou du « pouvoir de vivre »[256], en relation avec la mise en œuvre d'une transition écologique.

Cette demande de mise à l'agenda politique des formes de vie se retrouve ainsi dans d'autres mouvements sociaux, pourtant très différents dans les revendications et dans leurs formes (collectives par exemple), comme l'a montré Laurent Jeanpierre (2019) pour le mouvement des Gilets Jaunes en évoquant le déplacement de la politisation de la sphère de la production à la

[255] Voir par exemple : CGT, forum syndical international des transitions écologiques et sociales, 14-19 juin 2021.
[256] Alliance de la société civile lancée par la CFDT (5 mars 2019) avec un programme de 66 propositions pour « un autre modèle de développement ».

sphère de la reproduction. Le mécontentement dépasserait la sphère de la production et ses antagonismes de classe pour inclure la sphère de la reproduction. Celle-ci concernerait précisément la question de la reproduction de la main d'œuvre, une question qui ne pourrait se limiter au partage de la valeur et au salaire de reproduction mais engloberait l'ensemble des questions liées aux conditions matérielles d'existence : l'alimentation, le logement, le travail domestique, la santé, l'environnement et le cadre de vie ou encore l'entretien du jardin (Jeanpierre, 2019, p.149). L'expression de sphère de la reproduction n'est pas très éloignée dans son contenu de celle de modes d'existence ou de formes de vie. Cette centration sur les conditions matérielles d'existence est souvent associée à l'aspiration politique de retour au local (qu'il s'agisse des ronds-points du quotidien, des places ou des ZAD) et aux conditions concrètes d'existence loin des abstractions politiques. C'est ainsi que la taxe carbone, censée inciter à un usage moindre de l'automobile, est apparue comme une remise en question d'un équilibre reproductif fragile où le moindre changement risque de remettre en question les manières de vivre, d'habiter, de consommer, de travailler. Dans les revendications du mouvement des Gilets Jaunes, on trouvait, de manière assez constante mais pas toujours explicitée, une protestation contre des conditions de vie difficiles, voire impossibles (du fait du dépassement de la contrainte budgétaire des ménages), malgré une conformité aux attentes sociales (avoir un emploi, être mobile dans l'acceptation de cet emploi, acquérir une maison, avoir des loisirs, etc.). La dénonciation de cette impossibilité peut aussi s'interpréter comme un refus du renvoi aux choix individuels et à la responsabilité individuelle (dans un contexte incertain où le prix de l'essence et du logement sont très variables) et comme une demande sourde de socialisation des choix de vie (une garantie à pouvoir vivre selon les normes socialement définies de la décence) ou un appel à modifier collectivement les normes portant sur les manières de vivre ou les conditions matérielles d'existence (par exemple, par des politiques publiques de mobilité).

La demande de délibération portée par les bifurcations descendantes est plus ambiguë car il ne s'agit pas d'un mouvement social et qu'elle reste une collection de changements individuels qui diffèrent justement par leur degré de politisation. Les bifurcations descendantes s'inscrivent dans ce contexte plus général d'émergence d'une demande de changement des formes de vie qui peut être analysée comme une demande de mise à l'agenda de la question des modes de vie, demande très politisée pour les uns, plus sourde pour les autres avec, comme je l'ai montré, un continuum de situations. Ces formes dispersées d'aspiration à une politisation des formes de vie, c'est-à-dire à une entrée dans le débat public de la question des modes d'existence, sont diffuses et parfois mêmes confuses car elles s'opposent au renvoi historique des modes de vie

en rupture avec les sociétés traditionnelles, à la sphère privée et au choix individuel (Pinto, 2018). Cet idéal d'individualisation des choix de vie est d'ailleurs intériorisé par les acteurs eux-mêmes qui en font un moyen de revendication (pouvoir vivre « ses choix », pouvoir vivre « sa vie »). On peut interpréter ce paradoxe comme le résultat d'un autre paradoxe : l'idéalisation politique de la liberté de choix des modes de vie, le renvoi à la responsabilité individuelle et son corollaire, le déni de la dimension sociale et politique des modes de vie. C'est ce paradoxe qui produit la possibilité de refuser un mode de vie dominant et à haute teneur en légitimité par l'affirmation de choix individuels et l'aspiration, souvent implicite et sourde, à une inflexion de ce mode de vie dominant, au moins à une réflexion collective sur les modes de vie dans les cas des écarts, petits ou grands, aux modes de vie dominants que constituent les bifurcations descendantes.

La question qui demande délibération et, d'une certaine manière, socialisation explicite des formes de vie, est celle du sens. Cette demande n'apparaît pas nécessairement de manière construite idéologiquement. Elle est plutôt ancrée concrètement dans les actions, loin des « systèmes » économiques et politiques, vus comme des entités abstraites, producteurs d'abstractions qui ne font pas sens. Cette demande de délibération ne surgit pas de manière organisée, sous forme d'une protestation collective, mais également sous des formes latentes, silencieuses et individuées. Ce qui ne signifie pas absence de protestation derrière une apparence d'individualisme et de refus d'engagement collectif.

### 2.2.2. Résistances et protestation au sujet des formes de vie

Paradoxalement, la littérature sociologique du micropolitique, de l'infrapolitique et des résistances quotidiennes prend habituellement pour objet les résistances dans les pays autoritaires ou dans les situations de domination (Scott, 2019 ; Bayart ;1985 ; Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003). C'est un cadre novateur pour tenter de penser les formes d'action politiques peu politisées, ou plus politisées dans un continuum, qui concerne les formes de vie dans le contexte du brouillage – ou d'anomie – politique des démocraties représentatives anciennes.

## *Résistances, voies dérobées et contestations ouvertes*

Dans un contexte à la fois de brouillage sur la question de la politisation des formes de vie et de défiance vis-à-vis du monde politique dans les démocraties représentatives, de rejet des idéologies et des organisations politiques et de demande d'ancrage du politique dans le quotidien, cette littérature sur les résistances du quotidien offre un cadre intéressant pour penser les formes complexes du rapport au politique. Le cadre politique de régimes autoritaires est évidemment très différent et les situations politiques comme les revendications ont peu en commun. Mais ces analyses donnent des pistes pour penser les formes de vie critiques, les continuités de la critique derrière des formes de politisation très variables et les brouillages des catégories traditionnelles du politique (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003). Elles montrent notamment le brouillage des frontières habituelles entre formes de protestation collectives et individuelles, entre logiques politisées et apolitiques, entre formes organisées et formes spontanées.

La première frontière qui pourrait s'estomper est celle du collectif et de l'individuel, en général opposés pour valoriser comme dimension politique le caractère collectif des protestations – le *voice* est pensé comme mobilisation collective. Or des mouvements collectifs récents ont montré qu'ils surgissaient aussi de situations qui semblaient être celles de l'apathie, de la démobilisation, de la dépolitisation et de l'individualisme. On peut citer la jeunesse égyptienne pointée du doigt en 2010 par un rapport du PNUD qui s'inquiète du « manque d'engagement » et de « l'apathie » des jeunes de 18 à 25 ans (Bennani-Chraïbi, 2021). L'année suivante, la même jeunesse devient l'icône du mouvement de soulèvement qui touche la Tunisie, puis l'Égypte, puis d'autres pays du Maghreb. L'apathie, pour reprendre le terme du modèle de Hirschman élargi (Bajoit, 1988), et le repli individualiste n'étaient donc qu'apparents. En France, un paradoxe du même type concerne le mouvement des Gilets Jaunes de l'automne 2018 dont personne n'avait imaginé l'ampleur quelques mois plus tôt, ni le soutien dont il pourrait disposer dans la population (Jeanpierre, 2019). Les frontières entre individualisme et protestation collective, entre *apathy* et *voice*, entre mouvement organisé et mouvement spontané semblent perméables et invitent à penser les hybridations.

Au-delà des catégories du collectif et de l'individuel, le brouillage concerne aussi l'opposition entre *voice* et *exit*. En effet, l'exil peut être une manière de protester par les pratiques, la fuite est aussi manière d'envoyer un message (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003). En se gardant de tout parallèle sur les situations, l'*exit* professionnel est aussi une forme de pratique discursive, individuée mais qui, multipliée, devient une brèche, un interstice protestataire, même muet

(Whright, 2017 et 2020). Il ne l'est d'ailleurs pas toujours et l'*exit* peut être hybridé avec des formes de contestation collective telles les « formes occupation » (Bulle, 2020). On peut imaginer une multiplicité des formes d'*exit* individuel, de pas de côté, de défections et de sorties en silence parmi lesquelles les bifurcations descendantes sont un exemple. L'absence d'organisations politiques pour les tenir ensemble et leur donner une intentionnalité collective ne leur enlève pas, dans leur diversité, leur qualité de micro ou macro-résistances.

Ces formes de résistances non organisées et non collectives seraient susceptibles de faire avancer un « climat d'opinion » et pour reprendre la terminologie de Asef Bayat[257] (à partir d'une étude du mouvement des pauvres en Iran), un « empiètement silencieux du quotidien » (*quiet encroachment of the ordinary*) qui se définit comme un changement social résultant de pratiques patientes, volontaires et diffuses des gens ordinaires (Bennani-Chraïbi, 2021). Dans le même sens, les pratiques existentielles, le changement des formes de vie ou encore les bifurcations professionnelles apparaissent aussi le plus souvent comme des formes de mobilisation atomisées, disséminées mais susceptibles de produire un changement interstitiel (Wright, 2017).

Ces brouillages de frontières entre les réactions au mécontentement invitent à décloisonner les oppositions usuellement mobilisées pour penser le politique et les mouvements sociaux et à croiser les catégories, telles que celles d'*exit, voice*, *loyalty* et *apathy*, pour penser la politisation hybride des formes de vie (Hirschman, 1970, 1982 ; Bajoit, 1988).

## *Exit, voice, loyalty, apathy : hybridation des réactions*

La classification inaugurée par Albert Hirschman des formes de réactions au mécontentement et les prolongements qu'ils a suscités notamment en sociologie politique (Bajoit 1988 ; Bennani-Chraïbi, 2020, Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003) permettent de dessiner les hybridations de la politisation des formes de vie, qui apparaît sous des formes d'*exit*, de mobilisations (*voice*), d'apathie silencieuses ou de loyauté. L'insatisfaction sur la forme de sa vie, sur le quotidien, peut être de nature très différente : elle peut porter sur l'idéal dominant de la vie réussie (au cœur de la subjectivité capitaliste) ou sur l'incapacité à réaliser cet idéal. Ainsi les « formes-occupations » de la vie expérimentées à Notre-Dame-des-Landes ou sur d'autres lieux de contestation (Bure, Sivens) rejettent un idéal de vie, reflet d'un ordre économique et social contesté, et proposent une « sécession par le milieu », un projet émancipateur

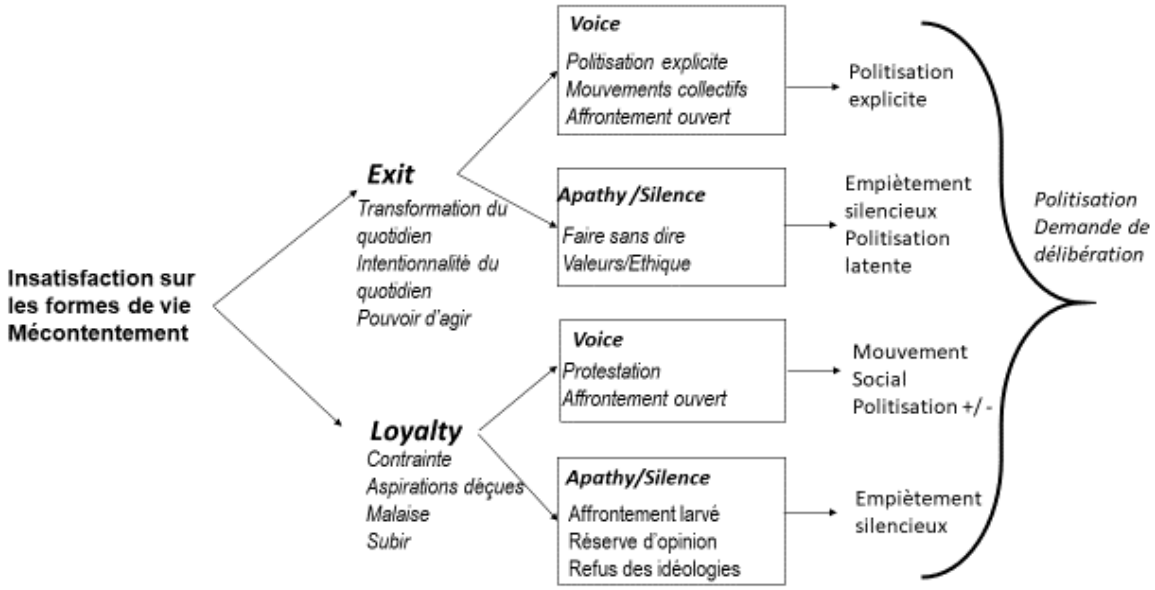
[257] Asef Bayat, *Street Politics: Poor People Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997.

expérimenté dans la vie quotidienne (Bulle, 2020, p.174) et dans une « forme-retrait » (Bulle, 2018). À l'inverse, d'autres mécontentements expriment, au moins pour une part des revendications, à l'instar du mouvement des Gilets Jaunes, l'impossibilité à réaliser un idéal de vie tant les contraintes enserrent les conditions matérielles d'existence, qu'il s'agisse du manque de temps (thème de la vitesse routière) ou de l'équilibre budgétaire (Jeanpierre, 2019 ; Confraveux, 2019 ; Piketty, 2019 ; Chauvel, 2019 ; Coutant, 2019)[258]. Le mécontentement se focalise sur un élément de la vie quotidienne qui menace les conditions matérielles d'existence, comme, dans d'autres situations économiques, géographiques ou historiques : le prix du pain, l'inflation, le prix du logement, l'installation d'une usine polluante, dans un contexte où le mécontentement est suscité, non par une demande de changement, mais par un changement extérieur dans la vie quotidienne. Face à ces mécontentements, l'*exit* ou la défection consiste à « manifester silencieusement son désaccord en quittant l'organisation » (Bennani-Chraïbi, 2020). Concernant les formes de vie, il s'agit de toutes les formes de retrait intentionnel qui marquent un pas de côté envers les organisations et institutions dominantes, qu'il s'agisse du salariat, de l'échange monétaire, de la consommation de masse, de la vie en métropole, etc. L'*exit* professionnel dans le cas des bifurcations descendantes en est un exemple. Inversement, la prise de parole individuelle ou collective (*voice*) est dénonciation et aspiration à changer l'organisation de l'intérieur et à modifier le cours des choses (Boltanski *et al.*, 1984). Les mouvements sociaux constituent la figure typique de la prise de parole, collective et organisée. Mais la complexité du faire en politique introduit la possibilité d'une combinaison défection/prise de parole, (*exit*/*voice*) quand le retrait est en lui-même un faire discursif et, de plus, n'exclut pas la verbalisation de la protestation. La « forme-retrait » en est un exemple car elle signifie « que les gestes anodins, improductifs, la contemplation, la réalisation d'une cantine, la confection d'objets ordinaires et défensifs deviennent des gestes politiques » (Bulle, 2018). Le retrait n'est pas disparition mais expression en lui-même, parfois doublé d'une parole qui lui donne sens et le politise expressément. Les bifurcations descendantes relèvent de la même logique, avec certes une amplitude de sortie moindre. Elles ne sont pas simple défection, la défection parle et éventuellement est parlée, politisée. Cette hybridation concerne également les catégories de loyauté et d'apathie, si l'on inclut l'ajout de Guy Bajoit (1988). La loyauté suppose une fidélité à l'organisation malgré le mécontentement (rester et tenter de coopérer)

[258] Le déclencheur de la contrainte budgétaire resserrée par la taxe carbone sur l'essence peut masquer d'autres insatisfactions sur les formes de vie et plus généralement sur l'ordre social et économique qu'il conviendrait d'examiner de façon plus approfondie ce qui nécessiterait une investigation empirique pour interpréter les énoncés de manière plus fine.

alors que l'apathie concerne des formes de résistance muettes qui peuvent être d'ordre pratique (la tradition de la perruque, le militant qui traite les mails politiques sur son temps de travail) ou d'ordre verbal (moquerie, critique, distances exprimées). Ces deux catégories dans lesquelles l'affrontement reste larvé peuvent être génératrices d'une expression de mécontentement sous la forme d'une protestation par exemple collective ou sous la forme de l'exit qui ne suit pas toujours l'apparition de l'insatisfaction mais peut être reporté dans le temps. Le schéma ci-dessous tente de représenter l'hybridation des formes d'expression du mécontentement dans un contexte de complexification de la politisation du fait de l'affaiblissement des idéologies et de la défiance vis-à-vis des organisations politiques.

**Schéma 2. Hybridation des formes d'expression du mécontentement**




La combinaison proposée, inspirée des travaux de Mounia Bennani-Chraïbi et d'Olivier Fillieule (2003, p.70) sur les formes du politique dans les situations non démocratiques, adapte leur schéma d'hybridation des catégories *exit*, *voice*, *loyalty* et *apathy* à la question des formes de vie, soit à un contexte politique et des types de mécontentement radicalement différents. Compte tenu de la diversité des situations sociales et des formes de mécontentement qu'elles suscitent, les réactions peuvent engendrer la sortie comme dans le cas des bifurcations descendantes ou la loyauté (par exemple dasn la situation de malaise critique des cadres, Flocco, 2015a). Mais la réaction au mécontentement ne se limite pas à ces deux catégories et se combine à des formes d'affrontement différents et possiblement ambivalents comme l'affrontement

larvé, entre affrontement ouvert et refus d'affrontement (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003, p.70). Ainsi, si l'on prend l'*exit* (qui correspond aux situations de bifurcations professionnelles étudiées), il peut être fortement politisé : le clivage est manifeste et la critique est verbalisée (affrontement ouvert). C'est la situation des « militants existentiels ». Mais il peut être faiblement politisé (euphémisation des clivages, renvoi à des valeurs individuelles, mise en exergue de la pluralité des valeurs, énonciation en pointillé d'un changement social désirable), ce qui correspond à la situation du « faire sans dire », du silence (politique) sur les pratiques. Cet *exit* silencieux ou euphémisé peut néanmoins, par les pratiques, constituer un mode d'empiètement sur le quotidien, contribuer au changement social et participer d'une demande sourde de délibération sur les pratiques et de politisation des formes de vie. En ce sens, les formes silencieuses de l'*exit* sont en continuité avec les formes politisées. De manière parallèle, le mécontentement ne suscitant pas d'*exit* par les formes de vie mais une certaine loyauté peut s'hybrider avec la mobilisation collective, qui avait pu sembler inattendue du fait de la faible politisation exprimée, ou avec le silence critique, affrontement larvé, soutien au mouvement social sans politisation ni même entrée dans la mobilisation mais dont le soutien renforce la mobilisation (comme dans le cas du mouvement des « Gilets Jaunes »).

Ainsi, l'étude de la politisation des bifurcations descendantes contribue à montrer que les contestations ouvertes et politisées se combinent avec des formes moins politisées et moins énonciatrices de contestation, qui peuvent constituer des voies dérobées de la critique, valorisées comme actions ayant une finalité pour elle-même et non comme simple discours politique souvent tenu à distance.

La variété de la politisation des bifurcations descendantes correspond donc à une inscription dans la variété des formes de politisation individuelle : elle les reflète et les prolonge. En effet, les bifurcations descendantes peuvent s'inscrire dans une trajectoire politisée ou dans des trajectoires qui ne le sont pas. En elles-mêmes, les bifurcations descendantes sont source de politisation mais elles ne le sont pas systématiquement et le sont de manière variable, qui dépend des professions occupées avant et après la bifurcation, de la trajectoire sociale des individus et des occasions de socialisation politique. Les trois types de politisation « militants existentiels », « professionnels engagés » et « réfractaires » représentent la polarisation de cette diversité.

Mais cette diversité est aussi le reflet de la sophistication des formes de politisation introduite par le *faire* en politique, notamment sur le plan de l'écologie politique. Les bifurcations descendantes en sont un exemple, inscrit dans une transformation plus large du rapport au politique marqué par la perte d'influence des grandes organisations politiques et une distance, voire une délégitimation, de la sphère politique. Cette transformation induit une complexification du lien entre le faire et le dire, si les pratiques elles-mêmes peuvent devenir discursives, ainsi qu'un brouillage des frontières du politique. Au-delà du repérage classique du politique, émergent de nouvelles manières de faire et de parler politique.

# CONCLUSION GENERALE

# Conclusion

Les bifurcations descendantes révèlent, à travers une critique centrée principalement sur le travail et la hiérarchie sociale dominante des hiérarchies professionnelles, la critique d'une logique économique dominante, d'une représentation économiciste des formes de vie. Cette critique se manifeste à travers un processus réflexif qui porte sur l'expérience des enquêtés, leur observation des rapports sociaux au travail mais aussi au-delà du monde du travail, plus que par l'appropriation de grands objets idéologiques qui viendraient nourrir cette critique par l'usage d'une terminologie mobilisant par exemple les mots de profit, d'anticapitalisme, d'exploitation, qui sont quasiment absents des biographies recueillies. Les motifs de la critique sont du même type que les dénonciations relevées dans d'autres enquêtes, menées notamment auprès de cadres du secteur privé, qui se manifestent sous la forme de désapprobations sourdes, d'oppositions le plus souvent tues, voire de déprise brutale tels la dépression ou le burn-out (Flocco, 2015a ; Cousin, 2008 ; Monneuse, 2014 ; Graeber, 2018). Ces enquêtes portent sur les transformations du travail qui touchent aussi les cadres (abstractions croissantes, intensification,

déqualification) et sur tout ce qui fonde le fonctionnement marchand, par petites touches impressionnistes. Ainsi, des expressions comme « l'oubli de l'humain », le « pouvoir de l'argent », « la logique de l'argent » « seul l'argent compte » peuvent être comprises comme une critique euphémisée, car indirecte, du marché ou du capitalisme. Derrière ces expressions, on peut reconnaître les caractéristiques de l'économie marchande moderne : anonymat, appel à l'intérêt et non à la bienveillance des contractants, interdépendances abstraites, évaluation monétaire. Finalement, le cœur de la critique concerne l'évaluation sociale du travail par sa supposée productivité quantifiée en monnaie qui apparaît comme désajustée de la perception sociale relative à l'utilité des différents emplois. En réaction, les bifurcations descendantes se font souvent vers des emplois aux finalités sociales lisibles, incarnées et perçues comme étant éthiques : domaines de l'enseignement, du conseil psychologique ou plus largement du *care*, de l'alimentation ou de l'agriculture, de l'écologie ou de la culture. L'emploi recherché doit représenter une activité générant peu d'externalités négatives portant sur la nature (pollutions, perte de biodiversité, émissions de carbone, etc.) ou sur l'homme (exploitation, épuisement, maltraitance psychologique, dommages sur la santé physique, etc.) : « ne pas faire de mal » à autrui par son travail est une expression qui revient dans de nombreux entretiens. La séparation de l'économie et de la morale, au cœur de la revendication du libéralisme économique et des représentations dominantes en économie qui étudient la possibilité d'une neutralité éthique des modèles économiques voués à l'accroissement de richesses identifié au bien commun (Charbonnier, 2020), est justement ressentie comme une absence dommageable. La critique porte aussi sur un monde du travail dans lequel les valeurs communes de respect de l'humain, d'équité, de bienveillance, de reconnaissance partagée ont disparu. Cette absence de valeurs partagées et incarnées dans des pratiques est au cœur de ce qui est unanimement nommé « perte de sens ».

Cette vacance de sens concerne aussi plus largement le lien entre consommation et travail. Les sociétés modernes se sont construites sur un idéal d'abondance qui fait de la consommation une fin susceptible de créer les conditions du bonheur individuel. La publicité ainsi que la littérature, les médias et finalement le monde social font vivre cet idéal en adoptant des codes de classement sociaux où le plus (d'objets, de luxe, de biens immobiliers, etc.) est associé à une plus grande légitimité et une plus grande dignité des formes de vie. Au regard de cette finalité, le travail est un moyen dont l'efficacité est mesurée par la valeur marchande de ce qu'il produit. Cet ordre de finalité est au cœur du capitalisme moderne et du processus d'accumulation, toujours justifié *in fine* par les plaisirs, le confort et la douceur tirés des biens produits, ce que Weber appelait les « biens extérieurs ». Améliorer les conditions de vie pour sortir l'humanité

de la nécessité est devenu un processus sans fin qui se décline subjectivement par une série d'images associant conditions matérielles d'existence, biens de consommation et perspective d'une vie réussie, validée socialement et apportant de la reconnaissance sociale. Les bifurcations descendantes montrent une contestation en pratique de cet ordre de finalité. Elles sont rendues possibles par un niveau de vie sécurisé (notamment le logement et l'alimentation) qui rend réalisable et acceptable une réduction de la consommation. La consommation devient un moyen, une condition, et le travail devient une fin. Bien entendu, le travail est aussi du temps contraint, il est caractérisé justement par sa « double vérité », selon l'expression de Pierre Bourdieu (1996), pour désigner les deux profits tirés du travail, intrinsèque et extrinsèque (sous forme monétaire dans le salariat). Dans les bifurcations descendantes, retrouver une valeur intrinsèque au travail ou augmenter cette valeur, en faisant de la consommation une condition et non plus une finalité, peut se définir comme une forme d'auto-émancipation (Fischbach, 2006). Cette recherche d'autonomie dans et par le travail s'observe aussi dans le précariat intellectuel ou artiste (Cingolani, 2014, 2019 ; Tasset, 2018), dans l'intermittence ou le travail indépendant (Bajard, 2019 ; Corsani, 2020), voire intérimaire (Glayman, 2005), ou dans le travail artistique et artisanal (Bajard, 2018 ; Jourdain, 2014). Ces zones grises sont souvent des formes de sortie du salariat du secteur privé vers un travail jugé plus autonome, plus conforme aux valeurs subjectives, source d'épanouissement individuel. C'est aussi le paradoxe des bifurcations descendantes et probablement d'autres formes de petites défections ordinaires appartenant aux zones grises – il faudrait pour le confirmer enquêter sur leurs motifs critiques – ou d'invention de formes de vie alternatives : les justifications qui les accompagnent sont ambivalentes. Elles contiennent une critique écologique ou sociale mais elles sont aussi énoncées selon une logique individualiste et subjectiviste. « C'est mon choix », « je l'ai fait pour moi », « c'est mon projet », « je fais un choix conforme à mes valeurs » sont des justifications fréquentes et souvent premières dans les motifs énoncés. Pour certains enquêtés, ceux qui sont les plus éloignés du militantisme et des énoncés politiques, les motifs semblent appartenir à la cité par projets (Boltanski et Chiapello, 1999). Ce n'est pas très étonnant puisque la cité par projets absorbe la critique artiste portant sur la revendication de sens et d'autonomie au travail. Les idéaux énoncés dans le monde de l'entreprise et du management (l'exigence de sens du travail pour susciter l'engagement ou la recherche de l'épanouissement de soi), ou plus généralement les idéaux des sociétés modernes comme l'exigence de se départir des déterminismes sociaux, pour valoriser l'autodétermination de soi semblent cette fois non pas détournés mais pris suffisamment au sérieux pour susciter une sortie vers « autre chose », le travail indépendant, l'autoproduction ou le salariat dans le tiers secteur ou le secteur public. La

sortie se substitue à l'adhésion recherchée au management d'entreprise et à l'ordre économique. Le paradoxe vient du fait que le capitalisme est associé à des formes de vie dominantes et non à la liberté des formes de vie, pourtant énoncée comme un idéal social structurant et constamment rappelé. La revendication à l'autodétermination produit le pas de côté, la défection petite ou grande. Cette défection semble être la conséquence d'un désajustement entre les idéaux sociaux comme les valeurs énoncés et la réalité sociale vécue. C'est vrai au niveau de l'entreprise quand le discours managérial envers les cadres invoque le sens, l'épanouissement, l'autonomie alors que la réalité du travail se caractérise par son intensification, les objectifs à atteindre, les taux de profit à maintenir, les plans à suivre, les nouvelles formes de subordination, la concurrence entre salariés (Dujarier, 2015 ; Flocco, 2015a ; Linhart, 2018). Ce désajustement se retrouve aussi dans la société tout entière : la valorisation de l'autodétermination, du choix individuel des formes de vie et l'imposition de certaines formes de vie comme supérieures et plus légitimes. Il produit une critique qui mobilise les idéaux de la modernité, les prend au sérieux et les réalise dans la défection, petit pas de côté ou grand écart par rapport aux formes de vie dominantes selon les situations. Au point que des militants alternatifs se nomment parfois eux-mêmes les « nouveaux modernes »[259] qui aspirent à choisir par autodétermination un mode de vie alternatif et une autre forme de quotidien.

Cette défection qui combine ensemble une grammaire individualiste et une grammaire civique et écologique ou « verte » entretient un rapport au politique complexe. Si les formes de vie alternatives peuvent être très politisées quand le logos politique accompagne chaque geste de la vie quotidienne (Pruvost, 2021, 2017a, 2015b), le refus du logos politique produit aussi une distance par rapport au politique. Par leur critique en pratiques du monde économique, les bifurcations descendantes, comme probablement d'autres formes d'exit, appellent à une délibération sur les formes de vie et disent une insatisfaction face au monde tel qu'il va. Paradoxalement, la mise en forme politique, plutôt qu'éthique par exemple, suscite immédiatement rejet, distance ou désapprobation, sauf pour les militants. La dimension politique des formes de vie est mise en évidence dans la défection professionnelle et dans les pratiques mais ce politique reste peu politisé et en partie réfractaire à la politisation dans ses formes conventionnelles (clivages, vocabulaire idéologique, appel à une montée en généralité et à un changement plus large). Ainsi, la diversité de la politisation des bifurcations

[259] L'expression de « nouveaux modernes » est reprise du titre d'un documentaire réalisé par Violeta Ramirez (2016), anthropologue et réalisatrice de films documentaires, qui montre des expériences de modes de vie alternatifs, frugaux volontaires et sobres en énergie qui associent respect de la nature et responsabilisation individuelle, d'où la qualification de « nouveaux modernes ». Voir aussi l'article sur ces modes de consommation et de travail de Guien et Ramirez (2017).

descendantes reflète la complexité du rapport au politique qui tient à la variété des trajectoires individuelles de politisation pour des pratiques quotidiennes qui peuvent être assez semblables et à l'hybridation du faire et du dire. Alors que le modèle classique de politisation supposait l'analyse d'une situation, l'énoncé du souhaitable et la mise en place d'une stratégie pour mettre en œuvre un idéal social, la prise en compte des pratiques quotidiennes comme politiques et comme résistances possibles suppose que la défection (*exit*) parle par son intention mais aussi qu'elle peut ou non être accompagnée d'un discours politique (*voice*). Mais la réticence face aux formes usuelles de politisation peut être, plutôt que de l'apathie indifférente, une forme de résistance sourde. Le changement des pratiques, dans le cas des bifurcations professionnelles le changement professionnel et la réduction de la consommation marchande, est associé à un continuum de formes de politisation variées et polarisées autour d'un militantisme existentiel, politisé, qui prolonge l'engagement politique dans les pratiques, et autour du rejet de la politisation et du « parler politique ». Cela inviterait à poursuivre le repérage de ces nouvelles formes de « politique dépolitisé » ou de résistances sourdes et individuées qui ne se structurent pas toujours en luttes organisées mais qui contiennent une dimension critique et des insatisfactions fortes sur les formes de vie et l'ordre économique et social.

Enfin, la contestation d'un ordre de finalité qui fonde l'idéal des formes de vie dominantes, ajusté à l'ordre économique et social, invite à penser une rationalité alternative qui pourrait ouvrir de nouvelles perspectives à la sociologie économique et à la critique sociologique des modèles économiques (Ladouceur et Giraud, 2016 ; Steiner et Vatin, 2013 ; Bourdieu, 2017). La question de la rationalité a toujours été au cœur de la critique d'un modèle économique dominant soit par les économistes eux-mêmes, soit par les sociologues, soit par les neurologues ouvrant ainsi le champ à l'économie comportementaliste. Cette critique est d'abord empirique et souligne que l'agent économique rationnel tel qu'il est représenté dans les modèles économiques est bien peu réaliste. Pierre Bourdieu (2017) en fait un élément cardinal de la critique qu'il dresse de la fiction de l'*homo oeconomicus*, modèle fallacieux « qui consiste à mettre une pensée de savant dans une tête d'agent » qui devient ainsi un « super économiste » (Bourdieu, 2017, p.235). Il reprend les arguments en faveur d'une rationalité limitée (et cite d'ailleurs Herbert Simon) sans pour autant s'en satisfaire, arguments qui soulignent l'irréalisme de l'hypothèse de rationalité de l'*homo oeconomicus* compte tenu des limites des capacités cognitives individuelles et de la « monstruosité » des calculs prêtés à l'agent économique que « l'économiste ne pourrait même pas réaliser dans la vie quotidienne » (*ibid.* : p.235). À cette rationalité abstraite, Pierre Bourdieu oppose le caractère *raisonnable* des actions des agents. La différence est dans l'intention : alors que la rationalité néoclassique suppose une conscience des

fins et un ajustement calculé des moyens à ces fins, le comportement raisonnable tient compte des contraintes et ajuste pratiquement et instinctivement les désirs aux moyens : « les agents sociaux ne sont pas fous et veulent, en gros, ce qu'ils peuvent », « ils ont tendance à avoir des espérances, des aspirations, des anticipations grossièrement ajustées à leurs chances de satisfaction » (*ibid.* : p.192). Ces ajustements « ont les apparences des finalités » et « l'habitus a quelque chose de l'instinct » : les agents « en ont rabattu et ils sont conformes à leur position sociale objective ». Autrement dit, contrairement à une indignation bourgeoise moralisatrice, ils n'engagent pas de dépenses inconsidérées et « au-dessus de leurs moyens », ils ont des consommations « grosso modo ajustées à leurs capacités de les satisfaire » (*ibid.* : p.192) et finalement respectent tout simplement leur contrainte budgétaire. La logique calculatoire n'est pas absente des comportements individuels : « c'est un paradoxe mais bien que les agents ne calculent pas, tout se passe comme si ils calculaient : en calculant, ils ne feraient pas beaucoup mieux » (*ibid.* : p.255). « Les agents ont un équivalent pratique à la solution logique », un « sens pratique », un « sens du jeu qui permet de se débrouiller dans le monde économique » (*ibid*., p.254), ce que corroborent les enquêtes qualitatives sur la consommation comme l'enquête menée sur les bifurcations descendantes. Mon enquête conduit aussi à interroger cette question paradoxale du calcul et de la rationalité : les calculs sont mentionnés dans les entretiens, la contrainte budgétaire plus serrée les rend d'autant plus nécessaires et plus présents encore après bifurcation. Ils ne se limitent pas à une capacité à équilibrer mais consistent aussi en des arbitrages faisant intervenir des évaluations de satisfaction, l'expression de préférences, la possibilité de reports dans le temps. Certes, ils ne prennent pas la forme de calculs d'optimisation mais ils sont pourtant assez proches, dans leur logique calculatoire, de la fiction de l'*homo oeconomicus* et d'une rationalité qui ajuste la fin et les moyens. C'est ce que j'ai nommé le « paradoxe Walden » : le calcul et la rationalité ne viennent pas justifier l'ordre social mais un mouvement de sortie de cet ordre social. Cela signifie qu'il faut dissocier, d'une part, la rationalité comme procédure et la logique calculatoire, fortement valorisées dans les sociétés modernes, et, d'autres part, la délibération sur les fins et les désirs. La rationalité procédurale ou instrumentale ne définit qu'une procédure. Construite historiquement, imposée peu à peu, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle apparaisse davantage dans les sociétés contemporaines que dans des sociétés dites traditionnelles (Bourdieu, 2003). Mais le capitalisme identifie cette rationalité instrumentale et l'évidence d'une fin, l'accumulation tout en prônant le choix individuel des formes de vie, c'est la *Zweckrationalität* définie par Weber qui ne se limite pas à l'ajustement des moyens aux fins mais pose aussi un déroulement utilitariste – la fin est l'intérêt égoïste et l'accumulation de richesses matérielles ou une certaine orientation de la

bonne vie. La délibération sur les fins est systématiquement invisibilisée, notamment dans la représentation économique des modèles orthodoxes, et la diversité des préférences est oubliée. À l'inverse, les bifurcations descendantes montrent un moment de délibération individuelle sur les fins et la possibilité, voire la nécessité, d'une délibération plus collective. En effet, la représentation d'une vie heureuse n'est pas un simple enjeu individuel : d'une part, elle est conditionnée socialement et construite historiquement, d'autre part, elle justifie les orientations politiques collectives et l'adhésion à un ordre économique et social. La sociologie pourrait ainsi gagner, dans sa critique des modèles économiques, à distinguer la rationalité comme procédure et la délibération sur les fins, les formes de réflexivité et de politisation qu'elle suscite.

# Epilogue
# Que sont-ils devenus ?

Pendant la rédaction de la thèse, il m'a souvent été demandé si, notamment parmi les cadres ayant bifurqué vers des emplois moins rémunérés, il n'existait pas un mouvement de retour à un statut plus sécurisé après un épisode de défection momentanée. L'enquête que j'ai menée sur six années me permet d'avoir un peu de recul pour observer ces éventuelles contre-mobilités après une bifurcation descendante, soit par le maintien d'échanges directs avec les personnes enquêtées elles-mêmes, soit par des échanges avec celles qui m'avaient indiqué le contact, soit par l'observation de leurs sites professionnels ou des activités des enquêtés sur les réseaux sociaux.

Cette expérience du retour, pour les cadres à un emploi de cadres, ne se rencontre pas fréquemment dans les cas que j'ai suivis. Pour autant, en quelques années, des changements ont eu lieu pour certains des enquêtés.

La plupart sont restés dans le même emploi, salarié du secteur public, autoentrepreneur, indépendant, agriculteur ou commerçant. Isabelle a toujours son « café familles », Delphine torréfie, Yann reçoit dans ses chambres d'hôtes, Pierre est éleveur de brebis, Henri et Marc professeurs, Émilie et Marion sont psychothérapeutes, Dominique vit de sa librairie, Damien est toujours ouvrier à temps partiel, Alice produit des podcasts, Vincent exerce comme jardinier

à son compte et a un peu étendu ses activités à l'entretien de résidences secondaires, Sophie fait des missions bancaires régulières tout en étant toujours militante politique active, Françoise et Olivier développent leur art, Matthieu envisageait d'ouvrir une brasserie (dont il serait le gérant), David est coach en développement personnel et Bianca en conseil climat auprès de l'Église, Martin a développé son lieu de permaculture comme lieu de stage, d'expérimentation et de création (techniques de culture, de plantation, créations en Land Art, etc.). Je n'ai plus gardé de contacts avec Clara après avoir déménagé. Fabienne et Guillaume ont agrandi leur magasin et ont désormais quinze salariés dans leur Biocoop et ont ouvert un second magasin dans un village voisin en septembre 2021. Éliane est retraitée comme elle l'était au moment de l'entretien et est restée toute sa vie professionnelle commerçante et artisane tout en ayant trouvé difficile la décennie avant la retraite (déclin de la tradition artisanale qui faisait l'identité de sa « boutique » ouverte au début de la décennie 1970, mutation du centre-ville et de la rue de son magasin devenue une rue de restaurants, revenus en baisse lui laissant tout juste de quoi vivre). À ce moment-là, elle aurait aimé changer de métier mais cela n'a pas été possible.

Quelques changements sont néanmoins intervenus. Laure, cadre informaticienne devenue professeure des écoles a contracté une maladie contagieuse, probablement dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, et elle est devenue malentendante : elle n'est plus en mesure d'enseigner en classe mais exerce des fonctions pédagogiques à distance. Elle a quitté la région parisienne avec son mari et habite désormais dans une ville moyenne près de Nantes.

Olivier s'est séparé de sa conjointe. Cela n'a pas changé l'activité d'artiste plasticien d'Olivier qui a cependant dû déménager ; il est désormais locataire d'un petit studio à Paris. Sylvain s'est également séparé de sa conjointe. En revanche, il a abandonné son poste de responsable d'une Maison du Vélo pour devenir gérant salarié d'une Biocoop. En conflit avec certains employés, il a été licencié en août 2021. Il réfléchit actuellement à devenir indépendant. Paul a dû abandonner son métier de jardinier en raison de douleurs aigües au dos : il a occupé différents postes temporaires, comme commentateur sportif sur une radio locale, formateur, enseignant. En septembre 2021, il était employé à temps partiel comme chauffeur de bus scolaire. Quand j'ai rencontré Mehdi pour notre premier entretien, il ne regrettait pas d'avoir quitté le monde de la télévision (casting, préparation d'émissions à grande écoute, etc.) mais il n'était pas satisfait de son poste d'employé dans une administration (service des stages). Au fil du temps, il trouve d'abord un autre poste du même type dans une école d'ingénieur publique un peu mieux rémunéré et avec de meilleures conditions de travail puis dans un groupe de presse. Il n'a pas retrouvé le revenu qu'il avait lorsqu'il travaillait à la fabrication d'émissions télévisuelles mais il travaille depuis plus de deux ans dans l'administration d'un grand quotidien et y trouve son

compte, notamment pour le prestige associé à ce poste, davantage que pour un employé de l'administration. Claire tient toujours son bar à salades mais à temps partiel : elle a repris un travail salarié à mi-temps dans le secteur privé pour assurer un revenu stable au ménage (2500€) et surtout subvenir aux besoins de deux enfants étudiants qui n'habitent plus le domicile parental. Elle n'est pas exactement revenue à un emploi du type de celui qu'elle a quitté par le seul fait qu'elle l'occupe à temps partiel mais c'est la seule enquêtée qui a fait une forme de retour inverse. À plus long terme, elle souhaiterait s'établir à la campagne et changer à nouveau vers une profession centrée sur la fabrication de produits traditionnels ou encore la permaculture. Hélène est encore en transition personnelle : elle veut s'installer dans la Creuse, dans un village où elle a acquis une maison et un terrain pour cultiver un potager. Pendant le confinement du printemps 2020, elle s'y est installée avec sa fille et son compagnon. Elle a travaillé à distance sur son poste à temps partiel. Elle espère trouver bientôt une activité qui lui permette de démissionner de son poste de cadre à la Mairie de Paris. Enfin Sandrine, qui n'avait choisi son emploi administratif que parce qu'il était proche de son domicile, souhaite changer après des conflits violents avec sa supérieure hiérarchique. Elle voudrait s'établir à son compte pour faire du secrétariat à domicile.

Dans le cas de bifurcations préparées et qui trouvent leur sens dans le changement de la nature du travail, le retour à un emploi du type de celui qui a été quitté semble donc plutôt rare : les cas observés montrent une réinstallation dans la nouvelle profession, souvent avec un déploiement de cette activité et une stabilisation économique sans pour autant revenir au niveau antérieur des revenus. Seule une enquête quantitative fine sur les trajectoires professionnelles incluant des bifurcations descendantes pourrait indiquer le profil et la fréquence des « secondes bifurcations ».

# ANNEXES

# Annexe 1

# Tableau des enquêtés

| Prénom Année entretien | Année de naissance | Situation familiale Enfants à charge [260i] | Diplôme | Emploi avant changement [261] | [262]Profession après changement (année d'engagement dans cette profession)[263] | Profession parents | Revenus du travail (mensuels) (au moment du changement) | Logement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Isabelle (2017) | 1962 | En couple (2 enfants adultes) | École de commerce (Sup de Co' Nice) | Cadre communication Bourse de Paris | Tient un café-famille (indépendante) (2015) | M : institutrice P : électricien (salarié) | De 5000€ à 1000€ (en cours de stabilisation) | Propriétaire (acquis) (92) |
| Delphine (2017) | 1973 | En couple 2 enfants | BTS et Diplôme niveau Licence | Cadre communication dans un groupe publicitaire | Torréfactrice de café (artisan-commerçante) (2015) | (M décédée) P : technicien | De 3000€ à 500€ (en cours de stabilisation) | Propriétaire (en cours d'acquisition) (93) |
| Claire (2016) | 1971 | En couple 5 enfants | École de commerce | DRH dans une Multinationale de Consulting | Tient un restaurant de salades (artisan-commerçante) (2014) | M : secrétaire P : professeur agrégé de lettres | De 20000€ à 2500€ en cours de stabilisation (pour le couple) | Propriétaire (emprunt à terme dans 1 an) (75) |
| Paul (2017) | 1972 | En couple 3 enfants | École de commerce (ESCP) | Contrôleur de Gestion/ chargé de mission | Jardinier (micro-entrepreneur) (2009) | M : institutrice P : technicien supérieur (PSA) | De 3000€ à 1200€ | Propriétaire (en cours d'acquisition) (25) |
| Pierre (2017) | 1964 | En couple (2 enfants adultes) | Licence géographie | Chargé de mission cabinet Mairie de Paris | Paysan-éleveur de brebis (exploitant agricole) (2004) | M : au foyer P : cadre | De 2000€ au SMIC | Logement mis à disposition (12) Propriétaire (92) |
| Marc (2016) | 1965 | En couple 4 enfants | École de commerce (HEC) | Cadre de la finance (trader) | Professeur certifié de SES (2014) | M : professeur du secondaire | De 35000€ à 2000€ | Propriétaire (acquis) (75) |

[260] Situation de famille au moment de l'entretien. Cette situation peut ne pas être celle qui prévalait au moment de la bifurcation.

[261] Il s'agit de la dernière profession occupée avant la décroissance du revenu.

[262] Il s'agit de la situation au moment de l'entretien.

[263] Il s'agit de la profession occupée au moment de l'entretien (ou avant la retraite si la personne est retraitée au moment de l'entretien)

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | P : professeur du secondaire | | |
| Sylvain (2015) | 1972 | En couple Deux enfants | École ingénieur | Ingénieur informatique (Entreprise de transports) | Responsable d'une « Maison du Vélo » (2014) | M : ouvrière P : ouvrier | De 5000€ à 1500€ | Propriétaire (en cours d'acquisition) (14) |
| Émilie (2016) | 1980 | En couple | École Centrale Paris | Ingénieur EDF | Psycho-praticienne (2014) | M : professeur de mathématiques P : ingénieur | De 4500€ à 500€ en cours de stabilisation | Propriétaire (94) |
| Éliane (2016) | 1938 | Vit seule (deux enfants adultes) | École de secrétariat | Journaliste mode | Commerçante (artisanat) (1969) | P : pilote militaire (décédé 1940) M : au foyer | Divisé par plus que trois (estimation) | Locataire (Propriétaire accédante au moment du changement)(44) |
| Dominique (2018) | 1971 | Séparé Deux enfants | IEP Paris (section économique et financière) | Cadre de la finance | Libraire (commerçant) (2014) | P : ouvrier M : secrétaire administration (mairie) | De 5000-6000€ à 1100€ puis 1600€ | Propriétaire (84) |
| Damien (2018) | 1984 | En couple, vit seul | BTS techniques du livre | Technicien de fabrication en édition | Ouvrier (intérimaire) | M : secrétaire puis employée associations P : cadre | 3500€ à 1200€ ou moins | Occupant titre gratuit (maison familiale) (22) |
| Alice (2018) | 1986 | En couple | Master Communi-cation | Cadre Communication puis rédactrice en chef média | Productrice radio (micro-entrepreneur) (2017) | M : institutrice puis démission P : Ingénieur | 2500€ à 1600€ (avec indemnités chômage) | Conjoint propriétaire (75) |
| Vincent (2016) | 1979 | En couple Un enfant | Bac professi on-nel mécanique | Technicien (horlogerie) | Jardinier (micro-entrepreneur) (2007) | M : minimas sociaux (P : inconnu) | De 3000€ à 900€ | Propriétaire (accédant) (16) |
| Mehdi (2016) | 1980 | En couple Un enfant | Master marketing | Directeur de casting puis assistant de production | Profession intermédiaire administration | P : manœuvre M : femme de ménage | De 3500€ à 1500€ | Locataire (75) |
| Hélène (2015) | 1964 | En couple Deux enfants | Maîtrise Histoire | Cheffe de rédaction presse | Cadre du public à temps partiel (2001) | P : nm M : nm | De 6000€ à 2200€ | Propriétaire (75) |
| Laure (2015) | 1972 | En couple Deux enfants | École Agronomie (Paris-Grignon) | Ingénieure informatique | Professeure des écoles (2013) | P : MCF Lettres M : professeur certifiée d'histoire | De 3500€ à 1500€ | Locataire (92) |
| Sophie (2016) | 1960 ( ?) | Vit seule deux enfants | Maitrise de gestion | Cadre de la finance (trader) | Cadre du public puis chargée de mission | P : avocat M : foyer | De 15000/20000€ à RSA puis stabilisation 2000-3000€ | Propriétaire (75) |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | intérimaire (2001) | | | |
| Clara (2015) | 1983 | En couple Un enfant | Licence Langues (non achevée) | Employée immobilier | Professeur de yoga Apicultrice Micro-entrepreneur (2011) | P : Agent immobilier M : assistante sociale (puis invalidité) | De 1500€ à 500€ en cours de stabilisation | Locataire (75) et maison familiale (40) |
| Fran-çoise (2016) | 1955 | Séparée (Cinq enfants adultes) | DEA philosophie et diplôme architecte | Présentatrice télévision | Documentariste (1985) | P : cadre fonction publique (Algérie) M :assistante sociale | De 4000€ à 2000€ (estimation approximative, revenus irréguliers) | Propriétaire (75) |
| Fabienne (2017) | 1981 | En couple Trois enfants | École de commerce (Sup' de Co' Marseille) | Cadre immobilier | Gérant magasin Biocoop (2015) | P : Cadre M : orthophoniste | De 6000€ à 2500€ | Propriétaire accédant (13) |
| Guil-laume (2017) | 1981 ? | En couple Trois enfants | École de commerce (Sup' de Co' Marseille) | Auditeur financier | Gérant magasin Biocoop (2015) | P : professions variées M : comptable | De 10000€ à 2500€ | Propriétaire accédant (13) |
| Matthieu (2018) | 1970 | Séparé Trois enfants | IEP Paris (section économique et financière) | Cadre | Barman (salarié) | P : Pharmacien (laboratoire analyses bio-médicales) M : ass. médicale | De 5000/6000€ à 2500€ (variable) | Locataire (75) |
| David (2016) | 1972 | En couple Un enfant | École de commerce | Cadre (publicité et communication) | Coach développement personnel (2011) | P : Cadre M : au foyer | De 4500€ à env. 1000€ | Locataire (75) |
| Martin (2017) | 1981 | En couple | École de design (ESAG Peninghen) | Directeur artistique (agence de communication) | Permaculture et missions temporaires (free lance) (2016) | M : décoratrice boutiques P : entrepreneur et photographe | De 4300€ à environ 3100€ (chômage provisoire) | Propriétaire (75) et maison de famille (64) |
| Marion (2016) | | Séparée Un enfant | BTS | Cadre communication | psychologue | P : cadre (M décédée) | | Locataire (75) |
| Olivier (2016) | 1961 | En couple (deux enfants adultes) Deux (beaux)-enfants | Bac Chimie | Administrateur Assemblée Nationale | Différents emplois et Ecriture/création (2005) | P : artisan-couvreur M : non mentionné | De 6000€ à 1500€ | Locataire (75) |
| Bianca (2016) | 1969 | En couple Deux enfants | IEP Bordeaux | Cadre administrative (cabinet Mairie de Paris) | Accompagnatrice éco-responsabilité (2014) | P : entrepreneur (concessionnaire bateaux) | De 3000€ à 500€ (en cours de stabilisation) | Propriétaire (75) |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | M : | | |
| Sandrine (2016) | 1969 | Séparée Deux enfants (un enfant adulte) | Bac B | Cadre d'une PME | Employée administrative (1999) | P : employé CEA<br>M : employée SNCF | De 16000FF à 1500€ (8000F au moment du changement) | Propriétaire (94) |
| Henri (2017) | 1958 | Marié 4 enfants | ENS lettres Troisième Cycle Histoire de l'Art | Cadre financier Multinationale | Professeur agrégé de lettres<br>() | P : cadre supérieur<br>M : au foyer | De 10000€ (estimation avec bonus) à 2500€ | Propriétaire (75 et 37) |
| Yann (2019) | 1973 | Marié | BTS Mesures Physiques | Technicien labo, développeur web | Auto-entrepreneur chambre d'hôtes | P : militaire (Marine Nationale)<br>M : prof. Agrégée de lettres | Variable (>1500€) Env. 1000€ | Propriétaire accédant (22) |

# Annexe 2

# Grille thématique d'entretien

Les entretiens réalisés sont non directifs et n'ont donc pas donné lieu à un questionnaire préalablement construit. Toutefois, la grille d'entretien suivant a servi de support pour s'assurer, notamment en fin d'entretien, que l'ensemble des thèmes ayant trait au déroulement de la bifurcation avait été abordé.

La première question était néanmoins commune à tous les entretiens, formulée comme un appel au récit biographique concernant le changement professionnel et ses circonstances (avec des variations selon les premiers échanges) : « Comment s'est passé votre/ton changement professionnel ? »

**Thèmes abordés :**

- Récit du changement professionnel
    - Emplois occupés avant et après bifurcation
    - Déroulement de carrière, emplois occupés
    - Motifs de bifurcation, déroulement du changement
    - Description de la nature du travail effectué (avant et après bifurcation)
    - Revenus avant et après bifurcation
- Récit du changement des modes de conssommation
    - Description des changemenst intervenus dans la consommation
    - Indication de « ce qui compte », « ce à quoi l'on tient » dans la consommation
    - Description conditions de vie notamment logement occupé
- Formation, scolarité
    - Parcours scolaire
    - Orientation
    - Études supérieures éventuelles
- Socialisation familiale
    - Description du milieu familial
    - Consommation dans l'enfance, conditions de vie
    - Normes et valeurs éducatives
- Rapport au politique
    - Autoqualification du changement comme engagé ou non
    - Engagements associatifs et politiques éventuels, types de participation politique

**Données factuelles** (données factuelles systématiquement recueillies) :

- âge
- lieu de vie
- profession et emploi occupé avant/après bifurcation
- revenu avant/après bifurcation
- diplôme le plus élevé obtenu
- conditions de logement et statut du logement (propriété/location)
- éléments de patrimoine (immobilier notamment)
- situation familiale
- profession des parents

# Annexe 3

# Un exemple d'entretien

**Entretien avec Sylvain, ingénieur informaticien devenu responsable d'une Maison du Vélo**

J'ai rencontré Sylvain par le biais d'un de mes frères qui était son voisin et qui le connaissait en tant que parent d'enfants scolarisés dans la même école que les siens, dans un bourg péri-urbain de Caen. En voyant le changement professionnel « radical » de Sylvain, il m'a suggéré la possibilité d'un entretien. Désireux de partager son expérience, Sylvain a accepté très facilement. Je l'ai rencontré une première fois sur son lieu de travail lors d'une journée où l'association faisait essayer des vélos cargos et autres bicyclettes. L'entretien s'est déroulé ensuite à son domicile, le 16 juillet 2015, dans sa maison « de paille et de bois », dans un écoquartier (les Zécobâtisseurs), dans la périphérie de Caen. Sa compagne, Lise, nous a rejoints en fin d'entretien. J'ai retranscrit ses propos car ils apportent un éclairage intéressant en complément des réponses de Sylvain. Sylvain m'a donné lors de cet entretien des documents militants (autour de la défense de l'économie sociale et solidaire) qui contenaient des textes écrits par lui et dans lesquels il exposait « ses positions ». J'ai suivi aussi Sylvain sur les réseaux sociaux : il postait sur sa page Facebook des interventions militantes écologiques (humour, actions d'associations, etc.), des informations locales (brocantes, visites, etc.) et des événements concernant le magasin Biocoop dont il était salarié (il a changé d'emploi après la bifurcation, de responsable d'une « Maison du vélo » à gérant salarié d'un magasin Biocoop), jusqu'à la fermeture de son compte fin 2020. Je n'ai pas eu d'échange direct avec lui depuis cet entretien mais j'ai appris quelques éléments de son parcours professionnel. Après avoir été responsable de la « Maison du vélo » de Caen, il est devenu manager d'une Biocoop puis a été licencié en aout 2021 et envisage actuellement de devenir indépendant. L'entretien avec Sylvain figure parmi les premiers que j'ai réalisés.

*– Alors voilà, on va commencer par la première question qui est la même pour tout le monde justement sur le changement, sur le changement de profession…*
Sylvain : L'origine du changement et puis le processus quoi…
*– Voilà qu'est-ce qui t'a motivé, comment ça s'est passé, à quel moment c'était voilà…*
S : C'est génial ! [enthousiaste] Alors là on est parti pour un moment [rires] !
*– Super alors c'était bien la bonne question ! [rires]*

S : Alors j'ai quarante-deux ans moi aujourd'hui, j'ai une formation d'ingénieur en informatique et j'ai exercé pas mal de boulots dans ma vie mais plutôt en lien quand même toujours avec l'informatique. J'ai plusieurs fois changé de travail, de poste d'entreprise, toujours pour mieux à mon goût, mieux ça veut dire un travail à mon goût plus motivant plus intéressant, un salaire sans doute meilleur, des conditions de travail pas forcément meilleures (grincement). Mais voilà, j'ai jamais été vraiment stable mais j'ai pu faire des cycles de cinq ans dans une entreprise ce qui est quand même pas mal. Je considère que ma génération, elle est pas une génération avec un employeur unique. Et à chaque fois que j'ai changé de travail, je me suis toujours dit « Ben pourquoi tu changes quoi ? » Pourquoi tu changes ? Finalement je ne changeais pas de travail, je changeais juste d'environnement de travail, je changeais d'entreprise, de mission, mais je ne changeais pas réellement de travail. Mon travail c'était toujours un peu le même.

*– Ingénieur informatique…*

S : Oui voilà, gestion de projet, ingénieur de gestion de projet informatique, voilà l'organisation d'équipe, donc du management, toujours dans des contextes différents mais finalement toujours le même travail. Et… euh… à côté de ça… Et donc voilà dans des contextes à chaque fois différents mais plein de similitudes. Des similitudes que j'ai retrouvées un peu partout et qui étaient un peu difficiles pour moi à comprendre au départ et puis à accepter surtout. Euh… des codes. Des codes que l'on retrouve, des codes de l'entreprise, des codes vestimentaires et des savoir-être et des savoirs-paraitre. Voilà. Des choses qui finalement ont pu à un moment me plaire parce qu'il y a une forme de jeu d'acteur qui peut être intéressant. Et moi je suis assez acteur donc j'ai pu me retrouver là-dedans mais finalement je ne m'y retrouvais parce que j'étais en fait quelqu'un d'autre de celui que je suis aujourd'hui. En tout cas, c'est l'impression que j'ai eue crescendo jusqu'à ce qu'il y a trois ans je décide vraiment de tout changer. Je crois que j'étais arrivé à un point limite quoi, un point de ce que j'ai moi appelé de la schizophrénie du travailleur. C'est-à-dire que j'étais quelqu'un au travail et quelqu'un d'autre dans ma vie privée. Je prônais des valeurs chez moi, je fais partie d'un groupe projet d'habitat participatif qui porte des valeurs écologiques, sociales morales, j'ai moi-même plein de valeurs qui vont dans ce sens-là…

*– Ça s'est fait en quelle année le début du projet…*

S : Alors c'était 2006 le projet d'accord, donc y a dix ans. Et moi j'ai réellement basculé il y a trois ans mais je crois que les choses sont liées aussi. C'est-à-dire qu'à chaque fois que je changeais de boulot dans le cadre de mon précédent métier, je me disais je change pour mieux, je change pour de meilleures conditions mais bon c'était un leurre, je changeais sans doute pour de meilleures conditions financières, quelque chose qui est plus stimulant parce que c'est nouveau et le nouveau est toujours stimulant mais finalement je rentrais toujours dans un processus de travailler plus et j'étais en train de changer sans vraiment m'en rendre compte [négativement, ne plus être soi]. Mon entourage me le disait mais je ne m'en rendais pas vraiment compte.

*– On te disait que tu changeais de personne ?*

S : Ouais que je changeais, les gens comprenaient pas pourquoi j'en étais arrivé là, pourquoi je faisais ça… Je crois que c'est vraiment ma dernière expérience professionnelle qui a fait basculer les choses parce que j'étais dans un grand grand groupe de transports avec un poste à responsabilités mais toujours sur la partie informatique, système de formation. Et puis petit à petit je me suis fait absorbé dans une logique de, voilà c'était un grand groupe et il y avait des missions de croissance externe et donc voilà d'audit de petites boîtes et puis le rachat et l'intégration dans le groupe de petites boîtes. Et il n'y avait pas de service pour ça, y a un service

qui a été créé, je m'y suis retrouvé avec une autre personne à devoir un peu gérer ces opérations de croissance externe donc plus de déplacements déjà, ce qui peut avoir un impact sur la vie de famille etc., de fatigue, l'état général et puis surtout des missions différentes quoi. C'est-à-dire que je me retrouvais à aller auditer des petites boîtes de transport un peu partout en France ou à l'international et puis je rentrais et je faisais un plan d'intégration. Et ce plan d'intégration, il contenait forcément des plans de licenciement car on ne pouvait pas reprendre tout le monde, l'entreprise fonctionnait sur des services centralisés au siège donc voilà c'est compliqué. Cette logique-là m'a fait finalement rentrer dans un truc et je m'en suis pas aperçu quoi. Et un matin je me suis réveillé et je me suis dit « Mais qu'est-ce que tu fais Cyril là, tu vas prendre l'avion pour aller là-bas pour aller faire un audit et tu sais que la finalité de cet audit c'est que finalement la boîte on va la racheter mais qu'il va y avoir trente personnes, quarante personnes qui vont rester sur le carreau ? » alors j'en suis pas du tout responsable mais j'étais un maillon de cette chaîne-là, dans cette responsabilité-là, voilà. Ca plus, je ne suis pas non plus dupe, toutes les entreprises que j'ai fait enfin pour lesquelles j'ai travaillé, elles étaient quand même toutes dans une logique de système économique classique et un système de rentabilité, de profit mais pas un système où l'humain a sa place. Et ça c'est quelque chose qui me pesait aussi très fortement. Donc c'est un tout qui a fait que je me suis dit « je pense que je vais encore changer mais cette fois-ci si je change il faut me caler avec ce que je suis et avec ce que j'ai envie de faire. Alors parallèlement il y avait ce projet d'habitat participatif qui est en parallèle donc qui fait que la réflexion n'est pas arrivée ce jour où on m'a confié ces missions. C'est-à-dire que ça faisait déjà une bonne dizaine d'années que ça trottait déjà dans ma tête. Dans mes activités extraprofessionnelles, j'ai pu participer à la création de la maison des solidarités à Caen en 2001 donc ça, ça remonte à seize ans donc j'étais déjà dans ces actions, dans ces valeurs et puis parallèlement, voilà, j'avais ce job mais complètement déconnecté. Voilà, un jour je dis « j'arrête et je change et si je change il faut que je me donne vraiment la possibilité de changer. » Donc voilà, je négocie une rupture conventionnelle avec mon employeur et puis je me dis que j'ai deux ans devant moi avec quand même une situation, deux enfants, une maison à payer etc. Pas simple comme décision à prendre.

*– Ça c'était y a…*

S : Ça c'était y a trois ans ouais trois ans maintenant.

*– Ouais donc les enfants ils avaient cinq ans et…*

S : Les enfants oui ils avaient neuf et cinq c'est ça. 5 ½ et 9 1/2. Donc… Ah elle regarde la petite ! [sa fille qui est dans le hamac sur le balcon terrasse]. Voilà donc ça peut partir un peu dans tous les sens mais voilà le cadre général. Ça veut dire d'un côté une vie que je pense assez militante, sociale et puis m'engager dans un cursus professionnel qui fait que je ne retrouve plus du tout ces valeurs, que je m'en rends pas forcément compte au départ, qu'à un moment y a une prise de conscience et qu'à partir du moment où y a cette prise de conscience ben le processus pour sortir, il est quand même assez long. Parce qu'à partir du moment où j'ai pris conscience de ça et le moment où j'ai pris des dispositions pour changer j'ai dû faire quand même trois postes. Voilà. Donc peut-être que la prise de conscience elle remonte à 2000 ou 2005 donc vraiment le déclencheur et puis ben l'action se fait en 2013 quoi.

*– Ouais et alors à ce moment-là, t'as essayé de prendre un peu de temps alors ?...*

S : Alors à ce moment-là je me dis « J'ai deux ans et j'ai deux ans dont je dois profiter intelligemment. » Donc en fait quand j'ai quitté mes jobs j'ai toujours retrouvé du boulot assez facilement, je n'ai pas trop de difficultés à me vendre, voilà, je me connais et puis je suis un peu prêt à faire tout et n'importe quoi c'est-à-dire que l'inconnu ne me fait pas peur.

*– Et puis y a des compétences techniques quand même*

S : J'ai des compétences techniques mais j'ai plein de compétences manuelles, je suis bon bricoleur, je peux faire plein de trucs voilà. Donc finalement, je pourrai, en mode survie, me retrouver à faire de l'intérim demain ou à remplir des rayons à Carrefour à 4h du matin, ça ne me dérangerait pas. C'est-à-dire que j'assume tout ça, je suis prêt à le vivre. En faisant ce choix, je me dis que peut-être ça va pas fonctionner, peut-être que il y aura des solutions de secours à mettre en place mais je suis prêt à les vivre. Donc je me dis que finalement je peux retrouver un boulot assez facilement mais presque ça serait trop facile puisque ça serait un peu une fuite en avant, parce que d'accord je change de boulot mais finalement j'ai pas conscientisé tout ça, j'ai pas vraiment réfléchi tout ça. Donc je me dis voilà, j'ai deux ans, je vais profiter de ces deux ans pour chercher le bon boulot et peut-être faire une formation. Et puis finalement j'ai la chance de connaître quand même déjà tout un réseau de structures ESS, de gens qui gravitent autour de l'économie sociale et solidaire. Et puis ces gens-là me disent « mais en fait moi là, j'ai une formation sur l'économie sociale et solidaire, dans cette formation y a tout un tas de visites, de structures, de concepts etc. ça pourrait te changer les idées de faire ça, de participer à ça ». Donc je participe à cette formation découverte que j'arrive à gérer avec Pôle Emploi et puis en fait c'est presqu'une redécouverte pour moi c'est-à-dire quelque chose que je croyais connaître et comprendre et puis en fait je me dis que j'en avais compris qu'une petite partie et qu'il y a vraiment une très très grosse partie et je me dis « Tiens finalement mais c'est ça, c'est là où je me retrouve moi, là où je suis bien, c'est là où ça me parle » et dans le cadre de cette formation je peux enfin je dois faire un stage, une forme de stage. Et je choisis une structure qui est la Maison du Vélo à Caen qui est une structure que j'ai visité dans le cadre de la formation et dans laquelle en fait j'étais jamais allé alors que tout le monde m'en parlait depuis très très longtemps. Je suis assez passionné de vélo depuis très longtemps, on me décrivait cette structure comme un truc génial, où il y avait des gens qui faisaient des trucs géniaux, où ça phosphorait, tout ça dans une ambiance super et tout, tout ce qui me parle, quoi, tout ce qui me semble être moi et pourtant je n'y étais jamais allé.

– *Ça existe depuis longtemps, la Maison du Vélo ?*

S : Alors non elle n'existe pas depuis longtemps parce que elle venait d'ouvrir huit mois auparavant parce qu'elle a ouvert en 2013, l'année où moi j'ai quitté quoi. Donc il se passe quand même quelques mois avant que je fasse cette formation, c'est quelques mois où je fais aussi le vide de tout ce que je viens de traverser, le point, faut pas se laisser aller non plus, où est-ce que j'en suis etc. Donc voilà cette maison du Vélo elle avait presque pris naissance au moment de mon divorce quoi [rires] avec mon dernier employeur conventionnel quoi ! Et puis je dis « ben moi finalement, je vais aller faire un stage là » parce que ça me parle et parce qu'il se passe des choses, voilà, parce que la Maison du Vélo c'est quand même une identité particulière, il faut y entrer pour se rendre compte de ce que ça dégage, de ce que ça porte, etc. Et moi j'ai vraiment eu le coup de foudre. Alors méfiance parce que effectivement est-ce que c'est juste un coup de foudre ? Et ben je me dis « pour en avoir le cœur net je vais demander à faire un stage dans cette structure ! » et je fais un stage de deux semaines au sein de la Maison du Vélo où je me rends compte de ce qui se passe, des équipes, de la façon de travailler, de l'organisation, du modèle social de plein de choses. Et, je ne suis pas convaincu parce que je crois que je l'étais déjà avant, je me dis juste en fait, c'est le miroir quoi, ce que ça me renvoie c'est moi et c'est pas mal et puis c'est tout. Et puis le stage s'arrête et je me dis « bon je vais faire quelque chose de ma vie, quelque chose qui me parle ». Donc moi j'étais très sur la ressourcerie, le ré-emploi, la ré-utilisation, la récup, etc. –ça doit être de famille ça je pense et on pourra parler de ma famille après c'est intéressant [rires]. Et donc j'étais parti sur la création d'un projet pour porter une ressourcerie sur Caen et donc je bûche là-dessus après cette

formation, j'ai rencontré plein de gens intéressants et je recontacte ces gens et puis je commence à monter tranquillement mon projet en me disant « bon ben voilà, je vais essayer de monter un lieu où y a des choses intéressantes qui parlent qui sont les miennes et d'autres personnes aussi et où on peut se retrouver. Et puis j'ai un coup de fil un peu étrange aussi d'Arnaud C. qui est le coordinateur de la Maison du Vélo, le monteur du projet depuis le départ du projet qui me dit « Ben Cyril, j'aimerais bien qu'on déjeune ensemble, je voudrais te parler ». je dis « Ben ça tombe bien que tu m'appelles parce que finalement, tu m'avais parlé un peu de ressourcerie et tout ça et moi je commence à y travailler et moi j'aimerais bien qu'on échange un peu sur tes idées, sur les concepts qu'on peut avoir les uns les autres, voilà, et puis surtout si toi aussi t'as un projet, plutôt que de mener deux projets de front, on peut à un moment se connecter et bosser ensemble ». Et donc on se retrouve, on déjeune et là il me dit : « Ben en fait tu sais je vais quitter la Maison du Vélo et on recherche quelqu'un pour prendre ma suite et dans notre réseau on ne trouve pas, on a proposé à quelques personnes, elles ne sont pas intéressées et puis la dernière fois en réunion d'équipe, tout le monde est sorti, comme ça, assez naturellement, de la part de l'équipe, pourquoi Cyril là le gars qui est venu, ça pourrait peut-être le faire ». Et donc il m'a carrément proposé donc de prendre son poste quand il allait le quitter et ça c'était à échéance de huit mois donc du moyen terme. Donc ça chamboule mais je me dis « Bon ben voilà, y a une occasion qui se présente qui est une vraie occasion puisque tu as découvert ce lieu, il te parle, tu as rencontré des gens qui te parlent aussi des valeurs, des projets, plein de choses qui sont toi donc sûrement qu'il y a quelque chose à faire ici ». Et donc je décide de tenter cette chance et on se propose donc de mener une forme de tuilage un peu informel sur les huit mois qui nous restent en se disant « ben moi j'ai du temps libre, je suis demandeur d'emploi, j'ai des activités, j'ai des actions mais j'ai aussi du temps libre donc je peux, sur ce temps libre, bénévoler l'association, prendre la mesure, plus que sur deux semaines de stage de ce qu'est l'organisation, de ce que sont les projets, de quels ont les financements. Et puis on a fait ça sur mois et quand il est parti, je me suis vu proposer un poste et ça a été assez facile parce que tout le monde me connaissait, j'avais participé, j'avais été raccroché au projet en cours en tant que bénévole tout au long de l'année donc ça a été assez facile, ouais ça a été un glissement assez facile. Voilà comment je me retrouve à la Maison du Vélo.

*– Ça c'était au bout de huit mois, dix mois plus ?*

S : Alors au bout de un an. Entre le moment où j'ai quitté mon ancien employeur et le moment où je signe un contrat à la Maison du Vélo, il s'est passé précisément treize mois, c'est pas rien quand même. Treize mois où j'ai quand même eu le temps de réfléchir, où j'estime avoir eu le temps de réfléchir, de me poser des questions, d'expérimenter des choses. Après je partais pas non plus à blanc quand j'ai quitté mon dernier employeur conventionnel, je ne me disais pas « Qu'est-ce que je vais faire ? » j'avais quand même déjà des idées mais le monde associatif était quelque chose de complètement inconnu pour moi, enfin pas totalement inconnu parce que j'avais participé au montage d'associations mais en tant que salarié, en tant que structure porteuse de salariés c'était vraiment une découverte. Donc j'avais sans doute aussi des a priori, des déformations que je n'ai certainement plus aujourd'hui [rires] ou encore… d'autres [rires], de nouvelles…

*– Et le salaire j'imagine que c'était pas tout à fait le même qu'ingénieur informaticien ?*

S : Non pas du tout. Pour moi, la question, elle ne se pose pas. Enfin elle se pose mais pas au moment où je quitte mon emploi. Alors moi –c'est pourquoi je disais que c'est bien que je parle de ma famille aussi- je suis issu d'une famille d'ouvriers, mon père était ouvrier, ma mère était ouvrière, j'ai une sœur qui est mon aînée de trois ans et donc qui a 45 ans aujourd'hui. On n'a pas fait des grandes études mais nos parents nous ont toujours poussés à réussir, à étudier, à

essayer de faire le maximum d'études pour trouver un bel emploi, voilà. Donc y a un côté assez paradoxal parce que à la fois ils étaient ouvriers, mon père était syndicaliste, représentant du personnel, pour moi c'est pas rien aujourd'hui, je me dis qu'il avait aussi des valeurs et il était aussi dans la défense des salariés, de la place des salariés, de la place de l'humain dans l'entreprise…

*– C'était dans la région ?*

S : C'était dans la région ouais. Mon père était un ancien de Moulinex avec toute une histoire sociale qui parle et qui laisse des traces aussi. J'ai moi-même travailler à Moulinex, ma sœur a travaillé à Moulinex, ma mère a travaillé à Moulinex. C'était l'entreprise de famille quelque part. Et donc mes parents sont ouvriers mais moi je me rends pas compte ou je ne sais pas ce que ça veut dire à ce moment-là que d'être représentant du personnel, délégué syndical, etc. et je vois mon père qui finalement avec du recul, quand j'y repense aujourd'hui était un militant, un fervent militant, un défenseur des droits des salariés etc. J'avais pas eu cette image-là avant de lui. Moi c'était un mec qui bossait, voilà, mais qui n'était pas dans ce lien-là. Et donc c'est super et puis à côté de ça y a une forme d'aveuglement quoi moi je dirais général. On nous pousse à bien travailler, à réussir, à avoir une belle maison, à avoir un bon travail mais ça rime à quoi finalement peut-être qu'on n'a pas envie de ça donc y a quelque chose qui est assez paradoxal, qui est intéressant je trouve à analyser.

*– Mais toi tu avais choisi comment les études, la profession, la première ?*

S : J'ai fait de l'informatique parce qu'il y avait du boulot dans l'informatique parce que j'aime les sciences, je suis très cartésien, j'adore les mathématiques, la physique, les opérations, les équations, tout ça c'est un truc qui me plait. Dans l'informatique j'ai retrouvé énormément de ça, dans la programmation, dans le sens même de l'informatique.

*– Le boulot d'une certaine façon te plaisait ?*

S : Le boulot d'une certaine façon me plaisait et je le dis encore aujourd'hui et c'est important de le dire je pense, mon travail m'a toujours plu c'est-à-dire que finalement c'est pas mon travail qui était dérangeant bien que certaines de mes missions mais qui n'étaient plus du tout de l'ordre de l'informatique pouvaient me déranger, celles que j'ai pu évoquer tout à l'heure mais mon travail en lui-même, je l'ai toujours adoré et trouvé passionnant. Simplement pour faire ce travail-là, j'ai pas trouvé le contexte idéal pour le réaliser et ce travail-là je l'ai fait toujours dans des contextes qui sont pas les miens, qui me parlent pas et que j'ai pas envie de porter, de cautionner… Donc c'est là aussi qu'est le paradoxe et c'est quelque part difficile parce que quand je suis parti je me suis dit finalement « Ton boulot est-ce que tu l'aimes ? Oui je l'aime ! ». Et ce que j'aime c'est mon boulot c'est vraiment faire ce que je fais là en tant qu'informaticien maintenant toutes les missions que je me suis laissé confier aussi quelque part, bon voilà, y a une forme d'aveuglement, de responsabilité, je la prends cette responsabilité. On peut se laisser embarquer quelque part aveuglément dans des choses qui nous correspondent pas et le vivre très mal après. C'est ce qui s'est passé pour moi. C'est-à-dire que voilà, je l'ai mal vécu pendant un petit moment jusqu'à ce que je dise « Bon voilà faut que j'arrête de le vivre, c'est plus supportable.

*– Ce que tu vivais mal en fait c'est le clivage entre les engagements personnels et puis l'impression…*

S : C'est ça mais pas l'impression, ce que je voyais. J'étais témoin de choses au sein de mon entreprise, j'étais témoin d'un tas de situations que je ne pouvais pas accepter, qui étaient de l'ordre de l'inacceptable pour moi, et je me disais bon ben moi je suis un de ces rouages-là qui fait que ça peut exister, si je sors c'est pas grave, quelqu'un me remplacera, je sais que ça n'arrêtera pas la machine mais au moins moi, je vais me protéger. Quand je suis rentré dans

cette boîte j'ai tout de suite vu les valeurs qui étaient les siennes et qui n'étaient pas les miennes. Mais j'ai aussi senti un potentiel d'évolution de gens qui étaient là… Et je me suis dit, y a aussi des choses qui peuvent peut-être bouger. C'est aussi pour ça que j'ai fait [ce choix] c'était un challenge. Et y a des choses [qui ont bougé] je pense vraiment et j'en étais assez satisfait vraiment…

*– Des façons de faire…*

S : Des façons de travailler euh... Même quand on est transporteur y a plein de choses qui sont de l'ordre de l'écologie, de l'environnement qu'on peut mettre en place qu'on se doit des fois de [mettre en place]. Moi j'étais outré par certaines situations, j'étais là en train de construire des baraques en paille, d'apprendre à mes enfants qu'il faut comprendre la planète et la respecter et tout ce qui va avec et à côté de ça, quand j'étais au boulot je savais qu'il y avait des mecs qui allaient déverser des trucs dans les champs, enfin qui étaient complètement illégaux. Tu te dis mais c'est pas possible. C'est partout ça mais y a un moment t'es trop témoin, t'arrives à un niveau dans l'entreprise… J'étais arrivé à un niveau dans l'entreprise où j'étais au courant de beaucoup trop de choses, de choses qui me concernaient, qui me concernaient pas mais rien que de les savoir, je ne pouvais plus les porter quoi. Et c'est ça qui me déconnecte à un moment et qui fait que je sors aussi mais c'est pas mon boulot en lui-même. C'est assez difficile et pas tant que ça… Et donc pour revenir au salaire, forcément ça change. Moi j'ai toujours eu des salaires qui sont montés crescendo mais j'ai jamais non plus adopté ou adapté un mode de vie en fonction de mes revenus. C'est-à-dire qu'avec ma femme et mes deux enfants on a toujours vécu comme on vivait quand on avait pas de sous quand on était jeunes voilà. Forcément si tu gagnes de l'argent ça change tout c'est-à-dire qu'on se posait pas forcément la question sur les comptes, on ne se pose pas forcément de question sur les week-ends, les vacances sur le « si ça ça tombe en panne » voilà. Parce que t'as une espèce de sécurité de te dire derrière voilà, j'ai un matelas financier voilà puis je suis presque dans un système de consommation. Voilà donc ça a du bon et puis ça a du moins bon forcément. Mais on n'a jamais vraiment adapté notre niveau de vie à des hauts salaires ce qui fait que réduire le salaire même si c'est toujours difficile quand même de gagner moins, on fait moins de choses mais quand on en a fait le choix c'est plus facile à mettre en place…

*– Quand tu dis on fait moins de choses c'est les vacances ?...*

S : On ne fait pas moins de choses quand je dis on fait moins de choses, j'ai tort, on fait des choses différentes, on fait des choses différemment. Pour te donner un ordre d'idée, bon moi j'ai eu la chance de bénéficier de la nouvelle loi de Pôle Emploi, nouvelle application avec la mise en place du complément de salaire. Donc comme j'avais un très bon salaire quand j'ai quitté mon emploi, je me suis retrouvé au chômage avec de très très bonnes indemnités c'est-à-dire bien plus que ce que gagnent les gens quand ils travaillent. C'est très confortable, on pourrait se dire, je vais passer deux ans comme ça et puis c'est la belle vie. Ça n'a pas été mon choix et du fait que j'ai retravaillé au bout de quasiment treize mois, un peu moins, j'ai regagné un salaire certes beaucoup moins élevé ce qui fait que Pôle Emploi me complétait à hauteur de mon indemnité normale vu que mon salaire était inférieur à ce que je touchais quand j'étais au chômage. Donc ça incite les gens à rester au chômage. Donc ils ont mis en place cette nouvelle loi pour ire « ben vous voyez si vous gagnez moins vous pouvez prendre un CDI où vous gagnez moins, c'est pas grave parce que Pole Emploi vous complète par rapport à votre indemnité chômage ». Et du coup moi je trouve ça quand même vachement positif, c'est être dans une logique de travail plutôt que de toucher des allocations passivement. Donc moi ça me parle assez. Donc moi j'ai pris ce poste, je l'ai pas pris en connaissant ce dispositif, je l'ai pris et j'ai découvert après que j'avais le droit à ce dispositif. C'est-à-dire que dans ma tête il n'y avait pas

de calcul financier, j'étais prêt à gagner beaucoup beaucoup moins d'argent sachant que nous on est propriétaire de cette maison, enfin on est surtout propriétaires d'un crédit à la banque mais on avait fait en sorte que les mensualités soient peu élevées à pallier une situation financière difficile. On peut se dire même si on gagne de l'argent c'est pas pour autant qu'on peut tout mettre dans la maison. Voilà, on veut vivre à côté, garder des activités, faire plaisir aux enfants. Donc voilà, aujourd'hui, on fait pas moins d'activités et on fait pas moins plaisir aux enfants, on fait pas moins de choses. C'est pas vrai quand je dis on fait moins de choses, on fait juste les choses différemment. On ne part pas pour un week-end de quatre jours sur un coup de tête, on ne peut pas se permettre mais voilà mais on s'organise des vacances à vélo, des choses voilà qui sont simples mais qui nous permettent aussi de vivre des choses ensemble. Je pense qu'en termes de disponibilité, ma vie a changé aussi. Ma vie a changé et celle de mes enfants a changé. Ma famille a changé.

– *Le temps de travail n'est pas le même ?*

S : Le temps de travail n'est pas le même, je travaillais beaucoup, je partais tôt le matin, je rentrais tard le soir, souvent je rentrais pas parce que j'étais en déplacement. J'étais souvent en déplacement deux jours, trois jours par semaine. A un moment je me suis vu confier des équipes d'une société qu'on avait racheté dans le cadre de croissance externe sur Fontainebleau donc c'était une semaine à Fontainebleau, une semaine en déplacement donc tout le temps en déplacement, avion, train, voiture, donc la vie de famille très compliquée parce que j'étais pas ici. Alors pas très compliqué pour moi mais très compliqué pour Marie qui reste ici et qui a tout à gérer, les activités [rires] et les levers les couchers, les bains etc. ben quand on n'est pas là, c'est compliqué, on ne peut pas assister et puis quand on est là, ben on est là mais on est là physiquement quoi. Moi c'est vraiment le constat que j'avais, j'étais là mais je n'étais pas disponible intellectuellement, j'étais dans les préoccupations de ma semaine passée et dans les rendez-vous de ma semaine à venir parce que des fois je partais le dimanche après-midi en avion donc une organisation de vie complètement différente de celle que j'ai aujourd'hui. Donc effectivement aujourd'hui je gagne moins d'argent, oui je gagne moins d'argent mais je ne fais pas moins de choses avec mes enfants au contraire j'en fais même plus. C'est-à-dire que là, deux fois par semaine, je les récupère à l'école, je les emmène aux activités, des choses que je ne pouvais jamais faire avant. Pour moi ça c'est aussi très important et ça n'a pas de prix. Effectivement la perte de salaire, elle est finalement accessoire. C'est pas ça qui est important. C'est pas ce qu'on perd qui est important, c'est tout ce qu'on gagne dans cette opération. Moi je gagne en beaucoup de choses, je gagne en qualité de vie, je gagne en … j'ai l'impression d'être celui que je suis et pas de jouer un rôle dans un jeu d'acteurs que je comprends parfaitement mais que je n'accepte pas et aujourd'hui ma nouvelle activité donne un sens à ma vie voilà clairement. Je dis toujours que ma vie n'a pas de sens mais par l'action que je porte je donne un sens à ma vie et aujourd'hui c'est plus que parlant. Ce que fais aujourd'hui, mon travail dans la structure dans laquelle je suis me permet de rentrer dans un état d'esprit complètement différent tous les soirs en étant fier de moi en me disant ce que j'ai fait c'est ce que j'avais envie de faire et ce qui me plait.

– *Bonjour*

L : Enchanté, Lise.

– *Anne.*

L : D'accord.

S : Voilà. Je disais, ben je sais plus. Oui je disais que ça donne un sens à ma vie quoi et je rentre dans un état d'esprit complètement différent, c'est pas de la fierté, c'est juste de la compatibilité,

enfin j'ai l'impression d'être en harmonie quoi, d'être en harmonie complète, que ce job est fait pour moi. Ce que je fais là c'est pas un job en fait.
*– Ça c'est assez précieux hein…*
C : Ça c'est précieux oui.
*– C'est pas un job ça veut dire que c'est pas une contrainte extérieure enfin un petit peu j'imagine…*
S : C'est toujours une contrainte bien sûr, y a des moments où parfois ben on n'a pas envie d'y aller parce qu'on a toujours des meilleures choses à faire. C'est-à-dire que je le vis pas comme un travail, je le vis pas comme une contrainte, et puis je suis dans le partage, l'accueil, la convivialité, la solidarité, l'échange, le lien social, tout ce qui me construit.
*– C'est un lieu de réparation mais aussi de …*
S : Alors la Maison du Vélo c'est un village associatif qui est composé de plusieurs associations qui ont toutes un lien avec le vélo et dans ce village associatif il y a une des associations qui s'appelle Vélisol qui est celle pour laquelle je travaille et qui porte, qui pilote le dispositif déjà de Maison du Vélo pour le compte du village associatif et puis qui porte un atelier de réparation participatif et solidaire. C'est un endroit où on peut aller auto-réparer son vélo ou se faire aider à réparer son vélo avec de l'assistance technique par des gens qualifiés. On peut aussi faire l'acquisition d'un vélo, on peut louer un vélo, on peut apprendre à faire du vélo autour de l'activité de vélo-école. C'est vraiment… y a toute une dynamique autour du vélo. Mais dans tout cet environnement-là, le vélo n'est qu'un prétexte, 'est qu'un vecteur, à la rencontre et au lien social. C'est avant tout un lieu de convivialité, de partage, d'échange, de rencontre et on part du principe que voilà, les gens qui gravitent autour de cet atelier, qui tournent autour de cet atelier ont tous quelque chose à donner et à recevoir. Et on s'est rendu compte que le vélo était simplement un sujet de rencontre, de lien social extraordinaire. Hein, on mettait deux personnes dans la rue, elles se parlent pas forcément, deux cyclistes, tout de suite, ils peuvent se dire bonjour. Vous mettez deux personnes qui réparent leur vélo l'une à côté de l'autre, elles se connaissent pas, c'est génial, elles vont pouvoir s'entraider, discuter et on se retrouve dans des cas de figure assez exceptionnels quoi. Vous pouvez avoir le commandant de police en train de réparer son vélo à côté d'un sans-papiers et on peut avoir des gens qui se seraient jamais connectés dans un contexte extérieur, qui ont aucun point commun, aucun vecteur de rencontre et qui là, autour d'un vélo et d'une clé de douze vont se filer un coup de main, se connecter, échanger, se sourire et ça c'est assez magique, c'est quelque chose qui se passe dans cet atelier.
*– Ça c'était une passion ancienne le vélo ?*
S : Alors le vélo moi je suis, bon je vais pas dire que je suis né sur un vélo mais je fais du vélo depuis que je suis tout petit, j'ai toujours fait du vélo, j'ai toujours bricolé des vélos donc le vélo ça me parle comme objet d'enfance, comme jouet, comme objet de passion, comme outil sportif. J'ai énormément de vélos moi-même, de VTT, je fais du triathlon, j'ai fait des courses de vélo donc c'est un milieu que je connais très bien et c'est un superbe outil en tant que moyen de transport propre, bon pour la santé, bon pour la planète, bon pour le porte-monnaie enfin j'ai toujours moi défendu le vélo donc finalement peut-être que d'être dans le vélo c'est presque pas un hasard. C'est presque pas un hasard.
*– Tes parents faisaient du vélo ?*
S : Très peu mais mes parents m'encourageaient à faire du vélo, mes parents nous ont toujours mis au vélo etc. Mon père je crois que je l'ai jamais vu faire du vélo. Ma mère faisait un petit peu de vélo pour aller au marché en mode déplacement local, quartier quoi, mobilité territoriale rapprochée [rires]. Voilà.

*– Et sinon tes collègues, ton entourage, ils ont compris ton choix ? Tu ne les revois plus peut-être ?*
S : Alors mes collègues actuels, ils ont tout à fait compris mon choix parce que je pense qu'il y en a même plusieurs qui sont dans ma situation [rires].
*– Ah oui ?*
S : Oui je crois que c'est vraiment une structure particulière où les gens avec un parcours de vie ou professionnels [différents] se retrouvent et c'est ça qui fait la force du lieu, c'est pas forcément des gens qui ont fait des études et puis voilà qu'ont monté une asso, on a tous vraiment un parcours avant plus ou moins chaotique, plus ou moins en course de lièvre et je crois que c'est ça aussi qui fait la force de l'équipe aujourd'hui. Mes collègues anciens, pour la plupart, n'ont pas compris. Mon entourage proche n'a pas compris. Mes parents par exemple, ma famille. Ma mère m'a dit « Mais pourquoi tu quittes ton emploi, t'as un super travail, des responsabilités, un salaire énorme, pourquoi tu quittes ça ? Qu'est-ce que tu vas faire ? » Voilà. Parce que la préoccupation première c'est d'avoir un travail, c'est de gagner de l'argent, c'est d'avoir une situation stable. Je lui dis « Mais maman, en fait, je vis mal, je suis en dépression, je vais faire un burn-out et tu vois ça c'est plus important que d'avoir un bon travail ». Elle dit : « Non mais je comprends pas. » Elle comprenait mais c'était très très compliqué. Des amis proches qui ne comprennent pas et qui je pense n'ont toujours pas compris et avec qui j'ai pas entamé non plus un processus de discussion afin de les convaincre parce que c'est pas nécessaire parce que je demande pas aux gens d'adhérer ou de cautionner. Ma démarche elle est personnelle avant tout, je le fais pour moi et pour mon entourage mais je l'ai pas fait pour les convaincre. Y a des gens à qui ça parle évidemment et y a des gens à qui ça parle pas du tout et c'est très très compliqué de rentrer dans des explications ouais. Mais ouais un entourage très proche, familial, ma sœur, ma mère ont vraiment pas compris quoi parce que on est dans une logique, voilà, on a un boulot c'est tellement précieux, il faut le garder. Je comprends, le contexte économique, la conjoncture, le travail aujourd'hui, c'est pas extraordinaire et puis voilà, on nous pousse pas non plus vers cette liberté du choix.
A : Même avec le recul de maintenant deux trois ans d'un autre travail stable ?
S : Alors je pense qu'il y a un constat de dire bon, il est bien, il vit bien, il a l'air heureux etc. mais je crois qu'il y a toujours pas de compréhension de l'action au départ. C'est, bon il s'en sort bien donc ça va mais pourquoi il a fait ça, pourquoi finalement il a fait ça ?
A : En revanche ça c'était un choix familial, enfin ta compagne, elle était d'accord ?
S : Alors oui [rires] elle était d'accord avec ce choix de ne pas continuer parce que de toutes façons j'étais pas bien maintenant effectivement c'est compliqué. C'est ce que je disais tout à l'heure, c'est un peu sauter du train en marche mais sans sauter sur un autre train, ni dans un autre train quoi. C'est-à-dire que là j'avais rien. Quitter un emploi pour un autre emploi c'est toujours plus confortable que quitter un emploi quand on en n'a pas donc il y avait une prise de risque assez importante avec des enjeux aussi importants que sont la famille, la maison etc. Mais une confiance quand même… Une confiance dans ma capacité à rebondir parce que c'était pas non plus la première opération [rires]
*– …de changement ?*
S : Alors de changement, pas de changement radical mais en tout cas de changement de contexte et d'entreprise. A chaque fois que j'ai changé j'ai retrouvé rapidement. Je ne me suis jamais retrouvé sans boulot avec de longues périodes de galère.
*– Mais là Lise elle savait que c'était pour autre chose…*
S : Oui pour autre chose mais comme moi elle ne savait pas quoi donc c'est difficile à vivre aussi…

*– Oui*
S : C'est difficile à vivre oui, y a une forme ben d'expectative là, on sait pas où on va, voilà, on sait ce vers quoi on a envie d'aller mais on ne sait pas si on va y aller si on va y arriver et vers quel biais donc voilà effectivement y a une inquiétude, une forme d'inquiétude qui n'est pas évidente. Voilà. Alors après moi quand j'en discute avec les gens certaines personnes me disent c'est super courageux ce que tu as fait, moi je leur dit, j'ai pas l'impression, c'était assez facile pour moi d'aller voir mon employeur de lui dire « ben là on va arrêter parce que j'en peux plus et puis j'ai pas envie de me mettre en danger » et puis c'est pas plus compliqué que ça. Après j'entends que tout le monde ne peut pas le faire ou que tout le monde ne peut pas oser le faire ou que c'est difficile de quitter son emploi en n'ayant rien derrière, soit faut être complètement cinglé, soit faut être hyper-mégalo comme moi je pense ou avoir super confiance [rires]. Non mais c'est vrai, moi, à aucun moment j'ai eu une inquiétude parce que j'avais déjà vécu cette forme d'expérience auparavant et que l'expérience me rassurait.
*– Tu savais peut-être que t'avais les ressources aussi pour faire pas mal de sortes de jobs ?*
S : C'est ça complètement et puis, c'est ce que je disais aussi au départ, j'étais aussi prêt à tout faire. A partir de ce moment-là pour moi l'impossible n'a pas sa place ici…
*– Mmmm…. Et globalement ça a changé votre mode de vie ? Les enfants, ils ont vu un changement ou dans la disponibilité, le style de vie ?*
S : Alors peut-être en termes de consommation je dirais, peut-être… parce que dans le style de vie notre projet ici il était déjà démarré bien avant ça donc on était quand même dans une logique déjà d'habitat partagé, d'habitat groupé, de partager des choses, des valeurs avec d'autres donc ça c'était assez évident pour nous. Maintenant avant on avait des grosses voitures maintenant on a des voitures pourries
*– Ah quand tu disais en arrivant qu'avant tu roulais en Mercedes c'était vrai ? [Boutade de l'accueil, il arrive dans une vieille camionnette utilitaire] [rires]*
S : C'était pas vrai [rires] je roulais en Audi ou en Volkswagen mais c'est pareil ! Aujourd'hui je roule en ZX, en voiture pourrie, d'ailleurs je vais quasiment tous les jours à vélo au boulot donc en termes de transports, d'organisation, ça change des choses aussi. Parce que aujourd'hui on a une seule voiture là où on en avait deux avant donc effectivement moi je fais beaucoup de choses à vélo. Transporter les enfants à vélo, c'est pas toujours évident, bon il existe des solutions mais avec la pluie l'hiver tout ça, quand tu bosses à Caen, qu'il faut revenir récupérer les petits à l'école primaire pour les amener au conservatoire à Caen ou au théâtre ou quoi ben voilà. Tout ça c'est de l'organisation, ça a un impact sur l'organisation mais je trouve que les enfants le vivent bien. L'année dernière, pour la première fois, on est partis en vacances à vélo, en autonomie, quatre vélos, tente, remorque, réchaud, voilà, sacs de pâtes et on a fait le tour du Cotentin. Ben c'était une super expérience, on a vécu à notre rythme, on a partagé autre chose et je crois que les enfants ils ont aussi conscience de tout ça. Alors on a jamais été dans la consommation excessive hein sinon de toute façon, on aurait jamais fait partie de ce projet-là mais peut-être qu'on fait plus attention encore aujourd'hui qu'avant. Et que les enfants s'en rendent peut-être plus compte mais aussi peut-être parce qu'ils sont plus grands. Donc avant ils se rendaient pas forcément compte du potentiel pouvoir d'achat de leurs parents [rires] et de l'actuel !
*– Oui [rires] parce que quand tu dis, on fait attention ça veut dire sur les dépenses des enfants, sur les vacances, la voiture ?*
S : Non ça veut dire qu'avant on pouvait tout faire c'est-à-dire que si les enfants voulaient faire quelque chose on ne se posait pas la question parce que si on avait les moyens de payer, on payait. Aujourd'hui on explique aux enfants ben la valeur des choses aussi, chose qu'on faisait

déjà avant mais là, non seulement on leur explique la valeur des choses mais en plus on leur dit qu'on peut pas ! [rires] Mais je trouve ça intéressant sur des notions de frustration… Après on n'est pas des vrais pauvres, pas encore mais on va le devenir ! [rires] Parce que le processus, il se fait lentement : tout à l'heure je t'ai dit j'ai descendu de salaire donc j'ai un salaire qui est trois fois moins élevé peut-être que celui que j'avais avant mais j'ai un complément de salaire et ce complément de salaire je l'ai encore aujourd'hui mais à un moment, il va s'arrêter, ça veut dire que en fait je suis sur quelque chose de progressif. Y a des paliers. Là je suis au palier intermédiaire et on se prépare à passer au palier inférieur et là je crois qu'on va être des vrais pauvres et comment ça va se passer… [silence]
– *Vous allez plus compter ?*
S : [silence] non. On compte pas de toutes façons, on n'a jamais compté, qu'on ait de l'argent ou qu'on en ait pas, on compte pas…
– *Vous régulez comme ça… parce que moi, je compte pas mal ! [rires] enfin parfois [rires] Vous régulez… Enfin tu disais déjà que quand tu gagnais plus vous consommiez peu déjà et pas le salaire total quoi…*
S : Non on n'a jamais eu un mode de vie qui était adapté à notre salaire quoi même moi quand je gagnais de l'argent… après si je dépensais de l'argent, je m'achetais des costards, des trucs pour bosser et beaucoup d'argent dans des conneries comme ça. Mais on n'a jamais, à part se faire plaisir pendant les vacances et tout ça, on n'a jamais été des grands consommateurs donc c'est plus facile aujourd'hui… Si t'as un peu moins d'argent, il faut se caler effectivement, c'est pas simple hein, je dis pas que c'est facile et voilà, on reste dans les budgets qui nous permettent de vivre.
– *Et l'alimentation aussi ça a changé ?*
L : ben oui ! (49')
– *Vous pouvez répondre tous les deux hein !*
L : Oui oui ça a changé l'alimentation…
S : L'alimentation ça a changé…
L : Moi je faisais les courses à la Biocoop sans compter effectivement, je ne fais plus les courses à la Biocoop sans compter
S : Parce que quand tu fais les courses à la Biocoop si tu comptes, tu pleures ! [rires] C'est vrai que la Biocoop c'est bien parce que c'est aussi dans nos valeurs d'alimentation et on ne se posait pas la question, on faisait *toutes* les courses à la Biocoop. Aujourd'hui on fait *quelques* courses à la BIocoop puis quelques courses au supermarché classique etc. Après moi je me dis qu'on peut aussi pallier ça avec une forme un peu d'autosuffisance, on peut produire des choses on a la chance d'avoir des potagers et tout, tu vois cette année c'est un mauvais exemple parce qu'on n'en a pas fait mais si on s'y met il faut du temps mais c'est aussi je pense la contrepartie de l'investissement à mettre, si tu passes un petit peu de temps, tu peux aussi avoir cette forme de récompense qui est que tu ne peux pas aller faire tes courses à la Biocoop mais tu as tes légumes et tout ça dans ton jardin et que c'est très bien.
L : Et puis on trouve des alternatives…
S : Et puis on trouve des alternatives !
L : Tu récupères des légumes invendus, on fait des trucs comme ça, cet hiver on a beaucoup fait ça ou des légumes à bas prix parce que à la Maison du Vélo y a des restes….
S : Alors comment ça se passe ? Moi je connais quelques maraîchers avec lesquels on a pu développer des partenariats de livraison de paniers de légumes à vélo et donc ces maraîchers quand ils ont des invendus à la fin de la semaine ils peuvent nous contacter pour nous dire, bon

si ça vous intéresse, voilà, ça va pourrir, donc quasiment tout l'hiver j'ai ramené un panier de légumes qui nous faisait la semaine…
*– Une sorte d'Amap à vélo quoi ?*
S : Ouais voilà. Après c'est toujours le réseau…
*– C'est la Maison du Vélo qui faisait les livraisons ?*
S : Ouais voilà c'était des assos c'est Vélisol qui faisait les livraisons ouais. Donc voilà après c'est la débrouille quoi. Le poisson coûte cher alors on récupère du poisson parce qu'on a des amis qui sont dans la Manche, qui connaissent des pêcheurs et ma mère y va régulièrement, elle nous ramène du poisson voilà, on est sur des modes de débrouille classique je dirais comme un peu tout le monde.
*– Et dans ton enfance t'as eu quelle éducation sur la consommation ? T'as souvenir de trucs, d'une forme de modération ?*
L : A ouais !
S : Ouais une forme de modération ouais ouais. Mes parents n'étaient pas des grands consommateurs déjà parce qu'ils n'en avaient pas les moyens hein je disais tout à l'heure c'est vraiment une famille d'ouvriers, modeste. Voilà mes parents ils ont toujours essayé de nous faire plaisir mais ils ne nous ont pas éduqué dans une consommation… excessive et déraisonnée. Moi j'avais jamais de marques quand j'étais gamin. D'ailleurs à un moment ça a pu me poser problème : tous mes copains au collège ils avaient des survêtements Nike ou Addidas et moi j'avais des trucs de je sais pas qui là, Soldorac ! [rires] Je m'en fous, c'est pas très grave ! Finalement avec du recul aujourd'hui, je fais la même chose avec mes enfants et mes enfants s'en foutent complètement parce que eux ils sont dans cette logique de réutilisation, de recyclage. Ils ont bien compris que le sens de la vie c'était pas l'apparence et tout ça.
*– Et le collège, non ? L'aîné, c'est un garçon…*
L : Il est au collège Elsa Triolet en REP+ alors si tu veux…
*– Ah ouais moi mes filles même en REP…. Bon…*
L : Rien du tout ! Ben avec les garçons si tu veux, ça fait deux ans qu'il est au collège et il a jamais demandé un truc… Pour l'instant, après ça changera peut-être parce qu'on a des voisins, ça a commencé, Louis il a réclamé pendant deux ans des marques genre en 3ème et en seconde tu vois…
*– Oui*
L : Faut aussi qu'à un moment ils puissent dire qu'on les emmerde avec nos trucs là…
S : Non y a pas de frustrations et moi j'en ai pas eu finalement, je me suis posé la question à un moment et donc pour ma part j'ai pas été élevé dans une consommation déraisonnée, Marie non plus du tout d'ailleurs…
*– Ouais y a pas des trucs auxquels vous avez renoncé….*
S : (silence)
L : Si. Moi je sais quoi.
S : Les vacances au sport d'hiver ?
L : Non pas du tout. On a renoncé, enfin toi en tout cas, t'as renoncé à ce que tes parents trouvent que ce que tu faisais c'était bien [rires]. C'est hyper fort ça, la réussite sociale, une famille d'ouvriers, enfin bon t'en as peut-être déjà parlé, ça fait que voilà…
S : Ouais j'en ai parlé tout à l'heure
L : Tu renonces au fait que tes parents ils vont te regarder avec admiration, ils vont dire « tu vois mon fils il a progressé, il est cadre », ça c'est quand même un gros renoncement c'est pas matériel, et de dire ben on construit différemment.
*– Ouais parce que là c'est pas l'image d'une réussite…*

L : Ouais, ça se dit pas trop tu vois, enfin moi non pas du tout hein dans ma famille
S : Autant à chaque fois que je changeais de travail et que j'avais un meilleur travail, ma mère elle était fière de l'annoncer à ses amis autant là je sais pas, ça a dû lui créer une vraie difficulté de dire « Bon ben Cyril a démissionné, pourquoi, on sait pas… ». « Comment ? Ben attends qu'est-ce qui se passe il avait un super boulot ?! »
– *C'est une bizarrerie…*
L : Elle dit il a fait un burn-out [rires]
S : J'ai fait un burn out [rires]
L : Ah oui « Tu crois pas que c'est un burn out ? » (susurré) [rires de tous]. Elle disait « burn out » [prononcé à la française « burne a-out »] [rires]
– *Ah oui elle espérait que ce serait passager quoi…*
S : Oui complètement.
L : Ça ouais c'est fort, la pression…
S : La pression sociale, la pression familiale ouais on en a parlé un peu tout à l'heure…
– *Oui elle avait envie que tu sortes…*
S : Mais c'est ça, j'en ai parlé
– *C'est un rêve d'ascension sociale*
S : C'est ça as-cen-sion sociale. J'en ai parlé un peu tout à l'heure c'est ce paradoxe, à un moment mes parents je leur en ai voulu, je leur en ai voulu de m'éduquer dans cette logique de réussite, de presque écraser les autres quoi hein, de dire « Vas-y, faut y aller faut réussir faut s'en sortir ! », voilà. Et puis à contrario cette dimension sociale dans le lien de mon père, dans le travail de mon père, dans ses missions et donc voilà, je me dis mais c'est pas comme ça qu'ils m'ont éduqué, est-ce que c'est comme ça que je l'ai perçu, bon ben voilà, y a une ambiguïté quelque part. Quand j'avais fait cette formation, ce petit stage là à l'ARDES, à l'Association Régionale de développement de l'Economie Solidaire, j'avais écrit un petit truc, je te l'ai ramené là si tu veux voir. (Il me donne le journal avec son témoignage). C'est un peu ça l'idée c'est de dire (interruption clefs). Alors j'avais appelé ça « Aujourd'hui c'est le premier jour du reste de ma vie ». Donc c'est vraiment une bascule. Où je disais que finalement quelque part j'avais l'impression d'avoir vraiment perdu du temps voilà, pour ressembler à des modèles qu'on nous présentait et que quelque part j'en voulais un peu à mes parents aussi quoi. De cette logique éducative de la réussite, d'avoir le bon emploi, d'être propriétaire de sa maison, d'avoir des enfants, un labrador et un coupé cabriolet… Voilà (silence). Ce que finalement je… ce qui me parle pas quoi. Et donc si tu veux je peux te le laisser comme ça tu le liras..
– *Ah ben je veux bien ouais*
S : Tu peux même en reprendre des passages ou quoi si tu veux, y a des choses peut-être que j'écris là-dedans et que je n'ai pas dites. [Interruption enfants]. C'est quand même fort hein parce que [il lit un paragraphe de son texte] « tout salarié est un numéro, un matricule tout ou partie d'un outil de production et dans cette société de consommation, cette ère du jetable, on ne répare pas une pièce défaillante, on la remplace. J'ai vu des personnes être licenciées parce qu'elles ne répondaient pas aux exigences de rentabilité du poste qu'elles occupaient, j'ai vu des personnes être licenciées parce qu'elles avaient des problèmes personnels importants qui n'avaient pas leur place dans l'entreprise, j'ai vu des personnes être licenciées parce qu'elles étaient devenues inutiles, j'ai vu des personnes être licenciées parce qu'elles se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment, des personnes qui faisaient bien leur travail et qui ne demandaient que de pouvoir continuer, j'ai vu des personnes licenciées tout simplement parce que quelqu'un à un moment l'avait décidé, quelqu'un qui avait du pouvoir sur le devenir d'un

autre. J'ai non seulement vu mais j'ai aussi participé. J'ai cautionné parfois même sans m'en rendre compte. Schizophrénie du travailleur. » Voilà. [pénétré,soucieux.]
*– Et maintenant avec le recul, t'es plutôt content en fait non ? Enfin vous êtes plutôt contents ?*
S : Moi je peux répondre mais toi tu peux répondre aussi, tu peux dire quelque chose ! Moi je suis content, je l'ai dit tout à l'heure, je ne regrette absolument pas mon choix, je ne regrette absolument pas mon choix parce qu'aujourd'hui, dans ma tête je vis beaucoup mieux, je gagne moins d'argent, j'ai plus de temps et pas vraiment finalement… C'est ça que Marie va dire !... je crois qu'après y a toujours une question d'investissement personnel quoi et quand on aime on ne compte pas trop et en fin de compte je crois que je suis capable de faire aussi autant d'heures dans mon boulot d'aujourd'hui que dans mon boulot d'hier ! [rires] Pare que voilà, y a quelque chose qui est de l'ordre de la passion, quelque chose qui est de l'ordre du surinvestissement, je sais pas, donc y a quelque chose qui m'est propre aussi, qui n'est pas forcément lié à l'environnement de travail.
*– Qui est un investissement fort quoi, dans le travail….*
S : Dans le travail oui…. Donc effectivement aujourd'hui, j'ai un travail plus cool, qui me parle plus, qui me correspond mieux, avec des valeurs, des collègues de travail [qui me correspondent] voilà, quelque chose qui est très très bien mais je pourrais aussi m'y perdre. Donc ça veut juste dire « vigilance ! » quoi, tout n'est pas rose et cette opération ben c'est pas un succès évident quoi, c'est-à-dire que je peux aussi vite me trouver dans une situation difficile, personnelle, alors que le cadre est idéal quoi.
*– Et tu disais tout à l'heure que t'avais changé souvent de travail avant et là t'es toujours dans cette idée de changer à terme ?*
S : Oui. Alors quand j'avais changé auparavant, j'avais changé en restant dans un même cadre, dans une même profession, là j'ai vraiment basculé hein, alors aujourd'hui, je suis chargé de projet dans une association mais la plupart du temps, je fais aussi de la mécanique vélo, j'ai les mains plein de cambouis et tout donc quelque chose qui est complètement différent de ce que je pouvais faire avant. Je me projette pas forcément à très long terme dans cette structure d'abord parce que son avenir n'est pas certain, il y a une expectative sur ce lieu, sur le financement de ce lieu, sur la durabilité de ce lieu et puis parce que voilà, moi je ne me suis jamais projeté dix ans après dans un boulot quoi. Et puis parce que j'ai jamais eu peur de bouger donc voilà. Ca ça me fait dire que je ne passerai pas le reste de ma vie à la Maison du Vélo même si ça me correspond etc. Je pense que ça a été une ouverture pour moi, une vraie ouverture d'un réseau, d'une autre façon de travailler et d'une autre façon de s'organiser, voilà, je pense que je resterai dans cette ouverture-là mais pas forcément ici.
A : Oui ça pourrait être autre mais ce sera pas l'informatique, pas comme avant ?!
S : Ouais je crois que l'informatique c'est vraiment fini ! Si c'est ça la question [rires] ! C'est une très bonne question parce que c'est une question que je me pose souvent et qu'on me pose souvent ! Parce que aussi quand on est dans l'informatique on est sollicité par un tas de personnes qui ont des ordinateurs et qui vous sollicitent pour que vous les dépanniez !
*– Ah oui c'est vrai je n'y avais pas pensé !*
S : Donc le jour où j'ai arrêté l'informatique, j'ai aussi un peu arrêté ça, de dépanner les gens quoi, parce que c'est chiant quoi. Quand vous connaissez un mécano, le gars qui s'y connait en mécanique il est sollicité par tous ses amis, le gars qui s'y connait en informatique il est aussi sollicité par tous ses amis. Et souvent les gens me disent « Ben tu veux pas t'y remettre ? » ou « Tu t'y remettras pas ? » ou moi –même je me suis aussi, pas récemment, mais à un moment posé la question de me dire, je sais pas, ça rassure de se dire « Si demain j'ai besoin de gagner de l'argent, je sais que tiens, je peux postuler là-bas et je vais me trouver un super boulot ». En

fin de compte, je ne crois pas, je crois que quand on sort de quelque chose c'est aussi très difficile d'y retourner puis je crois surtout qu'en me posant véritablement la question au fin fonds de moi-même, je n'ai pas du tout envie d'y retourner. C'est-à-dire que l'informatique, je crois que j'ai vraiment tourné la page quoi. C'est quelque chose qui ne me parle plus quoi. Aujourd'hui, j'ai presque du mal à être un utilisateur de l'informatique. Quand je suis un utilisateur, je suis un utilisateur chiant c'est-à-dire que je suis un vrai utilisateur qui gueule sur les informaticiens parce que ça marché pas ! [rires]
*– Ah oui oui c'est le changement là !! [rires]*
S : Et que je sais pourquoi ça marche pas mais je n'ai absolument pas envie de dépanner ! [rires] Non vraiment l'informatique je crois que c'est une croix… X…. J'ai vraiment tourné la page et je n'y retournerai pas parce que c'est un monde à part aussi hein. Je crois que la page est tournée. Définitivement. Je crois qu'on a des signes forts, à la maison on a trois ordinateurs en panne depuis un an et demi et voilà. Je ne les ai pas réparés…
L : On n'a pas d'ordi.
S : Et on n'a pas d'ordi en fait.
L : On a une télé depuis trois mois…
S : On a vécu douze ans sans télé et on a acheté une télé y a trois mois voilà.
– Ah oui ?
L : Ça fait partie des grands débats de la famille ! [rires] Parce que les enfants étaient demandeurs, on s'est dit que maintenant, ils étaient en capacité, après douze ans sans télé de pouvoir faire des choix…
S : De gérer la dépendance !
L : Et ça se fait super mais on est hyper contents ! On a instauré des règles et du coup c'est hyper bien !
*– C'est des règles pour limiter ?*
L : Ouais ouais ouais, ils ont droit de regarder la télé le mercredi soir et le week-end mais ils ne sont pas du tout accro quoi. Du coup, le fait d'avoir été élevés sans télé, je pense que ça a vraiment changé les choses…
*– Et du coup, s'il n'y a pas d'ordinateurs, ils ne sont pas accro non plus à des jeux, à des…*
L : Non bon Timéo il a un portable, Adèle a une tablette mais ils ne passent pas leur temps dessus, comme tous les mômes mais pas excessivement non plus…
*– Pas des heures et des heures…*
L : Timéo pas mal de téléphone parce que c'est aussi un moyen de communication, ce n'est pas que un moyen de jeu ou de regarder des vidéos, donc il communique aussi en fait !
S : Il passe aussi beaucoup de temps avec ses amis, il est dans le lien direct [pendant l'entretien, on le voit avec ses amis entrer et sortir de la maison, aller chez les uns et les autres dans le quartier]. Non on a des enfants qui sont des grands communicants qui sont, voilà.
*– [à Lise] Et toi tu ferais quel bilan du changement de ton point de vue ?*
L : Ben moi je pense que c'est vraiment hyper bien. De toutes façons, ça aurait créé des tensions dans notre famille, ça en a créé beaucoup parce que moi c'était des valeurs d'entreprise que je ne partageais pas du tout et du coup, je pense que Cyril, à un moment, pour pouvoir survivre à ça, il a intégré des choses. Enfin il s'est plié à certaines règles et il a essayé de comprendre des trucs que de toutes façons à terme….
S : Incompréhensibles pour nous !
L : C'était pas possible… Donc il essayait tant bien que mal…
*– Dans l'entreprise alors*

L : oui oui et du coup moi je lui disais « Mais tu es en train de changer ! ». Voilà, on a eu des conversations autour de ça qui étaient hyper virulentes
A : Ah oui, toi tu avais peur du changement dans le [sens de l'entreprise]
L : Ah oui oui oui, moi je ne voulais pas, enfin j'étais pas capable de m'intégrer à ce monde-là ! Et je voyais bien que Cyril essayait un peu, à certains moments, de se fondre dans le truc quoi. Mais ça a créé des discussions hyper violentes, sur les choix qu'on avait à faire et ce qui était incompatible avec nos vies, les valeurs qu'on défendait par ailleurs dans nos vies privées ou pour moi professionnelle…
*– Toi tu fais quoi ?*
L : Moi je travaille à l'association du planning familial alors tu sais je n'ai pas trop de souci de changement de carrière car c'est tout à fait en cohérence avec [mes valeurs] ! Donc ça a été vraiment bien. Donc de toutes fans quand il est entré chez X [entreprise de transports] je disais aux gens « Il tiendra pas six mois, ça va pas le faire, c'est pas possible ».
*– Ça a été trois ans ?*
S : Ouais trois ans, trois ans.
L : Mais voilà, pour moi, ça fait partie du parcours. C'est un truc individuel, tu vois…
*– personnel, de mode de vie ?*
L : Y a pas que ça. Y a des intérêts derrière individuels, de parcours de vie, de se prouver des choses, pas moi hein, Cyril ! Y a quelque chose de l'ordre de respecter des valeurs et y a quelque chose de plus global, collectif quoi. Quelle société j'ai envie, à quelle société j'ai envie d'appartenir tu vois. Mais c'est sur trois niveaux pour moi. Personnellement Cyril il a avait un cheminement par rapport à sa vie, par rapport à son histoire et ces changements-là, ça l'aide dans son cheminement plus personnel tu vois. Après y a le côté, moi en tant qu'individu, j'ai envie de défendre des valeurs et puis y a un côté plus global quoi, tu vois. Donc c'est sur plusieurs niveaux. Donc sur tous les niveaux, je pense que ça [joue].
*– Vous diriez que c'est un choix un peu politique ?*
L : Ah ben clairement. C'est clairement des choix politiques.
*– Militant ?*
L : Ah ouais. On fait des choix. Bon y en a qu'on n'arrive pas encore à faire…
*– Quoi par exemple ?*
L : Ben je ne sais pas, là tu vois, on va aller acheter une étagère chez Ikéa quoi pour notre fils parce qu'il nous en manque une. On en a récupéré une mais pas deux ! Bon ben on va y aller chez Ikéa tu vois !
S : Mais on n'en achètera pas deux ! On n'en achètera qu'une, l'autre on l'a récupérée !
L : On n'en achètera qu'une parce qu'on la récup' tu vois. Mais bon pour que ce soit cohérent dans sa chambre on va y aller. Ben ça nous fait bien chier tu vois ! [rires]
S : Je ne sais pas si on peut atteindre la perfection…
L : Ça on n'y arrive pas mais c'est pas grave ! Après sur plein de trucs on fait vraiment des choix politiques quoi.
*– Tu penses au…*
L : Je pense au fait d'avoir mis notre enfant dans un collège public à un moment où c'était hyper compliqué, où il a fait partie de la première vague des [gens du village à y aller] à y aller, c'est tu vois plein de trucs comme ça qui font que ouais on fait, on essaie de continuer à être cohérents. Après évidemment y a des trucs ben ouais c'est compliqué.
*– Ben là finalement ça s'est bien passé le collège ?*
L : Très bien. Mais tu vois sur la consommation, y a encore des trucs qui font qu'on arrive à bouger quoi… mais c'est pas mal….

– *Et ce serait quoi par exemple les petits trucs que vous voudriez bouger ?*
L : [Soupirs. Silence.]
– *Parce que les vacances en vélo, déjà c'est pas mal !* [L'année passée, ils sont partis en famille en vacances à vélo et camping dans le Cotentin]
L : Ouais, ouais
S : Ben on s'est pas fixé de partir tous les étés à vélo non plus !
L : Ben là par exemple tu vois, moi, mais ça concerne pas Cyril, moi j'essaie de devenir végétarienne là tu vois. Alors que pfff…
– *Avant t'étais carnivore quoi….*
L : Je mangeais de la viande tous les jours pratiquement où au moins genre jambon des trucs comme ça. Et là depuis trois semaines, un mois, je suis végétarienne. Donc c'est des choix politiques aussi tu vois. C'est pas que pour moi ou pour ma santé quoi.
– *C'est pour le climat…*
L : Voilà ! Mais on a plein de trucs encore à faire, plein de trucs !
S : Moi j'ai pas décidé d'être végétarien parce que depuis tout petit on m'a appris que la viande c'était bon et qu'il fallait en manger. Alors j'ai conscience que manger beaucoup de viande ou trop de viande, j'ai conscience de l'empreinte écologique ou ces trucs-là, maintenant, moi je ne peux pas arrêter de la viande du jour au lendemain, ça fait partie de mon alimentation et de mon mode d'alimentation depuis longtemps. Je pense que je peux essayer de changer mais encore une fois c'est un processus de bascule, de changement qui ne se fait pas du jour au lendemain.
L : Moi non plus hein. Je suis balaise quand même !
– *Ça peut être par périodes non ?*
L : C'est ça, moi j'ai pas envie d'imposer… Ouais et puis le barbecue quand même, je ne sais pas si je vais résister !
S : Ben ouais, voilà, moi non plus ça ne m'écœure pas ! Après je sais que voilà, il faut 24000L d'eau pour faire un kilo de viande rouge, que c'est une aberration totale, que 70% des terres agricoles de la surface de la planète sont utilisées pour produire de l'alimentation fourragère et bovine et pas pour nous les humains. Enfin, je veux dire quand t'expliques ça à n'importe quel gamin de huit ans il te regarde avec des yeux comme ça et il te dit : « mais qu'est-ce qu'on fait quoi ? ». Donc bien sûr tout ça on peut le comprendre, l'intégrer etc. maintenant, le changement il est toujours difficile, c'est la mise en pratique… je pense qu'il y a la prise de conscience, la mise en pratique tout ça c'est des phases quoi et pis même ça prend du temps…
– *Et puis même comment faire quoi…*
S : Voilà exactement. Tout le temps, est-ce que je dois être dans l'extrémisme, « Je suis végétarien, je ne mange plus du tout de viande » ou bien déjà si j'en mangeais trois fois par semaine et puis je n'en mange plus qu'une fois par semaine et ben c'est déjà beaucoup et puis y a aussi la part du colibri quoi. Si tout le monde faisait comme moi ben on s'en sortirait beaucoup mieux. Je pense qu'on ne peut pas non plus résoudre tout seul tous les problèmes. Après…
– *Et vos prenez l'avion ou plus tellement du coup ?*
L : Plus du tout !
S : Moi plus du tout !
L : Moi je l'ai pris quelques fois dans ma vie mais très peu et c'est pas du tout dans nos projets de partir quelque part en avion ! [rires] Et puis Cyril a peur ! Il t'a dit qu'il avait peur de l'avion!
S : Alors moi j'ai peur en avion et dans cet emploi magique où je partais tout le temps en déplacement, j'ai pris, enfin si j'ai pas pris cent fois l'avion je l'ai jamais pris quoi ! Des fois je prenais trois vols dans la même journée pour un déplacement et ça c'était une véritable

souffrance et je me suis juré le jour où je quitterai cette entreprise que je ne prendrai plus jamais l'avion ! Et je m'en fous de jamais aller de ma vie en Australie ou aux Etats-Unis, peut-être j'irai en bateau, ce sera plus long, c'est que j'aurai le temps. Mais bon voilà je ne veux plus. C'est déjà un truc qui me parait être une aberration écologique, ça m'embêtait vraiment de devoir être obligé de le faire et aujourd'hui que je ne suis plus obligé de le faire et qu'en plus c'est un truc qui me fait flipper, j'ai vraiment choisi de ne plus prendre l'avion. Donc voilà moi j'ai vraiment fait une croix sur l'avion. Ca veut dire qu'il y a une forme peut-être de privation de certaines choses mais pour moi je ne le vis pas du tout comme ça. Je crois que je ne connais pas du tout mon pays, j'ai plein de choses à voir en France, j'ai plein de choses à voir où je peux aller en voiture, à vélo, même à l'international, quelle obligation j'aurais à prendre l'avion demain si ce n'est pour aller effectivement augmenter mon bilan carbone ! Non non c'est quelque chose… Je ne suis pas anti-avion hein mais j'en ai pas l'utilité et puis je ne veux pas, je ne veux pas en avoir. C'est peut-être un sujet de discussion….
L : Quoi ?
S : Ce truc d'aller je ne sais pas où, en Australie !
L : Non non parce que y a plein d'endroits où on peut aller en train, nos voisins ils font ça, ils parcourent l'Europe en train, c'est jouable hein. Mais bon globalement hein, enfin, t'es pas un voyageur de toutes façons… Plus un voyageur…
S : Je suis pas un voyageur non. Je suis un local. [rires]
L : [rires] C'est vrai, hein c'est vrai.
S : Non mais je suis un local vraiment. Je crois que c'est génial d'aller découvrir le monde et c'est super quand on a l'occasion de pouvoir voyager. Moi j'ai eu l'occasion dans ma vie de pouvoir voyager…
*– Par le boulot en fait….*
S : par le boulot et puis par l'armée aussi. J'ai été quand même beaucoup à l'étranger, à l'outre-mer, l'Océan indien, tout ça, j'ai fait des tas de pays. Le voyage, je sais ce que c'est et c'est génial, mais en fait je suis vraiment un local. En fait je me dis « Mais on a tellement de choses à découvrir, à apprendre, à connaître, à rencontrer dans un rayon ne serait-ce que de 100km autour de chez nous qu'on n'a pas assez d'une vie pour faire ça ! Alors qu'est-ce qu'on va s'emmerder à aller à l'autre bout ! C'est génial là-bas, il fait chaud, il fait 35°, y a des cocotiers, on déconnecte, on croise pas ses collègues de boulot, c'est super mais moi j'ai pas besoin de vivre ça aujourd'hui quoi. Si je croise mes collègues de boulot demain, je serai content parce que je les adore, parce que je vis des trucs super avec eux tout ça donc je ne ressens pas ce besoin de partir loin. Et puis je pense vraiment qu'on a tellement de choses à apprendre ici, à voir à découvrir, on ne se rend pas compte quoi. Enfin moi je me rends bien compte mais j'ai l'impression que les gens ne se rendent pas compte quoi. Ils veulent tous aller très loin et ils ne connaissent pas le petit truc qui est à 30km de chez eux, à 5km parfois derrière et qui est juste magnifique et qu'il faut absolument voir dans sa vie pour pas mourir idiot !
L : mais ici y a plein de gens comme ça hein, y a des gens qui prendront pas l'avion…
*– Là ici dans l'éco-quartier ?*
S : Ouais dans l'habitat groupé là oui.
L : B. et S. là ils prendront pas l'avion. F. et M. c'est hors de question. Y a plein de gens qui sont dans cette dynamique-là.
S : C'est du militantisme ouais. Des vrais militants, des vrais… Ce qui est marrant c'est que les plus dé-croissants [il insiste] du lot, P. et V. par exemple, qui doivent utiliser leur voiture que pour faire 180km à l'année, qui font tout à vélo. Ils font tout à vélo mais tout à vélo hein, ils

sont décroissants, ils se lèvent à 4h du matin, ils allument pas l'électricité, ils allument des bougies et tout, et ben eux…
L : C'est des vrais…
S : Eux c'est des vrais hein, eux par contre, ils sont partis en vacances à la Réunion là en avion !
L : On les a trop charriés ! (susurré) [rires]
S : Ils disent ben en fait « Bon en fait, tu sais, on a tellement économisé notre bilan carbone qu'on peut se permettre ! » (rires généralisés) Pour moi c'est incompréhensible, tu vois, c'est incompréhensible…
L : Ah c'est leur petite… C'est vrai que depuis qu'on les connait ils sont partis trois quatre fois !
*– C'est rigolo oui ! Ça montre bien justement…*
L : Ben que y a des trucs c'est difficile à abandonner ! Bien sûr !
*– Mais l'habitat ça a été un ensemble en fait dans le changement… Le fait d'habiter ici, enfin le choix de l'habitat participatif…*
S : Ça a été une opportunité, plus. Ça a été une opportunité parce qu'à l'époque on cherchait une maison. On s'était posé la question de l'habitat écologique etc. Mais en individuel, compliqué. Et puis en fin de compte on a…
L : Je ne suis pas du tout d'accord avec toi !
S : Bon alors vas-y dis-moi, dis-nous !
L : Ben attends ! Attends on n'arrêtait pas, on voulait, avant ce projet-là on voulait essayer de convaincre Damien et Cécile de vendre leur baraque pour faire un habitat groupé. Ils étaient à deux doigts de dire oui
S : Sauf que avant d'en arriver là on était dans une recherche individuelle on a visité des maisons…
L : Ah oui ! Oui mais après on s'est dit qu'on voulait pas ! On achetait Maison et Ecologie et du coup on se disait « mais attends on veut trop faire ça ! ».
S : L'étape d'après donc tu parles de l'étape 2…
L : Et on a essayé de convaincre des potes de le faire avec nous et au moment où ils étaient prêts à lâcher leur baraque, Cécile elle a trouvé un boulot dans la Manche et du coup, on s'est retrouvé un peu à se dire « Ouah, ça nous aurait bien plu quoi ! ». C'est parti au début un peu d'une boutade hein « Ben tiens si on faisait un projet ensemble, on construit des baraques ! » et après on a trouvé ce projet-là.
S : On a trouvé ce projet-là parce qu'on avait au moins trois, quatre, cinq personnes qu'on connaissait qui étaient parmi les monteurs du projet dont une personne qui est venue nous chercher en nous disant « Voilà, on va chercher des familles là pour compléter le projet, on sait, on connait un peu votre fille voilà le projet du moment, est-ce que ça vous intéresse ? ». On a dit « Banco ! » et on a rallié le projet en 2006.
*– Et justement quand vous dites, s'engager c'est politique, ça a toujours été individuel ou sinon y a eu des engagements associatifs mais pas de parti, pas d'engagement politique au sens traditionnel ?*
L : Non
– Même maintenant ? Encore plus maintenant ?
L : Encore plus maintenant !
*– Et vous, vous vous mettriez dans la catégorie des décroissants ou pas vraiment?*
S : Non moi je me mettrais pas dans la catégorie des décroissants. Je me mettrais pas du tout dans la catégorie des décroissants. Je crois pas parce qu'on n'est pas des décroissants. Pour moi la décroissance ça passe par une forme de privation et aujourd'hui, j'en ai pas du tout le

sentiment, de frustration, de privation, de me dire « je m'interdis de faire ça parce que je sais que c'est mal de le faire ». Non.
L : On n'a pas un mode de vie…
S : On n'en est pas là. On n'a pas un mode de vie qui est dans une consommation déraisonnée, on est des consommateurs raisonnés, voilà. Mais on n'est pas des décroissants. On n'est pas des décroissants. Enfin en tout cas, non, moi je ne me sens pas l'être. [Silence] Quant à l'investissement politique, non, jamais. Je suis plus…
– *dans la cohérence personnelle…*
S : Oui et puis dans le « faire », dans l'action. C'est-à-dire que je pense que l'action au travers de mon travail, de l'action que je mène tous les jours, elle est politique. Je fais de la politique au travers de ce biais-là. Mais je ne m'inscris pas dans un parti et je ne milite pas dans un parti. Je suis sur le terrain, dans l'action qui porte des valeurs politiques que des politiques portent ! [rires]
– *Oui ou qui a une dimension collective quoi, qui ne concerne pas que soi mais soi on fait ce que l'on peut quoi !*
S : Exactement. Voilà y a pas d'engagement de parti effectivement. J'ai pas ma carte et j'ai jamais eu ma carte dans un parti politique quelconque. Par contre voilà, on peut se mobiliser quand il le faut, au moment où il le faut. Et nos actions ont du sens politique. Mon travail pour moi aujourd'hui est très politique. Masi voilà, je suis pas encarté et j'aurais du mal à l'être. Vraiment j'aurais du mal à l'être, je suis encarté à mon propre parti quoi !
A : bon ben merci !
[reprise du micro, nouvel enregistrement de 6'17]
S : Donc dans cette ancienne entreprise dans laquelle je rentre en 2009 ou 2010, je suis recruté par la personne qui est responsable de l'ensemble des services supports de l'entreprise qui a un poste de secrétaire général donc le troisième du nom de l'entreprise après le PDG et le DG et là, il se passe quelque chose dans cette rencontre, c'est une vraie rencontre humaine et je me dis « ce mec il a des valeurs et tout et cette entreprise elle en a pas » et lui en fait il est arrivé un an avant. Et il a fait le constat que moi je vais faire dans les trois mois qui vont suivre mon recrutement où moi je vais e dire « mais en fait cette boîte, elle a vraiment des valeurs de merde, il se passe vraiment des trucs incohérents etc. » Et il va me dire « mais moi je l'ai fait ce constat-là mais je pense que l'on peut changer les choses ! ». Et moi aussi c'est un peu ce que je te disais tout à l'heure, moi aussi je pense qu'on peut faire changer les choses. Et avec lui on a essayé de faire changer les choses et on a réussi à faire changer les choses mais pas tout et on s'est rendu compte que c'était très difficile. Et le jour où moi j'ai décidé de partir, je lui ai dit « je m'en vais » et huit mois après il est sorti. Sauf que lui ça faisait vingt ans qu'il était sur des postes de directeur financier, de directeur général, de secrétaire général de grands groupes et donc là en fait il est sorti y a un an et demi, sic mois ou huit mois après moi. C'était beaucoup plus long pour lui parce que lui il était… déjà il faisait partie du comité de direction, il était actionnaire de l'entreprise et aujourd'hui il est sorti et il a donné tous ses costards à 3000€ à une association ou il les a revendus sur à 5€ et là il est dans un super projet d'économie sociale et solidaire sur Caen qui est un nouveau lieu qui s'appelle la Coop 5% qui va héberger cette fameuse ressourcerie sur laquelle j'ai pu moi avoir des prémices y a deux ans ou trois, mais pas que, qui va être un lieu assez sympathique un peu dans l'inspiration des lieux que peuvent être Darwin, l'espace Darwin à Bordeaux, je sais pas si tu connais qui est un lieu multi-activités, multi-dimensions avec tout un tas de passerelles entre les différentes activités du lieu et à vocation forcément d'économie sociale et solidaire, de lien social, voilà. Donc c'est des lieux qui émergent et qui portent des dynamiques super-intéressantes et donc Didier est un des cinq

coopérateurs porteurs de ce nouveau projet qui est soutenu par l'agglo et qui va démarrer en fin d'année à Caen. Et là c'est aussi un changement complètement radical quoi. Et en termes de niveau de vie, voilà, lui peut-être qu'il gagnait 10-12000€ et qu'aujourd'hui ben il ne sait pas s'il va se payer demain dans sa future activité. Donc là il y a un vrai enjeu économique aussi. Une famille, deux enfants, une maison, voilà, toujours un contexte familial avec une vraie mutation aussi donc ça peut être un cas intéressant.
*– Ah oui ben je veux bien oui.*
S : [détails matériels sur un futur entretien] Je pense que ça serait intéressant parce que là, on part de beaucoup plus loin. C'est-à-dire que lui il s'est convaincu pendant vingt-cinq ans qu'il était quelqu'un d'autre tu vois. Et il s'est obligé à tenir ce rôle, ces postes machin, alors qu'au fond c'est un type qui a des valeurs. Moi j'ai juste gratté un peu puis après je lui dis « Ben finalement regarde, t'es pas ce que tu nous fais croire que tu es, t'es pas celui-là, t'es quelqu'un d'autre ». Et y a eu une vraie prise de conscience pour lui mais lui à 45 ans et un changement radical, un vrai cas d'étude aussi !
*– C'est marrant souvent c'est quand même la réflexion personnelle qui fait le changement quoi…*
S : Il l'aurait pas fait si je l'avais pas incité ça [c'est sûr]
L : Qui, quoi ?
S : Didier…
L : Ah ben votre rencontre a été en grande partie responsable de son tournant [rires] ! C'est sûr enfin il le dira lui-même !
S : On partait en déplacement tout le temps ensemble en France et tout…
L : Tu l'as bousculé !
S : Moi je lui parlais tout le temps de ce que je vivais ici, de notre projet d'éco-construction, d'habitat partagé, des valeurs, d'écologie, d'importance des rapports humains, de tout ça quoi. Des choses dont il s'était volontairement déconnecté, peut-être dans un mode de protection aussi, « Bon ben voilà, moi j'ai un rôle aujourd'hui, j'ai ce rôle-là et je le tiens et donc je m'interdis tout un tas de choses »…
*– Oui c'est intéressant…*
S : Là c'est kchchchch…. [mime un dégonflement]
*– C'est souvent par l'entourage oui… C'est individuel et en même temps dans un contexte de rencontres…*
S : Il peut y avoir des déclencheurs effectivement comme ça, proximité…
*– Ça montre que c'est possible aussi…. Et ben merci !*

# Annexe 4

# La mesure quantitative des bifurcations descendantes

L'évaluation quantitative des bifurcations descendantes est particulièrement délicate et ne semble pas avoir fait l'objet, à ce jour, d'enquêtes permettant une mesure de l'ampleur du phénomène social, ni de ses caractéristiques (profils des personnes concernées, professions avant et après bifurcations, etc.) Cette absence de statistiques tranche avec l'écho médiatique qui en est fait et avec la prolifération de sondages indiquant le désir de reconversion professionnelle, notamment chez les cadres.

La difficulté tient au fait que les bifurcations descendantes ne sont qu'une part des bifurcations professionnelles qui elles-mêmes ne sont mesurées que de façon partielle et indicative (Denave, 2015, 2017). En effet, deux critères rendent la mesure plus délicate : l'intentionnalité d'une part, le caractère descendant d'autre part, qu'il soit mesuré par le revenu tel que nous l'avons posé pour l'enquête quantitative, par le changement de catégorie socio-professionnelle ou par la radicalité de l'écart entre les caractéristiques des deux professions. Aussi les statistiques existantes permettent-elles difficilement d'avoir une idée, même imparfaite, de l'ampleur quantitative du phénomène.

Si l'on s'arrête aux bifurcations professionnelles ou reconversions, les mesures par enquête donnent une tout autre image que celle diffusée par les sondages souvent non dénués de préoccupations commerciales (ils sont souvent commandités par des sites ou entreprises d'appui à la reconversion professionnelle des cadres). Ainsi, le site « reconversion professionnelle »[264] fait état d'une étude qui porterait à 47% la part des salariés « en reconversion » en 2021, quand le site « nouvelle vie professionnelle » mentionne une étude établissant que 33% des cadres interrogés « se sont reconvertis »[265]. Un sondage BVA[266] postérieur au premier confinement (juillet 2020) estime à 48% les actifs français ayant réalisé ou envisagé une reconversion professionnelle ; 17% l'auraient mené à bien, 5% seraient en

[264] https://www.reconversionprofessionnelle.org/etude-47-actifs-reconversion-professionnelle/

[265] Le sondage, réalisé entre le 1/04/2017 et le 30/5/2017 sur un effectif de 689 personnes en emploi de 4 CSP différentes (cadres, professions intermédiaires, employés et artisans) mentionne des souhaits de reconversion particulièrement élevés : 64% des personnes interrogées souhaiteraient changer de métier, quand 28% l'ont déjà fait et que seuls 7% n'y ont jamais pensé.

[266] https://www.bva-group.com/sondages/actifs-francais-reconversion-professionnelle-apres-deconfinement/

cours et 12% se renseigneraient. Outre le faible nombre de sondés, ces enquêtes par sondage posent de nombreux problèmes liés au flou des définitions, en particulier du terme de reconversion, à l'auto-qualification de ces situations et à la distinction peu marquée entre le souhait de reconversion et la reconversion professionnelle effective. Alors que le désir de reconversion semble très répandu, ce qui en soi constitue un fait social intéressant, les bifurcations effectives apparaissent comme nettement moins fréquentes au regard des enquêtes de plus grande ampleur.

La DARES[267] mesure régulièrement la mobilité entre métiers à partir des enquêtes FQP[268] de l'INSEE (Simonnet et Ulrich, 2009 ; Lhommeau et Michel, 2018). Ces enquêtes établissent qu'entre 1998 et 2003, 30% des personnes en emploi ont changé de profession, dont 21% qui ont changé de domaine professionnel (et 8% qui sont restées dans le même domaine), alors que le changement de métier n'est plus que de 22% entre 2010 et 2015. Ces changements concernent en premier lieu les jeunes (entre 20 et 29 ans) et les personnes en contrat à durée limitée (CDD, intérim). Ces changements de métier ne signifient pas qu'il y a un déplacement dans l'espace social : il est même très probable que les changements aient lieu à niveau de formation équivalent. Les professions peu qualifiées sont les plus concernées (employés, ouvriers), alors que les professions de la santé et de la fonction publique sont celles qui sont le moins touchées par les changements de métier. Si ces enquêtes montrent que le changement de métier est un phénomène qui n'est pas rare, elles ne permettent pas de rendre visibles, par exemple, les reconversions des cadres, encore moins les bifurcations descendantes qui apparaissent peu visibles dans les statistiques disponibles.

Sophie Denave (2017) a quantifié les bifurcations professionnelles à partir de l'enquête « Histoire de vie » de l'INSEE réalisée en 2003. Elle prend comme critère le changement de profession et de domaine professionnel, l'ancrage d'un an au moins dans la nouvelle profession après trois ans au moins dans l'ancienne profession. Selon ses estimations, 11,3% des actifs enquêtés ont connu une bifurcation professionnelle à la date de l'enquête (2003), une part qui semble assez stable dans le temps. Les hommes sont plus concernés que les femmes, les personnes les moins diplômées et les moins qualifiées davantage que les autres. Il apparaît ainsi que les bifurcations professionnelles sont un phénomène peu fréquent notamment pour les catégories diplômées et les professions qualifiées.

Enfin, la mesure de la mobilité socioprofessionnelle en cours de carrière évalue les changements de catégorie socioprofessionnelle (Deauvieau et Dumoulin, 2010 ; Monso, 2006). La mobilité

[267] Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques, Ministère du Travail.
[268] Enquête formation et qualification professionnelle.

en cours de carrière augmente depuis plusieurs décennies et les passages d'un groupe social à l'autre sont plus nombreux si l'on compare les résultats de l'enquête FQP de 2003 avec les précédentes (1985, 1993). La mobilité ascendante est plus fréquente mais la mobilité descendante devient aussi plus significative, faisant apparaître la possibilité d'un déclassement en cours de carrière. Ainsi, pour la période 1998-2003, 8,2% des hommes cadres et 9,3% des femmes cadres en 1998 encore en emploi en 2003, âgés de 30 à 54 ans, appartiennent à un groupe social moins élevé selon les classements sociaux conventionnels. Cette part de déclassement non négligeable ne dit rien sur les situations qu'elle recouvre et sur le caractère intentionnel du déplacement. Ces passages de groupe social sont en général plutôt interprétés comme subis, intervenant à la suite d'interruptions de carrière, notamment pour les femmes, ou à des périodes de chômage de longue durée. L'étude des destinées professionnelles de groupe socioprofessionnel à groupe socioprofessionnel entre 1980 et 1985, puis entre 1998 et 2003, montre que les cadres restent le groupe le plus stable (après celui des agriculteurs) même si les déplacements socioprofessionnels deviennent plus significatifs sur la période 1998-2003 de cadres à professions intermédiaires (6,7%), de cadres à employés (1,2%) ou de cadres à artisans, commerçants, chefs d'entreprise (1,5%) (Deauvieau et Dumoulin, 2010).

Les panoramas annuels de la mobilité des cadres (APEC, 2021) ne sont pas mobilisables pour évaluer les bifurcations professionnelles car ils ne portent que sur la population des cadres du secteur privé et ne traitent des mobilités internes et externes des cadres qu'à l'intérieur de cette catégorie. Les sorties de la catégorie des cadres du privé ne sont donc pas évaluées.

Ainsi, si les changements d'emploi et de métiers sont plus fréquents, les trajectoires descendantes intentionnelles semblent encore difficilement mesurables. Du point de vue des professions d'arrivée, les données sont tout autant exploratoires. Des enquêtes qualitatives montrent ainsi l'importance des trajectoires de bifurcation professionnelle dans certaines professions : l'agriculture notamment biologique (Nicolas, 2017, 2018 ; Leroux, 2013 ; Samak, 2016), les professions de l'artisanat d'art (Bajard, 2018 ; Jourdain, 2014, 2016), le commerce et de l'artisanat (Mazaud, 2013) ou l'enseignement (Monin et Rakoto-Raharimanana, 2019a, 2019b). Les statistiques du Ministère de l'éducation nationale montrent une croissance des candidatures et des effectifs reçus aux concours du premier et du second degré qui sont des personnes sans emploi ou occupant des emplois du secteur public ou privé autres que surveillants et enseignants au moment du concours. Ainsi, pour les concours de 2018 (dernières statistiques disponibles), 17,3% des reçus aux concours de professeurs des écoles n'étaient pas étudiants et occupaient un emploi dans le secteur public ou privé et 11% étaient sans emploi. Leur moyenne d'âge respective (25,9 ans et 32,8 ans), très supérieure à celle des reçus

anciennement étudiants, laisse supposer qu'il s'agit de bifurcations professionnelles. Le phénomène existe aussi pour les concours du second degré, avec une ampleur moins grande : la part est de 8,7% des reçus occupant un emploi du secteur privé ou public et de 6,7% de sans emploi avec des moyennes d'âge de 37,5 ans et 31,5 ans. Cependant, seule une enquête plus spécifique sur cette population permettrait de connaître les trajectoires professionnelles que recouvrent ces entrées dans les métiers de professeur des écoles ou de professeurs du secondaire en cours de carrière : rien ne permet de dire qu'il s'agit de bifurcations descendantes. Les enquêtes qualitatives (Monin et Rakoto-Raharimanana, 2019a et 2019b) montrent néanmoins que les cas rencontrés dans mon enquête ne sont pas isolés et que ces entrées concernent, pour partie, des cadres du secteur privé en situation de bifurcation descendante.

Ces approches statistiques restent donc partielles et ne permettent pas d'avoir une représentation statistique de la composition de la population ayant une trajectoire de bifurcation descendante en cours de carrière. Il n'est donc pas possible de constituer un panel d'enquêtés qui suive une règle de diversification conforme à une structure préétablie selon certaines variables (sexe, âge, professions avant et après le changement, catégorie socio-professionnelle avant et après le changement, diplômes, lieu de résidence, etc.) Il est également difficile de savoir si certaines caractéristiques rencontrées (importance des bifurcations urbaines, par exemple) reflètent une certaine généralité susceptible d'être confirmée quantitativement ou relèvent d'un biais de recrutement propre à mon enquête. La surreprésentation des anciens cadres dans l'enquête que j'ai menée peut être liée à la définition de la trajectoire – descendante sur le plan du revenu – qui, par définition, concerne davantage les catégories placées dans la partie haute de l'échelle sociale pour lesquelles les revenus sont élevés et donc davantage susceptibles de diminuer lors d'une bifurcation.

# Bibliographie

*Cette bibliographie se trouve à la croisée des trois champs sociologiques abordés par cette thèse : la consommation, le travail et l'engagement politique. Aussi n'a-t-on pas cherché à être exhaustif sur ces trois domaines mais à retenir les références qui éclairent la mise en relation de ces trois dimensions.*


Abdelnour Sarah (2014), « L'auto-entrepreneur : une utopie libérale dans la société salariale ? », *Lien social et politiques*, n°72, p.151-165.

Abdelnour Sarah (2016), « Moi, petite entreprise. Impacts individuels et collectifs de la diffusion de l'auto-entrepreneuriat », *Regards croisés sur l'économie*, 2016/2, n°19, p.192-203.

Abdelnour Sarah et Lambert Anne (2014), « ''L'entreprise de soi'', un nouveau mode de gestion des classes populaires. Analyse croisée de l'accession à la propriété et de l'auto-emploi (1977-2012) », *Genèses*, 2014/2, n°95, p.27-48.

Adorno Theodor et Heller Agnes, 2008, « Par delà le vrai et le faux. Deux textes sur la théorie des besoins », *Mouvements*, 2008/2, n°54, p. 13-33.

Adorno Theodor (2008), « Thèses sur le besoin » in Adorno Theodor et Heller Àgnes, 2008, « Par delà le vrai et le faux. Deux textes sur la théorie des besoins », *Mouvements*, 2008/2, n°54, p. 15-18.

Adorno Theodor (1951), *Minima moralia. Réflexions sur la vie mutilée*, Petite bibliothèque Payot, Paris [2003 pour la présente édition].

Agulhon Maurice (1970), *La République au village. Les populations du Var de la révolution à la Seconde République*, Plon, Paris.

Aït-Aoudia, Bennani-Chraïbi Mounia et Contamin Jean-Gabriel (2011), « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, 2011/1, n° 50, p.9-20.

Aït-Aoudia Myriam, Bennani-Chraïbi Mounia et Contamin Jean-Gabriel (2010), « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 2010/3, n°48, p.207-220.

Allouch Annabelle (2017), *La société de concours. L'empire des classements scolaires*, coll. La République des idées, Seuil.

Alter Norbert (2010), *Donner et prendre. La coopération en entreprise*, La Découverte/Poche. [2009 pour la première édition]

Amossé Thomas (2015), « Les conditions du travail en Europe dans les années 2000 : de fortes inégalités sociales », in Annie Thébaud-Mony, *Les risques du travail*, La Découverte, Paris, p.66-79.

Amossé Thomas et Cartier Marie (2019), « ‘‘Si je travaille, c'est pas pour acheter du premier prix !’’ Modes de consommation des classes populaires depuis leurs ménages déstabilisés », *Sociétés contemporaines*, 2019/2, n°114, p.89-122.

Amossé Thomas et Cartier Marie (2018), « Introduction : Les Classes populaires sur la scène domestique », *Travail, genre et société*, n°39, p.25-40.

Amossé Thomas et Penissat Etienne (2019a), « Entre ordonnacement hiérarchisé des professions et regroupement des métiers par domaine d'activité. La double asymétrie des représentations ordinaires », *L'Année sociologique*, 2019/2, vol.69, p.511-539

Amossé Thomas et Penissat (2019b), « Annexes. Entre ordonnancement hiérarchisé des professions et regroupement des métiers par domaine d'activité. La double asymétrie des représentations ordinaires », *L'Année sociologique*, 2019/2, vol.69, n°2, p.547-549

Amossé Thomas, Penissat Etienne et Sinthon Rémi (2018), « Trouver une 'profession mystère''. Le sens social, entre appuis institutionnels et réflexivité ordinaire », *Politiques de communication*, 2018/1, n°10, p.159-191.

Anciaux Amélie (2019), ‘‘On holidays, I forget everything… even my ecological footprint’’ : sustainable tourism through daily practices or compartmentalisation as a keyword », *Sustainability*, vol.11, issue 17, p.1-19.

Anciaux Amélie (2018), « On vacation, I forget everything…even my ecological footprint ! », European Sociological Association, Research Network of Sociology of Consumption, Mid-Term Conference, 29 août-1er septembre 2018, Université de Copenhague.

Anzalone, Guilhem (2014). « Militer par l'action commerciale ? Biocoop et l'agriculture biologique française. » *Lien social et Politiques*, 2014/72, p. 189–208.

APEC (2021), "Panorama 2021 des mobilités professionnelles des cadres", juillet 2021, Association pour l'emploi des cadres, Direction Données, Etudes, Analyses (DDEA), Paris.

APEC (2017), « Nouvelles formes d'emploi: enjeux et vécu des cadres", *Les études de l'emploi cadre : synthèse*, n°2017-42, décembre 2017, Association pour l'emploi des cadres, Direction Données, Etudes, Analyses (DDEA), Paris.

Appadurai Arjun (2020), *La vie social des choses. Les marchandises dans une perspective culturelle*, Les Presses du réel, Paris [1988 pour l'édition des USA].

Appadurai Arjun (2019), « Le fantôme dans la machine financière », in Weber Max, 1904-1905 [2019], *L''esprit'' du capitalisme*, post-face, Payot&Rivages, Paris, p.75-115.

Ariès Paul (2015), *Ecologie et cultures populaires. Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Les éditions Utopia, Paris.

Ariès Paul (2010), *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, La Découverte, Paris.

Arborio Anne Marie, Cohen Yves, Fournier Pierre, Hatsfeld Nicolas, Lomba Cédric, Muller Séverin (2008) *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, La Découverte, Paris.

Arnaud Lionel, Guionnet Christine (dir) (2005), *Les frontières du politique. Enquêt sur les processus de politisation et dépolitisation*, Res Publica, Presses Universitaires de Rennes, Rennes

Arnsperger Christian (2013), « Changer d'économie. Expérimentation sociale et plasticité anthropologique », in Frère Bruno et Jacquemain Marc (dir.), *Résister au quotidien ?*, p.257-280.

Arnsperger Christian (2011), *L'homme économique et le sens de la vie. Petit traité d'alter-économie*, Textuel, Paris.

Arnsperger Christian (2009), *Ethique de l'existence post-capitaliste. Pour un militantisme existentiel*, Cerf, Paris.

Arnsperger Christian (2005), *Critique de l'existence capitaliste. Pour une éthique existentielle de l'économie*, Cerf, Paris.

Arnsperger Christian et Bourg Dominique (2017), *Écologie intégrale. Pour une société permaculaire*, PUF, Paris.

Arnsperger Christian et Van Parijs Philippe (2003), É*thique économique et sociale*, La Découverte, Paris.

Artières Philippe (2021), *Le peuple du Larzac. Une histoire de crânes, sorcières, croisés, paysans, prisonniers, soldats, ouvrières, militants, touristes et brebis…*, La Découverte, Paris.

Artières Philippe et Zancarini-Fournel Michelle (dir) (2008), *68. Une histoire collective [1962-1981]*, La Découverte Poche [2015 pour la présente édition].

Asara Viviana et Centemeri Laura (2019), « Sulla desirabilità del lavoro neghentropico. L'importanza dei processi di costruzione di senso nella comprensione delle dinamiche del capitalismo e della sua critica », *Etica&Politica/ Ethics&Politics*, 2019/21, n°1, p.139-146.

Astier Isabelle et Duvoux Nicolas (dir.) (2006), *La société biographique : une injonction à vivre dignement*, L'Harmattan, Paris.

Attias-Donfut Claudine et Wolff François-Charles (2001), « La dimension subjective de la mobilité sociale », *Population*, 2001/56, n°6, p.919-958

Aubert Nicole (2003), *Le culte de l'urgence. La société malade du temps*, Collection Champs, Flammarion [2009 pour la présente édition].

Aubert Nicole et Gaulejac Vincent (de) (2007), *Le coût de l'excellence*, Seuil, Paris.

Authier Jean-Yves, Collet Anaïs, Giraux Colin, Rivière Jean et Tissot Sylvie (dir.) (2018), *Les bobos n'existent pas*, Presses Universitaires de Lyon, Lyon.

Avril Christelle, Cartier Marie et Serre Delphine (2010), *Enquêter sur le travail. Concepts, méthodes, récits*, La Découverte, Paris.

Bacot Paul (2002), « La politisation comme élargissement de la conflictualité », Atelier « Conflictualisation et politisation, 7ème Congrès de l'Association française de Science politique, septembre 2002, Lille.

Bajard Flora (2019), « Les zones grises de 'lemploi : statuts, politisation et nouvelles positions dans le monde du travail », semi-plénière « Les recompositions des mondes du travail : inégalités, interdépendances et mobilités », 8e congrès de l'Association Française de Sociologie, « Classer, déclasser, reclasser », Aix-en-provence, 27-30 août 2019.

Bajard Flora (2018), *Les céramistes d'art en France. Sens du travail et styles de vie*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.

Bajard Flora et Perrenoud Marc (2013), « ''Ça n'a pas de prix''. Diversité et mode de rétribution des artisans d'art », *Sociétés contemporaines*, 2013/3, n°91, Presses de Sciences Po, Paris, p.93-116.

Bajard Flora et Leclercq Maya (2019), « Devenir entrepreneur(e) en coopérative d'activité et d'emploi. Les 1001 visages de l'émancipation », *Journal des anthropologues*, 2019/3, n°158-159, p.151-174.

Bajoit Guy (1988), « Exit, voice, loyalty… and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue Française de Sociologie*, 1988/29-2, p.325-345.

Balsiger Philip (2020a), « Boycott », in Fillieule Olivier *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, p.86-91.

Balsiger Philip (2020b), « Consommation engagée », in Fillieule Olivier *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, p.193-214.

Balsiger Philip (2017), « Chapitre 7. La consommation engagée », in Fillieule Olivier *et al.*, *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Sciences Po, Paris, p.146-151.

Balsiger Philip (2013), « Embedding ''Political Consumerism'' : A Conceptual Critique », EUI Working Paper 2013/08, European University Institute, Max Weber Programme 23p.

Bantigny Ludivine (2018), *1968. De grands soirs en petits matins*, Points Histoire, Seuil, Paris.

Barbier Chloé et Moity-Maïzi Pascale (2019), « Devenir paysan-boulanger. Vers plus de collaboration et d'autonomie », *Journal des anthropologues*, 2019/3, n°158-159, p.225-248.

Barrault-Stella Lorenzo, Berjaud Clémentine, Geay Kevin (2016), « Distances à la politique : des banlieues populaires aux beaux quartiers. Négalités sociales et formes de désintérêt pour la politique », Savoir/Agir, 2016/2, n°36, p 83-98.

Barthe Yannick, Blic Damien (de), Heurtin Jean-Philippe, Lagneau Éric, Lemieux Cyril, Linhardt Dominique, Moreau de Bellaing Frédéric, Rémy Catherine, Trom Danny (2013), « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix*, 2013/3, n°103, p.175-204.

Bartolini Stefano (2010), *Manifeste pour le bonheur. Comment passer d'une société de l'avoir à une société du bien-être*, Les Liens qui Libèrent, Paris [2013 pour la présente édiction, française].

Baschet Jérôme (2014), *Adieux au capitalisme : autonomie, société du bien vivre te multiplicité des mondes*, La Découverte, Paris.

Bataille Georges (1949), *La part maudite*, Editions de Minuit, Paris [2011 pour la présente édition].

Baudelot Christian et Establet Roger (2009), *L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, Seuil, Paris.

Baudelot Christian et Establet Roger (2000), *Avoir trente ans en 1968 et 1998*, « L'Epreuve des faits », Seuil, Paris.

Baudelot Christian et Establet Roger (1994), *Maurice Halbwachs : consommation et société*, PUF, Paris.

Baudelot Christian et Gollac Michel (2003), *Travailler pour être heureux ?*, Fayard, Paris.

Baudrillard Jean (1972), *Pour une économie politique du signe*, Gallimard, Paris.

Baudrillard Jean (1970), *La société de consommation*, Gallimard, Folio/Essais n°35, 1970 (1986 pour l'édition de poche).

Baudrillard Jean (1969), « La genèse idéologique des besoins », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1969/47, p. 45-68

Baudrillard Jean (1968), *Le système des objets*, Gallimard, Paris [2003 pour la présente édition].

Bauman Zygmunt (2013), *Les riches font-ils le bonheur de tous ?*, Armand Colin.

Bayart Jean-François (1985), « L'énonciation du politique », *Revue Française de Science Politique*, n°3, p.343-373.

Bayon Denis, Flipo Fabrice et Schneider François (2010), *La décroissance. Dix questions pour comprendre et débattre*, Paris, La Découverte/Poche [2012 pour l'édition de poche].

Beaud Stéphane (2002), *80% au bac… et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, Paris.

Beaud Stéphane (1996), « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l''‘entretien ethnographique'' », *Politix. Revue française de sciences sociales du politiques*, 1996/35, p.226-257

Beaud Stéphane et Pasquali Paul (2014), « Ascenseur social ou descenseur social ? Apports et limites des enquêtes de mobilité sociale », in *Les Transformations de la société française, Les Cahiers français*, 2014/383, p.19-25.

Beaud Stéphane et Weber Florence (1997), *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Paris.

Béaur Gérard (2017), « Introduction : la révolution industrieuse introuvable », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 2017/4, vol.64, p.7-24

Beck Pauline et Serre Philippe (2017), « Les dépenses des Français pour leur apparence physique », *Insee Première*, n°1628, Paris, INSEE.

Becker S. Howard (2020), *Faire preuve. Des faits aux théories*, La Découverte, Paris.

Becker S. Howard (2014), *La bonne focale. De l'utilité des cas particuliers en sciences sociales*, La Découverte, Paris. [2016 pour la présente édition]

Becker Howard S. (2009), *Comment parler de la société. Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales*, La Découverte, Paris [2007 pour l'édition américaine].

Becker Howard S. (2002), *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, Paris.

Becker Howard S. (1985), *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Métailié, Paris.

Becker Howard S. (1960), « Notes on the Concept of Commitment », *American Journal of Sociology*, 1960/66, p.32-40 [traduction de Soulet Marc-Henry, Baechler Diane et Emery Haenni Stéphanie, "Sur le concept d'engagement", *SociologieS* en ligne, 2006]

Belkacem Romain et Talpin Julien (2014), « Frapper aux portes pour gagner les élections ? Ethnographie de la campagne présidentielle socialiste dans deux villes du Nord de la France », *Politix*, 2014/1, n°105, p.185-211.

Bell Daniel (1976), *The Culturalcontradiction of capitalism*, Basic Book, New-York.

Bennani-Chraïbi Mounia (2021), « Poursuivre le dialogue sur la politisation », *Politique africaine*, 2021/1-2, n°161-162, p.293-308.

Bennani-Chraïbi Mounia (2020), « *Exit, voice, loyalty* », in Olivier Fillieule (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, p.251-258.

Bennani-Chraïbi Mounia et Fillieule Olivier (2003), « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore… », in Bennani-Chraïbi Mounia et Fillieule Olivier (dir.) *Résistances et protestation dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris, p.43-126.

Bereni Laure et Revillard Anne (2008), « La dichotomie ''public-privé'' à l'épreuve des critiques féministes : de la théorie à l'action publique », in Muller P. et Sénac R. (dir.), *Genre et action publique : la frontière public-privé en questions*, L'Harmattan, Paris.

Berger Mathieu, Cefaï Daniel et Gayet-Viaud Carole (dir.) (2011), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Peter Lang, Bruxelles.

Bergeron Henri, Castel Patrick, Dubuisson-Quellier Sophie et Lazarus Jeanne (2018), *Le biais comportementaliste*, Presses de Sciences Po, Paris.

Bernard Lise (2016), « Des ascensions sociales par un métier commercial. Le cas des agents immobiliers », *Politix*, 2016/2, n°114, p.73-98.

Berrebi-Hoffmann Isabelle, Bureau Marie-Christine et Lallement Michel (2018), *Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social*, Seuil, Paris.

Bertaux Daniel (1974), « Mobilité sociale biographique. Une critique de l'approche transversale », *Revue Française de Sociologie*, 1974/15-3, p.329-362.

Berthomieu Claude (1996), « La loi et les travaux d'Engel », *Consommation*, 1996/4, p.59-89

Berthoud Arnaud (2010), « Travail et pauvreté chez Marx », *Cahiers d'Economie Politique*, 2010/2, n°59, p.141-162.

Berthoud Arnaud (2005a*), Une philosophie de la consommation. Agent économique et sujet moral*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.

Berthoud Arnaud (2005b), « Consommation et richesse », *Revue du Mauss*, 2005/2, n°26, p.366-376.

Berthoud Arnaud (2003), « La richesse et ses deux types », *Revue du Mauss*, 2003/1, n°21, p. 276-287.

Bessin Marc, Bidart Claire et Grossetti Michel (dir.) (2009), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement*, La Découverte, Paris.

Beuscart J-S., Giraud Frédérique et Trespeuch M. (2017), « Consommer autrement », *Terrains & travaux*, 2017, vol.2, n°31.

Bidart Claire (2009), « Bifurcations biographiques et ingrédients de l'action » in Bessin Marc *et al* (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement*, La Découverte, Paris.

Bidart Claire (2006), « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006/1, n°120, p.

Bidet Alexandra (2019), « Faut-il « avertir de la fin des temps pour exiger la fin des touillettes ? Les ressorts de l'engagement écocitoyen », *Multitudes*, 2019/3, n°76, p.134-141.

Bidet Alexandra (2011), *L'engagement dans le travail. Qu'est-ce que le vrai boulot* ?, Collection « le lien social », Paris, PUF.

Bidet Alexandra (2010), « Qu'est-ce que le vrai boulot ? Le cas d'un groupe de techniciens », *Sociétés contemporaines*, Presses de Sciences Po, Paris, 2010/2, n°78, p.115-135.

Bidet Alexandra, Macé Marielle (2011), « S'individuer, s'émanciper, risquer un style (autour de Simondon) », *Revue du MAUSS*, 2011/2, n°38, p.397-412.

Bidet Alexandra, Borzeix Anni, Pillon Thierry, Rot Gwenaële et Vatin François (2006), *Sociologie du travail et activité*, Collection Travail et Activité Humaine, éditions Octarès, Toulouse.

Bidet Alexandra et Sarnowski Solène (2021), « ''Y a toujours à penser, à trouver mieux''. Moments effondristes et activisme du quotidien face à la catastrophe écologique », *Revista Sociedade e Estado*, vol.36, n°2, mai-août, p.545-562.

Bigi Maëlezig, Cousin Olivier, Méda Dominique, Sibaud Laetitia et Wieviorka Michel (2015), *Travailler au XXIe siècle. Des salariés en quête de reconnaissance*, Collection « Le monde comme il va », Robert Laffont, Paris.

Bigot Régis et Langlois Simon (2011), « Consommation et privation au sein des classes moyennes au Canada et en France », *L'Année sociologique*, 2011/61, vol.1, p.21-46.

Blavier Pierre (2019), « Tenir son budget en temps de crise. Enquête auprès d'un couple espagnol après la récession de 2008 », *Les Etudes Sociales*, 2019/1, n°169, vol.59, p.71-90.

Blavier Pierre (2018), « Les réaménagements de la consommation en contexte de récession », *Revue française de sociologie*, 2018/1 (vol.59), p.7-36.

Blavier Pierre (2016), « Un couple espagnol dans la récession de 2008. Composition et évaluation des revenus alternatifs », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2016/123, p.27-40.

Blic (de) Damien et Lazarus Jeanne (2021), *Sociologie de l'argent*, La Découverte, Paris.

Boltanski Luc (2009), *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, Paris.

Boltanski Luc (1987), *Les cadres*, Minuit, Paris.

Boltanski Luc (1970), « Taxinomies populaires, taxinomies savantes : les objets de consommation et leur classement », *Revue Française de Sociologie*, 1970/11, n°1, p.34-44.

Boltanski Luc et Chiapello Eve (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris

Boltanski Luc, Darré Yann et Schiltz Marie-Ange (1984), « La dénonciation », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, 1984/51, p.3-40.

Boltanski Luc et Esquerre Arnaud (2017), *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Gallimard, Paris.

Boltanski Luc et Thévenot Laurent (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris.

Boltanski Luc et Thévenot Laurent (1983), « Finding one's way in social space : a study based on games", *Social Science Information*,19834/5, n°22, p.631-680.

Bookchin Murray (2019), *Changer sa vie sans changer le monde. L'anarchisme contemporain entre emancipation individuelle et révolution sociale*, Agone, Marseille [1995 pour l'édition originale].

Boström Magnus, Micheletti Michele et Oosterveer (2018) "Studying Political Consumerism", in Boströme Magnus, Micheletti Michele et Osterveer Peter (dir.), *The Oxford Handbook of Political Consumerism*, Oxford University Press, Online Publication.

Bouffartigue Paul, Gadea Charles et Pochic Sophie (dir.) (2011), *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement?*, Collection Recherches, Armand Colin, Malakoff.

Boujbel Lilia, d'Astous Alain (2012), « Voluntary simplicity and life satisfaction: Exploring the mediating role of consumption desires», *Journal of Consumer Behaviour*, 11, p.487-494.

Pierre Bourdieu (2017), *Anthropologie économique. Cours au Collège de France 1992-1993*, Seuil, Paris.

Bourdieu Pierre (2003), « La fabrique de l'habitus économique », *Actes de la Rceherche en Sciences Sociales*, vol.150, décembre, p.79-90.

Bourdieu Pierre (2000), *Les structures sociales de l'économie*, Points, Seuil, Paris.

Bourdieu Pierre (1996), "La double vérité du travail", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1996/114, p.89-90.

Bourdieu Pierre (1994), *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris.

Bourdieu Pierre (dir.) (1993), *La misère du monde*, Seuil, Paris.

Bourdieu Pierre (1989), *La noblesse d'Etat*, collection « Le sens commun », Minuit.

Bourdieu, Pierre (1986), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, p.69-72.

Bourdieu Pierre (1982), *Leçon sur la leçon*, Les Editions de Minuit, Paris.

Bourdieu Pierre (1979), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit.

Bourdieu Pierre (1978), "Classement, déclassement, reclassement", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1978/vol.24, p.2-22.

Bourdieu Pierre et Saint-Martin Monique (de) (1990), « Le sens de la propriété. La genèse sociale des systèmes de préférences », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1990/81-82, p.52-64.

Bourg Dominique, Chapelle Gauthier, Chapoutot Johann, Desbrosses Philippe, Ricard Lanata Xavier, Servigne Pablo et Swaton Sophie (2020), *Retour sur terre. 35 propositions*, PUF, Paris.

Bourg Dominique (2016), *Les nouveaux modes de vie durables. S'engager autrement*, Le bord de l'eau, Lormont.

Bourg Dominique et Fragnière Augustin (2014), *La pensée écologique*, PUF, Paris.

Bourg Dominique et Papaux Alain (2015), *Dictionnaire de la pensée écologique*, PUF, Paris.

Bourg Dominique et Roch Philippe (2012), *Sobriété volontaire. En quête de nouveaux modes de vie*, Labor et Fides, Genève.

Bozonnet Jean-Paul, 2010, « Boycott et ''buycott'' en Europe. Ecocitoyenneté et culture libérale », *Sociologies pratiques*, vol.20, n°1, p.37-50.

Braconnier Céline (2017), « Chapitre 1. L'abstention et la participation électorales », in Fillieule Olivier (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Science Po, Paris, p.37-68.

Braconnier Céline, Coulmont Baptiste et Dormagen Jean-Yves (2017), « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue Française de Science Politique*, 2017/6, vol.67, p.1023-1040.

Braud Philippe (2014), *Sociologie politique*, L.G.D.J., Paris.

Brygo Julien, Cyran Olivier (2016), *Boulot de merde ! Enquête sur l'utilité et la nuisance sociales des métiers*, La Découverte, Paris.

Brunel Valérie (2008), *Les managers de l'âme. Le développement personnel en entreprise, nouvelle pratique du pouvoir ?*, La Découverte/poche [2004 pour la première édition].

Bulle Sylvaine (2020), *Irréductibles. Enquête sur les milieux de vie de Bure à N.-D.-des-Landes*, Editions de l'Université Grenoble Alpes, Grenoble.

Bulle Sylvaine (2018), « La forme-occupation », *Multitudes*, 2018/2, n°71, p.168-175.

Butler Judith (2020), *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?*, Rivages Poche Petite Bibliothèque, Paris [première édition en français 2014].

Buton François, Lehingue Patrick, Mariot Nicolas et Rozier Sabine (dir.)(2016), *L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.

Cacciari Joseph et Belton-Chevallier Leslie, 2020, « La démotorisation des ménages comme analyseur de la diversité des expériences de socialisation à la ''norme automobile'' », *Flux*, 2020/1, n°119-120, p.56-72.

Cacciari Joseph (2018), « La catégorie de consommateur d'énergie de la « ''transition énergétique'' », *Gouvernement et action publique*, 2018/1, vol.7, p.85-109.

Caillé Alain (2019), *Extensions du domaine du don. Demander-donner-recevoir-rendre,* Actes Sud, Arles.

Caillé Alain (2015), *La sociologie malgré tout. Autres fragments d'une sociologie générale*, Presses Universitaires de Paris Ouest, Nanterre.

Caillé Alain (2011), *Pour un manifeste du convivialisme*, Le Bord de l'eau, Lormont.

Caillé Alain (2012), *L'idée même de richesse*, La Découverte, Paris.

Caillé Alain (2009), « Anti-utilitarisme et sociologie économique », in Steiner Philippe et Vatin François, (dir.), *Traité de sociologie économique*, PUF, Paris, p.87-128.

Caillé Alain (2003), *Critique de la raison utilitaire*, Manifeste du MAUSS, La Découverte, Paris (première édition, 1989)

Caillé Alain (1995), *Qu'est-ce que l'utilitarisme ? Une énigme dans l'histoire des idées*, La Découverte/MAUSS, Paris.

Caillé Alain et Chanial Philippe (2010), « Comment peut-on (en pas) être wébérien ? », Préface à Kahlberg Stephen, *Les idées, les valeurs et les intérêts. Introduction à la sociologie de Max Weber*, La Découverte, Paris.

Caillé Alain, Humbert Marc, Latouche Serge et Viveret Patrick (2011), *De la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir*, La Découverte.

Campbell Colin, 1995, « Conspicuous Confusion ? A Critique of Veblen's Theory of Consumption", *Sociological Theory*, 1995/13, n°1, p. 37-47

Campbell Colin (1987), *The Romantic Ethic and the Spirit of Modern Consumerism*, Alcuin Academics, York. [edition revue, 2005]

Carfagna Lindsey, Dubois Émilie, Fitzmaurice Connor, Laidey Thomas, Ouimette Monique, Schor Juliet, Willis Margaret (2014), « An emerging eco-habitus : The reconfiguration of high cultural capital practices among ethical consumers », *Journal of Consumer Culture*, 2014/14, n°2, p.158-178.

Cassely Jean-Laurent (2018), « La nouvelle économie urbaine de proximité : la carte, le territoire et les fromages bobos », Fondation Jean-Jaurès, mis en ligne le 05/07/2018 (URL: https://jean-jaures.org/nos-productions/la-nouvelle-economie-urbaine-de-proximite-la-carte-le-territoire-et-les-fromagers)

Cassely Jean-Laurent, 2017, *La révolte des premiers de la classe. Métiers à la con, quête de sens et reconversions urbaines*, Flammarion, J'ai lu, Paris [2019 pour l'édition de poche].

Castoriadis Cornelius (1975), L'institution imaginaire de la société, Editions du Seuil, Paris [Point Seuil, 1999 pour l'édition consultée].

Cathelineau Pierre-Christophe (2017), « L'engagement des jeunes. Entretien avec Jacques Ion », *La revue lacanienne*, 2017/1, n°18, p.177-184.

Caveng Rémy, Darbus Fanny, Denord François, Serre Delphine et Thyne Sylvain (2018), « Des morales de classe ? Dispositions éthiques et positions sociales dans la France contemporaine », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2018/4, n°224, p.76-101.

Centemeri Laura (2019), *La permaculture ou l'art de réhabiter*, Editions Quae, Versailles.

Centemeri, Laura (2018), «Commons and the new environmentalism of everyday life. Alternative value practices and multispecies commoning in the permaculture movement», *Rassegna Italiana di Sociologia*, 2018/64, n°2, p.289-313.

Centemeri Laura, Borja Jean-Stéphane et Gaudin Alexandre (2016), « Politiques d'adaptation au changement climatique et injustices environnementales. Le pluralisme des relations à l'environnement dans la mise en forme de la contrainte adaptative », *Occasional Paper 35*, Institut marcel Mauss, Paris, septembre 2016.

CIRA (Centre international de recerches sur l'anarchisme) (dir.) (2016), *Refuser de parvenir. Idées et pratiques*, Nada Editions, Paris.

CURAPP (Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie) (dir.) (1998), *La politique ailleurs*, PUF, Paris.

Certeau Michel (de), 1980, *L'invention du quotidien*, volume 1 « Arts de faire », Folio/essais, Paris : Gallimard [1990 pour la présente édition]

Certeau Michel (de), Giard Lucie, Mayol Pierre, 1994, *L'invention du quotidien*, volume 2. « Habiter, cuisiner », Folio/essais, Paris : Gallimard (1980 pour la première édition)

Chabault Vincent (2020), « Du livre déchet au livre vendu. L'écologisation du livre d'occasion », *Revue Écologie & Politique*, n°60, p.91-104.

Chabault Vincent (2017), *Sociologie de la consommation*, Dunod, Paris.

Chabot Pascal (2015), *L'âge des transitions*, PUF, Paris.

Chabot Pascal (2013), *Global burn out*, PUF, Paris.

Champy Florent (2012), *La sociologie des professions*, Quadrige Manuels, PUF [2ème édition].

Charbonnier Pierre (2020), *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, La Découverte, Paris.

Chatriot Alain, Chessel Marie-Hélène et Hilton Matthew (dir.), 2005, *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux Etats-Unis au XXe siècle*, La Découverte, Paris.

Chatterton Paul et Cutler Alice (2013), *Un écologisme apolitique ? Débats autour de la transition*, Ecosociété, Québec [2008 pour la première parution au Royaume-Uni].

Chauveau Sophie (2006), « Regards sur la consommation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 2006/3, n°91, p.3-7.

Chauvel Louis (2019), « Le ressenti ne ment pas », in Confavreux Joseph (dir.), *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Seuil, Paris, p.85-90.

Chauvel Louis (2016), *La spirale du déclassement. Essai sur la société des illusions*, Seuil, Paris.

Chauvel Louis (1999), « Du pain et des vacances : la consommation des catégories socio-professionnelles s'homogénéïse-t-elle (encore) ? », *Revue française de sociologie*, vol.40, n°1, janvier-mars, p.79-96.

Chessel Marie-Emmanuelle, 2012a, *Histoire de la consommation*, Repères, La Découverte, Paris.

Chessel Marie-Emmanuelle (2012), *Consommateurs engagés à la Belle Époque. La Ligue sociale des acheteurs*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

Chessel Marie-Emmanuelle (2011), « Le genre de la consommation en 1900. Autour de la ligue sociale des acheteurs », *L'Année sociologique*, 2011/61, vol.1, p.125-149

Chessel Marie-Emmanuelle (2003), « Aux origines de la consommation engagée : la Ligue sociale d'acheteurs (1902-1914) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 2003/1, n°77, p.95-108

Chessel Marie-Emmanuelle et Cochoy Franck (2004), « Autour de la consommation engagée : enjeux historiques et politiques », in *Marché et politique. Autour de la consommation engagée*, *Sciences de la société*, n°62, mai 2004, p.3-15

Chevalier Michel (1981), « Les phénomènes néo-ruraux », *Espace géographique*, tome 10, n°1, p.33-47.

Chevallier Elodie (2017), « Les ruptures intentionnelles de carrière chez les cadres français.e.s souhaitant redonner du sens à leur vie professionnelle : concept et processus », *L'Orientation scolaire et professionnelle*, 46/3, p.

Chevallier Elodie (2016), « Redonner sens à sa vie professionnelle par une rupture intentionnelle de carrière chez les cadres français au mitan de la vie », Ph.D, Doctorat en Education, Université de Sherbrooke, Faculté d'Education, octobre 2016.

Chevallier Elodie, Cocandeau-Bellanger Laurence et Boutinet Jean-Pierre (2021), « Chapitre 12. Quel sens donner aux transitions adultes lorsqu'il s'agit de ruptures intentionnelles inattendues ? », in Cohen-Scali Valérie (dir.), *Psychologie de l'orientation tout au long de la vie*, Dunod, Paris, p.231-246.

Cingolani Patrick (2019), « Potentialités et ambivalences des formes de vie alternatives. Le tournant des industries culturelles », *Nouvelle Revue de Psychologie*, 2019/2, n°28, p.125-140.

Cingolani Patrick (2014), *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*, La Découverte, Paris.

Clot Yves (2010), *Le travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*, La Découverte, Paris.

Cochoy Franck, 2011, « Le ‘‘calqul’’ économique du consommateur : ce qui s'échange autour d'un chariot », *L'Année sociologique* 2011/1 (vol.61), p.71-101.

Collet Anaïs (2015), *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux sentiers de la distinction*, La Découverte, Paris.

Collet Anaïs (2013), « Trajectoires résidentielles de classes moyennes et gentrification des anciens quartiers populaires. Le cas du Bas Montreuil », *Savoir/Agir*, 2013/2, n°24, p.41-48.

Collet Anaïs (2008), « Les ‘‘gentrificateurs’’ du Bas Montreuil : vie résidentielle et vie professionnelle », *Espaces et sociétés*, 2008/1, n°132-133, p.125-141.

Colliot-Thélène Catherine (2014), *La sociologie de Max Weber*, La Découverte, Paris.

Colliot-Thélène Catherine (1990), *Max Weber et l'histoire*, PUF, Paris.

Colombi Denis (2020), *Où va l'argent des pauvres. Fantasmes politiques, réalités sociologiques*, Payot et Rivages, Paris.

Comby Jean-Baptiste (2018) « la dépolitisation comme politisation conformiste », in Desage Fabien, Parizet Raphaëlle, Robert Cécile, Schotté Manuel, *La « dépolitisation » : registres, processus, interprétation, document de travail*, à paraître, 12 p

Comby Jean-Baptiste (2016), « Des 'alternatives' à géométrie variable », *Savoir/Agir*, vol.4, n°38.

Comby Jean-Baptiste (2015), « A propos de la dépossession écologique des classes populaires, *Savoir/Agir*, 2015/3, n°33, p.23-30.

Comby Jean-Baptiste, Grossetête Matthieu (2013), « La morale des uns ne peut pas faire le bonheur de tous. Individualisation des problèmes publics, prescriptions normatives et distinction sociale », in Coulangeon Philippe *et al.*, *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, La Découverte, p.341-353.

Confavreux Joseph (dir.) (2019), *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Seuil, Paris.

Coquery Natacha, Menant François et Weber Florence, 2006, *Ecrire, compter, mesurer : vers une histoire des rationalités pratiques*, Editions rue d'Ulm, Paris.

Corcuff Philippe (2006), « Individualité et contradiction du néo-capitalisme », *SociologieS*, 22 octobre (https://journals.openedition.org/sociologies/462).

Corsani Antonella (2020), *Chemins de la liberté. Le travail entre hétéronomie et autonomie*, Editions du Croquant, Vulaines-sur-Seine.

Cottereau Alain et Marzok Moktar Mohatar (2012), *Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie invisible*, collection « Méditerranée », Bouchene, Paris.

Coulangeon Philippe (2011), « Le privilège culturel des cadres », in Bouffartigue Paul, Gadéa Charles, Pochic Sophie, *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement,* Armand Colin, Paris.

Coulangeon Philippe (2010), « Les métamorphoses de la légitimité. Classes sociales et goût musical en France, 1973-2008 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2010/1-2, n°181-182, p.88-105.

Cousin Olivier (2008), *Les cadres à l'épreuve du travail*, Collection Le sens social, Presses Universitaires de Rennes.

Cousin Saskia et Réau Bertrand (2016), *Sociologie du tourisme*, La Découverte, Paris.

Cousteaux Anne-Sophie (dir.) (2019), *L'économie et la société à l'heure du numérique*, INSEE, Paris.

Coutant Isabelle (2019), « Les ''petits-moyens'' prennent la parole », in Confavreux Joseph (dir.), *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Seuil, Paris, p.147-150.

Cravatte Céline (2013), « Consommation engagée, souci de l'autre et quête d'authenticité. Les prestations de tourisme solidaire et équitable », Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Charles Gadéa, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 4 février 2013.

Crawford Matthew B. (2009), *Eloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail*, La Découverte/Poche, Paris [2016 pour cette édition en français].

Crétois Pierre (2019), « Moins de biens, plus de liens : Jean-Jacques Rousseau, décroissanciste avant l'heure ? », *Astérion*, 2019/20, revue en ligne.

Currid-Halkett Elizabeth (2017), *The Sum of Small Thnings. A Theory of the Aspirational Class*, Princeton University Press, Princeton.

Da-Costa Lasne Annie (2012). *La singulière réussite scolaire des enfants d'enseignants : des pratiques éducatives parentales spécifiques ?* Thèse en sciences de l'éducation, Université de Bourgogne

Darbus Fanny (2015), « Loin de la subversion et de la transformation sociale : les pratiques de l'économie sociale et solidaire », *Agora/Débats jeunesse*, 2015/1, n°69, p.7-22

Darbus Fanny (2006), « Reconversions professionnelles et statutaires. Le cas des coopératives d'emploi et d'activités », *Regards sociologiques*, 2006/32, p.23-35

Darbus Fanny et Lazuech Gilles (2010), « Du militant au manager ? Les « nouveaux cadres de l'économie sociale », in Bouffartigue Paul (dir.) *Les classes moyennes en crise*, Armand Colin, Paris.

Dardot Pierre et Laval Christian (2012), *Commun. Essai sur la révolution du XXI^e^ siècle*, La Découverte, Paris.

Darmon Muriel (2013), *Classes préparatoires. La fabrique d'une jeunesse dominante,* Paris, La Découverte.

Darmon Muriel (2008), « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 2008/2, n°82, p.149-167.

Daumas Jean-Claude (2018), *La révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIXe-XXIe siècle*, Flammarion, Paris.

Davoine Lucie (2012) *Economie du bonheur*, La Découverte, Paris.

De Bouver Émeline (2016), « Éléments pour une vision plurielle de l'engagement politique : le militantisme existentiel », *Agora débats/jeunesses*, 2016/2, n°73, p.91-104

De Bouver Émeline (2015), *L'existentiel est politique. Enquête de sociologie sur le renouveau du militantisme : les cas de simplicitaires et des coaches alternatifs*, Thèse pour le doctorat de sciences sociales, Université Catholique de Louvain, Faculté de sciences économiques et sociales, sous la direction de Christian Ansperger et Isabelle Ferraras, soutenue le 14 septembre 2015.

De Bouver Émeline (2008), *Moins de biens, plus de liens. La simplicité volontaire, un nouvel engagement social*, Couleur Livre, Charleroi.

Deauvieau Jérôme et Dumoulin Céline (2010), « La mobilité socioprofessionnelle des professions intermédiaires : fluidité, promotion et déclassement », *Economie et Statistique*, n°431-432, INSEE, Paris, p.57-72.

Deauvieau Jérôme, Penissat Etienne, Brousse Cécile et Jayet Cyril (2014), « Les catégorisations ordinaires de l'espace social français. Une analyse à partir d'un jeu de cartes », *Revue française de sociologie*, 2014/3, vol.55, p.411-457.

Decréau Laurence (2015), *L'élégance de la clef de douze. Enquête sur les intellectuels devenus artisans*, Lemieux éditeur, Paris.

Dejours Christophe (2003), *L'évaluation du travail à l'épreuve du réel. Critique des fondements de l'évaluation*, Éditions Quæ, Versailles.

Dejours Christophe (1998), *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Points, Seuil, Paris.

Déloye Yves et Haegel Florence (2019), « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, 2019/3, n°127, p.59-83.

Déloye Yves et Florence Haegel (2017), « Politisation. Temporalités et échelles » (chapitre 12), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche….,* Fillieule Olivier, Haegel Florence, Hamidi Camille, Tiberj Vincent (dir.), Presses de Science Po, Paris, p.321-346.

Delperdange Pauline (2020), « Compte-rendu de Richard E.Ocejo, *Masters of Craft : Old Jobs in the New Urban Economy*, Princeton University Press, Princeton, 2017 », *Sociologie du travail*, vol.62, n°1-2.

Demoli Yoann et Lannoy Pierre (2019), *Sociologie de l'automobile*, Repères, La Découverte, Paris.

Demoly Elvire, Penicaud Émilie et Schweitzer Camille (2021), « En 2017, 36 % des ménages ont acheté, vendu, loué ou échangé avec d'autres particuliers », *Insee Première*, n°1851, avril.

Denave Sophie (2017), « Comprendre les bifurcations dans les parcours professionnels », *Vie sociale*, 2017/2, n°18, p.109-125.

Denave Sophie (2015), *Reconstruire sa vie professionnelle. Sociologie des bifurcations biographiques*, Coll. Le lien social, PUF, Paris.

Denave Sophie (2009), « Les ruptures professionnelles : analyser les évènements au croisement des dispositions individuelles et des contextes », in Bessin Marc *et al* (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement*, La Découverte, Paris.

Denave Sophie (2006), « Les conditions individuelles et collectives des ruptures professionnelles », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006, vol.1, n°120.

Desjeux Dominique et Moati Philippe (dir.) (2016), *Consommations émergentes. La fin d'une société de consommation ?*, Le Bord de l'eau, Lormont.

Desjeux Dominique et Garabuau-Moussaoui Isabelle (2000), *Objet banal, objet social. Les objets quotidiens comme révélateurs des relations sociales*, L'Harmattan, Paris.

Desrosières Alain (2003), « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la société française de statistique*, 2003/144, n°1-2, p.75-111.

Desrosières Alain et Thévenot Laurent (1996), *Les catégories socio-professionnelles*, Repères, La Découverte, Paris.

Desrosières Alain, Goy Alain et Thévenot Laurent (1983), L'identité sociale des professions et catégories socioprofessionnelles », *Economie et Statistique*, n°152, février 1983, p.55-81.

Dewetter François-Xavier et Rousseau Sandrine (2011), *Du balai. Essai sur le ménage à domicile et le retour de la domesticité*, Raisons d'agir, Paris.

Diemer Arnaud (2013), « Quand le luxe devient une question économique : retour sur la querelle du luxe du 18ème siècle », *Innovations*, 2013/2, n°41, p.9-27.

Dobré Michelle (2002), *L'Écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, L'Harmattan, Paris.

Dobré Michelle et Juan Salvador (dir.) (2009), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, L'Harmattan, Paris.

Dozolme Sylvie et Ria Luc (2019), « Bifurcation professionnelle du monde de l'entreprise au monde scolaire : phénomène d'hystérésis ou de rejet de l'ancien métier ? », *Recherche & Formation*, 2019/1, n°90, p.57-71.

Dubar Claude et Nicourd Sandrine (2017), *Les biographies en sociologie*, La Découverte, Paris.

Dubar Claude, Tripier Pierre et Boussard Valérie (2015), *Sociologie des professions*, Armand Colin, Malakoff [4ème édition].

Dubois Ghislain et Ceron Jean-Paul (2015), « Consommation et modes de vie : une autre perspective sur les politiques d'atténuation du changement climatique », *Natures Sciences Sociétés*, n°23, supplément, p.76-90.

Dubuisson-Quellier Sophie (2018), *La consommation engagée*, Presses de Sciences Po, Paris [2e édition entièrement actualisée]

Dubuisson Quellier Sophie (2014), « Du consommateur éclairé au consommateur responsable », in Pigenet Michel, *Histoire des mouvements sociaux en France*, p.708-715

Dubuisson-Quellier Sophie (2008), « De la souveraineté du consommateur à la gouvernance des consommateurs : l'espace du choix dans la consommation », *L'Economie politique*, 2008/3, n°39, p.21-31.

Dubuisson-Quellier Sophie et Lamine Claire (2004), « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs », *Sciences de la société*, 2004/62, p.144-167.

Duchesne Sophie et Haegel Florence (2003), « Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication », in Perrineau Pascal, *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, p.107-129.

Ducourant Hélène et Perrin-Heredia Ana (2019), *Sociologie de la consommation*, Armand Colin, Malakoff.

Dujarier Marie-Anne (2021), *Troubles dans le travail. Sociologie d'une catégorie de pensée*, PUF, Paris.

Dujarier Marie-Anne (2015), *Le management désincarné. Enquête sur les nouveaux cadres du travail*, collection « Cahiers Libres », Paris, La Découverte.

Dujarier Marie-Anne (2014), *Le travail du consommateur. De McDo à eBay, comment nous coproduisons ce que nous achetons*, Collection « Poche/Essais », Paris, La Découverte.

Dupray Arnaud et Epiphane Dominique (2014), « Quand l'improbable se réalise », Net.Doc., n°125, CEREQ.

Dupuy François (2011), *Lost in management. La vie quotidienne des entreprises au XXIème siècle*, Collection « Point/Essais », Seuil, Paris.

Dupuy François (2005), *La fatigue des élites. Le capitalisme et ses cadres*, Collection « La république des idées », Seuil, Paris.

Dupuy Jean-Pierre (1975), « À la recherche du temps gagné », in Ivan Illich, *Énergie et équité*, Poche Arthaud, Paris, p.115-126.

Durand Jean-Pierre (2017), *La fabrique de l'homme nouveau. Travailler, consommer et se taire ?*, Le bord de l'eau, Lormont.

Durand Jean-Pierre (2006), « Les outils contemporains de l'aliénation du travail », *Actuel Marx*, 2006/1, n°39, p.107-122.

Durkheim Émile (1893), *De la division du travail social*, PUF, Paris [1994 pour la présente édition].

Duru-Bellat Marie, van Zanten Agnès (dir.) (2009), *Sociologie du système éducatif. Les inégalités scolaires*, Presses Universitaires de France, coll. « Licence ».

Duru-Bellat Marie et Kieffer Annick (2008), « Du baccalauréat à l'enseignement supérieur en France : déplacement et recomposition des inégalités », *Population*, 2008/1, vol.63, p.123-157.

Duru-Bellat Marie (2006a), *L'Inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Collection « La République des idées », Seuil, Paris.

Duru-Bellat Marie et Kieffer Annick (2006b), « Les deux faces – objective/subjective – de la mobilité sociale », *Sociologie du travail*, 2006/48, vol. 4, p.455 -473.

Eliasoph Nina (2010), *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, Paris [1998 édition USA].

Eliasoph Nina (2001), « Citoyens du quotidien », *Espaces Temps*, n°76-77, p.110.121.

Ehrenberg Alain (2014), *La société du malaise*, Odile Jacob poche, Paris [2017 pour la présente édition]

Ehrenberg Alain (1991), *Le culte de la performance*, Collection Pluriel, Calmann-Lévy, Paris.

Elias Norbert (1987), *La société des individus*, Agora Pocket, Paris [1991 pour l'édition française].

Elias Norbert (1965), *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Agora Pocket, Paris [1997 pour l'édition française].

Euriat Michel et Thelot Claude (1995), « Le recrutement social de l'élite scolaire en France. Evolution des inégalités de 1950 à 1980 », *Revue française de sociologie*, 1995/3, n°36, p.403-438.

Fabiani Jean-Louis (2013), « Distinction, légitimité et classe sociale », in Philippe Coulangeaon et al., *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, La Découverte, Paris, p.69-82.

Fabre Virginie et Lacour Cédric (2021), « Être en couple amortit le contrecoup financier d'une perte d'emploi », *Insee Première*, n°1848, mars.

Fassin Didier (2018), *La vie. Mode d'emploi critique*, Seuil, Paris.

Ferrant Coline et Plessz Marie (2015), *Structure des budgets alimentaires dans l'enquête Budget des Familles 2011*, Working Paper, ALISS/INRA.

Ferrarese Estelle (2015), « Le projet politique d'une vie ne peut être séparée de sa forme. La politique de la soustraction de Giorgio Agamben », *Raisons politiques*, 2015/1, n°57, p.49-63.

Ferrarese Estelle et Laugier Sandra (dir.) (2018), *Formes de vie*, CNRS Editions, Paris.

Ferrarese Estelle et Laugier Sandra (2015), « Politique des formes de vie », *Raisons politiques*, 2015/1, n°57, p.5-12.

Ferraton Cyrille et Frobert Ludovic (2017), *Introduction à Albert O. Hirschman*, Repères, La Découverte, Paris.

Fillieule Olivier (2020), « Le désengagement », in Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Les Presses de Sciences Po, Paris, p.186-194.

Fillieule Olivier et Sommmier Isabelle (2018), « Déprises. Logiques du désengagement et évaluations rétrospectives », in Fillieule Olivier *et al.*, *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Actes Sud, Arles, p.583-611.

Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile (dir.) (2020), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Les Presses de Sciences Po, Paris.

Fillieule Olivier, Béroud Sophie, Masclet Camille et Sommier Isabelle (dir.) (2018), *Changer le monde changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Actes Sud, Arles.

Fillieule Olivier, Picard Alice et Rouxel Pierre (2018), « Militantisme et brouillage des destins socioprofessionnels », in Fillieule Olivier *et al.*, *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Actes Sud, Arles, p.549-581.

Fillieule Olivier et Pudal Bernard (2010), « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in Agrikoliansky Eric *et al.*, *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, p.163-184

Fischbach Franck (2006), « Activité, passivité, aliénation. Une lecture des Manuscrits de 1844 », *Actuel Marx*, vol.1, n°39.

Flamand Joël (2016), *Dix ans de transitions professionnelles : un éclairage sur le marché du travail français*, Document de travail 2016-03, France Stratégie, mars 2016.

Fleury Laure, Pagis Julie et Yon Karel (2018), « ‘‘Au service de la classe ouvrière’’ : quand les militants s’établissent en usine », in Fillieule Olivier *et al.*, *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Actes Sud, Arles, p.453-484.

Flipo Fabrice (2016), « Penser l’écologie politique », *vertigO-La Revue électronique en sciences de l’environnement*, vol.16, N°1, mai.

Flipo Fabrice (2013), « Statut et portée de l’écologie politique. Contribution à une anthropologie de la globalisation et de la modernité », Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris Diderot, soutenue le 20 juin 2013.

Flipo Fabrice (2007), « Voyage dans la galaxie décroissante », *Mouvements*, 2007/2, n°50, p.143-151

Flocco Gaëtan (2015a), *Des dominants très dominés. Pourquoi les cadres acceptent leur servitude*, Raisons d’agir.

Flocco Gaëtan (2015b), « Vers une lutte des cadres ? », *L’Homme et la société*, 2015/1, n°195-196, p.197-122.

Florida Richard (2002), *The Rise of the Creative Class and How It’s Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, Basic Books, New York.

Forsé Michel et Langlois Simon (2014), « Présentation », *L’Année sociologique*, 2014/2, vol.64, p.261-271.

Forsé Michel et Parodi Maxime (2014), « Bien-être subjectif et sentiment d’injustice sociale », *L’Année sociologique*, 2014/2, vol.64, p.359-388.

Foucault (1984), *Histoire de la sexualité III. Le souci de soi*, Gallimard, Paris [collection Gallimard Tel pour la pagination].

Foucault Michel (1982), *Dire vrai sur soi-même. Conférences prononcées à L’université Victoria de Toronto, 1982*, Vrin, Paris [2017 pour la présente édition].

François Pierre et Lemercier Claire (2021), *Sociologie historique du capitalisme*, Editions La Découverte, Paris.

Frayne Daniel (2018), *Le refus du travail. Théorie et pratique de résistance au travail*, Editions du Détour, Paris.

Frère Bruno et Jacquemain Marc (dir.) (2013), *Résister au quotidien ?*, Les Presses de Sciences Po, Paris.

Frère Bruno et Jacquemain Marc (2013), « Quoi de neuf sous le soleil de l’engagement ? », in Frère Bruno et Jacquemain Marc (dir.), *Résister au quotidien ?*, Les Presses de Sciences Po, Paris, p.241-256.

Friedmann Georges (1956), *Le travail en miettes*, Collections « Idées », Gallimard [1964 pour cette édition].

Galateau Estelle-Fleur (2013), « Les condition sociales de l'adoption des comportements plus durables en matière de consommation et de gestion des déchets : Analyse sociologique d'un dispositif de démocratie participative et des théories de l'action en sciences humaines », Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Dominique Desjeux, Université Paris Descartes, 29 novembre 2013.

Galbraith John Kenneth (1961), *L'Ere de l'opulence*, Coll. Liberté de l'esprit, Calmann-Lévy, Paris.

Galluzzo Anthony (2020), *La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande*, La Découverte, Paris.

Gamson William (1992), *Talking Politics*, Cambridge University Press, Cambirdge.

Garabuau-Moussaoui Isabelle (2010), « La consommation, entre pratiques, échanges et politique », *Sociologies pratiques*, 2010/1, n°20, p.1-7.

Garabuau-Moussaoui Isabelle (2010), "Etre anthropologue de la consommation. Entretien avec Dominique Desjeux », *Sociologies pratiques*, 2010/1, n°20, p.9-15.

Gauthier François (2021), "Réguler l'*hubris*. Quelle *hubris*?", *Revue du MAUSS*, 2021/1, n°57, p.53-59.

Gauthier François (2014), "L'éthique romantique et l'esprit du consumérisme", *Revue du MAUSS*, 2014/2, n°44, p.53-67.

Garner H., Méda Dominique et Sénik Claudia, « La place du travail dans les identités », *Economie et statistique*, n°393-394, 2006.

Gaulejac (de) Vincent (2005), *La société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Seuil.

Gaulejac (de) Vincent et Hanique Fabienne (2015), *La capitalisme paradoxant. Un système qui rend fou*, Seuil, Paris.

Gaxie Daniel (2002), « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 2002/2, vol.52, p.145-178.

Geay Kévin (2019), *Enquête sur les Bourgeois. Aux marges des beaux quartiers*, Fayard, Paris.

Georgescu-Roegen Nicholas (1979), *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Sang de la Terre, Paris [2020 pour ette édition].

Gianinazzi Willy (2016), *André Gorz, une vie*, La Découverte, Paris.

Giraud Frédérique et Ladouceur Benoît (2016), *Sociologie versus Economie. Contextualiser et dénaturer les phénomènes marchands*, Bréal, Paris.

Glaymann Dominique (2005), *La vie en intérim*, Fayard, Paris.

Gojard Séverine, Lhuissier Anne, Régnier Faustine (2009), *Sociologie de l'alimentation*, La Découverte, Paris.

Gollain Françoise (2014), *André Gorz, pour une pensée de l'éco-socialisme*, Le Passager clandestin, Lyon.

Gorz André (2019), *Eloge du suffisant*, PUF, Paris [1992 pour la première édition du texte « L'écologie, ce matérialisme historique »].

Gorz André [Bosquet Alain] (1975 et 1977), *Ecologie et politique suivi de Ecologie et liberté*, Arthaud Poche, Paris [2018 pour cette édition].

Gourgues Guillaume, Mazeaud Alice, Nez Héloïse, Sainty Jessica et Talpin Julien (2021), « Les Français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique », *Sociologie*, 2021/1, vol.12, p.1-19.

Goux et Maurin (2012), *Les nouvelles classes moyennes*, coll. « La République des idées », Seuil, Paris.

Graeber David (2013), « On The Phenomenon of Bullshit Jobs », *Strike !*, 17 août 2013 [en ligne]

Graeber David (2018), *Bullshit Jobs*, Les Liens qui Libèrent, Paris [2019 pour cette édition].

Grenier Jean-Yves (2010), « Travailler plus pour consommer plus. Désir de consommer et essor du capitalisme, du XVIIème siècle à nos jours », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol.65, n°3, p.787-798.

Grignon Claude (1988), « Les enquêtes sur la consommation et la sociologie des goûts », *Revue économique*, 1988/39, n°1, p. 15-32.

Grossetête Matthieu (2019), « Quand la distinction se met au vert/ Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales », *Revue Française de Socio-Economie*, 2019/1, n°22, p.85-105.

Guien Jeanne et Ramirez Violetta (2017), « Travailler à consommer. Expérimentation et émancipation dans les pratiques de consommation alternative », *Terrains et travaux*, 2017/2, N°31, p.45-62.

Guillard Valérie et Roux Dominique (2014), « De la pauvreté à l'excentricité : le glanage comme révélateur des marges de la consommation », *Economies et sociétés*, vol. 48, n°3, p. 117-142

Grossetti Michel (2006), « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 2006/1, n°120, p.5-28.

Grossetti Michel (2004), *Sociologie de l'imprévisible. Dynamiques de l'activité et des formes sociales*, PUF, Paris.

Grossetti Michel (2003), « Eléments de discussion pour une sociologie des bifurcations (contingences, événements et niveaux d'action), communication pour le colloque « Anticipation », janvier 2003.

Haber Stéphane (2009), *L'Homme dépossédé. Une tradition critique, de Marx à Honneth*, Paris : CNRS Editions

Haber Stéphane (2008a), « Expérience du travail, expérience de l'aliénation », *Cités*, 2008/3, n°35, p. 45-54.

Haber Stéphane (2008b), « L'aliénation comme dépossession des besoins vitaux », *Mouvements*, 2008/2, n°54, p. 41-53.

Haber Stéphane (2007), *L'aliénation. Vie sociale et expérience de la dépossession*, PUF, Paris.

Haber Stéphane (2006), « Que faut-il reprocher aux Manuscrits de 1844 ? », *Actuel Marx*, 2006/1, n°39, pages 55 à 70

Hache Émilie (2011), *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, La Découverte, Paris.

Halbwachs Maurice (2011[1912, 1933]), *Le destin de la classe ouvrière*, PUF, Paris [1912 et 1933 pour les premières éditions].

Hamidi Camille et Trenta Arnaud (2020), « Des classes populaires et des associations : quelles redéfinitions des rapports au politique ? », *Sociétés contemporaines*, 2020/2, n°118, p.5-24.

Hamidi Camille (2017), « Chapitre 13. Associations, politisation et action publique. Un monde en tensions », in Fillieule Olivier (dir), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Science Po, p.347-370.

Hamidi Camille (2006), « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue Française de Science Politique*, vol.56, n°1, p.5-25.

Harribey Jean-Marie (2013), *La richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les liens qui libèrent, Paris.

Hatzfeld Hélène (2005), *Faire de la politique autrement. Les expériences inéachevées des années 1970*, Presses Universitaires des Rennes, Rennes.

Hatzfeld Nicolas (2008), « Les établis : du projet politique à l'expérience sociale », in Artières Philippe et Zancarini-Fournel Michelle (dir.), *68. Une histoire collective [1962-1981]*, La Découverte, Paris, p. 546-550.

Heilbrunn Benoît (2011), *La consommation et ses sociologies*, Armand Colin, Malakoff.

Heinich Nathalie (2017), *Des valeurs. Une approche sociologique*, Gallimard, Paris.

Heinich Nathalie (2010), « Pour en finir avec ‘‘l'illusion biographique'' », *L'Homme*, n°195-196, p.421-430

Hélardot Valentine (2009), « Vouloir ce qui arrive ? Les bifurcations biographiques entre logiques structurelles et choix individuels », in Bessin Marc *et al* (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement*, La Découverte, Paris.

Heller Agnes (2008), « Les ‘‘vrais'' et les ‘‘faux'' besoins », in Adorno Theodor et Heller Agnes, 2008, « Par delà le vrai et le faux. Deux textes sur la théorie des besoins », *Mouvements*, 2008/2, n°54, p. 18-33

Héran François (2004), « Voter toujours, parfois… ou jamais », in Cautrès Bruno et Mayer Nona, *Le nouveau désordre électoral*, Presses de Sciences Po, Paris, p.351-367.

Herpin Nicolas et Verger Daniel (2008), *Consommation et modes de vie en France. Une approche économique et sociologique sur un demi-siècle*, La Découverte, Paris.

Herpin Nicolas (2018), *Sociologie de la consommation*, La Découverte, Paris.

Herpin Nicolas (1993), « Au delà de la consommation de masse ? Une discussion critique des sociologues de la postmodernité », *L'Année sociologique*, vol.43, p.295-315

Hervieu Bertrand et Léger Danièle (1979), *Retour à la nature. Au fond de la forêt…l'Etat*, Seuil, Paris.

Hibou Béatrice (2012), *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, Paris.

Hirschman Albert O. (1985), « Against Parcimony. Three Easy Ways of Complicating Somes Categories of Economic Discourse", *Economics and Philosophy*, 1985/1, p.7-21.

Hirschman Albert O. (1982), *Bonheur privé, action publique*, Fayard, collection Hachette/Pluriel (2006 pour la présente édition)

Hirschman Albert O. (1977), *Les passions et les intérêts. Justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, PUF, Paris [2014 pour la présente édition].

Hirschman A. O. (1970), *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, Editions de l'Université de Bruxelles-Fayard [1995 pour la présente édition]

Honneth Axel (2000), *La lutte pour la reconnaissance*, Folio Essais, Gallimard [1992 pour l'édition allemande].

Huddart Kennedy Emily, Krahn Harvey et Krogman Naomi T. (2013), « Downshifting : An Exploration of Motivations, Quality of Life, and Environmental Practises », *Sociological Forum*, décembre2013, p.764-783.

Hughes Everett C. (1958), « Cycles, Turning Points and Careers », in *Men and Their Work*, The Free Press of Glencoe, Collier-Macmillan Limited, Londres, p.11-22 [2018 pour la présente édition].

Hugon Philippe (2002), article "Arthur Lewis", in Greffe Xavier, Lallement Jérôme, De Vroey Michel, *Dictionnaire des grandes œuvres économiques*, Dalloz.

Hugrée Cédric (2016), « Les sciences sociales face à la mobilité sociale », *Politix*, 2016/2, n°114, p.47-72.

Hugrée Cédric, Penissat Etienne et Spire Alexis (2015), « Les différences entre salariés du public et du privé après le tournant managérial des Etats en Europe », Revue française de sociologie, 2015/1, vol.56, p.47-73.

Hugrée Cédric et Verdalle (de) Laure (2019), « Les mots pour (en pas) le dire. L'expression des hiérarchies et des différences sociales », *L'Année sociologique*, 2019/2, vol.69, p.479-509.

Hugrée Cédric, Verdalle (de) Laure (2015), « ''Fonctionnaires'' et ''indépendants'' à l'épreuve des catégorisations ordinaires du monde social », *Sociologie du travail*, 2015/2, vol. 57, p.200-229.

Illich Ivan (1975), *Energie et équité*, Arthaud Poche, Paris [2018 pour la présente édition]

Illich Ivan (1973), *La convivialité*, Seuil, collection Points.

INSEE (2009), *Cinquante ans de consommation*, INSEE Références, Paris.

Ion Jacques (2017), *En finir avec l'intérêt général. L'expression démocratique au temps des égos*, Editions du Croquant, Paris.

Ion Jacques (2005), « Chapitre 1. Quand se transforment les modes d'engagement dans l'espace public », in Becquet Valérie, De Linares Chantal (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, Paris p.23-33.

Ion Jacques (dir.) (2001), *L'engagement au pluriel*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, Saint-Étienne.

Ion Jacques (1997), *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, Paris.

Ion Jacques (1996), « Groupements associatifs et modèles d'engagement », *Débats Jeunesse* n°1 (*Des jeunes et des associations*), L'Harmattan, Paris, p. 53-64.

Jackson Tim (2010), *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, de Boeck, Bruxelles.

Jackson Tim (2005), « Live Better by Consuming Less ? Is There a "Double Dividend" in Sustainable Consumption? », *Journal of Industrial Ecology*, Vol.9, N° 1-2, p19-35

Jaquet Chantal et Bras Gérard (2018), *La fabrique des transclasses***,** PUF, Paris.

Jaquet Chantal (2014), *Les Transclasses ou la non-reproduction*, PUF, Paris.

Jeanpierre Laurent (2019), *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, La Découverte, Paris.

Jérôme Vanessa (2021), *Militer chez les Verts*, Presses de Sciences Po, Paris.

Kahlberg Stephen, *Les idées, les valeurs et les intérêts. Introduction à la sociologie de Max Weber*, La Découverte, Paris.

Jourdain Anne (2016), « L'héritier, l'ancien ouvrier et la reconvertie : analyse des différents types de logiques entrepreneuriales parmi les artisans d'art », *Revue de l'Entrepreneuriat*, 2016/3-4, vol.15, p.257-281.

Jourdain Anne (2014), « Les reconversions professionnelles dans l'artisanat d'art. Du désengagement au réengagement », *Sociologies pratiques*, 2014/1, n°28, p.21-30.

Kaufmann Jean-Claude (1997a), « Le monde social des objets », *Sociétés contemporaines*, n°27, p.111-125

Kaufman Jean-Claude (1997b), *Le coeur à l'ouvrage. Théorie de l'action ménagère*, Pocket, Paris [2000 pour la présente édition].

Kaufman Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, Nathan, Paris.

Keucheyan Razmig (2019), *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Editions La Découverte, Paris.

Keynes John M. (2002[1951]), « Perspectives économiques pour nos petits enfants », in *La pauvreté dans l'abondance*, Gallimard, Paris [1951 pour la première version anglaise de cet essai].

Koestler Arthur (1946), *Le yogi et le commissaire*, Pocket, Paris [1998 pour la présente édition].

Lacroix Bernard (1981), *L'utopie communautaire, l'histoire sociale d'une révolte*, PUF, Paris.

Lafaye Claudette et Thévenot Laurent (1993), « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature », *Revue française de sociologie*, 34-4, p.495-524.

Lagroye Jacques (dir.) (2013), *La politisation*, Belin, Paris.

Lahire Bernard (2008), « De la réflexivité dans la vie quotidienne : journal personnel, autobiographie et autre écriture de soi », *Sociologie et sociétés*, vol.40, n°2, p.165-179.

Lahire Bernard (2002), *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Nathan, Paris.

Lahire Bernard (1998), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Nathan, Paris.

Lahire Bernard (1995), *Tableaux de famille. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires.* Paris, Gallimard.

Lallement Michel (2019), *Un désir d'égalité. Vivre et travailler dans les communautés utopiques*, La Couleur des idées, Seuil, Paris.

Lallement Michel (2015), *L'âge du faire. Hacking, travail, anarchie*, La Couleur des idées, Paris, Seuil.

Lallement Michel (2007), *Le travail. Une sociologie contemporaine*, Folio Essai, Paris Gallimard.

Lambelet Alexandre (2020), « Engament distancié », in Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences po, Paris, p.225-231.

Lamine Claire (2008), *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?* (avec la collaboration de Nathalie Perrot), Yves Michel, Gap.

Langlois Simon (2011), « Introduction », *L'Année sociologique*, 2011/61, n°1, p.11-19

Langlois Simon (2002), « Nouvelles orientations en sociologie de la consommation », *L'Année sociologique*, 2002/1, vol.52, p.83-103

Larochette Brigitte et Sanchez-Gonzalez Joan (2015), « Cinquante ans de consommation alimentaire : une croissance modérée mais de profonds changements », *Insee Première*, n°1568.

Latouche Serge (2020), *L'abondance frugale comme art de vivre. Bonheur, gastronomie et décroissance*, Rivages Poche Petite Bibliothèque, Paris.

Latouche Serge (2016), *Jean Baudrillard ou la subversion par l'ironie*, Le Passager Clandestin, Lyon.

Latouche Serge (2014), *Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale*, Le Passager clandestin, Lyon.

Latouche Serge (2012), *L'âge des limites*, Mille et une Nuits, Paris.

Latouche Serge (2010), *Sortir de la société de consommation*, Les liens qui libèrent, Paris.

Latouche Serge (2007), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une Nuits, Paris.

Latouche Serge (2006), *Le pari de la décroissance*, Fayard, Paris.

Latour Bruno (2021), *Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres*, La Découverte, Paris.

Latour Bruno (2017), *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, Paris.

Latour Bruno (1995), « Moderniser ou écologiser ? A la recherche de la septième cité », *Ecologie politique*, 1995/13, p.5-27.

Laugier Sandra (2015), « La vulnérabilité des formes de vie », *Raisons politiques*, 2015/1, n°57, p.65-80.

Laval Christian (2007), *L'homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Gallimard tel, Paris. [2017 pour la présente édition].

Laval Christian (2011), « Le nouveau sujet du capitalisme », *Revue du MAUSS*, 2011/2, n°38, p.413-427.

Laval Christian (2006), « La ''cage'' de Weber », *Temporel*, septembre (https://temporel.fr/La-Cage-de-Weber)

Lawlor Eillis, Kersley Helen, Steed Susan (2009), *A bit rich. Calculating the real value to society of different professions*, New Economic Foundation.

Lazarus Jeanne (2006), "Les pauvres et la consommation", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 2006/3, n°91, p.137-152.

Lauech Gilles (2012), *L'argent du quotidien*, Collection Des sociétés, Presses Universitaires de Rennes, rennes.

Le Goff Jean-Pierre (2000), *Les illusions du management. Pour le retour du bon sens*, La Découverte/Poche, Paris

Le Goff Jean-Pierre (1999), *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, La Découverte, Paris.

Le Gros Ludivine (2020), « La reconversion radicale après une grande école de management : entre ruptre et réactivation de dispositions intériorisées », *Formation emploi*, 2020/4, n°152, p.119-138.

Le Méner Erwan (2016), « Au nom du fils. Ethnocomptabilité d'une famille de sans papiers hébergée en hôtel social », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2016/123, p.41-55.

Le Wita Béatrix (1988), *Ni vue, ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Editions de la M.S.H., Paris.

Leca Jean (1973), « Le repérage du politique », *Projet*, n°71, janvier, p.11-24.

Lebon Francis (2018), « Notes sur les transformations du militantisme et du travail social selon Jacques Ion », *Le sociographe*, 2018/1, n°61, p.45-51.

Lefebvre Henri (2009), *Critique de la vie quotidienne I. Introduction*, L'Arche, Paris [1ère édition en 1947].

Lefebvre Henri (1961), *Critique de la vie quotidienne II. Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, L'Arche, Paris.

Lefebvre Henri (1968), *La vie quotidienne dans la vie moderne*, Idées/Gallimard, Paris.

Lehingue Patrick (2015), « Les classes populaires et la démocratie représentative : exit, voice ou loyalty ? », *Savoir/Agir*, 2015/1, n°31, p.25-34.

Lemieux Cyril (2018), *La sociologie pragmatique*, La Découverte, Paris.

Lemieux Cyril (2009), *Le Devoir et la Grâce*, Economica, Paris.

Lemistre Philippe (2017), *Déclassements et reclassements selon le diplôme et l'origine sociale*, Céreq, Working Paper n°4.

Lenoir Rémi (2004), « Espace social et classes sociales chez Pierre Bourdieu », *Sociétés & Représentations*, 2004/1, n°17, p.385-396.

Leroux Benoît (2013), « Devenir agriculteur biologique. Approche des processus de (re)conversions socioprofessionnelles », *Regards sociologiques*, n°45-46 (http://www.regards-sociologiques.fr/n45-46-2013-14)

Leymonerie Claire, 2006, « le salon des arts ménagers dans les années 1950. Théâtre d'une conversion à la consommation de masse », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 2006/3, n°91, p.43-56.

Le Velly Ronan (2017), *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*, Presses des Mines, Paris.

Lignier Wilfried et Pagis Julie (2017), *L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social*, Liber, Seuil, Paris.

Linhart Danièle (2021), *L'insoutenable subordination des salariés,* Eres, Toulouse.

Linhart Danièle (2017), *La comédie humaine du travail. De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Collection « Sociologie clinique », Toulouse, Eres.

Linhart Danièle (dir.) (2008), *Pourquoi travaillons-nous ? Une approche sociologique de la subjectivité au travail*, Eres, Toulouse.

Linhart Robert (1978), *L'établi*, Editions de Minuit, Paris.

Linhart Virginie (2010), *Volontaires pour l'usine. Vies d'établis (1967-1977)*, Seuil, Paris.

Linhart Virginie (2008), *Le jour où mon père s'est tu*, Seuil, Paris.

Lhommeau Bertrand, Michel Christophe (2018), « Changer de métier : quelles personnes et quels emplois concernés ? », *DARES Analyses*, n°049, Ministère du travail, Paris, novembre 2018.

Loriol Marc (2000), *Le temps de la fatigue : la gestion sociale du mal être au travail*, Anthropos, Paris.

Macé Marielle (2016), *Styles. Critique de nos formes de vie*, Gallimard, Paris.

Maertens Lucile et Parizet Raphaëlle (2017), « ‘On ne fait pas de politique !’ Les pratiques de dépolitisation au PNUD et au PNUE », *Critique Internationale*, 2017/3, n°76, p. 41-60.

Malliet Paul (2020), « L'empreinte carbone des ménages français et les effets redistributifs d'une fiscalité carbone aux frontières », OFCE *Policy brief*, n°62, 8 janvier 2020.

Marcus-Steiff Joachim (1962), « Éléments d’une psycho-sociologie de la consommation », *Revue française de sociologie*, 1962/3, n°1, p. 55-62

Marcuse Herbert (1964), *L’homme unidimensionnel. Essai sur l’idéologie de la société industrielle avancée*, Les Editions de Minuit, Paris [1964 pour l’édition américaine].

Maresca Bruno (2017), « Mode de vie : de quoi parle-t-on ? Peut-on le transformer ? », *La pensée écologique*, PUF (lapenseeecologique.com).

Martuccelli Danilo (2017), *La condition sociale moderne. L’avenir d’une inquiétude*, Folio, Gallimard, Paris.

Martuccelli Danilo (1999), *Sociologies de la modernité. L’itinéraire du XXe siècle*, Gallimard, Paris.

Marx Karl (1844), « Economie et philosophie. Manuscrits parisiens de 1844 », *Philosophie*, p. 135-222, Gallimard, Paris [1982 pour la présente édition].

Mathé Thierry et Hébel Pascale (2013), « Comment consomment les hommes et les femmes ? », CREDOC, *Cahiers de Recherche*, n°309, décembre 2013.

Mathieu Lilian (2013), « Un militantisme qui n’a de ‘‘nouveau’’ que le nom », in Frère Bruno et Jacquemain Marc (dir.), *Résister au quotidien ?*, Les Presses de Sciences Po, Paris, p.223-240.

Matonti Frédérique et Poupeau Franck (2004), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, p.4-11.

Mauger Gérard et Fossé Claude (1977), *La vie buisonnière : marginalité petite bourgeoise et marginalité populaire*, François Maspéro, Paris.

Maurin Eric (2009), *La peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, La République des idées, Seuil, Paris.

Mauss Marcel (1950), *Essai sur le don*, in *Sociologie et anthropologie*, PUF, collection Quadrige, Paris.

Mazaud Caroline (2013), *L’artisanat français. Entre métier et entreprise*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.

Méda Dominique (2013), *La mystique de la croissance. Comment s’en libérer*, Flammarion, Paris.

Mège Arnaud (2017), « 'Faire autrement'. Tensions entre idéaux et contraintes pratiques de militants pour la décroissance », *Terrains &travaux*, vol.2, n°31.

Mège Arnaud (2016), *Militer pour la décroissance. De l'émergence d'une idéologie à sa mise en pratique*, Thèse de doctorat sous la direction de Laurent Willermez, 1er décembre 2016, Université de Poitiers

Mège Arnaud (2013), « Le principe de décroissance comme acte de résistance à la "société de consommation" » in Clochard Fabrice, Desjeux Dominique et Gouin Stéphane (dir.*), Le consommateur pendant la crise*, Tome 2, Paris, L'Harmattan, coll. « Dossiers Sciences Humaines », pp 226-239.

Mège Arnaud (2010), « Une vie qui nous convient », *Savoir/Agir*, 2010/4, n°14.

Merllié Dominique (2013), « La mobilité sociale », in Castel Robert, Chauvel Louis, Merllié Dominique, Neveu Éric, Piketty Thomas, *Les mutations de la société française. Les grandes questions économiques et sociales II*, Repères, La Découverte, Paris.

Merllié Dominique et Prévot Jean (1991), *La mobilité sociale*, Repères, La Découverte, Paris.

Micheletti Michele (2004), « Just Clothes ? Discursive Political Consumerism and Political Participation », Paper for the 2004 ECPR Joint Sessions, 3-18 avril, Uppsala, Workshop 24 : Emerging Repertories of Political Action. Toward A Systemic Study of Postconventional Forms of Partcipation, 30p.

Micheletti Michele (2003), *Political Virtue and Shopping. Individuals, Consumerism, and Collective Action*, Palgrave MacMillan, New York.

Ministère de l'Economie et des Finances (2019a), *Chiffres clés de l'artisanat*, Direction Générale des Entreprises, Edition 2018, Ivry.

Ministère de l'Economie et des Finances (2019b), *Chiffres clés du commerce*, Direction Générale des Entreprises, Edition 2018, Ivry.

Monin Noëlle et Rakoto-Raharimanana Herilalaina (2019a), « Nouveaux enseignants, enseignants nouveaux : la reconversion professionnelle dans le système éducatif », *Recherche & Formation*, 2019/1, n°90, p.9-13.

Monin Noëlle et Rakoto-Raharimanana Herilalaina (2019b), « Reconversion, bifurcation ou réorientation professionnelle ? Le cas des professeurs des écoles », *Recherche & Formation*, 2019/1, n°90, p.73-86.

Monneuse Denis (2014), *Le silence des cadres. Enquête sur un malaise*, Vuibert, Paris.

Monso Olivier (2006), « Changer de groupe social en cours de carrière. Davantage de mobilité depuis les années quatre-vingt », *Insee Première*, n°1112, décembre 2006, INSEE, Paris.

Montrieux Gabirel et Parienti-Maire Karin (2016), « AMAP et jardins partagés 'aux bords' du politique ? », *Environnement et citoyenneté*, 2016/55, p.92-101.

Montrieux Gabriel (2016), « Organiser les proximités alimentaires. Entre division du travail militant et encadrement normatif », in Patrick Mundler *et al.*, *Alimentation et proximités*, Educagri éditions, p.267-284.

Montrieux Gabriel (2015), "Penser l'engagement au prisme de la norme sociale: le sens subjectif des pratiques de consommation écologique, Communication au **c**olloque « Penser l'écologie politique : Économie, changement social et dynamique des écosystèmes **»**, Université Paris 7 Diderot, 15-16 juin 2015.

Moulin Stéphane, Dupray Arnaud. et d'Amour Raphaëlle (2013), « Les politiques publiques au cœur des bifurcations professionnelles », *Sociologie et sociétés*, 2013/1, vol.45, p.203-228.

Morales La Mura Quidora (2014), « L'engagement au travail : entre militance effective et contraintes dissimulées », *Lien social et Politiques*, n°72, p229-243.

Morel Darleux Corinne (2019), *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. Réflexions sur l'effondrement*, Libertalia, Montreuil.

Muxel Anne (2017), « Chapitre 8. La mobilisation électorale, du décrochage civique à l'abstention record », in Perrineau Pascal (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, Paris, p.153-174.

Muxel Anne (2015), « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue Française de Science Politique*, 2015/4, vol.65, p 541-562.

Muxel Anne et Jaffré Jérôme (2000), « Chapitre 1. S'abstenir : hors jeu ou dans le jeu politique ? », in Brechon Pierre, Laurent Annie et Perrineau Pascal, *Les cultures des Français*, Presses de Sciences Po, Paris, p.17-52.

Mylondo Baptiste (2019), « De l'irrationalité de la valeur travail à la magie de l'incertitude », in Weber Max (1904[2019]), *L'« esprit » du capitalisme*, préface, Payot&Rivages, Paris, p 7-25.

Négroni Catherine (2009), « Ingrédients des bifurcations professionnelles : latence et évènements déclencheurs », in Bessin Marc *et al* (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement*, La Découverte, Paris.

Négroni Catherine (2007), *Reconversion professionnelle volontaire. Changer d'emploi, changer de vie : un regard sociologique sur les bifurcations*, Armand Colin, Malakoff.

Négroni Catherine (2005), « La reconversion professionnelle volontaire : d'une bifurcation professionnelle à une bifurcation biographique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol.2, n°119, p.311-331.

Négroni Catherine et Mazade Olivier (2019), « Entre contrainte et choix, regards sur les reconversions professionnelles subies et les reconversions professionnelles volontaires », *Recherche & Formation*, 2019/1, n°90, p.87-102.

Nicolas Frédéric (2018), « Entrer en agriculture biologique. Sociologie politique d'une professionnalisation sous contrainte (1945-2015) », Thèse pour le doctorat de sociologie sous

la direction de Nicolas Renahy, Université Bourgogne Franche Comté, soutenue le 18 novembre 2018.

Nicolas Frédéric (2017), « L'agriculture biologique, un travail pas comme les autres ? », *Tracés. Revue de Sciences Humaines*, 2017/32, (https://journals.openedition.org/traces/6850)

Ocejo Richard E. (2017), *Masters of Craft. Old jobs in the New Urban Economy*, Princeton University Press, 2017.

Ocejo Richard E. (2015), "In Cathedrals of Craft: Workplaces for the New Elite Service, retail, and Manuel Labor Jobs", *Métropolitiques*, 12 mai 2015 (URL: https://www.metropolitiques.eu/In-Cathedrals-of-Craft-Workplaces.html)

Ocejo Richard E. (2014), "The Abattoir's Call: At the Margins of New-York City's Foodie Movement", *Metropolitiques*, 17 novembre 2014 (URL: https://www.metropolitiques.eu/The-Abattoir-s-Call-At-the-Margins.html)

Ogien Albert (2021), *Politique de l'activisme. Essai sur les mouvements citoyens*, PUF, Paris.

Ollitrault Sylvie (2008), *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.

Ollitrault Sylvie et Villalba Bruno (2014), "Sous les paves, la terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises", in Pigenet Michel et Tartakowsky Danielle, *Histoire des mouvements sociaux en France, de1814 à nos jours*, La Découverte, Paris, p.716-723.

Orléan André (2011), *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*, Seuil, Collections Points, Paris [2013 pour la présente édition].

Packard Vance (1958), *La persuasion clandestine*, Calmann-Lévy, Paris.

Paech Niko (2012), *Se libérer du superflu. Vers une économie de post-croissance*, Rue de l'échiquier, Paris [2016 pour la présente édition].

Pagis Julie et Pasquali Paul (2016), « Observer les mobilités sociales en train de se faire. Micro-contextes, expériences vécues et incidences socio-politiques », *Politix*, 2016/2, n°114, p.7-20

Pagis Julie et Yon Karel (2019), « Se faire ouvrier.e. L'établissement, un cas de reverse passing ? », *Genèses*, 2019/1, n°114, p.53-74.

Pagis Julie (2014), *Mai 1968, un pavé dans leur histoire*, Presses de Sciences Po, Paris.

Pagis Julie (2009), *Les incidences biographiques du militantisme en Mai 68. Une enquête sur deux générations familiales : des " soixante-huitards " et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales*, Thèse en Sociologie sous la direction de Gérard Mauger, École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

Paquot Thierry (2019), *Ivan Illich : Pour une ascèse volontaire et conviviale*, Le passager Clandestin, Neuvy en Champagne.

Paquot Thierry (2015), *Lewis Mumford : pour une juste plénitude*, Lyon, Le passager Clandestin, Neuvy en Champagne.

Paquot Thierry (2012), *Introduction à Ivan Illich*, Repères, La Découverte, Paris.

Paquot Thierry, XXX, « De la « société de consommation » et de ses détracteurs », *Mouvements*, p. 54-64

Paquot Thierry (2005), *Eloge du luxe. De l'utilité de l'inutile*, François Bourin Editeur, Paris.

Passeron Jean-Claude (1991), *Le Raisonnement sociologique*, Nathan, Paris.

Paugam Serge, Cousin Bruno, Girogetti Camila et Naudet Jules (2017), *Ce que les riches pensent des pauvres*, Seuil, Paris.

Pawin Rémi (2014), « Le bien-être dans les sciences sociales : naissance et développement d'un champ de recherches », *L'Année sociologique*, 2014/2, vol.64, p.273-294.

Pécout Gilles (1994), « La politisation des paysans au XIX$^{e}$ siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises, *Histoire des sociétés rurales*, n°2, 2$^{e}$ semestre, p.91-125.

Pelluchon Corine (2018), *Ethique de la considération*, Seuil, Paris.

Pénissat Etienne, Brousse Cécile et Deauvieau Jérôme (2015), *Finding one's way in social space* : genèse, postérité et actualité d'une enquête originale », *Sociologie*, 2015/1, Vol. 6, p.31-42

Perez-Roux Thérèse (2019), « Devenir enseignant en seconde carrière : des reconversions désirées à l'épreuve du réel », *Recherche & Formation*, 2019/1, n°90, p.27-41.

Perrenoud Marc (dir.), (2013), *Les mondes pluriels de Howard S. Becker. Travail sociologique et sociologie du travail*, La découverte, Paris.

Perrineau Pascal (1998), « Les renouveaux de l'action politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°60, octobre-décembre 1998, p.112-117

Pette Mathilde et Sommier Isabelle (2018), « Le devenir des utopies », in Fillieule Olivier *et al.*, *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Actes Sud, Arles, p.615-646.

Peugny Camille (2013), *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Collection « La république des idées », Seuil.

Peugny Camille (2009a), *Le déclassement*, Grasset, Paris.

Peugny Camille (2009b), « Du haut vers le bas : le déclassement. Entretien avec Camille Peugny », *Vacarme*, n°49, automne 2009, p.91-94

Peugny Camille et Van de Velde Cécile (2008), « L'expérience du déclassement », *Agora/Débats jeunesses*, 2008/3, n°49, p.50-58.

Peneff Jean (1992), *L'Hôpital en urgence*, Métailié, Paris.

Perrin-Heredia Ana (2013a), « Le ''choix'' en économie. Le cas des consommateurs pauvres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2013/4, n°°199, p.46-67.

Perrin-Heredia Ana (2013b), « La mise en ordre de l'économie domestique. Accompagnement budgétaire et étiquetage de la déviance économique », *Gouvernement et action publique*, 2013/2, vol.2, p. 303-330.

Ploux François, Offerlé Michel et Le Gall Laurent (dir.) (2012), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle XIXe-XXIe siècle*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.

Pharo Patrick (2018), *Le capitalisme addictif*, PUF, Paris.

Pharo Patrick (2017), *La belle vie dorée sur la tranche*, Vrin, Paris.

Pichon Alain (2008), *Les cadres à l'épreuve. Confiance, méfiance, défiance,* PUF, Paris.

Pierru Emmanuel et Spire Alexis (2008), « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue française de science politique*, 2008/3, vol.58, p.457-481.

Pignol Claire (2017), *La Théorie de l'équilibre général*, Septentrion, Lille.

Pignol Claire (2016), « Les pathologies de l'intérêt dans *Eugénie Grandet* : richesse, déraison et despotisme », *L'Homme & la société*, 2016/2, n°200, p.223-238.

Pignol Claire (2010), « Pauvreté et fausse richesse chez J.-J. Rousseau. L'économie entre éthique et politique », *Cahiers d'Economie Politique,* n°59, 2010/2, p.45-68.

Pignol Claire et Rugy (de) Anne (2015), « Le choix du consommateur. Entre récit romanesque et modèle économique », *Romanesques*, 2015/7, p.87-104.

Piketty Thomas (2019), « La couleur de la justice fiscale », in Confavreux Joseph (dir.), *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Seuil, Paris, p.79-84.

Pinçon Michel et Pinçon-Charlot Monique (2010), *Sociologie de la bourgeoisie*, La découverte, Paris.

Pinçon Michel et Pinçon-Charlot Monique (2007), *Les ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Seuil, Paris.

Pinçon Michel et Pinçon-Charlot Monique (1997), *Voyage en grande bourgeoisie*, Quadrige, PUF, Paris [2002 pour l'édition citée].

Pinto Louis (2018), *L'invention du consommateur. Sur la légitimité du marché*, PUF, coll. « Le lien social », Paris.

Pinto Louis (2013), « Du bon usage de *La Distinction* », in Philippe Coulangeon *et al.*, *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, La Découverte, Paris, p.83-95.

Pinto Louis (1990), « Le consommateur : agent économique et acteur politique », *Revue française de sociologie*, 1990/31-2, p.179-198.

Plessz Marie (2013), « Les légumes transformés : diversité des produits, diversité des usages sociaux », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, 2013/1, p.13-37.

Plessz Marie et Gojard Séverine (2014), « Fresh is Best ? Social Position, Cooking and Vegetable Consumption in France", *Sociology*. Vol. 49, n°1, p. 172-190.

Pleyers Geoffrey et Capitaine Brieg (dir.) (2016a), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

Pleyers Geoffrey et Capitaine Brieg (2016b), « Introduction. La subjectivation au cœur des mouvements contemporains », in Pleyers et Capitaine (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, p.7-23.

Pleyers Geoffrey et Capitaine Brieg (2016c), « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *Agora débats/jeunesses*, 2016/2, n°73, p.49-59.

Pleyers Geoffrey (2016a), « De la subjectivation à l'action. Le cas des jeunes alter-activistes », in Pleyers et Capitaine (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2016, p.27-47.

Pleyers Geoffrey (2016b), « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, 2016/1, n°72, p.107-122

Pleyers Geffrey (dir.) (2011), *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Desclée de Brouwer, Paris.

Polanyi Karl (1944*), La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, NRF (1972 pour la présente édition)

Potte-Bonneville Mathieu (2010), « Une politique des modes de vie ? », *Vacarme*, 2010/2, N°51, p 27-29.

Polanyi Karl (1983), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris.

Pottier Antonin, Combet Emmanuel, Cayla Jean-Michel, Lauretis Simona (de) et Nadaud Franck (2020), « Qui émet du CO2 ? Panorama critique des inégalités écologiques en France », *Revue de l'OFCE*, 2020/5, n°169, p.73-132.

Poullaouec Tristan (2011), « L'inflation des diplômes. Critique d'une métaphore monétaire », in Millet Mathias et Moreau Gillesmonneuse (dir), *Le vingtième. Siècle du diplôme*, Paris, La Dispute.

Prat Jean-Louis (2012), *Introduction à Castoriadis*, Repères, La Découverte, Paris [deuxième édition].

Pruvost Geneviève (2021), *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, La Découverte, Paris.

Pruvost Geneviève (2017b), « Modes de vie alternatifs et engagement », in Badie Bertrand *et al.*, *En quête d'alternatives*, La Découverte, Paris, p. 218-224

Pruvost Geneviève (2017a), « Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014), *Politix*, 2017/1, p. 35-62.

Pruvost Geneviève (2016), « Dépenser moins pour vivre mieux. Le cas de boulangers paysans vivant en yourte », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2016, n°123, p. 105-119

Pruvost Geneviève (2015a), « Faire village autrement. Des communautés introuvables aux réseaux d'habitat léger », *Socio-anthropologie*, 2015, n°32, p. 21-40

Pruvost Geneviève (2015b), « Chantiers participatifs, collectifs, autogérés en écoconstruction. La politisation du moindre geste», *Sociologie du travail*, 2015, vol. n°57, n°1, p. 81-103.

Pruvost Geneviève (2013b), « L'alternative écologique. Vivre et travailler autrement », *Terrain*, n°60, p. 36-55.

Pruvost Geneviève (2013a), « A propos de Une famille andalouse d'A.Cottereau et M.Marzok (Bouchène, 2012) », *Sociologie*, n°2, vol.4 (https://journals.openedition.org/sociologie/1894).

Quéniart Anne, Jacques Julie et Jauzion-Graverolle Catherine (2007), « Consommer autrement : une forme d'engagement politique chez les jeunes », *Nouvelles pratiques sociales*, 2007/20, n°1, p.181-195.

Quéro Laurent (2008), « L'utopie communautaire », in Artières Philippe et Zancarini-Fournel Michelle (dir.), *68. Une histoire collective [1962-1981]*, La Découverte, Paris, p. 528-533.

Rancière Jacques (2017), *En quel temps vivons-nous ? Conversation avec Eric Hazan*, La Fabrique, Paris.

Rancière Jacques (1998), *Aux bords du politique*, Folio, Gallimard, Paris.

Razafindranovona Tiaray (2017), « Malgré la progression de l'emploi qualifié, un quart des personnes se sentent socialement déclassées par rapport à leur père », *Insee Première*, n°1659, juillet 2017, INSEE, Paris.

Réau Bertrand (2021), « Les fonctions sociales des vacances », *L'Économie politique*, 2021/3, n°91, p.47-49.

Réau Bertrand (2011), *Les Français et les vacances. Sociologie des pratiques et offres de loisirs*, CNRS, Paris.

Renault Michel, Meriot Pascale et Gouzien Annie (2017), « Elaborer des indicateurs avec les citoyens. Lecture pragmatiste d'une méthode d'enquête sur les valeurs », *Revue Française de Socio-économie*, 2017/2, n°19, p. 47-67.

Rioufreyt Thibaut (2017), « Ce que parler politique veut dire. Théories de la (dé)politisation et analyse du discours politique », *Mots. Les langages du politique* [en ligne], ENS Editions, 2017/3, n°115, p.127-144.

Ripoli Fabrice (2010), « Les AMAP : une diversité de pratiques et de significations », in Pleyers Geoffrey (dir.), *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Desclée de Brouwer, Paris.

Roche Daniel (1997), *Histoire des choses banales. Naissance de la consommation dans les sociétés traditionnelles XVIIème-XIXème siècles*, Fayard, Paris.

Rodet Diane (2018), « Engagements militants, professionnalisés ou distanciés : les visages multiples de l'alimentation engagée, *Anthropology of Food*,[On line : https://journals.openedition.org/aof/8261], 14 mars 2018.

Rodriguez Sandra (2016), « ''J'aimerais être une antenne''. Pratiques et sens de l'engagement à l'ère des cultures en réseau », *Agora débats/jeunesses*, 2016/2, N°73, p.61-76

Rolo Duarte (2015), *Mentir au travail*, PUF, Paris.

Ros Elodie (2012), « Des militants de la décroissance. Les nouveaux militants de l'économie alternative, ruptures de références et similitude d'engagement », *L'Information géographique*, 2012/1, n°76, p.28-41.

Rosa Hartmut (2020), *Rendre le monde indisponible*, La Découverte, Paris.

Rosa Hartmut (2018), *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, La Découverte, Paris.

Rosa Hartmut, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive* (2010), La Découverte/Poche, [2014 pour la présente édition]

Rouvière Catherine (2016), « Migrations utopiques et révolutions silencieuses néorurales depuis les années 1960 », *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*, 2016/133, p.127-146.

Rouvière Catherine (2015), *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.

Roux Dominique (2014), « La consommation engagée : entre moins et mieux ? », 25èmes Journées Scientifiques de l'Environnement- L'économie verte en question, février 2014, Créteil.

Rugy (de) Anne (2019), « L'*homo-oeconomicus* a-t-il vécu ? Dialogue imaginaire entre Pierre Bourdieu et une économiste. Recension de Pierre Bourdieu, *Anthropologie économique. Cours au Collège de France 1992-1993*, Seuil, 2017 et Claire Pignol, *La théorie de l'équilibre*

*général*, Presses Universitaires du Septentrion, 2017 », *Terrains/théories*, 2019/10 (https://journals.openedition.org/teth/2418).

Rugy (de) Anne (2018), « Vouloir le déclassement ? De la critique des hiérarchies professionnelles à la critique de l'ordre économique », *Politiques de communication*, 2018/1, n°10, p.125-157.

Rumpala Yannick (2009), « La ''consommation durable'' comme nouvelle phase d'une gouvernementalisation de la consommation », *Revue française de science politique*, 2009/5 Vol.59, p.967-996.

Rumpala Yannick (2015), « Une sobriété heureuse ? Un hédonisme de la modération ? Sur la construction et la productivité sociale de quelques oxymores tentant de réorienter les consommations personnelles », 6ème congrès de l'Association Française de Sociologie, RT 11 « Sociologie de la consommation et des usages », 29 juin-2 juillet 2015, Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, document de travail, 18p.

Samak Madlyne (2017), « Le prix du ''retour'' chez les agriculteurs ''néo-ruraux'' », *Travail et Emploi*, 2017/150, p.53-78.

Samak Madlyne (2016), « La politisation variable des alternatives agricoles », *Savoir/Agir*, 2016/4, n°38, p.29-35.

Sawicki Frédéric et Siméant Johanna (2009), « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques thèses récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Volume 51, n°1, janvier-mars, p.97-125.

Schor Juliet B. (2010), *La véritable richesse. Une économie du temps retrouvé*, Editions Charles Léopold Mayer [2013 pour cette édition].

Schor Juliet B. (2007), « In Defense of Consumer Critique : Revisiting the Consumption Debates of the Twentieth Century », *The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 611, 11, p.16-30.

Schor Juliet B. (2005), « Sustainable consumption and Worktime reduction », Journal of Industrial Ecology, Vol.9, N° 1-2, p.37-50.

Schor Juliet B. (1998), *The Overspent American. Why We Want What We Don't Need*, New York: HarperPerennial, New York.

Schrage Dominik (2012), "The availability of things. A short genealogy of consumption", *Krisis Journal of contemporary Philosophy*, 2012/1, p.5-20.

Schrage Dominik (2009), *Die Verfügbarkeit der Dinge. Eine historische Soziologie des Konsums*, Campus Verlag, Frankfurt.

Schreurs Jeanine, Martens Pim et Kok Gerjo (2012), « Meet the Dutch downshifters: How people adjust consumption expenditures, experience downsizing and contribute to sustainability », *International Journal of Home Economics*, Vol.5, n°2, p.290-306.

Scott James C. (2019), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Editions Amsterdam, Paris.

Scott Michael (2017), « "Hipster Capitalism'' in the Age of Austerity? Polanyi Meets Bourdieu's New Petite Bourgeoisie », *Cultural Sociology*, 2017/11, n°1, p.60-76.

Seguette Marie (2004), "L'essor de la consommation citoyenne traduit-il un retour des préoccupations d'ordre holiste dans la consommation ?", CREDOC, n°204, octobre 2004.

Semal Luc (2019), *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*, PUF, Paris.

Sen Amartya (2010), *L'idée de justice*, Flammarion, Paris.

Sénik Claudia (2014), *L'Economie du bonheur*, La république des idées, Seuil, Paris.

Sennett Richard (2010), *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat*, Albin Michel, Paris.

Sessego Victoire et Hébel Pascale (2019), "Consommation durable: l'engagement de façade des classes supérieures", CREDOC, *Consommation et modes de vie*, n°303, mars.

Simmel Georg (1900), *Philosophie de l'argent*, PUF, Paris [2014 pour la présente édition].

Simonnet Véronique et Ulrich Valérie (2009), « La mobilité entre métiers : 30% des personnes en emploi en 1998 avait changé de métier en 2003 », *Premières Synthèses*, DARES, janvier 2009, n°05.3

Sinaï Agnès (2013), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Collection Nouveaux débats.

Singly (de) François, Thélot Claude (1988), *Gens du privé, gens du public : la grande différence*, Paris, Dunod.

Slater Don (1997), *Consumer Culture and Modernity*, Polity Press, Cambridge.

Smith Adam (1776), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, GF Flammarion, tomes I et II. [1991 pour la présente édition]

Smith Adam (1759), *Théorie des sentiments moraux*, Quadrige, PUF, Paris [2014 pour la présente édition].

Sommier Isabelle (2014), « Sociologie de l'action collective » in Pigenet Michel et al., *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte poche, p 367-377.

Soper Kate (2009), « Beyond Consumerism : Reflections on Gender Politics, Pleasure and Sustainable Consumption », in *Gendering Climate Change, Kvinder, Kvon & Forsking*, 2009/3-4, p.92-100

Soper Kate (2007), « Re-thinking the "Good Life": the citizenship dimension of consumer disaffection with consumerism », *Journal of Consumer Culture*, 2007/2, vol.7, p.205-229.

Soper Kate (2006), “Conceptualizing Needs in the Context of Consumer Politics”, *Journal of Consum Policy*, 2006/29, p.355-372.

Soper Kate, Thomas Lyn (2006), « Cultures of Consumption:“Alternative Hedonism’’ and the Critique of “Consumerism’’ », Institute for the Study of European Transformations, London Metropolitan University, working paper n°31, 44p.

Soper Kate (2001), « Ecologie, nature et responsabilité », *Revue du MAUSS*, 2001/1, n°17, p.71-93.

Sorignet Pierre-Emmanuel, « Danser au-delà de la douleur », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2006, vol.3, n°163.

Steiner Philippe et Vatin François (2013), *Traité de sociologie économique*, PUF, collection Quadrige, Paris.

Stuppia Paolo (2016), « La révolution dans le jardin. Utopies communautaires et expériences néo-rurales françaises après Mai 1968 », *Education et Sociétés*, 2016/1, n°37, p.49-64.

Sugier Laure (2012), *Le marketing face à ses résistances : une ethnographie des imaginaires et des pratiques de consommation des « objecteurs de croissance »*, Thèse en sciences de la gestion, sous la direction de Philippe Robert-Demontrond, Université de Rennes I, Rennes.

Szuba Mathilde et Semal Luc (2010), « Rationnement volontaire contre ‘‘abondance dévastatrice’’ : l’exemple des CRAGS », *Sociologies pratiques*, 2010/1, n°20, p.87-95.

Tarragoni Federico (2018), *Sociologies de l’individu*, La Découverte, Paris.

Tarragoni Federico (2016), « L’émancipation dans la pensée sociologique : un point aveugle ? », *Revue du MAUSS*, vol.2, n°48, p.117-134.

Tasset Cyprien (2018), « Se catégoriser comme ‘‘intello précaire’’. Les appropriations d’une proposition d’identité collective », *Politiques de communication*, 2018/10, p.95-124.

Tasset Cyprien (2015), *Les intellectuels précaires, genèses et réalités d’une figure critique*, Thèse de sociologie sous la direction de Luc Boltanski, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

Taylor Charles (1991), *Le malaise de la modernité*, Editions du Cerf, Paris, [1992 pour la traduction française].

Taylor Charles (1989), *Les sources du moi. La formation de l’identité moderne*, Editions du Seuil, Paris [1998 pour la traduction française].

Thébaud Françoise (2014), « Le privé est politique. Féminismes des années 1970 » in Pigenet Michel *et al.*, *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, Paris, p.509-520.

Thévenot Laurent (2006), *L’action au pluriel. Sociologie des régimes d’engagement*, La Découverte, Paris.

Tissot Sylvie (2013), « ‘‘Anything but Soul Food’’. Goûts et dégoûts alimentaires chez les habitants d’un quartier gentrifié » in Philippe Coulangeon *et al.*, *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, p.141-152.

Tissot Sylvie (2011), *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Raisons d'agir, Paris.

Tissot Sylvie (2010), « Naissance d'un quartier ‘‘historique’’ : patrimonialisation architecturale et luttes politiques dans le South End de Boston (1965-1995) », *Sociétés contemporaines*, 2010/4, n°80, p.5-27.

Tissot Sylvie, Gaubert Christophe et Lechien Marie-Hélène (dir) (2005), *Reconversions militantes*, Presses Universitaires de Limoges, Limoges.

Thoreau Henry D. (1854), *Walden*, Le mot et le reste, Marseille [2017 pour la présente édition].

Trentmann Frank (2016), *Empire of Things. How We Became a World of Consumers, from the Fifteenth to the Twenty-first*, Penguin Books, New York [2017 pour la présente édition].

Valette Catherine (2019a), « Concours de professeurs des écoles dans l’enseignement public à la session 2018 », *Note d’information*, n°19.24, juin 2019, DEPP, Paris.

Valette Catherine (2019b), « Concours de professeurs du second degré », *Note d’information*, n°19.25, juin 2019, DEPP, Paris.

Van Zanten Agnès (dir.) (2018), *Elites in Education*, Collection “Major Themes in Education”, Routledge, Londres.

Van Zanten Agnès (2016), « La fabrication familiale et scolaire des élites et les voies de mobilité ascendante en France », *L’Année sociologique*, 2016/1, vol.66, p.81-114.

Van Zanten Agnès (2011), “Compétition et choix dans le champ scolaire. Un modèle statutaire d’analyse des logiques institutionnelles et sociales”, *Lien social et Politiques*, n°66, p.179-196.

Van Zanten Agnès (2009), “The Sociology of Elite Education” in Apple M., Ball S., Gandin L.A. *International Handbook of the Sociology of Education*, Routledge, Londres.

Varikas Eleni (1996), « Le personnel est politique : avatars d’une promesse subversive », *Tumultes*, n°8, p.135-160.

Vatin François (dir.) (2013), *Evaluer et valoriser. Une sociologie économique de la mesure*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse.

Veblen Thorstein (1899), *Théorie de la classe de loisir*, Gallimard, collection Tel, Paris [1970 pour la traduction française].

Verdalle Laure (de), Deauvieau Jérôme et Filhon Alexandra (2017), « Les logiques ordinaires de catégorisation de l’espace socioprofessionnel. Une comparaison Allemagne, Espagne, France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2017/4, n°219, p.116-141.

Verdier Margot (2018), *La perspective de l'autonomie : la critique radicale de la représentation et la formation du commun dans l'expérience de l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*, Thèse de sociologie soutenue le 14 mai 2018, sous la direction de Stéphane Dufoix, Université de Paris Nanterre.

Vidal Aude (2017), *Egologie. Ecologie, individualisme et course au bonheur*, Le monde à l'envers, Grenoble.

Vries (de) Jan (2008), *The Industrious Revolution. Consumer Behavior and the Household Economy, 1650 to the Present*, Cambridge University Press, Cambridge.

Vries (de) Jan (1994), "The Industrial Revolution and the Industrious revolution", *Journal of Economic History*, 54/2, p.249-270.

Warde Allan (2014), "After Taste: Culture, consumption and theories of practice", *Journal of Consumer Culture*, 2014/14, n°3, p.279-303.

Weber Eugen (1976), *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale*, 1870-1914, Fayard, Paris [1983 pour la présente édition].

Weber Florence (2009), "Le calcul économique ordinaire", *in* Steiner Philippe et Vatin François, (dir.), *Traité de sociologie économique*, PUF, Paris, p.87-128.

Weber Florence, 1996, « Réduire ses dépenses, ne pas compter son temps. Comment mesurer l'économie domestique ? », *Genèses*, 1996/25, p.5-28.

Weber Max (1904), *Essais sur la théorie de la science*, Agora, Press Pockett, Paris [1904 et 1965 pour la première traduction en français, 1992 pour la présente édition].

Weber Max (1904-1905), *L'« esprit » du capitalisme*, Payot et Rivages, Paris, [2019 pour la rpésente édition].

Weber Max (1904-1905), *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, Gallimard Tel, Paris [2003 pour la présente édition].

Weber Max (1913), *Sociologie de la religion* (*Economie et société*), Champs, Flammarion, Paris [2006 pour la présente édition].

Weber Max (1919), *Le savant et le politique*, 10/18, Paris [1959 pour la présente édition].

Weber Max (1920), *Concepts fondamentaux de la sociologie*, Gallimard Tel, Paris [2016 pour la présente édition].

Weber Max (1921a), *Economie et société/1*, Agora Pocket, Paris [1956 et 1967, 1971 pour la première traduction en français, 1995 pour la présente édition].

Weber Max (1921b), *Economie et société/2*, Agora Pocket, Paris [1956 et 1967, 1971 pour la première traduction en français, 1995 pour la présente édition].

Weil Simone (1951), *La condition ouvrière*, Gallimard, Paris [2002 pour l'édition Gallimard-Folio].

Wright Erik Ohlin (2020), *Stratégies anticapitalistes pour le XXIème siècle*, La Découverte, Paris.

Wright Erik Ohlin (2017), *Utopies réelles*, La Découverte, Paris [2010 pour l'édition anglaise]

**Articles de presse et références sur les reconversions professionnelles**

Allens (d') Gaspard, Leclair Lucile (2016), *Les néo-paysans*, Seuil-Reporterre, Paris.

Besson Florence (2019), « ''Toucher terre'' ou comment passer des soirées parisiennes à l'agriculture bio », *Elle*, 5 avril 2019.

Chevalier François (2017), « Pourquoi des Bac+5 quittent leur ''métier à la con'' pour conduire un food-truck », *Télérama*, 5 septembre 2017.

Deloison Yves et Maubé Stéphanie (2020), *Il était une bergère*, éd. du Rouergue, Paris.

Desmares-Poirrier Claire (2020), *L'exode urbain. Manifeste pour une ruralité positive, Terre Vivante*, Mens.

Durand Jackie (20&6), « La Montreuilloise, les malt aimés », *Libération*, 13 mai 2016.

Faure Guillemette (2018), « Au Royaume-Uni des cadres apprennent à devenir profs », *Le Monde*, 29 octobre 2018.

Foucher Laurène (de) (2016), « Absurdes et vides de sens : ces jobs d'enfer », *Le Monde*, 22 avril 2016.

Khider Maïlys (2019), « Ces 25-35 ans qui ne veulent pas faire carrière », *Le Figaro*, 1er avril 2019.

Lhérété Eloïse (2009), « Tout plaquer : une aventure à haut risque », *Sciences Humaines*, n°205, juin 2009.

Ledit Guillaume (2017), « S'emmerder au travail n'est pas réservé aux bobos en quête de sens », *Usbek & Rica*, 19 juillet 2017.

Lochmann Arthur (2019), *La vie solide. La charpente comme éthique du faire*, Payot&Rivages, Paris.
Miller Marine (2021), *La Révolte. Enquête sur les jeunes élites face au défi écologique*, Seuil, Paris.

Miller Marine (2016), « Pour les jeunes diplômés, la tentation des métiers manuels », *Le Monde*, 17 octobre 2016.

Ratouis Alix (2015), « Heureux avec 800 euros par mois », *Le Point*, 27 août 2015.

Rezzoug Leslie (2017), « Reconversion professionnelle : pourquoi veut-on devenir prof ? », *L'Express*, 22 septembre 2017.

Robert Florence (2020), « La calligraphe se fait bergère », *Zadig*, n°7, p.102-107.

Robert Florence (2020), *Bergère des collines*, éditions Corti, Paris.

Roussel Frédérique (2020), « De calligraphe à bergère, une reconversion majuscule », *Libération*, 15 avril 2020.

Santolaria Nicolas (2016), « Après le burn-out et le bore-out, voici le brown-out », *Le Monde*, 13 octobre 2016.

Tourret Louise (2016), « Fatigués des bullshit jobs, ils sont devenus profs », *Slate* France, 15 novembre 2016.

**Films ou émissions**

Site « Les déviations » rassemble témoignages et expérience de ceux qui ont « changé de vie » : http://lesdeviations.fr/temoignages-ecrits/

« Tour pour changer », site du journaliste Yves Deloison, rassemble des conseils concernant les reconversions professionnelles : https://www.toutpourchanger.com/

BVA, Les actifs français et la reconversion professionnelle après le déconfinement, sondage, 9 juillet 2020 : https://www.bva-group.com/sondages/actifs-francais-reconversion-professionnelle-apres-deconfinement/

68, mon père et les clous (2019), Samuel Bigiaoui, documentaire, Petit à petit production, Paris.

Jeune bergère (2018), Delphine Détrie, documentaire, KMBO, Paris.

Les chèvres de ma mère (2014), Sophie Audier, documentaire, Mille et Une Productions, Paris.

L'urgence de ralentir (2014), Philippe Borrel, documentaire, Cinétévé/Arte France, Paris.

Tout s'accélère (2016), Gilles Vernet, La Clairière Production, documentaire, Kamea Meah Films, Paris

Sacrée croissance (2013), Marie-Monique Robin, documentaire, M2R Films/ARTE

En quête de sens (2014), Nathanaël Coste et Marc de la Ménardière, documentaire, Kamea Meah Films

« Comment réussir son changement de vie ? » (2020), *Grand bien vous fasse*, Daniël Fievet, France Inter, 19 mai 2020

« Une vie après l'autre », Dorothée Barba, *L'été comme jamais*, France Inter, 30 juin 2020

« Reconversions, formations : l'attirance du métier manuel », *Les Nouvelles vagues*, Marie Richeux, France Culture, 29 mars 2016.

« Comment réussir son changement de métier ? », Ali Rebeihi, *Grand bien vous fasse*, France Inter, 6 décembre 2018.

« Ma vie d'après. La reconversion professionnelle », Neila Latrous, France Info, 23 juillet 2020.

# Table des matières

**Sommaire ..... 11**

**Introduction**
**Les bifurcations descendantes : une résistance par les formes de vie ? ..... 13**

1. Nommer l'objet : les bifurcations descendantes ..... 16
2. Résister par les formes de vie : vivre sa protestation ..... 23
3. Contribuer à une sociologie pragmatique des formes de vie ..... 31
4. Interroger les résistances à une subjectivité capitaliste ..... 42
5. Enquêter : partir des récits biographiques ..... 50

PREMIERE PARTIE :
LE CHANGEMENT D'EMPLOI ET L'EVALUATION COMPAREE DES PROFESSIONS ..... 61

**Chapitre 1 Quitter un « super travail » ..... 65**

1. Avant la bifurcation, des carrières ascendantes ..... 67
   1.1. L'épreuve réussie des études ..... 67
      1.1.1. Une élite scolaire ..... 68
      1.1.2. Des diplômés de l'enseignement supérieur ..... 72
      1.1.3. Quelques parcours scolaires écourtés ..... 73
   1.2. Une insertion sur le marché du travail aisée ..... 76
      1.2.1. Des carrières de cadres ascendantes ..... 77
      1.2.2. Des salaires élevés ..... 86
   1.3. Mobilité intergénérationnelle : ascension ou reproduction ..... 88
      1.3.1. L'absence de mobilité intergénérationnelle descendante ..... 88
      1.3.2. Les enfants de la méritocratie scolaire ..... 91

2. L'émergence de la critique ..... 92
2.1. Bifurcation et évaluation critique d'une situation professionnelle ..... 93
2.1.1. La perception de décalages ..... 94
2.1.2. Déception sur la nature et les conditions d'exercice du travail ..... 96
2.1.3. Décalages sociaux : « un monde de requins » ..... 108
2.2. Un événement déclencheur : « franchir le pas » ..... 113
2.2.1. Les événements familiaux ..... 114
2.2.2. Les événements au travail ..... 117
2.2.3. Le voyage de longue durée ..... 122
2.3. Sécuriser la transition ..... 124
2.3.1. Le soutien des conjoints et de la famille ..... 125
2.3.2. Le recours aux dispositifs institutionnels ..... 127
**Chapitre 2 Vouloir le déclassement ? ..... 133**
1. Évaluation comparée des professions et déplacements dans l'espace social ..... 135
1.1. Classement institutionnel des professions et évaluation du déclassement ..... 136
1.1.1. Le classement des professions par l'INSEE : les critères de catégorisation ..... 137
1.1.2. La mesure du déclassement et la hiérarchisation des professions et catégories socio-professionnelles ..... 139
1.1.3. L'évaluation du déclassement professionnel ..... 144
1.2. Évaluation subjective des professions, classement et reclassement ..... 150
1.2.1. Critique et réévaluation des hiérarchies professionnelles ..... 151
1.2.2. Reclassement plutôt que délassement volontaire ? ..... 160
2. La critique de l'évaluation économique du travail ..... 166
2.1. *Bullshit jobs* et utilité du travail ..... 166
2.1.1. De l'inutilité de certains emplois ? ..... 167
2.1.2. Une critique de la logique marchande de l'évaluation du travail ..... 173
2.2. Le beau travail : se figurer l'utilité au-delà de la définition économique de l'emploi 176
2.2.1. Beau travail et vrai boulot : sens et utilité sociale du travail ..... 177
2.2.2. Le beau travail : l'utilité incarnée ..... 178
DEUXIEME PARTIE : LES REAMENAGEMENTS DE LA CONSOMMATION ..... 189
**Chapitre 3 Déconsommer ..... 193**
1. Réduire ses dépenses ..... 194
1.1. Compter : la nécessité d'équilibrer les dépenses budgétaires ..... 194
1.1.1. Équilibrer, une difficulté nouvelle ..... 195
1.1.2. Compter à deux : équilibrages conjugaux ..... 201
1.1.3. Imposer la contrainte budgétaire dans la sociabilité ..... 204
1.2. Réduire, reporter, supprimer les dépenses ..... 208

1.2.1. Une rupture de style de vie ou des aménagements à la marge ? 209
1.2.2. Des baisses hiérarchisées de la consommation 212
2. Garder ce qui compte : un processus de résistance au déclassement 223
2.1. Rester dans son logement 223
2.1.1. Déménager ? 224
2.1.2. Être propriétaire : la patrimonialisation, condition de la résistance au déclassement ? 229
2.2. Rester soi : le maintien de ce qui compte 235
2.2.1. L'alimentation, marqueur social de la déconsommation 236
2.2.2. Le maintien de certaines consommations distinctives 242
**Chapitre 4 Rendre la baisse de la consommation acceptable 255**
1. La justification marchande : la consommation en arbitrage 257
1.1. Le registre de la comparaison et de l'arbitrage 258
1.1.1. Plaisirs (perdus) de consommation 258
1.1.2. L'absence de déception dans la consommation 264
1.1.3. Plaisirs de consommation en arbitrage 269
1.2. La construction d'une norme du suffisant 278
1.2.1. Les conditions de possibilité d'une limitation de la consommation 278
1.2.2. L'activation de dispositions sociales et familiales 287
1.2.3. La mise à distance de la consommation 295
2. La critique de la consommation 299
2.1. La critique sociale et la critique artiste du consumérisme 299
2.1.1. La critique savante de la consommation 300
2.1.2. L'appropriation ordinaire de la critique 308
2.2. Critique et justification écologiques de la consommation 314
2.2.1. L'évidence de la critique écologique 315
2.2.2. Les ambivalences de la justification écologique 322
TROISIEME PARTIE : LE RAPPORT AU POLITIQUE 349
**Chapitre 5 Choisir sa vie, critiquer le capitalisme par les formes de vie ? 353**
1. Les paradoxes de la recherche de l'intérêt individuel 355
1.1. L'affirmation d'un choix individuel émancipateur 356
1.1.1. L'énoncé du choix individuel comme motif d'action 356
1.1.2. La grammaire du choix individuel porteur d'émancipation 367
1.2. Le « paradoxe Walden » : refuser le « prêt-à-calculer » 373
1.2.1. L'homme économique dans les bois 374
1.2.2. Le refus d'une conception restreinte de l'intérêt 383
2. Une critique de l'utilitarisme par les formes de vie ? 392

2.1. Découvrir son intérêt ..... 393
2.1.1. Authenticité, culture de soi et recherche de résonance ..... 394
2.1.2. Une recherche de cohérence éthique ..... 399
2.2. S'émanciper d'un ordre de finalités ..... 404
2.2.1. La question du sens : sortir de la cage d'acier ? ..... 404
2.2.2. La consommation comme moyen : trouver la mesure ..... 412
**Chapitre 6 Politiser les formes de vie ? ..... 419**
1. Une politisation des formes de vie inscrite dans les trajectoires politiques individuelles ... 422
1.1. L'examen de différents indicateurs de politisation ..... 422
1.1.1. Repérer la politisation ..... 423
1.1.2. La variété des trajectoires de participation politique ..... 426
1.1.3. La politisation des énoncés ..... 439
1.1.4. La diversité de l'auto-qualification comme « politique » ..... 441
1.2. Une typologie des formes de politisation du changement ..... 445
1.2.1. Trois idéaux-types de la politisation des pratiques ..... 446
1.2.2. Continuum de la politisation des pratiques et archipel de la critique par les formes de vie 452
2. Entre dire et faire : penser le rapport au politique des formes de vie ..... 460
2.1. La valorisation du *faire* en politique ..... 461
2.1.1. Défiance et distance vis-à-vis de la politique et du militantisme partisan : faire plutôt que dire ..... 462
2.1.2. Faire et dire : quels écarts ? ..... 469
2.2. Action et protestation sur et par les formes de vie : *exit* et *voice*, alternative ou hybridation ? ..... 475
2.2.1. Une demande de délibération sur les formes de vie ..... 475
2.2.2. Résistances et protestation au sujet des formes de vie ..... 480
CONCLUSION GENERALE ..... 487
**Conclusion ..... 489**
**Epilogue Que sont-ils devenus ? ..... 497**
ANNEXES ..... 501
**Annexe 1 Tableau des enquêtés ..... 503**
**Annexe 2 Grille thématique d'entretien ..... 507**
**Annexe 3 Un exemple d'entretien ..... 509**
**Annexe 4 La mesure quantitative des bifurcations descendantes ..... 531**
**Bibliographie ..... 535**
**Table des matières ..... 583**